



HAL
open science

Les répercussions du processus de paix en Irlande du Nord sur les partis radicaux de la province : de la contestation à la participation

Magali Dexpert

► **To cite this version:**

Magali Dexpert. Les répercussions du processus de paix en Irlande du Nord sur les partis radicaux de la province : de la contestation à la participation. Science politique. Université de Grenoble, 2013. Français. NNT : 2013GRENL011 . tel-01124261

HAL Id: tel-01124261

<https://theses.hal.science/tel-01124261v1>

Submitted on 6 Mar 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE

Spécialité : **Langues, littératures et sciences humaines**

Arrêté ministériel : 7 août 2006

Présentée par

Magali DEXPERT

Thèse dirigée par **Véronique MOLINARI**
codirigée par **Gabriel DOHERTY**

préparée au sein du **Laboratoire EA3016 – Centre d'Etudes sur
Les Modes de la Représentation Anglophone (CEMRA)**
dans l'**École Doctorale n°50 – Langues, littératures et sciences
humaines**

Les répercussions du processus de paix en Irlande du Nord sur les partis radicaux de la Province : de la contestation à la participation

Thèse soutenue publiquement le **15 novembre 2013**,
devant le jury composé de :

M. Gabriel DOHERTY

College Lecturer, University College Cork, Ireland (Co-directeur de Thèse)

M. Gilles LEYDIER

Professeur à l'Université de Toulon (Rapporteur)

Mme Véronique MOLINARI

Professeur à l'Université Stendhal - Grenoble III (Directrice de Thèse)

Mme Valérie PEYRONEL

*Professeur à l'Université de la Sorbonne Nouvelle – Paris III (Rapporteur,
Présidente de jury)*



Les répercussions du processus de paix en Irlande du Nord sur les partis radicaux de la province : de la contestation à la participation.

Résumé de la thèse :

Cette étude porte sur l'impact du processus de paix en Irlande du Nord sur les partis politiques de la Province jusqu'à présent considérés comme radicaux : le D.U.P. et le *Sinn Féin*.

Il s'agit d'identifier et d'analyser les changements stratégiques et politiques survenus au sein du D.U.P. et du *Sinn Féin* pendant le processus de paix afin d'aboutir à une entente politique en mai 2007, date de formation de l'Assemblée nord-irlandaise. Ainsi, nous tentons, d'une part, de démontrer comment le D.U.P. est passé du radicalisme politique et religieux à la modération, et, d'autre part, comment le *Sinn Féin* s'est distancé de la lutte armée de l'I.R.A. pour s'engager dans un combat exclusivement politique.

Cette étude propose, dans un premier temps, d'identifier le statut du D.U.P. et du *Sinn Féin* sur la scène politique nord-irlandaise avant le processus de paix pour ensuite mettre en exergue les difficultés liées à la mise en place des accords de paix dans la province, compte tenu des divergences idéologiques de ces deux partis. Le rôle, les stratégies et le discours politique de ces deux partis pendant le processus de paix sont analysés afin de mieux comprendre leur perception des accords de paix mais également leur succès auprès des électeurs nord-irlandais. En effet, il est démontré que la stratégie politique du D.U.P. et du *Sinn Féin* pendant le processus de paix s'est avérée être efficace sur le plan électoral et a donc été synonyme de nouveaux enjeux politiques. En devenant les acteurs principaux des négociations sur l'avenir politique de l'Irlande du Nord, le D.U.P. et le *Sinn Féin* ont ainsi été contraints de participer, ensemble et de manière constructive, à la vie politique nord-irlandaise. Cette étude entend donc démontrer quels mécanismes diplomatiques et politiques ont contribué à transformer ces deux partis pour finalement les amener à partager le pouvoir politique en Irlande du Nord.

Mots clés :

Irlande du Nord – Processus de paix – D.U.P. – *Sinn Féin* – Radicalisme politique – Discours politique – Accords de paix.

Summary of the thesis :

The present work is an attempt to examine the impact of the Northern Irish peace process on the DUP and *Sinn Féin*, since these two parties used to be considered as being radical ones.

The author consequently analyses the political and strategic transformation of these two parties during the peace process which eventually permitted the formation of a mandatory coalition in May 2007 as well as the restoration of devolution in the Province.

The aim of this study is therefore to demonstrate how the DUP shifted from political and religious radicalism to moderation and how the Republican Party dissociated itself from the IRA's armed struggle to embark on exclusively political activities.

Three questions underlie our analysis: Considering their radical political beliefs, which role did these two parties play in Northern Irish politics before the peace process? What was their interpretation of the different peace treaties and what enabled them to appeal to the Northern Irish electorate? Finally, following their political success, how did they manage to deal with their new political responsibilities, namely sharing power in Northern Ireland? This study thus intends to reveal the diplomatic and strategic mechanisms that contributed to the transformation of these two parties over the last decades and how they succeeded in sharing political power.

Keywords:

Northern Ireland – Peace process – DUP – *Sinn Féin* – Fundamentalism – Radicalism – Political discourse – Peace treaties.

Table des matières

Remerciements	9
Liste des acronymes.....	10
Liste des principaux partis et de leurs dirigeants.....	15
Liste des tableaux	17
Introduction	18
PREMIERE PARTIE	26
LE SINN FEIN ET LE D.U.P. AVANT LE PROCESSUS DE PAIX, QUELLE PLACE SUR LA SCENE POLITIQUE NORD-IRLANDAISE ?	26
I/ Le Sinn Féin : un parti révolutionnaire en marge de la politique nord-irlandaise.	29
A. Les origines du Sinn Féin.....	29
1. Le poids d'un passé lointain sur la création du Sinn Féin.....	30
2. Le Sinn Féin d'Arthur Griffith	34
3. Le Soulèvement de Pâques 1916 (Easter Rising): un tournant politique pour le mouvement républicain.	37
4. Le poids électoral du Sinn Féin au lendemain des Pâques Sanglantes.....	39
5. Le Sinn Féin en Ulster.....	44
B. Les républicains sous le régime de Stormont 1921-1972.....	46
1. La résurrection du Sinn Féin par l'I.R.A.....	47
2. Le régime de Stormont	50
3. Le Sinn Féin sous le régime de Stormont : le bras politique de l'I.R.A.....	56
4. Une tentative de s'imposer politiquement	59
II/ Le D.U.P. : un parti confessionnel et contestataire	64
A. L'influence religieuse d'Ian Paisley sur les principes politiques du D.U.P.	65
1. La construction de l'identité religieuse d'Ian Paisley	65
2. La création de l'Eglise Presbytérienne Libre	68
3. Les discours religieux du Révérend Ian Paisley.....	71
B. Les origines et les conditions de la création du D.U.P.	80
1. Le besoin d'une plateforme politique pour imposer des préceptes religieux	80
i. 1964 : les émeutes tricolores	81
ii. L'opposition au mouvement œcuménique des années 1960	83

2.	L'opposition à l'unionisme modéré et réformiste de Terence O'Neill	87
3.	L'opposition au mouvement pour les droits civiques.....	97
4.	La chute de O'Neill et l'ascension de Paisley	104
	C. La création et les objectifs du D.U.P.....	106
	III/ Le D.U.P. et le <i>Sinn Féin</i>: quel type d'action politique, quelle vision de l' « Autre » à l'aube du Processus de Paix ?	117
	A. Le lien entre le D.U.P. et les paramilitaires loyalistes.	117
1.	Paisleyites et paramilitaires ?	118
2.	« U.W.C. Strike », la grève de 1974.....	120
3.	« Paisley's strike », la grève de 1977.	127
	B. Le <i>Sinn Féin</i> Provisoire, synonyme d'une nouvelle stratégie républicaine... 131	
1.	La violence intercommunautaire : le terrain fertile à la réactivation d'une stratégie militaire républicaine	132
2.	L'émergence de Gerry Adams sur la scène politique nord-irlandaise, synonyme d'une nouvelle stratégie républicaine.....	135
3.	1981 : un tournant pour le républicanisme et la politique nord-irlandaise..	142
	DEUXIEME PARTIE	150
	LES DIFFICULTES LIEES A LA MISE EN PLACE DU PROCESSUS DE PAIX EN IRLANDE DU NORD : STRATEGIES POLITIQUES ET DIVERGENCES IDEOLOGIQUES ENTRE LE D.U.P. ET LE <i>SINN FEIN</i> (1985-2001)	150
	I/ La politique du D.U.P. durant la mise en place du processus de paix : « <i>Ulster says NO !</i> », « <i>No surrender !</i> », une identité politique forgée dans l'opposition... 153	
	A. Les accords de paix.....	153
	B. Les stratégies d'opposition du D.U.P. aux différents accords de paix, ou comment Ian Paisley est devenu le « <i>Dr No</i> » de la scène politique nord-irlandaise.	163
1.	L'opposition du D.U.P. à l'implication de la République d'Irlande dans les affaires nord-irlandaises.	164
2.	L'Accord Anglo-Irlandais (Anglo-Irish Agreement) de 1985 et la campagne « <i>Ulster says NO !</i> ».	167
3.	L'opposition du D.U.P. à la Déclaration de Downing Street	172
4.	La campagne du D.U.P. contre les Accords de Belfast.....	177
	C. Les raisons politiques et religieuses derrière l'opposition du D.U.P. au processus de paix	181
1.	« Des terroristes au gouvernement » la dénonciation de la violence et de l'immoralité au centre du discours du D.U.P.	181
2.	La peur du « <i>Rome Rule</i> ».....	185
3.	Stratégies politiques.....	187

II/ L'implication du <i>Sinn Féin</i> dans le processus de paix : un défi politique.....	189
A. La vision républicaine du processus de paix	189
1. L'Accord anglo-irlandais vu par les républicains	190
2. La Déclaration de Downing Street : la possible implication des républicains dans le processus de paix.....	193
3. Les Accords de Belfast, synonymes d'intégration politique pour le Sinn Féin	199
B. Une nouvelle force électorale et une nouvelle image.....	202
1. Armalite and ballot box : un premier pas vers l'intégration politique républicaine	202
2. Vers une nouvelle perception du Sinn Féin ?	204
3. Conserver l'unité républicaine.....	206
4. L'abandon progressif de l'abstentionnisme et la volonté de rapprochement avec le S.D.L.P.	209
C. La coopération entre républicains et nationalistes dans la recherche d'une solution au conflit : la clé de l'intégration politique des républicains ?	215
1. Les entrevues entre John Hume et Gerry Adams (1988).....	215
2. Vers de nouvelles relations avec le gouvernement britannique	220
3. L'influence du discours nationaliste du S.D.L.P. sur celui du Sinn Féin....	222
4. L'impact de la coopération S.D.L.P./Sinn Féin sur la stratégie républicaine	227
III/ La mise en place des Accords de Belfast : quelles répercussions pour les partis radicaux ?	238
A. La place du <i>Sinn Féin</i> et du D.U.P. au lendemain de la signature des Accords de Belfast	238
1. Les élections de 1998 à l'Assemblée nord-irlandaise	238
2. L'ambiguïté des Accords de Belfast et leur difficile mise en application...	242
3. Les gains électoraux du D.U.P. et du Sinn Féin suite aux Accords	246
B. Le statut du <i>Sinn Féin</i> et du D.U.P. au sein de l'Assemblée nord-irlandaise	249
1. De l'abstentionnisme à la participation politique active : une intégration politique réussie pour le Sinn Féin ?	249
2. La participation du D.U.P. à l'Assemblée nord-irlandaise : quels enjeux politiques?	253

TROISIEME PARTIE	257
2001-2007 : L'ASCENSION POLITIQUE DU <i>SINN FEIN</i> ET DU D.U.P., SYNONYME DE NOUVEAUX ENJEUX	257
I/ La radicalisation du paysage politique nord-irlandais.....	259
A. Les élections de 2001.....	259
1. Les résultats des élections et les campagnes du Sinn Féin et du D.U.P.	260
2. Les réactions du D.U.P. et du Sinn Féin au lendemain des élections.....	266
B. Les élections à l'Assemblée nord-irlandaise de 2003.....	268
1. Les résultats des élections et les campagnes du Sinn Féin et du D.U.P.	269
2. Les réactions du D.U.P. et du Sinn Féin au lendemain des élections.....	275
C. Les causes et les conséquences de la montée du radicalisme en Irlande du Nord.	278
1. L'analyse des résultats de 2003	279
2. La « force illocutionnaire » et « l'usage stratégique du langage » dans les discours du D.U.P. et du Sinn Féin	281
II/ Le rapprochement forcé des deux extrêmes et les difficultés de collaboration entre le D.U.P. et le <i>Sinn Féin</i>.....	287
A. De nouveaux enjeux politiques pour le D.U.P. et le Sinn Féin.....	288
1. La rencontre entre le D.U.P. et le gouvernement irlandais : le premier signe de modération	288
2. Le bilan des Accords de Belfast et les propositions politiques du D.U.P. et du Sinn Féin.....	290
3. La nécessaire intervention de Londres et de Dublin : les pourparlers de Leeds Castle ²⁹⁴	
B. Les élections de 2005 et le désarmement de l'I.R.A.	297
1. Les élections de 2005	298
2. Le désarmement de l'I.R.A.....	304
C. Octobre 2006 : comment les pourparlers de St Andrews ont relancé le processus de paix.	310
1. Quelle alternative au partage du pouvoir Ian Paisley proposait-t-il en 2006? 311	
2. St Andrews	317
3. La reconnaissance de l'autorité de la P.S.N.I. par les républicains.....	322
III/ Conséquences et bilan des changements opérés au sein du <i>Sinn Fein</i> et du D.U.P. au cours du Processus de Paix.....	325
A.Mai 2007 : la formation d'une Assemblée nord-irlandaise au pouvoir partagé entre le D.U.P. et le <i>Sinn Féin</i>.....	325

1. Les élections de 2007 à l'Assemblée nord-irlandaise	326
2. Le rétablissement de la dévolution et la formation de l'Assemblée nord-irlandaise.....	334
B. La transformation du D.U.P. et du <i>Sinn Féin</i> pendant le processus de paix	339
1. La transformation du parti républicain : une nouvelle image, une nouvelle stratégie et une vision différente de la politique nord-irlandaise.....	340
2. L'abandon de la violence politique et religieuse par le D.U.P. au profit d'un discours modéré.....	345
Conclusion	349
Bibliographie	357
Annexes	390

Remerciements

Je remercie particulièrement Madame le Professeur Véronique Molinari, pour ses conseils, son soutien et les corrections qu'elle a apportées à mon travail.

Un grand merci à Monsieur Gabriel Doherty, pour son aide et sa disponibilité au cours de mon travail de recherche en Irlande et en Irlande du Nord.

Toute ma gratitude à Séverine Maupetit pour son aide précieuse.

Ma reconnaissance va également à mes parents, mes amis et Benjamin Buffa pour leur patience et leur soutien tout au long de ces six années.

Liste des acronymes

D.U.P. (*Democratic Unionist Party*) : Parti Unioniste Démocratique. Fondé en 1971 par le pasteur presbytérien Ian Paisley comme une alternative radicale à l'U.U.P., le D.U.P. a succédé au Parti Unioniste Protestant (*Protestant Unionist Party*). Son chef actuel est Peter Robinson, Premier ministre nord-irlandais. Le D.U.P. est aujourd'hui le premier parti en Irlande du Nord.

I.I.C.D. (*Independent International Commission on Decommissioning*) : Commission Internationale Indépendante sur le Désarmement. Etablie par les gouvernements irlandais et britannique le 26 août 1997, dans le cadre du processus de paix et dans le but de superviser le désarmement des groupes paramilitaires, l'I.I.C.D. était présidée par le Général canadien John de Chastelain.

I.M.C. (*Independent Monitoring Commission*) : Commission Indépendante de Contrôle. L'I.M.C. est une organisation qui a été créée en mai 2003 par les gouvernements britannique et irlandais et est chargée d'émettre des rapports concernant les activités des groupes paramilitaires républicains et loyalistes.

I.P.P. (*Irish Parliamentary Party*) : Parti Parlementaire Irlandais. Formé en 1882 par Charles Stewart Parnell, l'objectif principal de l'I.P.P. était d'obtenir l'indépendance législative de l'Irlande. Il s'agissait du parti officiel des nationalistes irlandais élus au Parlement de Westminster jusqu'en 1918.

I.R.A. (*Irish Republican Army*) : Armée Républicaine Irlandaise. Organisation terroriste qui luttait pour la réunification de l'Irlande. On date l'origine de l'I.R.A. à l'année 1919, au début de la guerre d'indépendance de l'Irlande. En décembre 1969, l'I.R.A. s'est scindée en deux factions: l'I.R.A. Provisoire (*Provisional IRA*) qui préférait avoir recours à une lutte armée, et l'I.R.A. Officielle (*Official IRA*) qui privilégiait un règlement politique du conflit en Irlande du Nord. Les deux organisations avaient le même but, une Irlande

réunifiée, mais n'ont pas opté pour les mêmes méthodes d'action. Aujourd'hui, les « Officiels » ont complètement disparu et l'I.R.A. Provisoire a officiellement cessé ses activités depuis juillet 2005.

I.R.B. (*Irish Republican Brotherhood*) : Confrérie des Républicains Irlandais. L'I.R.B. était une société secrète révolutionnaire fondée à Dublin en 1858 et dirigée, entre autres, par James Stephens, dont le but était de se battre pour faire de l'Irlande une république démocratique indépendante. Les membres de l'I.R.B. étaient également connus sous le nom de *Fenians*.

L.A.W. (*Loyalist Association of Workers*) : Association des Travailleurs Loyalistes. L.A.W. regroupait au début des années soixante-dix les travailleurs qui s'opposaient à l'imposition de l'administration directe (*Direct Rule*) de Westminster sur la Province.

N.I.C.R.A. (*Northern Ireland Civil Rights Association*) : Association pour les Droits Civiques en Irlande du Nord. La N.I.C.R.A. a été fondée en 1967 sur le modèle du mouvement pour les droits civiques aux Etats-Unis. A la fin des années soixante, la N.I.C.R.A. a lancé une campagne de manifestations pacifiques pour mettre fin à la discrimination institutionnelle contre la communauté catholique d'Irlande du Nord.

P.S.N.I. (*Police Service of Northern Ireland*) : Services de Police Nord-Irlandaise qui ont remplacé le R.U.C. en 2000. Initialement, la P.S.N.I. devait s'engager à recruter 50% de personnel issu de la communauté catholique afin de mettre fin à la sous-représentation de celle-ci dans les forces de police. Toutefois, selon *l'Irish Times*, en mai 2013, seulement 30% du personnel était issu de la communauté catholique.

R.I.R.A. (*Real IRA*): I.R.A. Véritable. L'I.R.A. Véritable, est un groupe républicain dissident opposé au processus de paix formé en 1997.

R.U.C. (*Royal Ulster Constabulary*) : Force de police d'Irlande du Nord (majoritairement protestante) établie en 1921 qui a été remplacée, dans le cadre du processus de paix, par la P.S.N.I. (*Police Service of Northern Ireland*) le 4 novembre 2001.

S.D.L.P. (*Social Democratic and Labour Party*) : Parti Travailleiste Démocratique et Social. Issu de la N.I.C.R.A., le S.D.L.P. est un parti nationaliste oeuvrant pour la réunification de l'Irlande par des moyens pacifiques. Il a été créé en 1970 afin de promouvoir la réunification de l'Irlande par un combat politique et non violent. Le S.D.L.P. est le porte-parole des nationalistes catholiques modérés au Parlement nord-irlandais et a été le parti nationaliste majoritaire en Irlande du Nord de 1973 à 2001. John Hume a dirigé le parti de 1979 à 2001, aujourd'hui, Alasdair McDonnell est à la tête du parti.

U.D.A. (*Ulster Defense Association*) : Association pour la Défense de l'Ulster. L'U.D.A. était l'organisation paramilitaire loyaliste la plus importante. Elle a été établie à Belfast en 1971. Cette organisation terroriste a été, dès sa création, dirigée par des militants loyalistes anti-catholiques et, durant les années 1970, ses membres ont été reconnus coupables de la plupart des crimes les plus sanglants du conflit nord-irlandais. L'organisation a également été associée à des affaires de vol et d'extorsions de fonds. Les membres de l'U.D.A. se voyaient comme les défenseurs des valeurs protestantes dans la Province et du lien constitutionnel de l'Ulster avec l'Angleterre. L'organisation a joué un rôle considérable durant la grève de 1973. En août 1992, après un regain de violence loyaliste, l'U.D.A. a été proscrite et a, le 11 novembre 2007, annoncé mettre fin à ses activités.

U.D.R. (*Ulster Defence Regiment*) : Régiment de Défense de l'Ulster. L'U.D.R. était un régiment de l'armée britannique dont les membres étaient exclusivement recrutés en Irlande du Nord. L'U.D.R. a été créé en 1970, après le démantèlement des *B-special* (une force de police sectaire, constituée seulement d'agents protestants, agissant sous les ordres du R.U.C. et qui a été abolie par le gouvernement britannique en 1969). En 1992, l'U.D.R. a été rattaché aux *Royal Irish Rangers* pour former un Régiment Royal Irlandais (*Royal Irish Regiment*).

U.F.F. (*Ulster Freedom Fighters*) : Les Combattants pour la Liberté d'Ulster. L'U.F.F. était un nom alternatif pour l'organisation paramilitaire U.D.A. Il a été utilisé pour la première fois en 1973.

U.P.V. (*Ulster Protestant Volunteers*) : Volontaires Protestants d'Ulster. Groupe loyaliste fondé en 1965 et soutenu par Ian Paisley dont les membres ont été particulièrement actifs

durant les « contre-manifestations » à l'encontre des mouvements pour les droits civiques à la fin des années soixante.

U.U.A.C. (*United Unionist Action Council*) : Conseil d'Action Unioniste. Groupe représentant les intérêts politiques des partis loyalistes et qui a été à l'origine de la grève loyaliste de 1977.

U.U.P. (*Ulster Unionist Party*) : Parti Unioniste d'Ulster. Le terme « unionisme » est apparu pour la première fois aux élections de 1886. Il traduisait la volonté des protestants de s'opposer à la politique britannique de « *Home Rule* » (visant à accorder l'autonomie à l'Irlande). L'U.U.P. existe formellement depuis la partition de l'Irlande en 1920 et a longtemps été la formation politique principale de l'Irlande du Nord. Le parti est en effet longtemps resté le premier parti unioniste de la Province et a été au pouvoir de 1921 à 1972. De 1974 jusque dans les années quatre-vingt-dix, il a aussi été appelé Parti Unioniste Officiel (*Official Unionist Party*). David Trimble a dirigé l'U.U.P. de 1995 à 2005, lorsqu'il a démissionné de ses fonctions suite à sa défaite électorale de mai 2005. Aujourd'hui, le chef du parti est Mike Nesbitt.

U.U.U.C. (*United Ulster Unionist Council*) : Conseil des Unionistes d'Ulster. Groupe au sein duquel des unionistes (certains membres du Parti unioniste, le D.U.P., l'Orange Order et le *Vanguard*) opposés au partage du pouvoir en Irlande du Nord se sont réunis de 1974 à 1977.

U.V.F. (*Ulster Volunteer Force*) : Force Volontaire d'Ulster. L'U.V.F., groupe paramilitaire loyaliste, a été fondé en 1912 par Sir Edward Carson afin de lutter contre le mouvement irlandais pour l'autonomie (*Home Rule movement*) et faire pression sur le gouvernement britannique pour que celui-ci ne cède pas à la pression irlandaise. Le mouvement a disparu durant les années trente mais son nom a été repris en 1965 par des unionistes radicaux qui s'opposaient à la politique de Terence O'Neill. L'U.V.F. a été à l'origine des premiers incidents de la période des « Troubles ». Terence O'Neill a déclaré l'U.V.F. illégale en juin 1966 et a accusé Ian Paisley d'entretenir des liens avec l'organisation. Le groupe a été légalisé en avril 1974 avant de redevenir illégal en octobre 1975. Durant le conflit, l'U.V.F. a été reconnue comme l'organisation terroriste la plus barbare. Durant les années 1970, certains de ses membres, notamment les Bouchers de

Shankill, ont été impliqués dans l'assassinat de nombreux catholiques qui n'avaient aucun lien avec l'I.R.A. Après un cessez-le-feu en 1995, l'U.V.F. et l'U.D.A. ont pris part au processus de paix. Le 27 juin 2009, l'U.V.F. a annoncé avoir mis son arsenal hors d'état de nuire.

U.W.C. (*Ulster Workers Council*) : Conseil des Travailleurs d'Ulster. Groupe loyaliste qui a aidé à organiser la grève loyaliste de 1973 qui a conduit à l'effondrement du gouvernement de coalition en mai 1974.

Liste des principaux partis et de leurs dirigeants

D.U.P.

1971-2008 : Ian Paisley

Depuis 2008 : Peter Robinson

S.D.L.P.

1970-1979 : Gerry Fitt

1979-2001 : John Hume

2001-2010 : Mark Durkan

Depuis 2011 : Alasdair McDonnell

Sinn Féin

1905-1908 : Edward Martyn

1908-1911 : John Sweetman

1911-1917 : Arthur Griffith

1917-1926 : Eamon de Valera

1926-1931 : John O'Kelly

1931-1933 : Brian O'Higgins

1933-1935 : Michael O'Flanagan

1935-1937 : Cathal O'Murchadha

1937-1950 : Margaret Buckley

1950-1952 : Paddy McLogan

1952-1954 : Tomas O'Dubhghail

1954-1962 : Paddy McLogan

1962-1970 : Tomas Mac Giolla

1970-1983 : Ruairi O'Bradaigh

Depuis 1983 : Gerry Adams

U.U.P.

1905-1906 : Colonel Saunderson

1906-1910 : Walter Hume Long

1910-1921 : Edward Carson

1921-1940 : James Craig
1940-1946 : John Miller Andrews
1946-1963 : Basil Brooke
1963-1969 : Terence O'Neill
1969-1971 : James Chichester-Clark
1971-1974 : Brian Faulkner
1974-1979 : Harry West
1979-1995 : James Molyneaux
1995-2005 : David Trimble
2005-2010 : Reg Empey
2010-2012 : Tom Elliott
Depuis 2012 : Mike Nesbitt

Liste des tableaux

<i>Tableau 1 : Proportion de membres de l'Eglise Presbytérienne Libre au sein du D.U.P., 1973-2005</i>	186
<i>Tableau 2 : Qui a le plus bénéficié des Accords du Vendredi Saint ? Perceptions de la communauté protestante nord-irlandaise.....</i>	241
<i>Tableau 3 : Le déclin du soutien des protestants envers l'Accord du Vendredi Saint</i>	241
<i>Tableau 4 : Comparatif des résultats électoraux du D.U.P. et du Sinn Féin aux élections locales de 1997 et aux élections à l'Assemblée nord-irlandaise de 1998</i>	246
<i>Tableau 5 : Elections locales de 2001</i>	265
<i>Tableau 6 : Elections à Westminster de 2001</i>	265
<i>Tableau 7 : Elections à l'Assemblée nord-irlandaise de 2003</i>	269
<i>Tableau 8 : Elections à l'Assemblée nord-irlandaise de 2007</i>	330

Introduction

« *Northern Ireland was synonymous with conflict [...] irreconcilable differences; people felt that it couldn't be done [...]. Yet, in the end, it was done and this holds a lesson for conflict everywhere* »¹. Cette déclaration, faite par Tony Blair le jour du retour de la dévolution en Irlande du Nord, le 8 mai 2007, résume parfaitement l'histoire de la Province et illustre le fait que le processus de paix a représenté un projet ambitieux ainsi qu'un travail diplomatique considérable. L'Irlande du Nord a en effet été marquée par plusieurs décennies d'affrontements extrêmement violents entre les communautés protestante et catholique nord-irlandaises et différentes tentatives stériles de mise en place d'un processus de paix visant à favoriser la coopération politique entre unionistes² et nationalistes³. Toutefois, depuis le mois de mai 2007, les partis politiques autrefois considérés comme étant les plus radicaux d'Irlande du Nord se partagent le pouvoir politique. L'accord politique de 2007 entre le Parti Démocrate Unioniste (*Democratic Unionist Party*, D.U.P.) et le *Sinn Féin*, puis le retour de la dévolution dans la Province nord-irlandaise ont en effet représenté le point d'orgue du processus de paix. Cette étude propose donc de mesurer l'impact du processus de paix nord-irlandais sur ces deux partis et entend démontrer quels mécanismes diplomatiques et politiques ont contribué à les transformer pour finalement les amener à partager le pouvoir politique en Irlande du Nord.

Le processus de paix témoigne d'une volonté mais également d'une nécessité de changement au sein de la Province nord irlandaise, d'un état de violence intercommunautaire et d'instabilité politique vers une paix durable. Il s'est agi d'un processus long et laborieux, en raison des divergences politiques et religieuses extrêmement marquées entre les différents partis, lesquelles ont eu raison de la stabilité en Ulster pendant plusieurs décennies. Les différents historiens et spécialistes de l'Irlande du Nord ne s'accordent pas nécessairement sur le point de départ du processus de paix, qui a abouti à la signature des Accords de Belfast, le 10 Avril 1998 et a permis la formation d'une coalition entre le *Sinn Féin* et le D.U.P. le 8 mai 2007. David McKittrick et David

¹ Tony Blair, in : Dougal, Jim, Paisley - From Protest to Power. Site internet: < <http://www.u.tv/MediaPlayer/Paisley-From-Protest-to-Power/103891>>. Visioné le 24/10/2010.

² Les unionistes prônent le maintien de l'Union entre l'Irlande du Nord et le Royaume-Uni. Les principaux partis unionistes sont le *Democratic Unionist Party* (D.U.P.), plutôt radical et l'*Ulster Unionist Party* (U.U.P.), plutôt modéré.

³ Les nationalistes souhaitent que l'Irlande soit réunifiée et indépendante et sont principalement représentés par le *Sinn Féin*, plutôt radical, et le *Social Democratic and Labour Party* (S.D.L.P.), plutôt modéré.

McVea le situe en 1993, avec la signature de la Déclaration de Downing Street par le Premier ministre John Major et le *Taoiseach* Albert Reynolds, tout en reconnaissant l'importance de l'Accord anglo-irlandais de 1985 concernant la mise en place de ce processus⁴. Paul Dixon, lui, identifie un premier processus de paix en 1973, avec la signature de l'Accord de Sunningdale qui a représenté la première tentative de partage de pouvoir entre unionistes et nationalistes mais qui s'est soldée par un échec. Il situe le point de départ du second processus de paix en 1994, date du premier cessez-le-feu de l'I.R.A., et définit les événements tels que les pourparlers entre le *Sinn Féin* et le S.D.L.P., entamés en 1988, et la Déclaration de Downing Street en 1993 comme étant les origines de ce second processus de paix⁵. Il n'est toutefois pas nécessaire de trancher entre ces deux interprétations. Il convient en effet simplement de souligner que différents accords et pourparlers politiques ont permis d'aboutir à la signature des Accords de Belfast en 1998, base sur laquelle l'Assemblée et l'exécutif nord-irlandais fonctionnent aujourd'hui, et au partage du pouvoir entre le *Sinn Féin* et le D.U.P.

Lorsqu'il a créé le D.U.P. en 1971, Ian Paisley était déjà connu pour ses convictions religieuses extrêmes relayées par sa propre congrégation : l'Eglise Presbytérienne Libre, formée en 1951. Farouchement opposé à l'Eglise catholique, ses sermons étaient en effet empreints de violence à l'égard de celle-ci ainsi qu'à l'égard de la communauté catholique toute entière. Dans les années 1960, lorsque le gouvernement unioniste de Terence O'Neill a rompu avec l'unionisme traditionnel en prônant la réconciliation nécessaire entre les communautés catholique et protestante, ce sont ses valeurs religieuses qui ont poussé Ian Paisley à entreprendre une carrière politique afin de défendre les intérêts des protestants et, par extension, les valeurs unionistes traditionnelles. Le D.U.P. se voulait donc, dès le départ, un parti unioniste radical et opposé à tout rapprochement avec la communauté catholique et nationaliste. Aussi, lorsque les gouvernements britannique et irlandais ont décidé de mettre en place un processus de paix dans l'espoir d'inciter les groupes paramilitaires à rendre les armes et pour qu'un gouvernement fonctionnant sur le principe du partage du pouvoir remplace l'ancien régime politique sectaire de Stormont⁶, Ian Paisley s'y est violemment opposé et sa politique de contestation lui a valu d'être

⁴ McKittrick, David; McVea, David, *Making Sense of the Troubles*, Belfast: The Blackstaff Press, 2000. p. 184.

⁵ Dixon, Paul, *Northern Ireland, The Politics of War and Peace*, 2nd édition, Hampshire: Palgrave Macmillan, 2008.

⁶ Le Parlement nord irlandais de Stormont, créé en 1921, a été suspendu par le gouvernement britannique en 1972 suite à de violents affrontements intercommunautaires.

surnommé le « Dr. No » de la politique nord-irlandaise. Par ailleurs, de nombreux personnages politiques ont attiré ses foudres : les Premiers ministres britanniques Margaret Thatcher et John Major, mais également les chefs unionistes de la province qu'il a fait tomber un à un : Terence O'Neill, James Chichester Clark, Brian Faulkner et, plus récemment, David Trimble. Malgré un radicalisme poussé à l'extrême, l'ascension politique du D.U.P. est remarquable. Alors que les partis modérés tels que l'U.U.P. prônent depuis des années la réconciliation intercommunautaire, le D.U.P. a toujours refusé toute coopération politique avec « l'ennemi » nationaliste et catholique, préférant encourager des attitudes sectaires. Néanmoins, après une progression politique considérable, le parti de Ian Paisley est finalement parvenu au rang de premier parti politique de la province aux élections à l'Assemblée nord-irlandaise de novembre 2003. Beaucoup se sont alors demandé quel serait l'impact d'une telle ascension sur le processus de paix, le D.U.P. refusant catégoriquement de partager le pouvoir politique avec les républicains depuis des années. Il s'est ainsi avéré que l'accession du D.U.P. au statut de premier parti politique de la Province, en faisant du parti l'interlocuteur principal des gouvernements britannique et irlandais, a été à l'origine d'un changement profond de sa stratégie politique. Nous tenterons donc de démontrer comment le D.U.P. est passé du radicalisme politique et religieux à la modération et à la participation politique avec le parti républicain.

Le *Sinn Féin*, quant à lui, a été créé par Arthur Griffith au début du XX^{ème} siècle, à l'époque où l'Irlande était encore sous le joug politique de l'Angleterre. Déjà, à l'époque, le parti prônait l'auto-détermination⁷ du peuple irlandais et s'opposait à la présence britannique en Irlande. Le parti républicain a ensuite évolué au fil du temps et du contexte politique et social nord-irlandais. Suite à la partition de l'Irlande en 1921⁸, il s'est prononcé en faveur de la réunification irlandaise. Étroitement lié à l'Armée Républicaine Irlandaise (*Irish Republican Army*, I.R.A.) pendant plusieurs décennies, le *Sinn Féin* s'est fait l'avocat de l'usage de la force et du radicalisme politique pour parvenir à débarrasser le Nord de l'île de la présence britannique et réunifier l'Irlande. Cette connexion avec la branche paramilitaire du républicanisme a d'ailleurs eu tendance à faire prévaloir la stratégie militaire au détriment de la stratégie politique du parti en termes de choix

⁷ Inspiré des théories de John Locke (*Two Treatises of Government*) et de Jean-Jacques Rousseau (*Du Contrat Social*), le principe d'auto-détermination signifie le pouvoir d'une population de décider elle-même de son gouvernement et de sa politique.

⁸ L'Irlande du Nord a vu le jour en 1921 avec la partition de l'Irlande. L'île a été divisée pour donner naissance à un nouvel Etat irlandais indépendant comprenant 26 des 32 comtés de l'île (la République d'Irlande d'aujourd'hui) dont la population était majoritairement catholique, tandis que six des neuf comtés de la Province d'Ulster à majorité protestante conservaient leur place au sein du Royaume-Uni avec un Parlement au pouvoir dévolu.

stratégiques⁹ jusqu'au début des années 1990. Différentes divisions ont également marqué l'évolution du *Sinn Féin*, qui, dans un contexte politique nord-irlandais hostile à la communauté catholique et, donc aux convictions nationalistes, a peiné à élaborer une stratégie politique lui permettant de faire entendre sa voix. Cependant, l'implication du parti républicain dans le processus de paix nord-irlandais lui a permis de gagner en termes de soutien électoral et de reconnaissance politique à la fois au Nord et au Sud de l'île grâce à l'élaboration progressive d'une stratégie pacifique et, donc, d'une distanciation des activités de l'I.R.A. Il conviendra donc d'examiner l'évolution de la stratégie républicaine dans le contexte du processus de paix, dans la mesure où celle-ci a, d'une part, permis au *Sinn Féin* d'accéder au rang de premier parti nationaliste de la province et, d'autre part, de convaincre un parti aussi radical que le D.U.P. d'accepter de partager le pouvoir avec lui.

Le conflit nord-irlandais est spontanément associé à la période qui s'est écoulée depuis 1969¹⁰ mais, dans la mesure où les origines de ce conflit sont anciennes, il conviendra de revenir sur les causes profondes qui ont façonné la pensée républicaine et unioniste, ce qui nous permettra de mesurer pleinement l'ampleur de l'évolution du D.U.P. et du *Sinn Féin* au cours du processus de paix. Nous reviendrons également brièvement sur des événements fondamentaux qui ont façonné l'histoire et la politique de l'île d'Irlande, tels que les « plantations »¹¹, les lois pénales¹² à l'encontre des catholiques, l'Acte d'Union entre l'Irlande et l'Angleterre¹³, le Soulèvement de Pâques d'avril 1916¹⁴, l'Acte de 1920

⁹ Maillot, Agnès, *New Sinn Féin. Irish Republicanism in the Twenty-first Century*, Oxon: Routledge, 2005.

¹⁰ Peyronel, Valérie, *L'Irlande Politique et Sociale. Les Relations Communautaires en Irlande du Nord : Une Nouvelle Dynamique*, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2003. p.11.

¹¹ La politique des « plantations » commença sous le règne des Tudors avec la confiscation des terres fertiles des catholiques, et leur redistribution aux colons anglais. Lors de la première vague de « plantations », au milieu du XVI^{ème} siècle, il fut décidé par la couronne britannique d'implanter des familles anglaises dans les provinces du Leix et de l'Offaly, qui étaient les terres héréditaires de deux puissantes familles gaéliques : les O'More et les O'Connor. Lors de la seconde vague de « plantations », au début du XVII^{ème} siècle, les immigrants, principalement écossais, qui débarquèrent massivement en Irlande, et plus particulièrement en Ulster, pratiquaient le presbytérianisme (religion protestante non-conformiste) contrairement à la population irlandaise qui était, elle, catholique. Hutchinson, Wesley, *La Question Irlandaise*, Paris : Ellipses, 1997. p. 50-60.

¹² Les lois pénales, votées principalement à l'encontre des catholiques (1691-1755), les privèrent notamment d'éducation, du droit de vote et de l'accès à certaines professions.

¹³ L'Acte d'Union a aboli le Parlement irlandais. Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 1801, les intérêts irlandais ont été représentés au Parlement britannique de Westminster.

¹⁴ Le Soulèvement de Pâques a eu lieu à Dublin entre le 24 et le 29 avril 1916 et a été orchestré par l'I.R.B., les Volontaires Irlandais (*Irish Volunteers*, un groupe formé à Dublin en novembre 1913, après l'adoption de la loi sur l'autonomie de l'Irlande), l'Armée Citoyenne Irlandaise (*Irish Citizen Army*, formée elle aussi à Dublin en novembre 1913) et la Ligue féminine (*Cumann na mBan*, un corps auxiliaire aux Volontaires Irlandais). Le 24 avril 1916, les rebelles républicains issus de ces groupes ont pris le contrôle des différents points stratégiques de Dublin et ont proclamé la République d'Irlande.

qui prévoyait la division de l'île¹⁵, ou encore la Guerre d'Indépendance entre 1919 et 1921. Puis, cette étude couvrira la période des « Troubles »¹⁶, pour finalement aborder les différentes tentatives de résoudre le conflit nord-irlandais jusqu'en 2007, date de la formation d'une Assemblée et d'un Exécutif au pouvoir partagé entre le D.U.P. et le *Sinn Féin*.

Cette étude propose donc, dans un premier temps, de déterminer le statut du D.U.P. et du *Sinn Féin* sur la scène politique nord-irlandaise avant le processus de paix pour ensuite mettre en exergue les difficultés liées à la mise en place des accords de paix dans la province, compte tenu des divergences idéologiques de ces deux partis. Le rôle, les stratégies et le discours politique de ces deux partis pendant le processus de paix seront analysés afin de mieux comprendre la perception des accords de paix par ces deux partis ainsi que leur succès auprès des électeurs nord-irlandais. En effet, la stratégie politique du D.U.P. et du *Sinn Féin* pendant le processus de paix s'est avérée être efficace sur le plan électoral et a donc été synonyme de nouveaux enjeux politiques pour les deux partis. Ainsi, en devenant les acteurs principaux des négociations sur l'avenir politique de l'Irlande du Nord, le D.U.P. et le *Sinn Féin* ont ainsi été contraints de participer, ensemble et de manière constructive, à la vie politique nord-irlandaise. Cette étude fournira ainsi l'opportunité de déterminer les facteurs ayant conduit à la transition du D.U.P. et du *Sinn Féin* de la contestation vers la participation politique et de déterminer dans quelle mesure le processus de paix nord-irlandais a profondément transformé ces deux partis.

Parmi les nombreux ouvrages dont le processus de paix nord-irlandais a fait l'objet, certains se sont avérés d'une aide précieuse lors du travail de recherches préalable à cette étude. Tout d'abord, l'ouvrage *Making Sense of the Troubles*, par David McKittrick et David McVea, qui propose une vue d'ensemble du conflit nord-irlandais et des différentes tentatives d'y mettre fin tout en fournissant une analyse précise de ces dernières. Ensuite, l'ouvrage de Paul Dixon, *Northern Ireland, The Politics of War and Peace*, qui offre une analyse très détaillée de l'interprétation du conflit et des différentes tentatives de processus

¹⁵ L'Acte de 1920 qui prévoyait la division de l'île a donné naissance à un nouvel Etat irlandais indépendant comprenant 26 des 32 comtés de l'île (la République d'Irlande d'aujourd'hui) dont la population était majoritairement catholique, tandis que six des neuf comtés de la province d'Ulster, à majorité protestante, ont conservé leur place au sein du Royaume-Uni avec un Parlement au pouvoir dévolu.

¹⁶ Ce qui est aujourd'hui appelé « les Troubles » est la période de violence soutenue en Irlande du Nord qui a commencé en 1969, après les mouvements pour les droits civiques, entre la communauté catholique et les forces de police nord-irlandaises. Suite à cela a eu lieu une campagne de violence menée par l'Armée Républicaine Irlandaise et les groupes terroristes protestants tels que les Protestants Volontaires d'Ulster (*Ulster Protestant Volunteers*, U.P.V.) et la Force Volontaire d'Ulster (*Ulster Volunteer Force*, U.V.F.). « Les Troubles » ont culminé en janvier 1972, avec *Bloody Sunday*, « le dimanche sanglant » lorsque 13 civils ont été tués par l'Armée Britannique au cours d'une manifestation.

de paix dans la Province par les différents groupes politiques et paramilitaires en présence. Enfin, l'ouvrage *The Fight For Peace, The Secret Story Behind the Troubles*, par Eamonn Mallie et David McKittrick, qui ont tous deux couvert les différentes étapes du processus de paix (respectivement pour l'*Observer* et *The Independent*). Les deux auteurs s'efforcent de lever le voile sur les différents contacts, parfois secrets, entre les gouvernements irlandais, britannique, les différents partis nord-irlandais et certains groupes paramilitaires qui ont été à l'origine de la signature des différents accords de paix. L'étude des répercussions du processus de paix sur le D.U.P. et le *Sinn Féin* a également nécessité la lecture d'ouvrages traitant de ces deux partis, en particulier *A Hundred Turbulent Years* de Brian Feeney et *Sinn Féin 1905-2005, In the Shadow of Gunmen*, de Kevin Rafter, qui proposent une étude de la stratégie politique républicaine depuis la création du parti, mettent en exergue les liens étroits que le *Sinn Féin* a pu avoir avec l'I.R.A. dans le passé et démontrent comment le parti est parvenu à se détacher de l'influence des paramilitaires. Les ouvrages majeurs qui traitent du D.U.P. sont les différentes biographies de Ian Paisley, ce qui est tout à fait logique, dans la mesure où le parti a été créé par celui-ci alors qu'il n'était alors qu'un homme d'Eglise et qu'il est impossible de saisir pleinement la politique du D.U.P. sans comprendre les convictions religieuses de son chef. Paisley, par ailleurs, est resté à la tête du parti de sa création en 1971 jusqu'en 2008, lorsqu'il s'est retiré de la vie politique. Parmi ces différentes biographies, deux sont particulièrement utiles pour les recherches qui nous concernent : celle d'Andy Pollak et Ed Moloney, *Paisley*, et celle de Denis Cooke *Persecuting Zeal*. Ces auteurs démontrent en effet dans quelle mesure les convictions religieuses de Paisley ont façonné la politique du D.U.P., mais également les liens qu'a pu entretenir le parti avec les groupes paramilitaires loyalistes, et examinent le type de politique contestataire qui a caractérisé le parti.

Contrairement aux différents ouvrages parus sur la question du processus de paix, cette étude propose une analyse comparative de la politique des deux partis qui se partagent aujourd'hui le pouvoir en Irlande du Nord et entend démontrer que l'évolution qu'ils ont connue – à des degrés différents – est précisément due à la mise en place du processus de paix dans la Province. Ainsi, cela nous permettra d'établir si les deux partis en présence sont restés fidèles à leurs convictions politiques respectives ou si, au contraire, leur évolution a été synonyme de l'abandon de certains de leurs principes.

L'approche adoptée ici est donc chronologique et la comparaison des stratégies politiques du D.U.P. et du *Sinn Féin* permet de démontrer que si ces deux partis sont les plus radicalement opposés de la scène politique nord-irlandaise, certaines similitudes sont

bien présentes, notamment leur lien avec les groupes paramilitaires ainsi qu'un type d'action politique radicale. Cette étude repose également sur l'analyse des manifestes politiques et discours des chefs des partis en présence : Ian Paisley et Gerry Adams, Président du *Sinn Féin* depuis 1983. En effet, cette analyse permet d'établir une comparaison des stratégies adoptées par les deux partis avant et pendant le processus de paix. Aussi, compte tenu de la progression politique de ces deux partis, il convient d'analyser précisément, d'un point de vue linguistique et sociologique, les éléments de leur discours politique afin d'identifier quels ont été les clés de leur succès auprès de l'électorat nord-irlandais, au détriment des partis plus modérés comme l'U.U.P. et le S.D.L.P. En cela, les travaux de Pierre Bourdieu (*Langage et Pouvoir Symbolique*) et de Paul Chilton (*Analysing Political Discourse*) s'avèrent être des outils d'analyse particulièrement efficaces. En outre, l'accès à la presse britannique et irlandaise (*The Belfast Telegraph, The Guardian, The Irish Times, Fortnight*) sur la période du processus de paix et les interviews de différents acteurs du processus de paix en Irlande et en Irlande du Nord se sont révélés très utiles dans la compréhension des différentes facettes du processus de réconciliation dans la Province. Ces entretiens avec Mitchel McLaughlin, alors membre du *Sinn Féin* et de l'Assemblée nord-irlandaise, George Savage, alors membre de l'U.U.P. et de l'Assemblée nord-irlandaise et Nelson McCauseland, alors membre du D.U.P. et de l'Assemblée nord-irlandaise, se sont déroulés à Belfast, deux ans et demi après le retour de la dévolution dans la Province (en décembre 2009). Ils ont donc été particulièrement intéressants dans la mesure où ils ont permis de rendre compte du fonctionnement des institutions politiques nord-irlandaises depuis que le D.U.P. et le *Sinn Féin* se partagent le pouvoir, de l'évolution de la stratégie politique de ces deux partis au cours du processus de paix et des relations qui caractérisent à présent les différents partis nord-irlandais, et plus particulièrement le D.U.P. et le *Sinn Féin*.

La première partie de cette étude propose donc d'établir le cadre historique nécessaire, d'une part, à l'analyse des convictions politiques en présence en Irlande du Nord et, d'autre part, à celle des rapports entre les différents acteurs du processus de paix : le *Sinn Féin*, le D.U.P., le S.D.L.P., l'U.U.P. ainsi que les gouvernements britannique et irlandais. Cela permettra d'établir le type d'action politique qui a caractérisé le D.U.P. et le *Sinn Féin* avant que le processus de paix ne soit mis en place dans la Province.

Puis, au cours d'une deuxième partie qui détaillera les origines du processus de paix et le contenu des différents accords qui le caractérisent, nous verrons comment la présence de partis radicaux tels que le D.U.P. et le *Sinn Féin* sur la scène politique a été à l'origine

de différents obstacles à la mise en place de ce processus de réconciliation et de stabilisation politique.

Enfin, au cours d'une troisième partie qui s'attachera à démontrer les clés du succès politique du D.U.P. et du *Sinn Féin*, en dépit de leurs convictions politiques radicales, nous tenterons d'établir les différents facteurs à l'origine du rapprochement forcé de ces deux partis en 2007, notamment l'intervention des gouvernements britannique et irlandais. Pour finir, il conviendra de faire le bilan de la transformation des deux partis et de déterminer si ces derniers ont conservé – ou non – leurs principes politiques fondamentaux.

Première partie
Le Sinn Féin et le D.U.P. avant le
processus de paix, quelle place sur la
scène politique nord-irlandaise ?

Depuis le 8 mai 2007, le *Sinn Féin* et le Parti Unioniste Démocrate (*Democratic Unionist Party*, D.U.P.) se partagent le pouvoir politique au sein d'un parlement nord-irlandais après avoir été, pendant plusieurs décennies, les deux ennemis politiques irréconciliables de la province. Afin de mesurer l'ampleur de cet événement ainsi que le chemin parcouru sur la voie de la réconciliation, la première partie de cette étude propose de retracer les origines du mouvement républicain et du D.U.P., de définir leur relation, leur rôle et leur poids sur la scène politique nord-irlandaise avant que le processus nord-irlandais ne voit le jour.

Les origines anciennes du *Sinn Féin* permettront, pour commencer, de revenir brièvement sur des points importants de l'histoire de l'Irlande, en particulier certains événements marquants qui ont permis à l'idéologie nationaliste, puis républicaine, d'émerger et de se développer au sein de l'île. Puis, il conviendra d'analyser comment les différentes mutations du *Sinn Féin* en ont fait un parti singulier en Irlande et au sein de la province d'Ulster, pour laisser place à une étude centrée sur le contexte nord-irlandais. De plus, il sera nécessaire d'explorer la relation particulière entretenue entre le parti et son aile paramilitaire, l'*Irish Republican Army* (I.R.A), ce qui fournira l'opportunité de mettre à jour la double dimension de la politique républicaine avant le processus de paix.

Nous nous interrogerons ensuite sur les conditions de la création du D.U.P. par le révérend Ian Paisley au début des années cinquante, en réaction à la politique du Parti Unioniste d'Ulster (*Ulster Unionist Party*, U.U.P.). Nous verrons alors comment le D.U.P. a su séduire une partie de l'électorat unioniste et s'est progressivement imposé en tant que parti incontournable de la scène politique nord-irlandaise. Il conviendra d'analyser en quoi l'Eglise Presbytérienne Libre a influencé le parti, ce qui nous amènera à aborder les thèmes du discours politique du parti afin d'en faire ressortir la dimension réactionnaire, populiste et religieuse.

A la lumière de ces considérations, les relations entretenues entre les deux partis à l'aube du processus de paix seront abordées afin de mettre en exergue l'ampleur des différences idéologiques des deux partis tout en prenant soin de prendre en considération les figures emblématiques respectives des deux partis, à savoir les hommes qui se sont faits les porte-paroles du républicanisme et de l'unionisme radical : Gerry Adams pour le *Sinn Féin*, et le révérend Ian Paisley pour le D.U.P. Ainsi, nous tenterons de démontrer l'influence personnelle qu'ont pu avoir ces deux personnages politiques majeurs sur leur parti. Par ailleurs, à l'aune des grèves paisleyites des années 1970, nous tenterons d'élucider dans quelle mesure les liens présumés du Parti démocrate unioniste avec les

paramilitaires loyalistes sont justifiés. Enfin, il conviendra d'exposer la stratégie des républicains provisoires dès le début des années 1970, ce qui permettra de démontrer en quoi l'année 1981 a marqué un tournant de la stratégie politique républicaine et de la politique nord-irlandaise.

I/ Le Sinn Féin : un parti révolutionnaire en marge de la politique nord-irlandaise.

L'histoire du parti républicain irlandais, le *Sinn Féin*, est tout à fait particulière. Lui-même est un parti politique singulier. Comme le souligne Agnès Maillot, il s'agit d' « un parti politique unique, non seulement sur la scène politique irlandaise, mais également à l'échelle européenne »¹⁷.

Marquée par le colonialisme, les révoltes et le nationalisme, l'Irlande a vu le parti républicain, depuis sa création en 1905¹⁸, se développer, s'inscrire dans un contexte révolutionnaire, créer sa propre organisation paramilitaire, l'*Irish Republican Army* (I.R.A), se placer en marge de la scène politique et, finalement, ne privilégier que la lutte politique dans un contexte de processus de paix.

Cette partie tentera donc de déterminer dans quel contexte le *Sinn Féin* a vu le jour et les événements marquants qui l'ont façonné afin de familiariser le lecteur avec les principes fondamentaux de la pensée républicaine et de démontrer comment le parti a su évoluer au fil du temps. La nature des liens que le parti entretient avec l'I.R.A et la manière dont le mouvement républicain dans son ensemble a envisagé la nécessité de la lutte armée à des fins politiques seront également discutées. De plus, l'importance des élections de 1918 sera évoquée, dans la mesure où le succès électoral du parti y a été remarquable et a probablement été à l'origine de la persévérance du *Sinn Féin* à revenir sur le devant de la scène politique, y compris dans le Nord de l'île. Pour finir, nous examinerons les difficultés rencontrées par le parti pour faire entendre sa voix dans les comtés du Nord suite à la division de l'Irlande et dans un contexte de discrimination à l'encontre des catholiques et des nationalistes.

A. Les origines du *Sinn Féin*.

Contrairement au D.U.P., les origines du parti républicain sont anciennes et nous invitent à examiner de plus près l'histoire de l'Irlande. Ainsi, la prise en considération d'événements profondément ancrés dans la culture irlandaise et nationaliste et qui se déroulèrent avant même que l'île d'Irlande ne soit divisée est nécessaire, afin d'éclairer les

¹⁷ “*Sinn Féin is a unique political party, not only within Irish politics, but also within the wider European context.*” Maillot, Agnès, *New Sinn Féin. Irish Republicanism in the Twenty-first Century*, Oxon: Routledge, 2005, p. i.

¹⁸ Selon les ouvrages, la date de création du parti est estimée à 1905 ou 1908.

origines de ce mouvement politique singulier. En effet, encore aujourd'hui, les différentes révoltes nationalistes qui se sont déroulées entre XVIII^{ème} et le XX^{ème} siècle, sont souvent évoqués tant par les dirigeants politiques que par la population irlandaise elle-même, témoignage d'un passé qui résonne année après année, notamment avec les commémorations des Pâques sanglantes de 1916 (*Easter Rising*).

D'après la thèse de Michael MacDonald, le nationalisme irlandais se développa dans un premier temps en réaction au colonialisme et à l'assise progressive de l'autorité anglaise en Irlande¹⁹. En se radicalisant, le nationalisme irlandais donna finalement son impulsion au mouvement républicain. Aujourd'hui, en Irlande du Nord, on distingue le Parti nationaliste²⁰ (*Social Democratic Labour Party*, S.D.L.P.²¹) du Parti républicain²² (*Sinn Féin*). En effet, si les républicains et les nationalistes souhaitent tous deux la réunification de l'île, divisée depuis 1921²³, les deux partis se sont longtemps différenciés par leur type d'action politique. Tandis que le S.D.L.P. a toujours œuvré pour les droits des citoyens catholiques ainsi que la réunification irlandaise de manière totalement pacifique et constitutionnelle, le *Sinn Féin*, lui, a été un parti abstentionniste pendant plusieurs décennies et a longtemps soutenu l'action armée de son bras militaire, l'I.R.A. Par définition, les républicains soutiennent les principes d'une république, mais ce sont autant les caractéristiques historiques de l'île que des principes politiques qui ont façonné leur parti.

1. Le poids d'un passé lointain sur la création du *Sinn Féin*

Le républicanisme moderne tire son inspiration de différentes révoltes contre la présence du pouvoir britannique en Irlande. Comme le remarque M.L.R. Smith, l'interprétation de faits historiques a influencé les positions politiques du *Sinn Féin* ainsi

¹⁹ MacDonald, Michael, *Children of Wrath: Political Violence in Northern Ireland*, Cambridge: Polity Press, 1986. p. 33.

²⁰ En Irlande du Nord, le terme « nationalisme » renvoie à la notion de lutte politique pour atteindre la réunification de l'île, divisée depuis 1921. La majorité des catholiques sont nationalistes, mais tous ne soutiennent pas les groupes républicains.

²¹ Formé en août 1970, le S.D.L.P. est le fruit des mouvements pour les droits civiques des catholiques qui eurent lieu à la fin des années soixante en Irlande du Nord. Le S.D.L.P. est un parti nationaliste et est en faveur d'une Irlande unie.

²² Dans le contexte nord-irlandais, le terme républicain fut employé, jusqu'à la mise en place du processus de paix, à la fin des années 1990, en référence à une personne soutenant les actions terroristes de groupes paramilitaires pour atteindre la réunification et l'indépendance de l'Irlande.

²³ A l'issue de la Guerre d'Indépendance (21 janvier 1919 – 6 décembre 1921), le traité du 6 décembre 1921 fut signé. Le nord de l'île bénéficia ainsi de son propre Parlement, conserva sa place au sein du Royaume-Uni et le Sud, l'Etat Libre d'Irlande (*Irish Free State*), devint un dominion au sein de l'Empire britannique.

que sa stratégie²⁴ jusqu'à l'implication du parti dans le processus de paix. En effet, selon « *History of Republicanism* », un pamphlet républicain publié par le *Sinn Féin* dans les années 1980, la lutte républicaine se définit en quatre phases distinctes, avec l'émergence des *United Irishmen* en 1798, le Soulèvement de Pâques en avril 1916, la Guerre d'Indépendance de 1919 à 1921 et, finalement, le combat politique des années 1980²⁵. Nous pourrions ajouter aujourd'hui l'implication du *Sinn Féin* dans le processus de paix.

Créé en 1905 par Arthur Griffith lors d'une réunion de différents groupes nationalistes, le parti républicain, *Sinn Féin* (d'après l'expression gaélique signifiant « *We, Ourselves* », « Nous-mêmes »), est aujourd'hui le parti politique le plus ancien de l'île d'Irlande. Depuis sa création, le parti « œuvre pour les droits de l'ensemble du peuple irlandais dans le but d'atteindre l'auto-détermination »²⁶. Une position politique qui s'explique grâce à l'histoire de l'île, et plus particulièrement par sa colonisation par les Anglais.

C'est au XII^{ème} siècle que les rapports de force entre l'Irlande et l'Angleterre commencèrent, lorsque le roi Henri II établit l'autorité de l'Angleterre sur l'Irlande²⁷. Comme le souligne Richard English, le XII^{ème} siècle porte en effet la marque de l'invasion anglaise en l'Irlande et eut un impact considérable sur la pensée nationaliste. A partir de ce moment-là, l'histoire du peuple irlandais se définit par une lutte pour se libérer de l'oppression anglaise.

Quelques siècles plus tard, lorsque les colons anglais des premières vagues de « plantations » arrivèrent sur le sol irlandais, au milieu du XVI^{ème} siècle, leur protestantisme s'opposa au catholicisme des chefs gaéliques, des Anglo-irlandais issus des premières vagues de colonisation, des classes paysannes et des classes laborieuses urbaines²⁸. Ces événements eurent une importance cruciale au regard du développement du nationalisme, dans la mesure où la question religieuse vint se superposer à celle de la colonisation pour diviser la population irlandaise et donner naissance au nationalisme en Irlande. En effet, selon Richard English :

²⁴ Smith, M.L.R., *Fighting for Ireland? The military Strategy of the Irish Republican Movement*, London: Routledge, 1997. p. 6.

²⁵ *History of Republicanism, Part I*, Republican Lecture Series No. 4., published by Sinn Féin Education Department, 1981. Site Internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docss/sf/lecture4.htm>. p. 2. Consulté le 15/10/07.

²⁶ <www.sinnfein.org>. Consulté le 22 février 2010. « *Since being founded in 1905, Irish Republicans have worked for the right of Irish people as a whole to attain national self-determination* ».

²⁷ English, Richard, *Irish Freedom, The History of Nationalism in Ireland*, Londres : Macmillan, 2006. p. 40. Le fils d'Henri, Jean, devint seigneur d'Irlande et lorsque lui-même devint roi, conserva ce titre. A partir de ce moment-là, les monarques anglais endossèrent automatiquement le titre de seigneur d'Irlande.

²⁸ Jones, Moya, *Op. Cit.* p. 30.

*from the sixteenth century onwards political or ethnic division between English power and any Irish who opposed it was a division made more deep and impermeable because it was reinforced, if not defined by religion*²⁹.

Ainsi, le catholicisme irlandais allait, pendant des siècles, être identifié à une certaine résistance au pouvoir anglais, tandis que le protestantisme serait associé au pouvoir lui-même³⁰. Comme le confirme Vernon Bogdanor, « en Irlande, la population politique était la population protestante »³¹, les catholiques ayant été exclus du Parlement irlandais en 1692 et privés du droit de vote en 1727, suite à la « plantation » de l'Ulster.

Le XVII^{ème} siècle vit la première révolte nationaliste, en Ulster, en 1641, lorsque des Irlandais natifs catholiques s'allièrent aux colons anglais des premières vagues de colonisation (XII^{ème} siècle) afin de s'opposer aux nouveaux colons anglais et écossais, qui étaient, eux, protestants, et détenaient le pouvoir économique et politique au sein de l'île. La rébellion avait pour but de dénoncer ces inégalités. Ce que Wesley Hutchinson, qualifie de « révolte des dépossédés » prit rapidement une tournure anti-protestante³². Les rebelles demandaient la restitution de leurs terres et le renvoi des protestants. Ce faisant, les nationalistes établirent les principes fondateurs et indissociables de la politique irlandaise : la terre, l'ethnie et la religion³³. Du côté protestant, ces événements contribuèrent au développement d'une « mentalité de siège » (*siege mentality*) que l'on retrouve encore aujourd'hui, c'est-à-dire la crainte de la trahison, le sentiment d'être entouré, voire assailli, par l'ennemi catholique³⁴. L'échec de la rébellion se solda par la confiscation massive des terres aux rebelles et l'expropriation de ces derniers. Outre le fait que la rébellion fut violemment écrasée, Thomas Cromwell, alors *Lord Protector*, lança une nouvelle vague de plantation et de confiscation des terres, ce qui eut pour effet d'augmenter le pourcentage de la population protestante en Irlande (de 100 000 à 160 000 en 1641) et, par conséquent, la proportion de terres irlandaises possédées par les protestants (de 41% à 78%)³⁵. La brutalité de Cromwell, à travers la confiscation des terres mais également le massacre de la population catholique, est très présente dans la tradition nationaliste et sert depuis de justification (parmi d'autres) à la rancune du peuple irlandais envers l'Angleterre.

²⁹ English, Richard, *Op. Cit.* p. 50.

³⁰ *Ibid.*

³¹ Bogdanor, Vernon, *Devolution in the United Kingdom*, Oxford: Oxford University Press, 2001. p. 16. “*in Ireland, the political nation was the Protestant nation.*”

³² Hutchinson, Wesley, *La Question Irlandaise*, Paris : Ellipses, 1997. p. 59.

³³ *Ibid.*

³⁴ English, Richard, *Op. Cit.* p. 60.

³⁵ MacDonald, Michael, *Op.Cit.* p. 37.

Suite aux lois pénales, qui s'accompagnèrent de mesures prohibitives touchant l'économie irlandaise³⁶, le mouvement nationaliste prit véritablement son essor. Le XVIII^{ème} siècle vit en effet se développer différents types d'actions motivées par des idées nationalistes, notamment des agitations parlementaires et des révoltes armées, menées par Wolfe Tone. Ce dernier, influencé, entre autres, par les révolutionnaires français, fut le premier à promouvoir l'établissement d'une république indépendante en Irlande³⁷ par le biais de la Société des Irlandais Unis (*Society of the United Irishmen*), dont la conviction était que « seule une Irlande indépendante pouvait garantir l'égalité et la prospérité du peuple irlandais »³⁸. Pour cette raison, Wolfe Tone est souvent décrit comme le père fondateur du républicanisme³⁹. Selon les *United Irishmen*, une réforme parlementaire devait être mise en place afin que les lois soient votées par le peuple, ce qui, par voie de conséquence, permettrait la liberté du peuple. Initialement, donc, les *United Irishmen* promouvaient les droits civils des catholiques ainsi qu'une réforme constitutionnelle et parlementaire ; en 1798, toutefois, le groupe évolua vers un corps révolutionnaire s'opposant à un pouvoir étranger qui ne servait pas les intérêts du peuple irlandais, devenant ainsi le premier groupe républicain irlandais. Les désirs d'indépendance des *United Irishmen* tournèrent court avec, d'une part, la répression sanglante par les Anglais de plusieurs révoltes locales (le 26 mai 1798 à Wicklow et Wexford, puis, plus tard durant l'été 1798, à Antrim, Down et Mayo) et, d'autre part, la mise en place par Westminster de l'union législative et économique de l'Irlande et de l'Angleterre le 1^{er} janvier 1801⁴⁰, destinées à anéantir le nationalisme irlandais⁴¹.

L'impact de l'Acte d'Union en Irlande fut considérable, dans la mesure où il contribua à façonner divers mouvements politiques qui, encore aujourd'hui prônent, d'une part, l'union entre l'Irlande du Nord et l'Angleterre – l'unionisme – ainsi que deux

³⁶ Répondant à une stratégie protectionniste et de marginalisation de l'Irlande, la politique commerciale anglaise imposa des restrictions sur l'exportation du bétail irlandais vers l'Angleterre ainsi que des mesures visant à limiter l'accès de l'Irlande au marché mondial et colonial. Aussi, l'industrie de la laine se trouva strictement réglementée par les Anglais qui interdirent à l'Irlande d'exporter sa laine ailleurs qu'en Angleterre. Ces mesures protectionnistes obligèrent alors les producteurs irlandais à se réorienter vers des productions non soumises à la concurrence anglaise. Hutchinson, Wesley, *Op. Cit.* p.78.

³⁷ *History of Republicanism, Part I, Op. Cit.* p. 2

³⁸ Sinn Féin, *Introduction to Sinn Féin and Irish republicanism*, Dublin: Sinn Féin Press office. Site internet: <www.sinnfein.org/releases/oldintro.html>. Consulté le 25 mars 2010.

³⁹ Dans les ouvrages de Brian Feeney, Michael Mac Donald et Richard English par exemple.

⁴⁰ Jones, Moya, *Op. Cit.* p. 32.

⁴¹ Selon les termes de l'Acte, cent députés irlandais (sur 558 députés) pourraient siéger à la Chambre des communes au Parlement de Westminster, de même que quatre Pairs Spirituels et vingt-huit Pairs Temporels irlandais seraient admis à la Chambre des Lords. Toutefois, malgré la représentation de l'Irlande à Westminster, l'union fut le symbole, une nouvelle fois, de la soumission du peuple irlandais qui, en majorité catholique, ne décidait pas de la politique du pays (jusqu'en 1793, les catholiques irlandais furent privés du droit de vote).

mouvements politiques opposés à ce principe : le nationalisme (modéré) et le républicanisme (plus radical).

2. *Le Sinn Féin d'Arthur Griffith*

Le *Sinn Féin* qu'Arthur Griffith mit en place au début du XX^{ème} siècle a peu de points communs avec le *Sinn Féin* que nous connaissons aujourd'hui. Premièrement, à l'époque d'Arthur Griffith, le *Sinn Féin* n'était pas encore un parti politique, mais plutôt une organisation politique, puisque ses membres ne participaient pas aux élections. Griffith proposa d'abord ses idées dans son journal, *United Irishmen*, puis unifia les différents mouvements nationalistes en inaugurant le *Sinn Féin* en 1905. Deuxièmement, le républicanisme n'était pas encore le principe politique majeur de l'organisation. Cependant, les principes du *Sinn Féin* d'Arthur Griffith, en particulier le séparatisme, l'abstentionnisme politique et le rejet des autorités politiques de Westminster, restèrent immuables pendant plusieurs décennies.

L'expression gaélique *Sinn Féin* peut être traduite de différentes façons : « Nous-mêmes » ou encore « Nous seuls » (*Ourselves* ou *Ourselves Alone*, en anglais). Comme le remarque Brian Feeney, les deux versions portent un message politique clair, celui de l'autosuffisance et de l'autodétermination, qui sous-entend la séparation de l'Angleterre et de son influence politique et culturelle⁴². Cette expression gaélique tient donc lieu de symbole du désir de reconquête culturelle et nationale des républicains. A la fin du XIX^{ème} siècle, donc, l'expression *Sinn Féin* désignait une certaine mentalité nationaliste qui revendiquait l'indépendance de l'Irlande et promouvait la culture irlandaise⁴³.

En effet, le *Sinn Féin* fut profondément influencé par la Ligue Gaélique (*Gaelic League*), créée en 1893 (dont le slogan était justement « *Sinn Féin* »⁴⁴), qui s'était donnée pour but de raviver la langue, la musique et les arts gaéliques, et dont l'un des militants n'était autre qu'Arthur Griffith⁴⁵. Aussi, les organisations *Young Ireland* (Jeune Irlande) et *Cumann na nGaedheal* (La Société des Gaels)⁴⁶, qui promouvaient et encourageaient également l'enseignement de la culture, de la langue, des sports et de la littérature gaéliques eurent un impact considérable sur le *Sinn Féin* et influencèrent indéniablement sa création. Pour les différents groupes nationalistes irlandais, encourager le développement

⁴² Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 18.

⁴³ *Ibid.* p. 20.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ *History of Republicanism, Part II, Op.Cit.* p. 11.

⁴⁶ *Cumann na nGaedheal* était une organisation nationaliste fondée en 1900 par Arthur Griffith et William Rooney.

de la langue, de la littérature et des sports irlandais permettait de justifier leur demande d'indépendance politique et économique⁴⁷. Aujourd'hui encore, cette influence reste présente, compte tenu du fait que le Président du *Sinn Féin*, Gerry Adams, s'exprime en partie en gaélique lors des congrès du parti. Ce sont donc le nationalisme culturel et le séparatisme politique prônés par l'organisation *Cumann na nGaedheal* qui furent en particulier repris politiquement par Arthur Griffith dans son journal, *United Irishmen*, puis au sein même du *Sinn Féin*⁴⁸. Lorsque *Cumann na nGaedheal* fusionna avec d'autres groupes nationalistes appelés *Dungannon Clubs* en avril 1907, le nouveau groupe adopta le nom de *Sinn Féin League*⁴⁹. C'est sur cette association de groupes nationalistes que le parti met l'accent lorsqu'il relate les conditions de sa création :

*The name Sinn Fein (We Ourselves) first emerged in the early 1900s. It was a federation of nationalist clubs and eventually, all nationalists to the left of the Irish Parliamentary Party at Westminster came to be popularly known as Sinn Feiners*⁵⁰.

Certains ouvrages qui traitent de la formation du *Sinn Féin* (ainsi que le *Sinn Féin* d'aujourd'hui) tendent à minimiser le rôle d'Arthur Griffith dans sa création mais, comme le remarque Kevin Rafter, si le *Sinn Féin* découla bien des différentes organisations nationalistes de l'époque, cela ne se fit pas avant qu'Arthur Griffith ne propose sa vision politique innovante⁵¹. C'est en parallèle à l'activité de ces groupes nationalistes, entre 1900 et 1905, qu'Arthur Griffith donna son impulsion à la création du mouvement indépendantiste, le *Sinn Féin*, lorsque celui-ci proposa un programme « d'autodétermination nationale qui allait au-delà du nationalisme classique »⁵². Puis, en donnant à ses propositions pour une Irlande autonome le nom de *Sinn Féin Policy*, lors du premier congrès annuel du Conseil National⁵³ à Dublin (le 28 novembre 1905), Arthur Griffith se positionna clairement dans la tradition séparatiste⁵⁴. Ainsi, la « mentalité » *Sinn Féin* prônée par les différents groupes nationalistes qui émergèrent à la fin du XIX^{ème} et

⁴⁷ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 27.

⁴⁸ *Ibid.* p. 22.

⁴⁹ Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p. 45.

⁵⁰ *Sinn Féin, Op.Cit.*

⁵¹ Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p. 42.

⁵² Hutchinson, Wesley, *Op.Cit.* p. 119.

⁵³ Le Conseil National a été créé en 1903 par Arthur Griffith. Il ne s'agissait pas d'un parti politique mais d'un groupe qui se rencontrait régulièrement pour débattre et publiait occasionnellement quelques pamphlets politiques. Le Conseil National était également étroitement lié aux *Dungannon Clubs*, d'appartenance nationaliste. Rafter, Kevin, *Op.Cit.* p. 45.

⁵⁴ Feeney, Brian, *Op.Cit.* p. 18.

au début du XX^{ème} siècle fut portée sur la scène politique et les différentes idées nationalistes structurées en un mouvement politique par Arthur Griffith.

Comme le montre cet extrait du pamphlet intitulé *Sinn Féin Policy*, tout comme le *Sinn Féin* des années 1980 et 1990, Griffith revendiquait, à l'époque de la création de son parti, le principe de liberté du peuple irlandais et dénonçait la présence britannique sur l'île :

*The Irish people [is] a free people. [...] it is the first duty of the citizen to oppose and to seek to end [...] tyranny. In Ireland, this tyranny styled itself "the Government" [...]*⁵⁵.

Sur le plan politique, en 1904, Griffith se fit l'avocat du retrait des députés irlandais du Parlement de Westminster pour former une Assemblée autonome à Dublin. Ce faisant, il façonna l'un des principes majeurs du parti républicain : l'abstentionnisme, qui perdura au sein du mouvement jusque dans les années 1980. Suite à l'échec des deux projets de loi sur l'autonomie de l'Irlande (*Home Rule Bills*)⁵⁶ proposés par le Premier ministre libéral William Gladstone⁵⁷ en 1886 puis en 1893, Arthur Griffith n'avait en effet plus foi en ce mode d'action parlementaire par lequel les députés irlandais étaient envoyés au Parlement de Westminster⁵⁸ pour décider de la politique de l'île. Il proposa donc l'établissement d'un parlement « autogestionnaire » qui remplacerait l'autorité de Westminster par des institutions irlandaises.

C'est en septembre 1907 que le Conseil National fusionna avec la *Sinn Féin League* avec, à sa tête, Arthur Griffith⁵⁹. Avec l'échec du Parti Parlementaire Irlandais (I.P.P.) sur la question de l'autonomie, sa division en 1890 et le retour des Conservateurs (hostiles à l'autonomie irlandaise) à Westminster en 1895, le *Sinn Féin* représenta, dès sa création, une alternative au Parti nationaliste (I.P.P.). Par ailleurs, contrairement à certains autres

⁵⁵ Pamphlet issued following the first annual convention of the National Council held in the Rotunda, Dublin, on 28 November 1905. In: *The 1916 Rising: Personalities and Perspective. An online exhibition.* Leabharlann Náisiúnta na hÉireann, National Library of Ireland. <www.nli.ie/1916/pdf3.3.1.pdf/>. Consulté le 12/04/2010.

⁵⁶ Si la loi sur l'autonomie de l'Irlande avait été adoptée par le Parlement de Westminster, Dublin aurait été pourvu de deux Chambres chargées de l'administration de l'Irlande mais qui auraient eu un pouvoir législatif très limité. L'Irlande aurait gardé sa place au sein du Royaume-Uni avec le monarque britannique comme Chef d'Etat. Les pouvoirs dont Westminster jouissait au regard de l'Irlande, notamment la législation de l'île, seraient restés inchangés. Feeney, Brian, *Op. Cit.*, p. 24.

⁵⁷ La question de l'autonomie de l'Irlande fut introduite à Westminster sous la pression de Charles Stewart Parnell, chef du parti nationaliste irlandais de l'époque : le Parti Parlementaire Irlandais, (*Irish Parliamentary Party* (I.P.P.), fondé en 1880.

⁵⁸ *The 1916 Rising: Personalities and Perspective. An online exhibition.* Leabharlann Náisiúnta na hÉireann National Library of Ireland. <www.nli.ie/1916/pdf3.3.1.pdf/>. Consulté le 12/04/2010.

⁵⁹ Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p. 45.

groupes républicains tels que l'*Irish Republican Brotherhood* (I.R.B.)⁶⁰, et malgré son adhésion à cette organisation, Arthur Griffith ne pensait pas que le recours à la force militaire mènerait nécessairement à l'indépendance de l'Irlande⁶¹. Pour ces raisons, le *Sinn Féin* représenta, à l'époque, une forme distincte de nationalisme⁶², ou encore, ce qu'Agnès Maillot appelle une « *troisième voie* » entre l'insurrection et le parlementarisme⁶³, entre les *Fenians* et le Parti Parlementaire Irlandais. La doctrine d'Arthur Griffith était donc celle de l'autosuffisance, la résistance passive et l'abstentionnisme politique à Westminster⁶⁴. Les mots « *Sinn Féin* » définissaient alors une certaine orientation politique, et une tendance au séparatisme⁶⁵.

3. *Le Soulèvement de Pâques 1916 (Easter Rising): un tournant politique pour le mouvement républicain.*

Comme le remarque Kevin Rafter, entre 1905 et 1916, le *Sinn Féin* n'avait rien d'un mouvement révolutionnaire⁶⁶. Toutefois, le Soulèvement de Pâques du 24 avril 1916 baptisé, à tort, « la révolte du *Sinn Féin* »⁶⁷ (« *Sinn Féin rising* »), alors même que les membres du parti avaient refusé de prendre part au soulèvement⁶⁸, contribua à changer son statut politique de manière très significative.

Le succès électoral du *Sinn Féin* et son soutien de la part de la population au lendemain des Pâques Sanglantes tient en effet au fait que le parti fut associé, à tort, avec les événements de 1916. Pour nombre d'historiens (Kevin Rafter, Oonagh Walsh, Wesley Hutchinson) la répression sévère de l'armée britannique, les arrestations et l'exécution des organisateurs de l'insurrection de Pâques firent basculer l'opinion publique en faveur des rebelles et du *Sinn Féin* et, surtout, permirent au *Sinn Féin* d'éclipser un I.P.P. qui s'avérait faire toujours partie de l'appareil politique britannique⁶⁹. Par conséquent, pendant la période qui succéda au Soulèvement de Pâques, le *Sinn Féin* fut profondément transformé afin de répondre à une nouvelle popularité à l'échelle nationale⁷⁰. En 1916, les membres du

⁶⁰ Voir : liste des acronymes.

⁶¹ Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p. 38.

⁶² *Ibid.* p. 44.

⁶³ Maillot, Agnès, *Op. Cit.*, p. 9.

⁶⁴ Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p. 44.

⁶⁵ *Ibid.* p. 46.

⁶⁶ Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p. 46.

⁶⁷ Le Soulèvement de Pâques avait en réalité été orchestré par l'I.R.B., les Volontaires Irlandais, l'Armée Citoyenne Irlandaise et la Ligue féminine. Voir : Walsh, Oonagh, *Ireland's Independence, 1880-1923*, London : Routledge, 2002. Chapitre 3.

⁶⁸ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 57

⁶⁹ Aux élections de 1918 l'I.P.P. ne présenta pas de candidats. *Ibid.* p. 69.

⁷⁰ Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p. 49.

Sinn Féin, dont Arthur Griffith, furent emprisonnés pour leur orientation politique séparatiste, de même que les Volontaires Irlandais et les membres de l'I.R.B. qui avaient orchestré les événements de 1916. A leur sortie de prison, les prisonniers républicains vinrent gonfler les rangs du *Sinn Féin* permettant au parti de gagner en force et les adhésions au parti se multiplièrent. Ainsi, en 1906, alors que le parti comptait 21 branches, en 1917, leur nombre s'élevait à 1240⁷¹. Les nouveaux membres du *Sinn Féin* tirèrent alors profit de la nouvelle popularité du parti et en firent « l'aile politique du séparatisme »⁷² après avoir refaçonné le parti selon leurs propres convictions. La popularité du *Sinn Féin* fut démontrée lors de quatre élections partielles en 1917⁷³. A l'issue de ces élections, le parti disposait de quatre membres du Parlement abstentionnistes.

Suite aux élections de 1917, l'I.R.B. prit peu à peu le contrôle du parti au sein duquel coexistaient deux groupes distincts : Arthur Griffith et ses partisans, et les républicains plus radicaux. En avril 1917, à l'assemblée du parti à Mansion House, un comité fut formé dans le but d'unifier le mouvement. Composé de républicains radicaux tels que Michael Collins, Eamon de Valera, Rory O'Connor, WT Cosgrave, et la Comtesse Constance Markievicz, il fut alors désigné comme un exécutif temporaire⁷⁴. L'issue de l'assemblée était prévisible : Griffith et ses partisans étaient en minorité au sein du parti et il était devenu évident que leurs objectifs politiques se verraient remis en question lors du congrès (*Ard Fheis*) du parti en octobre 1917. Arthur Griffith décida donc de céder les rênes du *Sinn Féin* à Eamon de Valera⁷⁵, une décision qui fut approuvée à l'unanimité par les membres de l'organisation. Un changement de perspective s'opéra alors au sein du parti, dont la priorité serait de se battre pour une république. Le *Sinn Féin* devint dès lors un mouvement national politique unifié avec à sa tête Eamon de Valera, lié à une organisation militaire, les Volontaires Irlandais⁷⁶, et l'avocat d'une action armée pour accéder à l'indépendance. Ces caractéristiques continueraient, par ailleurs, de définir le parti républicain pendant le reste du XX^{ème} siècle. C'est donc suite aux Pâques Sanglantes que le *Sinn Féin* passa du statut d'organisation politique à celui de parti politique et devint véritablement un parti républicain.

⁷¹ *Ibid.* p. 50.

⁷² Feeney, Brian, *Op.Cit.* p. 60.

⁷³ Aux élections de Roscommon (le 5 février), South Longford (le 9 mai), East Clare (le 10 juillet), et à Kilkenny City (le 10 août) le parti républicain s'imposa face à l'I.P.P.

⁷⁴ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 68.

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ Les Volontaires Irlandais deviendraient par la suite l'Armée Républicaine Irlandaise (*Irish Republican Army*, I.R.A.).

4. Le poids électoral du Sinn Féin au lendemain des Pâques Sanglantes.

En décembre 1918 le paysage politique irlandais se vit profondément transformé. Lorsque le *Sinn Féin* se présenta aux élections générales de Westminster en tant que parti abstentionniste, il remporta 73 des 105 sièges irlandais du parlement britannique⁷⁷, écrasant ainsi les nationalistes (6 sièges) mais également le parti unioniste (26 sièges dont 23 en Ulster)⁷⁸. La campagne du parti, principalement articulée autour de la question de la conscription en Irlande (annoncée le 18 avril 1918 par Westminster), la non-application de la loi sur l'autonomie, l'emprisonnement de nombreux activistes du *Sinn Féin* par le gouvernement britannique⁷⁹ et la violence de ce dernier en Irlande⁸⁰, sut convaincre nombre d'électeurs irlandais de la nécessaire auto-détermination prônée par le parti. En effet, l'attitude du gouvernement britannique envers les républicains ne fit que jouer électoralement en faveur du *Sinn Féin* : pendant la campagne électorale, le *Royal Ulster Constabulary* (R.I.C.)⁸¹ avait pour habitude d'interrompre les réunions du parti, d'attaquer par surprise les clubs républicains ou les quartiers généraux du *Sinn Féin*, de déchirer les affiches électorales du parti ou encore de confisquer la littérature républicaine, ce qui, aux yeux des électeurs, présenta le *Sinn Féin* comme une menace sérieuse envers l'administration anglaise en Irlande⁸². Le *Sinn Féin* n'hésita d'ailleurs pas à tirer profit de ces événements et à les faire jouer électoralement en la faveur du parti, puisque, dans son manifeste, en 1918, le parti clamait : « *Sinn Féin goes to the polls handicapped by all the arts and contrivances that a powerful and unscrupulous enemy can use against us* »⁸³.

Mis au point par les membres les plus radicaux du parti⁸⁴, le manifeste du *Sinn Féin* de 1918 était véritablement républicain. Il préconisait l'abstentionnisme⁸⁵ bien sûr, mais également la formation d'une Assemblée qui, une fois élue, demanderait l'indépendance de l'île. De plus, il y était précisé que le parti userait « de tout moyen à sa portée pour rendre l'Angleterre incapable de maintenir l'Irlande en position de soumission par la force

⁷⁷ Une étude sur la progression géographique du *Sinn Féin* montre que 70 des 73 sièges remportés furent remportés dans la zone qui allait devenir « les 26 comtés ». Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p. 58.

⁷⁸ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 109.

⁷⁹ Au mois de mai 1918, nombre de membres importants du *Sinn Féin* furent arrêtés par les autorités britanniques. Parmi eux se trouvaient notamment Eamon De Valera et Arthur Griffith.

⁸⁰ Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p.57. Walsh Oonagh, *Op. Cit.* p. 58.

⁸¹ Le R.I.C. a été, jusqu'en 1922, la force de police irlandaise, mise en place par le gouvernement britannique.

⁸² Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 106.

⁸³ Voir : annexe 1.

⁸⁴ Robert Brennan, le responsable des élections et les secrétaires du parti, Harry Boland et Seán O'Kelly avaient échappé aux arrestations.

⁸⁵ Parce qu'ils refusaient de siéger au sein d'un parlement étranger, les membres du *Sinn Féin* se faisaient les avocats de l'abstentionnisme.

militaire ou par tout autre moyen »⁸⁶. Comme le souligne Brian Feeney, pour la première fois dans l'histoire de l'île, aux élections de 1918, le peuple irlandais exprima son aspiration à l'« autodétermination nationale », principe dont le *Sinn Féin* se faisait le porte-parole depuis sa réorganisation en 1917⁸⁷.

L'électorat du *Sinn Féin* était plutôt jeune et d'origine modeste. Ce sont les travailleurs agricoles et les jeunes populations issues de milieux ruraux ainsi que les jeunes issus des classes ouvrières urbaines qui se rallièrent au parti ainsi que, dans la plupart des cas, aux Volontaires Irlandais⁸⁸. Pour les républicains, les résultats des élections de 1918 représentaient l'acceptation du soulèvement de 1916 ainsi que le désir de mettre en place une République d'Irlande (selon la Proclamation de Pâques 1916) qui, selon les termes de l'historien Brian Feeney, était devenue le « Saint Graal » du parti⁸⁹. De surcroît, les républicains voyaient en leur victoire électorale l'expression du rejet de l'autorité britannique sur l'île⁹⁰. Par conséquent, en votant pour le *Sinn Féin*, les irlandais avaient voté en faveur de l'indépendance ; une indépendance que le parti républicain voyait déjà acquise.

Fidèles à la politique d'abstentionnisme à Westminster, les élus formèrent une Assemblée Représentative de l'Irlande (*Dáil Eireann*), nouvelle institution législative irlandaise, qui se réunit pour la première fois le 21 janvier 1919. Ce jour, les élus décidèrent d'une constitution et déclarèrent l'indépendance de la *Dáil Eireann* en s'appuyant sur une légitimité qu'ils estimaient conquise par leur succès électoral⁹¹ et se comportèrent comme un exécutif officiel. Du côté britannique, en revanche, les institutions politiques irlandaises furent déclarées « dangereuses et illégales »⁹² dès leur création, c'est pourquoi les membres de la *Dáil* devaient se réunir secrètement afin d'échapper aux autorités britanniques⁹³.

Les élections de 1918, outre la confirmation du succès politique du *Sinn Féin*, furent d'une importance cruciale pour le parti. En effet, comme le remarque Agnès Maillot, c'est grâce à l'abstentionnisme que les élus du *Sinn Féin* purent établir des institutions

⁸⁶ “every means available to render impotent the power of England to hold Ireland in subjection by military force or otherwise”. Annexe 1: *Sinn Féin Manifesto 1918*.

⁸⁷ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 90. “National self-determination”.

⁸⁸ *Ibid.* p. 92.

⁸⁹ *Ibid.* p. 110.

⁹⁰ Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p. 57.

⁹¹ *Declaration of Independence, issued at the first meeting of the first (All-Ireland) Dáil Eireann, January 21st 1919*. Site internet: <<http://www.rsfi.ie>>. Consulté le 13/01/2011.

⁹² Maillot, Agnès, *Op. Cit.* p. 11.

⁹³ Walsh, Oonagh, *Op. Cit.* p. 59.

politiques irlandaises ; c'est pourquoi ce principe devint, dans l'idéologie républicaine, la clé vers l'indépendance de l'île⁹⁴. Promulgué par des républicains influents tels que Michael Collins⁹⁵, ce principe prit une importance considérable pour le combat politique des républicains : « *abstention from attendance at the British Parliament is the indispensable factor in the republican ideal – the repudiation of foreign government* »⁹⁶. Aujourd'hui encore, même si le *Sinn Féin* participe aux élections à Westminster, aucun des élus n'y a jamais siégé.

L'euphorie de la victoire électorale de 1918 et du soutien massif de la population irlandaise laissa toutefois rapidement place aux réalités de la scène politique et à un climat de plus en plus tendu entre l'Irlande et l'Angleterre. Le *Sinn Féin* fut en effet confronté à de nouvelles difficultés qui allaient mettre l'unité du mouvement républicain à rude épreuve. Premièrement, le *Sinn Féin* souffrit d'une certaine inexpérience en matière de politique. Deuxièmement, au lendemain de la création de la *Dáil*, il s'agissait de coordonner et d'harmoniser l'action des Volontaires Irlandais, celle du parti, ainsi que celle du gouvernement, cela dans un climat de répression de la part du gouvernement britannique⁹⁷. Réorganisés en armée de la République (dès la formation de la première *Dáil* en 1919) sous le nom d'*Irish Republican Army* (I.R.A.), les Volontaires Irlandais (pour la plupart également membres du *Sinn Féin*), sous le commandement de Michael Collins, donnèrent alors le coup d'envoi de la Guerre d'Indépendance irlandaise (21 janvier 1919 – 9 juillet 1921). A l'époque, à l'exception des comtés du Nord-Est de l'île, toute la population irlandaise était unie dans un même combat : l'obtention de l'indépendance irlandaise par la force. C'est précisément l'issue de cette guerre qui précipita l'île et le *Sinn Féin* dans un autre conflit, d'ordre politique et se limitant à la sphère irlandaise.

Le 23 décembre 1920, le Premier ministre britannique, Lloyd George, fit adopter par le Parlement le *Government of Ireland Act*, accordant l'autonomie au Sud de l'Irlande. La loi prévoyait deux institutions politiques distinctes : l'une pour six des neufs comtés de

⁹⁴ Maillot, Agnès, *Op. Cit.* p. 10.

⁹⁵ Michael Collins, qui avait pris part au soulèvement de Pâques en 1916, devint rapidement une figure majeure du mouvement républicain. Chef des services secrets républicains pendant la Guerre d'Indépendance en Irlande et Ministre des Finances de 1919 à 1922 au sein de la *Dáil*, il fut également chargé de négocier le Traité de Paix avec le gouvernement britannique en 1921. C'est pendant la Guerre Civile qui suivit le traité qu'il fut tué dans une embuscade, probablement par un membre du camp anti-Traité.

⁹⁶ Collins, Michael, *The Path to Freedom*, Cork : The Mercier Press, 1968.

⁹⁷ Le 25 novembre 1919, *Sinn Féin*, les Volontaires Irlandais, *Cumann na mBan* et la Ligue Gaélique furent proclamés illégaux en Irlande. Aussi, en parallèle à la création de nouvelles institutions politiques irlandaises, les Volontaires Irlandais se lancèrent dans une campagne militaire contre l'armée britannique, le R.I.C. et les impitoyables *Black and Tans* (des mercenaires envoyés par le gouvernement britannique en Irlande pour éliminer les membres de l'I.R.A. et abolir la *Dáil*) afin d'asseoir l'autorité de la *Dáil Eireann* et chasser toute présence anglaise de l'île.

l'Ulster (Fermanagh, Armagh, Tyrone, Derry, Antrim et Down) ; l'autre pour les vingt-six autres comtés, afin de satisfaire les protestants unionistes (en majorité dans les comtés du Nord de l'île) pour qui « *Home Rule* » signifiait « *Rome Rule* », à savoir la formation d'un état catholique en Irlande et l'influence du Pape sur l'île. A l'époque, le *Government of Ireland Act* fut très largement ignoré au Sud de l'île, puisque fort éloigné des désirs d'indépendance du *Sinn Féin*. La partition de l'île n'était pas perçue comme définitive mais seulement temporaire et les chefs du *Sinn Féin* ne mesurèrent alors pas réellement l'impact de cette loi. En effet, la *Dáil Eireann* était désormais reconnue comme la seule autorité politique en Irlande⁹⁸ tandis que les institutions politiques britanniques ainsi que les lois que celles-ci édictaient étaient totalement ignorées.

Des élections aux deux parlements de l'île furent tenues en mai 1921, selon les termes du *Government of Ireland Act*. Avec l'annonce de ces élections, les républicains furent confrontés à un dilemme : fallait-il se présenter aux élections et, donc, accepter le droit de l'Angleterre à légiférer en Irlande ? Ou bien fallait-il boycotter les élections, au risque de voir les adversaires du parti (les unionistes et l'I.P.P., surtout dans les comtés du Nord) gagner du terrain ? Malgré une certaine réticence, le *Sinn Féin* décida tout de même de se présenter aux élections : premièrement, dans le but d'empêcher les unionistes de revendiquer leur autorité sur les régions du Nord-Est de l'île, où ils étaient majoritaires⁹⁹ ; deuxièmement afin de transmettre un message d'opposition à la présence britannique au sein de l'île. Le parti fit alors campagne contre la partition de l'île et contre la formation d'un état artificiel dans le Nord. Il s'agit ici de principes fondamentaux qui perdureront à la fois dans la politique du *Sinn Féin* et du S.D.L.P.¹⁰⁰. Toutefois, la partition avait bel et bien eu lieu et tout portait à croire qu'un vote massif pour le *Sinn Féin* ne pourrait rien y changer. Par ailleurs, pour la première fois dans l'histoire du parti, le *Sinn Féin* dut prendre en considération la configuration politique du Nord de l'île pour sa stratégie électorale¹⁰¹.

Dans les comtés du Nord-Est (dont la population était largement protestante), les unionistes remportèrent 40 des 52 sièges, le *Sinn Féin* et l'I.P.P. 6 sièges. Au Sud de l'île, les républicains participèrent aux élections pour faire élire leurs candidats au sein de la *Dáil Eireann*, remportant ainsi une majorité de 128 sièges sur 132¹⁰². L'hostilité des Irlandais envers l'autorité britannique sur l'île fut ainsi exprimée massivement. Une

⁹⁸ Walsh, Oonagh, *Op. Cit.* p. 68.

⁹⁹ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 131.

¹⁰⁰ *Ibid.* p. 132.

¹⁰¹ *Ibid.* p. 131.

¹⁰² Maillot, Agnès, *Op. Cit.* p.11.

nouvelle fois, le peuple irlandais avait plébiscité l'indépendance par les urnes. La seconde *Dáil* fut donc formée et lorsque le nouveau Parlement pour le Sud de l'Irlande prévu par le *Government of Ireland Act* se réunit à Dublin, seuls les quatre candidats non affiliés au *Sinn Féin* étaient présents. Pour les républicains, il s'agissait de montrer leur attachement à l'abstentionnisme politique au regard des institutions britanniques. Selon les membres du *Sinn Féin*, en effet, seules la première et la seconde *Dáil* étaient légitimes¹⁰³, ce qui, comme le souligne Agnès Maillot, n'était pas nécessairement cohérent avec les aspirations républicaines, puisque la seconde *Dáil* était une assemblée mise en place suite à la partition de l'île¹⁰⁴. Néanmoins, la participation du *Sinn Féin* aux élections en tant que parti abstentionniste et anti-partition ainsi que sa victoire écrasante dans les comtés du Sud, ne réussirent pas à remettre en question la division de l'île.

En juin 1921, le Parlement nord-irlandais fut inauguré par le Roi Georges V. Cette même année, une importante transition au sein du mouvement républicain se mit en place. Le 11 juillet 1921, après un an et demi de guérilla particulièrement meurtrière, les hostilités entre l'I.R.A. et les autorités britanniques cessèrent pour laisser part à une période de négociations. Suite à deux ans de clandestinité pour le *Sinn Féin* et la *Dáil*, l'objectif des républicains serait dès lors d'obtenir la reconnaissance de la République Irlandaise déclarée lors du soulèvement de 1916 et des institutions politiques irlandaises créées à l'issue des élections de 1918¹⁰⁵. Cette phase de pourparlers entre le gouvernement de Lloyd George et une délégation irlandaise comprenant entre autres Arthur Griffith, Vice-Président de la *Dáil* et Michael Collins, Ministre des Finances et Chef des opérations de l'I.R.A., donna finalement lieu au Traité de Paix du 6 décembre 1921 par lequel l'autonomie de 26 comtés irlandais fut obtenue, donnant naissance à l'Etat Libre d'Irlande (*Irish Free State*). Ce dernier bénéficia dès lors du statut de dominion au sein de l'Empire Britannique. En revanche, le Traité permit également de sceller la partition de l'île, de même que l'ascendant de la population protestante sur les Catholiques d'Irlande du Nord, laissant ainsi une marque géographique indélébile sur le territoire irlandais.

Sur le plan politique, les répercussions du Traité furent doubles pour le *Sinn Féin*, dans la mesure où celui-ci fut la source d'un changement profond pour le parti, à la fois au sein de l'Etat Libre d'Irlande et au sein de la province d'Ulster. Au Sud, le parti se trouva

¹⁰³ Dans la pensée républicaine, la première et la seconde *Dáil* sont longtemps restées les seules assemblées légitimes et représentatives que l'Irlande ait eues ; la première ayant été élue par l'ensemble de l'électorat irlandais en 1918, la seconde n'ayant pas été mise en place par les autorités anglaises mais par le *Sinn Féin* lui-même. *Ibid.* p. 11.

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p. 59.

très affaibli et en proie à une division idéologique. Au Nord, déjà avant le traité, le *Sinn Féin*, était minoritaire ; une position de faiblesse politique qui s'explique par la démographie des comtés de l'Ulster et qui s'amplifia des suites de la partition.

5. *Le Sinn Féin en Ulster.*

Les comtés du Nord-Est de l'Irlande, bien avant la partition de l'île, se démarquèrent des autres comtés irlandais au regard de l'évolution et de la progression du nationalisme puis du républicanisme. Cette tendance s'explique par la particularité des habitants de ces comtés en comparaison à ceux du reste de l'île. Dans la majeure partie de l'Ulster, en raison d'une forte proportion de population protestante, suite à la « plantation » particulièrement réussie de la province au XVII^{ème} siècle¹⁰⁶, la population était majoritairement opposée à la moindre forme d'autonomie ou d'indépendance¹⁰⁷. En effet, les protestants, dont la loyauté envers la couronne britannique s'oppose au principe même de l'autonomie de l'Irlande, craignaient de se trouver en infériorité numérique par rapport à la population catholique sur l'ensemble de l'île. Difficile donc, dans ce contexte, d'envisager le *Sinn Féin*, parti aux aspirations indépendantistes, comme une force politique significative en Irlande du Nord. Le parti n'y fit d'ailleurs son apparition qu'en 1917¹⁰⁸.

Contrairement aux comtés du Sud de l'île, où l'on trouvait « une société catholique homogène »¹⁰⁹, et où le *Sinn Féin* put se développer en tant que force politique, la réalité sociale en Ulster reflétait, avant même la partition de l'île, une division profonde entre les habitants ainsi que l'opposition de deux cultures totalement différentes. En effet, les descendants des colons écossais, anglais et gallois se distinguaient des natifs irlandais culturellement et religieusement. Culturellement parlant, ils se sentaient plus proches de la société britannique – dont la plupart étaient issus – que de la société irlandaise. Sur le plan religieux, leur protestantisme (presbytérien, pour les Ecossais) s'opposait au catholicisme

¹⁰⁶ Voir : Introduction. p. 21.

La plantation de l'Ulster fut unique, dans le sens où, uniquement dans cette province, une nouvelle société émergea des suites de l'arrivée de colons écossais (presbytériens) surtout, mais également anglais et gallois (anglicans). Les natifs irlandais (catholiques) restèrent en Ulster mais furent tout de suite mis à l'écart par les nouveaux arrivants. La plantation de l'Ulster se distingue des autres plantations dans la mesure où elle se solda par la présence d'une nouvelle communauté, parlant une langue différente de celle des natifs et dont la culture et la religion étaient différentes. En définitive, le territoire se trouva occupé par deux groupes hostiles : les natifs, qui dénonçaient le vol de leurs terres par les colons, tandis que ces derniers se sentaient en permanence menacés par une éventuelle rébellion. Darby, John, *Conflict in Northern Ireland : A Background Essay*, in : *Facets of the Conflict in Northern Ireland*, Ed: Dunn Seamus, Macmillan Press Ltd., 1995.

¹⁰⁷ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 70.

¹⁰⁸ En 1917, le *Sinn Féin* participa aux élections partielles dans les comtés du Nord de l'île.

¹⁰⁹ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 72.

de la majorité de la population irlandaise. D'autre part, la polarisation politique et sociale de la province avait été encouragée, d'une part, par l'Acte d'Union de 1800 (défendu par les unionistes) et, d'autre part, par les projets de loi pour l'autonomie de l'Irlande mis en place par le Premier ministre libéral William Gladstone en 1886 et 1893¹¹⁰, suite aux revendications de certains Membres du *Home Rule Party*¹¹¹ à Westminster. Politiquement et économiquement donc, les protestants d'Ulster désiraient conserver leur place au sein du Royaume-Uni et voir perdurer l'Acte d'Union, d'autant que la région de Belfast était un pôle industriel puissant de l'économie britannique (et unique sur le territoire irlandais). D'abord ralliés aux Conservateurs à Westminster, les protestants s'organisèrent rapidement en un parti politique dit unioniste¹¹², afin de défendre et promouvoir l'union constitutionnelle avec l'Angleterre. Il apparaît ainsi que l'identité politique du parti unioniste s'est construite en opposition à l'identité politique nationaliste.

Parallèlement à la naissance de l'unionisme et, avec pour toile de fond la question de l'autonomie irlandaise, le nationalisme constitutionnel se développa timidement en Ulster avec l'arrivée de membres du *Home Rule Party* (favorable à l'autonomie irlandaise) dans les années 1880¹¹³, lesquels devinrent rapidement la cible de la violence de certains protestants unionistes. L'arrivée de ces hommes politiques du Sud signifiait, pour les unionistes d'Ulster « l'invasion du territoire protestant »¹¹⁴ et contribua à entretenir leur fameuse « mentalité de siège ». Au fil des années, le parti nationaliste, l'I.P.P. (successeur du *Home Rule Party*) devint l'unique porte-parole politique du peu de catholiques installés sur cette terre hostile. Le nationalisme dans le Nord de l'île étant perçu comme une menace pour la stabilité sociale et pour le maintien de la communauté protestante en Ulster, la province apparaissait comme un véritable « terrain miné »¹¹⁵ pour les hommes politiques républicains du Sud de l'île. Le *Sinn Féin*, qui affichait clairement son désir d'auto-détermination au niveau politique, économique et culturel, semblait ainsi n'avoir qu'une influence limitée dans les comtés du Nord. C'est d'ailleurs ce que les élections de 1918

¹¹⁰ *Ibid.* p. 74.

¹¹¹ Le *Home Rule Party* fut formé le 3 mars 1874 à Dublin, lors d'un rassemblement de Membres irlandais du Parlement de Westminster favorables à l'autonomie irlandaise (*Home Rule League*). Le *Home Rule Party* avait été influencé par le nationalisme constitutionnel, dont l'une des figures marquantes fut Isaac Butt (fondateur du Mouvement pour l'Autonomie Irlandaise, en 1870 : *Home Rule Movement*) et fut également marqué par les mouvements nationalistes culturels et existant en dehors de la sphère constitutionnelle (*United Irishmen, Young Ireland, Fenians...*). Le parti se voulait le porte-parole de ceux qui aspiraient à la restauration des institutions politiques irlandaises. English, Richard, *Op. Cit.* p. 192.

¹¹² Le Conseil Unioniste d'Ulster (*Ulster Unionist Party*) fut formé en 1905 en opposition à l'autonomie irlandaise.

¹¹³ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 72.

¹¹⁴ *Ibid.*

¹¹⁵ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 70.

démontrèrent si on considère les résultats du *Sinn Féin* dans les comtés du Nord en comparaison à la totalité de l'île. A l'époque, le parti républicain était un parti établi et influent dans le Sud de l'île mais ses résultats aux élections de 1918 dans les comtés du Nord démontrent clairement sa faiblesse dans cette région en comparaison au reste de l'île. Si on considère les résultats du *Sinn Féin* sur la totalité de l'île (soit 103 circonscriptions irlandaises), le parti obtint 476.087 voix, soit 46,9% des votes (73 sièges sur 105), suivi des unionistes avec 257.314 voix, soit 25,3% des votes (26 sièges sur 105). Enfin, les nationalistes remportèrent 220.837 voix, soit 21,7% des votes (6 sièges sur 105). Dans les comtés de la province d'Ulster, en revanche, ce furent les unionistes qui arrivèrent en tête des suffrages avec 234,376 voix soit 49,8% des votes, suivis du *Sinn Féin* qui remporta 110.032 voix, soit 23,4% des votes. Les nationalistes de l'I.P.P. arrivèrent en troisième position avec 70.899 voix, soit seulement 15,1% des votes. Enfin, au sein des six comtés constituant l'Irlande du Nord actuelle, les unionistes arrivèrent en tête avec 225.082 voix, soit 56,2% des votes, le *Sinn Féin* remporta 76.100 voix, soit 19% des votes, enfin, l'I.P.P. remporta 44.238 voix, soit 11,1% des votes¹¹⁶.

Les conclusions à tirer de ces résultats sont que, premièrement, en dépit d'un succès incontestable dans les comtés du Sud de l'Irlande, le *Sinn Féin* était un parti très marginal en Ulster et n'aurait qu'une position politique très minoritaire une fois l'île divisée. Il convient en effet de souligner que dans les comtés du Nord, les républicains réussirent, non pas à éclipser les nationalistes comme dans le reste de l'île, mais à devancer l'I.P.P. Deuxièmement, les résultats des élections de 1918 furent décisifs, dans le sens où ils rendirent les unionistes plus déterminés que jamais à partitionner l'île de manière permanente. Ils démontrèrent par ailleurs que les unionistes seraient avantagés électoralement dans le cas où l'Irlande du Nord serait composée des comtés de Fermanagh, Armagh, Tyrone, Down, Antrim and Derry.

B. Les républicains sous le régime de Stormont 1921-1972

Aujourd'hui le deuxième parti politique en Irlande du Nord avec plus de 25% des suffrages aux différentes élections, le *Sinn Féin* ne semblait pas, de prime abord, être destiné à être un parti majeur de la scène politique nord-irlandaise. Proscrit à plusieurs reprises par le régime de Stormont, c'est seulement en 1974 que le *Sinn Féin* est devenu un

¹¹⁶ The Irish General Election of 1918, Site Internet: < <http://www.ark.ac.uk/elections/h1918.htm>>. Consulté le 01/06/2011.

parti légal en Ulster. Affaibli par les divisions au lendemain du Traité de 1921¹¹⁷, le parti républicain n'existait, durant les années 1950, plus qu'au travers de l'I.R.A. L'organisation paramilitaire et le *Sinn Féin* apparaissaient alors comme le côté pile et le côté face du républicanisme dont les activités étaient, à l'époque, plus d'ordre militaire que politique. En effet, l'Armée Républicaine, elle-même réorganisée après la Seconde Guerre mondiale¹¹⁸, en insufflant une nouvelle force au *Sinn Féin* en 1948, usa, *de facto*, de son autorité sur l'organisation de la lutte républicaine et en limita, pendant un temps, la portée politique.

Après des débuts politiques en Irlande du Nord difficiles, en raison de la configuration politique de la Province, les affrontements intercommunautaires violents des années 1960 impactèrent profondément la stratégie républicaine, tant sur le plan politique que militaire. Aussi, si la présence politique du *Sinn Féin* s'est vue être dans un premier temps très limitée en Irlande du Nord, la discrimination et les violences sectaires dont a été victime la communauté catholique a constitué un terrain fertile pour la contestation républicaine et a ainsi permis au *Sinn Féin* et à l'I.R.A. Provisoires de voir le jour.

1. La résurrection du *Sinn Féin* par l'I.R.A.

La transformation du mouvement républicain en 1948, lors du congrès de l'I.R.A., fit de la stratégie menée par l'Armée Républicaine d'une part un combat localisé dans le Nord de l'île contre les forces britanniques et, d'autre part, une lutte menée de pair avec le *Sinn Féin*, qui redevint, de fait, le bras politique de l'I.R.A. Ainsi, cette même année, l'association des ailes politique et militaire du républicanisme irlandais fut rétablie. En effet, comme le déclara Christoir O'Neill en 1949, « le mouvement républicain est divisé en deux corps principaux – [...] l'Armée Républicaine Irlandaise et le *Sinn Féin*. Chacun a une tâche importante à accomplir. [...] le travail de l'un est aussi important que celui de l'autre »¹¹⁹. Le *Sinn Féin*, alors moribond depuis le départ d'Eamon De Valera pour fonder

¹¹⁷ Le Traité de 1921, à l'origine de la Guerre Civile en Irlande (28 juin 1922 – 28 avril 1923) provoqua une division d'ordre idéologique au sein de la *Dáil* et du mouvement républicain, entre les pro-Traité et les anti-Traité. A partir de 1922, le *Sinn Féin* ne comptait que des membres anti-Traité, puisque les pro-Traité s'étaient regroupés sous *Cumman na nGaedheal*. Puis, en 1926, le *Sinn Féin* se divisa à nouveau, Eamon de Valera décidant de former un nouveau parti détaché de toute influence de l'I.R.A. : *Fianna Fáil*. Le *Sinn Féin* devint donc un parti marginalisé.

¹¹⁸ Après la Seconde Guerre mondiale, les militants républicains se réorganisèrent autour de l'I.R.A. à laquelle les membres du *Sinn Féin* élus à la seconde *Dáil* avaient transféré leur autorité. Au lendemain de la proclamation de la République d'Irlande, en 1949, l'Armée Républicaine décida de mettre fin à sa campagne armée dans le Sud et de concentrer son activité dans le Nord de l'île contre la présence britannique.

¹¹⁹ "The Republican movement is divided into two main bodies – [...] the Irish Republican Army and the *Sinn Féin*. Each has an important task to do. [...] the work of either is as important as that of the other." Coogan, Tim, Pat, *The IRA, Fully Revised and Updated*, New York: Palgrave, 2002. p. 257.

Fianna Fáil en 1926, fut donc, à partir de 1948 et au cours des années 1950, réorganisé par l'I.R.A., dont les membres les plus influents prirent le contrôle du parti. Tout comme pendant l'âge d'or du républicanisme dans le Sud de l'île, les républicains appartenaient à la fois au *Sinn Féin* et à l'I.R.A. L'objectif commun aux deux organisations était alors de mettre fin à la partition par la force¹²⁰ en s'opposant à la présence britannique en Irlande du Nord. Cet objectif fut proclamé à Bodenstown en 1949 par Christoir O'Neill :

*The aim of the [Irish Republican] Army is simply to drive the invader from the soil of Ireland and to restore the sovereign independent Republic proclaimed in 1916. To that end, the policy is to prosecute a successful military campaign against the British forces of occupation of the Six Counties*¹²¹.

Les républicains ne reconnaissaient pas pour autant l'autorité du gouvernement de Dublin mais décidèrent d'orienter leur combat exclusivement au Nord de l'île en raison des contextes politiques propres au Nord et au Sud de l'Irlande. Au Sud, les réformes menées par le gouvernement de De Valera (l'abolition du serment d'allégeance au monarque anglais, la Constitution de 1937, de même que les mesures allant à l'encontre des républicains¹²²) firent que la lutte républicaine perdit de sa substance et que le républicanisme se trouva très affaibli. En effet, selon les propos du républicain Sean MacBride,

*When the new Constitution was adopted (1937) I felt there was no more need for the IRA and we should put all the energy we had into starting a republican party, and by political means we would be able to achieve reunification and an Irish republic*¹²³.

La dimension politique du républicanisme resta toutefois à la merci de la stratégie militaire républicaine et, au cours des trente années à venir, le *Sinn Féin* resterait le « numéro deux » de la lutte républicaine, jusqu'à ce que Gerry Adams prenne en main le parti et mette fin au déséquilibre entre activisme politique et action militaire¹²⁴. En effet, comme le souligne Brian Feeney, en 1948, lors du « sauvetage » du *Sinn Féin* par l'I.R.A.,

¹²⁰ Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p. 81.

¹²¹ Coogan, Tim, Pat, *Op. Cit.* p. 256.

¹²² En 1939, le gouvernement de De Valera fit de l'I.R.A. une organisation illégale. L'*Offence Against the State Act* et l'*Unlawful Organisation Order*, participèrent en effet de l'anéantissement de l'I.R.A. dans le Sud de l'île.

¹²³ Interview with Sean MacBride, *Irish America* 2, 4, 1986, p. 34. In: English, Richard, *Op. Cit.* p. 329
Seán MacBride, ancien membre de l'I.R.A., forma son propre parti républicain en 1946 : *Clann na Poblachta* (le Parti de la République). La reconnaissance de la nouvelle constitution irlandaise en 1937 et l'accession du parti au sein de la *Dáil* furent les facteurs, parmi d'autres, qui rapprochèrent l'I.R.A. du *Sinn Féin*. Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 184-185.

¹²⁴ Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p. 81.

les chefs de l'organisation paramilitaire n'avaient nulle intention d'utiliser le *Sinn Féin* pour faire une percée sur la scène politique et encore moins participer aux élections¹²⁵. En revanche, la stratégie de l'I.R.A. était d'utiliser le *Sinn Féin* comme porte-parole, puisque la législation mise en place par le gouvernement *Fianna Fáil* avait rendu l'I.R.A. illégale. Le *Sinn Féin* n'étant pas une organisation prohibée, le parti serait donc la voix de l'I.R.A. dans la sphère publique, tout en étant soumis à son contrôle¹²⁶. Par ailleurs, pour l'I.R.A., il s'agissait également de tirer profit du nom même du parti (connu de tous en Irlande) et de son héritage. Les membres du parti furent donc rapidement mis à l'écart et remplacés par les chefs de l'I.R.A.

Sous la présidence de Pádraig MacLogain¹²⁷, une nouvelle constitution pour le *Sinn Féin* vit le jour au cours des années 1950. Kevin Rafter, dans son ouvrage consacré à l'évolution du *Sinn Féin*, souligne que l'Eglise catholique avait, à l'époque, examiné la nouvelle constitution afin de s'assurer que les principes qu'elle énumérait n'allaient pas à l'encontre des enseignements de la religion catholique¹²⁸. Dans le contexte de cette étude, il est intéressant de mentionner que cette connexion entre le républicanisme et l'Eglise catholique ne tarderait pas à être dénoncée par le futur chef du D.U.P., Ian Paisley. Ce serait, en effet, l'un de ses arguments majeurs à l'encontre de l'Eglise catholique, qu'il accuserait, plus tard, de soutenir l'action des « terroristes de l'I.R.A. ». La nouvelle constitution républicaine reprenait les objectifs traditionnels des républicains radicaux au lendemain du Traité de 1921 : renverser la domination anglaise sur l'île, établir la République d'Irlande proclamée en 1916, consolider le gouvernement de la République représentant le peuple irlandais dans sa totalité et, bien sûr, continuer l'abstentionnisme politique¹²⁹. La mise en place de cette constitution reflète clairement la persistance au fil du temps de ce que Eamon de Valera appela un jour « le dogme républicain »¹³⁰, c'est-à-dire les fondements incontestables de la pensée républicaine. Brian Feeney en identifie les principales composantes, notamment la continuité de la lutte pour l'idéal républicain et le refus de tout accord concédant moins que l'indépendance totale de l'île et la formation

¹²⁵ A l'époque, les puristes du *Sinn Féin* et de l'I.R.A. associaient la politique électorale avec les compromis ainsi qu'avec la reconnaissance et l'acceptation des institutions politiques mises en place par le Traité de 1921. Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 191.

¹²⁶ *Ibid.* p. 189.

¹²⁷ Pádraig MacLogain, l'un des principaux chefs de l'I.R.A., prit le contrôle du *Sinn Féin* lors du congrès du parti en 1950 et remplaça Margaret Buckley au poste de Président du parti.

¹²⁸ Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p. 82.

¹²⁹ *Ibid.*

¹³⁰ De Valera utilisa ce terme lors du congrès du *Sinn Féin* en novembre 1925. Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 163.

d'une République d'Irlande¹³¹. Il s'agit ici des principes de base qui régiraient le républicanisme jusqu'aux années 1980.

La proclamation de la République d'Irlande en avril 1949 provoqua néanmoins une vague d'hostilité envers les républicains tant en Angleterre qu'en Irlande du Nord et il ne fut pas aisé d'établir le parti dans le Nord de l'Irlande. En Angleterre, Westminster statua, en juin 1949, avec l'Acte d'Irlande (*Ireland Act*), que l'Irlande du Nord jouissait d'une position inaliénable au sein du Royaume-Uni et ne perdrait pas ce statut sans le consentement de la majorité de la population nord-irlandaise¹³². Cette législation fut lourde de conséquences, puisqu'elle eut pour effet de renforcer la partition. De plus, encore aujourd'hui, les politiques d'Irlande du Nord s'appuient sur cette loi afin d'éviter tout changement de statut pour la province par d'autre biais qu'un référendum. Au Sud de l'île, l'Acte d'Irlande fut interprété comme une totale indifférence par rapport au sentiment d'opposition aux institutions politiques issues de la partition de l'île, lequel était relayé par les partis principaux de la République¹³³. Ainsi, pour la jeune population irlandaise, il apparut que la violence prônée par les républicains de l'I.R.A. et du *Sinn Féin* pouvait être une solution face à l'alliance de Westminster et de Stormont contre la population catholique et nationaliste. En Irlande du Nord, des élections furent organisées à la hâte en février 1949, afin de réaffirmer l'emprise unioniste de Basil Brooke sur la province. Le Premier ministre fit également taire toute manifestation d'idées républicaines, d'autant que l'I.R.A. venait d'annoncer sa campagne contre l'Ulster, et contribua à faire de l'Irlande du Nord une terre hostile aux républicains et à la population catholique.

2. *Le régime de Stormont*

« *Ulster Unionists, fearful of being isolated on the island, built a solid house, but it was a cold house for Catholics* »¹³⁴. En prononçant ces mots lorsque le Prix Nobel de la Paix lui fut remis en 1998, David Trimble, alors chef de l'U.U.P., identifia l'une des causes profondes de la période communément appelée, « les Troubles », à savoir l'extrême rigidité politique et sociale du Parlement nord-irlandais envers la communauté catholique

¹³¹ *Ibid.* p. 162-168.

¹³² Hutchinson, Wesley, *Op. Cit.* p. 141.

¹³³ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 193. En 1948, la coalition des partis Clann na Poblachta (à tendance républicaine), Clann na Talmhan (un lobby agricole) et Fine Gael (dont l'ancêtre était Clann na nGaedheal) prit les rennes du pouvoir au sein de l'*Irish Free State*. Hutchinson, Wesley, *Op. Cit.* p. 141.

¹³⁴ Trimble, David, Nobel Peace Prize Acceptance Speech, Oslo: 10 décembre 1998. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/nobeldt.htm>>. Consulté le 18 août 2011.

et, surtout, la discrimination menée par le régime unioniste de Stormont à l'encontre de cette communauté dès 1921.

En 1920, lorsque la population nord-irlandaise disposa d'un nouveau parlement, les unionistes réalisèrent qu'ils pouvaient mettre leur pouvoir et leur supériorité politique à profit pour renforcer et protéger l'Irlande du Nord de l'influence de la communauté catholique, cette dernière étant opposée à l'existence même de cette nation. Comme le soulignent David McKittrick et David McVea, cette attitude découle des craintes traditionnelles de la communauté protestante et, par extension, unioniste d'Irlande du Nord : une communauté ayant le sentiment d'être entourée par de violents ennemis (les catholiques et donc, les nationalistes et les républicains) et timidement soutenue par ses alliés (l'Angleterre)¹³⁵. Un autre élément décisif à prendre en considération, et qui fut d'une importance cruciale pour l'avenir de la province, est que la loi de 1920 fit de la communauté catholique un groupe totalement isolé politiquement, les unionistes représentant deux tiers de la population nord-irlandaise et étant libres d'exercer, seuls, le pouvoir politique. Aussi, lorsque l'Irlande du Nord fut créée, les personnes à la tête du parti unioniste, jugeant que la province ne pourrait survivre que si les protestants la prenaient en main, firent en sorte que leur pouvoir devienne permanent¹³⁶. Ainsi, dès 1922, la représentation proportionnelle fut abolie aux élections locales, le système du « *First-past-the-post* »¹³⁷ introduit et le découpage électoral modifié (*Gerrymandering*), afin d'assurer une supériorité unioniste sur les électeurs nationalistes dans la plupart des circonscriptions¹³⁸. La modification des frontières électorales associée à l'abolition de la représentation proportionnelle firent que Londonderry, la deuxième ville de la province, de même que onze autres circonscriptions passèrent sous contrôle unioniste, en dépit d'une majorité de votants nationalistes¹³⁹. Par ailleurs, en 1929, la représentation proportionnelle fut abolie aux élections générales (à l'exception de la circonscription universitaire), ce qui eut pour effet d'affaiblir les petits partis et de renforcer le Parti unioniste.

Le principe du droit de vote reflétait également un sérieux déséquilibre entre les deux communautés, puisque les propriétaires (environ 1,5% de l'électorat) bénéficiaient de voix supplémentaires aux élections locales, de même que les diplômés de *Queen's*

¹³⁵ McKittrick, David, McVea, David, *Making Sense of the Troubles*, Belfast: The Blackstaff Press, 2000. p. 7.

¹³⁶ *Ibid.*

¹³⁷ Système électoral par lequel le premier parti qui obtient la majorité des votes dans une circonscription obtient le siège correspondant à cette circonscription au parlement.

¹³⁸ Brewer, John, *Anti-Catholicism in Northern Ireland, 1600-1998*, Hampshire: Macmillan Press Limited, 1998. <cain.ulst.ac.uk/issues/sectarian/brewer.htm>. Consulté le 25 novembre 2005.

¹³⁹ McKittrick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 8; White, John, *Op. Cit.* p. 6.

University à Belfast et les propriétaires de locaux professionnels aux élections parlementaires¹⁴⁰. Qui plus est, une large proportion de la population adulte ne pouvait pas voter, le droit de vote aux élections locales étant limité aux propriétaires, aux locataires d'une habitation et leur conjoint (soit les personnes payant une taxe d'habitation). Ainsi, les pensionnaires et les personnes majeures vivant sous le toit de leurs parents étaient privés du droit de vote¹⁴¹. Cette mesure affectait, par conséquent, les personnes les moins aisées économiquement, et donc, en particulier les membres de la communauté catholique¹⁴².

De fait, un gouvernement unioniste permanent fut instauré en Irlande du Nord. Les unionistes, jouissant d'un contrôle quasi-total sur la plupart des aspects de la société et du gouvernement, assurèrent le maintien de l'ascendant de la communauté protestante dans la province. Ce dernier s'opéra par la « protestantisation »¹⁴³ de l'administration, du pouvoir politique et du personnel employé au sein de la province : la fonction publique, la police, la justice, les services publics ainsi que le gouvernement étaient en effet des secteurs réservés aux protestants. Les catholiques, quant à eux, n'occupaient pas de postes importants à l'échelle économique et étaient relégués à des emplois très modestes. Durant les années trente, alors que la dépression et le chômage s'abattaient sur la province, les catholiques furent confrontés à une sévère concurrence sur le marché de l'emploi, les employeurs étant encouragés à embaucher de la main d'œuvre protestante plutôt que catholique. Ainsi, les chiffres du chômage chez les membres de la communauté catholique étaient deux fois plus élevés¹⁴⁴. En d'autres termes, « une communauté gouvernait, jugeait et contrôlait l'autre »¹⁴⁵.

De plus, grâce à la législation et notamment au *Special Power Act*¹⁴⁶, les unionistes s'étaient octroyé le pouvoir de « protéger la province » des catholiques¹⁴⁷. Par cette loi, les républicains en Irlande du Nord furent arrêtés et emprisonnés, dans la mesure où la possession de documents de propagande républicaine était considérée comme étant un

¹⁴⁰ White, John, *Op. Cit.*

¹⁴¹ *Ibid.*

¹⁴² McKittrick, McVea, *Op. Cit.* p. 12.

¹⁴³ *Ibid.* p. 8.

¹⁴⁴ McKittrick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 12.

¹⁴⁵ « *one community governed, judged and policed the other* ». McKittrick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 11.

¹⁴⁶ Le « *Special Power Act* », voté en 1922, peu après la création de l'Irlande du Nord, donnait le droit au gouvernement unioniste d'Irlande du Nord de punir, emprisonner, et interdire certains journaux ou assemblées librement, sans avoir recours au parlement. (Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 114.). Grâce à cette législation, la police pouvait mener des arrestations sans autorisation légale et emprisonner les personnes sans que ces dernières n'aient été jugées. (McKittrick et McVea, *Op. Cit.* p. 11)

¹⁴⁷ « *to protect the Province* ». In: Brewer, John, *Op.Cit.*

crime¹⁴⁸. Pour ces raisons, la réorganisation de l'I.R.A. et du *Sinn Féin* au lendemain de la Seconde Guerre mondiale en Irlande du Nord se fit grâce à la volonté de jeunes Dublinois de raviver le mouvement républicain, puisque, selon les propos du républicain Jimmy Drumm, en 1947 personne n'était membre du *Sinn Féin* à Belfast¹⁴⁹.

Si l'anti-catholicisme s'exprimait au travers de l'exclusion des catholiques de certaines fonctions et de la scène politique, il fut également perpétré par la violence et l'intimidation ; ainsi, des familles entières furent assassinées, principalement par des paramilitaires loyalistes, simplement parce qu'elles étaient catholiques. La violence anti-catholique fut même employée par des membres des forces de police et notamment les *B-specials*, une force de police sectaire constituée seulement d'agents protestants qui serait abolie en 1969 par le gouvernement britannique.

Cette discrimination institutionnelle eut pour effet « la construction d'une différence idéologique »¹⁵⁰ au sein de la population protestante. Les membres de la communauté catholique étaient en effet définis comme différents au travers de stéréotypes traditionnels anti-catholiques : ils étaient dénoncés comme étant « paresseux, incapables, suspects, traîtres, déloyaux » envers l'Etat d'Irlande du Nord, et « ayant des tendances meurtrières » ; les catholiques pauvres étaient perçus comme des « parasites », les familles catholiques nombreuses comme des « poids pour le contribuable »¹⁵¹. Tout ceci illustre le fait que les unionistes avaient réussi à convertir une potentielle conscience de classe en un sentiment anti-catholique sectaire¹⁵².

La Seconde Guerre mondiale ne fit qu'alimenter la paranoïa anti-catholique, car nombre de protestants suspectaient la communauté catholique d'être déloyale. John Brewer relate en effet qu'à cette époque, des rumeurs accusant les catholiques de collaboration avec les Allemands, alors ennemis des Forces Alliées en Europe et, donc, de la couronne d'Angleterre, circulaient au sein des quartiers protestants¹⁵³. Les allégations de trahison à l'encontre de la communauté catholique continuèrent bien après la fin de la guerre, dans les années cinquante, et témoignèrent du fait que la suspicion contre les catholiques faisait partie d'une « culture populaire anti-catholique »¹⁵⁴. Ainsi, lors d'un discours à Portadown en 1957, alors que les tensions intercommunautaires en Irlande du Nord avaient été

¹⁴⁸ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 195.

¹⁴⁹ Brewer, John, *Op.Cit.*.

¹⁵⁰ “ideological construction of difference”. In: *Ibid.*

¹⁵¹ “lazy, feckless, suspect, traitors, disloyal”; “murderous”; “parasites”; “burden on the ratepayers”. In : Brewer, John, *Op.Cit.*

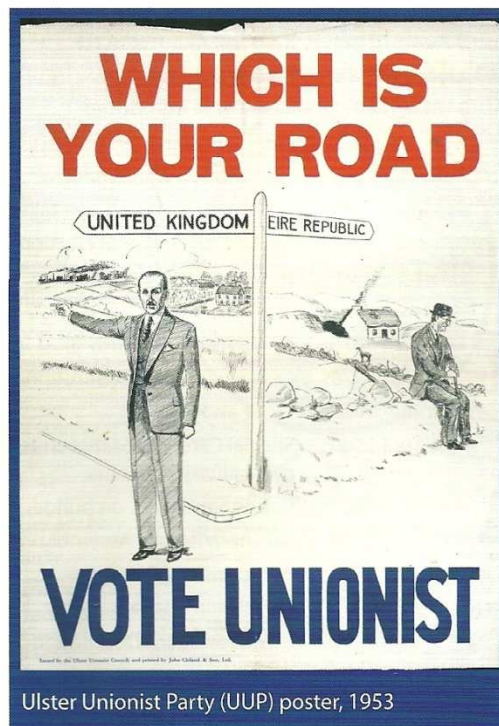
¹⁵² MacDonald, Michael, *Op. Cit.* p. 59.

¹⁵³ Brewer, John, *Op.Cit.*

¹⁵⁴ “anti-Catholic popular culture”. In : *Ibid.*

considérablement apaisées depuis la partition de l'île, un membre du gouvernement déclara à son audience que « toutes les minorités sont composées de traîtres et ont toujours été traîtresses au gouvernement d'Irlande du Nord »¹⁵⁵.

De manière logique, la conséquence directe de ces mesures allant à l'encontre des libertés des catholiques fut le manque total de concurrence politique au sein de la Province au cours des premières décennies de son existence. Nombre de candidats furent élus sans opposition et cette tendance devint une caractéristique du régime de Stormont¹⁵⁶. Cela s'explique par le fait que la communauté religieuse se trouvant en minorité au sein d'une circonscription ne présentait pas de candidat. C'est ainsi que dans la circonscription d'Antrim Sud (à majorité protestante et unioniste), un candidat unioniste était élu sans opposition à chaque élection. Il n'y eut donc aucun scrutin aux élections à Stormont entre 1929 et 1965¹⁵⁷. Ce phénomène est parfaitement illustré par cette affiche électorale de l'U.U.P. datant de 1953.



Source : Gilepsie, Gordon, *Troubled Images : The Northern Ireland Troubles and Peace Process 1968-2007*.
Down: Linen Hall Library and Colourpoint Books, 2007.

Il en ressort que le Parti unioniste (symbolisé par le Premier ministre, Basil Brooke) n'oppose sa stratégie électorale à aucun autre parti de la province mais à la République

¹⁵⁵ “all the minority are traitors and have always been traitors to the government of Northern Ireland”. In : Brewer, John, *Op.Cit.* L'auteur ne précise pas de quel membre du gouvernement il s'agissait.

¹⁵⁶ Voir : Annexe n°2.

¹⁵⁷ McKittrick et McVea, *Op. Cit.* p. 22.

d'Irlande, symbolisée par Eamon De Valera ; autrement dit, à une autre nation. Les deux hommes se tiennent de part et d'autre d'un panneau indiquant, à gauche, le chemin vers le Royaume-Uni et, à droite, la République d'Irlande. L'orientation politique nationaliste (en faveur de la réunification de l'île) est toutefois ici visée et opposée mais les noms des partis nationalistes sont totalement éludés.

La conséquence de toutes les mesures allant à l'encontre des libertés de la population catholique d'Irlande du Nord fut la domination d'une communauté entière par une élite protestante pendant près de cinq décennies. En effet, sur cette période de 47 ans, l'Irlande du Nord n'eut que quatre Premiers ministres; tous étaient unionistes. Le contrôle permanent de la province par les unionistes entretenait en effet l'incapacité des catholiques à agir politiquement pour leurs droits, de même que l'inutilité d'élaborer des stratégies électorales.

Les nationalistes d'Irlande du Nord, pour qui les institutions nord-irlandaises étaient plus artificielle que légitimes¹⁵⁸, boycottèrent ainsi les institutions nord-irlandaises jusqu'en 1926 en refusant de siéger au Parlement. Ils dénoncèrent également à maintes reprises le caractère anti-démocratique du régime de Stormont auprès de Westminster, qui avait conservé une autorité suprême sur les affaires nord-irlandaises, mais toutes ces tentatives restèrent lettre morte. Quoiqu'ils entreprirent, les nationalistes et les catholiques d'Irlande du Nord se heurtèrent aux rouages d'une « société statique »¹⁵⁹ et à « un gouvernement protestant pour un peuple protestant », selon les termes employés par un Premier ministre nord-irlandais, James Craig (1921-1940). Les unionistes, de leur côté, craignant l'hostilité de la communauté nationaliste envers leur culture et l'état nord-irlandais, continuèrent à maintenir les catholiques et les nationalistes en position d'infériorité en Ulster. Toutefois, l'effet pervers qu'ils n'avaient pas escompté fut que la communauté catholique devint plus fermement nationaliste et donc, plus dangereuse au regard des institutions unionistes¹⁶⁰. En effet, la discrimination dont les catholiques étaient victimes s'avéra être l'une des justifications principales à la construction, puis à la radicalisation de leur identité nationaliste.

A la lumière de ces considérations et compte tenu de l'atmosphère politique et sociale nord-irlandaise, la décision de recentrer le combat républicain en Irlande du Nord,

¹⁵⁸ English, Richard, *Op. Cit.* p. 344.

¹⁵⁹ "Static society". In: McKittrick et McVea, *Op. Cit.* Premier chapitre.

¹⁶⁰ English, Richard, *Op. Cit.* p. 342.

politiquement et militairement, s'avéra, être un objectif audacieux mais également une tâche extrêmement laborieuse.

3. *Le Sinn Féin sous le régime de Stormont : le bras politique de l'I.R.A.*

Pendant que les paramilitaires républicains planifiaient leurs opérations au Nord de l'île, le *Sinn Féin*, de son côté, fit connaître son ambition politique à la société nord-irlandaise (bien que le dilemme concernant le lien entre participation électorale et reconnaissance du système ait continué à faire débat au sein du mouvement républicain¹⁶¹). A cause de la discrimination aux élections en Ulster, les républicains se trouvèrent néanmoins limités aux élections au Parlement de Westminster. Outre le découpage électoral établi par le régime de Stormont pour favoriser les unionistes et les restrictions diverses relatives au droit de vote des catholiques, le Parlement nord-irlandais avait fait passer une loi obligeant les candidats à renoncer aux organisations interdites par le *Special Powers Act*. Cette loi empêchait, de facto, le *Sinn Féin* de se présenter aux élections en Ulster¹⁶².

C'est l'I.R.A., qui, aux commandes du *Sinn Féin* depuis 1948¹⁶³, décida de limiter le programme politique du parti à « la question nationale »¹⁶⁴, c'est-à-dire à la question de la partition de l'île et de la présence britannique en Irlande du Nord. En effet, l'armée et le parti républicains n'étaient pas sur un pied d'égalité : pour l'I.R.A., le *Sinn Féin* n'était qu'un porte-parole et les campagnes électorales avaient pour fonction de projeter le républicanisme sur la sphère publique¹⁶⁵. Ce sont les élections à Westminster qui donnèrent cette opportunité aux républicains. En effet, la candidature aux élections au Parlement britannique n'était soumise à aucune restriction semblable aux restrictions de Stormont¹⁶⁶.

La participation aux élections à Westminster par les républicains avait également pour but d'attirer l'attention sur leurs prisonniers. Il s'agit là d'une tendance qui perdura sous l'administration de Stormont et qui allait être perpétuée au cours des années à venir. En effet, en février 1950, Hugh McAteer et Jimmy Steele, tous deux membres de l'I.R.A. et

¹⁶¹ Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p. 85.

¹⁶² Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 199.

¹⁶³ Le Haut Conseil du *Sinn Féin (Ard Comhairle)* s'était retrouvé dominé par l'I.R.A. Par exemple, Charlie Murphy, adjudant général de l'I.R.A., était également le Secrétaire Général du *Sinn Féin*. Aussi, l'existence d'un comité de coordination entre les membres du Conseil Armé de l'I.R.A. et le Haut Conseil du *Sinn Féin*, présidé par Pádraig MacLogan, impliquait qu'aucune contestation de la stratégie de l'I.R.A. n'était possible dans les rangs du *Sinn Féin*. Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 208.

¹⁶⁴ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 197.

¹⁶⁵ *Ibid.* p. 198.

¹⁶⁶ L'annexe n°2 reflète bien l'absence du *Sinn Féin* sur la scène politique nord-irlandaise.

détenus à la prison de Crumlin Road, se présentèrent respectivement pour les circonscriptions de Derry et Crumlin Road¹⁶⁷. Les candidats ne remportèrent ni l'un ni l'autre l'élection (ils ne remportèrent que 0,3% des suffrages) mais leur candidature contribua à ouvrir la voie d'une pratique qui s'avèrerait payante quelques décennies plus tard, avec la victoire de Bobby Sands en 1981.

Ce sont les élections de mai 1955 à Westminster, pour lesquelles l'I.R.A. avait décidé que le *Sinn Féin* ferait campagne dans le Nord, qui s'avèrent décisives pour le *Sinn Féin*. Aucun candidat nationaliste ne se présenta pour les douze sièges nord-irlandais, laissant ainsi aux candidats républicains le monopole du vote nationaliste¹⁶⁸. Les résultats du *Sinn Féin* démontrèrent alors un militantisme grandissant parmi l'électorat nationaliste puisque le parti remporta deux sièges (Mid-Ulster et Fermanagh/South Tyrone) et 23,6% des suffrages. Cependant, parce que les deux candidats¹⁶⁹ étaient emprisonnés pour leurs activités au compte de l'I.R.A., ils furent déclarés inéligibles à la Chambre des communes¹⁷⁰.

Cette performance électorale fut toutefois à l'origine d'une erreur de jugement dans les rangs de l'I.R.A. En effet, l'armée républicaine interpréta les bons résultats du *Sinn Féin* comme l'approbation des récentes opérations de l'I.R.A.¹⁷¹, opérations d'attaques et de pillages de bases militaires britanniques pour lesquelles les deux candidats républicains élus avaient été emprisonnés. L'I.R.A. décida par conséquent de commencer sa « *Border Campaign* », aussi connue sous le nom de « *Operation Harvest* »¹⁷² en décembre 1956. Cette campagne, que l'I.R.A. avait préparée pendant les années précédentes, consistait à attaquer l'Irlande du Nord par les zones frontalières avec la République afin de rendre la province ingouvernable et ainsi rendre la réunification de l'île inévitable¹⁷³. Le *Sinn Féin*, de son côté, tint son rôle de porte-parole en annonçant son soutien aux hommes qui s'étaient révoltés contre la présence britannique en Irlande : « *The Sinn Féin organisation*

¹⁶⁷ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 200.

¹⁶⁸ A cette époque, une entente entre les nationalistes et les républicains se mit en place dans la province nord-irlandaise : les nationalistes se présenteraient aux élections au Parlement de Stormont, tandis que les républicains brigueraient les suffrages aux élections à Westminster pour tenter de mettre fin à la partition. Cette entente perdura pendant toute la durée du régime de Stormont, jusqu'en 1972. Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 199-200.

¹⁶⁹ Tom Mitchell et Phil Clarke.

¹⁷⁰ Westminster Elections In Northern Ireland 1950-1970. Site internet: <www.ark.ac.uk/elections/hwest.htm>. Consulté le 11 juillet 2011.

¹⁷¹ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 203.

¹⁷² La « *Border Campaign* » de l'I.R.A. commença en décembre 1956 et s'acheva en février 1962.

¹⁷³ Maillot, Agnès, *Op. Cit.* p. 15.

[...] appeal[s] [...] to the people of Ireland to assist in every way they can the soldiers of the Irish Republican Army »¹⁷⁴.

Si le revers électoral pour le *Sinn Féin* ne se fit pas sentir immédiatement (aux élections à la *Dáil* en mars 1957, le parti avait remporté 65.640 votes), aux élections à Westminster en octobre 1959, les votes en faveur des républicains furent pratiquement divisés par deux par rapport à 1957¹⁷⁵. En 1961, les élections à la *Dáil* ne firent que confirmer la tendance¹⁷⁶. De plus, avec la victoire de De Valera en 1957, suivie de la mise en place de mesures répressives¹⁷⁷ envers les républicains, la campagne armée de l'I.R.A. était vouée à l'échec. En effet, les urnes démontrèrent que le républicanisme violent n'avait pas de soutien électoral. L'I.R.A. mis donc fin à la « *Border campaign* » le 26 février 1962.

Si cette période d'ajustement de la campagne républicaine dans le nord de l'île se solda par l'échec des opérations militaires, l'I.R.A. réussit toutefois à ressusciter le *Sinn Féin*. En effet, en dépit d'une performance politique mitigée, le parti était bel et bien parvenu à tirer son épingle du jeu politique nord-irlandais et ce, par le biais des élections à Westminster. Par ailleurs, cette campagne politique réactiva le soutien et la sympathie pour l'I.R.A. dans les quartiers républicains¹⁷⁸.

A l'aube des années soixante, exister politiquement impliquait donc pour le *Sinn Féin* de dépendre de l'I.R.A. et ce fut en effet à cette période que l'armée et le parti républicains devinrent « inextricablement liés »¹⁷⁹, expression qui serait constamment utilisée par les ministres aux affaires nord-irlandaises pendant les années 1990. En effet, à partir de 1948, le *Sinn Féin* s'était fondu dans l'ombre des paramilitaires républicains, pour devenir le bras politique de l'I.R.A. Pour ces raisons, aux yeux des autorités nord-irlandaises, l'I.R.A. et le *Sinn Féin* ne faisaient qu'un et étaient illégaux au même titre. Du côté des urnes, les électeurs avaient le même sentiment et sanctionnèrent électoralement la campagne armée de l'I.R.A. Par conséquent, une nouvelle stratégie républicaine devait être mise en place.

¹⁷⁴ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 204.

¹⁷⁵ En 1957, le *Sinn Féin* avait récolté 152.310 mais n'en obtint que 63.415 en 1959. Westminster Elections In Northern Ireland 1950-1970. Site internet: <<http://www.ark.ac.uk/elections/hwest.htm>>. Consulté le 11 juillet 2011.

¹⁷⁶ Aux élections de 1961, les votes en faveur du *Sinn Féin* passèrent de 65.640 en 1959 à 36.393. Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 207.

¹⁷⁷ L'emprisonnement des républicains fut mis en place à compter du 7 juillet 1957, suite au meurtre de deux officiers du R.U.C. par l'I.R.A.

¹⁷⁸ Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p. 88.

¹⁷⁹ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 208.

4. Une tentative de s'imposer politiquement

Les années 1960 en Irlande du Nord ont été le terrain d'une tentative de changement de cap chez les républicains. En 1962, l'échec de la « *Border Campaign* » doublé de l'échec électoral du *Sinn Féin* signifiait, pour le mouvement républicain, la nécessité de changer de stratégie pour faire entendre leurs revendications, d'autant que l'image renvoyée à la population irlandaise et au reste du monde était que les républicains avaient été anéantis. En effet, comme l'avait commenté le *New York Times* à l'époque : « L'I.R.A. appartient à l'histoire [...] de même que le Sinn Féin »¹⁸⁰. De plus, comme le remarque Kevin Rafter, si certaines personnes soutenaient résolument la cause républicaine, elles étaient, dans le même temps, opposées à la campagne violente de l'I.R.A.

Lorsque Thomas MacGiolla prit les rennes du *Sinn Féin* en 1962, telle était sa vision politique (partagée par les membres les plus influents du parti) : le parti devait aborder les questions politiques et sociales du moment¹⁸¹ et mettre fin à ce qu'Agnès Maillot appelle « le nationalisme isolationniste »¹⁸². C'est pourquoi, à partir de 1963, une nouvelle stratégie républicaine fut élaborée : le mouvement républicain continuerait à utiliser la force mais seulement contre les forces de police et pour défendre les personnes qui protestaient contre le régime de Stormont¹⁸³. En d'autres termes, une volonté de faire primer le combat politique sur la lutte militaire, jusque-là au premier plan de la stratégie républicaine, commençait à poindre.

Au congrès du parti (*Ard Fheis*) en 1964, le *Sinn Féin* adopta donc un nouveau programme économique et social, reflet d'une nouvelle position politique « de gauche »¹⁸⁴ économiquement et socialement. En effet, pour les républicains, il ne s'agissait plus uniquement de désigner les Britanniques comme les seuls responsables de la situation sociale tendue en Irlande du Nord, mais d'insister sur la nécessité de détruire les barrières sectaires divisant la population nord-irlandaise. Ainsi, l'objectif républicain d'unité n'était plus seulement géographique, mais prenait une dimension politique et s'appliquait à l'unification des classes laborieuses¹⁸⁵. Le parti se transforma alors en un mouvement de protestation dans la mesure où les républicains étaient encouragés à rejoindre des organisations capables de propager un message de contestation à l'encontre des autorités

¹⁸⁰ *Ibid.* p. 214.

¹⁸¹ *Ibid.* p. 225.

¹⁸² Maillot, Agnès, *Op. Cit.* p. 15.

¹⁸³ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 225.

¹⁸⁴ Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p. 93.

¹⁸⁵ Maillot, Agnès, *Op. Cit.* p. 15.

politiques nord-irlandaises (au sein de syndicats ou d'associations de logement par exemple). Toutefois, il est important de souligner que, dans l'optique d'une stratégie d'infiltration¹⁸⁶, les républicains étaient actifs au sein de ces organisations de protestation à titre individuel, et non en tant que représentants du *Sinn Féin* ou de l'I.R.A. En effet, la même année, Stormont avait fait interdire le *Sinn Féin* et l'I.R.A.

Les Républicains prirent donc part à des sit-ins et autres manifestations de résistance passive façonnées sur le modèle du mouvement pour les droits civiques aux Etats-Unis. A Belfast, comme dans d'autres zones urbaines, il s'agissait de s'impliquer dans les campagnes pour l'égalité face au logement et à l'emploi¹⁸⁷. Aussi, l'infiltration républicaine s'étendit jusqu'aux sphères universitaires, où des clubs républicains virent le jour¹⁸⁸. Des séminaires furent organisés dans un but de sensibilisation aux valeurs politiques traditionnelles du républicanisme sur des sujets touchant à la justice et l'égalité (deux principes qui resteront au cœur des préoccupations du parti républicain jusque dans les années 2000). Ceci permit au *Sinn Féin* de se réorganiser et, surtout, de s'éloigner de la dimension militaire du mouvement¹⁸⁹. De plus, pour le parti républicain, il s'agissait d'unir le peuple nord-irlandais sur des questions d'ordre économique et social et de montrer à la fois à la communauté catholique et à la communauté protestante que leur intérêt se trouvait dans une Irlande indépendante¹⁹⁰.

L'émergence de clubs républicains en Irlande du Nord eut pour toile de fond, dès 1963, l'espoir des membres de la communauté nationaliste d'être considérés comme des citoyens à part entière. En effet, Terence O'Neill, qui remplaça Lord Brookeborough au poste de Premier ministre nord-irlandais, rompit avec l'unionisme traditionnel caractérisant la politique de ses prédécesseurs¹⁹¹. Il souhaitait entamer le dialogue avec la République d'Irlande, mais également tendre la main à la communauté catholique dans une optique de réformation de l'unionisme. Aussi, en 1964, l'arrivée au pouvoir du Parti travailliste en Angleterre (plus favorable à la cause des nationalistes nord-irlandais que les Conservateurs) signifia pour la communauté catholique d'Irlande du Nord que les conditions étaient propices à des revendications politiques et sociales visant à réformer la société nord-irlandaise. C'est ainsi qu'en 1967, la *Northern Irish Civil Rights Association*

¹⁸⁶ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 228.

¹⁸⁷ Les grandes industries (le textile et la construction navale) déclinaient, ce qui contribua à un fort taux de chômage en Irlande du Nord.

¹⁸⁸ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 229.

¹⁸⁹ *Ibid.*

¹⁹⁰ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 234.

¹⁹¹ Voir : Première partie, II/ B. 2. p. 88.

(N.I.C.R.A.) fut formée, et dressa une liste de revendications politiques et sociales en faveur de la communauté catholique¹⁹².

Selon Brian Feeney, ce seraient les républicains qui auraient planifié les mouvements pour les droits civiques en Irlande du Nord, lesquels impactèrent profondément la politique de la province entre 1967 et 1972. Selon lui, les propositions de formation d'un tel mouvement auraient émané de la *Wolfe Tone Society*¹⁹³ à Dublin, dont l'un des membres les plus influents n'était autre que Roy Johnson et qui comptait dans ses rangs le Chef des forces armées de l'I.R.A. : Cathal Goulding¹⁹⁴. En effet, avec l'interdiction du parti par Stormont en 1964, les républicains ne pouvaient agir politiquement qu'au travers d'autres organisations revendiquant l'égalité des droits pour les catholiques. Ainsi, les principaux chefs républicains, à la fois au sein de l'I.R.A et du *Sinn Féin*, convaincus de la nécessité d'une action de masse pour changer la société nord-irlandaise, annoncèrent en 1969 leur volonté de résistance économique et d'action politique¹⁹⁵.

Le changement de stratégie politique ne tarda toutefois pas à faire l'objet de résistance de la part de certains au sein du mouvement républicain. Cathal Goulding et Tomás MacGiolla se heurtèrent notamment à deux critiques concernant le manque de stratégie militaire ainsi que la volonté d'implication dans les affaires socio-économiques du *Sinn Féin* qui, de manière logique, nécessiterait la fin de l'abstentionnisme politique pour le parti républicain¹⁹⁶. La division menaçait donc une nouvelle fois le mouvement républicain. La première rupture se fit dans les rangs de l'I.R.A., en décembre 1969, avec pour toile de fond l'émergence de ce que les historiens comme Kevin Rafter appellent « le conflit moderne en Irlande du Nord »¹⁹⁷. En effet, 1968 et 1969 furent deux années profondément marquées par les violences sectaires dans la province. Le conflit nord-irlandais devint visible sur les écrans de télévision diffusant la répression violente de

¹⁹² La N.I.C.R.A., qui réunissait des républicains, des membres de la Campagne pour la Justice Sociale, des activistes de gauche, des communistes, des catholiques et même quelques protestants, fit campagne pour les droits civiques des catholiques à la fin des années 1960. Les revendications politiques de cette association étaient les suivantes : l'abolition du vote pluriel (*one man, one vote*) aux élections locales, la fin du « charcutage » électoral (*gerrymandering*), un système judiciaire mettant fin à la discrimination, l'attribution équitable des logements sociaux, la fin du *Special Power Act* (qui donnait le droit au gouvernement unioniste d'Irlande du Nord de punir, emprisonner, et interdire certains journaux ou meetings sans avoir recours au parlement) et le démantèlement des *B-special*.

¹⁹³ La première *Wolfe Tone Society* fut formée en 1964 dans le but de commémorer la naissance de Wolfe Tone, l'un des pères fondateurs du républicanisme. Elle fut rapidement prise pour cible par les membres du *Sinn Féin* dans la logique de leur stratégie d'infiltration. Le but de ce groupe était « *une Irlande unie, indépendante et démocratique, selon les principes de la Proclamation de 1916 et du programme démocratique de la première Dáil* ». Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 231.

¹⁹⁴ *Ibid.* p. 236.

¹⁹⁵ *Ibid.* p. 247.

¹⁹⁶ *Ibid.* p. 240.

¹⁹⁷ Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p. 95.

manifestants pacifiques pour les droits civiques par le R.U.C. et les B-Specials. Au regard de ces événements, la communauté catholique dénonça l'immobilisme de l'I.R.A. qui, faute de stratégie militaire, n'assurait pas son rôle de protection de la population catholique dans la province. Ceux qui allaient former les futurs républicains provisoires (*Provisionals*)¹⁹⁸, s'opposèrent donc à la nouvelle direction qu'avait prise le républicanisme de même que son inaction militaire. Cette rupture au sein du camp militaire républicain se confirma politiquement en janvier 1970, au congrès du *Sinn Féin*, au cours duquel 153 membres du parti votèrent en faveur de l'abandon de l'abstentionnisme politique, tandis que 104 votèrent contre¹⁹⁹. En effet, au cœur de la polémique républicaine, les questions suivantes avaient créé la division : fallait-il collaborer avec les institutions politiques ou continuer à les rejeter ? Fallait-il réformer l'Etat nord-irlandais ou le renverser²⁰⁰ ? Il s'agit là des mêmes questions qui ressurgiraient trente ans plus tard pendant le processus de paix.

Les chefs de l'I.R.A. et du *Sinn Féin* ayant tranché en faveur d'un « recentrage [du républicanisme] sur des bases strictement politiques »²⁰¹, l'armée et le parti républicains se divisèrent à nouveau pour former l'I.R.A. et le *Sinn Féin* Provisoire. Pour ces derniers, l'abandon de l'abstentionnisme était inacceptable et le maintien de la lutte armée nécessaire, jusqu'à ce que les Britanniques se retirent de la province. Dans son ouvrage, *A Farther Shore. Ireland's Long Road to Peace*, Gerry Adams, qui avait lui-même rejoint les républicains provisoires en 1969, identifie les raisons de la division républicaine :

*The republican leadership, who during the 1960s developed a strategy of organizing politically, were ill prepared for the violent response of the state to the civil rights campaign. As a result, [...] the Irish Republican Army (IRA) – split [...]. It saw its primary function as one of defending Catholic areas against attack*²⁰².

C'est en effet le contexte politique violent du mouvement pour les droits civiques dans la Province qui a contribué à créer une tension entre la nécessité de mener une lutte armée et les désirs de représentation politique des républicains. Pour les républicains provisoires,

¹⁹⁸ Le terme *Provisionals* fut choisi d'après le nom de la République Provisoire déclarée en 1916. L'organisation créée en 1970 suite au départ de certains membres du congrès du *Sinn Féin* était au départ provisoire, d'où l'adoption du nom *Provisional Sinn Féin*. Rapidement, les *Provisionals*, ou *Provos*, devint un nom connu de tous et un moyen linguistique de différenciation avec les autres républicains, *Official Sinn Féin* et *Official IRA*. Maillot, Agnès, *Op. Cit.* p. 188.

¹⁹⁹ Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p. 96.

²⁰⁰ Maillot, Agnès, *Op. Cit.* p. 16.

²⁰¹ Hutchinson, Wesley, *Op. Cit.* p. 149.

²⁰² Adams, Gerry, *A Farther Shore. Ireland's Long Road to Peace*, New York : Random House, 2003. p. xxxii.

contrairement aux officiels, la priorité était de remettre la lutte militaire au premier plan de la stratégie politique républicaine pour s'opposer à la présence britannique sur l'île, mettre fin à la partition et surtout, protéger la communauté catholique contre les violences sectaires dont elle était victime.

Il apparaît donc que les difficultés qu'ont rencontrées les républicains pour s'imposer politiquement en Irlande du Nord résultaient de trois facteurs distincts. Premièrement, le régime de Stormont, hostile à la communauté catholique ne permettait pas à un parti comme le *Sinn Féin* de progresser politiquement. Deuxièmement, certains principes fondamentaux républicains, comme la nécessité de la lutte armée et le refus de reconnaître les institutions politiques issues de la législation britannique freinaient la percée politique des républicains. Troisièmement, le contexte violent de la fin des années soixante poussait les républicains provisoires à se recentrer sur la lutte armée au détriment d'une stratégie politique. Il faudrait donc attendre que la situation politique de la Province soit stabilisée pour envisager une percée du républicanisme en Irlande du Nord.

Comme l'a démontré cette partie, les origines du *Sinn Féin*, sont bien ancrées dans l'opposition à la présence britannique sur l'île d'Irlande. Il s'agit là d'un principe politique de la pensée républicaine qui restera inchangé. Les convictions républicaines ou, comme se plaisait à l'appeler Eamonn de Valera, le « dogme républicain », se précisèrent grâce à des événements marquants tels que les Pâques sanglantes de 1916 et, bien sûr, la division de l'île en 1921. En effet, c'est en raison d'affrontements violents entre le peuple irlandais et les autorités britanniques que se forgèrent les principes immuables du *Sinn Féin*, tels que l'abstentionnisme et le rejet des institutions politiques mises en place par l'administration britannique (Leinster House, Stormont et Westminster). Ces principes, qui allaient perdurer dans le temps jusqu'à la fin du XXème siècle, furent également à l'origine de multiples divisions dans les rangs républicains et rendirent leur stratégie politique dans le Nord de l'île parfois difficile à mettre en application. A l'aube des années 1970, le *Sinn Féin* Provisoire, issu de la dernière division du parti républicain, serait dès lors le représentant des valeurs traditionnelles républicaines, à savoir l'abstentionnisme politique et la primauté de la lutte armée sur la lutte politique pour libérer le Nord de l'île de l'emprise britannique.

Peu de temps après la formation des républicains provisoires, un nouveau parti unioniste vit lui aussi le jour, tandis que l'unionisme se trouvait également divisé autour de la question des mouvements pour les droits civiques. C'est en effet précisément lors des

événements violents de la fin des années 1960 que l'histoire des républicains et des unionistes dissidents qui allaient former les rangs du D.U.P. devint commune.

II/ Le D.U.P. : un parti confessionnel et contestataire

Paisley's has been an extraordinary career, encompassing politics, the pulpit, marches and rallies, and two spells in jail. It is a career packed with incident and drama, with a thousand demonstrations, diatribes, walkouts and incendiary rhetoric.

Paisley is not a politician with a sideline in religion; rather, he is a fundamentalist evangelical minister who is also in politics²⁰³.

David McKittrick et David McVea.

L'histoire du premier parti nord-irlandais actuel, le D.U.P., contrairement au *Sinn Féin*, s'est principalement écrite autour d'un personnage politique majeur : le Révérend Ian Paisley. Homme d'Eglise haut en couleurs et figure politique emblématique de l'unionisme radical, Ian Paisley est le fondateur du D.U.P. et en fut le chef dès sa création en 1971 jusqu'en mars 2008, lorsqu'il se retira de la vie politique.

Ian Paisley intégra la scène politique nord-irlandaise dans un contexte social tendu : peu après le mouvement revendiquant les droits civiques pour les catholiques en Irlande du Nord il créa son parti politique, le D.U.P., en 1971, pour s'opposer à tout changement social ou politique en faveur de la communauté catholique. Issu d'un milieu protestant radical et à la tête de sa propre congrégation religieuse, il sut habilement mélanger politique, religion et langage provoquant (parfois même offensant), pour que ses idées soient entendues et représentées. Ian Paisley devint très vite le « *Dr No* » de la scène politique nord-irlandaise, à cause de son opposition à toute tentative de rétablir l'égalité entre citoyens catholiques et protestants, ainsi qu'à la création d'un système politique équitable au sein duquel les catholiques pourraient être représentés.

Dès le début de sa carrière religieuse et politique, Ian Paisley est donc apparu comme un personnage radical. Cette image fut renforcée par ses sermons religieux et discours politiques enflammés, souvent intolérants de la diversité religieuse et politique de la province.

Avant d'être le chef politique qui défraya la chronique à chaque événement politique majeur en Irlande du Nord, Ian Paisley fut la figure emblématique du fondamentalisme protestant dont la particularité est de défendre radicalement la tradition

²⁰³ McKittrick, David, McVea, David, *Op. Cit.* p. 33.

évangélique et de s'opposer farouchement à la religion catholique romaine²⁰⁴. Très conservateur en matière de religion protestante, il créa sa propre dénomination religieuse en 1951, l'Eglise Presbytérienne Libre, en opposition à l'Eglise Presbytérienne traditionnelle qui ne représentait plus ses convictions religieuses.

La religion est d'une importance capitale dans l'étude du D.U.P. et des discours religieux de ce parti, dans la mesure où sa rhétorique est à la fois évangélique et populiste²⁰⁵. Aussi, cette partie aura pour but de démontrer dans quelle mesure l'identité religieuse d'Ian Paisley eut une influence sur les principes politiques de son propre parti. Ensuite, il sera nécessaire d'aborder particulièrement les conditions de création du D.U.P. dans un contexte politico-social extrêmement tendu. Enfin, il conviendra d'analyser les objectifs de ce parti à l'époque de sa création. Ce travail fournira ainsi l'opportunité de mettre à jour le poids politique du D.U.P. avant le processus de paix.

A. L'influence religieuse de Ian Paisley sur les principes politiques du D.U.P.

L'identité religieuse de Ian Paisley eut une influence considérable sur sa pensée et sa carrière politiques. Paisley fut initié depuis un très jeune âge au protestantisme évangélique presbytérien et au fondamentalisme religieux. C'est d'ailleurs le caractère fondamentaliste de ses croyances qui le poussèrent à créer sa propre Eglise en 1951 et à adopter un langage percutant, souvent empreint d'un mélange de colère et de peur envers l'Eglise catholique.

Cette partie propose donc d'examiner les croyances religieuses ainsi que le style et le langage qui caractérisent le chef de l'Eglise Presbytérienne Libre dans la mesure où ces éléments permettent de mieux comprendre l'orientation politique que prendra Ian Paisley par la suite.

1. La construction de l'identité religieuse de Ian Paisley

Né le 6 Avril 1926 dans une famille extrêmement pieuse, Ian Paisley adopta très vite les valeurs de la religion protestante. Originaire de la ville de Lurgan, dans le comté d'Armagh, peuplé de moitié d'habitants d'origine catholique, il fut aussi également confronté au fait d'être « encerclé par l'ennemi nationaliste »²⁰⁶, la demeure des Paisley se situant dans un quartier à population majoritairement catholique. Le grand-père de Ian

²⁰⁴ Ian Paisley a l'habitude d'employer le terme de catholicisme *romain* afin de le différencier de celui de l'Eglise anglicane créée en 1532 par Henri VIII.

²⁰⁵ Hutchinson, Wesley, *Op. Cit.* p. 147.

²⁰⁶ Moloney, Ed, Pollak, *Paisley*, Dublin : Poolberg Press, 1986. p. 9.

Paisley, Richard, faisait déjà partie de l'Église d'Irlande (*Church of Ireland*)²⁰⁷ et, comme bon nombre des membres de cette Église en Ulster, était un « évangélique »²⁰⁸, c'est-à-dire que, tout comme les presbytériens, celui-ci n'approuvait pas les rituels et dogmes religieux et avait simplement foi dans les enseignements du Christ exposés par le Nouveau Testament. Quant à James Kyle Paisley, son fils, celui-ci devint très tôt un « *born again Christian* », converti à la « *born again evangelical Christianity* » : le christianisme évangélique « ressuscité », religion encore plus stricte quant au respect des écrits religieux. D'abord pasteur à Armagh, il fut appelé en 1928 par la congrégation de Hill Street à Ballymena, ville presbytérienne fière de ses traditions puritaines héritées de ses fondateurs écossais²⁰⁹. Cependant, parce que ses croyances puritaines étaient plus strictes et plus rigides, Kyle Paisley quitta la congrégation de Hill Street, suivi de quatre-vingts autres membres dissidents pour former sa propre congrégation.

La nouvelle congrégation formée par Kyle Paisley était à la fois fondamentaliste, séparatiste, et croyait en la Bible verbalement inspirée du Saint Esprit, ce dernier représentant l'autorité absolue en termes de doctrine, de foi et de pratiques. Ses membres reconnaissaient également les phénomènes divins de la chrétienté, contrairement au courant religieux moderne qui s'y opposait et les dissidents presbytériens aspiraient à prêcher l'évangile et les valeurs qui l'accompagnaient de façon traditionnelle²¹⁰.

Ian Paisley devint un « chrétien ressuscité » au jeune âge de six ans. Il fut éduqué, ainsi que son frère, au sein d'une famille et d'une congrégation qui les tinrent à l'écart depuis leur plus jeune âge des « déviances pécheresses »²¹¹ des religions ordinaires et de la vie sociale. Ian était un garçon très pieux et passait ses dimanches à prier et à lire la Bible; il ne partageait pas les occupations des autres garçons de son âge. A 14 ans, il fut admis au collège technique de Ballymena, puis envoyé à Tyrone afin d'effectuer une année d'apprentissage dans le milieu agricole. Ce fut d'ailleurs là, au sein de la congrégation protestante de Tyrone, qu'il prêcha son premier sermon, en avril 1942, alors qu'il n'avait que seize ans. Durant l'automne 1942, il partit pour le pays de Galles afin d'intégrer l'école évangélique de Barry (*Barry School of Evangelism*) et suivre les traces de son père.

²⁰⁷ L'Église d'Irlande est la branche irlandaise de l'Église d'Angleterre, aussi appelée Église anglicane, dont le chef laïc est le souverain et le chef spirituel l'archevêque de Canterbury.

²⁰⁸ Le mouvement évangélique se développa au XVIII^{ème} siècle en opposition au libéralisme protestant et connut son apogée en 1859. L'évangélisme protestant prêchait entre autres la conversion individuelle, l'étude de la Bible, la modération ainsi que l'enseignement de l'évangile.

²⁰⁹ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 13.

²⁰⁹ Moloney, Ed, Pollak, *Op. Cit.* p. 12.

²¹⁰ *Ibid.* p. 16.

²¹¹ *Ibid.* p.17

Là, il étudia l'art du prêche et fut rapidement remarqué, selon Ed Moloney et Andy Pollak, pour son « style flamboyant »²¹², ses attaques cinglantes des hérésies de la religion baptiste non-fondamentaliste et sa connaissance déjà impressionnante de la Bible. C'est aussi à Barry que Paisley développa la façon agressive de prêcher qui lui servirait plus tard dans l'arène politique. De retour en Irlande du Nord, il étudia les fondements des croyances calvinistes, l'évangile interprété par John Knox²¹³, et se familiarisa avec le milieu évangéliste au sein de l'Eglise presbytérienne réformée de Belfast. Les presbytériens réformés étaient aussi connus sous le nom de « *Covenanters* »²¹⁴, parce que leurs opinions théocratiques héritées des *Covenanters* écossais les avaient amenés à rejeter toute la politique du XX^{ème} siècle, à refuser de voter et de prêter serment à la couronne britannique. Leurs croyances furent très vite adoptées par le jeune baptiste évangélique de Ballymena²¹⁵. Paisley étudia le grec, l'hébreu et la théologie et reçut un prix pour chacune de ses trois années passées à l'Eglise réformée de Belfast mais son intérêt majeur resta l'art de prêcher. Avant même de quitter le séminaire des *Covenanters*, Paisley exprimait déjà ses idées religieuses en public et s'était fait une place au sein des chaires tenues en extérieur tout autour de Belfast²¹⁶. C'est à cette époque qu'il rencontra le révérend W.J. Grier, figure importante de l'Eglise évangélique d'Irlande. Ce dernier aida le jeune Paisley financièrement et le présenta aux douze congrégations évangéliques de Belfast comme « le garçon prêcheur »²¹⁷.

Ian Paisley, alors âgé de vingt ans, fit son entrée dans la vie ecclésiastique et politique d'Irlande du Nord. Celui-ci prêchait régulièrement au sein des églises évangéliques de Belfast ainsi qu'à Ballymena depuis son retour du pays de Galles. En décembre 1945, après s'être fait remarqué auprès d'un membre de l'Eglise évangélique de Ravenhill qui l'avait entendu prêcher, Paisley fut invité à officier au sein de cette même Eglise. Il y prêcha plusieurs fois durant les huit mois qui suivirent. Son style impressionna tellement ses supérieurs que ces derniers l'invitèrent à devenir pasteur l'été suivant. Son ordination eut lieu le 1^{er} août 1946.

²¹² *Ibid.*

²¹³ John Knox (1514 – 1572) est un réformateur religieux écossais qui joua un rôle important dans la réforme de l'Eglise d'Ecosse (*Church of Scotland*) en une Eglise presbytérienne. Il est aujourd'hui reconnu comme le père de la Réforme protestante en Ecosse.

²¹⁴ Les *Covenanters* étaient des presbytériens écossais qui s'opposèrent à l'introduction de l'Anglicanisme en Ecosse au XVII^e siècle. Ils étaient liés aux parlementaires puritains d'Ecosse et d'Angleterre « *gouvernant en accord avec la volonté de Dieu* ». Les presbytériens réformés prirent le nom de *Covenanters* à cause de leur adhésion aux idées des *Covenanters* écossais des années 1640. Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 21.

²¹⁵ *Ibid.* p. 21.

²¹⁶ *Ibid.*

²¹⁷ *Ibid.* p. 22.

2. La création de l'Eglise Presbytérienne Libre

Jusqu'en 1951, la réputation grandissante de Paisley en tant que prêcheur évangélique et anti-catholique lui valut d'être invité dans de nombreuses congrégations presbytériennes conservatrices. En effet, ses qualités ne tardèrent à être reconnues dans le milieu religieux, notamment grâce à ses activités au sein de l'Union Nationale des Protestants (*National Union of Protestants*). La N.U.P. était un groupe de pression politique et religieux composé d'évangélistes extrémistes et fondé en Angleterre en 1942 afin de combattre le catholicisme romain. Paisley avait aidé l'association à organiser des meetings d'inauguration en Irlande du Nord, en était devenu le trésorier et avait obtenu l'autorisation de fonder une organisation autonome de la N.U.P. en Irlande. A l'époque, la N.U.P. procura à Paisley une nouvelle plateforme, politique cette fois, pour s'exprimer ; celui-ci devint très vite l'orateur le plus prisé de l'association. Les thèmes abordés par Paisley lors de ses interventions étaient notamment « La tyrannie de la papauté en opposition à la tolérance protestante »²¹⁸, les méfaits des mariages mixtes (entre catholiques et protestants) ou encore les dangers de l'autorisation pour les enseignants catholiques d'exercer leur métier au sein des écoles protestantes²¹⁹. Ed Moloney et Andy Pollak soulignent que l'atmosphère de ces meetings était fortement anti-catholique²²⁰. La N.U.P. familiarisa Paisley avec la vie politique de la province, ainsi qu'avec les membres du gouvernement unioniste de Stormont (Tommy Cole par exemple, dont Paisley organisa la campagne électorale de janvier 1949) et lui procura une plateforme lui permettant d'exprimer son anti-catholicisme et son anti-modernisme.

Aussi, lorsque la congrégation presbytérienne de Crossgar se divisa, en raison des tensions entre les « modernistes libéraux » et les « conservateurs évangéliques »²²¹, ses membres les plus conservateurs demandèrent à Paisley de prendre la tête de leur mouvement²²². Ce sont les règles complexes de l'Eglise presbytérienne concernant la

²¹⁸ *Ibid.* p. 25.

²¹⁹ Même si la ségrégation religieuse régresse depuis peu au sein du système éducatif nord irlandais, 95% de la population scolarisée est inscrite soit au sein d'un établissement catholique (*maintained school*) soit dans un établissement protestant (*controled school*). Le personnel enseignant au sein des établissements protestants appartient majoritairement à la communauté protestante. Toutefois, ces établissements sont également ouverts aux enseignants catholiques. Lorsqu'en 1921, Lord Londonderry, ministre de l'éducation, voulut instaurer l'éducation mixte avec des *maintained schools*, les communautés catholique et protestante s'y opposèrent farouchement. C'est en 1981 que le premier établissement mixte, Langan College, vit le jour.

²²⁰ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 26.

²²¹ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 38.

²²² Bruce, Steeve, *God Save Ulster ! The Religion and Politics of Paisleyism*, Oxford : Clarendon Press, 1986. p. 36.

nomination de ses ministres du culte qui sont à l'origine de la division de Crossgar²²³. Ian Paisley rencontra à plusieurs reprises les membres dissidents de l'Eglise de Lissara, à Crossgar, avant qu'ils ne décident de quitter leur congrégation. Le 11 mars 1951, cinq des doyens de l'Eglise de Lissara annoncèrent leur décision de se séparer, avec le soutien de Paisley, de l'Eglise Presbytérienne d'Ulster afin de former une nouvelle dénomination religieuse : l'Eglise Presbytérienne Libre. Comme le souligne Steeve Bruce, le nom de Paisley ne fut pas ou peu mentionné dans l'affaire. L'auteur interprète la réserve des doyens de Lissara non pas comme une tentative délibérée de minimiser le rôle de Paisley dans la dispute, mais comme un moyen d'exposer les principes les ayant amené à quitter leur congrégation. Toutefois, si l'auteur admet que Ian Paisley eut un rôle déterminant dans le développement de la controverse, il n'interprète pas la division de Crossgar comme l'œuvre préméditée de ce dernier. Des événements complexes, des querelles religieuses dans lesquelles d'autres personnes que Paisley jouèrent un rôle considérable, furent également à l'origine de la création de l'Eglise Presbytérienne Libre. Selon Steeve Bruce, il est plus juste d'interpréter la formation de l'Eglise Presbytérienne Libre comme l'œuvre commune de plusieurs personnes, même si l'influence de Paisley fut considérable²²⁴. En effet, dès la création de l'Eglise Presbytérienne Libre, Ian Paisley fut désigné pour être à la tête de la nouvelle dénomination religieuse. Il apparaît tout de même que les tensions au sein de Lissara se présentèrent à lui comme une formidable opportunité pour créer sa propre Eglise. C'est d'ailleurs ce que semblent confirmer les propos du Révérend John Dunlop (presbytérien), dans le documentaire *Paisley, From Protest to Power* :

*At Crossgar, he established his first Free Presbyterian Church. From then, he would have taken the opportunity if there were problems in other Churches, to try to do the same thing. [...] And if there wasn't a problem on a local Church, he was trying to create a lot of suspicion about the local Presbyterian Church or the local Presbyterian ministers or the Presbyterian Church at the Local Assembly*²²⁵.

²²³ La division de la congrégation de Crossgar s'amorça lorsque le poste de ministre du culte à l'église de Lissara devint vacant et que la nécessité d'y affecter une personne se présenta. Geoffrey Chart, membre conservateur de la congrégation, avait posé sa candidature pour le poste mais ne réussit pas à obtenir la majorité nécessaire (deux tiers des voix des membres de l'Eglise) pour obtenir le poste. Un débat s'ensuivit concernant les modalités de vote qui avaient été observées durant les élections, des objections ayant été exprimées par un groupe d'évangélistes menés par George Gibson. Gibson avait invité Paisley à mener une mission évangélique à Crossgar en février 1951 qui, pour des raisons pratiques devait se dérouler à l'église de Lissara. Cependant, le presbytère de Down (autorité presbytérienne du comté) s'opposa à l'intervention de Paisley à Lissara, cette congrégation n'ayant pas de ministre du culte. La décision indigna des évangélistes qui prétendirent que les presbytériens locaux n'approuvaient pas l'intervention de Paisley à Lissara par peur que celui-ci puisse promouvoir la campagne des conservateurs et leur procurer les voix nécessaires pour une future élection pour le poste de ministre du culte.

²²⁴ Bruce, Steeve, *God Save Ulster ! Op.Cit.* p.42.

²²⁵ Dougal, Jim, *Paisley, From Protest to Power*, UTV, Friday, October 22nd 2010. Transcript.

Les événements de Crossgar sont particulièrement intéressants dans la mesure où ils fournissent un précédent à ce qui se passa en 1971, lorsque, dans la sphère politique cette fois, Ian Paisley s'opposa au parti unioniste pour fonder son propre parti, selon ses propres convictions unionistes.

Le 17 mars 1951, la salle paroissiale de Gibson à Killyleagh Street fut transformée en Eglise temporaire et portait l'emblème de la nouvelle dénomination. Le 22 avril 1951, l'Eglise de Ravenhill devint la seconde Eglise presbytérienne libre d'Ulster²²⁶. En opposition avec l'Eglise Presbytérienne Irlandaise (*Irish Presbyterian Church*) qui s'était éloignée des anciens principes religieux, l'Eglise Presbytérienne Libre de Paisley prônait un retour aux principes traditionnels. En effet, Paisley déclara dans son journal, *The Revivalist* : « Le presbytérianisme a rejeté la Bible et les doctrines ancestrales... »²²⁷ Dans ses attaques, Paisley clamait aussi que son Eglise, et non l'Eglise Presbytérienne d'Irlande, s'imposait dans la vraie succession du presbytérianisme historique.

Le manifeste des membres de l'Eglise Presbytérienne Libre était un mélange des principes religieux de Paisley et des croyances communes que ce dernier avait avec George Gibson (de l'Eglise de Lissara), c'est-à-dire l'opposition au presbytérianisme traditionnel. Il s'attaquait non seulement aux personnes n'ayant pas d'appartenance religieuse, mais aussi au modernisme de l'Assemblée presbytérienne incarné par les idées controversées d'Ernest Davey²²⁸ et à l'adhésion de l'Eglise Presbytérienne au Conseil Œcuménique Mondial des Eglises²²⁹ formé en 1948²³⁰. L'Eglise Presbytérienne de Paisley apparaissait alors comme presbytérienne en termes d'organisation, calviniste et évangélique en théorie, et fondamentaliste dans son attitude au regard des Saintes Ecritures.²³¹

L'Eglise Presbytérienne Libre présentait à l'époque une alternative à l'Eglise Presbytérienne Irlandaise, qui exprima d'ailleurs un « grand regret » quant à la division de Lissara mais aussi déclara comme « complètement invalide en termes de pratiques, de

Site internet: <<http://www.u.tv/MediaPlayer/Paisley-From-Protest-To-Power/10389>>. Visionné le 25 octobre 2011.

²²⁶ Cooke, Denis, *Op.Cit.* p. 111.

²²⁷ “*Irish Presbyterianism has repudiated the Scriptures of truth and the historic doctrines [...]*”. *Ibid.* p. 79.

²²⁸ Ernest Davey réexamina certaines des croyances clés des presbytériens dans le cadre de la théologie contemporaine afin de démystifier la naissance et la mort du christ. Il fut accusé d'hérésie par un groupe d'hommes d'Eglise conservateurs durant les années vingt. (Moloney, Ed., Pollak, *Op.Cit.* p. 14).

²²⁹ Le mouvement œcuménique est né suite à la reconnaissance du besoin de coopération des principales Eglises dans des endroits d'Afrique, d'Asie ou encore d'Océanie où furent envoyés nombre de missionnaires afin de convertir les populations locales au christianisme. Certains situent le début du mouvement œcuménique à la conférence missionnaire mondiale tenue à Edimbourg en 1910.

²³⁰ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 40.

²³¹ Bruce, Steve. « Protestant Resurgence And Fundamentalism. » *The Political Quarterly*, Volume 61, pp. 161-168, 1990. Site Internet : <www.blackwell-synergy.com/doi/abs/10.1111/j.1467-923x.1990.tb00807.x>. Consulté le 13 mars 2006.

traditions et d'histoire presbytérienne »²³² l'Eglise dissidente. En effet, afin d'être reconnue, il devint clair que l'Eglise Presbytérienne Libre devait rallier à elle d'autres membres presbytériens dissidents. Pour cela, Paisley, maintenant à la tête d'une nouvelle dénomination religieuse, parcourut la province afin de prêcher les vertus de son Eglise. Durant l'été 1951, deux nouveaux groupes de presbytériens se rallièrent à l'Eglise Presbytérienne Libre. A Cabra, où il fit plusieurs interventions, Paisley critiqua notamment l'apostasie, c'est-à-dire l'abandon des valeurs chrétiennes par l'Eglise Presbytérienne. A la fin de sa mission dans la ville, une poignée de presbytériens décidèrent de quitter l'Eglise Presbytérienne et une nouvelle congrégation Presbytérienne Libre vit le jour. Ce fut alors le tour de Rasharkin de fonder une congrégation Presbytérienne Libre; puis Mount Merrion donna aux presbytériens cinq autres congrégations²³³. En 1965, l'Eglise Libre comptait douze congrégations et leur nombre allait croître au fil des années²³⁴.

3. *Les discours religieux du Révérend Ian Paisley*

Que ce soit dans les sermons ou dans les écrits religieux de Ian Paisley, le thème de l'anti-catholicisme est fondamental. Denis Cooke identifie les deux arguments principaux développés par Paisley comme étant : « l'Eglise catholique romaine n'est pas une Eglise chrétienne » et « le catholicisme romain est instigateur de persécution et de révolution partout dans le monde et est à l'origine des 'Troubles' en Irlande du Nord »²³⁵. J'ajouterai qu'il apparaît également dans les discours religieux de Paisley l'encouragement à une peur démesurée du catholicisme et un rejet véhément de la papauté qu'il définit comme l'antéchrist. De plus, le populisme, la rhétorique de la peur et l'agressivité apparaissent de manière récurrente à la fois dans les sermons et dans les écrits religieux de Paisley et en font leur particularité.

Paisley emprunta au mouvement évangélique sa doctrine puritaine prônant l'autorité absolue de la Bible. Mais ce fut surtout l'évangéliste presbytérien W.P. Nicholson qui eut une influence considérable sur les idées religieuses de Paisley puisqu'il exposa, durant les années 1920, les erreurs du presbytérianisme traditionnel. Ses attaques agressives de la « théologie bâtarde »²³⁶ du presbytérianisme traditionnel, que Paisley

²³² "completely invalid in Presbyterian history, practice and tradition." Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 40

²³³ Bruce, Steeve, *Op. Cit.* p. 42.

²³⁴ Voir : annexe n°3.

²³⁵ "the Roman Catholic Church is not a Christian Church [...] Roman Catholicism is an instigator of persecution and revolution throughout the world and has been behind the 'Troubles' in Northern Ireland." Cooke, Denis, *Op.Cit.* p. 41.

²³⁶ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 13.

reprit par la suite, lui coûtèrent par ailleurs d'acquiescer une triste notoriété. Tout comme Ian Paisley, son langage choquait par sa violence.

Comme expliqué précédemment, Ian Paisley fut dès son plus jeune âge familiarisé avec les notions de fondamentalisme et de séparatisme, la congrégation formée par son père étant elle-même fondamentaliste et séparatiste et l'éducation de Ian Paisley et de son frère ayant été basée sur ces principes. Il adhéra donc aux valeurs fondamentalistes telles que le conservatisme religieux et culturel.

Pour les fondamentalistes religieux, les textes sacrés représentent la parole de Dieu. Ceux-ci considèrent donc que personne n'a le droit de désapprouver ou de changer les Saintes Ecritures. En conséquence, les hommes doivent obéir à Dieu aveuglément. Les fondamentalistes chrétiens tels que Ian Paisley considèrent leurs textes saints à la fois comme infaillibles et justes historiquement. Ils croient en la résurrection de Jésus mais également en l'Esprit Saint qui, selon eux, guide l'Eglise pour qu'elle accomplisse la volonté de Dieu.

Il va sans dire que ces croyances prônées par le révérend Paisley, qui découlent directement du fondamentalisme et de l'évangélisme, apparaissent clairement dans ses discours religieux. A ces croyances viennent également s'ajouter le rejet et la condamnation du catholicisme romain ainsi qu'une dimension populiste tout à fait manifeste.

Une particularité des sermons d'Ian Paisley est en effet tout d'abord l'approche populiste qui s'en dégage. Dans un article du *Monde* d'avril 2011, le linguiste et philosophe Raffaele Simone dresse un portrait du populisme qui, de toute évidence, s'applique parfaitement aux discours de Ian Paisley tant sur la sphère politique que religieuse. Le journaliste explique que le populisme « repose sur l' 'appel' direct au peuple » et précise que « le populiste sait aussi qu'il doit renvoyer au peuple ses propres humeurs, ses lieux communs et ses préjugés [...] De cette façon, le peuple a l'impression que le leader est comme lui, qu'il parle comme lui, qu'il pense comme lui »²³⁷. Ian Paisley sut par ailleurs parfaitement réinvestir son expérience de leader religieux dans la sphère politique, en conservant la dimension populiste de ses discours.

Les sermons de Ian Paisley commencent généralement par une phrase ou une notion de la Bible qu'il interprète puis met en relation avec une situation politique, sociale, ou morale contemporaine. Par exemple, dans le sermon intitulé "*The Biggest Liar in*

²³⁷ Simone, Raffaele, « Le populisme est une réponse aux angloisses collectives », *Le Monde*, p. 19, 30 avril 2011.

Belfast” (*Le Plus Gros menteur de Belfast*), Paisley commence par parler du mensonge selon la Bible : « *The Bible has much to say about liars and about lying. The first mention of lying is found in the third book of the Bible [...]. There the sin of lying is exposed and underlined* »²³⁸. Après avoir exposé la « *terrible nature* »²³⁹ du péché du mensonge, Paisley poursuit avec sa propre interprétation du mensonge et de ses implications : « *Keep the commandments. You are a liar if you do not keep the commandments. [...] If you love a person your will keep their commandments* »²⁴⁰ Selon Paisley, une personne chrétienne doit croire en Jésus Christ, le considérer comme Dieu et respecter son autorité. Lorsqu’on reconnaît Jésus Christ comme Dieu, alors on se doit de « s’agenouiller devant Lui [...], de l’adorer »²⁴¹ et d’observer ses commandements. Ainsi, un chrétien qui ne les observe pas est un menteur car en désobéissant à Dieu, il trahit sa foi. Jusque-là, les sermons de Paisley apparaissent plutôt ordinaires. Mais certaines particularités ne manquent pas d’éveiller la curiosité.

Toujours dans le sermon “*The Biggest Liar in Belfast*”, après avoir exposé et condamné le péché du mensonge, Paisley illustre ses arguments en parlant de son respect et de son application des commandements dans la vie de tous les jours, et interpelle son auditoire :

*I was telling my wife the other night if I could only get her to obey me the way I obey her, it would be a very happy home. You hear that bachelor laughing there! He’s still in single bliss*²⁴²

*Many a time, my father laid on me and he used to say to me ‘This hurts me more than it hurts you.’ I did not believe him. I did not dare to say I did not believe him or he would have laid on more. But I know, as a father myself, that it is true and so does every parent. It hurts a parent to chastise their own flesh and blood but it has to be done*²⁴³.

Paisley se rapproche ici de ses fidèles en leur faisant partager son expérience personnelle, et apparaît ainsi comme semblable à tout autre individu. En conséquence, il lui est plus facile de leur imposer sa vision des choses, de la vie et de la foi chrétienne, car ces anecdotes donnent du poids et de l’authenticité à son discours. Par ailleurs, comme le remarque Steeve Bruce, dans la philosophie religieuse protestante, ce sont les personnes ordinaires qui préservent les vérités religieuses les plus simples alors que les élites les

²³⁸ Paisley, Ian, *Sermons with Startling Titles*, Belfast : Ambassador Publications, 1999. p. 9.

²³⁹ *Ibid.*

²⁴⁰ *Ibid.* p. 11-12.

²⁴¹ “*fall at His feet and worship Him*” *Ibid.* p. 15.

²⁴² *Ibid.* p. 12.

²⁴³ *Ibid.* p. 15.

pervertissent et les compliquent à des fins personnelles²⁴⁴. Quant à Paisley, celui-ci se sert de cet argument pour convaincre ses fidèles de la vérité de ses paroles.

Toujours selon les propos du philosophe Raffaele Simone, « Du point de vue du peuple, il est crucial pour le populisme de se créer un ‘Autre’, un bouc émissaire que l’on peut charger de toutes les fautes »²⁴⁵. Dans les discours religieux (mais également politiques) d’Ian Paisley, cet « Autre » prend la forme de la religion catholique.

En effet, les thèmes le plus souvent abordés par Paisley, autant dans ses sermons que dans ses écrits religieux, sont bien sûr l’anti-catholicisme mais également l’opposition à l’œcuménisme des Eglises protestantes. Ian Paisley n’a donc cessé de clamer que l’Eglise catholique n’est pas une Eglise chrétienne. Lors de la visite du cardinal Leon Suemens à la cathédrale de Sainte Anne en janvier 1986, à l’occasion de la semaine consacrée à l’unité chrétienne, Paisley, qui s’était formellement opposé à cette visite, déclara : « *As a Protestant I could not accept that the Church of Rome is a Christian Church* »²⁴⁶. Pour Paisley, le catholicisme n’est qu’un « système de tromperies sataniques qui n’a jamais changé au cours des siècles et ne changera certainement jamais dans le futur »²⁴⁷. C’est cette conviction selon laquelle l’Eglise catholique serait basée sur un « système de tromperies » qui amène Paisley à rejeter tout ce qui émane de Rome.

Durant les années soixante, Paisley s’opposa d’ailleurs catégoriquement au mouvement œcuménique²⁴⁸ en Irlande du Nord, et déclara dans son livre, *This is my Life*, s’opposer aux hommes d’Eglise protestants qui « prêchaient partout dans le pays que Rome était une Eglise chrétienne »²⁴⁹. Dans le sermon “*The Biggest Liar in Belfast*”, Paisley montre au travers d’une anecdote son opposition au mouvement œcuménique. Un sénateur américain catholique, Eagleson, qui était en voyage en Irlande du Nord et avait demandé à rencontrer Ian Paisley lui posa la question suivante: « Ne pensez-vous pas, Dr Paisley, que la solution à cette [...] question [religieuse] pourrait être un grand mouvement œcuménique que vous pourriez aider à mener ? »²⁵⁰ Paisley lui répondit:

²⁴⁴ Bruce, Steeve, *Op. Cit.* p. 214.

²⁴⁵ Simone, Raffale, *Op. Cit.*

²⁴⁶ *The Revivalist*, février 1986, p. 30. In : Cooke, Denis, *Op.Cit.* p. 41.

²⁴⁷ “*a system of satanic deception which has never changed over the centuries and will certainly never change in the future.*” *The Revivalist*, septembre 1983, p. 9-13. In : Cooke, Denis, *Op.Cit.* p. 41.

²⁴⁸ Voir : Première partie, II/ B. ii. p. 83.

²⁴⁹ Paisley, Ian, *This is my Life*, Belfast: Martyr’s Memorial Recordings, undated, Tape 3. in: Cooke, Denis, *Op.Cit.* p. 41.

²⁵⁰ “*Do you not think that the answer to this whole question, Dr Paisley, would be a great ecumenical movement which you could help to lead?*” Paisley, Ian, *Op. Cit.* p. 14.

*Sir, do you know what ecumenism is? You know, if your church is right I'm totally wrong but if I am right, your church is totally wrong. Ecumenism is to try and find the lowest common denominator and when you have taken away all your principles you have this unprincipled mongrel which you call ecumenism*²⁵¹.

Comme le montre cette déclaration, Paisley s'est toujours formellement opposé à tout rapprochement entre l'Eglise catholique et la sienne. Pour lui, cela aurait impliqué un abandon de ses principes religieux protestants et donc une trahison de sa foi envers Dieu. Par ailleurs, cette anecdote, qui a trouvé sa place au sein de son sermon, semble avoir été destinée à dissuader son auditoire de tenter tout rapprochement avec l'Eglise catholique. Ce refus de toute entente avec Rome n'apparaît pas étonnant, puisque le livre de cantiques presbytérien libre est imprégné d'anti-catholicisme. En voici un extrait :

Hymn 747

*(1.) Our Fathers knew thee, Rome of old,
And evil is thee fame ;
(4.) No peace with Rome shall be our cry,
While Rome abides the same;
We'll let her know that Protestants
Will not disgrace their name*²⁵².

Comme dans cet hymne, où “*Our Fathers*” (« *Nos pères* ») renvoie aux réformateurs tels que Luther et Calvin, Paisley fait souvent référence aux personnages marquants ou aux figures d'autorité du protestantisme dans ses sermons et textes religieux afin de donner du poids à son discours. En effet, Paisley dit poursuivre les traditions des réformateurs protestants du XVI^{ème} siècle et des leaders évangéliques du XVIII^{ème} et du XIX^{ème} siècle (comme John Wesley et Charles Hodge). Il ne cesse de clamer que lui seul prône les valeurs de la vraie Réforme et de la tradition évangélique²⁵³.

Comme le remarque Denis Cooke, le point commun entre Paisley et les réformateurs est la croyance, d'après les Saintes Ecritures (Jean 1: 7 ; Révélation 13: 6)²⁵⁴, que le Pape est l'antéchrist. En effet, Paisley, comme les réformateurs du XVI^{ème} siècle, rejette le principe de la foi catholique définissant le Pape comme le représentant de Dieu sur terre. L'auteur ajoute même que quiconque discutant avec Paisley de son opinion sur l'Eglise catholique romaine entendra sans aucun doute toutes les citations des réformateurs

²⁵¹ *Ibid.*

²⁵² Cooke, Denis, *Op.Cit.* p. 42.

²⁵³ *Ibid.* p. 45.

²⁵⁴ *Ibid.* p. 46.

définissant le Pape comme l'antéchrist. Mais ceci n'est que l'une des rares similitudes entre Paisley et les réformateurs²⁵⁵. Dans le texte religieux intitulé : “*Where Rome Is Wrong*” (« *Là où Rome a Tort* »), Paisley fait de nombreuses références aux réformateurs et à la Réforme, mais aussi à l'apôtre Paul, à Erasme, et à d'autres personnages historiques et, ce, afin de donner du poids à ses arguments, montrer qu'il représente la vraie parole des réformateurs et donc la vraie foi protestante, en opposition aux autres Eglises protestantes qui, elles, s'allient avec l'ennemi :

*The men of Church history like the Reformers were all men of war from their youth up. [...] We take Luther as the representative of the true Protestant faith – a witness for the truth. [...] he stands before the Royal and Ecclesiastical Representatives of 'The Holy Roman Empire'. [...] He stood up against the so-called all mighty Church and with immeasurable independence, he declared the sentence of God upon it. [...] Luther believed that the Word of God was the foundation of the Church. His faith was not built on tradition, not upon Popes and Bishops. It rested not on invention but rather on revelation*²⁵⁶.

Seulement, ce que Paisley ne mentionne pas, ni dans ses sermons, ni dans ses textes religieux dans lesquels il s'identifie à de nombreuses reprises aux réformateurs, c'est que si ces derniers prêchaient avec ardeur contre les erreurs qu'ils percevaient dans la doctrine catholique (les croyances, les pratiques de l'Eglise catholique au XVI^{ème} siècle, etc...), ils étaient, contrairement à Paisley, ouverts à la discussion avec les représentants de l'Eglise catholique²⁵⁷. Paisley, lui, traita de traîtres et d'apostats les personnes et les Eglises protestantes qui tentèrent d'ouvrir le dialogue avec l'Eglise catholique durant le mouvement œcuménique des années soixante. De plus, contrairement aux réformateurs, Paisley n'a jamais considéré l'Eglise catholique comme une Eglise chrétienne, contrairement à Martin Luther²⁵⁸.

Denis Cooke analyse de façon intéressante la démarche de Paisley. L'auteur remarque que ce dernier ne mentionne à ses fidèles que la critique sévère faite par les réformateurs de l'Eglise Catholique et la présente comme équivalente à sa propre conviction : « l'Eglise catholique n'est pas chrétienne ».²⁵⁹ En effet, afin de convaincre son

²⁵⁵ *Ibid.*

²⁵⁶ Paisley, Ian, “Where Rome Is Wrong”, avril 2005. Site Internet: <www.ianpaisley.org>. Consulté le 10 mai 2006.

²⁵⁷ Cooke, Denis, *Op.Cit.* p. 46. Les réformateurs discutèrent de la doctrine catholique avec certains représentants de l'Eglise catholique durant les années 1540 et en 1561.

²⁵⁸ “We confess there is much that is Christian and good under the papacy. [...] We confess that in the Papal church, there are the true Holy Scriptures. [...] I contend that in the papacy, there is true Christianity [...]” Luther, Martin, *Works*, American Edition, volume 40, p. 231-232. In: *Ibid.* p. 47.

²⁵⁹ *Ibid.* p. 49.

auditoire qu'il s'inscrit dans la tradition des réformateurs, Paisley ignore totalement le fait que ceux-ci reconnaissaient l'Église catholique comme une Église chrétienne et parle seulement de leur critique de l'Église catholique. La stratégie alors utilisée par Paisley pour convaincre et étayer ses arguments apparaît être la sélection de l'information et de ses sources. En effet, comme le remarque Denis Cooke, Paisley omet de mentionner les sources qui contredisent ses arguments et présente seulement les informations les étayant²⁶⁰.

D'autres incohérences apparaissent dans les sermons et discours religieux de Paisley. En effet, toujours dans le sermon "*The Biggest Liar in Belfast*" (« *Le Plus Gros menteur de Belfast* »), Paisley tente de justifier sa haine envers le catholicisme tout en prenant soin de ne pas paraître trop extrême:

*The Bible says: 'I have hated the enemies of God with a perfect hatred.' The Bible says there is a time to love and there a time to hate and there are things that you should hate and there are things I hate. [...] I hate with all my idolatry the superstitions, the priestcraft of Roman Catholicism but God knows my heart I love every Romanist. [...] I love every Romanist, I love every Protestant, I want to see them saved, led to Christ, but I hate things that are darkening their lives, that are damning their souls, and are taking them to hell*²⁶¹.

Ces phrases interpellent n'importe qui sachant que, durant les années soixante, Paisley dénonçait de sa voix tonitruante les protestants qui faisaient partie du mouvement œcuménique, les traitait de « traîtres » et de « romanistes »²⁶². Il est donc indéniable que certaines contradictions apparaissent dans ses discours religieux. En effet, Paisley dit ne pas avoir de ressentiment contre les catholiques ; cependant, lors d'un débat à Oxford sur le thème : « L'Église catholique romaine n'a pas de place au sein du XX^{ème} siècle » (*The Roman Catholic Church has no place in the 20th Century*), Paisley décrit les messes comme des « fables blasphématoires » et les prêtres catholiques comme « répugnants aux yeux de la foi chrétienne »²⁶³. Curieusement, Paisley avait commencé son discours par la phrase : « *I'd like to say first of all that anything I say here tonight is not said to insult any individual Roman catholic* »²⁶⁴. Il apparaît donc clairement que Ian Paisley tient un double

²⁶⁰ Cooke, Denis, *Op.Cit.* p. 61.

²⁶¹ Paisley, Ian, *Op. Cit.* p. 16.

²⁶² Brewer, John, *Op. Cit.* p. 18.

²⁶³ Paisley, Ian, *This is My Life (tape 2)*, In : Cooke, Denis, *Op.Cit.* p. 61.

²⁶⁴ *Ibid.*

langage concernant la communauté catholique mais la distinction qu'il prétend faire entre l'Eglise catholique elle-même et la communauté catholique n'apparaît pas convaincante.

Pour démontrer à son auditoire que sa condamnation de l'Eglise catholique est légitime, Paisley adopte non seulement un style agressif mais utilise également ce que l'on peut appeler la rhétorique de la peur. Lorsque le 21 juillet 1972, aujourd'hui appelé « le vendredi sanglant » (*Bloody Friday*), vingt-deux bombes posées par l'I.R.A. explosèrent en plein cœur de Belfast, Paisley tint l'Eglise catholique pour responsable en disant : « Rome est à l'origine des troubles [en Irlande du Nord] c'est un fait indiscutable »²⁶⁵. Cette accusation fut la plus sévère qu'il porta à l'Eglise catholique²⁶⁶. Encore, le 12 décembre de la même année, il déclara : « *The Provisional IRA*²⁶⁷ *is in reality the armed wing of the Roman Catholic Church. Its real aim is to annihilate Protestantism* »²⁶⁸. De plus, au cours d'une conférence intitulée : « Les prêtres catholiques irlandais défiés et réfutés » (*Irish Roman Catholic Priests Challenged and Answered*), Paisley déclara : « *The darkest, bloodiest and most shameful pages of history are the dark records of the intolerance, bigotry and butchery carried out with the blessing of Rome* »²⁶⁹. A de nombreuses reprises et tout au long de sa carrière religieuse, Paisley relate des événements soulignant la persécution des protestants par l'Eglise catholique mais ne donne jamais d'exemple de l'intolérance protestante envers la communauté catholique. Encore une fois, ces propos sont l'exemple de la sélection de l'information de la part de Paisley, mais ceux-ci illustrent surtout une méthode souvent employée dans ses discours religieux afin de faire apparaître l'Eglise catholique comme effrayante. Utilisée à de nombreuses reprises par Paisley, la rhétorique de la peur est particulièrement présente dans le texte "*The Treatment of Protestants in the Irish Republic*", où il tente de démontrer que, selon lui, la République d'Irlande a, depuis sa création, délibérément tenté de limiter la population protestante²⁷⁰. Ainsi, des propos tels que ceux-ci ne peuvent qu'effrayer l'auditoire (protestant) de Paisley et l'amener à rejeter à son tour la communauté catholique :

²⁶⁵ "Rome is behind the troubles – that is an indisputable fact". *The Protestant Telegraph*, 12 août 1972, p.5. In: Cooke, Denis, *Op.Cit.* p. 57.

²⁶⁶ *Ibid.*

²⁶⁷ L'I.R.A., l'organisation terroriste luttant pour la réunification de l'Irlande, se scinda en deux factions en 1969 : l'I.R.A. Provisoire, qui avait recours à la violence, et l'I.R.A. Officielle, qui privilégiait un règlement politique du conflit en Irlande du Nord.

²⁶⁸ *The Protestant Telegraph*, 2-15 décembre 1972, p. 1. In: Cooke, Denis, *Op.Cit.* p. 57-58.

²⁶⁹ Ian Paisley, *Irish Roman Catholic Priests Challenged and answered*, Edinburg: Scottish Protestant Union, 13 décembre 1953. In: Cooke, Denis, *Op.Cit.* p. 60.

²⁷⁰ Paisley, Ian, "The Treatment of Protestants in the Irish Republic", 12 janvier 1999, site internet: <www.ianpaisley.org>. Consulté le 12 février 2006.

More than 75 years of ethnic cleansing: The Roman Catholic Church's decree [...], that children in mixed marriages must be brought up as Roman Catholics, created social and cultural apartheid [...] the Protestant population of the 26 Counties fell by 63% [...] and the main factor in forcing them out is [...] widespread intimidation [...]”; “... the terror campaign [...] waged against Protestants in the South [is] both spiritual and physical. ”; “Where Roman Catholicism is in the majority, it denies the rights of the others in the name of its own principles²⁷¹.

Il est vrai que la population protestante en Irlande a diminué de façon significative puisque, entre 1881 et 2002, la proportion de protestants est passée de 10,1% à 3,7%²⁷². Ce phénomène n'est toutefois pas seulement dû à une diminution du nombre de protestants mais, surtout, à une augmentation du nombre de catholiques. Les raisons de cette diminution de la proportion de protestants dans la population de l'Irlande sont, d'une part, une émigration constante de la communauté protestante, les mariages mixtes, mais également un taux de fertilité plus important chez les femmes irlandaises catholiques²⁷³. Il est probable qu'un certain nombre de protestants aient quitté l'Irlande parce qu'ils y étaient en minorité mais il est erroné de parler de « nettoyage ethnique » à leur endroit.

Par ailleurs, Paisley associe à la rhétorique de la peur un style agressif et encourage même une action violente envers la communauté catholique :

Action speaks louder than words, and it is action – aggressive, militant, uncompromising action – which alone can save us from Egyptian slavery (...) of a thoroughgoing Roman Catholic state²⁷⁴.

Progressivement, le message religieux de Paisley, qui prônait la vigilance et la résistance contre la conspiration de l'Eglise catholique envers les protestants, mais aussi encourageait à une action militante, ne tarda pas à se refléter dans une tentative d'intégrer le milieu politique en Irlande du Nord.

²⁷¹ Paisley, Ian, *Op. Cit.*

²⁷² Central Statistics Office, *Census 2002, Volume 12 – Religion*, p. 9. Table 1: Population classified by religion for relevant census from 1881 to 2002. Site internet: <www.cso.ie/en/media/csoie/census/documents/vol12_entire.pdf> Consulté le 31/05/12.

²⁷³ O'Grada, Cormac, Walsh, Brendan, “Fertility and Population in Ireland, North and South”, *Population Studies*, 1995, volume 49, n°2, p. 263.

²⁷⁴ “Action speaks louder than words, and it is action – aggressive, militant, uncompromising action – which alone can save us from Egyptian slavery (...) of a thoroughgoing Roman Catholic state.” J. H. Whyte, *Church and State in Modern Ireland, 1923-1979*, Dublin: Gill and MacMillan, 1980. p 320. In: Cooke, Denis, *Op.Cit.* p. 62.

B. Les origines et les conditions de la création du D.U.P.

C'est dans un contexte de violence religieuse et intercommunautaire au sein de la Province nord-irlandaise que les convictions religieuses de Ian Paisley l'amènèrent à entreprendre une action dont la dimension politique devint progressivement manifeste. Les événements tels que les émeutes tricolores de 1964 démontrèrent en effet que les croyances religieuses du chef de l'Eglise Presbytérienne Libre étaient à l'origine de sa contestation politique et de son opposition à l'unionisme modéré.

C'est le Premier ministre nord-irlandais, Terence O'Neill, qui fut le premier à faire l'objet des attaques virulentes de Ian Paisley, notamment lors des mouvements pour les droits civiques de la fin des années 1960.

Cette partie permettra donc de faire état des éléments sociaux, politiques et religieux qui ont été à l'origine de la création du D.U.P. et qui en ont déterminé l'orientation politique unioniste radicale.

1. Le besoin d'une plateforme politique pour imposer des préceptes religieux

Au début de sa carrière religieuse, Ian Paisley resta en marge de la politique unioniste pour mieux promouvoir les actions indépendantes de groupuscules, appelés *ginger groups*²⁷⁵, comme l'Action Protestante d'Ulster (*Ulster Protestant Action*). Cette dernière militait déjà pour ce qui allait provoquer la division entre unionisme modéré et unionisme radical – le droit d'organiser des défilés et parades orangistes²⁷⁶ – et flirtait parfois avec la violence loyaliste²⁷⁷.

Les défilés et les parades sont profondément ancrés dans les traditions protestantes : le 12 juillet de chaque année, la communauté protestante organise des défilés commémorant la Bataille de la Boyne²⁷⁸. Cette commémoration de la victoire de Guillaume d'Orange sur le roi catholique Jacques II est à l'origine de tensions et de

²⁷⁵ Les *ginger groups* étaient en marge de la politique et militaient pour les droits de la population protestante, comme par exemple pour la politique préférentielle à l'égard de la communauté protestante concernant l'emploi. L'orange étant le symbole de la communauté protestante (suite à la victoire de Guillaume d'Orange en 1690), ces groupes prirent le nom de « groupes oranges » ou *ginger groups*.

²⁷⁶ Bruce, Steeve, *Op.Cit.* p. 66.

²⁷⁷ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 77.

²⁷⁸ La Bataille de la Boyne eut lieu le 1^{er} juillet 1690 mais est commémorée chaque 12 juillet depuis l'adoption du calendrier Grégorien par la Grande-Bretagne. Les deux camps qui s'opposèrent durant la bataille étaient celui de Jacques II, roi catholique d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande et celui de son gendre protestant, Guillaume d'Orange, qui, un an auparavant, s'était approprié les trônes d'Angleterre et d'Ecosse. L'événement est aujourd'hui le symbole de la victoire protestante sur la communauté catholique d'Irlande.

violences lorsque les membres de l'Ordre d'Orange (*Orange Order*)²⁷⁹ célèbrent l'événement en défilant au milieu de quartiers catholiques, d'où les différentes restrictions²⁸⁰ imposées à l'occasion de ces défilés afin d'éviter tout affrontement intercommunautaire. Lorsqu'à plusieurs reprises, le gouvernement unioniste interdit ou changea l'itinéraire des défilés orangistes, au risque de provoquer des tensions avec les différentes organisations protestantes, Paisley s'opposa farouchement à ces décisions.

Ainsi, au fil des années, l'action de Paisley prit une tournure plus politique et démontra qu'il lui était nécessaire de disposer d'une plateforme politique afin d'avoir la possibilité de faire valoir et d'imposer ses idées. Les événements qui se déroulèrent durant les années 1960, sous le mandat de Terence O'Neill, en sont un exemple flagrant.

i. 1964 : les émeutes tricolores

Dans son autobiographie, *Before the Dawn*, l'actuel Président du *Sinn Féin* relate la première fois où son chemin a croisé celui de Ian Paisley :

*Strolling to school at the age of sixteen one late-September day [...] I found my attention seized by the sight of a flag in the window of a shop in Divis Street opposite St Comgall's school. What made me notice it [...] was that this was the Irish flag, the display of which was illegal. That evening of 27 September, at a meeting in the Ulster Hall, a sectarian anti-Catholic demagogue named Ian Paisley threatened that if the Tricolour in Divis Street were not removed within two days, he would himself lead a march to remove it*²⁸¹.

L'incident aujourd'hui appelé « les émeutes tricolores » (*tricolour riots*) de 1964 et durant lesquelles de violents affrontements éclatèrent, est le reflet incontestable de la progression de Ian Paisley vers la scène politique nord-irlandaise. Bien que n'ayant pas encore d'autorité politique, à l'époque, Paisley parvint tout de même à faire imposer sa volonté par les autorités officielles et militaires, qui s'exécutèrent sous ses avertissements

²⁷⁹ L'Ordre d'Orange est une organisation protestante largement implantée dans la province d'Ulster ainsi qu'en Ecosse. Il fut formé dans le comté d'Armagh en 1795. Ses membres et ses partisans le définissent comme une organisation pieuse célébrant la culture et l'identité protestante. Souvent accusé de sectarisme et d'anti-catholicisme, l'Ordre d'Orange est aussi connu pour ses parades provocantes au sein de quartiers catholiques.

²⁸⁰ Le gouvernement a souvent interdit ou modifié l'itinéraire des parades orangistes afin d'éviter les violences intercommunautaires. En 1935, toutes les parades loyalistes furent interdites autour des quartiers commerçants catholiques suite à de violents affrontements entre catholiques et protestants. Encore, durant les années 1950 les parades furent interdites ou virent leur itinéraire modifié.

²⁸¹ Adams, Gerry, *Before the Dawn, An Autobiography*. Dingle: Brandon, 2001. p. 49.

lorsqu'il menaça de troubler l'ordre public avec une manifestation en plein cœur d'un quartier catholique.

Gerry Adams, qui donne dans son autobiographie un éclairage républicain à cet événement, qualifie les propos de Ian Paisley de « messages de haine religieuse virulente »²⁸² et parle des émeutes tricolores comme d'un élément déclencheur dans sa prise de conscience politique : « l'impact que ces événements ont eu sur moi est de m'encourager à devenir politiquement curieux »²⁸³. Aussi, dans le documentaire *Paisley, From Protest to Power*, Alex Maskey, aujourd'hui porte-parole du *Sinn Féin* pour le développement social, qualifie l'attitude d'Ian Paisley au moment des émeutes de « très négative, très discriminatoire, très oppressive et brutale ».²⁸⁴

Le lundi 28 septembre 1964, une section du R.U.C. agissant sur les instructions de Brian McConnell, alors ministre unioniste des Affaires intérieures d'Irlande du Nord, prit d'assaut le quartier général du *Sinn Féin* à Divis Street (à l'ouest de Belfast) avec pour mission de retirer le drapeau tricolore, symbole de la République d'Irlande²⁸⁵. Ian Paisley, qui n'appartenait pas encore à la scène politique, était à l'origine de cette opération. En effet, selon Andrew Boyd, lorsque McConnell ordonna à la police de retirer le drapeau tricolore des bureaux du *Sinn Féin*, le ministre agissait en réalité sous les ordres, ou plutôt sous la menace, d'Ian Paisley²⁸⁶. La veille, ce dernier avait menacé de mener une manifestation jusqu'à Divis Street et de retirer le drapeau lui-même. De plus, le R.U.C. et McConnell avaient été harcelés d'appels téléphoniques anonymes exigeant le retrait du drapeau tricolore des bureaux du *Sinn Féin*. Les républicains, quant à eux, avaient été mis en garde contre un incendie de leurs quartiers généraux si le drapeau n'était pas retiré sur le champ²⁸⁷. Ces actes d'intimidation traduisaient à l'époque la nécessité d'une autorité politique pour Paisley. Le comportement qu'il adopta ici en signe de désaccord (la provocation de la communauté catholique et la menace de désordre public) allait être l'un des éléments majeurs de son combat politique durant les années soixante.

²⁸² “message of virulent religious hatred”, Adams, Gerry, *Op. Cit.* p. 49.

²⁸³ “The impact of these events on me was to encourage me to become politically curious”, Adams, Gerry, *Op. Cit.* p. 51.

²⁸⁴ “very negative, very discriminatory, very oppressive, brutal”. Dougal, Jim, *Paisley, From Protest to Power*, UTV, Friday, October 22nd. Transcript.

Site internet: <<http://www.u.tv/MediaPlayer/Paisley-From-Protest-To-Power/10389>>. Visionné le 25 octobre 2011.

²⁸⁵ La loi sur les emblèmes et les drapeaux (*Flags and Emblems Act*) datant de 1954 précisait que le fait de s'attaquer au drapeau britannique constituait un délit et autorisait les forces de police à retirer tout drapeau ou emblème dont l'exposition pouvait être à la source de conflit.

²⁸⁶ Boyd, Andrew, *Holy War in Belfast*, County Kerry : Anvil Books, 1969. Site Internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/ithelem/docs/boyd69.htm>>. p.3.

²⁸⁷ *Ibid.*

Le jour suivant le retrait du drapeau, des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre s'ensuivirent et trente personnes furent gravement blessées. Terence O'Neill, alors Premier ministre d'Irlande du Nord et chef du Parti unioniste, demanda, en vain, le retour au calme et à l'ordre, ce qui lui valut d'être contré par les paisleyites. Ces derniers dénoncèrent ce qui leur semblait être une politique de réconciliation entre communautés catholique et protestante qui avait, selon eux, pour seul effet de menacer l'ascendant de la communauté protestante sur la communauté catholique²⁸⁸.

Suite à l'incident des émeutes tricolores, il apparaît que Paisley, encore en marge de la vie politique nord-irlandaise, tentait déjà d'imposer ses idées par l'intimidation, la provocation, voire la violence, et associait son combat religieux à des principes unionistes extrémistes. A l'issue de ces émeutes, la nécessité pour Paisley d'intégrer la scène politique s'avéra être de plus en plus pressante, notamment afin de s'opposer à l'unionisme modéré de Terence O'Neill et, par extension, à toute concession faite à la communauté nationaliste. Ce fut en effet durant les dernières années du mandat d'O'Neill, que Paisley se montra le plus impatient d'intégrer la politique. Paisley n'étant encore qu'un homme d'Eglise, ses actions ou intentions politiques avaient été jusque-là freinées, puisqu'il n'occupait pas encore de position politique majeure au sein du Parlement nord-irlandais.

ii. L'opposition au mouvement œcuménique des années 1960

Le mouvement œcuménique qui se développa en Irlande du Nord durant les années soixante avait pour but le rapprochement des différentes Eglises chrétiennes et notamment la réconciliation du catholicisme et du protestantisme. Tout commença en octobre 1958, suite à la mort du Pape Pie XII, connu pour son hostilité envers la foi protestante. Son successeur, Jean XXIII, beaucoup plus libéral, s'engagea rapidement dans le rapprochement entre Rome et l'Eglise d'Angleterre. Il invita la Reine d'Angleterre à Rome puis, en novembre 1960, l'Archevêque de Canterbury. Au mois de mai suivant, la Reine Elisabeth II consolida cette nouvelle entente au cours de l'audience privée de Jean XXIII²⁸⁹. En Irlande du Nord, les Eglises protestantes s'engagèrent dans le mouvement beaucoup plus lentement, mais petit à petit, différentes dénominations se rapprochèrent : à certains endroits, l'Eglise Méthodiste et l'Eglise d'Angleterre partageaient les mêmes

²⁸⁸ Boyd, Andrew, *Ibid.* p. 5.

²⁸⁹ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 106.

locaux, ce qui reflétait le rapprochement entre méthodistes et anglicans amorcé en Angleterre²⁹⁰.

Sur la scène politique, lorsque Terence O'Neill accéda au pouvoir en 1963, nombre d'unionistes progressistes appelèrent à une modernisation à la fois politique et religieuse de la province. Les hommes d'Eglise les plus influents furent alors encouragés à entamer le dialogue avec les catholiques et à prendre conscience des erreurs commises envers la communauté catholique dans le passé. Ainsi, l'assemblée générale de l'Eglise presbytérienne adopta en 1965 une résolution demandant expressément à ses fidèles de « demander pardon pour chaque attitude et action [négative] envers nos compatriotes catholiques romains ».²⁹¹ Les presbytériens furent également encouragés à entretenir des relations avec la communauté catholique « dans l'esprit de la charité plutôt que dans celui de la suspicion et de l'intolérance et en respectant les Saintes Ecritures »²⁹². Un comité ecclésiastique traitant des problèmes nationaux et internationaux publia quant à lui un rapport la même année, reconnaissant l'ampleur de la discrimination à l'encontre de la communauté catholique. L'Eglise d'Irlande donna également son soutien à l'implication des presbytériens les plus influents dans l'initiative œcuménique et la première conférence œcuménique (qui dès lors aurait lieu chaque année) se tint en 1966.

Le mouvement œcuménique ne se développa cependant pas sans certaines oppositions, notamment celle des orangistes et, bien sûr, du révérend Ian Paisley. Ce dernier accusa les Eglises protestantes et certains membres du Parlement à Stormont d'avoir des tendances « papistes », ou encore de « suivre le chemin de Rome »²⁹³. Pour lui, l'orientation libérale de certains membres des églises protestantes (et de la scène politique) faisait de ces personnes les alliés de Rome, et donc des traîtres²⁹⁴. Paisley étant un homme prônant l'anti-catholicisme, l'évangélisme, le conservatisme et la défense de l'Union entre l'Irlande du Nord et le Royaume-Uni, il n'apparaît pas surprenant qu'il se soit opposé catégoriquement au mouvement œcuménique. Par son opposition, il exprimait clairement son désir de maintenir la suprématie protestante au sein de la province, à la fois sur le plan politique et social. Selon lui, les chefs d'Eglise adhérant au mouvement œcuménique trahissaient et bafouaient leur héritage protestant :

²⁹⁰ *Ibid.*

²⁹¹ “[...] *to ask forgiveness for, any attitudes and actions towards our Roman Catholic fellow countrymen*”. Brewer, John, *Op. Cit.*

²⁹² “*in the spirit of charity rather than suspicion and intolerance and in accordance with scripture*”. *Ibid.*

²⁹³ Paisley, Ian, in : *Ibid.*

²⁹⁴ *Ibid.*

*This is not the time for a velvet tongue. It is a day for war and war to the death. The enemy we fear is the enemy within [...] if they want to go to Rome, then let them go, but they are not taking Ulster with them.*²⁹⁵

Selon Paisley, à l'époque, les dénominations protestantes (en dehors de l'Eglise Presbytérienne Libre) étaient tout simplement en train de se « dé-protestantiser »²⁹⁶, de s'éloigner des valeurs du protestantisme. Par leur œcuménisme, qu'il définissait comme « terni par les ténèbres de la papauté »²⁹⁷ et « représentant des machinations diaboliques »²⁹⁸, les Eglises protestantes s'associaient avec l'ennemi catholique: « Il n'y a pas d'accord possible entre le protestantisme et le papisme, ni entre l'évangile de Jésus Christ et les ordures de l'antéchrist ; ils sont incompatibles »²⁹⁹. D'après lui, les protestants ainsi que les hommes politiques adhérant au mouvement œcuménique, comme Terence O'Neill, étaient des « apostats », des infidèles qui avaient abandonné leur foi et pactisé avec l'ennemi catholique³⁰⁰. L'Eglise Presbytérienne Libre fut donc la seule dénomination protestante à s'opposer au mouvement œcuménique et, ce, en raison de l'ampleur de son anti-catholicisme. Steve Bruce explique en effet que cet anti-catholicisme amena Paisley et les membres de sa dénomination à attribuer beaucoup plus de pouvoir et d'influence à Rome que les autres Eglises protestantes. Pour les presbytériens libres, Rome représentait (et représente toujours) le mal absolu et la menace d'un pouvoir considérable. Cette croyance amena ainsi les presbytériens libres à ne pas interpréter le mouvement œcuménique comme une tentative de lutter contre la sécularisation mais plutôt comme un mouvement inspiré et mené par Rome³⁰¹. En conséquence, et parmi d'autres manifestations anti-œcuméniques, le 6 juin 1966, Paisley mobilisa les membres de sa congrégation en direction de l'Assemblée Générale de l'Eglise Presbytérienne (*General Assembly of the Presbyterian Church*) afin de protester contre les « tendances romanistes »³⁰² de l'Eglise Presbytérienne d'Irlande. La manifestation devait partir de l'église de Paisley à Ravenhill, passer par Ravenhill Road, Cromac Square (un quartier commerçant catholique), pour gagner le centre de la ville où se tenait l'assemblée générale. Steve Bruce souligne que l'un des manifestants avoua que le parcours de la manifestation avait délibérément été

²⁹⁵ Paisley, Ian, in : *Ibid.*

²⁹⁶ “*deProtestantised*”. Paisley, Ian, in : Cooke, Denis, *Op.Cit.* p. 69.

²⁹⁷ “*blackened with the blackness of Popery*”. Paisley, Ian, in: *Ibid.*

²⁹⁸ “*representing the machinations of the Devil*”. Paisley, Ian, in: Brewer, John, *Op. Cit.*

²⁹⁹ *Ibid.* “*There is no agreement between Protestantism and popery, no agreement between the Gospel of Jesus Christ and the trash of the Anti-Christ, [you] can't make them agree.*”

³⁰⁰ *Ibid.*

³⁰¹ Bruce, Steve, *Op.Cit.* p. 224.

³⁰² “*Romanising tendencies*”. Paisley, Ian, in : Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p.131.

choisi afin de provoquer la communauté catholique³⁰³. Inévitablement, l'arrivée des manifestants à Cromac Square provoqua de violents affrontements avec les membres de la communauté catholique et les forces de l'ordre³⁰⁴. Ensuite, Paisley mena sa manifestation à l'hôtel de ville pour y attendre les dignitaires presbytériens et leurs invités : le gouverneur Lord Erskine et son épouse. Lorsque ces derniers sortirent de l'hôtel de ville, la police dut appeler des renforts afin de repousser la foule pour leur frayer un passage. Ils furent alors insultés par les manifestants paisleyites qui criaient : « romanistes ! traîtres ! »³⁰⁵. Le gouvernement unioniste dénonça alors immédiatement les attaques de Paisley et l'incident lui valut, ainsi qu'à deux ministres de congrégations presbytériennes libres (John Willie et Foster), trois mois de prison pour avoir porté atteinte à l'ordre public et refusé de payer l'amende encourue. Lorsque Paisley informa la cour qu'il préférerait aller en prison plutôt que de payer son amende, il fit une remarque qui peut être interprétée comme l'annonce de son implication politique à venir. En effet, il évoqua explicitement la nécessité pour les Presbytériens Libres d'intégrer la scène politique de la province :

*With the help of God and the Protestants of Ulster, the day is coming when I will be in the House of Commons. The only way the protestant people are going to be able to answer the ruling junta of Lundy in Stormont is to have someone there*³⁰⁶.

Le 20 juillet 1966, Paisley fut conduit à la prison de Crumlin Road, ce qui fut interprété par la communauté presbytérienne libre comme une tentative de mettre fin à son mouvement religieux. Associé aux événements de 1966, cet emprisonnement fut à l'origine d'un renouveau religieux qui se manifesta au travers d'un succès considérable de l'Eglise Presbytérienne Libre : alors qu'entre 1951 et 1966 seulement 13 congrégations s'étaient ralliées à l'Eglise Presbytérienne Libre, durant les 18 mois qui suivirent les incidents de 1966, 12 nouvelles congrégations presbytériennes libres virent le jour³⁰⁷.

Suite aux événements de 1966, l'élite unioniste tenta d'empêcher le développement de l'Eglise Presbytérienne Libre, ce qui ne fit que confirmer, chez les presbytériens libres et autres protestants conservateurs, le sentiment d'abandon des valeurs protestantes en Ulster et la trahison du peuple protestant de la part de Terence O'Neill. Le succès de l'Eglise Presbytérienne Libre confirma alors l'adhésion grandissante aux idées politiques et religieuses de Paisley. En effet, alors que la politique de réconciliation intercommunautaire

³⁰³ Bruce, Steeve, *Op.Cit.* p. 81.

³⁰⁴ *Ibid.*

³⁰⁵ Brewer, John, *Op.Cit.*

³⁰⁶ Ian Paisley, in : *Ibid.* p. 134.

³⁰⁷ Bruce, Steeve, *Op.Cit.* p. 88. Voir : annexe n°3.

menée par O'Neill provoquait le mécontentement des conservateurs religieux protestants, l'Eglise Presbytérienne Libre, elle, prônait le conservatisme et le séparatisme religieux. L'Eglise de Paisley attira donc en masse les protestants opposés à la politique de Terence O'Neill, puisque son message représentait une alternative à la politique libérale unioniste de Stormont.

Le mouvement œcuménique en Irlande du Nord durant les années soixante eut incontestablement des répercussions sur la scène politique de l'époque et notamment sur la politique de Terence O'Neill. Cette dernière, selon Paisley et ses fidèles, compromettrait d'une part les valeurs fondamentales protestantes et, d'autre part, les valeurs traditionnelles de la politique unioniste. Aussi, un affrontement politique entre Paisley et Terence O'Neill eut lieu peu après les événements de 1966 (il s'agit là d'un point qui sera abordé ultérieurement).

Il apparaît donc que les événements qui se déroulèrent durant les années 1960 laissaient entrevoir un futur politique tourmenté. Les objections de Paisley se manifestèrent en effet violemment dès lors que la politique unioniste montra les prémices d'une modernisation et sembla mettre en danger la suprématie protestante au sein de la Province. Suite à la manifestation à l'encontre de l'Assemblée Générale de l'Eglise Presbytérienne, Paisley comprit donc que ses convictions religieuses n'étaient plus représentées par la scène politique unioniste et qu'une lutte non seulement religieuse mais aussi politique s'imposait à lui afin de promouvoir le protestantisme conservateur ainsi que l'unionisme traditionnel au sein de la province.

2. *L'opposition à l'unionisme modéré et réformiste de Terence O'Neill*

Les années 1963 à 1969 sont communément appelées « les années O'Neill »³⁰⁸ et, ce, en raison de la rupture avec l'unionisme traditionnel reflétée par la politique du Premier ministre Terence O'Neill. Les six années de mandat qu'il effectua représentent en effet un tournant dans l'histoire politique de l'Irlande du Nord. Lorsqu'il prit ses fonctions en 1963, le nouveau Premier ministre exprima son désir de réformer l'ancien gouvernement, notamment en prônant la réconciliation nécessaire entre les catholiques et les protestants. Sa politique apparut alors en contraste total avec ses prédécesseurs unionistes, en particulier James Craig, dont la position traditionnelle avait été en faveur de la communauté protestante : l'Irlande du Nord a « un gouvernement protestant pour un

³⁰⁸ McKittrick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p .26.

peuple protestant »³⁰⁹, avait-il d'ailleurs déclaré. Au contraire, pour O'Neill, être unioniste impliquait plus le rapprochement entre la province et l'Angleterre qu'un comportement anti-catholique et anti-nationaliste³¹⁰. McKittick et McVea remarquent cependant que l'orientation politique prise par O'Neill afin d'effacer des décennies de division intercommunautaire fut une tentative insuffisante, puisqu'il aurait été nécessaire, dans un premier temps, de traiter les problèmes sous-jacents à la discrimination dont était encore victime la communauté catholique dans les années soixante³¹¹.

Dès le début de son mandat, O'Neill annonça sa volonté de se lancer dans des réformes, de faire changer la province avec des « mesures imaginatives »³¹², tout en prenant le soin d'assurer que l'Irlande du Nord pourrait être réformée et modernisée sans pour autant mettre en danger l'union avec l'Angleterre ou la position du parti unioniste au sein du gouvernement. Néanmoins, si les nouveaux liens entre le Premier ministre et le mouvement syndical ainsi que le remplacement des industries traditionnelles (textile et construction navale) furent appréciés, ses propos sur la nécessité d'améliorer les relations intercommunautaires furent à l'origine de nombreux débats.

O'Neill avait tout intérêt à moderniser la Province et souhaitait également une modernisation de la sphère économique, les industries traditionnelles étant en déclin constant et donc à l'origine d'une hausse du chômage³¹³. Cependant, s'il réussit à attirer de nouvelles industries en Irlande du Nord, le taux de chômage resta tout de même élevé, la création de nouveaux emplois ne palliant pas les pertes dans les secteurs en déclin. Ces difficultés économiques furent accompagnées de difficultés politiques, avec l'émergence du parti travailliste d'Irlande du Nord (N.I.L.P.) qui, lui aussi, prônait l'union de l'Irlande du Nord et de l'Angleterre et attirait donc l'électorat protestant. De plus, avec l'arrivée d'Harold Wilson au pouvoir en Angleterre, le N.I.L.P. disposait d'un allié puissant mais également opposé à « un gouvernement protestant pour un peuple protestant »³¹⁴. O'Neill devint donc le premier des Premiers Ministres nord-irlandais à être confronté à un gouvernement britannique hostile au régime de Stormont, d'où la nécessité grandissante de moderniser la province et d'améliorer les relations intercommunautaires³¹⁵.

³⁰⁹ “*a Protestant government for a Protestant people*”. James Craig, In : Brewer, John, *Op. Cit.*

³¹⁰ Bruce, Steeve, *Op. Cit.* p. 69.

³¹¹ McKittick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 27.

³¹² “*imaginative measures*”. *Ibid.*

³¹³ *Ibid.* p. 28.

³¹⁴ James Craig, In : Brewer, John, *Op. Cit.*

³¹⁵ McKittick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 29.

Terence O'Neill fut également le premier chef unioniste à se soucier de l'image de l'Irlande du Nord dans le monde, le premier à vouloir en finir avec les vieilles querelles entre République d'Irlande et Irlande du Nord et surtout, le premier à vouloir mettre fin à la « guerre froide »³¹⁶ entre Belfast et Dublin. Aussi, l'invitation du *Taoiseach* Sean Lemass (Premier ministre de la République d'Irlande) à Stormont en 1965, fut une première étape vers la réconciliation puisque, depuis la création de l'Irlande du Nord en 1921, jamais les dirigeants des deux entités politiques ne s'étaient rencontrés. En parallèle avec la modernisation économique du Nord et de la République, le but commun de O'Neill et de Lemass devint de normaliser la situation entre le Nord et le Sud³¹⁷. L'initiative de O'Neill fut globalement bien accueillie et celui-ci se rendit à deux reprises à Dublin. Le journal unioniste *The Belfast Telegraph* soutenait même la politique de O'Neill avec enthousiasme. Par ailleurs, le ton emphatique du Premier ministre était remarquable et visionnaire : il appelait à la nouvelle fierté de la province et pensait essentiel de « convaincre de plus en plus de personnes que le gouvernement agis[sait] pour le bien de tous et pas seulement celui des électeurs unionistes »³¹⁸. Electoralement, cette politique réformiste valut au Parti unioniste le soutien de la population aux élections de 1965 ainsi qu'une opinion favorable reflétée dans les sondages.

Toutefois, même si l'initiative de rapprochement Nord/Sud fut globalement perçue comme un succès, O'Neill fut rapidement confronté à certains unionistes au sein de son parti qui n'approuvaient pas sa politique réformiste et en particulier à la désapprobation de Ian Paisley, connu à l'époque en tant que jeune fondamentaliste extrémiste et homme d'Eglise déjà doué pour vendre son image³¹⁹. Interviewé par Jim Dougal, pour le documentaire *Paisley, From Protest to Power*, Ian Paisley justifie son opposition à l'unionisme de Terence O'Neill :

[O'Neill] *made this public statement on an Orange platform that he would never be prepared to sit down with the leaders of this side of Ireland until they acknowledged our position within the UK. But that was a statement, and then, he went to this secret interview*³²⁰.

³¹⁶ Hutchinson, Wesley, *Op. Cit.* p. 133.

³¹⁷ McKittrick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 30.

³¹⁸ “to convince more and more people that the government is working for the good of all and not only those who vote unionist”. *Ibid.*

³¹⁹ McKittrick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 30.

³²⁰ Dougal, Jim, *Paisley, From Protest to Power*, UTV, Friday, October 22nd 2007. Transcript.

Site internet: <[http://www.u.tv/MediaPlayer/Paisley-From-Protest-To -Power/10389](http://www.u.tv/MediaPlayer/Paisley-From-Protest-To-Power/10389)>. Visionné le 25 octobre 2011. Au moment, de la rencontre entre Terence O'Neill et Sean Lemass, l'Irlande ne reconnaissait pas l'Irlande du Nord comme une partie intégrante du Royaume-Uni. Au contraire, les articles 2 et 3 de la constitution irlandaise adoptée en 1937 revendiquent le fait que l'ensemble de l'île forme un seul et unique

Même si les gestes de O'Neill envers la communauté catholique étaient timides, pour une partie de la population protestante l'initiative était trop importante, trop précoce et surtout, n'était pas dans la tradition unioniste³²¹. L'opinion de Paisley à l'égard de la politique de « *bridge-building* »³²² entre le Nord et le Sud de O'Neill fut évidemment méprisante, et celui-ci ne vit dans ces initiatives qu'une trahison du peuple protestant : « Il [O'Neill] nous a dit qu'il construisait un pont [entre Belfast et Dublin]. Un traître et un pont sont très similaires puisqu'ils passent tous deux de l'autre côté. »³²³

Cette désapprobation de la politique de O'Neill s'explique par la culture politique unioniste selon laquelle il est primordial de défendre l'union avec l'Angleterre. Suite à la création de l'Irlande du Nord en 1921, cette nécessité de défendre l'Union avait évolué en nécessité de défendre le parlement de Stormont grâce à la politique du Parti unioniste. De plus, la conviction que les catholiques représentaient l'ennemi majeur de l'Etat Libre d'Irlande s'était peu à peu imposée au sein de la communauté protestante et avait notamment été reflétée par la politique discriminatoire envers la communauté catholique des Premiers ministres Craigavon (1921-1940) et Brookeborough (1943-1963)³²⁴. A l'inverse de ses prédécesseurs, O'Neill disposait d'un programme politique en avance sur son temps et n'excluant pas la population catholique. Par conséquent, ceux qui percevaient le but de la politique unioniste plutôt comme la préservation de l'unité protestante et de son contrôle sur la province se sentirent trahis.

Durant le mandat de Terence O'Neill, Ian Paisley, encore inconnu de la scène politique, devint un opposant redoutable à l'unionisme réformiste du Premier ministre. En effet, si les quelques gestes conciliants de ce dernier envers les catholiques d'Ulster ne s'avèrent pas suffisants pour satisfaire les nationalistes, ils furent en revanche assez importants pour attiser la colère de Ian Paisley et de quelques autres militant loyalistes³²⁵. La politique de O'Neill représenta alors pour Paisley une formidable opportunité pour défendre l'unionisme traditionnel et surtout, se faire connaître sur la scène politique.

Après s'être opposé, dans un premier temps, à l'apostasie religieuse des Eglises protestantes, Paisley s'attaqua à la nouvelle politique de la province : il multiplia les

« *territoire national* ». Aussi, certains ministres unionistes s'étaient plaints, à l'époque, du fait que la rencontre s'était tenue en secret.

³²¹ *Ibid.* p. 31.

³²² Littéralement : « *construction de ponts* ». *Ibid.*

³²³ "He is a bridge builder he tells us. A traitor and a bridge are very much alike for they both go over to the other side". Ian Paisley, Janvier 1966, In : Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 120.

³²⁴ McKittrick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 31.

³²⁵ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 105.

protestations avec une organisation paramilitaire et mobilisa des centaines de protestants dans sa campagne vouée à faire tomber O'Neill³²⁶. La principale accusation que Paisley porta contre O'Neill fut que, selon lui, le Premier ministre était un « dictateur » qui trahissait les unionistes et envisageait l'ouverture des portes de la province à une armée catholique hostile³²⁷. Les premiers signes de danger pour Paisley étaient apparus dès la fin des années cinquante avec le développement du mouvement œcuménique qui prônait la réconciliation entre le catholicisme et le protestantisme. Paisley s'était alors déjà fait remarquer lors de l'incident de Ballymoney en 1958. Cette fois, en juin 1963, il protesta contre la mise en berne du drapeau à l'occasion de la mort du Pape Jean XXIII lors d'une manifestation illégale et dénonça « les éloges funèbres [...] faites à l'antéchrist romain de la part de chefs d'Eglises non catholiques défiant leurs propres croyances historiques »³²⁸. Cet incident lui valut de comparaître devant la justice pour avoir organisé une manifestation sans préavis et de payer une amende de cinq Livres.

Sur la scène politique, l'unionisme réformiste de Terence O'Neill traduisait donc un changement en faveur des nationalistes³²⁹. Pour Paisley, cette politique de rapprochement avec le Sud, les nationalistes, et donc l'Eglise catholique, ne pouvaient se faire qu'au détriment des principes unionistes et laissait présager une éventuelle réunification de l'île. Aussi, si le besoin d'une plateforme politique pour Paisley s'était déjà fait sentir au travers de ses manifestations dès le début des années soixante, c'est à la fin de l'année 1964 qu'il décida finalement d'entrer dans l'arène politique.

Lorsque le 14 janvier 1965, Sean Lemass rendit visite à Terence O'Neill à Stormont, Paisley fut le premier à réagir en jetant des boules de neige sur la voiture su *Taoiseach*. L'après-midi suivant cette rencontre, Paisley et deux de ses conseillers unionistes protestants (McCarroll et Duff) se rendirent à Stormont à bord d'une voiture arborant le drapeau d'Ulster. Ils entamèrent alors une manifestation de protestation face aux caméras de télévision et brandirent des pancartes portant l'inscription : « Pas de messe ni de Lemass », « A bas les traîtres » et « Un meurtrier de l'I.R.A. accueilli à Stormont »³³⁰. Clairement, Paisley et ses acolytes identifiaient le rapprochement entre

³²⁶ *Ibid.* p. 105. p. 106.

³²⁷ *Ibid.* p. 105.

³²⁸ “eulogies [...] being paid to the Roman antichrist by non-Romanist Church leaders in defiance of their own historic creeds”. Ian Paisley, In : Bruce, Steeve, *Op. Cit.* p. 73.

³²⁹ O'Neill, afin de faire comprendre à la population nord-irlandaise que l'unionisme, en sa personne, essayait de devenir plus ouvert, faisait des visites médiatisées dans les couvents et les écoles catholiques de la province. Hutchinson, Wesley, *Op. Cit.* p. 133.

³³⁰ “No Mass, No Lemass”; “Down with the Lundys”; “IRA murderer welcomed to Stormont”. Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 119. Par extension, « Lundys » a été traduit par « traîtres » ; pendant le siège de Derry en

O'Neill et Lemass comme celui du protestantisme et du catholicisme. De plus, en invitant Lemass à Stormont, O'Neill avait enfreint l'un des principes unionistes traditionnels que chaque Premier ministre en Irlande du Nord avait suivi à la lettre : il ne peut pas y avoir d'entente entre Belfast et Dublin tant que la République n'aura pas reconnu la position constitutionnelle de l'Irlande du Nord dans le Royaume-Uni³³¹. Paisley remit également une lettre de protestation au Premier ministre dont voici un extrait : « *By breaking your word and by acting without consulting the elected representatives of the Protestants of your country, you have adopted the tactics of a dictator and forfeited your right to be Prime Minister* »³³². En effet, dans un premier temps, la visite de Lemass n'avait pas été révélée à tous les membres du parti unioniste, ni aux membres de l'Ordre d'Orange. Cependant, les autres réactions unionistes à cette visite furent plus discrètes et les propos de O'Neill assurant que Lemass, en se déplaçant à Belfast, reconnaissait de facto la légitimité du parlement de Stormont, contribuèrent à rasséréner la communauté unioniste. Même le grand maître de l'Ordre d'Orange, Sir George Clark, approuva la rencontre et reconnut les bénéfices économiques potentiels d'une entente Nord – Sud³³³. Toutefois, si les dirigeants de l'Ordre d'Orange étaient devenus plus modérés au fil des années, la plupart de ses membres étaient restés conservateurs, hostiles au catholicisme, et interprétèrent l'entrevue O'Neill – Lemass comme plutôt dangereuse pour l'Union. Aussi, Paisley réalisa qu'il pourrait rallier les membres conservateurs à sa cause. Il sollicita donc rapidement l'appui de l'Ordre d'Orange à une pétition contre la politique de O'Neill. Il organisa également un rassemblement durant lequel il dénonça « la conspiration O'Neill – Lemass » et annonça que des candidats protestants s'opposeraient au Premier ministre lors des prochaines élections³³⁴.

En février 1965, O'Neill fut alors confronté au premier d'une longue série de piquets de grèves paisleyites. Le 25 février, le Premier ministre, qui avait été invité à tenir un discours au siège du Parti unioniste à Belfast, manqua de se faire assaillir par une foule

1689, le lieutenant colonel Robert Lundy fut accusé de trahison par les habitants de la ville pour avoir voulu se rendre aux forces du roi catholique Jacques II. Depuis, le mot « *Lundy* » est utilisé par la communauté protestante pour décrire quelqu'un trahissant la cause unioniste ou loyaliste.

³³¹ *Ibid.* p.118. Les articles 2 et 3 de la constitution irlandaise adoptée en 1937 revendiquaient le fait que l'ensemble de l'île formait un seul et unique « *territoire national* ». Les unionistes d'Irlande du Nord s'étaient toujours sentis offensés par ces deux articles qu'ils considéraient comme une revendication illégale. Ce ne sera qu'en 1998, selon les termes du Belfast Agreement, que la référence à un « *territoire national* » sera supprimée de la constitution Irlandaise.

³³² Ian Paisley, In: *Ibid.* p. 119.

³³³ *Ibid.* p. 119.

³³⁴ *Ibid.* p. 120.

de 2000 personnes menées par Paisley. Ce dernier aurait alors déclaré aux manifestants que O'Neill, soutenu par le *Belfast Telegraph*, avait déclaré la guerre aux loyalistes³³⁵.

Alors que 1965 s'achevait, Ian Paisley, encouragé par un bon résultat aux élections à Stormont en octobre de la même année, semblait toutefois être le seul à protester contre la politique d'O'Neill. Sa pensée politique, résumée dans un article du *Revivalist*³³⁶ après la rencontre entre O'Neill et Lemass avait donc su séduire une part de l'électorat unioniste:

*It is quite evident that the ecumenists both political and ecclesiastical are selling us. Every Ulster Protestant must unflinchingly resist these leaders and let it be known in no uncertain manner that they will not sit idly by as these modern Lundys pursue their policy of treachery. Ulster expects every Protestant in this hour of crisis to do his duty*³³⁷.

Le rapprochement entre le Nord et le Sud, entre O'Neill et la communauté catholique, ainsi que la volonté du Premier ministre de faire admettre les catholiques au sein du Parti unioniste³³⁸ déplurent de plus en plus aux loyalistes et certains devinrent de plus en plus enclins à agir de manière militaire au lieu de poursuivre une simple opposition politique³³⁹. Par conséquent, l'un des partisans de Paisley, Noel Doherty, proposa de rassembler tous les opposants de O'Neill avec la création d'un Comité de Défense de la Constitution d'Ulster (*Ulster Constitutional Defense Committee – U.C.D.C.*). Paisley, qui fut nommé d'office à la tête du comité, ainsi que les douze autres membres du conseil, « les apôtres », firent le serment, en tant que patriotes protestants, de défendre l'Union et la monarchie protestante³⁴⁰. Le comité fut rapidement inondé de demandes d'adhésion, si bien que Paisley décida de former une organisation paramilitaire : les Volontaires Protestants

³³⁵ *Ibid.* p. 121. Les loyalistes comme Paisley sont loyaux envers la province d'Ulster et la couronne d'Angleterre. Ils appartiennent à la communauté protestante d'Irlande du Nord et leur action vise à préserver le gouvernement protestant et la majorité protestante en Irlande du Nord afin d'éviter toute réunification avec l'Irlande. Le loyalisme apparaît alors comme un dérivé du fondamentalisme protestant, l'ennemi des loyalistes étant le catholicisme. Il existe toutefois une autre forme de loyalisme en Ulster : les loyalistes loyaux à l'Angleterre qui ne s'opposent pas aux discussions pacifiques avec les nationalistes. Les loyalistes sont donc souvent affiliés à un parti unioniste plus ou moins radical. Moore, Ronnie, Sanders, Andrew. "Nationalism and Conspiracy Ideology in Ulster Loyalism", *Anthropology Today*, Volume 18, N°6, Décembre 2002. Site Internet : <blackwell-synergy.com>. Consulté le 12 décembre 2005.

³³⁶ Parce que les médias locaux étaient plutôt hostiles à Paisley, en 1966, l'imprimeur Noel Doherty, partisan de Paisley, fit en sorte que le journal *The Revivalist* puisse servir à faire connaître les messages de Paisley, tant politiques que religieux. Ainsi, le journal servit dans un premier temps à diffuser les messages de l'Eglise Presbytérienne Libre, puis les messages politiques de Paisley. (Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 122)

³³⁷ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 121.

³³⁸ Seuls les protestants avaient le droit de faire parti du Parti unioniste.

³³⁹ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 122.

³⁴⁰ *Ibid.* p. 123.

d'Ulster (*Ulster Protestant Volunteers* – U.P.V.)³⁴¹. Sous la tutelle de l'U.C.D.C., l'U.P.V. s'organisa peu à peu en branches et en divisions dans les différents comtés d'Ulster. L'adhésion à l'U.P.V. était strictement réservée aux protestants et les catholiques n'étaient évidemment pas admis. Les membres de l'organisation étaient souvent extrémistes ; aussi, il n'est pas surprenant que des *B-special* furent engagés au sein du groupe. Durant les années qui suivirent, l'U.P.V. attira notamment les membres de l'Ordre d'Orange et du Parti unioniste qui s'opposaient à leurs dirigeants (tout comme l'Eglise Presbytérienne Libre attira à l'époque de sa création les presbytériens dissidents)³⁴². Peu à peu, l'U.P.V. s'avéra être une aide précieuse dans le développement de la carrière politique d'Ian Paisley ; avec dix-sept divisions dans le Nord et ses centaines de membres, l'organisation procura à Paisley une « machine à collecter les votes »³⁴³ qu'il pourrait transformer par la suite en parti politique.

C'est également en 1966 que la véritable bataille politique entre O'Neill et Paisley commença et que ce dernier lança sa campagne : « *O'Neill must go !* ». La tâche de Paisley fut d'autant plus aisée que les unionistes conservateurs au sein du Parti unioniste commençaient à s'opposer à la politique de O'Neill. En effet, Sir Knox Cunningham (député à Westminster pour South Antrim) tint de nombreux discours d'opposition à O'Neill à la fois en public et au sein du conseil du Parti unioniste. Les opposants loyalistes de O'Neill protestaient quant à eux contre ce qu'ils interprétaient comme les faiblesses du gouvernement, puisque tout événement célébrant la culture nationaliste, catholique ou républicaine devait, selon eux, être dénoncé et opposé³⁴⁴.

La commémoration du cinquantième anniversaire du soulèvement de Pâques en avril 1966 fut une nouvelle occasion pour Ian Paisley de s'opposer au gouvernement de Terence O'Neill. Alors qu'une douzaine de défilés étaient prévus dans les quartiers nationalistes, 10.000 *B-spécial* furent mobilisés et le gouvernement prit de nombreuses autres mesures de sécurité pour cet événement qualifié de « menace de l'I.R.A. » et relevant d'un état d'« alerte maximale »³⁴⁵ par le *Belfast Telegraph*. Gerry Adams, aujourd'hui Président du *Sinn Féin*, explique cette attitude défensive sous un éclairage républicain, par la mentalité de siège des unionistes d'Irlande du Nord :

³⁴¹ L'organisation de Paisley avait un lien historique avec l'*Ulster Volunteer Force* (U.V.F.) de Sir Edward Carson. L'U.V.F., une milice armée constituée d'unionistes, fut formée en 1911 afin de défier le gouvernement et le parlement britanniques dans leur tentative d'imposer le «*home rule*» en Irlande et donc de mettre fin à l'administration directe de Westminster sur l'île («*direct rule*»).

³⁴² Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 122.

³⁴³ «*a vote collecting machine*». *Ibid.* p. 124.

³⁴⁴ Bruce, Steeve, *Op. Cit.* p. 76.

³⁴⁵ «*full scale alert and IRA threat*», Adams, Gerry, *Op. Cit.* p. 59.

*The North remained under a permanent state of emergency. [...] The unionist instinct was to rise to any hint of threat and to ban parades by Catholics. They also experienced a geographical and constitutional insecurity, fearing that they would be gobbled up by nationalist Ireland*³⁴⁶.

Le défilé républicain le plus important devait se tenir à Belfast le dimanche 17 avril. Ian Paisley s'en prit alors au Premier ministre, qui ne prévoyait pas de l'interdire, et annonça une manifestation de protestation sous la bannière de l'U.C.D.C. qui se déroulerait en même temps que le défilé républicain et dont l'itinéraire passerait par le point de rassemblement des républicains³⁴⁷. Le but de la manifestation paisleyite était clairement de provoquer, d'une part la communauté catholique, mais également le Premier ministre. De plus, les loyalistes présentaient l'autorisation des défilés républicains par le gouvernement comme la tolérance de réunions de « rebelles nationalistes » et, donc, comme les premiers signes de faiblesse qui encourageraient ces rebelles dans leur campagne de destruction de la province³⁴⁸. La manifestation paisleyite du 17 avril 1966 fut le premier exemple de la stratégie qu'allait développer Paisley deux ans plus tard, lors des mouvements pour les droits civiques : l'organisation de « contre-manifestations ».

Selon le Premier ministre, l'attitude provocante de Paisley relevait de l'intolérance et du mépris de l'autorité établie. Aussi compara-t-il, lors d'un débat à Stormont, le paisleyisme à l'idéologie nazie:

*To those of us who remember the Thirties, the pattern is horribly familiar. The contempt for established authority; the crude and unthinking intolerance; the emphasis upon monster processions and rallies; the appeal to a perverted form of patriotism: each and every one of these things has its parallel in the rise of Nazis to power*³⁴⁹.

L'action politique de Paisley fit donc l'objet, dès le départ, de sévères critiques. Curieusement, la comparaison entre paisleyisme et nazisme n'eut pas un impact négatif sur la politique de Ian Paisley mais a plutôt contribué à renforcer le lien entre paisleyisme et unionisme traditionnel. En effet, tous les dirigeants unionistes de Craigavon à Brookeborough avaient été accusés, en leur temps, de fascisme par le camp républicain ; ainsi, la comparaison faite entre l'action politique de Paisley et le fascisme plaça *de facto*

³⁴⁶ Adams, Gerry, *Ibid.* p. 60.

³⁴⁷ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 130.

³⁴⁸ Bruce, Steeve, *Op. Cit.* p. 76.

³⁴⁹ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 131.

O'Neill dans le camp républicain, tandis qu'elle positionnait Paisley dans celui de loyalistes historiques³⁵⁰.

Progressivement, la carrière politique de O'Neill sembla être mise en danger, notamment par la division du parti unioniste entre les pro-O'Neill et les anti-O'Neill. En août 1966, le Premier ministre rassura les membres de son parti au sujet de sa politique qui n'avait d'autre but, assura-t-il, que celui de protéger le protestantisme et la constitution de la Province. En septembre, toutefois, il devint clair que tous les membres du parti ne lui faisaient pas confiance : des pétitions à son encontre se mirent à circuler et il sembla alors que le Premier ministre pourrait être délogé de son poste. Par ailleurs, O'Neill était soumis à la pression politique du Premier ministre britannique Harold Wilson qui demandait une accélération des réformes démocratiques en Ulster. Un sondage mené en juillet 1966 par l'université de Lancaster révéla qu'un protestant sur cinq en Ulster (200.000 personnes) s'opposait à la politique du Premier ministre nord-irlandais.³⁵¹ Ce dernier se retrouva donc dans la situation délicate d'être pris entre les revendications d'une partie du peuple nord-irlandais, celles des membres de son propre parti qui n'approuvaient pas sa politique, et celles du gouvernement travailliste de Westminster qui le poussait à accélérer les réformes démocratiques en faveur de la population catholique.

Contrairement à Terence O'Neill, l'année 1967 procura à Paisley les signes encourageants d'un soutien politique grandissant. En décembre, un sondage publié dans le *Belfast Telegraph* indiqua qu'une partie importante de la population nord-irlandaise soutenait les protestations paisleyites anti-O'Neill, si bien qu'en février 1968, Paisley se sentit suffisamment en confiance pour annoncer que l'U.C.D.C. se présenterait aux prochaines élections à Westminster et qu'un candidat unioniste protestant s'opposerait à O'Neill pour le siège de Bannside.

A Pâques de la même année, de nouveaux avertissements de la part de l'U.P.V., qui menaçait encore une fois de mener une manifestation d'opposition contre la commémoration républicaine du soulèvement de Pâques, amenèrent le gouvernement à interdire le défilé républicain. Une fois de plus, la stratégie de la contre-manifestation avait atteint son but, d'une part en forçant le gouvernement à entrer en confrontation avec les catholiques, et d'autre part en établissant un type d'action qui dominerait les douze prochains mois³⁵². Peu à peu, l'action coordonnée de l'U.C.D.C. et de l'U.P.V. sembla

³⁵⁰ *Ibid.* p. 133.

³⁵¹ *Ibid.*

³⁵² Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 151.

placer Paisley dans une position politique dominante (bien qu'il ne fasse pas partie du gouvernement) et lui fit gagner la confiance de la plupart des protestants fondamentalistes (opposés à O'Neill) au sein du parti unioniste.

L'impasse dans laquelle se trouvait O'Neill ainsi que la concurrence politique à laquelle il était confronté s'aggravèrent d'ailleurs de façon préoccupante avec le développement du mouvement pour les droits civiques durant les dernières années de son mandat.

3. *L'opposition au mouvement pour les droits civiques*

Dès 1963, la Campagne pour la Justice Sociale (*Campaign for Social Justice*), le Parti travailliste d'Irlande du Nord et la Campagne Britannique pour la Démocratie (*British Campaign for Democracy*) avaient commencé à faire pression sur Terence O'Neill pour faire accélérer les changements sociaux en faveur des catholiques d'Irlande du Nord. La campagne de ces différentes organisations faisait notamment écho aux nouvelles demandes formulées par une classe moyenne catholique émergente. Pour la première fois depuis les années vingt, la communauté catholique avait pour but de réformer le gouvernement de la province et non de le renverser³⁵³. Cependant, la pression exercée sur le gouvernement de Terence O'Neill se transforma vite en contestation. Lorsqu'elle fut créée en 1967, la N.I.C.R.A. (*Northern Irish Civil Rights Association*) tenta d'apparaître modérée dans ses méthodes et ses demandes. Alors que l'organisation s'était au départ opposée à l'organisation de manifestations et s'inquiétait de la confrontation avec les protestants, elle céda finalement à la pression de la communauté catholique qui appelait à l'action. Une stratégie de protestations non-violentes articulées autour de demandes politiques visant à rétablir l'égalité entre citoyens catholiques et protestants fut alors adoptée. Cependant, même si les membres de l'association tentaient de formuler leurs demandes de façon non sectaire et tentaient d'ouvrir le dialogue avec les protestants, chacune de leurs demandes représentait une menace pour les intérêts unionistes. Les unionistes furent inévitablement alarmés par les revendications de la N.I.C.R.A., notamment par la demande de démantèlement des *B-Special* et d'abolition du *Special Power Act*, qui représentaient, selon eux, deux moyens d'empêcher l'absorption de l'Ulster dans une République d'Irlande réunifiée³⁵⁴. Certains, tels que des ministres de Stormont, des membres du R.U.C., ou encore Ian Paisley, interprétaient, quant à eux, la protestation non-violente catholique

³⁵³ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 153.

³⁵⁴ *Ibid.* p. 153.

comme un complot de la part de l'I.R.A. dont le but était de provoquer une rébellion. Pour Ian Paisley, en effet, le mouvement pour les droits civiques était le fruit d'une conspiration catholique et républicaine contre l'Ulster³⁵⁵ et personne d'autre ne fut aussi habile que lui pour réussir à faire apparaître les demandes de la N.I.C.R.A. comme une menace pour le protestantisme³⁵⁶. Sa stratégie, qui consistait à entrer en confrontation avec les manifestations pour les droits civiques (tandis que O'Neill et ses ministres tentaient de les apaiser) lui valut de convertir d'autres loyalistes à sa cause³⁵⁷. Les événements de l'année 1968 illustrent d'ailleurs bien cette stratégie visant à provoquer la communauté catholique. En effet, comme le souligne Gerry Adams:

*As Catholics began to seek their civil rights, [...] a dynamic reaction to demands for democratisation was building up within loyalism – a reaction which, if not led by Ian Paisley, was certainly incited by him*³⁵⁸

Paisley, qui n'avait que le soutien des fondamentalistes religieux jusque-là, réussit alors à rallier un nombre plus important de loyalistes à sa cause politique.

Durant l'été 1968, la pression de la communauté catholique sur la N.I.C.R.A. afin que celle-ci intensifie sa campagne devint plus intense. A Derry, le comité d'action pour le logement (*Housing Action Committee*) protesta contre l'attribution biaisée de logements par la corporation unioniste qui en était chargée. Ainsi, à Caledon, le club républicain local, soutenu par le député nationaliste Austin Currie, organisa l'occupation d'une maison qui avait été injustement attribuée au secrétaire célibataire d'un candidat unioniste au Parlement (alors que des familles catholiques entières étaient dans l'attente d'un logement). Lorsqu'ils furent chassés par le R.U.C., la Campagne pour la Justice Sociale décida d'organiser une manifestation de protestation le 24 août pour laquelle la N.I.C.R.A. accepta de donner son soutien. Deux unités de l'U.P.V. décidèrent alors d'organiser une contre-manifestation à Tyrone-Est (où la manifestation devait avoir lieu) qui emprunterait le même itinéraire que la manifestation pour les droits civiques dans le seul espoir de provoquer l'interdiction de cette dernière par le gouvernement. Pour la première fois, le gouvernement n'agit pas comme l'U.P.V. l'avait prévu : la manifestation nationaliste ne fut pas interdite. L'U.P.V. ne se découragea pas pour autant et menaça le député unioniste local, John Taylor, de provoquer des affrontements si la manifestation de la N.I.C.R.A.

³⁵⁵ Dougal, Jim, *Paisley, From Protest to Power*, Op. Cit.

³⁵⁶ *Ibid.* p. 154.

³⁵⁷ *Ibid.* p. 155.

³⁵⁸ Adams, Gerry, Op. Cit. p. 60-61.

n'était pas annulée³⁵⁹. Lorsque les manifestants pour les droits civiques arrivèrent à Dungannon, ils furent bloqués par un contingent de policiers les empêchant de poursuivre l'itinéraire initialement convenu. Derrière les policiers se trouvait une foule de loyalistes chantant avec provocation « *God Save the Queen* ». Parce que les nationalistes lancèrent leurs pancartes contre les forces de police, le journal *Protestant Telegraph*³⁶⁰ associa à tort la manifestation pour les droits civiques à une commémoration du massacre de la Saint Barthélemy, en 1572, dont l'anniversaire était le 24 août et durant lequel des centaines de huguenots français furent massacrés par des catholiques : « *This year it was celebrated in Dungannon by a Civil Rights march that almost ended in the rebel marchers attacking the police* »³⁶¹ Le journal en profita également pour lancer un avertissement à ceux qui tenteraient d'imiter les manifestants : « *The policy of the UCDC through the UPV, has been and will continue to be confront the enemy at every opportunity* »³⁶².

Suite à cet événement et grâce à la création de l'U.C.D.C. et de l'U.P.V., l'action de Paisley prit une dimension de plus en plus politique et lui permit également d'obtenir des contacts avec une partie de la presse, lui permettant de faire connaître son action. C'est en effet grâce à ces deux organisations qu'il put rallier à lui les opposants de Terence O'Neill et donc faire valoir ses opinions politiques. Toutefois, sa stratégie d'action, notamment au travers de l'U.P.V., fut rapidement liée à la provocation et à la violence, ce qui le distinguait du pouvoir politique établi dans la province. La manifestation de Dungannon allait en effet par la suite devenir le modèle de toutes les autres manifestations s'opposant à celles pour les droits civiques. Aussi, l'U.P.V. tenterait de présenter les catholiques comme une coalition de nationalistes et de républicains³⁶³ dont le but était de détruire le territoire protestant et qui n'aspiraient à rien d'autre qu'à la réunification de l'Irlande et à la domination catholique. Pourtant, l'un des chefs du mouvement pour les droits civiques en Irlande du Nord, John Hume, insiste encore

³⁵⁹ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 156.

³⁶⁰ Le *Protestant Telegraph*, fut créé en 1966 par Noel Doherty afin de contourner la presse locale et faire connaître les idées de Paisley auprès de la population loyaliste. Comme le remarquent Moloney et Pollack, le journal devint rapidement un exutoire pour la bigoterie, l'insécurité, et la violence latente. (Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 126)

³⁶¹ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 156.

³⁶² *Ibid.*

³⁶³ Dans le contexte politique nord-irlandais, le terme « républicain » renvoie à une personne soutenant l'usage de la force par des groupes paramilitaires dans le but d'établir une Irlande réunifiée ; contrairement aux républicains, les nationalistes (qui souhaitent également voir l'Irlande réunifiée) ne soutiennent pas l'action des groupes paramilitaires républicains et optent pour une action politique et totalement pacifique.

aujourd'hui sur le caractère totalement pacifique des manifestations de la N.I.C.R.A. à la fin des années soixante³⁶⁴.

Après la manifestation de Dungannon, Ian Paisley décida d'intensifier ses activités protestataires et ses menaces de contre-manifestation afin de forcer le gouvernement à limiter, modifier ou interdire l'itinéraire des manifestations au sein des quartiers protestants. Quant aux manifestants pour les droits civiques, leur ressentiment allait être accentué par l'habitude du R.U.C. d'ignorer les foules paisleyites et de désigner les nationalistes comme les auteurs de trouble³⁶⁵. De plus, leurs tentatives d'obtenir l'égalité politique par des moyens pacifiques allaient être de plus en plus contrées par un appareil politique unioniste influencé par Ian Paisley.

Le 5 octobre 1968, à Londonderry, une nouvelle manifestation de la N.I.C.R.A. provoqua de violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre. Les affrontements gagnèrent le quartier du Bogside, et 77 civils furent transportés dans un état critique à l'hôpital. Les répercussions de cette émeute ne se limitèrent pas aux frontières de la province ; en Angleterre, les images de violences commises par les forces de police horrifièrent la population. Pour Paisley l'occasion se présenta pour s'en prendre une fois de plus à la politique de O'Neill et la « folie de sa politique d'apaisement »³⁶⁶. Il déclara ainsi dans le *Protestant Telegraph* :

*The bared teeth of the fox of Romanism have been seen at the weekend in the city of Londonderry, and remember this, that when Rome comes from a place of minority to equality and then to a place of majority, she's like a tiger ready to tear her prey to pieces.*³⁶⁷

Un mois plus tard, Paisley annonça que cette manifestation n'était que « le prélude à la recrudescence de l'I.R.A. »³⁶⁸ L'utilisation du langage de la peur avait déjà été une stratégie adoptée par Paisley dans le domaine religieux afin de rallier à lui plus de fidèles ; à présent il en faisait également usage dans le domaine politique pour les mêmes fins.

Progressivement, les événements échappèrent totalement au contrôle du gouvernement unioniste : le parti nationaliste démissionna de sa position d'opposition officielle à Stormont en protestation aux événements à Londonderry et s'en remit au Premier ministre britannique, Harold Wilson, pour faire pression sur le gouvernement de

³⁶⁴ Hume, John, An address to the University College of Cork, 9 octobre 2006.

³⁶⁵ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p 157.

³⁶⁶ "the folly of his appeasement policy". Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 158.

³⁶⁷ *Ibid.*

³⁶⁸ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 161.

Terence O'Neill et accélérer les réformes sociales. Le 22 novembre 1968, O'Neill annonça un ensemble de réformes qui s'avérèrent finalement trop limitées pour satisfaire les nationalistes et trop importantes pour certains unionistes qui ne voulaient rien céder aux catholiques³⁶⁹. De son côté, l'U.P.V., alla jusqu'à faire un appel aux armes :

In face of these present awful and terrible events, when one by one the lights of freedom are going out, we, the members of the UPV, beseech you, our loyal brethren, for the sake of God, our country and our children, to [...] defend our constitution and liberty. He, that would be free must strike the first blow³⁷⁰.

Le ton de cet extrait de discours par l'organisation paramilitaire protestante évoque irrévocablement celui de Ian Paisley. Tous les éléments des discours du chef politique s'y trouvent : l'appel direct à la population protestante, la référence religieuse et une référence historique avec la reprise d'une célèbre citation de l'abolitionniste Frederick Douglass : « *He who would be free must strike the first blow* », ayant pour but d'associer ce qu'il pense être l'oppression de la communauté protestante d'Ulster par les catholiques à l'esclavagisme.

La manifestation suivante de la N.I.C.R.A., qui était prévue pour le 30 novembre 1968 à Armagh fut a nouveau le terrain fertile à l'action provocante de Ian Paisley. L'U.C.D.C. planifia donc d'« agir de façon appropriée »³⁷¹ si la manifestation n'était pas annulée et, parce que Paisley disposait d'un nouvel allié au Parlement, William Craig (un opposant de O'Neill), la contre-manifestation annoncée par l'U.C.D.C. ne fut pas interdite.

Comme le montre cette affiche des « défenseurs de l'Ulster », les opposants à la manifestation de la N.I.C.R.A. recommandèrent aux habitants d'Armagh de faire évacuer les femmes et les enfants de la ville le 30 novembre et s'octroyèrent par-là l'autorité des forces de l'ordre. Cet « avertissement amical » s'achève avec le slogan « *O'Neill must go* », ce qui laisse peu de place au doute quant à son origine³⁷².

³⁶⁹ *Ibid.* p. 162.

³⁷⁰ *Ibid.*

³⁷¹ « *appropriate action* ». *Ibid.* p. 163.

³⁷² La campagne « *O'Neill must go* » fut lancée par Ian Paisley en 1966.



Source : http://www.rte.ie/laweb/ll/ll_t11j.html

Les forces de police, qui considéraient l'action d'Ian Paisley comme « menaçante et agressive »³⁷³ prirent leurs dispositions afin de stopper la contre-manifestation. Durant la manifestation, les paisleyites, et Paisley lui-même, étaient tous armés de matraques, ce qui démontre bien que l'action de Paisley prenait à présent une tournure violente. Parce qu'ils avaient réussi à contourner le blocage de la police, cette dernière n'avait d'autre option que de stopper les manifestants de la N.I.C.R.A., qui acceptèrent de mettre fin à leur manifestation, évitant ainsi tout débordement³⁷⁴.

Austin Currie, membre actif de la N.I.C.R.A. pendant le mouvement pour les droits civiques et l'un des pères fondateurs du S.D.L.P., parle d'une journée de « tension terrible »³⁷⁵ pendant laquelle « [il] y aurait pu y avoir de sérieuses confrontations »³⁷⁶ et où « des gens auraient pu perdre la vie »³⁷⁷.

Au cours de cet événement, les méthodes violentes et agressives d'Ian Paisley furent exposées aux yeux de tous : indéniablement, lui et son organisation paramilitaire, l'U.P.V., adoptaient des procédés terroristes pour imposer leurs idées. Pourtant, Ian Paisley, interviewé par John O'Donogue quelques jours plus tard, se défendit de tout acte de violence et exposa les motivations de sa présence à Armagh.

³⁷³ “aggressive and threatening”. Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 163.

³⁷⁴ *Ibid.*

³⁷⁵ “terrible tension”. Dougal, Jim, *Paisley, From Protest to Power, Op. Cit.*

³⁷⁶ “[there] could have been extremely serious confrontation”. *Ibid.*

³⁷⁷ “people could have lost their lives”. *Ibid.*

John O'Donogue: *"Ian Paisley, what exactly are you trying to do with your organisation and your movement?"*

Ian Paisley: *"We are trying to preserve the Ulster Constitution as set in the Ireland Act of 1920 and to maintain ourselves as an integrant part of the UK [...]. And we believe that the British Constitution is a Protestant Constitution giving to us all our privileges and liberties [...]"³⁷⁸.*

Ici résonnent les paroles du Premier ministre Brookeborough qui parlait de Stormont comme d' « un Parlement protestant pour un peuple protestant ». Cet ancrage dans le passé politique de la province permet ici à Ian Paisley de s'inscrire dans la tradition de l'unionisme conservateur et d'apparaître ainsi comme celui qui propose d'entretenir la flamme de l'unionisme traditionnel. Ces propos font d'ailleurs réagir le journaliste John O'Donogue, qui décide d'aborder, sans le mentionner, le statut des citoyens catholiques en Irlande du Nord :

John O'Donogue: *"You say 'privileges'. Does that not mean that in fact you're setting two kinds of citizenship where you have the privileges and others don't?"*

Ian Paisley: *"Oh no no! Protestantism is not Romanism. Romanism when she is in the majority would deny the Protestants the liberties that they should have"³⁷⁹.*

Ian Paisley accuse ici la religion catholique romaine de priver les individus de leur liberté ; pourtant, c'est précisément ce que pratiquait le régime protestant de Stormont envers la communauté catholique d'Irlande du Nord à cette époque, selon Gerry Adams. Comme le remarque ce dernier, « le refus de droits démocratiques fondamentaux »³⁸⁰ était un traitement auquel Ian Paisley et la communauté protestante n'auraient pas toléré d'être soumis. Par ailleurs, plus tard dans l'interview, le journaliste ne manque pas d'aborder l'attitude défensive, voire provocatrice de Ian Paisley et des membres de l'U.P.V. et de l'U.C.D.C. lors de leur contre-manifestation à Armagh :

John O'Donogue: *"What can you say Dr Paisley to the charge that you, as a man of God, should not be seen with a group of [armed] people [...] and with a stick yourself?"*

Ian Paisley: *"Well, first of all, I carried a stick on Saturday because the stick was presented to me by the loyalists of that area and it has always been a custom here for loyalists to be presented with a black [...] stick and it would have been an insult to the*

³⁷⁸ RTÉ News: *Seven Days*, RTÉ, 3 December 1968. Transcript. Site Internet: http://www.rte.ie/laweb/ll/ll_t11j.html. Consulté le 15/02/2012.

³⁷⁹ *Ibid.*

³⁸⁰ "denial of elementary democratic rights", Adams, Gerry, *Op. Cit.*, p. 91.

people that presented me with the stick if I had ignored the presentation and if I had not carried it. I didn't carry the stick as a weapon. [...] I never have condoned a carrying of arms or the use of arms or any type of violence against Roman Catholics or anyone else. But I believe that when Protestants are attacked, they have got to defend themselves, and we were told by the police in Armagh that we would be attacked and naturally when people are told they are going to be attacked they are going to do their best to defend themselves!"³⁸¹.

Le dernier argument ici énoncé par Ian Paisley contredit ce qu'il a tenté de prouver précédemment, c'est-à-dire le fait qu'il n'était pas venu à Armagh en position de force, et qu'il n'était pas muni d'une arme. En effet, cette dernière phrase démontre que l'U.P.V et l'U.C.D.C. s'étaient rendu armés à Armagh dans le but de se défendre d'une attaque éventuelle des manifestants de la N.I.C.R.A. La mentalité de siège des unionistes et des protestants d'Ulster encourage incontestablement ce type de comportement dans la mesure où toute revendication de la part de la communauté catholique est perçue comme une menace pour l'ascendant des protestants au sein de la province, même lorsqu'il s'agit de demandes démocratiques. Finalement, la justice trancha la question en condamnant Ian Paisley à trois mois de prison ferme, suite à la contre-manifestation d'Armagh.

4. La chute de O'Neill et l'ascension de Paisley

En janvier 1969, une crise politique au sein du Parti unioniste offrit à Paisley la première opportunité d'afficher son succès politique grandissant. Suite à la pression du gouvernement britannique pour mettre fin aux violences intercommunautaires qui frappaient la province, O'Neill décida d'établir une commission d'enquête : la commission Cameron. Trois jours plus tard (le 23 janvier 1969), Brian Faulkner, un opposant majeur à la politique de O'Neill, se retira du gouvernement afin de protester contre « la manœuvre politique »³⁸² du Premier ministre pour constituer la commission d'enquête. Son allié politique, Bill Morgan, démissionna du gouvernement le lendemain et, une semaine plus tard, douze autres députés dissidents réclamèrent la démission d'O'Neill. Leurs plaintes faisaient alors écho à l'opposition de Paisley à la politique du Premier ministre. O'Neill n'avait donc d'autre solution que celle d'annoncer une élection générale. Cette dernière se tiendrait le 24 février. Ainsi commença la véritable division de l'unionisme entre unionistes réformateurs et modérés et unionistes conservateurs. Suite à ces événements, Paisley s'empressa d'organiser un ralliement à Belfast au cours duquel il annonça officiellement sa volonté d'intégrer la scène politique en s'opposant à O'Neill pour le siège

³⁸¹ *RTÉ News: Seven Days, Op. Cit.*

³⁸² Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 171.

de Bannside aux prochaines élections. Cinq autres membres paisleyites (tous membres de l'Église Presbytérienne Libre) se présentèrent en tant qu'unionistes protestants. Leur manifeste était un mélange d'unionisme traditionnel sans compromis et de populisme appelant au droit, à l'ordre et à la mobilisation des *B-Special* dans le but de contrer les manifestations pour les droits civiques. O'Neill remporta tout de même le siège de Bannside mais avec seulement 7745 voix, Paisley occupant la seconde place avec 1414 voix de moins³⁸³. C'est néanmoins bien à partir de ces élections que Paisley s'imposa politiquement et commença à être considéré comme une véritable alternative à l'unionisme modéré. Ce premier succès peut être attribué au contexte du mouvement pour les droits civiques qui permit à Paisley de s'attirer les votes d'une population protestante inquiète de perdre son ascendant. La clé de son succès politique fut également que lui seul dénonça haut et fort, publiquement, de manière ferme et parfois violente, ce que beaucoup d'autres protestants et unionistes voulaient aussi dénoncer dans la politique de O'Neill.

Suite aux élections, lorsque le parti unioniste se réunit à Stormont, O'Neill se trouva une nouvelle fois confronté à ses opposants au sein du parti, pour qui les demandes nationalistes étaient inacceptables. Puis, suite à l'explosion de cinq bombes en mars et avril 1969, dont l'I.R.A. fut immédiatement tenue responsable, O'Neill démissionna de son poste de Premier ministre.

Avant même de fonder son parti, le D.U.P., Ian Paisley avait donc déjà développé un type d'action politique violent qui lui était propre : les rassemblements de protestation, les contre-manifestations et la menace de troubler l'ordre public. Aussi, nombreux furent ceux à le tenir responsable des « Troubles » en Irlande du Nord. Ses appels à une action militante et souvent violente, qui furent relayés par l'U.C.D.C. et par l'U.P.V., notamment durant les années soixante, démontrèrent d'ailleurs que de plus en plus de personnes devenaient réceptives à son message politique et religieux et étaient prêtes à s'engager dans la lutte contre les unionistes modérés, la communauté catholique et les paramilitaires républicains. De plus, le lien entre le protestantisme évangélique, l'action politique de Paisley et la violence politico-religieuse devint de plus en plus évidente. En effet, comme le remarque à juste titre Paul Dixon, « une connexion évidente est souvent perçue entre la rhétorique politique agressive, l'idéologie d'un parti et la violence politique ».³⁸⁴

³⁸³ *Ibid.* p. 171-174.

³⁸⁴ "A clear connection is often perceived between aggressive political rhetoric, party ideology and political violence." Dixon, Paul, *Northern Ireland, The Politics of War and Peace*, 2nd edition, Hampshire: Palgrave Macmillan, 2008. p. 46.

C. La création et les objectifs du D.U.P.

L'action politique violente de Ian Paisley à la fin des années 1960 lui valut d'être tenu en partie responsable de la situation préoccupante dans laquelle la Province nord-irlandaise fut plongée. Néanmoins, Paisley continua de s'opposer aux Premiers ministres nord-irlandais qui succédèrent à Terence O'Neill : James Chichester Clark, puis Brian Faulkner. Ces derniers firent en effet l'objet de violentes attaques de la part du chef de l'Eglise Presbytérienne Libre qui sut ainsi tirer profit du chaos dans lequel était plongée l'Irlande du Nord pour former son propre parti : le *Democratic Unionist Party* (D.U.P.). Ce dernier proposerait à l'électorat unioniste une alternative plus radicale à l'U.U.P. En plus du caractère radical du D.U.P., cette partie tentera de démontrer qu'il existe un lien significatif entre le parti et l'Eglise de Ian Paisley. Aussi, il sera nécessaire d'établir en quoi le statut de Paisley au sein du D.U.P. se distingue de celui des chefs des autres partis et résulte de son autorité de chef religieux.

Après la démission de Terence O'Neill en avril 1969 et l'arrivée de James Chichester Clark au poste de Premier ministre, la situation de violence dans laquelle la province était déjà plongée ne cessa de se dégrader. Durant l'été, une période de l'année particulièrement tendue à cause des traditionnels défilés orangistes, les confrontations intercommunautaires prirent une ampleur plus importante et de violentes émeutes opposèrent les communautés catholique et protestante à travers la province. C'est à ce moment-là que Ian Paisley commença à montrer des signes d'opposition envers la politique vacillante de Chichester Clark.

Le 12 août 1969, « la bataille du Bogside », plongea l'Ulster dans le chaos. Alors que le défilé des *Apprentice Boys* (commémorant le siège de Derry en 1689) s'aventurait dans le quartier du Bogside (une enclave catholique près du centre de Derry) des affrontements violents entre catholiques et loyalistes ne tardèrent pas à éclater. Les affrontements entre la police et la population catholique locale durèrent plusieurs jours, faisant de nombreux blessés dans les deux camps. Lorsque la police parvint à passer au-delà des barricades dressées par les habitants catholiques, des protestants s'infiltrèrent dans le quartier et mirent le feu aux maisons catholiques. Parce que les autorités avaient perdu le contrôle de la majeure partie de Derry et que la violence dans laquelle la province était plongée était elle aussi hors de contrôle, Chichester Clark demanda de l'aide au gouvernement britannique qui envoya des troupes en Ulster. Jusque-là, le R.U.C. et les B-

Special dépendaient du gouvernement à Stormont qui était le seul responsable du maintien de l'ordre dans la province ; à partir du 19 août 1969, la responsabilité générale de la lutte anti-terroriste passa au Général Commandant en chef britannique, lui-même sous l'autorité du gouvernement britannique³⁸⁵. Ce transfert de responsabilité dans un domaine aussi important que la sécurité laissait alors déjà pressentir la fin du gouvernement de Stormont.



(“Coming in? It’s terrible!”, Gibard, *The Guardian*, Londres, 5 août 1969. Source : Douglas, Roy, Harte, Liam, O’Hara, Jim, *Drawing Conclusions : A Cartoon History of Anglo-Irish Relations 1798-1998*, Blackstaff Press, Belfast:1998.)

Quelques jours avant l’intervention de l’Angleterre en Irlande du Nord, la presse britannique laissait entrevoir la possible implication du pays dans le conflit. Cette caricature publiée dans *The Guardian* quelques jours avant la bataille du Bogside représente bien la situation de « l’Ulster en effervescence » ainsi que l’hésitation du Premier ministre Wilson à intervenir. Le dessinateur Gibard s’est inspiré ici de la légende de Laocoön qui fut écrasé par deux serpents de mer envoyés par Apollon. Ici, la caricature met en scène le Premier ministre Chichester-Clark tentant de séparer deux monstres des mers (la communauté catholique et la communauté protestante) prêts à s’entretuer. Le Premier ministre britannique Wilson, de son côté, s’est préparé à traverser la mer pour secourir Chichester-Clark mais semble hésiter. Ce n’est en effet que lorsque le Premier ministre nord-irlandais perdit le contrôle de l’ordre dans la province qu’Harold Wilson décida de s’impliquer militairement dans le conflit en Ulster et à envoyer l’armée britannique.

³⁸⁵ Hutchinson, Wesley, *Op. Cit.* p. 135.

Malgré la présence des troupes britanniques, à Belfast et dans la majeure partie de la province, la violence s'intensifia et s'illustra notamment par des attaques sectaires dirigées contre la communauté catholique³⁸⁶. Cette violence, indubitablement encouragée par les discours enflammés de Ian Paisley depuis les années soixante, plongea alors l'Ulster dans un chaos total³⁸⁷. Celui-ci fut d'ailleurs accusé par le rapport Cameron³⁸⁸, publié en septembre 1969, d'avoir incité des comportements violents à de nombreuses reprises sous le mandat de Terence O'Neill. De plus, Ian Paisley y apparaît comme l'une des personnes ayant refusé une demande de témoignage à la commission responsable de la rédaction du rapport³⁸⁹. En voici différents extraits, qui mettent en lumière l'implication de Paisley dans les événements violents ayant eu lieu dans la province ainsi que la nature violente de son action politique entre 1968 et 1969.

The attitude adopted by Dr. Paisley and Major Bunting is in a different category. They enjoyed and enjoy neither official position nor responsibility beyond that which they have assumed. They are of course entitled to refuse to testify or to offer any assistance. In view however of their involvement in the events themselves and of the positions held by them in the organisations which they lead, it is again unfortunate that they should refuse us the benefit of their assistance and information. This appears to us all the more strange for two reasons, first, that as professed loyalists they are refusing assistance to a Commission appointed by the representative of the Crown in Northern Ireland, a course which is at least lacking in courtesy if not in practical loyalty, and second, because as they must be well aware, their conduct and that of their supporters is one of the major matters under review.[...]

Dr. Paisley's attitude to the police was aggressive and threatening. [...]

This series of proposed counter measures leaves no room for doubt that Dr. Paisley was threatening violent opposition to the proposed Civil Rights march. [...]

*Dr. Paisley carried a blackthorn stick and Major Bunting a black walking stick.*³⁹⁰

Lorsqu'il fut finalement responsable de l'ordre dans la province, le gouvernement britannique exigea de Chichester Clark certaines réformes, notamment le désarmement du R.U.C., le démantèlement des *B-Special* et le recrutement d'une force de police non sectaire. En acceptant de mettre en place ces réformes, le Premier ministre s'attira une nouvelle fois les foudres de Paisley. En effet, ce dernier considérait le R.U.C. et les *B-*

³⁸⁶ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 194.

³⁸⁷ Voir : Première partie, III/ A. 2. p. 120.

³⁸⁸ La commission Cameron fut instituée par O' Neill suite aux événements violents de 1968 afin d'examiner les causes de la violence durant le mouvement des droits civils.

³⁸⁹ Lord Cameron, *Report Cameron, Disturbances in Northern Ireland*, 1969. Site internet : <<http://cain.ulst.ac.uk/hmsoc/cameron.htm#contents>. >. Consulté le 04/01/2012.

³⁹⁰ *Ibid.*

Special comme le seul moyen de défense contre la réunification de l'Irlande. Paisley dénonça alors violemment la politique de Chichester Clark et, lorsque l'occasion d'intégrer le gouvernement de Stormont se présenta, posa sa candidature en tant que candidat protestant unioniste aux élections locales de décembre 1969. Malgré tous les efforts de Chichester Clark pour soutenir le candidat unioniste (Mindford) opposé à Paisley, ce dernier remporta le siège de Banniside³⁹¹. La communauté protestante, déjà très réceptive à ses messages religieux, avait en effet rendu le siège de Banniside très attractif pour lui³⁹². Paisley proposa donc une position politique nouvelle et distincte des unionistes du gouvernement et insista sur la dimension religieuse du conflit entre les nationalistes et les loyalistes de la province. Sa campagne électorale était également axée sur « la restauration du droit et de l'ordre »³⁹³ :

*I want to see the gun back on the belts of Ulster policemen and I want to see the Specials back on our streets. No more Republican enclaves! No more Republican pockets through the country! We are going to hold this province for our children and the Union Jack is going to fly through every part of it!*³⁹⁴

En opposition à un Chichester Clark dépassé par les événements et réclamant l'aide des Britanniques, Paisley s'imposait ici comme un leader fort, dans la tradition des chefs unionistes tels que Craigavon. La violence dans laquelle était plongée la province se présenta à lui comme une opportunité de se montrer comme un candidat déterminé à restaurer l'ordre et de rallier à lui nombre de protestants déçus par la politique fragile du Premier ministre. Toutefois, il apparaît surprenant que l'électorat nord-irlandais ait soutenu un candidat comme Paisley. Accusé par la commission Cameron d'avoir incité des comportements violents pendant les mouvements pour les droits civiques, Paisley semblait en effet tirer profit de la situation qu'il avait en partie provoquée pour s'opposer à la politique du Premier ministre. Même si Chichester Clark était visiblement dépassé par les événements, Paisley ne paraissait toutefois pas au premier abord être celui qui mettrait fin à la violence intercommunautaire dans la province, d'autant que son discours électoral comportait une certaine part de violence, notamment avec les mots : « je veux revoir les armes... ».

³⁹¹ Paisley remporta le siège de Banniside avec 7980 voix, soit 1200 de plus que le candidat unioniste Mindford. Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 204.

³⁹² Bruce, Steeve, *Op. Cit.* p. 97.

³⁹³ “the restoration of law and order”. Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 203.

³⁹⁴ *Ibid.* p. 203.

Contrairement à la récente popularité de l'unionisme radical de Paisley, l'unionisme de Chichester Clark était de plus en plus critiqué. Une semaine après les élections, Chichester Clark fut en effet désavoué par son parti qui ne soutenait plus ses réformes. Lorsqu'en juin 1970 Wilson annonça que les élections générales à Westminster allaient se tenir à la fin du mois, ce fut une opportunité politique de plus qui s'offrit à Paisley et celui-ci annonça que les protestants unionistes se présenteraient dans onze circonscriptions sur douze. Paisley remporta ainsi aisément le siège de North Antrim avec 2.700 voix de plus que son prédécesseur, Henry Clark.

Même si l'envoi des troupes britanniques fut dans un premier temps apprécié par la communauté catholique et apaisa la violence dans la province, le répit ne fut que temporaire. En août 1970, la saison des défilés orangistes contribua à intensifier la violence intercommunautaire, ce qui porta un coup fatal à la politique de Chichester Clark. Trois protestants furent tués par l'I.R.A. au cours d'une émeute qui avait éclaté à la suite d'un défilé orangiste et de nombreuses autres attaques sectaires eurent lieu. Les loyalistes faisant toujours plus pression pour des mesures de sécurité plus fermes, l'impasse dans laquelle le Premier ministre se trouvait le poussa à démissionner de ses fonctions en mars 1971. Pour Paisley, ce fut une victoire de plus : l'unionisme radical avait encore une fois raison de l'unionisme modéré.

Le remplacement de Chichester Clark par Brian Faulkner au poste de Premier ministre n'améliora en rien la situation inquiétante de la province. En instaurant, en août 1971, l'« *Internment without trial* »³⁹⁵ (l'emprisonnement sans procès), mesure de sécurité radicale prise afin de mettre les chefs de l'I.R.A. hors d'état de nuire, Faulkner ne fit que provoquer un regain de violence. Les arrestations provoquèrent de violents affrontements entre l'armée et les membres de l'I.R.A., aggravant la violence déjà soutenue. C'est ainsi que beaucoup de catholiques se rallièrent à l'I.R.A., puisque seule l'organisation leur apparaissait comme un moyen de défense contre l'injustice des arrestations et la violence de l'armée britannique et des loyalistes. Finalement, l'« *Internment without trial* » ne fit que dangereusement radicaliser la population catholique et fut un échec en termes de sécurité. Cette mesure exacerba en effet la violence loyaliste contre les catholiques et les

³⁹⁵ Déjà employée durant les années cinquante, la loi « *Internment without trial* » signifie qu'une personne suspectée par la police peut être retenue en prison sans qu'il n'y ait eu de procédures légales au préalable, et donc sans que le suspect n'ait pu avoir été entendu par un tribunal au cours d'un procès. Lors de l'opération « *demetrius* » d'arrestations massives, 340 arrestations eurent lieu, mais parce que la branche spéciale du R.U.C. n'avait pas suivi l'expansion rapide de la *Provisional IRA* (créée en 1969), leurs informations n'étaient plus valables. Des personnes n'ayant aucun lien avec l'I.R.A. furent arrêtées et libérées quelques jours plus tard traumatisées par les méthodes brutales de l'armée. *Ibid.* p. 68.

loyalistes les plus radicaux demandèrent des mesures plus rigides contre les membres de l'I.R.A. Paisley en particulier demanda la réhabilitation des *B-Special* et la création d'une « troisième force » pour assister l'armée et le R.U.C. L'échec de l'« *Internment without trial* » se traduisit rapidement par une pression de la part du gouvernement britannique sur Stormont pour remédier rapidement à la situation. Edward Heath, ne reconnaissant que trop tard la situation désespérée dans laquelle se trouvait l'Ulster, invita Brian Faulkner et le *Taoiseach* Lynch pour des discussions tripartites en septembre 1971. Ces dernières marquèrent le début d'un processus qui proposerait le partage du pouvoir à Stormont et la création d'un Conseil d'Irlande visant la coopération entre le Nord et le Sud. Les loyalistes furent les premiers à réagir. Pour Paisley en particulier, les discussions tripartites ressemblaient fortement au type d'action trahissant les principes unionistes qui avaient été employés par O'Neill quelques années plus tôt. Desmond Boal et Johnny McQuade (d'anciens membres de l'U.P.A.) démissionnèrent du Parti unioniste et ne tardèrent pas à être suivis par d'autres membres radicaux³⁹⁶. Les dissidents loyalistes à la fois au sein et hors du parti unioniste se regroupèrent alors afin de s'organiser contre Faulkner. Parmi eux se trouvaient Paisley bien sûr, Desmond Boal, le révérend Martin Smyth (alors chef d'une division de l'*Orange Order* à Belfast), et quelques presbytériens radicaux. Le groupe, appelé « l'Alliance Unioniste », se réunit régulièrement et, inévitablement, l'idée de former un parti unioniste radical s'imposa.

Lorsque le 29 septembre 1971, une bombe posée par l'I.R.A. Provisoire explosa dans un pub à Shankill Road et que les loyalistes s'organisèrent pour répondre aux attaques de l'I.R.A., Paisley annonça que leur colère serait bientôt relayée politiquement par un nouveau parti : le Parti Unioniste Démocratique (*Democratic Unionist Parti, D.U.P.*)³⁹⁷. La création du D.U.P. apparut alors comme l'aboutissement du combat politique de Paisley depuis les années cinquante, lequel avait été caractérisé par sa campagne contre la modernisation de l'unionisme et contre Terence O'Neill et la création de l'U.C.D.C. et de l'U.P.V. Finalement, les élections locales de décembre 1969 et, surtout, les élections générales à Westminster donnèrent l'impulsion qui permit au D.U.P. de voir le jour. En définitive, il apparaît que le D.U.P. fut créé au détriment du Parti unioniste et de chefs politiques comme O'Neill, Chichester Clark, et Faulkner qui tombèrent successivement suite aux actions politiques de Paisley et en raison de la situation chaotique dans laquelle la province était plongée. Situation que Paisley avait, en partie, contribué à créer.

³⁹⁶ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 266.

³⁹⁷ *Ibid.* p. 267.

Très tôt, le lien entre le parti fondé par Paisley et l'Eglise Presbytérienne Libre devint clair, et fut démontré notamment au cours des réunions du D.U.P. Ed Moloney et Andy Pollak soulignent la particularité de ces réunions, ainsi que le caractère unique du parti. Contrairement à celles des autres partis politiques d'Europe occidentale, les réunions du D.U.P. commençaient par la lecture d'un passage de la Bible et d'une prière « pour l'Ulster, le protestantisme et le D.U.P. »³⁹⁸. Une autre particularité de ces réunions était que les membres du parti évoquaient leur sentiment d'insécurité dû à leur peur du catholicisme et de ses répercussions politiques. Cela les amenait à tenir des propos d'une violence manifeste, par lesquels ils se faisaient les avocats de la pendaison des membres de l'I.R.A. et de missions punitives dans les quartiers catholiques. Lorsque c'était au tour de Paisley de prendre la parole, ses propos ne tournaient également qu'autour de la peur et de la haine de l'Eglise catholique, de l'I.R.A., de l'Irlande et des hommes politiques unionistes qui « trahissaient » le peuple protestant. Comme le remarquent Ed Moloney et Andy Pollak, les membres du parti, semblables à un orchestre, riaient à ses blagues, attaquaient les ennemis du parti, applaudissaient la défiance de leur chef et affirmaient haut et fort leur résistance³⁹⁹. A l'issue des débats, les membres du parti se levaient et clamaient en chœur : « Paisley est notre chef »⁴⁰⁰.

L'influence de l'Eglise Presbytérienne Libre sur le D.U.P. fut dès le départ évidente: les réunions du parti se tenaient dans des bâtiments religieux tels que le *Gospel Hall* d'Antrim Street et le lien entre l'Eglise de Paisley et son parti fut renforcé par le fait qu'aucun membre du D.U.P. n'appartenait à une autre dénomination religieuse que l'Eglise Presbytérienne Libre. Aussi, lorsque le parti commença à envoyer ses représentants au gouvernement (à l'Assemblée de 1973 et à la Convention constitutionnelle de 1975) tous étaient presbytériens libres. De plus, parmi les 74 conseillers locaux élus en 1977, 85% de ceux dont l'appartenance religieuse était connue faisaient partie de l'Eglise Presbytérienne Libre. En 1981, ce chiffre passa à 89%. En 1982, encore 18 des 21 membres de l'assemblée du D.U.P. étaient presbytériens libres dont quatre ministres du culte⁴⁰¹.

C'est donc l'influence presbytérienne libre qui différenciait le D.U.P. des autres partis politiques, notamment en termes d'objectifs politiques. En effet, le Parti Unioniste d'Ulster, le parti unioniste dit « officiel », percevait l'Union avec l'Angleterre comme

³⁹⁸ “for Ulster, for Protestantism and for the Democratic Unionist Party”. Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 262.

³⁹⁹ *Ibid.* p. 263.

⁴⁰⁰ “Paisley is our leader”. In: *Ibid.*

⁴⁰¹ *Ibid.* p. 270.

extrêmement avantageuse sur le plan économique et social et s'identifiait culturellement au Royaume-Uni. En revanche, le D.U.P. percevait plutôt l'Union entre la Province et la Grande-Bretagne comme étant fondamentale, comme un mécanisme grâce auquel l'absorption de l'Ulster dans une république catholique romaine (impliquant nécessairement la destruction du protestantisme) pourrait être évitée⁴⁰². C'est en effet cette peur qu'avaient les protestants radicaux d'être dominés par les catholiques qui peut expliquer le fait qu'un parti comme le D.U.P. ait vu le jour ainsi que l'anti-catholicisme de ses membres. De toute évidence, Paisley eut un rôle déterminant dans la création d'une véritable paranoïa au sein de son parti, notamment par l'usage de la rhétorique de la peur, déjà employée lors de ses discours religieux et qu'il reprit par la suite sur la scène politique.

Les membres du D.U.P. étaient également loyaux envers la couronne d'Angleterre (tant que celle-ci restait protestante) et envers le Parlement de Westminster (tant que celui-ci protégeait le protestantisme en Irlande du Nord), mais faisaient serment d'allégeance envers le protestantisme et non envers l'Union avec la Grande-Bretagne. Leur devise politique étant: « Pour Dieu et l'Ulster »⁴⁰³, la dimension religieuse du D.U.P. était incontestable et le parti apparaissait clairement comme le bras politique du protestantisme évangélique. Cette caractéristique particulière du D.U.P. est parfaitement illustrée par cette affiche datant de la fin des années 1960 qui représente Ian Paisley dans une attitude typiquement provocante et agressive. Le slogan traditionnel unioniste datant du début du XX^{ème} siècle⁴⁰⁴ fut en effet repris par Paisley pendant les années 1960 afin de donner du poids à sa politique d'opposition à l'unionisme modéré de Terence O'Neill. De plus, ici, l'association de la politique à la religion que nous trouvons dans le slogan est mise en miroir avec le personnage de Paisley en tenue ecclésiastique sur fond de drapeau britannique.

⁴⁰² Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 271.

⁴⁰³ «*For God and Ulster*». In: *Ibid.*

⁴⁰⁴ Ce slogan avait été adopté en opposition à l'autonomie irlandaise.



Source : Linnen Hall Library's Northern Ireland Political Collection, *Troubled Images, Posters and Images of the Northern Ireland Conflict*, CD-ROM. Belfast: 2001.

Par conséquent, les croyances et convictions protestantes évangéliques influèrent incontestablement sur les objectifs politiques du D.U.P., à savoir: premièrement, s'assurer que Westminster reste l'allié du protestantisme en Irlande du Nord afin que l'Ulster reste une province protestante au gouvernement protestant ; deuxièmement, protéger le protestantisme du catholicisme en empêchant tout rapprochement avec l'Irlande. Ainsi, il était prévisible, dès la création du D.U.P., que Paisley et son parti s'opposeraient à tout compromis avec la communauté catholique et les nationalistes et tenteraient d'imposer au sein du gouvernement nord-irlandais un unionisme plus radical. Au moment de sa création, Paisley avait également pour objectif de faire de son parti le premier parti unioniste en Ulster et, surtout, une alternative au Parti unioniste officiel. Le D.U.P. allait donc clairement être un parti radical sur les principes de l'ordre et de la loi mais aussi sur la politique économique et sociale de la province⁴⁰⁵. Jusqu'en mai 2007 (date de formation de l'assemblée nord-irlandaise), c'est-à-dire plus de trente ans après la création du D.U.P., les objectifs de ce dernier restèrent identiques à ceux des années soixante-dix : l'opposition à l'unionisme modéré, la volonté d'imposer l'unionisme radical au gouvernement nord-irlandais et l'opposition à tout compromis avec les nationalistes.

⁴⁰⁵ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 263.

Si au sein de son Eglise Ian Paisley était le chef religieux que personne ne défiait, dont personne ne doutait et qui assumait toutes les décisions, au sein du D.U.P., également, le contrôle qu'il exerça dès la création du parti fut total. En effet, sa liberté d'action en termes de politique, de sélection des membres et d'élection de candidats fut tout à fait unique en comparaison à la majorité des autres partis politiques d'Europe. Comme le soulignent Ed Moloney et Andy Pollak, seuls les régimes totalitaires ont engendré ce type de chef politique. Sa domination de l'exécutif du parti fut également représentative de son autorité absolue puisque lui seul décida de la politique et des objectifs du parti et en détermina les manifestes électoraux jusqu'à son départ en 2008. Les auteurs de la biographie de Paisley expliquent cette autorité par le fait que ses partisans lui conféraient, à l'époque, le statut d'« agent de Dieu » dont le rôle était de défendre ce qu'ils croyaient être le dernier bastion du protestantisme biblique en Europe. Selon les partisans et les fidèles de Paisley, tout comme d'autres prophètes de l'Ancien Testament, Paisley défia l'autorité et fut « persécuté » (en effectuant une peine en prison en 1966). Pour cela, ses partisans tant religieux que politiques lui attribuèrent des pouvoirs divins lui conférant un statut supérieur aux autres membres du D.U.P. C'est cette adulation que les membres du parti portèrent à leur chef jusqu'en 2008, le « *Big Man* » comment ils l'appelaient affectueusement, qui apparaît comme la caractéristique la plus frappante du parti. Le fait que les membres du D.U.P. conférèrent à Paisley le statut d'un prophète de l'Ancien Testament implique que ceux-ci ne s'aventurèrent jamais à remettre en cause son autorité ni ses opinions. Paisley bénéficia alors au sein de son parti d'un statut et d'une liberté d'action tout à fait uniques : alors que les autres chefs unionistes devaient consulter leur parti pour obtenir un accord général sur certaines décisions politiques, Paisley, lui, ne se plia jamais à cette contrainte. Ce statut semi-biblique qui lui fut attribué fut renforcé durant le mouvement pour les droits civiques des années soixante durant lequel il avait prédit que certains événements allaient arriver, notamment le regain d'activité de l'I.R.A. et la situation chaotique dans laquelle la province allait se trouver. Toute hypothèse de prophétie mise à l'écart, il apparaît avant tout que le but de Paisley durant les années soixante était de provoquer l'hostilité des nationalistes afin de pousser la province dans une situation de violence ingérable qui renverserait le gouvernement de O'Neill. Dans ce cas, on ne peut pas parler de prémonitions, mais plutôt d'actions préméditées. En effet, la véritable clé du succès politique de Paisley est avant tout le fait qu'il sut tirer profit du sentiment d'insécurité ressenti par la majorité des unionistes en Irlande du Nord. Pour attirer l'électorat loyaliste, protestant et unioniste, Paisley alimenta cette paranoïa dans un premier temps, puis la

calma en se présentant comme le protecteur du protestantisme et de l'unionisme traditionnel en Ulster⁴⁰⁶.

Par ailleurs, le Parti unioniste protestant qui fut à l'origine du D.U.P. était en majorité constitué de membres de l'U.P.V. créée par Paisley durant les années soixante, ce qui laissa présager le type d'action qu'allait adopter le nouveau parti dans les années à venir. Lors de l'inauguration du D.U.P. le 30 Octobre 1971, le parti adopta d'ailleurs la même structure que l'U.P.V. Parmi les 15 postes existants du comité d'organisation du D.U.P., 13 furent attribués aux membres les plus anciens de l'U.P.V. Ed Moloney et Andy Pollak soulignent que l'un des membres fondateurs du parti (non mentionné) avait estimé à 70% les membres du D.U.P. issus de l'U.P.V.⁴⁰⁷

Les convictions religieuses et les qualités d'homme d'Eglise d'Ian Paisley furent donc déterminantes dans la création du D.U.P. en 1971. En effet, durant les années soixante, Paisley avait montré sa détermination à préserver à la fois le statut préférentiel de la communauté protestante en Irlande du Nord et l'unionisme traditionnel incarné par les premiers Premiers ministres nord-irlandais. En créant son propre parti, il se dota alors d'une plate-forme politique pour s'opposer à l'unionisme modéré et parvint à convaincre que cette nouvelle forme d'unionisme, prônée notamment par Terence O'Neill, représentait des déviances dangereuses pour la communauté protestante des six comtés. Ainsi, dès la création du D.U.P., Ian Paisley se fit le représentant d'un unionisme conservateur digne des Premiers ministres Brookeborough et Craigavon ; un unionisme caractérisé par la stigmatisation de la communauté catholique et le refus de tout compromis politique envers les nationalistes et les républicains. Nous verrons par la suite que Paisley saura habilement réinvestir la dimension populiste de ses discours religieux, de même que ses qualités d'orateur, pour faire progresser son parti sur la scène politique nord-irlandaise. Il fera ainsi de son Eglise le terrain fertile de la propagande politique en faveur de son parti et de la diabolisation des républicains.

⁴⁰⁶ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 278.

⁴⁰⁷ *Ibid.* p. 270.

III/ Le D.U.P. et le Sinn Féin: quel type d'action politique, quelle vision de l' « Autre » à l'aube du Processus de Paix ?

Au cours des années 1960 et jusque dans les années 1980, tant le D.U.P. que le *Sinn Féin* ont développé une politique de contestation violente, en lien avec les groupes paramilitaires loyalistes et républicains. Même si Ian Paisley s'est toujours défendu d'avoir attisé les violences intercommunautaires et la violence de certains loyalistes, il apparaît toutefois que ses discours politiques et religieux auraient pu avoir une influence sur certains membres de la communauté protestante et les inciter à commettre des actes de violence. Aussi, lorsque le chef du D.U.P. s'est opposé à la première tentative de mettre fin aux tensions politiques et sociales, en 1973, celui-ci s'est bien associé avec des groupes paramilitaires loyalistes afin de dénoncer la politique des unionistes officiels mais aussi s'opposer à l'autorité du gouvernement britannique.

Du côté républicain également, la ligne politique qui s'est développée au cours des années 1970 et au début des années 1980 était en lien étroit avec les opérations militaires menées par l'I.R.A. La stratégie républicaine visait alors à s'opposer à la présence britannique dans le Nord de l'île ainsi qu'à promouvoir les intérêts républicains.

Ainsi, cette partie tente de démontrer que, si le *Sinn Féin* et le D.U.P. étaient bien deux partis radicalement opposés sur l'échiquier politique nord-irlandais, le type d'action politique qui les a caractérisé avant le processus de paix n'était pas nécessairement différent.

A. Le lien entre le D.U.P. et les paramilitaires loyalistes.

En dépit des nombreuses attaques de Ian Paisley contre les membres du *Sinn Féin* pendant le processus de paix, son parti fut, tout comme le parti républicain, lié aux activités de groupes paramilitaires. En effet, la grève de l'U.W.C. en 1974 et celle de 1977 en sont des exemples flagrants. Lors de ces événements, Ian Paisley et certains membres de son parti se sont illustrés dans un type d'action politique agressif et parfois violent dont le but était, déjà à l'époque, de s'opposer au principe du partage du pouvoir avec les nationalistes.

Cette partie propose donc de faire la lumière sur les événements qui ont caractérisé le type d'action politique contestataire du D.U.P. peu après sa création tout en démontrant qu'il a bien existé un lien entre les membres du parti et les groupes paramilitaires loyalistes.

1. Paisleyites et paramilitaires ?

Durant les années soixante, Paisley et le groupe U.C.D.C. organisèrent plusieurs contre-manifestations illégales pour s'opposer aux manifestations pour les droits civiques. Si Paisley ne fut jamais directement impliqué dans des attaques violentes, certains de ses partisans les plus proches le furent à maintes reprises. En 1966, par exemple, Noel Doherty, qui avait aidé Paisley à fonder l'U.P.V. et l'U.C.D.C., devint rapidement un membre majeur de l'organisation terroriste U.V.F. et organisa, avec l'aide d'un presbytérien libre de Loughgall, l'approvisionnement du groupe en armes et explosifs⁴⁰⁸. Aussi, les explosions des centrales électriques de Casltreagh, Kilmore, Silent Valley et de Templepatrick durant les mois de mars et avril 1969, qui avaient pour but d'apparaître comme l'œuvre de l'I.R.A., s'avèrent être en réalité des actes terroristes organisés par l'U.V.F. En octobre 1969, le corps de Thomas McDowell, membre de l'U.V.F. et de l'Eglise de Paisley, fut retrouvé dans le périmètre de la centrale électrique de Ballyshannon. Il s'était électrocuté en tentant de poser les explosifs. L'enquête menée par la police révéla que McDowell avait bien participé aux explosions en Irlande du Nord durant le printemps 1969 ainsi qu'à leur organisation et qu'il était lié aux membres principaux de l'U.C.D.C. et de l'U.P.V.⁴⁰⁹ Une semaine après cette découverte, la police arrêta un autre membre de l'U.P.V., Sammy Stevenson, ancien *B-Special* et lui aussi membre de l'U.C.D.C. et de l'U.P.V. Déjà suspecté par la police après les explosions du printemps 1969, Stevenson avait aidé McDowell à organiser l'explosion de la centrale électrique de Ballyshannon. Il avait également été repéré par la police lors de manifestations paisleyites et était connu comme « l'homme au manteau blanc »⁴¹⁰. Lorsqu'il fut interrogé par la police, Stevenson avoua sa responsabilité dans les explosions, ses relations avec l'U.V.F., et donna les noms de dix autres hommes (tous membres de l'U.C.D.C. et de l'U.P.V.) ayant été impliqués dans les explosions. Parmi les personnes accusées de conspiration dans l'affaire des explosions se trouvaient Frank Mallon, le trésorier de l'U.C.D.C., des hommes appartenant aux *B-Special*, un membre d'une division de l'U.P.V. à Belfast et un employé du *Protestant Telegraph*; en d'autres mots, uniquement des personnes liées de près ou de loin à Ian Paisley.

Comme le remarque Steeve Bruce, Ian Paisley ne peut pas être tenu directement responsable des actes terroristes loyalistes perpétrés dans la province depuis la fin des

⁴⁰⁸ Bruce, Steeve. "Fundamentalism and Political Violence : The Case of Paisley and Ulster Evangelicals". *Religion*, Volume 31, pp. 387-405, 2001. p. 391.

⁴⁰⁹ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 180.

⁴¹⁰ *Ibid.* p.184.

années soixante, mais peut être accusé de les avoir encouragés. Comme les autres membres de l'U.V.F., Spence fut influencé par la pensée religieuse de Paisley et ne voyait donc les catholiques que comme des révolutionnaires tentant de reverser le gouvernement nord-irlandais. Il fut ainsi amené à participer à la campagne d'attaques sectaires à l'encontre de la communauté catholique. Le 26 juin 1966, à Shankill, dans Malvern Street, quatre barmen catholiques furent attaqués à la sortie d'un pub par des hommes d'une section de l'U.P.V. (dont Spence). Peter Ward, âgé de dix-huit ans, fut mortellement blessé. Arnold McClean, l'un de ceux accusés du meurtre de Ward, avoua recevoir ses ordres de Spence. Il ajouta que Spence recevait ses ordres de quelqu'un d'autre et révéla également que lorsqu'il avait intégré l'U.V.F., on lui avait demandé s'il approuvait les idées d'Ian Paisley et s'il était prêt à le soutenir politiquement. Plus troublant encore, après avoir été reconnu coupable du meurtre, McClean aurait déclaré à la police être désolé d'avoir un jour entendu parler de Paisley, et d'avoir décidé de le suivre⁴¹¹. Cet aveu figure dans toutes les biographies de Paisley (celles de Bruce, Moloney et Pollak, et Cooke), ainsi que dans les ouvrages sur la violence politique en Irlande du Nord (Dillon, Juergensmeyer). Toutefois, rien ne prouve clairement l'existence d'un lien direct entre Ian Paisley et les actes terroristes perpétrés par l'organisation, même si le fait que Paisley ait encouragé des personnes à commettre ces actes terroristes est indiscutable. Pour se défendre de cette accusation, Paisley se contenta à l'époque de dénoncer et de condamner l'incident de Malvern Street : « *Like everyone else, I deplore and condemn this killing [...]* »⁴¹². Quelques années plus tard, lorsqu'il sera interviewé par John O'Donogue, Ian Paisley se défendra d'avoir été lié à cet événement :

*I defy you to find in any statement that I have ever made, or in any writing [...] that I have condoned violence against any man. And at the time of the Malverne Street murders, [...] these people were members of Churches absolutely opposed to me*⁴¹³.

S'il n'existe pas de preuve impliquant Paisley dans des activités terroristes graves, il est tout de même important de souligner qu'à deux reprises durant les années soixante-dix celui-ci s'associa aux groupes paramilitaires loyalistes pour s'opposer au gouvernement

⁴¹¹Dillon, Martin, *Op. Cit.* p. 230.

⁴¹² Bruce, Steeve, "Fundamentalism and Political Violence: The Case of Paisley and Ulster Evangelicals", *Op. Cit.* p. 392.

⁴¹³ Ian Paisley, in: *RTÉ News: Seven Days*, RTÉ, 3 December 1968. Transcript. Site Internet: http://www.rte.ie/laweb/ll/ll_t11j.html. Consulté le 15/02/2012.

britannique et aux mesures visant à mettre fin à la violence intercommunautaire en Irlande du Nord.

2. « U.W.C. Strike », la grève de 1974.

L'année 1972 fut la plus meurtrière de la période des « Troubles »⁴¹⁴ suite à l'événement aujourd'hui appelé « le dimanche sanglant » (*Bloody Sunday*). Ce qui se passa ce jour-là eut des conséquences désastreuses pour la province : sa population se rallia massivement aux groupes paramilitaires et son pouvoir exécutif fut anéanti⁴¹⁵. La conséquence immédiate de *Bloody Sunday* fut en effet l'abolition du Parlement de Stormont le 28 mars 1972 par Edward Heath, Premier ministre conservateur britannique, ainsi que le transfert intégral des pouvoirs sécuritaires vers Westminster. La province entra alors dans une période d'administration directe (*direct rule*) depuis Londres et le *Northern Ireland Office* (N.I.O) fut instauré pour se voir confier la responsabilité des affaires nord-irlandaises. Brian Faulkner, quant à lui, démissionna de son poste de Premier ministre le 24 mars 1972. Cet événement fut, une fois de plus, l'occasion pour Ian Paisley de prêcher en faveur de son parti, de sa politique radicale et de la religion protestante lors d'un sermon enflammé :

*Let me tell you friends, that I am first and foremost a Protestant preacher of the old time religion, and I am only in politics incidentally because of the tragedy of our country. If our country had been kept firmly anchored to Protestant truth we wouldn't be in the sorry state we are in this evening [...]*⁴¹⁶.

Dans le cadre de ce que qualifie Paul Dixon de « premier processus de paix »⁴¹⁷, un nouveau système politique fut mis en place au sein duquel un ministre chargé des affaires nord-irlandaises⁴¹⁸ (*Secretary of State for Northern Ireland*), désigné par le gouvernement britannique, serait responsable de la politique de la Province, de son économie et de sa sécurité. Une bureaucratie spéciale au sein du *Northern Ireland Office* (N.I.O.) l'assisterait

⁴¹⁴ Voir : annexe n°4.

⁴¹⁵ Le 30 janvier 1972, treize personnes furent tuées lorsque des soldats britanniques ouvrirent le feu sur des civils lors de l'organisation d'une manifestation dans la ville de Londonderry par la N.I.C.R.A. Si les soldats britanniques clamèrent qu'ils avaient d'abord été la cible de coups de feu provenant des immeubles, la population locale, elle, affirma que l'armée avait ouvert le feu en premier et sans raison apparente. L'I.R.A. Provisoire et Officielle, elles, nièrent toute implication de leurs troupes dans cet incident. McKittrick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 76.

⁴¹⁶ Paisley, Ian, "DR. PAISLEY RETURNS TO WHERE HE FIRST PREACHED", *The Revivalist*, March 1972, site internet: <<http://ianpaisley.org/revivalist/1972/Rev72map.htm>>, consulté le 25 janvier 2012.

⁴¹⁷ Dixon, Paul, *Op. Cit.* p.123. Paul Dixon définit le premier processus de paix de 1972 à 1974.

⁴¹⁸ William Whitelaw.

et serait chargée de coordonner les fonctions des anciens ministères nord-irlandais⁴¹⁹. Au printemps 1973, le gouvernement britannique formula des propositions concernant la future position constitutionnelle de la province, articulées dans un document intitulé « *Northern Ireland Constitutional Proposals* ». Le document proposait notamment l'introduction de la représentation proportionnelle comme mode de scrutin et l'élection d'une nouvelle assemblée pour remplacer celle de Stormont. Un nouvel exécutif serait composé de partis unionistes mais également nationalistes qui se partageraient le pouvoir. De plus, la coopération entre le Nord et le Sud de l'île était vivement encouragée. Brian Faulkner, alors à la tête du Parti unioniste d'Ulster, accepta ces propositions (malgré quelques réticences de la part de certains membres de son parti) et la création d'une assemblée nord-irlandaise (au rôle consultatif) composée de 78 membres élus à la représentation proportionnelle fut prévue pour juin 1973.

Dans ce contexte et, pour sa campagne électorale, Ian Paisley décida d'interpeller l'électorat unioniste en l'avertissant que ces élections détermineraient si oui ou non l'Irlande du Nord maintiendrait son statut au sein du Royaume-Uni. Il accusa également Faulkner et son parti d'œuvrer pour la réunification de l'Irlande, chose à laquelle il entendait bien s'opposer : « *let us show the world that in spite of threats Ulster can [...] proudly and fearlessly say NO SURRENDER* »⁴²⁰. Paisley exprima son également opposition à la politique du Parti Unioniste sur la scène religieuse avec un sermon intitulé, « Une tentative d'anéantir l'Ulster ». Il s'agissait en effet de convaincre sur tous les fronts afin de rallier sa paroisse à son parti politique, si ce n'était déjà fait, sur un ton apocalyptique.

*Northern Ireland, as we know it, owes its existence to the great Protestant Reformation of the sixteenth century. Without Protestantism there would be no Ulster. This is the bedrock of the whole Ulster position. Smash the bedrock, corrode the foundation, break up the fundamentals, and Ulster will crumble, decay, perish and die*⁴²¹.

Puis, dans un paragraphe que nous pourrions intituler, « Une tentative de républicaniser l'Ulster », Ian Paisley poursuivit son sermon sur un ton tout aussi peu rassurant si l'on se place du côté protestant :

⁴¹⁹ Hutchinson, Wesley, *Op. Cit.* p. 139.

⁴²⁰ Cooke, Denis, *Op. Cit.* p. 177.

⁴²¹ Paisley, Ian, "AN ATTEMPT TO DESTROY ULSTER. A Sermon by Dr. Paisley, preached in the Martyrs Memorial Church on 2nd June, 1973, *The Revivalist*, June 1973". Site internet: <<http://www.ianpaisley.org/revivalist/1973/Rev73juj.htm>>. Consulté le 25 janvier 2012.

[...] *this week the Northern Ireland Constitution Bill which abolishes Ulster's Constitution, the 1920 Act, will be debated in the British House of Commons. [...] That Bill is the blueprint [...] to Republicanize Ulster. And when we finish with that Bill, all that Ulster will be is a republic annexed to the United Kingdom, but getting ready to be taken over by the Republic of Ireland. That is a strong statement, but I am going to prove it [...]*⁴²².

Ian Paisley choisit ici de jouer sur les peurs les plus profondes des protestants d'Irlande du Nord – l'absorption de l'Ulster dans la très catholique République d'Irlande – et se présenta comme le prophète d'un futur sombre pour l'Irlande du Nord. Enfin, pour se démarquer politiquement de ses adversaires politiques, il s'attaqua aux membres du Parti unioniste qui avaient accepté les *Northern Ireland Constitutional Proposals* : « *These Unionists [Chichester Clark, Sir Robert Porter, Senator Andrews and Brian Faulkner] are responsible for this trouble. They sold us! We put our faith in them and they sold us* »⁴²³.

Malgré la campagne d'opposition menée par Ian Paisley, le bloc unioniste en faveur des *Northern Ireland Constitutional Proposals* obtint toutefois une majorité de 52 sièges (contre 26 pour ceux qui s'y opposaient)⁴²⁴ à l'Assemblée. Suite aux élections, Westminster adopta alors la loi sur la constitution nord-irlandaise (*Northern Ireland Constitution Act*) qui abolissait le parlement de Stormont et prévoyait un exécutif basé sur le principe d'un partage du pouvoir entre unionistes et nationalistes, écartant ainsi toute possibilité de retour à un pouvoir majoritairement unioniste à Stormont. L'issue des élections représenta ainsi une victoire pour les nationalistes mais une défaite sévère pour les unionistes loyalistes tels que Paisley et ne fit que renforcer la division des membres unionistes de l'assemblée : ceux qui, comme Faulkner, étaient favorables au *Northern Ireland Constitution Act* et ceux qui, comme Paisley, s'y opposaient farouchement. Ce dernier, en effet, considérait l'accès des nationalistes au pouvoir politique comme dangereux pour l'avenir de la Province :

This is the blueprint to republicanize Northern Ireland. To make it acceptable to the Republicans and infiltrate the Government. Northern Ireland was able to remain as it was, because the Republicans could not get into the Government. Now they are going to get in! They are going to have a say [...], and of course Clause 12, tells us

⁴²² *Ibid.*

⁴²³ *Ibid.*

⁴²⁴ Voir : annexe n°5.

*something more. It tells us that we are going to have relations with the Republic of Ireland. Never before written into any Northern Ireland Act*⁴²⁵.

Après l'élection des membres de l'Assemblée (où le D.U.P. avait obtenu 10,8% des voix, et 8 sièges), le 6 décembre 1973, se tint la conférence de Sunningdale, à laquelle assistèrent des ministres britanniques et irlandais, ainsi que des représentants des partis politiques nord-irlandais favorables au principe du partage du pouvoir⁴²⁶ pour convenir d'un accord sur l'avenir politique de l'Irlande du Nord. Le D.U.P., lui, préféra boycotter la conférence. La question de la composition du futur Exécutif de la province fut abordée. Celui-ci prendrait la forme d'un gouvernement de coalition au sein duquel les partis présents se partageraient le pouvoir en fonction du nombre de voix obtenues aux élections. Paisley avait donc exclu le D.U.P. en refusant de prendre part à la conférence. Aussi, il fut convenu qu'un Conseil d'Irlande serait mis en place, dans le but de réunir les représentants du gouvernement irlandais et ceux de la nouvelle Assemblée nord-irlandaise afin de favoriser une harmonisation économique à l'échelle de l'île. Les propositions faites durant la conférence prirent finalement le nom d'Accord de Sunningdale (*Sunningdale Agreement*).

Le projet de création d'un Conseil d'Irlande fut immédiatement dénoncé par les loyalistes en général et par Paisley en particulier comme une première étape inacceptable vers la réunification de l'île. Le fait que le gouvernement irlandais ait déclaré que le statut de l'Irlande du Nord ne changerait pas tant que la majorité de la population y serait opposée n'atténa en rien leurs craintes. Aussi, Ian Paisley, dans un de ses sermons, appela explicitement ses fidèles à la lutte contre l'Eglise catholique et alla jusqu'à associer le parti unioniste avec le républicanisme :

*Ulster Protestants are sold by Faulkner and his republican unionists. The battle of the Reformation has got to be refought. This conspiracy of Rome must be defeated. Every Protestant must be alerted to the peril. Protestant Ulster must stand true and by so doing she can save both herself and the whole United Kingdom*⁴²⁷.

⁴²⁵ Paisley, Ian, "AN ATTEMPT TO DESTROY ULSTER. A Sermon by Dr. Paisley, preached in the Martyrs Memorial Church on 2nd June, 1973", *The Revivalist*, June 1973. Site internet: <<http://www.ianpaisley.org/revivalist/1973/Rev73juj.htm>>. Consulté le 25 janvier 2012.

⁴²⁶ Il s'agissait du parti unioniste, de S.D.L.P. et de parti de l'Alliance (*Alliance Party of Northern Ireland* – Parti de l'Alliance, A.P.N.I.) Ce dernier est un parti politique non confessionnel, ouvert aux communautés catholique et protestante.

⁴²⁷ Paisley, Ian, "Rome's Sinister Hand in Irish Politics", *The Revivalist*, December 1973. Site internet: <<http://www.ianpaisley.org/revivalist/1973/Rev73dec.htm>> . Consulté le 25 janvier 2012.

Malgré l'opposition loyaliste au partage du pouvoir entre unionistes et nationalistes et au Conseil d'Irlande, le nouvel exécutif nord-irlandais commença tout de même à fonctionner le 1^{er} janvier 1974 sous la présidence de Brian Faulkner (*Chief Minister*). La stratégie des loyalistes consista dès lors à interrompre les débats de l'assemblée par des protestations dans lesquelles les membres du D.U.P. étaient systématiquement impliqués. Ces protestations, visant à faire démissionner l'Exécutif, valurent au D.U.P. d'obtenir encore plus de soutien de la part des militants loyalistes⁴²⁸ mais également de la part de la population protestante, en partie opposée à l'Accord de Sunningdale. L'opposition au partage du pouvoir et au Conseil d'Irlande permit également à divers mouvements loyalistes (certains membres du parti unioniste ralliés à Harry West⁴²⁹, Le *Vanguard*⁴³⁰, le D.U.P. et l'*Orange Order*) de s'allier en un Conseil des Unionistes d'Ulster Unis (*United Ulster Unionist Council, U.U.U.C.*)⁴³¹. Ce dernier se réunit seulement trois jours après que l'Exécutif eut commencé à fonctionner afin de débattre d'une motion qui condamnerait le Conseil d'Irlande⁴³². La presse interpréta la création du Conseil unioniste comme une nouvelle manœuvre de Paisley⁴³³ qui, encore une fois, tentait de déstabiliser le gouvernement. Lorsque Faulkner fut finalement désavoué par la majorité de son parti, celui-ci démissionna de son poste de chef du parti unioniste le 7 janvier 1974 et fut remplacé par Harry West. Seulement une semaine après l'existence du nouvel exécutif, trois partis unionistes d'Irlande du Nord sur quatre s'étaient donc prononcés contre l'Accord de Sunningdale (l'U.U.P., le D.U.P. et le *Vanguard*).

En Grande-Bretagne, le Premier ministre, Edward Heath, confronté aux revendications des mineurs et des syndicats, annonça des élections générales pour la fin du mois de février 1974. Paisley et les unionistes opposés à l'Accord de Sunningdale se rassemblèrent politiquement au sein de l'U.U.U.C. et remportèrent 11 des 12 sièges de l'Irlande du Nord, remettant sévèrement en cause la crédibilité de l'Exécutif nord-irlandais. Malgré cette victoire, ni le nouveau gouvernement travailliste d'Harold Wilson ni Faulkner ne semblèrent vouloir abandonner les principes de l'Accord. L'Exécutif continua alors de fonctionner et planifia même la ratification de l'Accord à Stormont.

⁴²⁸ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 354.

⁴²⁹ Harry West fut le chef du Parti unioniste de 1974 à 1979. Il devint un opposant à la politique conciliante de Terence O'Neill envers les nationalistes.

⁴³⁰ Groupe d'unionistes extrémistes créé par William Craig.

⁴³¹ Hutchinson, Wesley, *Op. Cit.* p. 142. Voir : liste des acronymes.

⁴³² McKittrick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 99.

⁴³³ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 355.

Peu de temps après les élections, suite au rejet à l'Assemblée d'une motion condamnant le Conseil d'Irlande et le partage du pouvoir, des militants loyalistes s'engagèrent dans une grève dont le but serait de faire entendre leur opposition aux principes négociés à Sunningdale et de faire s'écrouler l'Exécutif nord-irlandais. La grève fut coordonnée par le Conseil des Travailleurs d'Ulster (*Ulster Workers' Council*, U.W.C.). L'U.W.C. était composé de syndicalistes issus des industries majoritairement protestantes de Belfast et du comté d'Antrim et, surtout, avait le soutien de nombreux travailleurs au sein des installations électriques d'Antrim et de Derry. L'U.W.C. communiqua ses projets à William Craig (à l'époque membre du U.U.U.C.) et la grève fut annoncée le mardi 14 mai 1974, jour où l'Assemblée devait ratifier l'Accord de Sunningdale. Ce jour-là, le président de l'U.W.C., Harry Murray, informa les journalistes de la grève et précisa que la seule façon d'y mettre un terme serait de nouvelles élections à l'Assemblée.

En 1974, peu de personnes connaissaient l'existence de l'U.W.C., ce qui explique pourquoi la grève ne fut pas prise au sérieux dès le départ. Le jour où la grève commença (le 15 mai), la plupart des travailleurs se rendirent normalement sur leur lieu de travail. L'U.W.C. se tourna alors vers le leader du groupe terroriste U.D.A. (*Ulster Defense Association*, Association de Défense de l'Ulster)⁴³⁴, Andy Tyrie, pour qu'avec l'aide du groupe, la grève puisse porter ses fruits. Tyrie, aidé par d'autres membres de l'U.D.A., décida alors de « persuader » les travailleurs de cesser toute activité. D'autres groupes paramilitaires, tels que l'U.V.F. (à l'époque illégal), se joignirent à William Craig (chef du parti *Vanguard*), Harry West et Ian Paisley. Ce dernier intégra d'ailleurs le comité de coordination de l'U.W.C., aux commandes de la grève. Durant les jours qui suivirent, Tyrie et ses hommes de l'U.D.A. œuvrèrent à paralyser la province par la force en intimidant les travailleurs non-grévistes, en forçant les entreprises et les commerces à fermer et en barrant les axes principaux de circulation.

Lorsqu'ils s'adressèrent à la presse, les membres de l'U.W.C. expliquèrent qu'ils reprochaient au gouvernement de ne pas avoir tenu compte de l'opinion d'une majorité de personnes concernant les principes de l'Accord de Sunningdale et qu'un changement d'orientation politique s'imposait pour que la province revienne à une situation normale⁴³⁵. Encore une fois, Paisley tentait de faire imposer ses idées par la force et la menace. A

⁴³⁴ Voir : liste des acronymes.

⁴³⁵ Press statement from the Ulster Workers' Council, 15th May 1974, Belfast. Site Internet: <cain.ulst.ac.uk/events/UWC/soc.htm>. Consulté le 2 octobre 2005. Voir annexe n°6.

l'issue de la première semaine de grève, la tension au sein de l'Exécutif atteignit son apogée : les membres unionistes étaient sous la pression constante de leurs électeurs pour négocier avec l'U.W.C., tandis que le S.D.L.P. menaçait de démissionner en protestation contre l'inaction du gouvernement britannique. Dans une tentative de calmer la situation, l'Exécutif proposa alors de remettre à plus tard l'adoption de certains des principes de l'Accord de Sunningdale. La proposition fut rejetée par l' U.W.C. et la grève continua.

Le 25 mai 1974, le Premier ministre britannique Harold Wilson fit une intervention télévisée en insistant sur la dimension démocratique de son discours, par opposition à l'action du U.W.C. et à la grève, qu'il qualifia de « sectaire », « non démocratique »⁴³⁶ et anti-constitutionnelle. Harold Wilson insista également sur le fait qu'il ne négocierait pas l'avenir constitutionnel de l'Irlande du Nord avec des organisations qui employaient de telles méthodes d'intimidation et s'associaient avec des personnes défiant systématiquement la loi⁴³⁷. Ce discours eut pour effet le maintien de la grève, dans la mesure où l'U.W.C. se sentit attaqué par le gouvernement britannique. Lorsque Brian Faulkner réalisa que rien ne ferait céder l'U.W.C., celui-ci démissionna de l'Exécutif le 28 mai 1974, entraînant ainsi l'échec du partage du pouvoir et de l'Exécutif dans la province. A partir de ce moment-là, Paisley décida de mettre fin à la grève et sa décision fut approuvée par le U.W.C.

Au cours de cet épisode, Paisley avait non seulement imposé à la Province son opposition à l'Accord de Sunningdale, mais avait également montré sa détermination à s'opposer à l'autorité du gouvernement britannique lorsque celui-ci n'agissait plus en tant qu'allié du peuple protestant d'Ulster. Peu après la fin de la grève, le 1^{er} juin 1974, Ian Paisley déclara, lors d'une interview, que « le peuple d'Ulster [devait] être autorisé à établir son propre gouvernement et [que les unionistes voulaient] cette forme de gouvernement au sein du Royaume-Uni ». Il ajouta que « le Parlement de Westminster [n'avait] pas son mot à dire dans les affaires [nord irlandaises] »⁴³⁸. Ces propos illustrent parfaitement la position de Paisley concernant le statut de l'Irlande du Nord qui, selon lui, devait conserver sa place au sein du Royaume-Uni afin d'éviter toute réunification de l'île sans toutefois souffrir de contraintes politiques de la part du gouvernement britannique.

⁴³⁶ Text of broadcast made by Harold Wilson on 25th May 1974.

Site Internet: <cain.ulst.ac.uk/events/UWC/docs/hw25574.htm>. Consulté le 25 novembre 2004.

⁴³⁷ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p.358.

⁴³⁸ “*Ulster people must be allowed to settle their own form of government and we want that form of government within the UK*” [...] “*Yet the Westminster Parliament has no say over their affairs.*” Deutsch, Richard, *La Question d'Irlande du Nord 1968-1988, Etudes Irlandaises*, No Hors Série, Paris : Ceriul Publications. Interview with the Reverend Ian Paisley (Non publiée).

Pour Paisley, l'Irlande du Nord devrait conserver son statut politique au sein du Royaume-Uni, mais sans en subir les inconvénients politiques, c'est-à-dire sans que Westminster n'intervienne dans les affaires de la province.

La grève de 1974 représenta ainsi une victoire considérable pour les militants loyalistes et pour Paisley en particulier qui, une fois de plus, était parvenu à imposer ses idées par la force et la menace. La grève avait ainsi provoqué la chute de l'Exécutif et, donc, l'échec de l'Accord de Sunningdale. De plus, le « succès » de la grève de 1974, convainquit Paisley que cette stratégie pourrait être reprise lorsque l'opposition à des décisions politiques s'avèrerait nécessaire.

3. « Paisley's strike », la grève de 1977.

Alors que, durant l'été 1974, les loyalistes célébraient leur victoire, le gouvernement britannique ainsi que certains membres des partis politiques modérés de la province virent dans l'échec de l'Accord de Sunningdale une catastrophe politique⁴³⁹. Un nouveau système de gouvernement, basé sur le partage du pouvoir entre nationalistes et unionistes, était apparu comme une possibilité éventuelle de mettre une fin aux « Troubles » en Irlande du Nord tout en donnant une chance aux nationalistes et aux unionistes modérés de gouverner ensemble. Cependant, une majorité de la population protestante (en partie effrayée par les propos de Paisley) n'était pas prête à voir son gouvernement changer aussi radicalement, redoutait un gouvernement en partie nationaliste et interprétait cette évolution politique comme une menace pour ses intérêts. En effet, si la communauté protestante n'avait pas eu, dans un premier temps, une réaction favorable à la grève, elle avait toutefois fini par la soutenir et condamner la « trahison » du gouvernement britannique envers le peuple protestant⁴⁴⁰.

Suite au rejet de l'ancien régime de Stormont par les nationalistes, Westminster n'abandonna toutefois pas l'idée que seul un système politique représentant les intérêts des deux communautés religieuses de la province pourrait fonctionner. Le ministre chargé des affaires nord-irlandaises de l'époque, Merlyn Rees, eut alors l'idée de mettre en place une « convention constitutionnelle » qui réunirait les différents partis politiques de la province afin qu'ils puissent convenir d'un arrangement entre eux⁴⁴¹. En 1974, il décida de légaliser

⁴³⁹ McKittrick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 107.

⁴⁴⁰ *Ibid.* p. 105.

⁴⁴¹ *Ibid.* p. 109.

le *Sinn Féin*, ainsi que l'U.V.F., afin de permettre l'ouverture d'un dialogue entre les deux groupes, et aida ainsi au cessez-le-feu de l'I.R.A. – bien que temporaire – la même année.

Du point de vue politique, la convention constitutionnelle de Rees s'avéra être vouée à l'échec dès le départ, puisqu'au lendemain de la grève, ni les nationalistes, ni les loyalistes n'étaient prêts à faire de concessions. De plus, les élections d'octobre 1974 à Westminster démontrèrent le soutien de la population envers les partis politiques qui avaient pris part à la grève puisque l'U.U.U.C. parvint à maintenir dix de ses onze sièges. Par la suite, le résultat des élections à la convention constitutionnelle, qui eurent lieu en mai 1975, signifia que celle-ci ne serait pas à l'origine d'un nouvel accord sur un éventuel partage du pouvoir, l'U.U.U.C. ayant remporté 47 des 78 sièges avec 55% des voix⁴⁴². Il n'y eut alors pas de protestations comme en 1974 au sein de l'Assemblée, dans la mesure où les unionistes opposés au partage du pouvoir contrôlaient à présent la situation. William Craig (à la tête du *Vanguard*) proposa tout de même la création d'une « coalition volontaire » qui constituerait une nouvelle administration dominée par les unionistes mais dont le cabinet accueillerait également des membres du parti nationaliste, le S.D.L.P.⁴⁴³. Cependant, Craig ne réussit pas à convaincre les autres membres du U.U.U.C. (ni même les membres de son propre parti) de soutenir son projet et fut renvoyé du conseil. D'autres membres de l'U.U.U.C. soutenant William Craig furent également renvoyés, notamment le futur chef du Parti unioniste, David Trimble. De son côté, l'U.U.U.C. rédigea un rapport qui demandait, entre autres, un retour à un Parlement exclusivement unioniste, qui gouvernerait en dehors de tout Conseil d'Irlande et aurait plus de responsabilité que l'ancien parlement de Stormont. Bien évidemment, Rees et Westminster rejetèrent ce rapport. Suite à cela, et parce que les unionistes ne voulaient pas changer de position, Rees mit fin à la convention constitutionnelle en mars 1976. En septembre 1976, il fut remplacé au poste de ministre des affaires nord-irlandaises par Roy Mason, qui comprit que la recherche d'un éventuel accord politique entre les différents partis était peine perdue et décida de se concentrer sur la sécurité (Mason souhaitait mettre fin au militantisme républicain) et l'économie de la province. Les nouvelles mesures de sécurité mirent fin à l'emprisonnement sans procès (*Internment without trial*) ainsi qu'au statut spécial (*Special Category Status*) dont bénéficiaient les prisonniers loyalistes et républicains en prison et qui leur conférait certains privilèges. Aussi, le rôle de l'armée britannique dans la lutte anti-terroriste serait relevé par les forces de police locales : le R.U.C. (à 90% protestant) et

⁴⁴² *Ibid.* p. 112.

⁴⁴³ McKittrick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 113.

le Régiment de Défense de l'Ulster (*Ulster Defence Regiment*, U.D.R., à 98% protestant). Pour de nombreux unionistes, et pour Paisley en particulier cette mesure était inacceptable, puisqu'elle impliquait que l'I.R.A. allait multiplier les attaques sur les forces de l'ordre. Ses craintes furent d'ailleurs confirmées par un nombre de pertes quatre fois supérieur au sein de l'U.D.R. et du R.U.C. par rapport à celles de l'armée britannique⁴⁴⁴. De plus, même si les unionistes avaient réussi à provoquer l'échec de l'Accord de Sunningdale, le refus de rétablir un Parlement majoritairement unioniste de la part de Westminster fut une profonde déception⁴⁴⁵.

Ainsi, en mai 1977, Paisley réalisa que si la grève de 1974 avait réussi à imposer la volonté des militants loyalistes, peut-être qu'une nouvelle protestation pourrait faire prendre à la politique de la Province une tournure favorable pour les unionistes. Cependant, le conseil de l'U.U.U.C. se divisa en raison des divergences de ses membres quant à l'organisation d'une nouvelle grève. En effet, les membres du parti unioniste officiel y étaient opposés. Paisley et Ernest Baird, membre de l'U.U.U.C. et nouveau chef du parti *Vanguard*, décidèrent donc de s'associer avec l'U.W.C., les *Apprentice Boys* de Derry, l'Ordre d'Orange indépendant et certains groupes paramilitaires tels que l'U.D.A. pour former un nouveau groupe, le Conseil d'Action Unioniste Uni, U.U.A.C. (*United Unionist Action Council*). Leur but serait de faire pression sur Westminster pour obtenir la restauration d'un Parlement unioniste à l'image du Stormont ainsi que des mesures de sécurité plus rigides.

Parce que la dernière tentative de rétablir un Parlement à l'image du Stormont avait échoué, avec le rapport de la Convention, Paisley décida d'employer d'autres moyens, cette fois beaucoup moins démocratiques, pour parvenir à ses fins. En avril 1977, l'U.U.A.C. annonça une grève pour le mois suivant afin de restaurer un Parlement majoritairement unioniste. La grève ne fut cependant pas suivie par la communauté protestante, puisque les principales Eglises protestantes, les syndicats et l'ensemble des travailleurs s'opposèrent au mouvement. Paisley s'employa tout de même à éveiller les foules en s'en prenant ouvertement à Westminster qui avait, selon lui, perdu ses valeurs britanniques. Il dénonça également l'immoralité des hommes politiques britanniques⁴⁴⁶ et ajouta qu'il n'allait pas « rester assis sans rien faire et regarder la province se faire détruire

⁴⁴⁴ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p.366.

⁴⁴⁵ McKittrick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 112.

⁴⁴⁶ *Ibid.* p. 120.

par l'I.R.A.»⁴⁴⁷. Le jour où la grève commença, le 2 mai, la même stratégie d'intimidation que celle utilisée trois ans auparavant fut employée. Comme en 1974, des gangs de l'U.D.A. bloquèrent les routes principales de Belfast et contraignirent les entreprises de cesser toute activité. Cependant, contrairement à la dernière grève loyaliste, les forces de l'ordre furent plus efficaces et réussirent à libérer les axes principaux de circulation. Un autre facteur déterminant qui ne permit pas à la grève de 1977 d'atteindre son but, contrairement à la grève de 1974, est qu'il n'y eut pas d'arrêt de la production électrique puisque les ouvriers des principales centrales ne souhaitaient pas être impliqués dans la grève. Malgré les efforts de Paisley pour faire pression sur les travailleurs, ceux-ci ne changèrent pas de position. La grève atteint son point culminant d'impopularité lorsque les chefs des principales Eglises protestantes condamnèrent les méthodes d'intimidation et la brutalité des grévistes⁴⁴⁸. Après dix jours de grève, le mouvement échoua. Ce fut une défaite humiliante pour Paisley.

Il n'y eut curieusement pas de répercussions politiques négatives de l'échec de la grève sur le D.U.P. : aux élections locales qui suivirent, les votes pour le parti ne diminuèrent que faiblement⁴⁴⁹. Ce résultat électoral fut la preuve que l'électorat, même sans soutenir l'action de Paisley, ne sanctionnait pas les candidats protestataires comme lui, mais en revanche, sanctionnait les hommes politiques trop conciliants comme Brian Faulkner⁴⁵⁰. Comme le souligne Steeve Bruce, durant la grève, un sondage qui avait été mené auprès de la population avait révélé que celle-ci soutenait les opinions politiques des grévistes mais n'était cependant pas en faveur de leur action⁴⁵¹. Ceci explique donc en partie l'échec de la grève de Paisley ainsi que le succès électoral du D.U.P. qui s'ensuivit.

Le réseau de liens entre Paisley, son Eglise, son parti et des groupes paramilitaires terroristes tels que l'U.D.A. ou l'U.V.F. a été mis en évidence. Pourtant, il apparaît que si Paisley s'associa ouvertement et à deux reprises aux paramilitaires loyalistes au cours des grèves de 1974 et 1977, personne ne put jamais prouver son implication dans des actes terroristes graves. Il semblerait donc que le chef du D.U.P. avait pris certaines précautions afin que sa carrière politique ne puisse pas être entachée par des affaires fâcheuses, par

⁴⁴⁷ “*to sit idly by and watch our province being destroyed by the IRA*”. Moloney, Ed, Pollak, *Op. Cit.* p. 367.

⁴⁴⁸ McKittrick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 121.

⁴⁴⁹ Aux élections de 1975 pour la convention constitutionnelle, le D.U.P. obtint 14,8% des voix. Aux élections de 1977, le soutien pour le D.U.P. ne diminua que faiblement, puisque le parti obtint 12,7% des voix et remporta soixante quatorze sièges.

⁴⁵⁰ McKittrick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 122.

⁴⁵¹ Bruce, Steeve, *Op. Cit.* p. 115.

exemple en condamnant certains actes terroristes comme en 1966, lors de l'assassinat d'un catholique par un membre de l'U.V.F. A plusieurs occasions, son nom fut néanmoins mentionné dans des affaires sombres et si personne ne put jamais prouver son implication directe, beaucoup l'accusèrent d'avoir provoqué ces actes de violence. En effet, si Paisley ne peut pas être accusé d'avoir directement commis des actes terroristes, il peut toutefois être tenu responsable de les avoir incités, notamment au travers de ses discours politiques et religieux enflammés, attisant le sentiment de crainte de « l'Autre » et appelant à la violence intercommunautaire. De plus, le fait que nombre de ses fidèles et de ses partisans politiques avaient des liens avec les groupes paramilitaires loyalistes les plus dangereux a, lui, été démontré, d'où l'argument qu'il existe bien un lien entre les discours de Ian Paisley et certains actes terroristes.

Lorsque Paisley décida de former son propre parti politique, le D.U.P., dans le but de faire valoir ses convictions politiques, celui-ci fut dès le départ constitué de membres radicaux ayant tous la même appartenance religieuse, ce qui impliquait que le parti serait le bras politique de son Eglise, même si Ian Paisley lui-même s'en défend (et de façon plutôt contradictoire):

*The Democratic Unionist Party was the only party in Ulster to declare publicly its strong stand in the recent local Council elections. The party has of course absolutely no connection whatsoever with the Free Presbyterian Church but the Church is always happy when any political party or grouping takes a stand for our Lord [...]*⁴⁵².

L'activité politique du D.U.P. ne cessa donc de se radicaliser au fil du temps, en particulier à travers ses liens avec les paramilitaires loyalistes. Pourtant, le nombre de personnes soutenant ce parti continua de croître, laissant présager un futur politique inquiétant pour la Province.

B. Le *Sinn Féin* Provisoire, synonyme d'une nouvelle stratégie républicaine

Le succès des républicains provisoires au début des années 1970 résulta du contexte violent dans lequel la province était alors plongée. En effet, à cette époque, l'I.R.A. Provisoire endossa le rôle de protection des quartiers catholiques et la violence dans laquelle l'Irlande du Nord était plongée fut le terrain fertile de la popularité grandissante des républicains et de la réactivation de leur stratégie militaire. Sur le terrain politique,

⁴⁵² "DEMOCRATIC UNIONISTS STRONG STAND ON LORD'S DAY OBSERVANCE", *The Revivalist*, May 1977. Site internet: <<http://ianpaisley.org/revivalist/1977/Rev77may.htm>>. Consulté le 23 février 2012.

cependant, il fallut attendre l'arrivée de Gerry Adams sur la scène politique nord-irlandaise pour qu'une véritable stratégie puisse progressivement voir le jour : une stratégie dont la dimension politique serait accentuée et menée de pair avec la lutte armée de l'I.R.A. Aussi, les événements du début des années 1980, les grèves de la faim des prisonniers républicains, contribuèrent à ouvrir la voie électoraliste aux républicains, grâce à l'élection de Bobby Sands aux élections partielles de 1981. Cette partie propose donc de déterminer les circonstances dans lesquelles le *Sinn Féin* Provisoire a progressivement intégré la scène politique nord-irlandaise tout en forgeant une nouvelle stratégie républicaine.

1. La violence intercommunautaire : le terrain fertile à la réactivation d'une stratégie militaire républicaine

S'ils furent la cible de nombreuses attaques verbales de la part du chef du D.U.P., les républicains de l'I.R.A. et du *Sinn Féin* provisoires nés de la division de 1969-1970 ne s'attaquèrent pas aux unionistes du D.U.P. en particulier, mais à la légitimité même du régime de Stormont et à la présence britannique en Irlande du Nord. Pour les républicains, en effet, les unionistes ne représentaient pas un problème majeur, mais étaient simplement les acteurs de l'impérialisme britannique. Le véritable ennemi des républicains était l'Angleterre. Qui plus est, si cette dernière était vaincue par les républicains irlandais, la résistance unioniste s'écroulerait inévitablement⁴⁵³.

La campagne militaire de l'I.R.A. provisoire fut donc façonnée par l'agitation civile et les troubles sociaux qui secouaient la Province au début des années 1970, ainsi que le sectarisme religieux envers la communauté catholique et nationaliste et les opérations militaires britanniques dans la Province⁴⁵⁴. A la différence de l'I.R.A. des années 1950, l'I.R.A. Provisoire, dès sa formation, fut constituée de membres originaires d'Irlande du Nord, bien que le groupe paramilitaire républicain fût coordonné et financé par Dublin et la République d'Irlande pendant les années 1970⁴⁵⁵. Aussi, pour ces membres, il s'agissait de protéger leur communauté, victime des violences de 1969, pas nécessairement de combattre pour la République proclamée en 1916. Comme le souligne à juste titre Jonathan Tonge, l'émergence de l'I.R.A. Provisoire en 1969 fut alors le résultat d'un regain d'animosité envers l'Angleterre et d'opposition à la division de l'île⁴⁵⁶.

⁴⁵³ McKittrick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 128.

⁴⁵⁴ Tonge, Jonathan, *Northern Ireland*, Cambridge: Polity Press, 2006. p. 41.

⁴⁵⁵ *Ibid.* p. 42.

⁴⁵⁶ *Ibid.*

En parallèle à la lutte armée républicaine, la stratégie politique du *Sinn Féin* Provisoire fut, dans un premier temps, entièrement soumise à la stratégie militaire de l'I.R.A. En effet, entre 1971 et 1973, la violence dans laquelle était plongée la province ne permit pas au *Sinn Féin* de développer de ligne politique. Ce ne fut qu'au milieu des années 1970, avec l'émergence de Gerry Adams sur la scène politique, que la ligne politique du *Sinn Féin* Provisoire commença à se profiler clairement.

Pendant les années 1970, le *Sinn Féin* Provisoire orienta alors sa ligne politique vers la défense des intérêts de la communauté catholique, la dénonciation des violences intercommunautaires et la détérioration de la situation politique. Composé en grande partie de femmes⁴⁵⁷, le *Sinn Féin* Provisoire comptait également parmi ses membres une population ouvrière (surtout dans le Nord de l'île), ainsi que des ouvriers qui avaient perdu leur emploi des suites du déclin des industries de bases (lin et coton). En d'autres termes, il s'agissait de personnes dépossédées par le régime de Stormont et le déclin économique de la province⁴⁵⁸.

Ce qui différençait ces Républicains dissidents « Provisoires » des « Officiels » étaient les points suivants : la non-reconnaissance des Parlements de Stormont et de Leinster House imposés au peuple irlandais par les Britanniques, le rejet d'une forme extrême de socialisme, la primauté de la lutte armée afin de protéger la communauté catholique, la volonté de parvenir à la réunification de l'île et le renvoi des Britanniques d'Irlande du Nord⁴⁵⁹. Aussi, le nouveau parti s'auto-déclara « véritable *Sinn Féin* » en raison de son allégeance à la Constitution du parti Républicain⁴⁶⁰. Cette dernière stipulait que faire partie d'une Assemblée issue de la partition de l'île représentait « un acte de trahison »⁴⁶¹. Le *Sinn Féin* Provisoire se voulait donc, au départ, anti-électorale, puisque la participation aux élections impliquait, *de facto*, la reconnaissance des parlements nord-irlandais et irlandais⁴⁶².

Si, sur le plan politique, le *Sinn Féin* Officiel était en position de force à l'issue de la division républicaine de 1969-1970, c'est vers le *Sinn Féin* Provisoire qu'ont ensuite afflué

⁴⁵⁷ Selon Brian Feeney, le *Sinn Féin* était alors composé au deux tiers de femmes. La plupart étaient des femmes de prisonniers républicains ou des proches de prisonniers. Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 268.

⁴⁵⁸ Feeney, Brian, *Ibid.*

⁴⁵⁹ "SINN FEIN "WALK-OUT" GROUP STATES POSITION", *The Irish Times (1874-Current File)*, 23 janvier 1970, ProQuest Historical Newspapers The Irish Times (1859-2008). p. 11 ; Tonge, Jonathan, *Op. Cit.* p. 103; Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 257.

⁴⁶⁰ "New Sinn Fein group holds ard fheis", *The Irish Times (1874-Current File)*, 26 octobre 1970, ProQuest Historical Newspapers The Irish Times (1859-2008). p. 9.

⁴⁶¹ *The Split*, Republican Lecture Series No. 1., Published by Sinn Féin Education Department, 1979 (?). Site internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/lectures/sf-lecture1.htm>. Consulté le 22 juillet 2011.

⁴⁶² Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 270.

les membres de la communauté catholique. Ainsi, en 1972, le parti était devenu le noyau politique du mouvement républicain et son ascension fut proportionnelle au déclin des Républicains Officiels⁴⁶³. Selon Brian Feeney, le succès des républicains Provisoires se fit grâce, ou à cause des événements violents ayant marqué la province dès 1969 mais surtout suite aux pogroms⁴⁶⁴ ayant causé la dévastation des quartiers catholiques, et de Belfast-ouest en particulier⁴⁶⁵. C'est ainsi que le slogan de l'I.R.A. Provisoire devint : « Des cendres de Bombay Street, sont nés les [républicains] Provisoires »⁴⁶⁶, afin de mettre en exergue une volonté de faire de l'aile militaire du mouvement républicain une organisation de défense des catholiques. Les habitants des quartiers ayant le plus souffert des violences d'août 1969 devinrent alors de fidèles partisans du *Sinn Féin* Provisoire⁴⁶⁷, de même que de futurs membres dominants du parti rejoignirent les républicains dissidents en 1970, comme ce fut le cas pour Gerry Adams.

Dans ce contexte de violence extrême, curieusement, l'arrivée des troupes britanniques sur le territoire nord-irlandais représenta dans un premier temps un signe encourageant pour les républicains, dans la mesure où cela signifiait l'échec de l'Irlande du Nord en tant qu'entité politique⁴⁶⁸. En effet, l'arrivée de l'armée britannique dans la Province était l'illustration du fait que les protestants et leurs forces de police avaient bel et bien perdu le contrôle de la province. Mais alors que les unionistes de Stormont tentaient de faire lever les barricades des quartiers nationalistes de Belfast par l'armée britannique, celle-ci devint, en pratique et aux yeux des républicains, l'agent de l'administration unioniste : elle multiplia les arrestations massives de catholiques, qui étaient battus dans les casernes militaires, puis livrés à la police et emprisonnés⁴⁶⁹. Le « dimanche sanglant » (*Bloody Sunday*) et la détention de prisonniers sans procès⁴⁷⁰ contribuèrent également à l'essor de l'I.R.A., ainsi qu'à l'intensification de la violence des paramilitaires républicains. Tandis

⁴⁶³ *Ibid.* p. 252-253.

⁴⁶⁴ Tant en français qu'en anglais, le terme de « pogrom » renvoie en premier lieu aux émeutes, accompagnées de pillages et de meurtres dirigées contre la communauté juive, notamment sous l'Empire Russe, entre 1881 et 1921. L'usage du mot « pogrom » signifie aujourd'hui toute émeute dirigée contre une communauté ethnique ou religieuse. *Le Petit Larousse Grand Format*, Larousse: Paris, 2003. *Oxford Advanced Learner's Dictionary (Seventh Edition)*, Oxford University Press: Oxford, 2005. En août 1969, des bandes de protestants et les *B-Specials* s'infiltrèrent dans le quartier de *Falls Road* pour brûler les maisons catholiques. L'événement est aujourd'hui qualifié de « pogrom » par les historiens.

⁴⁶⁵ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 254.

⁴⁶⁶ «*From the ashes of Bombay Street rose the Provisionals*».

⁴⁶⁷ *Ibid.* p. 256.

⁴⁶⁸ *Ibid.*

⁴⁶⁹ *Ibid.* p. 263.

⁴⁷⁰ En août 1971, les premières arrestations prévues par l'*Internment without trial* eurent lieu. C'est ainsi que 342 personnes, toutes catholiques, furent arrêtées. Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 271.

que le *Sinn Féin* organisait des manifestations de protestation, l'I.R.A. Provisoire étendit alors sa campagne armée en Angleterre en 1973.

Par ailleurs, la tentative échouée de processus de paix en 1973 avec l'Accord de Sunningdale fut un soulagement pour les républicains qui ne souhaitaient pas, à l'époque, partager le pouvoir politique avec les unionistes⁴⁷¹. Aussi, c'est avec une certaine jubilation que les républicains observèrent les loyalistes faire échouer leur « maître impérial »⁴⁷² pendant la grève de 1974. Les événements de 1969 avaient donc fourni l'opportunité, pour les républicains Provisoires, de renverser, d'une part, la direction d'un parti dont la stratégie ne correspondait plus à leur attentes depuis quelques années déjà et, d'autre part, le gouvernement de Stormont, rendant ainsi la province ingouvernable⁴⁷³. En effet, comme le remarque John White, « le ressentiment causé par la discrimination alimenta le mouvement pour les droits civiques des années 1960, qui s'avéra être le mouvement anti-unioniste le plus efficace »⁴⁷⁴. Restait aux républicains de proposer une solution politique alternative.

2. *L'émergence de Gerry Adams sur la scène politique nord-irlandaise, synonyme d'une nouvelle stratégie républicaine.*

Pendant la première décennie des « Troubles », de 1968 à 1978, le *Sinn Féin* Provisoire ne fit qu'agir en tant que réseau de soutien politique pour l'I.R.A. Provisoire et n'était, une fois de plus, que le numéro deux du mouvement républicain dans le cadre d'une « guerre de libération nationale »⁴⁷⁵. Toutefois, il serait incorrect de parler d'une absence de stratégie politique au sein du mouvement républicain provisoire. En effet, les rôles indispensables de chaque pan du républicanisme étaient bien définis : l'I.R.A. devait forcer le retrait des britanniques de la Province et le *Sinn Féin* devait élaborer un projet politique pour une Irlande souveraine, indépendante et constituée des 32 comtés⁴⁷⁶. C'est donc en 1979 que le *Sinn Féin* Provisoire fit une proposition de formation d'une Irlande fédérale, articulée dans le document *Eire Nua*, élaboré par le Président du *Sinn Féin*, Ruairí

⁴⁷¹ Tonge, Jonathan, *Op. Cit.* p. 118.

⁴⁷² *Ibid.* p. 118.

⁴⁷³ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 256, 258.

⁴⁷⁴ «Resentment at discrimination fuelled the civil rights movement of the 60s, which proved the most effective anti-unionist movement». White, John, «How much discrimination was there under the Unionist regime 1921-1968?», *Contemporary Irish Studies*, Ed: Gallagher, Tom, O'Connell, James, Manchester: Oxford Road, 1983. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/discrimination/whyte.htm>>. Consulté le 11 juillet 2011.

⁴⁷⁵ Sinn Féin, *Éire Nua, The Sinn Féin Policy, The Social, Economic and Political Dimension*, Dublin: Sinn Féin, 1979. Site internet:<cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/sinnfein79.htm>. Consulté le 20 mars 2012.

⁴⁷⁶ Tonge, Jonathan, *Op. Cit.* p. 104.

O'Brádaigh. *Eire Nua* proposait de doter chaque ancienne province irlandaise (Ulster, Munster, Connacht et Leinster) de son propre Parlement, le but étant de mettre fin à l' « impérialisme britannique »⁴⁷⁷ : « *Sinn Féin advocates [...] the complete overthrow of British rule in Ireland but also the setting up of a federal, democratic socialist republic based on the Proclamation of 1916* »⁴⁷⁸.

Bien que quelque peu utopique, l'élaboration d'*Eire Nua* a bien montré que le républicanisme cherchait à élaborer une stratégie politique. Ce n'est cependant qu'avec l'arrivée de Gerry Adams sur la scène politique sur la scène politique nord-irlandaise que la stratégie politique républicaine a pris un tournant décisif.

S'il a toujours nié appartenir ou avoir appartenu à l'I.R.A., Gerry Adams n'a jamais caché les raisons qui l'ont poussé à rejoindre le *Sinn Féin*, à savoir les premières d'une longue série d'émeutes : les émeutes tricolores de 1964⁴⁷⁹. Issu d'une famille connue pour ses convictions républicaines et originaire des quartiers Ouest de Belfast (un élément qui a probablement influencé sa carrière politique), Gerry Adams se trouva rapidement impliqué dans la politique de la province dès la fin de ses études, pendant les années 1960, d'abord au sein de l'Association Gaélique de Cyprus Street (*Cyprus Street Gaelic Association*⁴⁸⁰), puis avec sa participation au sein du Comité d'Action de Belfast-Ouest pour le Logement (*West Belfast Housing Action Committee*⁴⁸¹) et, bien sûr, par son implication dans les manifestations pour les droits civiques. Gerry Adams prit également part à la défense des quartiers catholiques lorsque les « Troubles » commencèrent en août 1969. Selon ses biographes, David Sharrock et Mark Devenport, ce serait son implication dans la défense des quartiers catholiques, puis la confrontation avec l'armée britannique qui auraient valu à Gerry Adams de progresser rapidement dans les rangs de l'I.R.A. Provisoire.

Arrêté et emprisonné en mars 1972 pour ses activités au sein du mouvement républicain⁴⁸², l'importance dont jouissait Gerry Adams, à l'âge de 24 ans, dans les rangs de l'armée républicaine et du *Sinn Féin* devint incontestable cette même année. En effet, il fut libéré pour intégrer une délégation de l'I.R.A. dans le cadre de négociations organisées

⁴⁷⁷ *Sinn Féin, Éire Nua, Op. Cit.* p. 1.

⁴⁷⁸ *Ibid.* p. 2.

⁴⁷⁹ Voir : Première partie, II/ B. I. i. p. 81.

⁴⁸⁰ Gerry Adams prenait part à des discussions sur des sujets comme le colonialisme et la partition de l'île. Sharrock, David, Devenport, Mark, *Man of War, Man of Peace? The Unauthorised Biography of Gerry Adams*, Londres : Macmillan, 1997. p. 45.

⁴⁸¹ Le but de ces comités était de combattre la discrimination contre les catholiques lors de l'attribution de logements.

⁴⁸² Les autorités et enquêteurs britanniques avaient identifié Gerry Adams comme étant un « *membre important* » de l'I.R.A. Selon le Colonel du Régiment de Parachutistes à Ballymurphy, Adams était le Chef de la Brigade de l'I.R.A. à Belfast. Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 85-94.

secrètement par le ministre aux Affaires nord-irlandaises, William Whitelaw, en juin 1972. La délégation républicaine comptait les républicains les plus influents : des vétérans de l'I.R.A. comme Sean MacStiofain et quelques jeunes recrues comme Gerry Adams et Martin McGuinness à l'époque âgé de seulement 22 ans⁴⁸³.

Pour les républicains, l'enjeu de ces discussions avec une délégation du gouvernement britannique avait été d'obtenir une déclaration d'intention de retrait des troupes britanniques au 1^{er} janvier 1975⁴⁸⁴. A l'époque, cette rencontre avait néanmoins été qualifiée de « non-événement »⁴⁸⁵ par William Whitelaw, compte tenu du fait que les chefs de l'I.R.A. avaient formulé des demandes jugées impossibles à satisfaire par le gouvernement britannique. Quelques jours après l'entrevue, l'I.R.A. avait alors mis un terme au cessez-le-feu qui avait permis la discussion entre les républicains et les britanniques. Néanmoins, ce qui s'est avéré être décisif pour les années à venir est qu'une voie de communication entre le gouvernement britannique et l'I.R.A. avait été ouverte. Sean MacStiofain avait d'ailleurs déclaré à l'époque :

*I hope the day will come again when British representatives will realize that the only way to a permanent peace in Ireland is to meet representatives of the republican movement and negotiate with them a phased and orderly withdrawal*⁴⁸⁶.

C'est à partir de 1975 qu'une ligne républicaine distincte commença à se développer. Elle fut relayée par le journal *Republican News*, dont l'éditeur, Danny Morisson, avait proposé à Gerry Adams la rédaction d'une rubrique. C'est sous le pseudonyme « Brownie » que Gerry Adams élaborait progressivement une nouvelle stratégie républicaine, par la publication d'articles sur la lutte armée républicaine ou encore sur les conditions de vie des prisonniers républicains⁴⁸⁷. Dans une série d'articles rédigés entre août 1975 et février 1977 pendant sa détention à Long Kesh⁴⁸⁸, il aborda ainsi les signes de

⁴⁸³ Bien qu'il ait été présent au sein de cette délégation de l'I.R.A., Gerry Adams s'est toujours défendu d'avoir fait partie de l'aile paramilitaire du mouvement républicain.

⁴⁸⁴ McKittrick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 85. La délégation républicaine avait également demandé la reconnaissance du droit du peuple irlandais de décider de l'avenir de l'Irlande, et une amnistie générale pour tous les prisonniers. Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 103.

⁴⁸⁵ William Whitelaw, in: McKittrick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 85. "the meeting was a non-event".

⁴⁸⁶ Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 106.

⁴⁸⁷ Lynn, Brendan, "Republicanism and the Abstentionist Tradition, 1970-1998". A paper presented to the Institute of Irish Studies, Queen's University, Belfast, May 2001. Site Internet: <cain.uslt.ac.uk/issues/politics/docs/lynn01.htm>. Consulté le 15/10/07.

⁴⁸⁸ Les forces de sécurité soupçonnaient Gerry Adams d'être à la tête d'une section de l'I.R.A. à Ballymurphy, dans Belfast Ouest, ce qui lui valut d'être arrêté une première fois en 1971 puis en 1973. Après deux tentatives échouées d'évasion de la prison de la Maze en 1973, il fut condamné à dix-huit mois de

lassitude envers la lutte armée parmi la communauté catholique, de même que les mesures prises par les autorités de Londres et de Dublin contre les républicains qui souhaitaient maintenir la campagne militaire⁴⁸⁹. Selon « Brownie », il convenait, par conséquent, de mettre en place immédiatement une alternative viable : « *it must start now... and it's up to us to provide it* »⁴⁹⁰. Cela impliquait la mise en place d'un programme politique qui procurerait « une alternative populaire au système britannique »⁴⁹¹. Il s'agirait de mettre en application cette alternative républicaine dès que l'opportunité se présenterait et sur tous les fronts possibles⁴⁹², dans le cadre d'une stratégie d'« abstentionnisme actif » (*active abstentionism*). En effet, il n'était pas question, dans les propositions de « Brownie », de remettre en question le principe d'abstentionnisme : « *I agree completely with abstention from ... any of the British established [...] partitionist assemblies* »⁴⁹³, déclarait-il. En revanche, il s'agissait d'amener les républicains à se rendre compte de l'intérêt de l'implication politique du *Sinn Féin* et de l'inefficacité de l'immobilité politique dont les républicains faisaient preuve à ce moment-là⁴⁹⁴. En d'autres termes, l'accent devait être mis sur l'activité politique afin d'éviter que le mouvement républicain, dans son ensemble, ne soit trop isolé de ses partisans⁴⁹⁵.

L'influence grandissante de Gerry Adams au sein du mouvement républicain fut confirmée à sa sortie de prison, en 1977, lorsqu'il continua à se faire l'avocat de changements significatifs en termes de stratégie: selon lui, la campagne armée de l'I.R.A. devait être renforcée et soutenue par l'action politique républicaine dans une optique de fusion de la stratégie politique et de la stratégie armée.

*Sinn Féin's political programme based itself upon the defence of the nationalist people in the North... Of course republican ideology also opposed any participation in the partitionist parliament in Dublin. Apart from the theoretical basis of the proposition, in practice, it meant that Sinn Féin was abandoning this ground to other parties...*⁴⁹⁶

détention supplémentaires, période pendant laquelle il aurait rédigé les « Articles de Brownie ». Site internet : <cairn.ulst.ac.uk/othelem/people/biography/apeople.htm#adams>. Consulté le 13 avril 2012.

⁴⁸⁹ Lynn, Brendan, *Op. Cit.* p. 2-3.

⁴⁹⁰ Gerry Adams, in: Lynn, Brendan, *Op. Cit.* p. 3.

⁴⁹¹ « *a people's alternative to the British system* ». Gerry Adams, in: Lynn, Brendan, *Op. Cit.* p. 3.

⁴⁹² Adams, Gerry [Brownie, pseud.], « Active Abstentionism », *Republican News*, 11 octobre 1975. In: Lynn, Brendan, *Op. Cit.* p. 3.

⁴⁹³ Gerry Adams, in: Lynn, Brendan, *Op. Cit.* p. 3.

⁴⁹⁴ Lynn, Brendan, *Op. Cit.* p. 3.

⁴⁹⁵ *Ibid.* p. 4.

⁴⁹⁶ Gerry Adams, in: Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 276.

*There is now a realisation in republican circles that armed struggle on its own is inadequate and that non-armed forms of political struggle are at least as important*⁴⁹⁷.

Adams souhaitait à l'époque faire prendre conscience de l'ampleur du soutien envers les républicains et alarmer les membres du *Sinn Féin* sur le fait que la politique abstentionniste du parti profitait aux autres partis, tels que le S.D.L.P. mais, surtout, justifiait l'attitude du gouvernement britannique qui ignorait les demandes politiques des républicains puisqu'il était impossible de mesurer le soutien dont ils bénéficiaient auprès de la population nord-irlandaise⁴⁹⁸. Le *Sinn Féin* devait donc disposer de plus de visibilité.

Il est important de noter que ce changement stratégique fut en partie motivé par la légalisation du *Sinn Féin* en 1974, des suites du boycott des élections à l'Assemblée nord-irlandaise par Danny Morrison, Patricia Davidson, Mary Moore, Paddy McParland, Gerry Brannigan et Billy Donnelly : tous membres de l'exécutif du *Sinn Féin* à Belfast⁴⁹⁹.

La nouvelle ligne politique du *Sinn Féin* fut également habilement présentée dans un discours du vétéran Jimmy Drumm, à Bodinstown, en juin 1977, rédigé en grande partie par Gerry Adams, et dont le thème se faisait l'écho des articles de « Brownie ». En effet, Jimmy Drumm s'attacha à démontrer l'importance de développer un message politique en parallèle à la campagne armée républicaine, tout en soulignant l'échec de cette dernière et déplorant le fait que « le gouvernement britannique ne se retire PAS des six comtés »⁵⁰⁰. De plus, par ce discours, Adams souhaitait introduire une « rhétorique militante de gauche »⁵⁰¹ au sein du républicanisme⁵⁰². Jimmy Drumm insista donc sur le fait que « l'isolement des républicains socialistes autour de la lutte armée [était] dangereuse »⁵⁰³ et qu'il fallait à tout prix forger des liens avec le peuple irlandais en prenant « position sur des problèmes économiques et sur la lutte quotidienne du peuple »⁵⁰⁴. Ainsi, cela permettrait au mouvement républicain d'établir des liens avec les travailleurs irlandais pour établir un « mouvement de masse qui assurerait un soutien de masse pour la

⁴⁹⁷ Gerry Adams, in : McKittrick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 128. “*There is now a realisation in republican circles that armed struggle on its own is inadequate and that non-armed forms of political struggle are at least as important.*”

⁴⁹⁸ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 276.

⁴⁹⁹ *Ibid.* p. 280.

⁵⁰⁰ “*the British government is NOT withdrawing from the six counties*”. Murray Gerard, Tonge, Jonathan, *Op. Cit.* p. 102.

⁵⁰¹ “*militant left-wing rhetoric*”. Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 150.

⁵⁰² *Ibid.* p. 150.

⁵⁰³ “*the isolation of socialist republicans around the armed struggle is dangerous*”. In: Lynn, Brendan, *Op. Cit.* p. 4.

⁵⁰⁴ “*a stand on economic issues and on the everyday struggle of people*”. In: Lynn, Brendan, *Op. Cit.* p. 4.

continuation de la lutte armée »⁵⁰⁵. Le discours de Jimmy Drumm avait donc pour but d'introduire les deux concepts clé d'une « longue guerre » contre les Britanniques, à savoir l'activité politique, alliée à la lutte armée⁵⁰⁶. Par ailleurs, le discours de Bodenstown avait pour but de mettre à l'écart les anciens chefs du *Sinn Féin*, comme Ruairí O'Brádaigh, ce qui fut illustré par différentes critiques de la direction du parti⁵⁰⁷.

Nombre de républicains remarquèrent la similitude entre la direction que souhaitait faire prendre Adams au mouvement républicain et le chemin emprunté par l'ancienne I.R.A. pendant les années 1960. Cependant, cette fois-ci, il s'agissait d'entrer dans l'arène politique, tout en continuant la lutte armée. Par conséquent, les brigades de l'I.R.A. furent, dans le même temps réorganisées en différentes cellules pour être plus performantes. Aussi, une zone de commandement annexe de l'I.R.A. fut créée afin de superviser la « zone de guerre » : le nord de l'île et les zones frontalières. Le groupe paramilitaire élargit également son champ d'action en s'attaquant au personnel carcéral, aux officiers qui n'étaient pas en service et aux forces de sécurité recrutées localement (membres du R.U.C. et de l'U.D.R.)⁵⁰⁸. Seamus Twomey était à l'époque Chef des Forces Armées de l'I.R.A. mais selon David Sharrock et Mark Devenport, celui-ci aurait agi sous les ordres de Gerry Adams⁵⁰⁹.

Aussi, peu après l'attentat à la bombe à l'hôtel de La Mon House, dans un quartier protestant du comté de Down, à la fin de l'année 1977, Gerry Adams fut arrêté et accusé d'être membre de l'I.R.A. Lors de son procès, le manque de preuves attestant de son appartenance à l'Armée Républicaine lui valut d'être libéré. Comme le remarquent Sharrock et Davenport, cet événement représenta pour Adams un exercice de propagande pour prendre les rênes du parti républicain et remplacer la direction de Dublin⁵¹⁰. Lorsqu'ils prirent les rênes du mouvement républicain⁵¹¹, Gerry Adams et Martin McGuinness se firent tous deux les avocats de changements significatifs afin de s'opposer

⁵⁰⁵ “*mass movement (that) will ensure mass support for the continuing armed struggle*”. In: Lynn, Brendan, *Op. Cit.* p. 4.

⁵⁰⁶ Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 150.

⁵⁰⁷ Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p. 103.

⁵⁰⁸ McKittrick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 128-129.

⁵⁰⁹ Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 152.

⁵¹⁰ *Ibid.* p. 162.

⁵¹¹ McKittrick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 125. Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 162. Gerry Adams fut élu vice-président du *Sinn Féin* en 1978 et Martin McGuinness remplaça Brian Keenan au poste de Chef des Forces Armées de l'I.R.A. suite à son arrestation.

aux nouvelles mesures de sécurité de Roy Mason et en particulier à la violence des interrogatoires de police à Castlereagh⁵¹².

Dans son premier discours en tant que vice-président du *Sinn Féin*, en juin 1979, Gerry Adams réaffirma que l'objectif républicain d'une Irlande unie, libre, socialiste et gaélique restait inviolable, mais que cette Irlande ne pouvait pas être rétablie uniquement par des moyens militaires : « *our most glaring weakness lies in our failure to develop revolutionary politics and to build an alternative to so-called constitutional politics* »⁵¹³. Le boycott des élections nord-irlandaise limitait en effet la présence du parti sur le terrain politique⁵¹⁴. Selon, Adams, la stratégie républicaine devait donc être repensée afin de convenir au contexte politique du moment⁵¹⁵. Ce discours fut le premier pas vers la politisation du républicanisme provisoire. Il faut toutefois noter que, si Gerry Adams se prononça en faveur du développement d'une direction politique, il se garda d'aborder la question de l'abstentionnisme aux élections nord-irlandaises. Le débat sur la question de la participation aux élections dans le Nord allait pourtant inévitablement surgir.

Lors du congrès du *Sinn Féin* en 1978, la question de la participation électorale fut effectivement débattue. Il apparut que les opposants à la participation aux élections dans les six comtés du Nord étaient les membres les plus âgés du *Sinn Féin* et originaires du Sud de l'île. Au contraire, les républicains du Nord y étaient favorables⁵¹⁶. Au congrès du *Sinn Féin* en novembre 1980, au grand dam de certains membres du parti, la proposition de participation du parti aux élections locales fut rejetée et il fut décidé que la politique d'abstention du parti resterait en place. La réserve des républicains était due aux divisions passées ayant marqué l'histoire du *Sinn Féin* et de l'I.R.A. Comme l'explique Danny Morrison : « *any time the movement experimented or went down that road of opening up an electoral front, it always led to inner turmoil* »⁵¹⁷. Néanmoins, il fut précisé qu'il s'agissait d'une « décision tactique [...] », le *Sinn Féin* n'étant pas préparé à briguer les suffrages, « plutôt qu'une position de principe »⁵¹⁸, laissant entrevoir une possibilité de changement.

⁵¹² Les personnes suspectées de prendre part à des activités terroristes au sein des groupes paramilitaires loyalistes et républicains étaient traquées en permanence par des équipes d'inspecteurs et étaient souvent interrogées de façon extrêmement brutale. Castlereagh, dans la partie Est de Belfast, était l'endroit où les personnes suspectées d'être impliquées dans des activités paramilitaires étaient interrogées par le R.U.C.

⁵¹³ Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 164.

⁵¹⁴ Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p. 104. Le *Sinn Féin* ne participait, à l'époque, qu'aux élections locales en République d'Irlande.

⁵¹⁵ Lynn, Brendan, *Op. Cit.* p. 4.

⁵¹⁶ *Ibid.* p. 105.

⁵¹⁷ Morrison, Danny, in: Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p. 107.

⁵¹⁸ « *a tactical decision [...] rather than a principled position* ». Lynn, Brendan, *Op. Cit.* p. 5.

Par ailleurs, face à l'efficacité grandissante des républicains au niveau militaire, le gouvernement britannique afficha sa volonté d'adopter une attitude plus offensive. C'est, paradoxalement, cette nouvelle politique qui fournit au *Sinn Féin* une nouvelle cause à soutenir, l'opportunité de grossir les rangs de ses partisans et, surtout, de franchir le pas vers la participation électorale. L'Armalite, arme de prédilection des républicains, était sur le point d'être accompagnée par l'arme politique des urnes.

3. 1981 : un tournant pour le républicanisme et la politique nord-irlandaise

A l'aube des années 1980, la préoccupation du *Sinn Féin* était principalement de convertir un sentiment de sympathie pour la cause de l'unité irlandaise en un soutien politique solide envers le parti. En effet, les citoyens irlandais rejetaient la partition mais ne soutenaient pas pour autant le *Sinn Féin* politiquement⁵¹⁹. Cette entreprise sembla néanmoins être compromise, dans la mesure où la violence soutenue de l'I.R.A. mena à un « ostracisme politique »⁵²⁰ du *Sinn Féin*, de même qu'à une condamnation morale de la part de l'Eglise catholique romaine. Par ailleurs, cette attitude de l'Eglise catholique vis-à-vis des républicains vint contredire l'argument des loyalistes comme Ian Paisley selon lequel l'I.R.A. agissait selon les directives de l'Eglise catholique. En effet, lors de sa visite en Irlande en 1979, le Pape avait demandé à l'I.R.A. Provisoire de mettre fin à la campagne armée, laquelle s'était avérée être particulièrement meurtrière au cours des années précédentes⁵²¹, tout en reconnaissant le droit à la justice sociale et politique pour les nationalistes d'Irlande du Nord⁵²². Pour le *Sinn Féin*, il s'agissait de ne pas aliéner son électorat en étant mêlé à cette dispute entre l'Eglise catholique et l'I.R.A. Dans le même temps, tout signe de division au sein du mouvement républicain devait être évité ; c'est pourquoi, Gerry Adams déclara que la lutte armée était « une forme de résistance nécessaire et moralement correcte dans les six comtés, contre un gouvernement dont l'existence était rejetée par une vaste majorité d'Irlandais »⁵²³.

⁵¹⁹ Tonge, Jonathan, *Op. Cit.* p. 106 et 108.

⁵²⁰ *Ibid.* p. 106.

⁵²¹ Le 21 juillet 1976, L'I.R.A. provisoire assassina Ewart Biggs, l'ambassadeur britannique à Dublin ; le 31 mars 1979, c'est Airey Neave, porte-parole de l'Irlande du Nord en Angleterre, qui tomba sous le coup de la violence des paramilitaires républicains ; enfin, lors de deux attentats à la bombe, le 27 août 1979, à Warrenpoint, l'I.R.A. Provisoire tua dix-huit soldats britanniques et assassina, le même jour, Lord Mountbatten (un membre de la famille royale) en voyage dans la République d'Irlande.

⁵²² Tonge, Jonathan, *Op. Cit.* p. 107.

⁵²³ "a necessary and morally correct form of resistance in the six counties against a government whose presence is rejected by the vast majority of Irish people". Gerry Adams, in: "Armed Struggle", *Republican News*, 17 novembre 1983. Cité dans: Tonge, Jonathan, *Op. Cit.* p. 108.

De façon générale, à la fin des années 1970, l'attitude envers les paramilitaires de l'I.R.A. Provisoire s'était durcie, non seulement du côté religieux, mais également de la part du gouvernement britannique, avec la décision, en mars 1976 de mettre fin au statut de catégorie spéciale pour les prisonniers ayant été emprisonnés suite à des offenses de nature terroriste. Dans une optique de ce que certains commentateurs politiques qualifiaient de « criminalisation »⁵²⁴ de l'I.R.A. par le gouvernement britannique, les prisonniers républicains seraient donc traités comme n'importe quel prisonnier.

Le début des années 1980 en Irlande du Nord fut alors marqué par les protestations des prisonniers républicains de la prison de Long Kesh⁵²⁵ : après l'échec de la « grève des vêtements » (*blanket protest*) et de la « grève de l'hygiène »⁵²⁶ (*dirty protest*), ils décidèrent d'entamer une grève de la faim afin de faire pression sur le gouvernement britannique pour que celui-ci leur rende leur statut de prisonnier de guerre. En effet, selon le gouvernement britannique, les fusillades et les explosions de bombes devaient être considérées comme des actes terroristes et, par conséquent, les membres de l'I.R.A. devaient être traités comme n'importe quel autre prisonnier.

Les raisons pour lesquelles les républicains souhaitaient continuer à bénéficier de ce statut étaient les suivantes : au-delà des meilleures conditions de détention, le statut de prisonnier politique conférait aux républicains une amnistie en cas de règlement de conflit, ce qui représentait un avantage non négligeable⁵²⁷. De plus, comme le remarque Richard Deutsch, la concession de ce statut signifiait que Londres reconnaissait la légitimité de l'I.R.A., qui, en tant qu'« ennemi régulier » bénéficiait des avantages du « droit de guerre », selon les termes de la Convention de Genève⁵²⁸. Cela impliquait, par conséquent, pour les républicains de l'I.R.A. Provisoire, de pouvoir négocier avec le gouvernement britannique. Cependant, la suppression du statut de prisonnier politique signifiait que les Britanniques n'avaient nullement l'intention de négocier avec l'I.R.A.

⁵²⁴ Site internet: <cain.ulst.ac.uk/events/hstrike/chronology.htm>. Consulté le 23 mars 2012.

⁵²⁵ « 'Long Kesh' est l'appellation nationaliste tandis que 'la prison de la Maze' est la formule officielle britannique ». Deutsch, Richard, *Op. Cit.* p. 173.

⁵²⁶ Les termes « *blanket protest* » et « *dirty protest* » renvoient aux protestations des prisonniers républicains suite à la suppression du « *special category status* » pour les prisonniers républicains, équivalent du statut de prisonnier de guerre, en mars 1976. Ce statut spécial impliquait que les prisonniers étaient exemptés de travail au sein de la prison et du port de l'uniforme, qu'ils avaient droit à des visites supplémentaires ainsi qu'à des portions plus importantes de nourriture. Lorsque le gouvernement britannique refusa de rendre aux prisonniers républicains leur statut de prisonniers politiques, ceux-ci protestèrent d'abord en refusant de porter leurs uniformes de prisonniers, portant à la place une simple couverture (*blanket protest*), ou en recouvrant leurs cellules de leurs excréments (*dirty protest*). Ces protestations eurent lieu durant le printemps 1978.

⁵²⁷ Deutsch, Richard, « L'élection et la mort de Robert Sands », *Etudes Irlandaises*, n°6, décembre 1981. p. 173.

⁵²⁸ *Ibid.*

La première grève de la faim débuta donc en octobre 1980 pour s'achever en décembre 1980 après l'obtention de quelques concessions de la part du gouvernement britannique⁵²⁹. La deuxième, plus importante, débuta en mars 1981. Bobby Sands, alors négociateur et Commandant en Chef des détenus de l'I.R.A. emprisonnés à Long Kesh, entama sa grève de la faim le 1^{er} mars pour réclamer de meilleures conditions de détention et le statut de prisonnier politique⁵³⁰.

Pour les prisonniers de l'I.R.A. Provisoire, il s'agissait d'utiliser l'arme émotionnelle traditionnelle des républicains et des nationalistes irlandais pour faire plier le gouvernement britannique⁵³¹. Toutefois, le Premier ministre britannique de l'époque, Margaret Thatcher déclara ne vouloir faire aucune concession envers les membres de l'I.R.A., dans la mesure où elle ne souhaitait pas « prendre en considération le statut de prisonnier de guerre pour certains groupes de personnes purgeant une peine pour un crime. Un crime est un crime, ce n'est pas un acte politique »⁵³². Les grèves de la faim se poursuivirent donc tout au long du printemps et de l'été 1981, au cours desquels dix prisonniers républicains perdirent la vie.

Les grèves de la faim marquèrent un tournant de la lutte républicaine de deux façons. Premièrement, le Conseil Armé de l'I.R.A. n'apparut plus totalement être aux commandes de la lutte et de la stratégie républicaine et, comme le remarque Brian Feeney, ne fut par la suite plus capable d'en reprendre totalement le contrôle⁵³³. Deuxièmement, un événement marquant du début des années 1980, directement lié aux grèves de la faim, refléta l'évolution remarquable du mouvement républicain et ce, dans la prolongation de la nouvelle ligne politique amorcée par Gerry Adams à la fin des années 1970. En effet, en avril 1981, Bobby Sands, aujourd'hui le plus connu des grévistes de la faim, ouvrit la voie électoraliste au mouvement républicain en se présentant, de sa cellule de prison, aux élections partielles du 9 avril, provoquées par le décès de Frank Maguire⁵³⁴. Pour le *Sinn Féin*, la candidature de ce prisonnier permit de commencer véritablement la politisation du *Sinn Féin* et d'accroître considérablement le soutien pour le parti républicain. Sands

⁵²⁹ Le port des vêtements civils, le travail non obligatoire et la liberté d'association. *Ibid.* p. 174.

⁵³⁰ Deutsch, Richard, *Op. Cit.* p. 174.

⁵³¹ *Ibid.* p. 171. En 1921, le Maire de Cork, Terence McSwiney, mourut après 74 jours de grève de la faim dans la prison anglaise de Brixton.

⁵³² Hennessey, Thomas, *A History of Northern Ireland 1920-1996*, Dublin: Gill and Macmillan, 1997. p. 261.

⁵³³ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 287.

⁵³⁴ Le 6 mars 1981, le décès de Frank Maguire, Membre du Parlement pour la circonscription de Fermanagh-Tyrone Sud provoqua des élections partielles. Jim Gibney, du *Sinn Féin*, décida de nommer un candidat républicain prisonnier à Long Kesh, ce qui, pensait-il, serait utile aux grévistes de la faim. Bobby Sands, bien qu'étant emprisonné, pouvait tout de même se présenter, car, grâce à la loi britannique de 1967 (Criminal Law Act), il jouissait toujours de ses droits civiques.

remporta haut la main le siège de Fermanagh et Tyrone-Sud et fut donc élu à la Chambre des communes en battant le candidat unioniste Harry West. Si la victoire électorale du *Sinn Féin* ne permit pas d'éviter la fin tragique des grèves de la faim⁵³⁵, elle illustra néanmoins le soutien politique considérable dont bénéficiaient les républicains. Après Bobby Sands, dix autres prisonniers perdirent la vie avant que les républicains réalisent que le gouvernement Thatcher ne leur cèderait pas le statut de prisonnier politique et mettent fin à leur mouvement, le 3 octobre 1981.

La décision de faire entrer le *Sinn Féin* sur la scène politique nord-irlandaise à ce moment-là ne fut pas le fruit d'une stratégie planifiée par le parti mais plutôt celui de circonstances fortuites exploitées par les prisonniers républicains⁵³⁶. Les grèves de la faim et la candidature de Bobby Sands contribuèrent en effet à renvoyer une nouvelle image des républicains, qui fut rapidement exploité par le *Sinn Féin* et l'I.R.A. Provisoires. Ainsi, dès la première grève de la faim, en 1980, ces derniers mirent au point une impressionnante machine de propagande, multipliant les affiches « choc », « anti-H-Block », afin de gagner en visibilité et, surtout, acquérir un soutien populaire. Ainsi, nombre d'affiches demandant le soutien des grévistes de la faim virent le jour, comme celle de l'annexe 7, datant de 1980 et représentant symboliquement les portraits des prisonniers républicains en forme de H.

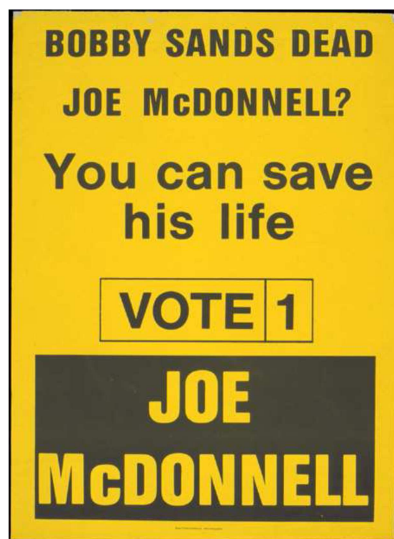
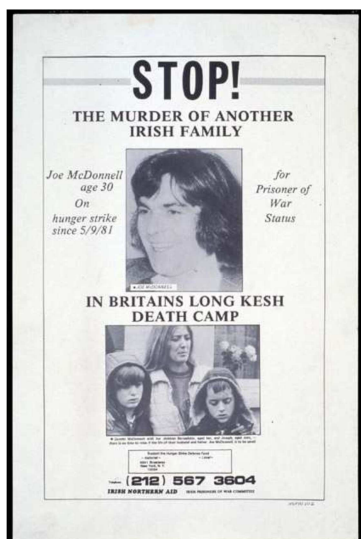
Les grèves de la faim furent en effet « savamment orchestrées à l'intérieur comme à l'extérieur de la prison »⁵³⁷ par le Comité du H-Block (fondé en octobre 1979), dont le but était de faire connaître les conditions de détention des prisonniers républicains grâce à une action publicitaire efficace.

A partir de la mort de Bobby Sands, le *Sinn Féin* alla jusqu'à associer la prison de Long Kesh à des camps de la morts et décida d'interpeller la population en lui demandant de soutenir politiquement les prisonniers républicains.

⁵³⁵ Le 5 mai 1981, Sands mourut après 66 jours sans s'alimenter. Il fut par la suite remplacé à la Chambre de Communes par son agent de campagne électorale, Owen Carron, qui remporta les élections partielles après sa mort.

⁵³⁶ Murray, Gerard, Tonge, Jonathan, *Op. Cit.* p. 110.

⁵³⁷ Deutsch, Richard, *Op. Cit.* p. 174.



Source : Linnen Hall Library's Northern Ireland Political Collection, *Troubled Images, Posters and Images of the Northern Ireland Conflict*, CD-ROM. Belfast: 2001.

Comme le montrent ces affiches demandant un soutien politique à Joe McDonnell, la propagande républicaine, adroitement ordonnée par Danny Morrison, exploita la vague d'émotion suscitée par la mort des grévistes de la faim. La nouvelle ligne du *Sinn Féin* était la suivante : « *Lend us the seat. It'll save [their lives]* »⁵³⁸. De son côté, l'I.R.A. avait pratiquement arrêté son action depuis décembre 1980, dans le but de renvoyer une image « non-violente » de personnes opprimées par les Britanniques⁵³⁹.

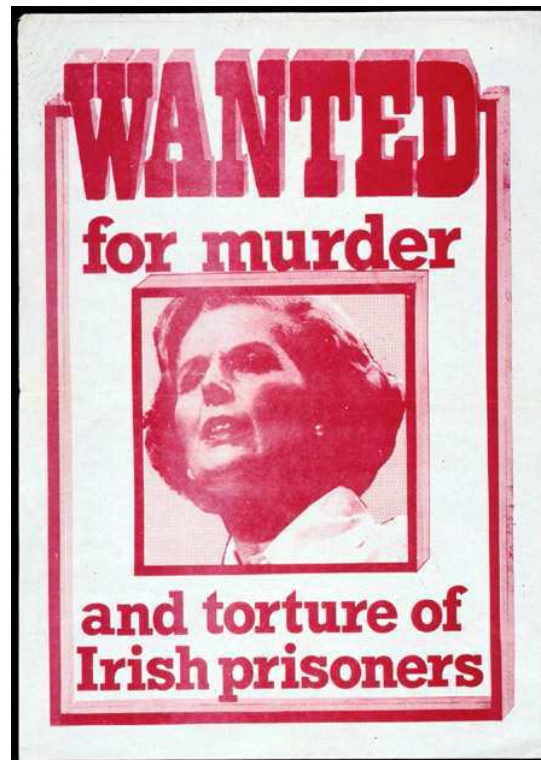
L'inflexibilité du gouvernement britannique, même devant la mort des protestataires républicains, fut jugée par nombre de nationalistes comme trop sévère, voire cruelle. Le *Sinn Féin* alla jusqu'à diaboliser le Premier ministre britannique, l'accusant d'avoir assassiné les grévistes de la faim avec cette affiche faisant apparaître Margaret Thatcher comme une criminelle recherchée pour « meurtre et torture de prisonniers irlandais ». Les républicains renversèrent alors la situation dans laquelle ils étaient identifiés par le gouvernement britannique comme des criminels qui devaient être privés de leur statut politique : ils mirent en scène le « crime » du Premier ministre britannique en la faisant apparaître comme la meurtrière des prisonniers de Long Kesh. L'Angleterre, en la personne de Margaret Thatcher, était diabolisée, devenant « l'ennemie numéro 1, [...] déchue de son statut de nation civilisée et réduite à la 'babarie' »⁵⁴⁰. Il s'agissait de

⁵³⁸ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 290.

⁵³⁹ Deutsch, Richard, *Op. Cit.* p. 175.

⁵⁴⁰ Maignant, Catherine, « *Identité et Folklore Dans l'Idéologie Républicaine* », *Etudes Irlandaises*, n°17.1, juin 1992. p. 189.

« l'autre », si l'on se place dans la perspective du discours politique républicain, qui devait être anéanti.



Source : Linnen Hall Library's Northern Ireland Political Collection, *Troubled Images, Posters and Images of the Northern Ireland Conflict*, CD-ROM. Belfast: 2001.

A l'échelle internationale également, le gouvernement de Margaret Thatcher fut grandement critiqué pour ne pas avoir su faire face à la grève. Ainsi, durant les années qui suivirent la grève de la faim, on nota une hausse de la violence et une radicalisation politique significatives des nationalistes en Irlande du Nord, puisque nombre d'entre eux se rallièrent au *Sinn Féin*⁵⁴¹ et à l'I.R.A. Cependant, malgré la politisation grandissante du *Sinn Féin*, dans la pure tradition républicaine, la lutte armée resta « la seule solution pour faire face [...] à l'agression et se montrer digne du passé révolutionnaire »⁵⁴². Comme le remarque Catherine Maignant, la violence républicaine apparut alors comme « justifiée par la violence des autres »⁵⁴³.

L'élection de Bobby Sands à la Chambre des communes réussit tout de même à persuader le camp républicain que son électorat représentait une force politique significative et, donc, qu'une participation électorale était nécessaire pour faire entendre

⁵⁴¹ Lors des élections à l'Assemblée nord-irlandaise en octobre 1982, le *Sinn Féin* obtint 64.191 votes, soit 10,1% du total des votes. Aux élections générales à Westminster en 1983, le candidat du *Sinn Féin*, Gerry Adams, remporta le siège de Belfast Ouest avec 5.445 votes de plus que le candidat du SDLP. Hennessey, Thomas, *Op. Cit.* p. 263.

⁵⁴² Maignant, Catherine, *Op. Cit.* p. 191.

⁵⁴³ *Ibid.*

ses réclamations. Lorsque Bobby Sands fut remplacé par le candidat républicain, Owen Carron, en août 1981, ce dernier fut alors le premier à mettre en application l'« abstentionnisme actif » prôné par Gerry Adams ce qui, selon Kevin Rafter, contribua à ouvrir la voie du processus de paix en Irlande du Nord⁵⁴⁴. En effet, l'élection d'Owen Carron permit de remettre en question le *statu quo* républicain et encouragea Gerry Adams à débattre la question de la participation électorale du parti lors du congrès suivant du *Sinn Féin* en 1981.

Le débat sur la continuation de l'abstentionnisme refit donc surface chez les républicains, d'autant que, lors des élections locales de mai 1981, le vote protestataire à l'origine de l'élection de Sands se reproduisit dans plusieurs municipalités du Nord de l'île⁵⁴⁵. C'est lors du congrès du parti en 1981 que la question fut tranchée : une motion en faveur d'une politique électorale fut passée. Dès lors, les candidats du *Sinn Féin*, s'ils étaient élus, pourraient siéger aux conseils municipaux en Irlande du Nord, et le parti participerait aux élections générales au Nord et au Sud de l'île (tout en s'abstenant de siéger)⁵⁴⁶. L'ère de l'« l'armalite et de l'urne »⁵⁴⁷ (*armalite and the ballot box*) était alors sur le point de commencer.

Dans un contexte politique agité, voire chaotique, le *Sinn Féin* n'a donc eu de cesse de s'opposer au gouvernement britannique, au régime de Stormont et, par voie de conséquence, aux unionistes. Toutefois, les républicains se gardèrent d'attaquer directement les membres du D.U.P. ou du Parti Unioniste. En effet, contrairement à Ian Paisley, qui se plaisait à diaboliser les républicains et à les instrumentaliser dans un discours populiste à des fins électorales, les membres du *Sinn Féin* se contentèrent, dans un premier temps, de dénoncer un système inégalitaire à travers la campagne violente de l'I.R.A.

La première partie de cette étude démontre bien qu'il existe néanmoins des points communs au D.U.P. et au *Sinn Féin*. Il s'agit d'une action politique contestataire et violente et de l'association à des groupes paramilitaires ; une association manifeste et assumée par les républicains (à l'exception de Gerry Adams) mais niée par les unionistes démocrates. Aussi, les similitudes dans la stratégie discursive des deux partis sont

⁵⁴⁴ Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p. 114.

⁵⁴⁵ Lynn, Brendan, *Op. Cit.* p. 5.

⁵⁴⁶ *Ibid.*

⁵⁴⁷ « *The Armalite and Ballot Box* », une expression imaginée par Danny Morrison, est la stratégie par laquelle les républicains souhaitaient obtenir une Irlande unie et indépendante : à la fois par la violence et par des moyens politiques.

remarquables, à savoir l'attachement à leurs traditions respectives, leur ancrage dans leurs valeurs fondamentales et, surtout, l'identification d'un « Autre », qu'il s'agisse des républicains pour le D.U.P. ou du gouvernement britannique pour le *Sinn Féin*.

Contrairement aux républicains, aucun signe de transformation dans la stratégie politique du D.U.P. n'est notable sur cette période, la contestation excessive et la violence verbale restant les armes de prédilection des Unionistes Démocrates. En revanche, la force du *Sinn Féin* Provisoire au lendemain de la division du camp républicain en 1970 fut de renverser une tendance qui lui était défavorable en empruntant le chemin de la participation politique, préconisée dès le milieu des années 1970 par Gerry Adams et menée de pair avec les grèves de la faim des prisonniers républicains. Dès lors, pour le *Sinn Féin*, il s'agit de bâtir une nouvelle politique républicaine qui reposerait sur la stratégie de l'« armalite et de l'urne ». En effet, si les républicains ne souhaitaient, à l'époque, pas mettre fin à leur lutte armée pour débarrasser l'île de la présence britannique, ils ouvrirent de manière quelque peu contradictoire et sans s'en apercevoir, la voie du processus de paix en Irlande du Nord.

Deuxième partie
Les difficultés liées à la mise en place
du processus de paix en Irlande du
Nord : stratégies politiques et
divergences idéologiques entre le
D.U.P. et le *Sinn Féin* (1985-2001)

Les années 1980 et 1990 en Irlande du Nord ont été caractérisées par différentes tentatives de résoudre la crise politique et la violence intercommunautaire. Ce que les historiens, politologues et hommes politiques s'accordent à appeler « le processus de paix » nord-irlandais témoigne donc d'une volonté de changement au sein de la Province nord-irlandaise, d'un état de violence intercommunautaire et d'instabilité politique vers une paix durable. Il s'est cependant agi d'un processus long et laborieux, en raison des divergences politiques et religieuses extrêmement marquées entre les différents partis, qui avaient déstabilisé l'Ulster pendant plusieurs décennies.

En dépit des nombreux obstacles au processus de paix, notamment l'opposition radicale de partis comme le D.U.P. aux différents accords de paix ou encore, la violence des différents groupes paramilitaires, cette période de l'histoire moderne de la province nord-irlandaise a profondément transformé le paysage politique de cette dernière grâce au rapprochement forcé des différents acteurs politiques de l'Ulster.

Cette partie propose donc, dans un premier temps, de revenir sur les conditions ayant permis la signature des différents Accords de paix entre 1985 et 1998 – l'Accord anglo-irlandais (1985), la Déclaration de Downing Street (1993) et les Accords de Belfast⁵⁴⁸, (1998) – et sur les difficultés liées à la prise en considération des intérêts politiques contradictoires des différents partis de la province. Puis, la réaction contestataire du D.U.P. et de son chef, le révérend Paisley, aux principes fondateurs des différents accords de paix sera analysée afin de déterminer son impact sur la progression du processus de paix et sur l'électorat unioniste. Nous verrons ainsi comment le principe du partage du pouvoir en Irlande du Nord s'est avéré être un compromis difficile pour les unionistes du D.U.P., pour des raisons tant religieuses que politiques, et a ainsi conduit le parti à l'isolation politique.

Dans un deuxième temps, cette partie proposera de s'interroger sur la réaction des républicains aux accords de paix, tout en prenant soin d'évoquer l'évolution de leur stratégie politique et militaire au début des années 1980 et tentera de démontrer comment l'implication du *Sinn Féin* dans le processus de paix est devenue une préoccupation nationale et internationale. Nous nous attacherons ainsi à démontrer dans quelle mesure les relations entre le *Sinn Féin* et le S.D.L.P. à partir de la fin des années 1980 et pendant tout le processus de paix ont influencé la stratégie et le discours politique républicain pour

⁵⁴⁸ Les Accords de Belfast sont également appelés Accords du Vendredi Saint pour souligner la coïncidence entre la date du 10 avril et le Vendredi Saint en 1998.

permettre au parti d'être progressivement intégré à la scène politique et de se distancer de l'I.R.A.

Pour finir, nous nous aborderons la question du statut du *Sinn Féin* et du D.U.P. à l'heure de la mise en application des Accords de Belfast et de la formation d'une Assemblée au pouvoir partagé. Nous verrons ainsi en quoi la mise en application des Accords a été problématique et comment le D.U.P. et le *Sinn Féin* ont été amenés, de manière différente, à participer aux nouvelles institutions politiques nord-irlandaises.

I/ La politique du D.U.P. durant la mise en place du processus de paix : « Ulster says NO ! », « No surrender ! », une identité politique forgée dans l'opposition.

« *We will use all means which are deemed necessary to defeat the Agreement* »⁵⁴⁹.

Comme le démontre cette déclaration du chef du D.U.P., la deuxième tentative de mise en place du processus de paix⁵⁵⁰, entreprise dès la signature de l'Accord anglo-irlandais de 1985, a suscité un sentiment d'opposition considérable de la part du D.U.P. La Déclaration de Downing Street, en 1993, puis les Accords de Belfast, en 1998, ont également provoqué de violentes campagnes d'opposition de la part de Ian Paisley et de son parti, pour lequel la réconciliation avec les autres partis de la province et le partage du pouvoir politique signifiaient nécessairement l'abandon des principes unionistes.

Tout au long du processus de paix, le D.U.P. s'est donc imposé comme *le* parti unioniste radical principal d'Ulster et s'est continuellement opposé aux différents accords de paix. Après une présentation des différents accords, il conviendra donc de détailler la nature de l'opposition du D.U.P. et de s'interroger sur les causes d'une opposition aussi violente et radicale.

A. Les accords de paix.

Toute tentative pour comprendre l'interprétation des accords de paix par le D.U.P. et le *Sinn Féin* doit tout d'abord commencer par l'analyse des facteurs ayant mené à leur signature ainsi que de leur contenu. Cette partie traitera donc du contexte dans lequel les différents accords de paix des années 1980 et 1990 ont été signés ainsi que de leurs lignes directrices afin de mieux saisir leur portée politique et, surtout, les répercussions qu'ils ont eues sur les deux partis qui font l'objet de cette étude.

Les années qui ont suivi les grèves de la faim dans la prison de Maze ont vu se développer différentes tentatives de la part des gouvernements britannique et irlandais pour résoudre la crise politique nord-irlandaise. En effet, suite aux grèves de la faim, à la recrudescence de la violence de l'I.R.A.⁵⁵¹ et à l'échec de nouvelles tentatives⁵⁵² pour

⁵⁴⁹ Ian Paisley, Ulster Resistance Rally, Ulster Hall, Belfast, 10 novembre 1986.

⁵⁵⁰ La première tentative de processus de paix dans la province avait eu lieu avec la signature de l'Accord de Sunningdale en 1973.

⁵⁵¹ En novembre 1981, le révérend Robert Bradford (membre unioniste du parlement britannique) a été tué par des membres de l'I.R.A. dans la zone sud de Belfast ; en juillet 1982, une bombe de l'I.R.A. a tué onze

introduire un système politique basé sur le principe du partage du pouvoir en Irlande du Nord, le gouvernement de Margaret Thatcher s'est tourné vers la République d'Irlande pour tenter de trouver une solution aux « Troubles » dans la province. Une décision qui a suscité l'étonnement, compte tenu de ses affinités politiques bien connues avec les unionistes⁵⁵³.

Peu après le traité de 1921 qui avait partagé l'Irlande en deux, et l'arrivée au pouvoir d'Eamon de Valera (opposé au traité) en 1932, les tensions entre l'Angleterre et la République d'Irlande s'étaient caractérisées par une guerre commerciale. Les relations entre les deux pays n'avaient toutefois pas tardé à s'améliorer suite aux accords commerciaux de 1938, 1948, et 1960, puis, avec l'accord de libre-échange de 1965. De 1922 à 1972 (période durant laquelle l'Irlande du Nord jouissait de son propre parlement à Stormont) ni l'Angleterre, ni l'Irlande ne s'étaient particulièrement intéressées aux affaires nord-irlandaises. Cependant, la campagne pour les droits civiques et la violence politique que celle-ci avait entraînée dans la Province à la fin des années soixante avaient eu pour effet de renforcer les relations anglo-irlandaises, dans la mesure où les deux pays souhaitaient résoudre le problème de la violence en Irlande du Nord.

L'accord de Sunningdale (1973) avait été la première tentative anglo-irlandaise de réconcilier les deux communautés nord-irlandaises, à travers la mise en place d'une Assemblée nord-irlandaise fonctionnant sur le principe de partage du pouvoir entre nationalistes et unionistes et d'un Conseil d'Irlande. Elle avait toutefois été, ainsi que nous l'avons expliqué précédemment, contrée par la grève loyaliste de 1974. En dépit de la courte durée de l'Assemblée de 1973, l'accord de Sunningdale avait néanmoins permis d'ouvrir la voie à des discussions politiques entre l'Irlande, l'Irlande du Nord et l'Angleterre. D'autre part, cet échec avait démontré que la résolution du conflit ne pouvait pas se faire de façon unilatérale, c'est-à-dire en engageant uniquement l'Irlande du Nord.

Margaret Thatcher a commencé à établir des contacts avec la République d'Irlande en mai 1980, lors de sa rencontre avec le *Taoiseach*, Charles Haughey. Cette dernière a,

soldats à Londres ; en octobre de la même année, trois officiers du R.U.C. ont été tués par une bombe de l'I.R.A. à Lurgan ; en décembre 1983, cinq personnes ont perdu la vie suite à l'explosion d'une bombe au magasin Harrods de Londres ; en octobre 1984, enfin, une bombe a explosé lors du Congrès du Parti conservateur à Brighton, faisant cinq morts.

⁵⁵² La conférence de Humphrey Atkins (1980) et le projet de dévolution par étapes de James Prior (1982), n'ont pas réussi à rétablir une Assemblée nord-irlandaise fonctionnant sur le principe de partage du pouvoir. Boycottée par le S.D.L.P., l'Assemblée, qui a siégé de novembre 1982 à juin 1986, n'a pas pu rassembler les majorités nécessaires pour que des transferts de pouvoirs puissent se mettre en place et est resté un forum sans pouvoir de décision.

⁵⁵³ McKittrick, David; McVea, David, *Making Sense of the Troubles*, Belfast: The Blackstaff Press, 2000. p. 156.

par la suite, donné naissance à la multiplication de contacts intergouvernementaux ainsi qu'à la création d'un Conseil anglo-irlandais. Au début des années 1980, il s'agissait en effet pour les deux gouvernements d'élaborer un nouvel accord visant à isoler les républicains de l'I.R.A. et du *Sinn Féin*, dans la mesure où ces derniers commençaient à connaître un certain succès politique.

Suite aux discussions entre le S.D.L.P. et les principaux partis politiques d'Irlande⁵⁵⁴ lors du Forum pour une nouvelle Irlande (*New Ireland Forum*) de mai 1983 à mai 1984, le *Taoiseach*, Garret Fitzgerald, et le chef du S.D.L.P., John Hume⁵⁵⁵, sont parvenus à convaincre le Premier ministre britannique que la meilleure façon de s'attaquer à la violence républicaine était de permettre au gouvernement irlandais une certaine implication dans les affaires nord-irlandaises. Selon eux, ceci aurait pour effet d'atténuer l'aversion de la communauté nationaliste pour les forces de police et le système judiciaire nord-irlandais et, ainsi, de limiter le soutien apporté à l'armée républicaine⁵⁵⁶. Cette avancée politique (si l'on se place du côté nationaliste) a été facilitée par le travail diplomatique du chef du S.D.L.P. qui avait, depuis quelques années, donné une dimension internationale aux problèmes politiques en Irlande du Nord⁵⁵⁷.

Ainsi, le 15 novembre 1985, à Hillsborough, Margaret Thatcher et Garret Fitzgerald signaient l'Accord anglo-irlandais, le fruit de cinq années de diplomatie entre l'Angleterre et la République d'Irlande. Le souci principal de Margaret Thatcher étant la question de la sécurité en Irlande du Nord, elle espérait que cet accord permettrait, par le biais de l'implication de l'Irlande dans la politique sécuritaire de l'Ulster, de contenir puis de

⁵⁵⁴ *Fianna Fáil* (F.F.), *Fine Gael* (F.G.) et le Parti Travailliste d'Irlande (*Irish Labour Party*) étaient présents à ce Forum.

⁵⁵⁵ A cette époque, le S.D.L.P. était particulièrement désireux de mettre en place un programme politique compte tenu de son absence à l'Assemblée. Suite au succès politique du *Sinn Féin* en 1981, le S.D.L.P. avait refusé de siéger à l'Assemblée nord-irlandaise afin de mettre l'accent sur le fait que le parti et non le *Sinn Féin* était la voix du nationalisme en Irlande du Nord.

⁵⁵⁶ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 390.

⁵⁵⁷ A la fin des années 1970, John Hume (qui n'était pas encore à la tête du S.D.L.P. mais déterminait déjà la stratégie politique du parti), avait décidé de donner une dimension internationale à la question du partage du pouvoir en Irlande du Nord dans l'espoir que le S.D.L.P. puisse enfin avoir un rôle à jouer dans la politique nord-irlandaise. Il avait alors décidé de faire pression sur les gouvernements britanniques et irlandais et, en 1977, avait contribué à persuader certains des hommes politiques américains les plus influents (dont le sénateur Edward Kennedy) de s'unir dans une force politique américano-irlandaise. Son objectif était de mettre fin au soutien financier américain apporté à l'I.R.A. et de promouvoir les principes du nationalisme constitutionnel (McKittrick, David, McVea, David, *Op. Cit.* p. 125-126). Suite à cela, le gouvernement Thatcher avait été vivement encouragé, en particulier par les Etats-Unis (dont l'implication dans le processus de paix allait croître au fil des années), à résoudre ces problèmes avec l'aide la République d'Irlande. Le Président Jimmy Carter (1977-1981) avait d'ailleurs déclaré, dès 1977 : « *The time has come for the British and the Irish governments to work together to solve the Northern Ireland problem* ». Selon John Hume, cette déclaration a été la première déclaration significative concernant les relations entre l'Irlande et l'Irlande du Nord, dans la mesure où elle a influencé « *la première étape majeure de ce qui est aujourd'hui appelé le processus de paix* » (John Hume, *An Address to the University College of Cork*, 9 octobre 2006).

mettre fin à la campagne de l'I.R.A. Ce que visait également le Premier ministre était le rétablissement de la paix et de la stabilité politique dans la province ainsi que la réconciliation des communautés catholiques et protestantes⁵⁵⁸. Illustration d'un véritable « changement de cap »⁵⁵⁹ dans la politique britannique envers la province après l'échec d'une solution interne entre les partis politiques de la province, la recherche de la stabilité politique en Irlande du Nord prenait désormais une « dimension irlandaise »⁵⁶⁰. Cependant, de manière prévisible, l'exclusion des partis unionistes des négociations politiques avec la République d'Irlande a dès le départ contribué à créer un sentiment de méfiance puis d'hostilité de la part de ces derniers envers l'Accord anglo-irlandais.

Si le premier article de l'Accord⁵⁶¹ reflète un souci d'apaisement des craintes unionistes, avec l'affirmation que tout changement de statut de l'Irlande du Nord ne se fera qu'avec le consentement de la population protestante, la suite de l'Accord (deuxième article), apparaît comme une volonté de satisfaire les attentes nationalistes. Celui-ci prévoit en effet la création d'un Conseil intergouvernemental anglo-irlandais appelé à se réunir régulièrement dans le but de discuter des affaires nord-irlandaises et des relations entre le Nord et le Sud de l'île. Ainsi, le gouvernement irlandais, qui a dès lors bénéficié d'un rôle consultatif dans les affaires nord-irlandaises, pourrait désormais faire des propositions et donner son avis sur des questions politiques, juridiques et sécuritaires relatives à la Province⁵⁶². Le texte précise toutefois que ces questions relèveraient de la responsabilité d'une autorité reconnue de tous en Irlande du Nord lorsque celle-ci verrait le jour. De fait, si les adversaires (unionistes) de l'Accord souhaitaient voir diminuer la responsabilité du Conseil intergouvernemental, il leur faudrait accepter la formation d'une Assemblée nord-irlandaise fonctionnant sur le principe du partage du pouvoir⁵⁶³.

Parmi les spécialistes de la question nord-irlandaise, les avis concernant le potentiel de l'Accord d'Hillsborough à résoudre la crise politique dans la province ont été mitigés. Paul Bew et Henry Patterson, s'ils ont reconnu l'avancée politique représentée par une collaboration entre l'Angleterre et la République d'Irlande, sont restés sur la réserve quant à la résolution des problèmes fondamentaux de la province. Selon eux, [les institutions

⁵⁵⁸ Brennan, Paul. « L'Accord de Hillsborough », *L'Irlande Politique et Sociale*. Paris : Université de la Sorbonne Nouvelle. 1987.

⁵⁵⁹ Hutchinson, Wesley, *La Question Irlandaise*, Paris : Ellipses, 2001. p. 159.

⁵⁶⁰ *Ibid.*

⁵⁶¹ Voir : annexe n°8.

⁵⁶² *Ibid.*

⁵⁶³The Anglo-Irish Agreement, 1985, (Republic of Ireland version). Article 2, (b). Site Internet : <cain.ulst.ac.uk/events/aia/aiaadoc.htm>. Consulté le 18 novembre 2005.

Brennan, Paul, *Op. Cit.*

créées à Hillsborough] n'ont pas conduit à une « nouvelle aube » en Irlande du Nord. [...] La perspective de tout progrès [était] mince »⁵⁶⁴. Fergal Cochrane, lui, a préféré souligner le potentiel de la coopération Angleterre-Irlande dans l'optique d'une résolution future du conflit nord-irlandais et a remarqué que cette collaboration contribuait à créer une situation plus propice au progrès politique que la relation antagoniste des deux nations au cours des années 1970⁵⁶⁵. C'est cette dernière opinion qui s'est d'ailleurs avérée juste, si l'on considère le progrès politique permis par la collaboration entre l'Angleterre et la République d'Irlande pendant le processus de paix jusque dans les années 2000. Certes, les avancées politiques n'ont pas été immédiates, mais les bases de conditions favorables à la résolution du conflit politiques étaient jetées. Restait à trouver une solution pour gagner la confiance des unionistes, dont l'hostilité a conduit à la dissolution de l'Assemblée nord-irlandaise⁵⁶⁶ le 23 juin 1986.

En raison de la non-coopération des unionistes (tant modérés que radicaux), l'Accord anglo-irlandais n'a pas réussi à établir une assemblée aux pouvoirs dévolus et fonctionnant sur le principe du partage du pouvoir en Ulster. En effet, l'absence de consultation des unionistes avant la signature de l'Accord a été une erreur stratégique de la part du gouvernement britannique, dirigé d'une main de fer par Margaret Thatcher.

Malgré quelques dysfonctionnements, l'Accord anglo-irlandais a tout de même ouvert la voie de la coopération des gouvernements britannique et irlandais qui ont entamé de nouvelles relations politiques en dépit de l'opposition du D.U.P. et de l'U.U.P. En effet, la mise en place du Congrès intergouvernemental a officialisé les relations anglo-irlandaises et a été un facteur clé dans l'élaboration de la Déclaration de Downing Street (*Downing Street Declaration*), quelques années plus tard. Ces relations anglo-irlandaises ont également été à l'origine d'avancées politiques en faveur de la communauté nationaliste d'Ulster, avec l'abrogation de la loi sur les Emblèmes et les drapeaux (*Flags and Emblem Act*)⁵⁶⁷, jugée discriminatoire à l'égard des symboles de la communauté nationaliste et le vote d'une loi empêchant la discrimination à l'embauche. L'Accord anglo-irlandais a également réussi à atteindre l'un de ses objectifs, à savoir : limiter

⁵⁶⁴ “[the institutions created at Hillsborough] have not ushered a ‘new dawn’ in Northern Ireland. [...] The prospects of any progress are slim”. Bew, Paul and Pattenson, Henry, “Scenarios for progress in Northern Ireland”, 1990. In: *Ibid.*

⁵⁶⁵ Cochrane, Fergal, *Op. Cit.* p.6.

⁵⁶⁶ L'Assemblée nord-irlandaise avait été formée à l'issue des élections d'octobre 1982, dans le cadre du projet de dévolution progressive (“*rolling devolution*”) du gouvernement britannique.

⁵⁶⁷ Voir : Première partie, II, B, I. i. p. 82.

l'ascension politique du *Sinn Féin* puisque, suite à l'Accord de 1985, le parti a – temporairement – été marginalisé⁵⁶⁸.

De plus, ce dernier été convaincu par le chef du S.D.L.P., John Hume, de s'engager dans un combat exclusivement politique. Les discussions entre John Hume et Gerry Adams, Président du *Sinn Féin*, en 1988, allaient d'ailleurs avoir une importance majeure pour la Déclaration de Downing Street et le cessez-le-feu de l'I.R.A. qui a suivi.

Les origines de la signature de la Déclaration de Downing Street, le 15 décembre 1993 par le Premier ministre britannique John Major et le *Taoiseach* John Reynolds, proviennent principalement des entrevues entre John Hume et Gerry Adams de 1988 à 1993. En effet, au cours de ses diverses rencontres avec Gerry Adams, John Hume a tenté de persuader les républicains de mettre fin à leur lutte armée et de les impliquer dans un processus de négociation politique. A l'automne 1993, quelques mois après la révélation de leurs entrevues, qui avaient été tenues secrètes, la déclaration commune de Hume et Adams a finalement révélé qu'ils étaient tous deux impliqués dans la recherche d'un accord de paix durable.

Parallèlement à ces discussions entre les dirigeants républicains et nationalistes les gouvernements britannique et irlandais ont tenté, dès 1991, de trouver une alternative à l'Accord anglo-irlandais. Sunningdale avait démontré qu'une solution interne à l'Irlande du Nord ne fonctionnerait pas. De l'expérience de 1985, il était ressorti que si la collaboration de la République d'Irlande était indispensable, il en était de même de celle de tous les partis constitutionnels de la Province. Ainsi, en tirant profit de leurs erreurs passées, les gouvernements britanniques et irlandais ont mis en place une « stratégie multiple »⁵⁶⁹ (articulée dans un discours du Secrétaire d'Etat, Peter Brooke, le 9 janvier 1990) comprenant trois axes (*three strands*) nécessaires à la sortie de l'impasse politique⁵⁷⁰. Il s'agissait des relations entre unionisme et nationalisme en Irlande du Nord, des relations Nord-Sud entre l'Irlande du Nord et la République et des relations Est-Ouest

⁵⁶⁸ Political party support in Northern Ireland, 1969 to the present. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/electsum.htm>. Consulté le 15 mars 2006. Voir : annexe n°9.

⁵⁶⁹ Hutchinson, Wesley, *Op. Cit.* p. 161.

⁵⁷⁰ Il est important de souligner que, comme l'étude de Gerard Murray sur le S.D.L.P. le démontre, l'approche reposant sur les trois axes nécessaires à la résolution du conflit nord-irlandais a été conçue par le parti dès 1971. Il s'agissait alors d'une approche proposée par John Duffy, publiée en septembre 1971. Murray, Gerard, *John Hume and the SDLP: Impact and Survival in Northern Ireland*, Dublin: Irish Academic Press, 1998. p.15-16. In: McLaughlin, P. J., " 'Hume-Speak': the SDLP, Political Discourse and the Northern Irish Peace Process", *Peace and Conflict Studies*, 15 (2), 2008, p. 95-114.

entre la Grande-Bretagne et la République d'Irlande⁵⁷¹. Ces relations devraient obligatoirement être prises en compte pour qu'une solution durable voie le jour et allaient effectivement s'avérer être, par la suite, les clés du succès du processus de paix. En effet, les trois axes sont devenus un modèle pour les accords de paix futurs.

Des discussions multipartites initiées par Peter Brooke en janvier 1990 et poursuivies par son successeur, Sir Patrick Mayhew, en avril 1992, ont alors vu le jour pour réunir l'U.U.P., le D.U.P., le S.D.L.P. et le Parti de l'Alliance. Cela signifiait que pour la première fois en 70 ans, tous les partis constitutionnels nord-irlandais se retrouvaient à la table des négociations⁵⁷². Il s'agissait alors de mettre fin à l'impasse politique créée par l'opposition unioniste à l'Accord anglo-irlandais et d'impliquer tous les partis constitutionnels de la Province. De plus, pendant que se tenaient les discussions multipartites, le gouvernement britannique encourageait le mouvement républicain à s'impliquer dans le processus de paix dans le cadre d'entrevues secrètes. Les principaux acteurs politiques nord-irlandais étaient donc impliqués dans un travail de négociation, sans pour autant en connaître toutes les facettes. C'est pourquoi lorsque les entrevues entre John Hume et Gerry Adams ont été rendues publiques en avril 1993, il s'est avéré inconcevable pour les unionistes de poursuivre les discussions avec le chef du parti nationaliste. Les négociations ont donc pris fin.

C'est finalement en s'appuyant sur les trois axes de réflexions et sur les propositions issues des rencontres entre John Hume et Gerry Adams que John Major et Albert Reynolds ont élaboré la Déclaration de Downing Street, signée le 15 décembre 1993. Celle-ci a été présentée comme le point de départ d'un processus de paix destiné à aboutir à un règlement politique⁵⁷³ mais son véritable objectif était clairement de mettre fin à la lutte armée de l'I.R.A. La Déclaration a ainsi été globalement bien accueillie et interprétée comme une opportunité pour le *Sinn Féin* de devenir l'un des acteurs de l'avenir politique de la province, sous réserve de l'abandon de la lutte armée par l'I.R.A. Seul le D.U.P. a dénoncé l'Accord signé par John Major et Albert Reynolds pour des raisons qui seront développées en détails ultérieurement.

Tout en prenant soin de rassurer les deux communautés religieuses de la province, le gouvernement britannique a alors assuré qu'il se retirerait si une majorité de la population souhaitait la réunification irlandaise, tandis que le *Taoiseach* a affirmé que nul

⁵⁷¹ *Ibid.*

⁵⁷² Dixon, Paul, *Op. Cit.* p. 227.

⁵⁷³ Hutchinson, Wesley (1997), *Op. Cit.* p. 150.

n'essaierait d'imposer une Irlande unie sans le consentement de la majorité des habitants d'Irlande du Nord⁵⁷⁴. La possibilité d'amender la Constitution irlandaise (les articles 2 et 3)⁵⁷⁵ a également été évoquée pour des raisons de cohérence avec le nécessaire consentement du peuple nord-irlandais au regard d'une éventuelle réunification de l'île. La Déclaration ajoutait que toute autodétermination se ferait sur la base d'un accord entre les deux parties respectives de l'île⁵⁷⁶ et il était prévu que les deux gouvernements influencent – *par le dialogue* – l'émergence d'institutions communes au Nord et au Sud de l'île⁵⁷⁷. De plus, alors que l'Accord Anglo-Irlandais de 1985 avait eu pour objectif d'isoler, voire d'anéantir, le *Sinn Féin* et l'I.R.A. Provisoires, il s'agissait, cette fois, de persuader les républicains de mettre fin à leur lutte armée pour que le *Sinn Féin* puisse avoir une place à la table des négociations⁵⁷⁸. A l'issue de la Déclaration, les regards se sont donc tournés vers le parti républicain, dont on attendait une recommandation de cessez-le-feu à l'attention de l'I.R.A.⁵⁷⁹. De fait, cette dernière annonçait, huit mois plus tard (le 31 août 1994), l'arrêt de ses opérations (suivi par un cessez-le-feu loyaliste, le 13 octobre 1994).

Le cessez-le-feu de l'I.R.A. devait donner lieu à des négociations politiques les mois suivants. Pourtant, la question du désarmement de l'armée républicaine, est devenue une nouvelle condition à la négociation politique avec le *Sinn Féin*, ce qui a eu pour effet de paralyser le processus de paix. En effet, en novembre 1995, après de longs mois de négociations et de discussions, la République d'Irlande et le gouvernement britannique ont finalement décidé d'opter pour la mise en place d'une organisation internationale à laquelle la supervision du désarmement de l'I.R.A. serait confiée. Elle serait présidée par l'ancien Sénateur américain, George Mitchell, assisté du Général canadien John de Chastelain, et l'ancien Premier ministre finlandais, Harri Holkeri. Le 24 janvier 1996, le rapport établi par George Mitchell a recommandé que le désarmement de l'I.R.A. se déroule en parallèle avec les négociations politiques. Le rejet du rapport par John Major, qui était déterminé à ce que les négociations n'aient lieu qu'une fois l'I.R.A. désarmée, a toutefois anéanti tous les espoirs du *Sinn Féin* d'être admis à la table des négociations et a inévitablement précipité la fin du cessez-le-feu de l'I.R.A.⁵⁸⁰. L'absence de discussions politiques avec le

⁵⁷⁴ Voir : annexe n°10.

⁵⁷⁵ La constitution irlandaise de 1937 (articles 2 et 3), définissait le territoire national comme étant l'ensemble de l'île, sur lequel le parlement de l'*Eire* était en droit d'exercer sa juridiction.

⁵⁷⁶ *Ibid.*

⁵⁷⁷ Cogan, Denis, "Balance aims to attract wide acceptance", *The Irish Times*, 16 décembre 1993.

⁵⁷⁸ *Ibid.*

⁵⁷⁹ *Ibid.*

⁵⁸⁰ Après 18 mois de cessez-le-feu, l'I.R.A. a fait exploser une bombe en plein centre de Londres, à Canary Wharf.

Sinn Féin en contrepartie de l'arrêt des opérations de l'Armée Républicaine et l'impasse créée par la demande de désarmement ont ainsi eu raison de la patience des républicains. Le message que ces derniers souhaitaient faire passer était qu'ils attendaient plus de concessions politiques de la part du gouvernement britannique pour faire taire leurs armes ; faisant écho au titre du *Irish Times* au lendemain de la Déclaration de Downing Street : « *Have they gone far enough for Sinn Féin to deliver the IRA ?* » (Sont-ils allés assez loin pour que le Sinn Féin livre l'I.R.A. ?)⁵⁸¹. La réponse était clairement non.

Lorsque les négociations politiques ont commencé, en juin 1996, à Belfast, Gerry Adams a donc été informé que les membres de son parti ne seraient pas admis tant que le désarmement de l'armée républicaine n'aurait pas eu lieu. Le mois de juin a alors été marqué par une recrudescence de la violence de l'I.R.A., indubitablement en représailles à la décision d'exclure les républicains de la politique nord-irlandaise. La possibilité d'un accord entre Londres et les républicains semblait alors peu probable, à moins que les prochaines élections à Westminster ne changent la donne.

Les élections générales de mai 1997 à Westminster ont bien contribué à changer le cours du processus de paix en Irlande du Nord, avec l'arrivée de Tony Blair au poste de Premier ministre. Quelques semaines après son élection, le nouveau Premier ministre britannique a en effet montré sa détermination à sortir l'Irlande du Nord de l'impasse politique en annonçant que le gouvernement reprendrait contact avec le *Sinn Féin*, et a ainsi donné l'espoir d'un nouveau cessez-le-feu républicain. Tony Blair a également pris une décision cruciale, dans la mesure où le désarmement de l'I.R.A. ne serait plus une condition préalable à l'arrivée du *Sinn Féin* à la table des négociations : les négociations politiques, a-t-il annoncé, reprendraient dès le mois de septembre 1997 et le parti républicain y serait admis sous réserve, non pas de désarmement, mais de la mise en application d'un cessez-le-feu d'au moins six semaines et du respect des principes de non-violence du Rapport Mitchell.

C'est donc grâce à cette nouvelle approche et au renouvellement du cessez-le-feu le I.R.A.⁵⁸² que le *Sinn Féin* a finalement gagné sa place à la table des négociations politiques, ce qui a valu au D.U.P. d'abandonner la sienne. Une décision difficile s'est alors imposée au nouveau chef du parti unioniste, David Trimble : devrait-il accepter les

⁵⁸¹ Holland, Mary, "Have they gone far enough for Sinn Féin to deliver the IRA?", *The Irish Times*, 16 décembre 1993.

⁵⁸² L'I.R.A. a renouvelé son cessez-le-feu le 20 juillet 1997.

négociations politiques avec le *Sinn Féin* sans qu'un désarmement de l'I.R.A. n'ait eu lieu au préalable? Après consultation de son parti, il a été décidé (non sans hésitation) que l'U.U.P. prendrait part aux négociations à partir du 17 septembre 1997⁵⁸³ dans l'espoir que le désarmement de l'I.R.A. ait pris place pendant les négociations.

Si des relations positives et productives se sont développées pendant les négociations qui ont suivi, entre l'U.U.P., le S.D.L.P. et le gouvernement britannique, les relations entre unionistes et républicains sont restées empreintes d'un sentiment de méfiance, notamment de la part des membres de l'U.U.P. En effet, bien que Gerry Adams ait déclaré que le *Sinn Féin* acceptait le principe de non-violence du rapport Mitchell de 1996, les unionistes ont commencé à émettre des doutes quant à un éventuel désarmement de l'I.R.A.⁵⁸⁴

En dépit de ces tensions, les Accords de Belfast, ont été signés le 10 avril 1998⁵⁸⁵. Ces derniers reprenaient les principes du partage du pouvoir et de la dimension irlandaise formulés dans l'Accord de Sunningdale en 1973 et en faisaient la priorité politique au regard de l'avenir de la province. Les Accords prévoyaient en effet la création d'une Assemblée nord-irlandaise dont les 108 sièges devaient être pourvus à la représentation proportionnelle, d'un Conseil ministériel commun au Nord et au Sud et d'un Conseil intergouvernemental incluant des membres du gouvernement irlandais, de l'Assemblée nord-irlandaise, de la Chambre des communes et des Assemblées galloise et écossaise. Était également prévu l'amendement des articles 2 et 3 de la Constitution irlandaise, afin de gagner, cette fois, la confiance des unionistes. Sur la question du désarmement des groupes paramilitaires, le document stipulait que celui-ci était indispensable dans le cadre des négociations politiques à venir et que tous les participants au processus de paix devaient user de leur influence pour détruire toutes les armes paramilitaires dans les deux ans à venir. Enfin, les Accords prévoyaient la libération des prisonniers issus des groupes paramilitaires dans les deux années suivantes⁵⁸⁶. Le 22 mai 1998, ils devaient être

⁵⁸³ Les partis d'Irlande du Nord qui ont pris part aux négociations en 1997 étaient: l'U.U.P., le S.D.L.P., le *Sinn Féin*, la *Women's Coalition*, le Parti travailliste d'Irlande du Nord, le Parti de l'Alliance. Le gouvernement britannique était représenté par le ministre aux Affaires nord-irlandaises, Marjorie Mowlam, le gouvernement irlandais par Raymond Burke, alors ministre des affaires étrangères. La Commission Indépendante pour le Désarmement (créée en août 1997) qui était composée de George Mitchell, le Général John de Chastelain et Harri Holkeri, était également présente.

⁵⁸⁴ Suite à l'explosion d'une bombe, orchestrée par le groupe républicain dissident I.R.A. Continue (*Continuity IRA* – opposé au processus de paix), à Markethill dans le comté d'Armagh, David Trimble a demandé l'expulsion du *Sinn Féin* des négociations politiques. *The Irish Times*, 17 septembre 1997.

⁵⁸⁵ Voir : annexe n°11.

⁵⁸⁶ McKittrick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 220.

approuvés par un double référendum, à l'occasion duquel les populations respectives de la République d'Irlande et de l'Irlande du Nord accepteraient ou rejetteraient les Accords.

Très bien accueillis par la communauté nationaliste et républicaine, mais également à l'échelle internationale, les Accords de Belfast ont donné l'espoir que la période des « Troubles » en Irlande du Nord était révolue. Dans son discours du 10 avril 1998, John Hume, alors chef du S.D.L.P., les a qualifiés d' « historiques » et a déclaré qu'un « nouveau jour s'était levé sur la scène politique nord-irlandaise »⁵⁸⁷. David Trimble, quant à lui, a souligné que les Accords de Belfast représentaient une « opportunité formidable » de commencer un processus de paix qui garantirait un futur stable pour l'Irlande du Nord⁵⁸⁸. Ces opinions tranchent nettement avec celle du D.U.P. qui, malgré son absence aux négociations et son opposition aux Accords de Belfast, restait l'une des forces politiques majeures de la province.

B. Les stratégies d'opposition du D.U.P. aux différents accords de paix, ou comment Ian Paisley est devenu le « *Dr No* » de la scène politique nord-irlandaise.

A l'aube des années 1980, les solutions proposées par le gouvernement britannique pour résoudre la crise politique en Ulster n'étaient pas du goût du parti de Ian Paisley. Pour le D.U.P. seul le retour à l'ancien régime de Stormont était envisageable. Pour cette raison, le chef du D.U.P. a orchestré la mise en place d'une politique d'opposition incessante aux accords négociés par le gouvernement britannique et la République d'Irlande dont le but principal était d'établir le partage du pouvoir politique entre les différents partis de la province. C'est d'ailleurs cette stratégie qui lui a valu d'être surnommé le « *Dr No* » de la politique nord-irlandaise. Tantôt rejoint par les unionistes modérés, tantôt isolé politiquement, le D.U.P. a su conserver sa place sur la scène politique nord-irlandaise grâce à une stratégie articulée autour de la destruction et de l'attaque systématique de ses opposants politiques. Il convient donc de demander sur quels arguments l'opposition d'Ian Paisley à ce processus s'est fondée et si le chef du D.U.P. n'a pas alors pris le risque, en essayant, seul, de démanteler les différents accords de paix, de rendre son parti dénué de pertinence politique.

⁵⁸⁷ “*There can be a new dawn in politics on this island. [...] to create a new partnership [...] to banish guns and bombs [...]*”. Hume, John, « An adress to the plenary session, 10 avril 1998 », *The Irish Times*, 11 avril 1998.

⁵⁸⁸ *The Irish Times*, 11 avril 1998.

1. *L'opposition du D.U.P. à l'implication de la République d'Irlande dans les affaires nord-irlandaises.*

L'une des premières attaques de la part du chef du D.U.P. a concerné la décision prise par Margaret Thatcher d'impliquer la République d'Irlande dans la résolution de la crise politique en Irlande du Nord. En décembre 1980, alors qu'il avait été invité par Margaret Thatcher à la Chambre des communes afin de discuter de son entrevue avec le *Taoiseach* Charles Haughey, Ian Paisley a reproché au Premier ministre d'avoir accordé à Dublin une « implication directe »⁵⁸⁹ dans les affaires nord-irlandaises. Margaret Thatcher avait en effet, à l'époque, décidé d'examiner « la totalité des rapports au sein des îles [britanniques] »⁵⁹⁰ de concert avec Charles Haughey. Selon le chef du D.U.P., le rapprochement du gouvernement britannique avec l'Irlande et la création d'un Conseil anglo-irlandais représentaient un danger évident pour l'Union entre l'Irlande du Nord et le Royaume-Uni. Paisley a alors repris les mots du père fondateur de la campagne anti-*home rule*, Lord Carson, en avertissant que le gouvernement britannique devrait faire face à une confrontation s'il contribuait à créer « une situation insupportable pour les hommes de l'Ulster »⁵⁹¹.

Une fois de plus, la stratégie du chef du D.U.P. allait consister à stimuler la peur des protestants d'Ulster afin de les rassembler dans des manifestations qui mettraient fin aux relations entre l'Angleterre et la République d'Irlande. Le 14 décembre 1980, Paisley a ainsi déclaré à un journaliste de télévision qu' « aucun gouvernement britannique ne pourrait s'opposer à la désobéissance passive du peuple protestant. Cela aurait pour effet l'immobilisation totale et complète de cette province »⁵⁹². Comme en 1974, Paisley menaçait de s'opposer aux décisions du gouvernement britannique, en plongeant l'Irlande du Nord dans une impasse politique. Il est à noter que cette opposition était fondée sur le fait que ne le chef du D.U.P. ne voulait ni d'une assemblée au pouvoir partagé entre les différents partis politiques, ni de l'administration directe de Westminster, mais un retour (impossible) à l'ancien régime de Stormont. Cette position politique est parfaitement illustrée par l'affiche électorale du D.U.P. aux élections de 1983 à Westminster⁵⁹³, où le

⁵⁸⁹ “*direct involvement*”. Moloney, Ed, Pollak, *Paisley*, Dublin : Poolberg Press, 1986. p. 380.

⁵⁹⁰ “*the totality of relationships in these islands*”. *Ibid.* p. 380.

⁵⁹¹ “*a situation that is impossible for men in Ulster to bear*”. *Ibid.*

⁵⁹² “*No British government could resist the passive disobedience of the protestant people. It would bring this province to a complete and total standstill*”. Ian Paisley, LWT Weekend World, 14 décembre 1980. In: Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 381.

⁵⁹³ Voir : annexe n°12.

parti souhaite s'imposer en défenseur de l'Union avec l'Angleterre et prône le retour au régime de Stormont.

Peu après l'entrevue entre Margaret Thatcher et Ian Paisley mentionnée plus tôt, le chef du D.U.P. a, comme à son habitude, manifesté son opposition politique sur le terrain religieux. En prêchant un sermon à dominante politique et anti-catholique, il entendait annoncer à sa congrégation qu'en cette « heure de crise », l'Ulster était confrontée à la menace de la République d'Irlande et de l'I.R.A. Selon Paisley, ces derniers projetaient un « génocide protestant »⁵⁹⁴ : « *All they have to do is to go to their priest and get a pardon. Isn't it remarkable that all the worst crimes of republican violence have been committed immediately after Mass?* »⁵⁹⁵. Après avoir éveillé la peur du catholicisme chez ses fidèles, Paisley leur a alors rappelé comment Lord Carson s'était opposé au Home Rule en 1912, lorsque près de 500 000 unionistes s'étaient ralliés à sa cause et avaient signé le « *anti-Home Rule Ulster Covenant* ». A l'instar de Lord Carson, Paisley a donc, à son tour, invité ses fidèles, d'une part, à signer « La Déclaration du Peuple d'Ulster » (« *Ulster Declaration* ») pour s'opposer à l'initiative de Margaret Thatcher et Charles Haughey et, d'autre part, à participer à des ralliements de protestation (« *Carson Trail rallies* »)⁵⁹⁶. Sammy Wilson, qui faisait à l'époque la chronique des ralliements de Paisley, rapporte que ce dernier savait utiliser le « langage que la foule aimait et comprenait »⁵⁹⁷. Lors du dernier ralliement paisleyite, à la fin du mois de mars 1981, à Stormont, Paisley déclarait ainsi :

*Our campaign goes on [...] till our objective is attained. What is our objective? It is the ending of the talks with Dublin. [...] we dare not rest for if these talks are not stopped, then the British Ulster that we know and love is finished.*⁵⁹⁸

L'auditoire était ensuite encouragé à se mobiliser pour le D.U.P. aux élections locales de mai 1981⁵⁹⁹.

Ces événements nous permettent de percevoir clairement la stratégie de Paisley, à savoir exagérer le danger d'un rapprochement entre l'Angleterre et la République d'Irlande, créer une situation de crise et utiliser le « langage de la peur » pour en tirer profit au niveau électoral. Cette stratégie a été une réussite pour Paisley, puisqu'aux élections qui

⁵⁹⁴ "hour of crisis". "Protestant genocide". *The Irish Times*, 9 février 1981. In: Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 382.

⁵⁹⁵ Paisley, Ian, in: *Ibid.*

⁵⁹⁶ Cooke, Denis, *Persecuting Zeal : A Portrait of Ian Paisley*, Co. Kerry, Ireland : Brandon Books, 1996. p. 191.

⁵⁹⁷ "language which the crowd understood and loved". Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 382.

⁵⁹⁸ Ian Paisley, *Protestant Telegraph*, 18 avril 1981. In: Cooke, Denis, *Op. Cit.* p. 191.

⁵⁹⁹ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 384.

ont suivi, le D.U.P. a été propulsé pour la première fois au rang de premier parti unioniste nord-irlandais devant son rival, l'U.U.P. Le parti de Paisley a remporté l'élection d'une courte avance en totalisant 26.6% des votes contre 26.5% pour l'U.U.P.⁶⁰⁰. Selon Ed Moloney et Andy Pollak, la raison de ce succès électoral était qu'une fois de plus, Paisley apparaissait comme un homme politique vigilant face à ce qu'il percevait – et présentait – comme étant la « menace permanente » de Dublin sur la province d'Ulster⁶⁰¹.

En dépit de son succès électoral de 1981, qui illustre le fait que son message avait été entendu et avait convaincu une partie de l'électorat unioniste, le chef du D.U.P. n'a pas pour autant mis fin à son action de protestation. En 1981, le D.U.P. créait sa propre force paramilitaire loyaliste baptisée « *The Third Force* » (« La troisième force ») dans le but de renforcer les forces sécuritaires existantes⁶⁰² et d'« exterminer » l'I.R.A.:

*We demand that the I.R.A. be exterminated from Ulster. The aim of the I.R.A. is to destroy the last vestige of Protestantism in our island home. But there is one army the Republic fears and that every other enemy of Ulster fears and that is the army of armed and resolute Protestants.*⁶⁰³

La création de La troisième force, il convient de le souligner, a alors suscité les attaques des unionistes officiels, qui n'ont vu qu'« un exemple typique des menaces exagérées et de l'opportunisme politique »⁶⁰⁴ de Paisley. A cette époque où l'unionisme apparaissait comme profondément divisé entre unionistes radicaux et officiels, Robert McCartney, qui était alors une figure montante au sein du Parti unioniste, a reproché à Paisley « sa conduite outrancière et son langage irresponsable »⁶⁰⁵. Le Parti unioniste n'a d'ailleurs pas été le seul à s'opposer à la politique de Paisley : l'U.D.A. a catégoriquement refusé d'avoir quelque implication que ce soit dans « La troisième force », et le R.U.C. a de son côté dénoncé l'action d'« armées autoproclamées »⁶⁰⁶ dont le but était clairement de s'emparer du pouvoir et d'imposer un régime dictatorial⁶⁰⁷. Pour ces raisons (mais également, rétrospectivement, en raison de l'échec de la grève de 1977), « La troisième force » de Paisley n'a pas obtenu de soutien de la part de la communauté loyaliste. Ce que permettent

⁶⁰⁰ Political party support in Northern Ireland, 1969 to the present. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/electsum.htm>. Consulté le 15 mars 2006. Voir : annexe n°9.

⁶⁰¹ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 385.

⁶⁰² En 1981, les forces de sécurité en Ulster étaient le R.U.C. (Royal Ulster Constabulary) et l'U.D.R. (Ulster Defence Regiment).

⁶⁰³ *Protestant Telegraph*, 12 Décembre 1981. In : Cooke, Denis, *Op. Cit.* p. 191

⁶⁰⁴ «*a typical piece of bluster and political opportunism*». Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 387.

⁶⁰⁵ «*outrageous conduct and irresponsible language*». *Ibid.*

⁶⁰⁶ «*self-appointed armies*». *Ibid.* p. 388.

⁶⁰⁷ *Ibid.*

néanmoins de démontrer ces événements est que si les méthodes d'opposition du D.U.P. aux prémices du processus de paix ont rapidement été controversées, elles ont néanmoins porté, dès le départ, leurs fruits dans le domaine électoral.

Du côté britannique, l'action politique de Ian Paisley n'a pas semblé crédible non plus. Certains membres du gouvernement Thatcher ont en effet semblé partager l'opinion du quotidien britannique conservateur, le *Daily Telegraph*, qui, dans un éditorial avait déclaré : « *The posturing of Mr Paisley [...] continues to do much to persuade the British people that Ulster is a strange and alien land which tends to inspire not terror, but ridicule* »⁶⁰⁸. A ce moment là, le gouvernement Thatcher avait d'autres préoccupations que les menaces de Paisley, s'inquiétait du succès électoral grandissant du *Sinn Féin* et recherchait donc une solution aux difficultés politiques rencontrées dans la Province.

2. *L'Accord Anglo-Irlandais (Anglo-Irish Agreement) de 1985 et la campagne « Ulster says NO ! ».*

En août 1985, la possibilité d'un accord politique entre la République d'Irlande et l'Angleterre dont le but serait d'intervenir politiquement en Ulster a eu pour effet de rapprocher les deux pans de l'unionisme nord-irlandais dans une politique d'opposition. En effet, Ian Paisley et James Molyneaux, alors à la tête de l'U.U.P., ont décidé d'allier leurs partis dans le but de s'opposer à un possible accord qui impliquerait la République d'Irlande dans les affaires nord-irlandaises. Le même mois, les deux leaders politiques ont adressé une lettre à Margaret Thatcher afin d'y exposer leurs craintes et celles du « peuple d'Ulster », concernant la future politique constitutionnelle de la province, suite aux entrevues entre la République et le Royaume Uni⁶⁰⁹. Il s'agissait de faire part au gouvernement britannique de la peur des protestants concernant la possible implication du Sud de l'île dans la politique nord-irlandaise. L'alliance des deux partis unionistes n'a toutefois pas dissuadé Margaret Thatcher de signer l'Accord anglo-irlandais quelques mois plus tard, ce qui a indiqué que « les rapports de force au sein de la province [avaient] basculé [...] au détriment des unionistes »⁶¹⁰. Ces derniers se sont en effet retrouvés isolés

⁶⁰⁸ *Ibid.* p. 389.

⁶⁰⁹ Moloney, Ed, Pollak, *Op.Cit.* p. 390. Le 19 novembre 1984, Margaret Thatcher et Garret Fitzgerald se sont rencontrés lors d'un Conseil intergouvernemental anglo-irlandais. A la suite du conseil, un communiqué conjoint exposant les objectifs des deux gouvernements a été publié. Le communiqué a par la suite servi de base à l'élaboration de l'Accord anglo-irlandais un an plus tard.

⁶¹⁰ Hutchinson, Wesley, *Op. Cit.* p. 160.

et sans alliés alors que les nationalistes du S.D.L.P. jouissaient d'un rapport privilégié avec les gouvernements irlandais et britannique⁶¹¹.

Parce que l'Accord anglo-irlandais a été rejeté par l'ensemble des unionistes (tant radicaux que modérés), quinze d'entre eux, députés au Parlement de Westminster, ont menacé de démissionner de leur mandat au lendemain de sa signature, dans l'espoir de provoquer des élections anticipées qui se transformeraient ainsi en un référendum sur l'Accord⁶¹².

La protestation de Ian Paisley contre l'Accord anglo-irlandais sur le terrain religieux ne s'est pas faite attendre : le dimanche suivant la signature de l'Accord, celui-ci a adressé à sa congrégation de Belfast un sermon enflammé et dénoncé ce qu'il voyait comme la trahison de Margaret Thatcher envers le peuple protestant:

*We pray this night that Thou wouldst deal with the Prime Minister of our country. We remember that the apostle Paul handed over the enemies of truth to the Devil that they might learn not to blaspheme. In the name of Thy Blessed Self, Father, Son and Holy Ghost, we hand this woman Margaret Thatcher over to the Devil that she might learn not to blaspheme. We pray that Thou wouldst make her a monument of Thine Divine Vengeance; we pray that the world will learn a lesson through the ignominy to which she shall be brought. [...] And O Lord in wrath take vengeance upon this wicked, treacherous, lying woman. Take vengeance upon her, O Lord*⁶¹³.

Le dimanche suivant ce que la presse a appelé la « terrible prière »⁶¹⁴, les reporters du *Daily Express* et du *Daily Mail* étaient présents à la congrégation presbytérienne libre de Paisley. Ce dernier en a donc profité pour insister sur le fait que son sermon s'inspirait des Saintes Ecritures, et a ajouté qu'il ne s'attendait pas à ce que les journalistes les comprennent. Son message était pourtant on ne peut plus clair. Ce sermon ne faisait que mettre en avant son goût pour la provocation et la violence verbale tant sur le plan politique que religieux.

Sur le plan politique, après deux décennies passées à organiser des manifestations, à créer un climat de désordre public et politique et à empêcher toute négociation avec les nationalistes, qu'allait faire Paisley maintenant qu'un Accord était signé avec « l'ennemi »? Le chef du D.U.P. a décidé de continuer les manifestations de protestation, mais cette fois, avec le soutien des unionistes officiels. Une fois de plus, le parti de Paisley

⁶¹¹ Le Parti nationaliste avait été régulièrement en contact avec les gouvernements britannique et irlandais lors de leurs entrevues précédant l'Accord.

⁶¹² Brennan, Paul, *Op. Cit.*

⁶¹³ Ian Paisley, 17 novembre 1985, In : Cooke, Denis, *Op. Cit.* p 1.

⁶¹⁴ *Ibid.* p. 2.

ne proposait pas de solution alternative et ne souhaitait pas non plus trouver de compromis politique : son seul et unique but était de mettre fin à l'Accord anglo-irlandais. Le 23 novembre 1985, le premier ralliement de protestation a rassemblé plus de 100 000 personnes⁶¹⁵ devant l'hôtel de ville de Belfast. C'est ainsi que l'image de Paisley rugissant « *Never ! Never ! Never !* » (en opposition à l'implication en Ulster du « sanctuaire » des terroristes de l'I.R.A.: la République d'Irlande) est devenue emblématique de la campagne d'opposition à l'Accord. Comme le souligne Ed Moloney, si cette image signalait à la fois la détermination et l'esprit de décision du chef du D.U.P., en réalité, Ian Paisley ne savait pas comment répondre à un accord qui incarnait la pire de ses craintes : l'implication de la République d'Irlande dans les affaires de l'Ulster. Peut-être est-ce pour cette raison, et par souci de crédibilité politique, que le chef du D.U.P. a pris soin de mettre en place une campagne d'opposition aux côtés du Parti unioniste. La campagne « *Ulster Says NO !* » était lancée. Les deux chefs unionistes, Ian Paisley et James Molyneaux, se sont donc alliés pour soutenir une campagne de désobéissance civile de masse.

En dépit de cette alliance, la campagne d'opposition à l'Accord de 1985 s'est soldée par un échec. En effet, le 27 novembre, après que Margaret Thatcher a annoncé qu'elle ne cèderait pas aux menaces de violence, la Chambre des communes a ratifié l'Accord anglo-irlandais. Une décision qui a eu pour effet la démission des quinze députés unionistes à Westminster et, par conséquent, l'organisation d'élections anticipées.

De fait, les élections qui se sont tenues le 23 janvier 1986 ont permis au D.U.P. de se placer en défenseur des valeurs unionistes traditionnelles en demandant aux électeurs de faire en sorte que l'Ulster « reste britannique » et de dire « non » à l'Accord anglo-irlandais, comme le montre l'affiche électorale du parti en annexe⁶¹⁶. Les élections de 1986 ont également permis aux unionistes officiels de progresser par rapport à celles de 1983, leur pourcentage passant de 34% en 1983 à 51,7% en 1986. Le D.U.P., au contraire, en régression par rapport aux élections précédentes, a vu son pourcentage de voix passer de 20% à 14,6%⁶¹⁷. Ces résultats montrent que, pour l'U.U.P., le fait de s'être rallié à la campagne politique des unionistes radicaux s'est avéré bénéfique du point de vue électoral : la communauté unioniste, profondément opposée à l'Accord anglo-irlandais, était en effet plus encline à soutenir les unionistes modérés que les unionistes radicaux. De

⁶¹⁵ Cooke, Denis, *Op. Cit.* p. 196. Le 23 novembre 1985, le nombre de personnes présentes au ralliement de protestation contre l'Accord anglo-irlandais a été estimé entre 100 000 et 200 000.

⁶¹⁶ Voir : Annexe n°13.

⁶¹⁷ Political party support in Northern Ireland, 1969 to the present. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/electsum.htm>. Consulté le 15 mars 2006. Voir : annexe n°9.

fait, il semble que la progression électorale de l'U.U.P. au détriment du D.U.P. peut être attribuée à la perte de crédibilité de Ian Paisley durant les années qui ont suivi l'échec de la grève de 1977 et, surtout, de la politique que celui-ci a menée avant la signature de l'Accord anglo-irlandais. L'électorat unioniste aurait ainsi voulu sanctionner par les urnes les ralliements protestataires paisleyites du début des années 1980 et la tentative de création d'une armée loyaliste.

Tentons à présent d'établir les raisons à l'opposition unioniste à l'Accord anglo-irlandais. Il semble que celle-ci provenait de trois facteurs distincts. Premièrement, les chefs politiques unionistes n'avaient pas été consultés lors des négociations qui avaient mené à la signature dudit Accord ; deuxièmement, l'Accord donnait à la République d'Irlande, un état qui refusait de reconnaître l'existence de l'Irlande du Nord⁶¹⁸, un droit de regard sur les affaires nord-irlandaises, et ce pour la première fois depuis la création de l'Irlande du Nord en 1921 ; troisièmement, il était prévu que les unionistes seraient exclus du pouvoir politique tant qu'ils n'auraient pas accepté l'Accord ou une assemblée au pouvoir dévolu fonctionnant sur le principe du partage du pouvoir. De manière générale, l'Accord anglo-irlandais a donc été interprété par les unionistes comme une série de concessions envers la communauté nationaliste, et donc, par définition, néfastes pour leur communauté⁶¹⁹.

L'opposition unioniste à l'Accord de 1985 a encore duré quelques années et s'est manifestée par différents types de protestations : ralliements de masse, boycotts politiques, manifestations et violence loyaliste⁶²⁰ flirtant parfois avec une « politique de rue au style paramilitaire »⁶²¹. Peu de temps après une rencontre entre Paisley, Molyneaux et Margaret Thatcher⁶²², le 3 mars 1986, une grève générale baptisée « Journée d'action unioniste » était organisée et coordonnée par le bras droit de Ian Paisley au sein du D.U.P., Peter

⁶¹⁸ La méfiance des unionistes à l'égard de toute ingérence de la part de la République d'Irlande dans les affaires nord-irlandaises provient du fait que la Constitution irlandaise de 1937 affirmait avoir le droit d'exercer sa juridiction sur la totalité du territoire de l'île d'Irlande. Ainsi, pour la communauté unioniste de la province d'Ulster, l'Accord menaçait la place de l'Irlande du Nord au sein du Royaume-Uni, et représentait le premier pas vers la réunification de l'île.

⁶¹⁹ Cochrane, Fergal, "Progressive or Regressive? The Anglo-Irish Agreement as a Dynamic in the Northern Ireland Polity", *Irish Political Studies*, N°8, 1993. p. 1-20.

⁶²⁰ McKittrick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 166.

⁶²¹ "paramilitary-style street politics". Moloney, Ed, *Op. Cit.* p. 311.

⁶²² Le 25 février 1986, Ian Paisley, Jim Molyneaux et Margaret Thatcher se sont rencontrés à Downing Street. Alors qu'à l'issue de cette rencontre une conférence sur une Assemblée Nord-irlandaise au pouvoir dévolu aurait dû avoir lieu, les deux chefs unionistes ont décidé d'intensifier leur campagne de protestation contre l'Accord anglo-irlandais. Moloney, Ed, Pollak, *Op. Cit.* p. 395-396.

Robinson⁶²³, pour qui l'accord signifiait la « capitulation du gouvernement britannique devant la violence de l'I.R.A »⁶²⁴ et représentait « un appel aux armes »⁶²⁵. Cette grève avait pour but le retrait pur et simple de l'Accord anglo-irlandais. Comme en 1974, un Comité de Travailleurs (*Workers Committee*) a été chargé de son organisation, si bien que la plupart des secteurs d'activité de la région ont rapidement été perturbés suite à la fermeture de tous les commerces et entreprises. Toutefois, si la majorité de la communauté protestante était en faveur de la grève, nombreux ont été ceux qui ont décidé de ne pas se joindre à la protestation qui a rapidement pris une tournure violente.

Le lendemain de la grève, probablement par souci de satisfaire la partie modérée de leur électorat, Paisley et Molyneux ont condamné la violence et l'intimidation exercées par certains loyalistes. Toujours est-il que Robinson n'aurait pas activement organisé la grève sans l'accord du chef de son parti. Il s'agissait donc ici d'une parfaite illustration de la double politique de Paisley qui, d'une part incitait à la désobéissance civile avant même que l'Accord anglo-irlandais ne soit signé et, d'autre part, condamnait les comportements agressifs dont ses discours aux propos violents et intolérants étaient à l'origine. A la suite de ces incidents, un analyste politique a d'ailleurs qualifié le comportement de Paisley de « schizophrène » :

*While he's happiest being a constitutionalist, there is another side of him which clearly revels in sectarian confrontation – it's almost as if he can't stop himself, he loves it, he thrives on it*⁶²⁶.

Devant la détermination du Premier ministre britannique à entériner l'Accord anglo-irlandais, le D.U.P. et l'U.U.P. ont, enfin, dans une ultime tentative d'opposition, appelé à la désobéissance civile, le 23 avril 1986, entraînant la dissolution de l'Assemblée nord-irlandaise par le ministre des affaires nord-irlandaises, Tom King. Ce dernier avait en effet jugé que l'Assemblée n'avait été, au cours des six derniers mois, qu'un comité exclusivement unioniste se réunissant dans le seul but de détruire l'Accord anglo-irlandais⁶²⁷. Le 23 juin 1986, jour de la dissolution de l'Assemblée nord-irlandaise, Ian Paisley a déclaré que cette décision signifiait la « mort » de la démocratie dans la province (un thème récurrent de son discours politique) et que les protestants d'Ulster devaient s'y

⁶²³ Peter Robinson a succédé à Ian Paisley en tant que chef du D.U.P. et au poste de Premier ministre nord-irlandais en mai 2008.

⁶²⁴ “*surrendering to the IRA's violence*”. Moloney, Ed, *Op. Cit.* p. 304.

⁶²⁵ “*a call to arms*”. *Ibid.* p. 303.

⁶²⁶ In: Moloney, Ed, Pollak, *Op. Cit.* p. 398.

⁶²⁷ *Ibid.* p. 397. Les nationalistes du S.D.L.P. avaient refusé de prendre part aux réunions de l'Assemblée.

opposer par une « démonstration de force »⁶²⁸. Le chef du D.U.P. a d'ailleurs dû être évacué de force par la police après dix heures de *sit-in* non autorisé au Parlement et a averti par la suite : « *Don't come crying to me if your homes are attacked. You will reap what you sow* »⁶²⁹.

Les propos de Ian Paisley ont été ardemment critiqués à Westminster, notamment par le ministre des affaires nord-irlandaises, Tom King, pour qui une telle tentative d'encourager le désordre ne pouvait être que désastreuse pour la province⁶³⁰. Le ministre Nicolas Scott a également dénoncé ces « attaques explicites » à l'encontre des forces de police de la part du chef du D.U.P. Pourtant, les protestations unionistes contre l'Accord anglo-irlandais ont continué jusqu'en 1989, mais avec une participation s'amointrissant d'année en année.

Durant toutes ces années de contestation, le D.U.P. semblait donc convaincu que la désobéissance des unionistes et les menaces de guerre civile feraient plier le gouvernement britannique. Margaret Thatcher n'a pas pour autant mis fin à l'Accord anglo-irlandais, et n'a fait aucune proposition politique alternative.

3. *L'opposition du D.U.P. à la Déclaration de Downing Street*

La fin des années 1980 et le début des années 1990 ont ainsi été marqués par la continuation des protestations de l'U.U.P. et du D.U.P., qui ont démontré qu'ils préféraient œuvrer pour la destruction de l'Accord anglo-irlandais plutôt que de trouver une solution politique alternative⁶³¹. De fait, le lendemain de la signature de l'Accord anglo-irlandais a été caractérisé par l'absence de progrès politique et par la violence paramilitaire, tant de la part des républicains que des loyalistes. De nombreux actes de violence ont ainsi causé un grand nombre de pertes civiles⁶³². La recherche d'un nouvel accord qui tenterait de tenir compte des positions politiques de tous les partis de la province semblait donc nécessaire.

C'est sans surprise que le D.U.P. a quitté à plusieurs reprises les négociations multipartites mises en places par les ministres aux affaires étrangères (Peter Brooke, en

⁶²⁸ "1986 : Ian Paisley's battle cry condemned". *Op. Cit.*

⁶²⁹ *Ibid.* Au cours des années 1985 et 1986, de violents affrontements entre les Orangistes, les Apprentice Boys et les membres du R.U.C. ont eu lieu, alors que les défilés avaient été déviés des quartiers catholiques. Suite à cela, des bandes de loyalistes ont attaqué les habitations des agents de police.

⁶³⁰ *Ibid.*

⁶³¹ McKittrick, David; McVea, David, *Op. Cit.* p. 169.

⁶³² Au lendemain de l'Accord anglo-irlandais, des bandes de loyalistes se sont attaquées aux catholiques et aux membres du R.U.C. En février 1987, des bombes de l'U.D.A. ont explosé dans la République. La même année, une bombe de l'I.R.A. a tué 11 protestants à Enniskillen. En août 1988, huit soldats britanniques ont été tués par une bombe de l'I.R.A. à Ballygawley, Comté de Tyrone. En février 1989, l'I.R.A. a fait exploser une bombe dans le quartier militaire de Tern Hill, en Angleterre.

1990, puis Patrick Mayhew, en 1992), en signe de désaccord, et a refusé de participer aux sessions parlementaires avec le gouvernement irlandais. Cependant, pour la première fois, le parti a été contraint de négocier avec les autres acteurs de la scène politique nord-irlandaise. Cela démontre qu'en dépit de ses réticences et de sa politique purement contestataire, un parti constitutionnel⁶³³ comme le D.U.P. se devait de participer aux pourparlers multipartites dans le cadre d'un processus de paix et devrait, quoi qu'il en soit, accepter de négocier avec les autres partis de la province ainsi qu'avec le gouvernement irlandais, au risque d'être isolé politiquement.

Si ces débats (aussi appelées *3-strand-talks* ou *Brooke/Mayhew talks*) n'ont pas débouché sur un accord substantiel entre les différents partis, la première avancée politique de ces discussions a été de sortir de leur « exil interne »⁶³⁴ les partis unionistes qui étaient retranchés dans leurs positions politiques, notamment le D.U.P. Par ailleurs, en acceptant de participer aux débats, le D.U.P. et l'U.U.P. ont reconnu *de facto* que leur campagne contre l'Accord anglo-irlandais s'était essoufflée et n'avait pas apporté de progrès politique⁶³⁵. On peut également souligner que, grâce à la mise en place de ces discussions multipartites, les partis de la province ont été initiés à la négociation politique⁶³⁶ nécessaire à tout progrès.

En revanche, suite à la révélation par la presse d'entrevues entre les chefs du S.D.L.P. et du *Sinn Féin*, Ian Paisley a menacé de boycotter tout débat futur si ces entrevues se poursuivaient et a dénoncé l'existence d'une « ligue pan-nationaliste »⁶³⁷ « conspirant » contre les unionistes et impliquant l'Eglise Catholique, l'I.R.A., le *Sinn Féin* et le S.D.L.P.⁶³⁸. En effet, si le D.U.P. avait accepté de participer aux négociations avec le S.D.L.P., il n'en restait pas moins intransigeant sur le statut du *Sinn Féin*, qu'il avait d'ailleurs attaqué dès son entrée en politique. Une affiche de la campagne électorale du D.U.P. aux élections au Parlement Européen de 1984 illustre d'ailleurs parfaitement le fait que, pour le D.U.P., le *Sinn Féin* était un ennemi politique qu'il fallait « écraser ». En effet, le slogan électoral du parti était : « *Smash Sinn Féin and reject republicanism* »⁶³⁹.

⁶³³ A de nombreuses reprises, durant le processus de paix, le D.U.P. a exigé que seuls les partis *constitutionnels* soient admis à la table des négociations. En d'autres termes, seuls les partis légaux et n'ayant pas de liens avec les groupes paramilitaires.

⁶³⁴ Arthur, Paul, "The Brooke Initiative", *Irish Political Studies*, REPORT, 1992. p. 112.

⁶³⁵ *Ibid.* p. 115.

⁶³⁶ *Ibid.*

⁶³⁷ "*pan-Nationalist league*" ou "*pan-Nationalist front*" sont des expressions utilisées par Ian Paisley et qui font aujourd'hui partie du langage commun. Moloney, Ed, *Op. Cit.* p. 331. Le « front pan-nationaliste » désigne la République d'Irlande, le S.D.L.P. et le *Sinn Féin*.

⁶³⁸ *The Irish Times*, 14 janvier 1987, In: *Ibid.*

⁶³⁹ Voir : Annexe n°14.

Suite à la signature de la Déclaration de Downing Street le 15 décembre 1993 entre John Major et Albert Reynolds, les unionistes n'ont pas adopté l'attitude protestataire du D.U.P.⁶⁴⁰, en qualifiant la Déclaration de « document relativement sûr »⁶⁴¹. Scandalisé par l'approbation, même réservée, de la Déclaration par l'U.U.P., le chef du D.U.P. a renoué avec sa politique des années 1960 et s'est empressé de pointer du doigt les « traîtres » du camp protestant avec qui aucun autre pacte ne verrait le jour.

Dans les minutes qui ont suivi la déclaration conjointe, le chef du D.U.P. a en effet averti des répercussions qu'aurait cette « trahison » auprès de la communauté protestante⁶⁴². Selon lui, par cette Déclaration, John Major avait octroyé au *Taoiseach* une « juridiction conjointe » sur la Province par le biais, notamment, de l'article 9 de la Déclaration :

*The British and Irish Governments will seek, along with the Northern Ireland constitutional parties through a process of political dialogue, to create institutions and structures which, while respecting the diversity of the people of Ireland, would enable them to work together in all areas of common interest*⁶⁴³.

Sa première réaction, si l'on en croit l'*Irish Times* du 16 et du 17 décembre 1993, a été d'adresser une lettre au Premier ministre britannique, lui demandant d'organiser un référendum dans la province au sujet de l'Union entre l'Ulster et l'Angleterre. Pour Paisley, il était temps pour le peuple d'Irlande du Nord d'exprimer son droit à l'autodétermination. Le chef du D.U.P. a par conséquent sommé John Major de laisser la population nord-irlandaise exprimer son opinion sur l'union⁶⁴⁴ et souhaitait ainsi démontrer que ce n'était pas à l'Angleterre et encore moins à la République d'Irlande de décider de la politique en Ulster. Ainsi, il valait mieux, selon lui, mettre fin à l'Union entre l'Ulster et une Angleterre qui ne soutenait plus les intérêts protestants que de se laisser imposer des accords politiques prônant le partage du pouvoir politique avec les nationalistes ou, pire, l'ingérence de la République d'Irlande dans les affaires nord-irlandaises. Il est tout de même assez surprenant que le D.U.P., un parti radicalement unioniste, ait demandé le droit à l'autodétermination, demande récurrente du *Sinn Féin* depuis sa création en 1905. A vouloir être trop extrême et, surtout, trop contestataire, le D.U.P. aurait-il perdu de vue ses

⁶⁴⁰ Coglan, Denis, *Op. Cit.*

⁶⁴¹ “*comparatively safe document*”, Moloney, Ed, *Op. Cit.* p. 340.

⁶⁴² Borrill, Rachel, “Warning of Protestant backlash by Paisley”, *The Irish Times*, 16 décembre 1993.

⁶⁴³ *Joint Declaration on Peace, The Downing Street Declaration*, Article 9, Wednesday, 15 December 1993. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/dsd151293.htm>. Consulté le 01/10/12.

⁶⁴⁴ “*DUP leader calls for referendum*”, *The Irish Times*, 17 décembre 1993.

objectifs : maintenir coûte que coûte l'Union entre l'Ulster et l'Angleterre ? Une fois de plus, on peut remarquer que la politique du D.U.P. manquait de substance et que Ian Paisley était de toute évidence à court de propositions politiques. Son unique moyen d'expression restait la profération de menaces sans qu'aucune alternative ne soit proposée.

Lorsque Paisley s'est adressé aux médias le jour de la signature de la Déclaration, cela a été pour dénoncer « un accord tripartite entre Reynolds, l'I.R.A. et [Major]⁶⁴⁵ », passé sans la consultation du peuple d'Ulster et, ce, en prenant soin de décrire les républicains comme des « hommes de sang », ou encore des « monstres ». Le *Taoiseach* Albert Reynolds, ou, selon les termes de Paisley, « le menteur de Dublin », n'a pas échappé au langage enflammé du chef du D.U.P. Ce dernier a également dénoncé haut et fort les entrevues secrètes entre le gouvernement britannique et le *Sinn Féin* (révélées par la presse en novembre 1993), qu'il a su instrumentaliser afin d'alarmer la communauté unioniste et réactiver un sentiment d'insécurité :

*The people of Northern Ireland are deeply shocked that before the last victim of the IRA murder campaign had been buried, you (Mr Major) have been making a deal to get them to the conference table*⁶⁴⁶.

En ce qui concerne l'un des objectifs de la Déclaration de Downing Street, à savoir la participation du *Sinn Féin* aux négociations politiques sous réserve d'une cessation d'activité de l'I.R.A., la position du chef du D.U.P. était sans équivoque. Paisley a demandé au Premier ministre britannique s'il accepterait de négocier avec les parrains de l'organisation qui massacrait et assassinait ses électeurs. Il a ajouté que le peuple d'Irlande du Nord était « écœuré » par cette manœuvre politique et l'interprétait comme un « acte de trahison »⁶⁴⁷.

L'affiche publiée par le D.U.P. peu après la signature de la Déclaration et qui représentait la province d'Ulster poignardée⁶⁴⁸ entendait dénoncer la trahison de John Major qui, en autorisant les républicains et la République d'Irlande à participer à l'avenir de la province, avait affaibli l'Union entre l'Irlande du Nord et le Royaume-Uni. Le D.U.P. appelait alors ses électeurs à s'opposer à la Déclaration et, donc, à l'ingérence de Dublin dans les affaires de la province.

⁶⁴⁵ “a tripartite agreement between Reynolds, the IRA and [Major]”. Borrill, Rachel, *Op. Cit.*

⁶⁴⁶ Borrill, Rachel, *Op. Cit.*

⁶⁴⁷ *Ibid.*

⁶⁴⁸ Voir : annexe n°15.

Pour le D.U.P., la Déclaration de Downing Street représentait, de façon générale, une trahison de plus de la part du gouvernement britannique, qui n'apparaissait plus, depuis l'abolition du régime de Stormont en 1973, comme l'allié politique des unionistes d'Ulster. Après avoir dénoncé les diverses remarques du D.U.P. à l'encontre de l'accord de paix comme étant « totalement destructrices », le Premier ministre a répondu aux attaques de Ian Paisley, en déclarant qu'il espérait que les unionistes radicaux ne continueraient pas à s'opposer continuellement à des actions ayant pour but d'amener la paix en Ulster⁶⁴⁹. Par ces paroles, il semblait que le Premier ministre entendait faire comprendre au chef du D.U.P. qu'en s'opposant à un accord dont le but était de réconcilier les différents partis politiques nord-irlandais, son parti n'était pas plus pacifique que les terroristes qu'il voulait exclure.

L'annonce du cessez-le-feu de l'I.R.A., le 31 août 1994, a également été l'occasion pour Ian Paisley de donner un éclairage négatif à un événement que beaucoup ont, à l'époque, qualifié d'historique. A cette occasion, le chef du D.U.P. a fait remarquer que les républicains n'avaient en aucun cas utilisé le mot « permanent » pour qualifier l'arrêt de leurs opérations. Cela a amené le chef du D.U.P. à souligner que la seule façon de prouver qu'il y aurait un cessez-le-feu républicain permanent serait la reddition de leur « machine à tuer »⁶⁵⁰. Il convient de souligner qu'à ce moment-là, Paisley a mis le doigt sur l'élément qui allait rendre les négociations entre les républicains et les autres partis nord-irlandais extrêmement difficiles et, ce, pendant les dix années à venir. En effet, ainsi a commencé un débat, ou plutôt une impasse, qui allait être au cœur des discussions politiques en Irlande du Nord pendant onze ans: le désarmement de l'I.R.A. comme condition nécessaire à la participation du *Sinn Féin* aux négociations politiques.

L'échec du cessez-le-feu républicain en février 1996⁶⁵¹ a donc représenté une véritable aubaine politique pour Ian Paisley qui a déclaré à cette occasion être navré que tant de personnes aient été trompées par les mensonges de l'I.R.A. et du Sinn Féin⁶⁵². Était ici sous-entendu que le D.U.P. était resté lucide sur les intentions républicaines, contrairement au gouvernement britannique. C'est donc avec une grande habileté que le D.U.P. a tenté de démontrer que sa position défensive à l'égard des républicains se trouvait justifiée par les faits.

⁶⁴⁹ *Ibid.*

⁶⁵⁰ Hennessey, Thomas, *Op. Cit.* p. 263.

⁶⁵¹ En février 1996, l'I.R.A. a mis fin à son cessez-le-feu en raison de l'absence de progrès politique et des demandes récurrentes de désarmement de son arsenal.

⁶⁵² Hennessey, Thomas, *Op. Cit.* p. 298.

4. *La campagne du D.U.P. contre les Accords de Belfast*

L'arrivée de Tony Blair au poste de Premier ministre a donné un nouvel élan au processus de paix. En revanche, c'est sans surprise que Ian Paisley a annoncé que si les républicains prenaient part aux débats politiques, le D.U.P., lui, n'y assisterait pas. Comme le remarque à juste titre, Ed Moloney, « il a semblé aux unionistes que préserver Gerry Adams importait plus aux gouvernements [britannique et irlandais] que de reconnaître leurs peurs et leurs intérêts »⁶⁵³. En effet, l'attitude du gouvernement britannique a démontré une détermination manifeste à intégrer politiquement les républicains, dans la mesure où cela apparaissait comme la seule façon de résoudre le conflit politique dans la Province. En revanche, les unionistes se sont dès lors souvent trouvés en position d'attente d'une déclaration ou d'une prise de position républicaine, démontrant qu'ils avaient bel et bien perdu leur carte de maîtres du jeu politique en Irlande du Nord.

Le boycott des négociations par le D.U.P. et le Parti Unioniste du Royaume-Uni (*United Kingdom Unionist Party*), dès le mois de septembre 1997, en raison de la présence du *Sinn Féin* à la table des négociations a bien affiché la division des unionistes de la province sur la question du processus de paix et signalé la radicalisation du D.U.P. par rapport à l'U.U.P. A la suite de la décision de David Trimble d'inclure son parti dans les négociations, le député du D.U.P., Peter Robinson, a en effet dénoncé le fait que l'U.U.P. ait abandonné ses principes fondamentaux, puisqu'il se trouvait à présent « absorbé dans un processus qui, par nature, endommagerait l'Union »⁶⁵⁴. De son côté, le D.U.P. a justifié son abandon des négociations par le fait que sa présence aurait conféré une légitimité aux républicains⁶⁵⁵. Par ailleurs, il s'agissait pour le D.U.P. de rester fidèle à ses engagements politiques et son programme électoral qui prônait le rejet de toute négociation avec le *Sinn Féin* :

The DUP holds to its previous electoral commitment - IRA/Sinn Fein must be made to hand over its illegal weaponry and dismantle its terrorist machine. The terrorists killing machines are still intact. None of the sinews of war has been dismantled. What is needed is the defeat of armed terrorists, not an accommodation made with them. No matter what other Parties do, the DUP will not be sitting in negotiations with Sinn

⁶⁵³ "To Unionists, it seemed as if preserving Gerry Adams was more important than recognizing their fears and interests". Moloney, Ed, *Op. Cit.* p. 352.

⁶⁵⁴ "sucked into a process that, by its very nature, would damage the Union". Judge, Theresa, "Attack by Robinson shows up unionist divisions", *The Irish Times*, 16 septembre 1997.

⁶⁵⁵ Moloney, Ed, *Op. Cit.*

*Fein/IRA before the total surrender of illegal weapons has occurred and its terror machine has been dismantled.*⁶⁵⁶

Le D.U.P., bien qu'absent des négociations politiques, a néanmoins tenté de faire échouer ces dernières en exigeant l'expulsion du *Sinn Féin* auprès du Sénateur Mitchell⁶⁵⁷. En effet, pour Ian Paisley, il s'agissait, d'une part, de montrer son opposition aux négociations en refusant d'y participer et, d'autre part, de s'assurer que rien ne pourrait être négocié avec les républicains en l'absence du D.U.P.

En dépit de l'opposition farouche du parti de Ian Paisley, les négociations multipartites ont finalement porté leurs fruits lorsque les Accords de Belfast (*Belfast Agreement* ou *Good Friday Agreement*)⁶⁵⁸ ont été signés le 10 avril 1998 par tous les participants aux négociations politiques.

Les Accords ont alors contribué à renforcer la division entre les différents partis unionistes d'Irlande du Nord. Cette division s'illustre notamment avec la réaction, quelque peu prévisible, de Ian Paisley qui a réitéré son hostilité au processus de paix et a annoncé qu'il ferait tout ce qui était en son pouvoir pour que les Accords de Belfast soient rejetés par « le peuple d'Ulster », c'est-à-dire par les loyalistes et les unionistes. Cette réaction n'avait rien de surprenant, compte tenu de l'attitude du D.U.P. au cours des négociations, mais l'agressivité de Ian Paisley à cette occasion a contribué à forger une image extrêmement négative de son parti. L'absence du D.U.P. à la table des négociations a également été sévèrement condamnée par la presse britannique et irlandaise qui a désigné Paisley comme un opposant de la paix qui ignorait la volonté de la majorité et qui refusait de s'en accommoder.

En dépit de ces attaques, Paisley a lancé sa campagne contre les Accords de Belfast, trois jours seulement après la signature de ces derniers, dans la mesure où convaincre l'électorat unioniste de les rejeter était la seule alternative qui s'offrait au D.U.P. Paisley a également annoncé à la presse qu'en raison de son engagement dans les négociations, David Trimble perdrait le soutien des membres de son parti et que la division des unionistes autour de la question des Accords de Belfast était la garantie d'un « NON » massif au référendum du 22 mai⁶⁵⁹. Parce que, selon lui, les Accords de Belfast allaient à l'encontre de ses principes unionistes radicaux, Ian Paisley a déclaré, dans une interview

⁶⁵⁶ Democratic Unionist Party, *Democracy – not Dublin rule !*, Westminster General Election Manifesto, Belfast: 1997. Site Internet : <ca.in.ulst.ac.uk>. Consulté le 16 février 2007.

⁶⁵⁷ Adams, Gerry, *Hope and History, Making Peace in Ireland*, Brandon, Dingle, 2003. p. 307.

⁶⁵⁸ Voir : Annexe n° 11.

⁶⁵⁹ Millar, Frank, "UUP waits for Grand Orange Lodge judgement", *The Irish Times*, 12 avril 1998.

datant du 16 mai 1998, qu'une personne qui « voterait 'OUI' au référendum sur les Accords de Belfast ne pouvait se prétendre unioniste [puisqu'] tout unioniste votant 'OUI' voterait contre le principe de base de l'unionisme »⁶⁶⁰. Puis, s'attaquant directement à David Trimble, Paisley a indiqué que le chef de l'U.U.P. « avait abandonné les unionistes et avait trahi ses principes pour rejoindre le Sinn Féin »⁶⁶¹. Aussi, afin de s'opposer aux unionistes modérés tels que Trimble (et sans nul doute, par souci électoral), Paisley a répété maintes fois qu'il ne se « rendrait jamais à l'I.R.A. » (*No Surrender to the IRA*)⁶⁶², contrairement à l'U.U.P. Ces déclarations illustrent clairement le fait que, cette fois encore, l'attitude du chef du D.U.P. demeurait inflexible et en rupture nette avec les autres partis de la scène politique nord-irlandaise. Ian Paisley prônait alors un unionisme radical, sans compromis et volontairement incompatible avec les avancées politiques proposées par les Accords.

Malheureusement pour Paisley, ses pronostics ont été contrariés par l'approbation des Accords de Belfast par l'ensemble de la population de l'île le 22 mai 1998. En Irlande du Nord, le pourcentage de voix en faveur de l'Accord nord-irlandais s'est élevé à 71,12%, pour 28,88% de voix contre et un taux de participation de 80,98%. Dans la République, le pourcentage de voix en faveur de l'Accord était de 94,39%, pour 5,61% de voix contre et un taux de participation de 56,1%. Tous résultats confondus, le pourcentage de voix en faveur des Accords de Belfast s'élevait à 85,46%, pour 14,54% de voix contre et un taux de participation de 68,54%⁶⁶³. Après avoir clamé désespérément que les 28,88% de voix en opposition aux Accords de Belfast représentaient la majorité, le D.U.P. a annoncé qu'il adopterait une attitude positive envers l'Assemblée nord-irlandaise, mais qu'il veillerait à ce que la position des unionistes ne soit pas mise en péril. En d'autres termes, son approche de l'Assemblée serait « positivement négative »⁶⁶⁴ !

Dans ce contexte, il convient alors de s'interroger sur la pertinence et l'intérêt de la présence du D.U.P. sur la scène politique d'Ulster. Cette interrogation s'impose d'autant plus qu'à la veille de la signature des Accords, Ian Paisley s'est trouvé dans la position délicate d'être, semble-t-il, totalement désavoué par les autres partis unionistes (le Parti unioniste de David Trimble étant présent à la table des négociations), y compris les

⁶⁶⁰ “you wouldn't have a unionist conscience if you voted Yes. [...] any unionist that votes Yes is voting against the very basis of unionism”. “New deal interview – Ian Paisley – Fighting battle to defend Union”, *Newsletter*, 16 mai 1998. Source: <cain.ulst.ac.uk/conflict/cash98.htm>. Consulté le 12 février 2006.

⁶⁶¹ “he ran away from the unionist family and joined Sinn Féin and sold his principles”. *Ibid.*

⁶⁶² McKenna, Peter, “‘No surrender’ to IRA, warns Paisley”, *The Irish Independent*, 29 novembre 1995.

⁶⁶³ Résultats obtenus sur le site de CAIN: <cain.ulst.ac.uk>. Consulté le 4 février 2007.

⁶⁶⁴ “positively negative”. O'Farrell, John, “Ulster says yes !”, *Fortnight*, Juin 1998. p. 9.

représentants des groupes paramilitaires loyalistes : l'U.D.A. et l'U.V.F. En effet, lors d'une conférence de presse initiée par Paisley lui-même, le chef du D.U.P. a été hué par le Parti démocratique d'Ulster (*Ulster Democratic Party* – représentant politique de l'U.D.A.) et le Parti unioniste progressif (*Progressive Unionist Party* – le bras politique de l'U.V.F.). C'en était alors terminé des relations entre le D.U.P. et les paramilitaires, à présent opposés à sa politique. En effet, l'U.D.P. et le P.U.P. avaient décidé de soutenir David Trimble et de participer aux négociations, sans doute dans la perspective de voir leurs prisonniers être libérés à l'issue des Accords. Il s'agissait là d'une concession rejetée par Paisley, dans la mesure où elle impliquait également la libération de membres de l'I.R.A. Lorsque le sénateur Mitchell a vu les images transmises à la télévision de membres de l'U.D.P. et du P.U.P. criant à l'adresse de Paisley : « Rentre chez toi ! », « Tu es fini ! »⁶⁶⁵, celui-ci a commenté : « Beaucoup d'entre eux le prenaient pour un dieu [...] à présent ils se retournent contre lui. C'est la fin d'une ère »⁶⁶⁶. S'il sous-entendait « la fin de l'ère Paisley », George Mitchell avait tort. Certes, le fait que le D.U.P. soit encore plus radical que les partis paramilitaires loyalistes laissait entrevoir un futur politique incertain au regard de l'Assemblée au pouvoir partagé. Néanmoins, la division du camp unioniste provoquée par les Accords de Belfast a joué en faveur du « *Dr. No* ». Certains membres du Parti unioniste qui n'étaient pas nécessairement d'accord avec ce qui avait été négocié par David Trimble et particulièrement avec la question du désarmement de l'I.R.A. – qui n'avait pas eu lieu – se sont en effet, par la suite, opposés à l'Accord. C'est ainsi que David Trimble a perdu la moitié du soutien de son parti⁶⁶⁷, comme l'ont démontré les élections de 1998. Ian Paisley avait donc vu juste, lorsque, au lendemain de la signature des Accords, celui-ci avait prédit que David Trimble perdrait le soutien des unionistes.

Si les élections de l'Assemblée nord-irlandaise du 25 juin 1998 ont révélé une solide majorité en faveur des partisans du processus de paix⁶⁶⁸, elles ont en effet été synonyme d'une bien mauvaise performance pour l'U.U.P., le parti ayant obtenu son plus mauvais résultat depuis la partition de l'île. Par rapport aux élections de Westminster l'année précédente, le parti avait perdu le tiers de ses voix tandis que le D.U.P. avait

⁶⁶⁵ “Go home!” “You’re finished!” In: Moloney, Ed, *Op. Cit.* p. 357.

⁶⁶⁶ “Many of them thought him a God. [...] Now they’ve turned against him. It’s the end of an era.” Senator Mitchell in: *Ibid.*

⁶⁶⁷ Moloney, Ed, *Op. Cit.* p. 358.

⁶⁶⁸ Le S.D.L.P. est sorti grand vainqueur de ces élections et premier parti de la province avec 21,9% des voix. L'U.U.P. a, quant à lui, récolté 21,3% des voix pour se placer en deuxième position.

augmenté son pourcentage de presque autant⁶⁶⁹. Selon les analystes politiques, Trimble « avait eu le courage de signer les Accords de Belfast mais ne les avait pas défendus avec suffisamment de conviction »⁶⁷⁰.

Comme dans les années soixante Paisley a donc élaboré sa politique en opposition à celle du Parti unioniste et a dénoncé la politique de ce dernier comme étant en opposition aux intérêts de la communauté protestante d'Ulster. Le chef du D.U.P. avait ainsi déjà provoqué la chute de plusieurs chefs unionistes. David Trimble serait le prochain.

C. Les raisons politiques et religieuses derrière l'opposition du D.U.P. au processus de paix

L'attitude du D.U.P. vis-à-vis du processus de paix a été, comme démontré précédemment, extrêmement négative. En effet, on ne trouve pas un seul commentaire positif sur le processus de paix dans la presse irlandaise et nord-irlandaise de la part du D.U.P. durant cette période. Ce n'est que lorsque le parti aura, selon lui, renégocié les Accords de Belfast (à St Andrews, en novembre 2006), qu'une analyse positive verra le jour. Il s'agit là d'un point qui sera abordé ultérieurement dans cette étude.

Cette partie entend alors démontrer que l'opposition au processus de paix par le Parti démocratique unioniste de Ian Paisley peut être expliquée à la fois par ses convictions religieuses et son orientation politique mais semble également répondre à une stratégie politique vouée à détrôner le premier parti unioniste de la Province : l'U.U.P. de David Trimble.

1. « Des terroristes au gouvernement » la dénonciation de la violence et de l'immoralité au centre du discours du D.U.P.

Peu de temps avant la signature de la Déclaration de Downing Street, lorsque les entrevues secrètes entre le *Sinn Féin* et John Major ont été révélées par la presse, Ian Paisley a réalisé à quel point la collaboration anglo-irlandaise commencée en 1985 prenait, pour l'unionisme radical, une tournure dangereuse et a condamné haut et fort ce qu'il interprétait comme « la menace la plus importante que l'union ait connu depuis la crise du Home Rule »⁶⁷¹. Le chef du D.U.P. a alors décidé d'axer la politique de son parti sur la

⁶⁶⁹ Political party support in Northern Ireland, 1969 to the present. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/electsum.htm>. Consulté le 15 mars 2006. Voir annexe n°9.

⁶⁷⁰ "he had enough courage to sign the Agreement but not convincingly defended it". Breene, Suzanne, « Trimble's tremours », *Fortnight*, juillet/août 1998. p. 7

⁶⁷¹ "the greatest threat to the union since the Home Rule crisis". Breen Suzanne, "Articles 2 and 3 are recipe for war, says Paisley", *The Irish Times*, 29 novembre 1993.

dénonciation de la politique du gouvernement britannique en Ulster et sur l'opposition au *Sinn Féin*.

Lors du congrès annuel du D.U.P., le 29 novembre 1993, Paisley a premièrement accusé la couronne britannique de « trahir un Ulster toujours loyal pour ceux qui sont coupables d'un génocide »⁶⁷². S'adressant directement à John Major, le chef du D.U.P. s'est employé à démontrer que le gouvernement britannique « trahissait » le peuple protestant d'Ulster et mettait en danger la démocratie au sein de la province : « *Destroy our democracy. Dislodge the union. Turn your back on your friends. [...] Stain your hands in the congregation of the murders* »⁶⁷³. Selon Paisley, en effet, l'admission des républicains sur la scène politique était anti-démocratique, dangereuse pour l'Union, immorale et devait par conséquent être contrée par tous les moyens. Lorsque la Déclaration de Downing Street a finalement été signée, Paisley a lancé sa campagne pour « sauver l'Ulster » (« *Save Ulster* »), dans la mesure où, selon lui, la Déclaration « déroulait le tapis rouge à l'I.R.A. »⁶⁷⁴.

Cinq ans plus tard, suite à l'acceptation par référendum des Accords de Belfast, le slogan du D.U.P. aux élections à l'Assemblée nord-irlandaise de juin 1998 était le suivant : « Votez pour le D.U.P., votre meilleure garantie »⁶⁷⁵. Le parti a ainsi mis les électeurs unionistes en garde contre les Accords de Belfast, qui, selon lui, représentaient une nouvelle « menace » pour l'Union et la démocratie au sein de la province. Paisley a alors déclaré sans détours que le but du D.U.P., s'il était élu, serait de « détruire les Accords »⁶⁷⁶. Le point principal du manifeste du D.U.P. pour les élections de l'Assemblée était en effet l'opposition à « l'occupation de fonctions ministérielles à l'Assemblée par les membres du Sinn Féin sans désarmement préalable de l'I.R.A. »⁶⁷⁷. Lorsque l'Assemblée nord-irlandaise a finalement été établie, en 1999, le D.U.P. a réitéré son objectif et déclaré à maintes reprises être immuablement opposé à la participation de ceux qu'il voyait comme les représentants du terrorisme dans les affaires politiques de la province⁶⁷⁸.

Si Ian Paisley s'efforce de justifier politiquement son opposition au processus de paix et en particulier à voir des « terroristes » faire partie du gouvernement nord-irlandais, le chef du D.U.P. semble néanmoins contredire les principes qu'il prétend justement

⁶⁷² “*Sell out loyal Ulster to those who have already committed genocide*”. *Ibid.*

⁶⁷³ *Ibid.*

⁶⁷⁴ “*rolled out the red carpet to the IRA*”. Adams, Gerry, *Op. Cit.* p. 150.

⁶⁷⁵ “*Vote DUP – Your Best Guarantee*”. Moritarty, Gerry, “Paisley and Robinson set out stall as staunch defenders of the Union”, *The Irish Times*, 16 juin 1998.

⁶⁷⁶ “*destroy the Agreement*”. Moritarty, Gerry, *Op. Cit.*

⁶⁷⁷ “*No Sinn Féin members holding Assembly ministerial positions without IRA decommissioning*”. *Ibid.*

⁶⁷⁸ *Ibid.*

défendre. Ces déclarations du D.U.P. apparaissant au sein d'un même article de l'*Irish Times* illustrent en effet bien cet argument:

*The DUP [will] oppose Sinn Féin members sitting on an Assembly executive [...]
We have made it from the very beginning our aim and objective to destroy the
Agreement [...]
We are democrats. We have accepted the outcome of the referendum [about the Good
Friday Agreement].*⁶⁷⁹

Ce que démontrent ces déclarations est que si le D.U.P. s'efforce de donner l'image d'un parti démocratique, celui-ci refuse, en revanche, de manière contradictoire, de respecter le résultat du référendum permettant d'établir une assemblée au pouvoir partagé avec les représentants du parti républicain. Les Accords ayant été approuvés démocratiquement, il était du devoir politique de Ian Paisley et de son parti de contribuer à les faire appliquer et non de mettre en place une stratégie politique visant à les détruire.

Jennifer Todd, qui a remarqué que « [le D.U.P.] considère la vie politique comme une lutte perpétuelle entre le Bien et le Mal et sa propre existence comme continuellement menacée par des forces malignes »⁶⁸⁰, sous-entend que l'opposition de Ian Paisley au processus de paix depuis les années 1980, et donc au partage du pouvoir entre les différents partis de la scène politique nord-irlandaise, est en réalité intimement liée à l'une de ses valeurs religieuses fondamentales : l'anti-catholicisme. Parce que les partis politiques de la Province d'Ulster sont des partis confessionnels (Paisley, lui-même à la fois chef d'une congrégation religieuse et d'un parti politique, illustre bien ce fait), le principe du partage du pouvoir politique implique en effet que celui-ci se fasse entre catholiques et protestants. Il semble alors que son sentiment de haine envers l'Eglise catholique (qu'il identifie avec le Mal) a amené Ian Paisley à faire l'amalgame entre catholiques et terroristes et, donc, à s'opposer au partage du pouvoir politique avec le parti républicain. Comme nous l'avons déjà expliqué au cours de la première partie de cette étude, selon Paisley, « l'I.R.A. Provisoire est en réalité le bras armé de l'Eglise catholique romaine. Son but réel est d'exterminer le protestantisme »⁶⁸¹. Cela l'amène donc à la conclusion suivante : « le catholicisme romain est instigateur de persécution et de violence partout dans le monde et

⁶⁷⁹ *Ibid.*

⁶⁸⁰ "It view political life as a recurrent struggle between good and evil with its own existence continually threatened by evil forces". Todd, Jennifer, "Two Traditions in Unionist Political Culture", *Irish Political Studies*, n°2, 1987, p. 1-26. p. 3.

⁶⁸¹ "The Provisional IRA is in reality the armed wing of the Roman Catholic Church. Its real aim is to annihilate Protestantism". *Protestant Telegraph*, 2-15 décembre 1972, p. 1. Cité dans: Cooke, Denis, *Op.Cit.* p. 57.

est à l'origine des « Troubles » en Irlande du Nord »⁶⁸². Ici encore apparaît l'une des incohérences du discours politique de Paisley : alors qu'il déplore les « Troubles » et souhaite « éradiquer » l'I.R.A., il s'oppose dans le même temps au processus de paix, dont le but est précisément de mettre fin à la violence intercommunautaire en Irlande du Nord. Par ailleurs, il convient de souligner que la violence intercommunautaire dans la province implique certes des individus issus de la communauté catholique mais également issus de la communauté protestante, eux aussi affiliés à des groupes paramilitaires. Dans ce cas, selon le raisonnement de Paisley, son Eglise peut également être tenue responsable des « Troubles ». Il a d'ailleurs été démontré au cours de la première partie de cette étude que Paisley s'était ouvertement, et à plusieurs reprises, associé à des groupes paramilitaires au cours des années 1970 tout en faisant partie du gouvernement nord-irlandais. Ainsi, il ne peut apparaître qu'incohérent de la part du D.U.P. de vouloir exclure le *Sinn Féin* de la vie politique de la province en raison de ses liens avec l'I.R.A.

Le rejet du processus de paix de la part du parti de Paisley peut également s'expliquer par un souci de nature électorale et d'influence communautaire: compte tenu de ses valeurs religieuses extrêmes et de ses convictions politiques radicales, Paisley ne pouvait, à l'époque, que s'opposer au partage du pouvoir avec le *Sinn Féin*, sous peine de perdre son électorat et donc, dans le même temps, les membres de sa congrégation. Par ailleurs, dans la mesure où l'identité politique du D.U.P. s'est forgée sur l'opposition à « l'Autre »⁶⁸³, incarné en partie par les catholiques et les républicains du *Sinn Féin* et de l'I.R.A., qu'advierait-il de cette identité politique si le D.U.P. acceptait de partager le pouvoir avec les républicains ? Si le reste de la scène politique nord-irlandaise s'efforçait de changer, ce n'était pas encore le cas pour le D.U.P. qui apparaissait plus que jamais retranché sur ses positions.

⁶⁸² “*Roman Catholicism is an instigator of persecution and revolution throughout the world and has been behind the ‘Troubles’ in Northern Ireland.*” Cooke, Denis, *Op.Cit.* p. 41.

⁶⁸³ L'Autre, d'un point de vue philosophique, désigne « autrui », « qui n'est pas moi ». Il s'agit alors de distinguer par rapport à une première partie donnée ou connue servant de point de référence, une ou plusieurs personnes, ou un ou plusieurs éléments, à l'intérieur d'une seconde partie. Ainsi se crée l'opposition entre deux personnes ou deux groupes de personnes. Source : Site internet du Centre National de ressources Textuelles et Lexicales : <www.cntl.fr/definition/autre>. Consulté le 08/08/13.

2. La peur du « Rome Rule »

La peur qu'a longtemps entretenue le D.U.P. auprès de son électorat pour justifier sa stratégie de destruction politique découle en réalité de l'une des propres peurs du parti au niveau politique : la peur du « Rome Rule », elle-même provenant des valeurs religieuses du chef du D.U.P.

Si la première cause de l'opposition de Ian Paisley au processus de paix réside dans le principe du partage du pouvoir politique avec le *Sinn Féin*, la deuxième, tout aussi importante, réside en effet dans l'ingérence de Dublin dans les affaires nord-irlandaises (concrétisée par le Conseil ministériel commun au Nord et au Sud de l'île mis en place par les Accords de Belfast). Encore une fois, l'origine de cette opposition aux relations entre l'Ulster et la République d'Irlande et entre l'Angleterre et la République d'Irlande semble être l'anti-catholicisme de Ian Paisley. Pour lui, ces relations avec le Sud ne peuvent qu'« endommager l'Union » entre l'Angleterre et l'Ulster, puisque l'Irlande (et à travers elle, selon Paisley, l'Eglise catholique) n'a d'autre but que la réunification de l'île. Selon le chef du D.U.P., la République d'Irlande représente le catholicisme, qui lui-même est « l'ennemi impitoyable de l'Ulster » et dont le seul objectif est d'« exterminer les protestants »⁶⁸⁴. Pour arriver à ses fins, l'Eglise catholique dispose de ce que Paisley appelle : « l'Armée Républicaine Irlandaise catholique romaine »⁶⁸⁵, puisque, d'après lui, l'Eglise catholique procurerait aux terroristes « un soutien moral, spirituel et matériel »⁶⁸⁶. De plus, selon le chef du D.U.P., « l'Eglise Catholique se trouve au cœur du problème en Irlande du Nord » dans la mesure où « elle a endoctriné ses partisans contre tout ce qui est protestant »⁶⁸⁷. Ce point de vue implique donc que la seule conséquence possible à l'ingérence de Dublin dans les affaires nord-irlandaise est l'imposition des doctrines catholiques (« Rome Rule ») dans la province de l'Ulster, et donc, l'« éradication du protestantisme ».

Depuis la première proposition de formation d'un exécutif nord-irlandais fonctionnant sur le principe du partage du pouvoir politique⁶⁸⁸ en 1973, Ian Paisley s'est, pour les raisons exposées précédemment, fermement opposé à la représentation politique de la communauté catholique et nationaliste de l'Ulster. A l'époque, il avait averti la

⁶⁸⁴ “Ulster’s implacable foe”; “kill Protestants”. Ian Paisley, In : Cooke, Denis, *Op. Cit.* p.59.

⁶⁸⁵ “Roman Catholic Irish Republican Army”. Cooke, Denis, *Op. Cit.* p.59.

⁶⁸⁶ “moral, spiritual and material support to terrorists”. Brewer, John, *Anti-Catholicism in Northern Ireland, 1600-1998*, Hampshire : Macmillan Press Limited, 1998. Site Internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/sectarian/brewer.htm>. Consulté le 25 novembre 2005.

⁶⁸⁷ “The Roman Catholic Church lies at the heart of the problem in Northern Ireland. She has indoctrinated her people against everything that is Protestant.” Ian Paisley, In : Cooke, Denis, *Op. Cit.* p. 60.

⁶⁸⁸ White paper *Northern Ireland Constitutional Proposal*, 20 mars 1973.

communauté protestante et unioniste du danger que représentait le principe du partage du pouvoir : une tentative de Westminster d'amener la province vers la réunification de l'île⁶⁸⁹. Pour lui, l'Union entre l'Ulster et le reste du Royaume-Uni ne résisterait pas longtemps si le partage du pouvoir entre unionistes protestants et nationalistes catholiques était établi. L'Union représentant l'alliance de peuples protestants, la défendre revenait donc, selon Paisley, à défendre le protestantisme⁶⁹⁰. Pour lui, une Irlande réunifiée était synonyme d'une Irlande sous l'emprise de l'Eglise catholique, dénuée de libertés civiques et politiques, l'Eglise catholique encourageant le terrorisme⁶⁹¹. Par conséquent, par son opposition au processus de paix, le D.U.P. entendait préserver le contrôle du pouvoir politique par la communauté protestante.

Aussi, il s'agissait de s'opposer à toute proposition politique mettant en péril cette vision idéale de l'Ulster. Cette position politique se trouve d'ailleurs confortée par le lien fort entre l'Eglise Presbytérienne Libre, fondée par Ian Paisley, et son parti, qui fait de la politique du D.U.P. un mélange d'unionisme et d'évangélisme. Comme l'a d'ailleurs souligné Steve Bruce, la direction du parti était exclusivement composée de membres de l'Eglise Presbytérienne Libre jusque dans les années 1980, quand des membres influents comme Peter Robinson s'en sont distancés. De plus, le tableau ci-dessous montre bien qu'un pourcentage significatif des militants du D.U.P. sont issus de l'Eglise Presbytérienne Libre :

Tableau 1 : Proportion de membres de l'Eglise Presbytérienne Libre au sein du D.U.P., 1973-2005

Year	Group	Total	% FP
1973	Assembly candidates	17	47
1975	Convention candidates	18	78
1976	Councillors	31	65
1978	Councillors	72	60
1982	Assembly members	35	77
1985	Council candidates	218	57
1996	Forum candidates	54	58
1997	Council candidates	160	52
1998	Assembly members	20	80
2003	Assembly members	33	52
2005	Councillors	171	47

Source : Bruce, Steve, *Paisley, Religion and Politics in Northern Ireland*, Oxford: Oxford University Press, 2007. p. 188.

⁶⁸⁹ Cooke, Denis, *Op. Cit.* p.177.

⁶⁹⁰ *Ibid.*

⁶⁹¹ Brewer, John, *Op. Cit.*

3. *Stratégies politiques*

Au-delà de la dénonciation du processus de paix comme étant une première étape vers la réunification de l'Irlande, l'extinction du protestantisme, ou encore un processus immoral permettant à des terroristes d'accéder au gouvernement, il serait intéressant de considérer également l'opposition du D.U.P. aux accords de paix en termes de stratégie politique dont le but aurait été de surpasser l'U.U.P. de David Trimble. En effet, la signature de la Déclaration de Downing Street et la collaboration des unionistes et des nationalistes qu'elle a engendrée marquent le début d'une politique offensive du D.U.P. à l'égard de l'U.U.P.

En plus du *Sinn Féin*, de l'I.R.A. et de la République d'Irlande (ou, comme se plaisait à les appeler à l'époque le D.U.P., « la ligue pan-nationaliste »), un nouvel ennemi, ou « Autre », a fait son apparition dans le discours politique offensif du D.U.P. : l'U.U.P. de David Trimble. Cette stratégie a ainsi permis au D.U.P. de se façonner une image de parti intransigeant, droit, en opposition à un U.U.P. présenté comme un parti enclin à faire des compromis inacceptables et imprudents⁶⁹². Ainsi, comme le stipule le manifeste du D.U.P. en 1997, « *Democracy – Not Dublin Rule!* » : « *the Official Unionists are prepared to give. The DUP will not surrender one inch to IRA/Sinn Féin or the rest of the pan-nationalist front* »⁶⁹³. Le parti unioniste de David Trimble est alors associé à « un manque de discernement catastrophique », « la faiblesse », « la folie » et « l'échec »⁶⁹⁴. Le but de ce discours est alors de délégitimer David Trimble et l'U.U.P. en raison de leur acceptation de tout ce que le D.U.P. rejette dans les accords de paix : la libération des prisonniers paramilitaires, l'entrée du *Sinn Féin* au gouvernement sans que l'I.R.A. n'ait été désarmée, l'octroi d'une autorité politique aux institutions Nord-Sud. Le D.U.P., lui, apparaît alors comme le parti qui préserve les intérêts des unionistes.

La dénonciation de l'immoralité du processus de paix et des partis tels que le *Sinn Féin* ou l'U.U.P. permet également au D.U.P. de se créer une image de parti « honnête »⁶⁹⁵ et de défenseur de principes démocratiques. Celui-ci s'insurge alors contre la « fausse » image donnée du processus de paix, qui n'est, selon Ian Paisley, qu'un « instrument de guerre »⁶⁹⁶ :

⁶⁹² Ganiel, Gladys, ““Preaching the Choir?” An Analysis of DUP Discourses about the Northern Ireland Peace Process”. *Irish Political Studies*, Vol. 22, No. 3, 303-320, septembre 2007. p. 305.

⁶⁹³ Democratic Unionist Party, *Democracy – not Dublin rule!*, Westminster General Election Manifesto, Belfast: 1997. Site Internet : <cain.ulst.ac.uk>. Consulté le 16 février 2007.

⁶⁹⁴ “*catatrophic lack of foresight*”, “*weakness*”, “*folly*”, “*failure*”. *Ibid.*

⁶⁹⁵ Ganiel, Gladys, *Op. Cit.* p. 307.

⁶⁹⁶ “*instrument of war*”. *Ibid.*

*The Agreement is represented as an instrument of peace when it is in fact an instrument of war ... The springing open of the prison gates and the release onto the streets of multiple murderers we are told is a symbol of peace.*⁶⁹⁷

Ainsi, le parti entend vouloir ouvrir les yeux de la communauté protestante unioniste d'Ulster sur la véritable nature des Accords de paix. Pour ce faire, le D.U.P. présente les protestants comme les victimes du processus de paix : ce sont les victimes d'hommes politiques qui les ont trahis et d'un processus qui met en danger leur sécurité. Comme le montre le manifeste du D.U.P. pour les élections à l'Assemblée nord-irlandaise de 1998 (dans lequel le mot « terroriste » apparaît huit fois et le mot « menace » deux fois), le parti entend empêcher les terroristes d'entrer au gouvernement⁶⁹⁸ et ainsi préserver la sécurité des unionistes : « Dans nos mains, l'avenir de l'Irlande du Nord est en sécurité »⁶⁹⁹. De plus, voter D.U.P. est présenté comme étant, « sûr » et « sans danger » : « *vote DUP – a strong, sure and safe voice* »⁷⁰⁰. La stratégie du D.U.P. est donc ici d'attiser les peurs traditionnelles de la communauté protestante unioniste, puis de les apaiser en se présentant comme le garant de la sécurité en Ulster.

A la lumière de ces considérations, il apparaît donc bien que l'opposition du D.U.P. au processus de paix et son (auto-) exclusion des négociations politiques n'a pas pour autant signifié l'exclusion du parti de la scène politique. Au contraire, celle-ci a permis au parti d'élaborer une stratégie politique s'articulant, non seulement autour de la délégitimation de l'U.U.P. et de la nécessaire protection de la sécurité des protestants d'Ulster contre les républicains. Restait à voir si cette stratégie politique aurait raison des adversaires politiques du D.U.P. et du progrès du processus de paix.

⁶⁹⁷ *Ibid.* p. 309.

⁶⁹⁸ “no terrorists in government”. Democratic Unionist Party, *Your Best Guarantee for the Future of Northern Ireland, Northern Ireland Assembly Election Manifesto*, Belfast, 1998.

⁶⁹⁹ “Northern Ireland’s future is safe in our hands”. *Ibid.*

⁷⁰⁰ Democratic Unionist Party, *Democracy – not Dublin rule !*, Westminster General Election Manifesto, Belfast: 1997 .

II/ L'implication du Sinn Féin dans le processus de paix : un défi politique.

L'implication progressive du *Sinn Féin* dans le processus de paix a transformé le parti républicain et résultait d'une volonté de modernisation du parti entreprise quelques années avant la prise en main de ce dernier par Gerry Adams. Tout d'abord, l'ouverture de la voie électoraliste au *Sinn Féin* provoquée par l'élection de Bobby Sands lors des grèves de la faim en 1981, a permis à la stratégie de l'armalite et de l'urne de se développer et a indiqué un désir de construction politique au sein du camp républicain. Ensuite, le succès électoral du *Sinn Féin*, en partie à l'origine de la signature de l'Accord anglo-irlandais, a poussé les républicains vers la politique constitutionnelle, les a amenés à se rapprocher des autres partis nationalistes en Irlande du Nord et en République d'Irlande pour finalement être pleinement impliqués dans le processus de paix et sortir de l'isolation politique.

L'implication d'un parti comme le *Sinn Féin* dans le processus de paix, qui s'est illustrée d'abord par une nouvelle stratégie politique ainsi que par un changement de son discours politique, suscite nombre d'interrogations. Le parti républicain s'est-il forgé une nouvelle image en acquérant un poids politique? S'est-il distancé de l'I.R.A.? Le rapprochement avec le S.D.L.P. l'a-t-il amené à se défaire des grands principes républicains? Le parti s'est-il modéré? Quelles ont été les motivations du *Sinn Féin* pour s'impliquer dans le processus de paix? Comment, enfin, a-t-il réussi à convaincre ses partisans d'emprunter la voie de la modération sans pour autant perdre sa couleur politique? Ce sont autant de questions auxquelles cette partie tentera de répondre.

A. La vision républicaine du processus de paix

Comme il a été démontré précédemment, les différents accords de paix ont permis au D.U.P. d'asseoir une identité politique d'opposition mais également d'ancrer son style politique dans un unionisme agressif, où la loyauté à la couronne britannique dépend totalement de la loyauté de cette dernière à la religion et à la culture protestante nord-irlandaise⁷⁰¹.

Du côté républicain, on observe une attitude bien différente de celle du D.U.P., principalement caractérisée par une volonté de négociation et d'intégration politique, déjà

⁷⁰¹ Moloney, Ed, *Op. Cit.* p. 303.

amorcée par la participation de candidats républicains aux élections locales de 1981. Cette motivation a été encouragée par le processus de paix, dans la mesure où ce dernier a été façonné dans le but de permettre au parti républicain d'intégrer la scène politique nord-irlandaise et d'abandonner sa lutte armée. Néanmoins, parce que le parti républicain était, à l'aube du processus de paix, un parti intimement lié à l'I.R.A. et, donc, inévitablement radical, il est nécessaire de s'interroger sur son interprétation des différents accords de paix. Cette partie s'attachera à démontrer en quoi la vision des accords de paix par les républicains s'est différenciée de celle du D.U.P et dans quelle mesure elle a évolué au fil du temps.

1. L'Accord anglo-irlandais vu par les républicains

Tout comme les unionistes du D.U.P., les républicains ont, d'emblée, été opposés aux pourparlers entre les gouvernements irlandais et britannique, de même qu'à la signature de l'Accord anglo-irlandais de 1985, mais pour des raisons différentes. Cela n'avait rien de surprenant, dans la mesure où Margaret Thatcher n'avait pas dissimulé son intention profonde derrière la signature de cet accord : isoler les républicains politiquement et mettre fin à leur percée politique résultant de leur participation aux élections depuis 1981. Comme l'a déclaré Gerry Adams lors du congrès du *Sinn Féin*, peu de temps avant la signature de l'Accord :

*The talks, and any subsequent agreement are about creating a political climate in which this party can be isolated through a mixture of repression and appeasement. The extent of the repression will depend on how successful we are in the continuing process of developing our party and expanding our support.*⁷⁰²

D'autre part, il s'est avéré que l'Accord, qui ne prévoyait ni le retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord, ni l'indépendance ou encore l'unité de l'île, ne reflétait aucunement les aspirations politiques du *Sinn Féin*. Au contraire, l'Article 1 de l'Accord ne remettait pas en cause la légitimité de l'Irlande du Nord et conférait un droit de veto unioniste au regard d'une éventuelle réunification irlandaise⁷⁰³. Selon les républicains, la partition de l'île ne pourrait qu'être renforcée par cet Accord, qui s'avérait être le produit de la « paranoïa britannique » vis-à-vis de la campagne des républicains de l'I.R.A.

⁷⁰² "Anglo-Irish talks seen as stabilising partition" *The Irish Times*, 4 novembre 1985, p. 7.

⁷⁰³ "The two Governments (a) affirm that any change in the status of Northern Ireland would only come about with the consent of a majority of the people of Northern Ireland". The Anglo-Irish Agreement, 1985, (Republic of Ireland version). Site Internet : <cain.ulst.ac.uk/events/aia/aiaadoc.htm>. Consulté le 18 novembre 2005. Voir : Annexe n°8.

Provisoire et du récent succès électoral de son bras politique. Comme l'a écrit l'*Irish Times* à l'époque :

*Mr Adams said it was Sinn Féin's gains, along with the continued campaign by the Provisional IRA, that had "fuelled" British and Irish Government paranoia and led to the Anglo-Irish process*⁷⁰⁴.

En effet, l'article 7 de l'Accord prévoyait une étroite collaboration sécuritaire entre Londres et Dublin visant à contrer les opérations de l'I.R.A.

De plus, en dépit de la reconnaissance de la légitimité de l'identité nationaliste dans la province par l'Accord anglo-irlandais (qui a tout de même été interprétée par les républicains comme le signe d'un progrès)⁷⁰⁵, le *Sinn Féin* a su mesurer la dangerosité des négociations et de l'Accord pour la lutte républicaine dans la mesure où la présence britannique sur l'île serait stabilisée grâce, notamment, à la collaboration politique entre le gouvernement britannique et les nationalistes de la province. Comme l'a déclaré Gerry Adams en novembre 1985 :

*The dangers of the present talks lie [...] in their intention of putting a diplomatic veneer on British rule and injecting a credibility to constitutional nationalism so that British rule and its interests can be stabilised in the long term*⁷⁰⁶.

En outre, au lendemain de la signature de l'Accord, le parti républicain redoutait d'être exclu des élections en Irlande du Nord, compte tenu de la détermination du gouvernement britannique à limiter son ascension politique et à s'attaquer tant à la branche politique que paramilitaire du mouvement républicain⁷⁰⁷. Ces peurs ne se sont toutefois pas concrétisées et, contrairement aux unionistes, l'opposition républicaine à l'Accord a été discrète ainsi que de courte durée.

Si la première réaction des républicains à l'Accord de 1985 a donc été la méfiance à l'égard des intentions britanniques, il serait toutefois inexact de réduire la réaction républicaine à cette seule première impression. Un examen minutieux du document a en

⁷⁰⁴ "Anglo-Irish talks seen as stabilising partition" *The Irish Times*, 4 novembre 1985, p. 7.

⁷⁰⁵ "Recognising the need for continuing efforts to reconcile and to acknowledge the rights of the **two major traditions** that exist in Ireland" (My emphasis). The Anglo-Irish Agreement, 1985, (Republic of Ireland version). Site Internet : <cain.ulst.ac.uk/events/aia/aiadoc.htm>. Consulté le 18 novembre 2005. Voir : Annexe n°8.

⁷⁰⁶ "Anglo-Irish talks seen as stabilising partition" *The Irish Times*, 4 novembre 1985, p. 7.

⁷⁰⁷ Murray, Gerard, Tonge, Jonathan, *Sinn Féin and the SDLP, From Alienation to Participation*, Londres: Hurst and Company, 2005. p. 147. Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *The Fight for Peace, The Secret Story Behind the Irish Peace Process*, London: Heinemann, 1996. p. 34.

effet permis aux républicains d'en dégager certains points positifs et si, contrairement aux unionistes, ceux-ci n'ont pas organisé de manifestation contre l'Accord, c'est parce que dans la sphère privée, le *Sinn Féin* approuvait certains aspects des Accords⁷⁰⁸. Les raisons pour lesquelles le *Sinn Féin* n'était pas totalement opposé à l'Accord anglo-irlandais sont les suivantes : tout d'abord, pour la première fois, un accord avait été signé par le gouvernement britannique sans l'approbation des unionistes et des loyalistes, indiquant qu'un retour à l'ancien régime de Stormont était exclu et que l'hégémonie unioniste en Irlande du nord était définitivement révolue. Comme le remarquent Eamonn Mallie et David McKittrick, l'Accord a en réalité représenté un développement capital pour le mouvement républicain dans la mesure où la dénonciation répétée de l'existence d'un veto unioniste sur la politique britannique dans la province n'avait plus lieu d'être⁷⁰⁹ (il est à noter que l'opposition acharnée des Protestants à l'Accord n'a pas pour autant mené à la capitulation du gouvernement britannique sous la menace unioniste). Ensuite, la dimension anti-républicaine de l'Accord ne signifiait pas nécessairement que le gouvernement britannique ne tenait pas compte des revendications de la communauté catholique. Au contraire, celui-ci était prêt à engager le dialogue avec le parti nationaliste et ce, afin d'empêcher la progression électorale du *Sinn Féin*. Cela signifiait que le *Sinn Féin*, par son ascension politique, avait réussi à faire pression sur le gouvernement britannique. Aussi, pour la première fois, le gouvernement britannique reconnaissait l'existence d'une forme d'autorité conjointe sur l'île et était même prêt à considérer le nationalisme constitutionnel comme faisant partie intégrante du paysage politique nord-irlandais. Enfin, l'article I. C de l'Accord, indiquant une possible réunification irlandaise si la majorité du peuple nord-irlandais y était favorable, signifiait que la couronne britannique, un pouvoir impérial aux yeux des républicains, n'envisageait pas d'occuper l'Irlande indéfiniment.

L'Accord anglo-irlandais a donc marqué un tournant dans la politique britannique en Irlande du Nord et a également précédé⁷¹⁰ un changement stratégique majeur au sein du *Sinn Féin* qui, lors du congrès annuel du parti en 1986 et dans un souci de modernisation, a indiqué qu'il abandonnerait sa politique abstentionniste au sein de la *Dáil*. Les tenants et les aboutissants de ce changement de cap chez les républicains seront discutés

⁷⁰⁸ Sharrock, David, Devenport, Mark, *Man of War, Man of Peace? The Unauthorised Biography of Gerry Adams*, Londres: Macmillan, 1997. p. 239.

⁷⁰⁹ Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *Op. Cit.*, p. 33-34.

⁷¹⁰ Les différents politologues et spécialistes de la question nord-irlandaise ne s'accordent pas sur l'impact qu'a pu avoir l'Accord anglo-irlandais sur la stratégie politique du *Sinn Féin*. Si certains, comme Gerard Murray, Jonathan Tonge et Peter Shirlow estiment que l'Accord a contribué à faire naître le débat sur la nouvelle stratégie républicaine, Brian Feeney, lui, s'oppose à cet argument. Ce point sera détaillé ultérieurement dans cette étude.

ultérieurement dans cette étude. Il est néanmoins important de mentionner cet événement dans le contexte de la réaction républicaine à l'Accord de 1985, qui s'est traduite par un renforcement du combat politique du *Sinn Féin*. Par ailleurs, cette nouvelle stratégie a particulièrement été appréciée par les nationalistes du S.D.L.P. et en particulier par l'assistant de John Hume, Denis Haughey, qui a déclaré à l'époque:

*they are now taking the first tentative steps along the hard road of real politics. [...] their approach to things will evolve further. It offers us the hope of an end to the campaign of violence. We must welcome the conversion of the Provos to constitutional politics.*⁷¹¹

Cette nouvelle stratégie républicaine qui a vu le jour suite à l'Accord de 1985 a en effet donné le signal que le *Sinn Féin* était un parti avec lequel les autres nationalistes pouvaient traiter puisqu'il avait franchi le pas vers la politique parlementaire conventionnelle⁷¹². En effet, cette décision a été le catalyseur des entrevues entre John Hume et Gerry Adams, puis entre le *Sinn Féin* et le gouvernement britannique pendant les années 1990, entrevues qui ont permis l'élaboration de la Déclaration de Downing Street en 1993.

2. *La Déclaration de Downing Street : la possible implication des républicains dans le processus de paix*

La décision de mettre fin à l'abstentionnisme du *Sinn Féin* en République d'Irlande a valu au parti républicain de multiplier des contacts politiques stratégiques et de se voir prudemment intégré à la vie politique en République d'Irlande et en Irlande du Nord. En effet, parce que le *Sinn Féin* donnait à présent l'image d'un parti qui s'était distancé du radicalisme et avait embrassé le pragmatisme politique (même s'il continuait à être étroitement lié à l'I.R.A), des entrevues entre le *Sinn Féin* et le S.D.L.P. ont commencé dès 1988. Elles ont été suivies par des rencontres non-officielles avec les gouvernements britannique et irlandais, en parallèle des pourparlers multipartites initiés par Peter Brooke (dont le *Sinn Féin* avait été tenu à l'écart). Les objectifs que cherchaient à atteindre le S.D.L.P., de même que les gouvernements britannique et irlandais à travers le dialogue avec les républicains étaient, d'une part, d'impliquer ces derniers dans un processus politique de résolution du conflit nord-irlandais et, d'autre part, de les amener vers la négociation d'un cessez-le-feu. Par ces entrevues, le *Sinn Féin* a donc pu, bien que de façon non-officielle, être associé aux négociations politiques qui allaient aboutir à la

⁷¹¹ Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *Op. Cit.* p. 40-41.

⁷¹² Murray, Gerard, Tonge, Jonathan, *Op. Cit.* p. 157.

signature de la Déclaration de Downing Street en décembre 1993. En effet, la première ébauche de Déclaration rédigée par John Hume en octobre 1991 s'inspirait du contenu de ses discussions avec les républicains depuis 1988⁷¹³.

Dans la mesure où la Déclaration de Downing Street stipulait que seuls les partis qui s'engageaient à adopter des méthodes exclusivement pacifiques pourraient participer à la politique de la province, les regards se sont tournés vers le *Sinn Féin*, mais également vers l'I.R.A., au lendemain de sa signature. La réaction républicaine a pour sa part été d'opter pour la plus grande prudence. Gerry Adams n'a pas mentionné un éventuel cessez-le-feu de l'I.R.A., mais a néanmoins évoqué le souhait d'une « démilitarisation » à la fois du côté républicain et britannique et a adopté une attitude positive envers le processus de paix, en radicale opposition avec celle du D.U.P. La transition qu'a alors entamée le parti est remarquable, notamment avec l'utilisation de termes tels que « *peace strategy* » et « *demilitarisation* », par ses représentants. Le Président du *Sinn Féin* a en effet déclaré à l'*Irish Times*, le 22 décembre 1993 :

*Sinn Féin's peace strategy [has] evolved [...]. It [is] totally committed to a meaningful peace process. [...] We are optimistic that, if properly managed, a process to bring about a lasting peace can be established. [...] We want to see an end to the conflict and a demilitarisation of the situation*⁷¹⁴.

Cette nouvelle approche politique républicaine reflète tout le travail de collaboration entre le *Sinn Féin* et le S.D.L.P. depuis la fin des années 1980 et l'indéniable influence pacifiste de John Hume sur la politique du parti. Cette évolution de la politique républicaine s'explique également par l'objectif premier de la Déclaration de Downing Street, qui était d' « essayer d'impliquer le Sinn Fein dans un processus de paix sans perdre le soutien des unionistes »⁷¹⁵ et qui, selon Gerry Adams, représentait « un changement significatif de l'approche des gouvernements irlandais et britannique dans la résolution du conflit »⁷¹⁶. Un autre élément majeur de la Déclaration, la reconnaissance du droit à l'auto-détermination par le gouvernement britannique, représentait une avancée majeure pour la cause républicaine, même si cette reconnaissance était contrebalancée par le nécessaire

⁷¹³ Voir: Deuxième partie, II/ C. 1. p. 215.

⁷¹⁴ Grogan, Dick, "Adams seeks direct talks with governments on declaration", *The Irish Times*, 22 décembre 1993.

⁷¹⁵ "attempted to attract Sinn Féin into a 'peace process' without alienating unionism". Dixon, Paul, *Northern Ireland, The Politics of War and Peace*, 2nd edition, Hampshire: Palgrave Macmillan, 2008. p. 235.

⁷¹⁶ "a [...] significant change in the approach of the Irish and British governments to resolving the conflict". Breene, Susan, "Adams states aim is to create conditions in which the IRA could end its campaign", *The Irish Times*, 25 juillet 1994.

consentement unioniste. Ainsi, parce que le *Sinn Féin* devait convaincre l'I.R.A. de la nécessité de mettre fin à la lutte armée, il était nécessaire pour lui d'obtenir des « clarifications » sur certains points de la Déclaration, notamment sur l'amnistie des prisonniers républicains et la question de l'auto-détermination nationale, dont le *Sinn Féin* déplorait l'aspect « ambigu »⁷¹⁷. En effet, comme le stipulait la Déclaration :

*The British Government agree that it is for the people of the island of Ireland alone, by agreement between the two parts respectively, to exercise their right of self-determination on the basis of consent, freely and concurrently given, North and South, to bring about a united Ireland, if that is their wish*⁷¹⁸.

L'« auto-détermination sur la base du consentement » impliquait que les unionistes nord-irlandais bénéficiaient d'un droit de veto sur la réunification irlandaise. Les républicains ont bien indiqué à l'époque que le consentement des unionistes était nécessaire à tout accord, mais ne s'agissait-il pas là d'une stratégie consistant à faire apparaître le *Sinn Féin* comme plus modéré sans pour autant remettre en cause les grands principes républicains? En effet, tout portait à croire qu'en réalité, pour les républicains, les unionistes pouvaient donner leur consentement, tant qu'il s'agissait de leur consentement à la réunification irlandaise⁷¹⁹ et que le *Sinn Féin* n'avait donc pas totalement renoncé à ses principes. Au lendemain de la Déclaration, il semble alors que le discours du *Sinn Féin* était en pleine évolution et laissait apparaître quelques incohérences. On peut alors se demander si cette demande de « clarification » n'était pas en réalité une tentative de renégocier dans le but d'obtenir plus de concessions pour les républicains et les nationalistes et, surtout, obtenir l'assurance formelle que le *Sinn Féin* serait admis à la table des négociations au cas où l'I.R.A. se prononcerait sur un possible cessez-le-feu. Or, au lendemain de la Déclaration, c'était bel et bien la réaction de l'I.R.A. qui était en mesure de donner une nouvelle impulsion au processus de paix, ce qui signifiait que le *Sinn Féin* n'était pas totalement maître du jeu politique républicain.

De fait, ce n'est qu'après l'apport de précisions par le gouvernement britannique au sujet de la Déclaration, que le 31 août 1994, l'I.R.A. Provisoire a annoncé « une cessation complète des opérations militaires ». Il s'agissait ici d'une démarche indiquant clairement le désir de coopération des républicains, ainsi que l'unité du mouvement au regard de la

⁷¹⁷ Grogan, Dick, "Adams call for direct talks firmly rejected", *The Irish Times*, 22 décembre 1993.

⁷¹⁸ Joint Declaration on Peace : The Downing Street Declaration, 15 décembre 1993. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/dsd151293.htm>. Consulté le 01/10/2012. Voir : annexe n°10.

⁷¹⁹ Smith, M.L.R., *Op. Cit.* p. 210.

nécessité d'être impliqué dans un processus de paix. Comme l'a affirmé Gerry Adams à plusieurs reprises: « nous sommes engagés dans un processus de paix et nous nous engageons à le faire progresser »⁷²⁰. Pour le Président du *Sinn Féin*, faire avancer le processus de paix signifiait promouvoir la discussion et l'échange (sans pré-condition) entre les différents partis de la province et le gouvernement. Le discours républicain démontrait alors un réel désir de collaboration avec les différents acteurs du processus de paix. En effet, la différence majeure entre le *Sinn Féin* et le D.U.P. à la suite de la Déclaration de Downing Street a été que, contrairement aux unionistes du D.U.P., le *Sinn Féin* s'est montré ouvert au dialogue politique ainsi qu'à la négociation avec ses opposants politiques. Comme l'a déclaré Gerry Adams : « Nous ne pouvons pas faire la paix sans les unionistes. Nous devons faire la paix ensemble. [...] Parce que si les unionistes ne s'engagent pas dans ce processus, il n'ira nulle part »⁷²¹.

Des négociations politiques étaient attendues par le *Sinn Féin* dans les mois qui ont suivi le cessez-le-feu de l'I.R.A. Cependant, parce que le gouvernement de John Major avait besoin de conserver le soutien des unionistes à la Chambre des communes⁷²², celui-ci a semblé revenir sur ses promesses et a accepté de calmer les inquiétudes de ces derniers en faisant du désarmement partiel de l'armée républicaine une condition à la participation du *Sinn Féin* aux pourparlers, en mars 1995. Dès lors, le *Sinn Féin* a adopté une attitude plus défensive et a déploré le manque de progrès du processus de paix et des pourparlers tout en insistant sur le fait que la paix restait l'objectif majeur du parti⁷²³. Jusqu'en 1997, le Président du *Sinn Féin* a vivement condamné ce qu'il a interprété comme le refus du gouvernement britannique de reconnaître le droit de ses électeurs d'être représentés lors des négociations politiques et a réitéré la nécessité de dialoguer avec les républicains sans préconditions :

⁷²⁰ “We are committed to a peace process and we are committed to moving it forward”. Siggins, Lorna, “Adams says Spring’s insistence on total cessation of violence will not help peace”, *The Irish Times*, 22 août 1994.

⁷²¹ “We can’t make peace without the unionists. We have to make peace with each other. [...] Because if the unionists don’t engage in this process, it’s going nowhere”. Grogan, Dick, “Adams says move to unarmed strategy could come sooner than later”, *The Irish Times*, 29 août 1994.

⁷²² John Major devait conserver le soutien des unionistes à la Chambre des communes dans la mesure où son parti ne bénéficiait pas d'une majorité suffisante. Sur les 651 sièges de la Chambre des communes, le Parti conservateur en détenait 336. Si le Premier ministre et les unionistes n'ont convenu d'aucun accord formel, les unionistes ont néanmoins été en mesure d'obtenir d'importantes concessions durant le processus de paix en échange de leur soutien.

⁷²³ Coglean, Denis, “Sinn Féin rows back as Britain holds line on arms decommissioning”, *The Irish Times*, 20 juin 1996.

*The British Government must accept the rights of the electorate without preconditions and [...] the need for negotiation and dialogue to resolve all problems. This is the way to remove all the guns permanently from Irish politics*⁷²⁴.

Gerry Adams a également demandé au gouvernement britannique de mettre fin à son alliance avec les unionistes afin de faire progresser le processus de paix. En effet, selon les républicains, c'était la position inflexible des unionistes qui représentait l'une des causes majeures au manque de progrès du processus de paix, et non le désarmement de l'I.R.A. Comme l'avait d'ailleurs déclaré à l'époque Martin McGuinness : « *It appears that the political leadership of unionism [...] remains wedded to a failed and unworkable status quo. The unionist parties are opposed to change and seek to prevent change* »⁷²⁵.

Le désarmement de l'I.R.A. comme pré-condition à la participation du *Sinn Féin* aux négociations, puis à la formation d'une Assemblée, représentait en effet pour les républicains un frein au processus. Jugée « irréaliste »⁷²⁶, cette requête n'était pas non plus acceptable aux yeux du *Sinn Féin*, puisque le parti ne se considérait pas comme le représentant de l'I.R.A. sur la scène politique. Gerry Adams a d'ailleurs, à de nombreuses reprises, déclaré : « Le *Sinn Féin* n'est pas l'I.R.A. »⁷²⁷. Le Président du *Sinn Féin* souhaitait en effet souligner que l'I.R.A. et le *Sinn Féin* étaient deux organisations républicaines mais deux organisations différentes. Ainsi, le parti ne devait pas être pénalisé au cours des négociations politiques et ses électeurs devaient être représentés : « les personnes qui votent pour nous n'ont aucun contrôle sur l'I.R.A. ou tout autre groupe armé »⁷²⁸. Le *Sinn Féin* ne rejetait à l'époque pas le principe même du dépôt des armes de l'I.R.A., mais souhaitait qu'il se fasse dans le cadre d'une démilitarisation totale de la province (pas seulement des paramilitaires républicains) et d'un accord politique acceptable pour le peuple irlandais⁷²⁹. Dans les rangs de l'I.R.A. cette pré-condition a donc été perçue comme une manœuvre dont le but était d'exclure politiquement le parti républicain et un acte qui traduisait le mépris du gouvernement britannique pour le cessez-

⁷²⁴ Grogan, Dick, "Adams says move to unarmed strategy could come sooner than later", *The Irish Times*, 29 août 1994.

⁷²⁵ McGuinness, Martin, "Unionists remain wedded to an unworkable status quo", *The Irish Times*, 29 octobre 1998.

⁷²⁶ Cogan, Denis, "Sinn Féin rows back as Britain holds line on arms decommissioning", *The Irish Times*, 20 juin 1996.

⁷²⁷ "Sinn Féin is not the IRA". Siggins, Lorna, "Adams says Spring's insistence on total cessation of violence will not help peace", *The Irish Times*, 22 août 1994.

⁷²⁸ "The people who vote for us have no control over the IRA or any other armed group". *Ibid.*

⁷²⁹ Dans la logique du discours républicain, lorsque Gerry Adams parle du « peuple irlandais », il s'agit de la population de l'île dans son ensemble et non pas de la population nord-irlandaise séparément de la population de la République d'Irlande. Adams, Gerry, "Fudging by British and Unionists is real obstacle to political settlement", *The Irish Times*, 14 juillet 1995.

le-feu de l'armée républicaine. L'explosion d'une bombe de l'I.R.A. à Canary Wharf en février 1996 a signalé la fin de la coopération de l'Armée Républicaine avec le gouvernement britannique de John Major, son retrait du processus de paix, et son refus d'entreprendre ce qu'elle interprétait comme « un acte de capitulation »⁷³⁰. Selon Gerry Adams, qui s'est exprimé sur ce sujet : « L'I.R.A. a été assez courageuse lorsqu'elle a prononcé un cessez-le-feu, mais elle l'a fait dans l'optique que d'autres choses découleraient de cette décision »⁷³¹. Le Président du *Sinn Féin* sous-entendait ici que l'I.R.A. attendait des concessions de la part du gouvernement britannique et non des conditions supplémentaires à l'inclusion politique du *Sinn Féin*. Comme le souligne Deáglán de Bréadún, l'attitude du gouvernement britannique, en excluant le *Sinn Féin* des pourparlers multipartites en juin 1996, était contraire à l'esprit du processus de paix⁷³². Or, cela faisait partie d'une démarche visant à sanctionner la violence de l'I.R.A. et, ce, en dépit des 15.5% de votes (17 sièges) remportés par le parti aux élections au forum⁷³³ chargé du processus de paix en 1996.

Malgré les progrès accomplis par les républicains au regard de leur intégration politique en seulement dix ans, le gouvernement britannique et les unionistes ne semblaient pas convaincus de leur volonté de s'engager dans le processus de paix et continuaient à percevoir le républicanisme comme étant violent. Il convient toutefois de se demander si John Major souhaitait réellement impliquer le *Sinn Féin* dans le processus de paix dans la mesure où, après le cessez-le-feu de l'I.R.A., celui-ci a s'est montré trop exigeant pour que les républicains de l'I.R.A. restent engagés dans le processus. Dans une interview menée dans le cadre de cette étude, Mitchel McLaughlin, alors membre de l'Assemblée nord-irlandaise, a indiqué que, selon lui, « John Major n'était pas hostile au processus de paix, mais était simplement trop faible politiquement. [...] Les unionistes le tenaient prisonnier »⁷³⁴. En effet, il est certain que les difficultés du Premier ministre au parlement de Westminster, dues à la faible majorité de son parti, ont joué en faveur des unionistes et au détriment des républicains en Irlande du Nord.

⁷³⁰ McKittrick, David, McVea, David, *Op. Cit.* p. 204.

⁷³¹ “The IRA has been courageous enough when it called a ceasefire but it had done so on the understanding that other things would flow from that decision”. MacConnell, Sean, “Adams says he needs a persuasive argument to put the IRA for new truce”, *The Irish Times*, 12 février 1996.

⁷³² Deáglán de Bréadún, *The Far Side of Revenge, Making Peace in Northern Ireland*, Cork: The Collins Press, 2001. p. 17.

⁷³³ Selon les recommandations de John Major, les élections au forum chargé du processus de paix se sont tenues le 30 mai 1996. Vingt membres représentant les dix partis les plus populaires de la province ont été élus afin de former une instance de négociation à compter du 10 juin 1996.

⁷³⁴ “John Major was not hostile to the [peace] process, he was just too weak politically. [...] The Unionists held him prisoner”. Interview de Mitchel McLaughlin, menée par l'auteur à Stormont le 7 décembre 2009.

3. *Les Accords de Belfast, synonymes d'intégration politique pour le Sinn Féin*

L'arrivée de Tony Blair au poste de Premier ministre a considérablement amélioré les relations entre le *Sinn Féin* et le gouvernement britannique. Le risque que John Major avait soigneusement et quelque peu dangereusement évité – inclure le *Sinn Féin* dans les négociations – a été pris par Tony Blair (à la condition que l'I.R.A. observe un cessez-le-feu) et a représenté une décision cruciale pour le progrès du processus de paix. C'est dans ces conditions, et grâce à la coopération de l'Armée Républicaine, que le *Sinn Féin* a pu participer aux négociations qui ont commencé le 17 septembre 1997.

Contrairement au D.U.P. qui a abandonné sa place à la table des négociations, le *Sinn Féin* s'est montré ouvert au dialogue avec les autres partis et a fait preuve de bonne volonté en s'engageant à observer des méthodes exclusivement pacifiques et à procéder au désarmement total de toutes les organisations paramilitaires⁷³⁵. Le parti a également souligné, en réponse à l'attitude du précédent gouvernement envers les républicains et à la réticence des partis unionistes de participer aux négociations aux côtés du *Sinn Féin*, que sa présence à ces dernières découlait de son mandat électoral et qu'il s'agissait là d'une question de droit démocratique, non d'un privilège qui pouvait être donné puis repris⁷³⁶. Le *Sinn Féin* apparaissait donc comme déterminé à jouer son rôle dans les négociations et l'élaboration de l'accord qui en résulterait. Jouer la carte du respect du mandat électoral et de la démocratie s'est avéré être une pratique courante des républicains pendant le processus de paix, leur but étant d'insister sur la légitimité de leur présence aux différents débats politiques de même que sur celle de leur parti.

Aussi, lorsque Gerry Adams a finalement donné son accord à la signature des Accords de Belfast, après plusieurs mois de négociations, le chef républicain a précisé que celui-ci serait « soumis à la consultation »⁷³⁷ de son parti. La réaction du Président du *Sinn Féin* au nouvel accord de paix était prudente, contrairement à celle du chef du S.D.L.P., photographié pour la une de l'*Irish Times* les mains levées vers le ciel et pour qui un « accord historique » venait d'être signé⁷³⁸. En effet, même s'il avait pris soin de préparer son parti à l'issue probable des négociations, Gerry Adams devait à présent convaincre l'ensemble des républicains de soutenir un accord qui ne prévoyait pas l'indépendance irlandaise. Dans la mesure où les Accords de Belfast ont été élaborés sur la base du

⁷³⁵ Il s'agissait ici des principes de non-violence énoncés par le Sénateur Mitchell dans son rapport en 1996.

⁷³⁶ *Sinn Féin position paper presented to Mo Molam*, 7 août 1997. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/sf7897.htm>. Consulté le 19/11/2007.

⁷³⁷ "Agree subject to consultation". Deaglán de Bréadún, *Op. Cit.* p. 139.

⁷³⁸ *The Irish Times*, 11 avril 1998.

consensus nationaliste et unioniste et que des concessions ont été faites envers et par chaque camp, il s'agissait, pour le Président du *Sinn Féin*, de se concentrer sur les points positifs de l'accord du point de vue républicain. Les points qui ont permis de convaincre le parti et les partisans du *Sinn Féin* de soutenir les Accords de Belfast étaient notamment la transition vers l'indépendance amorcée par la création des organismes transfrontaliers, le fait que la présence britannique sur l'île serait désormais soumise au consentement de la population nord-irlandaise et, surtout, la libération des prisonniers républicains.

La position du *Sinn Féin* sur les Accords a été clarifiée lors de deux congrès successifs du parti, qui ont illustré une détermination à prendre les décisions, ainsi que les responsabilités, *collectivement* du côté républicain. L'unité républicaine contrastait alors très nettement avec la division du camp unioniste. De plus, contrairement à Ian Paisley, Gerry Adams n'apparaissait pas être la seule voix de son parti. En effet, la position du *Sinn Féin* sur les Accords n'a pas été définie uniquement par la délégation présente aux négociations, ni par le Président du *Sinn Féin* mais collectivement. Comme l'a déclaré Gerry Adams lors du premier congrès, le 18 avril 1998 :

*When the vote was taken I did not vote and Sinn Fein has yet to make a decision on this document. I had previously made it clear that our negotiating team would report back to the Ard Chomhairle which would assess the document in the context of our peace strategy and that we would approach this development in a positive manner. [...] as you agreed this morning, we will adjourn this Ard Fheis and reconvene within the next few weeks to decide a definite position on how we face into the next phase of this struggle and of our view of this paper and to discuss any direction which the Ard Chomhairle may give about the two up-coming referenda.*⁷³⁹

Il est évident qu'au lendemain de la signature de l'Accord, une déclaration de la part de l'I.R.A. était attendue avant toute prise de position par le parti. L'Armée Républicaine s'est donc prononcée le 30 avril 1998, en déclarant que l'Accord du Vendredi Saint représentait « un développement significatif »⁷⁴⁰ et en souhaitant au *Sinn Féin* d'autres succès dans le développement de sa stratégie de paix. Lors du deuxième congrès du parti, bien que l'Accord ne soit pas perçu comme idéal par le *Sinn Féin*⁷⁴¹, 97% des membres du parti se sont prononcés en faveur de la prise de fonction de ses représentants élus à Stormont, donnant de fait leur approbation aux Accords de Belfast. A ce moment-là, le

⁷³⁹ *Presidential Address by Gerry Adams to Sinn Féin Ard Fheis*, 18 Avril 1998. Site Internet: <cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ga18498.htm>. Consulté le 19/11/2007.

⁷⁴⁰ « *a significant document* ». Deaglán de Bréadún, *Op. Cit.* p. 154.

⁷⁴¹ Du point de vue républicain, le fait que l'Accord prévoit un retour au Parlement de Stormont de même qu'un droit de veto unioniste sous la forme du consentement nécessaire des unionistes à la réunification de l'île n'était pas représentatif des objectifs politiques du *Sinn Féin*.

Comité Central du *Sinn Féin* (*Sinn Féin Ard Chomhairle*) s'est clairement positionné pour les Accords mais en prenant soin de rappeler les principes traditionnels du parti :

*Sinn Féin's primary political objective is the unity and independence of Ireland as a sovereign state and nation. We seek an end to partition and British rule in Ireland and an end to the conflict and divisions that have resulted. These democratic goals remain our primary objectives*⁷⁴².

Dans le même temps, le Comité a insisté sur le changement nécessairement induit par la stratégie pacifique du *Sinn Féin*. Le document compte en effet plusieurs fois les mots « *change* » et « *progress* », ce qui laisse entrevoir une transition importante dans la stratégie républicaine. Cette transition s'illustre notamment par l'amendement de la constitution du parti afin de permettre aux candidats du *Sinn Féin* de se présenter aux élections dans la province dans l'optique de siéger à l'Assemblée nord-irlandaise⁷⁴³. Enfin, le Comité Central du *Sinn Féin* a alors stipulé que les républicains envisageaient les Accords de Belfast comme « transitoires »⁷⁴⁴ et ouvrant « la voie vers l'unité irlandaise et l'indépendance »⁷⁴⁵ :

*The Good Friday document does not go as far as we would have liked at this time but it is, clearly transitional. It heralds major change to the status quo. It weakens the union. It is all-Ireland character. [...] In short it allows us to move our struggle into a new and potentially more productive phase*⁷⁴⁶.

Au lendemain de la signature des Accords de Belfast, il apparaît donc que le *Sinn Féin* se trouvait à un tournant de sa stratégie politique avec, notamment, l'optique d'intégrer la nouvelle assemblée au pouvoir partagé à Stormont.

A présent qu'il a été démontré que la stratégie politique ainsi que le discours du *Sinn Féin* ont su s'adapter au processus de paix, en radicale opposition à l'attitude conservatrice du D.U.P., il convient de démontrer les mécanismes politiques et diplomatiques qui sous-tendent une telle transformation du mouvement républicain.

⁷⁴² *Ard Chomhairle Paper to 1998 Sinn Féin Ard Fheis*, Site internet: <sinnfein.org/ardfheis/98ardfheis/repap.html>. Consulté le 6/11/12.

⁷⁴³ *Ibid.*

⁷⁴⁴ “*transitional process*”. *Ibid.*

⁷⁴⁵ “*route to Irish Unity and Independence*”. *Ibid.*

⁷⁴⁶ *Ibid.*

B. Une nouvelle force électorale et une nouvelle image

Comme l'a souligné Agnès Maillot, le *Sinn Féin* a bénéficié, dès le lendemain des grèves de la faim, d'une nouvelle image. Tout d'abord, à l'instar de Bobby Sands, les républicains sont apparus comme des personnes ordinaires, à la fois des produits et des victimes du conflit nord-irlandais⁷⁴⁷. Ensuite, l'élection de Sands en 1981 a conféré une légitimité politique à la lutte républicaine, signalant ainsi au gouvernement britannique et aux unionistes de la province qu'il faudrait composer avec un paysage politique dont les républicains feraient désormais partie, grâce au soutien d'une partie de la population catholique. Enfin, alors que les partisans du *Sinn Féin* étaient auparavant tenus à l'écart du système électoral, à compter de cette date, ceux-ci ont pu être représentés politiquement, grâce à l'abandon de l'abstentionnisme aux élections locales lors du congrès du *Sinn Féin* en 1981⁷⁴⁸. En participant aux élections dès 1981, le *Sinn Féin* s'est ainsi défait de sa stratégie de contestation par l'isolation politique pour entamer une véritable construction d'identité politique.

1. *Armalite and ballot box : un premier pas vers l'intégration politique républicaine*

En jouant un rôle plus actif sur la scène politique britannique, le *Sinn Féin*, qui n'était jusqu'alors qu'une vitrine politique pour l'I.R.A., s'est élevé au rang d'égal par rapport à l'Armée Républicaine⁷⁴⁹. En effet, la stratégie de l'armalite et de l'urne, pensée par Gerry Adams dès les années 1970 et révélée par Danny Morisson lors du congrès du parti en 1981, sous-entendait que la lutte politique et la lutte armée républicaines seraient menées de pair pour atteindre l'idéal républicain. Elle a, d'ailleurs, dès le départ été encouragée par les électeurs républicains nord-irlandais puisque le *Sinn Féin* est parvenu à remporter 10.1% des votes lors des élections à l'Assemblée nord-irlandaise de 1982 (soit 35% du vote nationaliste), puis 13,4% aux élections au Parlement britannique l'année suivante⁷⁵⁰. Les républicains venaient de démontrer qu'ils pouvaient mener une lutte armée contre la présence britannique en Irlande du Nord et remporter des élections.

Il est intéressant de souligner que le succès politique des républicains au début des années 1980 n'a pas signifié un recul électoral important du parti nationaliste, puisque le

⁷⁴⁷ Maillot, Agnès, *Op. Cit.* p. 22.

⁷⁴⁸ Voir : Première partie, III/ B. 3. p. 148.

⁷⁴⁹ Smith, M.L.R., *Fighting for Ireland? The military Strategy of the Irish Republican Movement*, London: Routledge, 1997. p. 169.

⁷⁵⁰ Political party support in Northern Ireland, 1969 to the present. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/electsum.htm>. Consulté le 15 juin 2012. Voir : annexe n°9.

S.D.L.P. a remporté 18,8% des suffrages en 1982, comparé à 17,5 % en 1981, puis 17,9% en 1983. Même si l'on observe une très légère baisse entre 1982 et 1983, le S.D.L.P. a globalement maintenu son pourcentage habituel de voix malgré l'arrivée du *Sinn Féin* sur la scène politique. Se pose alors la question suivante : qui étaient les partisans du *Sinn Féin* si ce n'est des électeurs qui soutenaient auparavant le parti nationaliste ? Pour David Sharrock et Mark Devenport, il s'agissait de républicains et de jeunes électeurs qui ne votaient pas avant l'arrivée du *Sinn Féin* sur la scène politique⁷⁵¹. Cela signifie qu'en intégrant la scène politique nord-irlandaise, le *Sinn Féin* a donné la parole aux nationalistes qui ne se sentaient auparavant pas représentés politiquement et a su répondre à leurs attentes. Le *Sinn Féin* a d'ailleurs su tirer profit de ce sentiment d'abandon de certains électeurs nationalistes en attaquant directement le S.D.L.P. dans son manifeste électoral pour les élections à l'Assemblée nord-irlandaise de 1982, tout en réaffirmant les principes clés du républicanisme. La stratégie politique du S.D.L.P. y était dénoncée comme inefficace, dans la mesure où elle n'a pas empêché la violence intercommunautaire en Irlande du Nord de croître; pire, le *Sinn Féin* faisait apparaître son rival politique comme le complice du gouvernement britannique qui, en siégeant à Stormont, a contribué à repousser la réalisation de l'idéal nationaliste et républicain : une Irlande unie et indépendante.

*The SDLP will sit here [in the Assembly] at the earliest pretext. Sinn Féin candidates will never attend the new Stormont and have never attended the old one... the resolution of the national question is delayed because Britain, while it has the help of the SDLP, refuses to face up the fact that it has no option but to withdraw. The SDLP peddles pacifism, has been regularly elected over the past twelve years, and the violence continues*⁷⁵².

Gerry Adams dénonçait notamment l'abandon de l'engagement politique que le S.D.L.P. avait pris au lendemain de Bloody Sunday (« *It's a United Ireland or nothing* ») au profit du partage du pouvoir⁷⁵³. Contrairement au parti nationaliste, le *Sinn Féin* préférait maintenir son principe d'abstention à Stormont plutôt que d'accorder de la légitimité à cette institution politique mise en place par le gouvernement britannique. Il semble donc que le message intransigeant des républicains a offert à la population catholique une

⁷⁵¹ Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op.Cit.* p. 194.

⁷⁵² *Ibid.*

⁷⁵³ *Ibid.*

sérieuse alternative à la politique du S.D.L.P., caractérisée par ses échecs répétés à lui procurer un poids politique significatif⁷⁵⁴.

En 1983, au cours de la campagne électorale ayant précédé les élections à Westminster, Gerry Adams a renouvelé ses attaques à l'encontre du S.D.L.P. qui, selon lui, « devenait de plus en plus dénué de pertinence politique »⁷⁵⁵ et s'était rangé du côté britannique. Cela n'est pas sans rappeler la stratégie du D.U.P. au cours des années 1970, mais également pendant le processus de paix (au cours les années 1990 puis après les Accords de Belfast), qui s'est employé à dénoncer les pratiques de ses rivaux politiques de l'U.U.P. comme une trahison de la population protestante et des valeurs unionistes. La similitude est particulièrement saisissante dans cette phrase prononcée par Gerry Adams peu avant les élections de 1983 : « *Sinn Féin [...] is going to ensure that never again will the nationalist people be **sold out** by careerist politicians* »⁷⁵⁶. Tout comme le D.U.P. (qui s'est posé en défenseur des valeurs unionistes traditionnelles) le *Sinn Féin* a lui aussi dénoncé les pratiques de son rival dans le but d'affirmer sa couleur politique et de rallier la population nationaliste à sa cause.

Au lendemain des élections à l'Assemblée nord-irlandaise de 1982⁷⁵⁷, au cours desquelles Gerry Adams a remporté le siège de Belfast-Ouest et le *Sinn Féin* 10.1% des votes, John Hume a déploré le fait que « tant de personnes issus de la communauté [nationaliste] croient que les armes soient la seule solution aux problèmes politiques »⁷⁵⁸. Cette déclaration signifiait qu'en dépit du changement de la stratégie républicaine et de la nouvelle image renvoyée par le *Sinn Féin*, les autres partis de la province n'étaient pas prêts à accepter le fait que le parti républicain reste étroitement lié à l'I.R.A. et s'inquiétaient de son succès électoral.

2. Vers une nouvelle perception du *Sinn Féin* ?

Les victoires électorales des républicains du début des années 1980 ont renvoyé l'image d'un parti jeune, dynamique et avide de succès électoraux⁷⁵⁹. Selon un sondage mené en juin 1984, les électeurs du *Sinn Féin* percevaient le parti comme étant bien dirigé,

⁷⁵⁴ Smith, M.L.R., *Op. Cit.* p. 162.

⁷⁵⁵ “*becoming increasingly irrelevant*”. In: Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 199.

⁷⁵⁶ In: Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 199.

⁷⁵⁷ Ces élections, qui se sont tenues dans le but de créer une Assemblée au pouvoir partagé, n'ont pas réussi à atteindre leur objectif puisque le *Sinn Féin* et le S.D.L.P. se sont, dès le départ, abstenu de siéger. En 1986, suite à l'absence de plusieurs autres partis, l'Assemblée a été dissoute.

⁷⁵⁸ “*(It's a serious matter that) so many in the community believe the gun is the only solution to political matters*”. John Hume, in: Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 195.

⁷⁵⁹ Smith, M.L.R., *Op. Cit.* p. 162.

ayant un lien fort avec la communauté nationaliste et conscient des préoccupations locales⁷⁶⁰. Mais si l'on étudie les commentaires fait par les autres partis nord-irlandais ou encore par les gouvernements britannique et irlandais sur la percée politique du *Sinn Féin*, on remarque que la nouvelle double-stratégie du parti républicain n'a pas nécessairement signifié son acceptation sur la scène politique. En fait, la perception des républicains comme des terroristes et non des hommes politiques a persisté malgré les succès électoraux du parti au début des années 1980. Ainsi, après la parution des résultats aux élections à l'Assemblée nord-irlandaise de 1982 pour la circonscription de Belfast-Ouest, le vainqueur, Gerry Adams, a dû essuyer l'indignation des unionistes, outrés qu'un « meurtrier »⁷⁶¹, un « voyou »⁷⁶² ait été élu. Par ailleurs, au lendemain de sa victoire aux élections à Westminster en 1983, le gouvernement britannique, bien que contraint de lever l'ordre d'exclusion des républicains au Parlement⁷⁶³, a réaffirmé qu'il n'y aurait aucun contact avec le *Sinn Féin*. Ce à quoi Gerry Adams a répondu en rappelant que le principe d'abstentionnisme de son parti restait intact, puisque le parlement de Westminster était, aux yeux des républicains, un parlement étranger. Le ministre aux Affaires nord-irlandaises, James Prior, pour qui le *Sinn Féin* était un parti « révolutionnaire »⁷⁶⁴ a déclaré qu'il ne rencontrerait pas Gerry Adams tant que ce dernier soutiendrait la campagne armée de l'I.R.A. Le ministre irlandais aux affaires étrangères, Peter Barry, a qualifié Gerry Adams de « terroriste »⁷⁶⁵ et a dénoncé la participation du *Sinn Féin* aux élections comme faisant partie de leur « mission de destruction »⁷⁶⁶. Enfin, en totale contradiction avec les dires de Ian Paisley, selon lesquels l'Eglise catholique aurait soutenu l'action des républicains, le père Dominic Johnson de l'Abbaye de Glenstal à Limerick a quant à lui déclaré qu'il « refuserai[t] de donner la communion à Adams parce qu'il ne suivait pas le commandement : 'Tu ne tueras point' »⁷⁶⁷.

Cette position défensive à l'égard des républicains, qui s'explique par l'inquiétude de la scène politique britannique et irlandaise à l'idée que le *Sinn Féin* puisse supplanter le S.D.L.P. comme représentant politique de la communauté nationaliste, a – par ricochet –

⁷⁶⁰ *Ibid.*

⁷⁶¹ Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 195.

⁷⁶² *Ibid.* p. 204.

⁷⁶³ Le gouvernement britannique ne pouvait pas maintenir cet ordre, qui datait du 8 décembre 1982 et qui empêchait de siéger un membre du parlement démocratiquement élu.

⁷⁶⁴ Smith, M.L.R., *Op. Cit.* p. 162.

⁷⁶⁵ Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 205.

⁷⁶⁶ *Ibid.* p. 207.

⁷⁶⁷ “would refuse to give Adams holy communion because he wasn't following the commendment 'Thou shall not kill'”. In: Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 217.

cependant mené à l'élaboration de l'accord politique visant à contenir la montée électorale républicaine : l'Accord anglo-irlandais de 1985.

On remarquera donc que ces différents points de vue négatifs à l'encontre des républicains se sont dès le départ cristallisés autour du personnage de Gerry Adams pour la simple raison que ce dernier a progressivement pris de l'ampleur au sein du mouvement républicain, d'abord en élaborant la double stratégie du parti, puis en étant élu à la vice-présidence du *Sinn Féin* en 1979 et, enfin, en concrétisant cette ascension politique par des succès électoraux qui lui ont valu d'accéder à la présidence du parti. Malgré l'insistance de Gerry Adams à clamer qu'il n'a jamais fait partie de l'I.R.A., la perception qu'avait le reste de la scène politique britannique et irlandaise de lui restait celle d'un terroriste ou encore, d'un chef du bras politique d'une organisation militaire souterraine.

En réponse à ces différentes attaques, Gerry Adams a, par pure provocation, comparé la lutte armée de l'I.R.A. au devoir patriotique que n'importe quel Anglais aurait accompli si son pays avait été envahi par les nazis⁷⁶⁸. Il s'agissait là d'une tentative de rendre légitime la lutte armée républicaine, qui, de toute façon, resterait partie intégrante de la stratégie politique républicaine jusqu'à la mise en place du processus de paix.

3. Conserver l'unité républicaine

Si sortir de l'isolation politique était une nécessité pour le mouvement républicain, il n'était néanmoins pas envisageable de sacrifier son unité, ni de perdre des partisans de la cause républicaine en chemin. Gerry Adams a donc soigneusement indiqué que l'entrée en politique des républicains ne signifiait en aucun cas l'amoindrissement de la lutte armée. A de nombreuses reprises et publiquement, celui que David Sharrock et Mark Devenport ont nommé « l'architecte de la double stratégie »⁷⁶⁹, a déclaré soutenir les opérations de l'I.R.A., le but étant de ne pas perdre le soutien de certains républicains pour qui l'aventure politique du *Sinn Féin* était une source d'inquiétude. Allait-elle supplanter la lutte armée ? Les grands principes républicains allaient-ils être abandonnés ? Dans une interview pour le *Guardian*, en novembre 1982, Adams avait alors déclaré :

Sinn Féin and the IRA have the same objectives. The IRA is engaged in armed struggle. Sinn Féin would not only defend the IRA's right to wage armed struggle but have the job, increasingly, of popularising support. I honestly see no other way by

⁷⁶⁸ Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 207.

⁷⁶⁹ *Ibid.* p. 193.

*which the British can be forced to withdraw from this country, except by a mixture of struggle which involves properly controlled inter-active armed struggle*⁷⁷⁰.

L'I.R.A. et le *Sinn Féin* resteraient donc bien les deux acteurs indissociables de la lutte républicaine des années 1980. La différence serait que le *Sinn Féin*, à compter de 1981, se tiendrait sur un pied d'égalité avec l'I.R.A. et commencerait à construire une véritable identité politique alternative au S.D.L.P. et, à plus grande échelle, à ce que le parti identifiait comme le colonialisme britannique en Irlande.

Au-delà d'une volonté de ne pas perdre le soutien des partisans du *Sinn Féin*, Gerry Adams devait donc également s'assurer de la cohérence du mouvement républicain dans son ensemble, c'est-à-dire, entre le discours de l'I.R.A. et celui du *Sinn Féin*. Comme l'a en effet déclaré l'I.R.A. en 1983 au journal républicain *An Phoblacht/Republican News* :

*The relationship between IRA activity and political change is clear [...] it is republican dogma that the armed struggle will continue and must continue until the guerrilla achieves its end. However, the war can undoubtedly be shortened – not ended – by victories on the political front delivered by the republican machine behind Sinn Féin*⁷⁷¹.

La même année, Gerry Adams, soulignait de son côté l'importance de la lutte armée, déclarait : « si le gouvernement britannique écoutait les urnes, personne ne se servirait de l'armalite »⁷⁷² et insistait sur le fait que le devoir patriotique des femmes et des hommes irlandais était de s'engager dans une « lutte armée légitime »⁷⁷³. Peu après son élection à la présidence du *Sinn Féin* en novembre 1983, ses principes sont apparus inchangés lorsqu'il a annoncé : « La lutte armée est une forme de résistance nécessaire et moralement correcte dans les six comtés, contre un gouvernement dont la présence est rejetée par la grande majorité du peuple Irlandais »⁷⁷⁴. Le nouveau président du *Sinn Féin* ira jusqu'à affirmer : « si à quelque moment que ce soit, le *Sinn Féin* décide de désavouer la lutte armée, ils ne m'auront plus comme membre »⁷⁷⁵. En outre, Martin McGuinness, alors récemment élu pour représenter Londonderry au parlement de Stormont et dont le lien avec les

⁷⁷⁰ *Ibid.* p. 196.

⁷⁷¹ Tonge, Jonathan, *Northern Ireland*, Cambridge: Polity Press, 2006. p. 112.

⁷⁷² “if the British government listened to the ballot box, no one would be reaching for the armalite”, Gerry Adams, in: Maillot Agnès, *Op. Cit.* p. 28.

⁷⁷³ “legitimate armed struggle”. In: Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 208.

⁷⁷⁴ “Armed struggle is a necessary and morally correct form of resistance in the six counties against a government whose presence is rejected by the vast majority of the Irish people”. In: Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 213.

⁷⁷⁵ “if at any time *Sinn Féin* decide to disown the armed struggle they won't have me as a member.” In: Tonge, Jonathan, *Op. Cit.* p. 112.

paramilitaires républicains n'a jamais été un secret, a déclaré à son tour en juin 1984 : « Nous reconnaissons la valeur et les limites du succès électoral. Nous reconnaissons que seule une lutte armée disciplinée menée par l'I.R.A. mettra fin à la domination britannique »⁷⁷⁶. Le message était clair : les gouvernements britanniques à venir devraient composer avec le *Sinn Féin* et les armes républicaines resteraient un moyen de pression politique.

Ainsi que l'on vient de le voir, la nouvelle image du *Sinn Féin* a en partie été forgée par l'avancée politique de Gerry Adams au sein du parti. Au fil du temps, il s'est avéré que, tout comme l'image du D.U.P. était associée à la personne de Ian Paisley, celle du *Sinn Féin* était devenue indissociable de la personne de Gerry Adams. Celui qui, dès les années 1970, prônait la nécessaire implication politique du *Sinn Féin* a rapidement récolté les fruits de ses talents d'homme politique. Selon David Sharrock et Mark Devenport, dès sa sortie de prison au milieu des années 1970, son rôle de chef militaire et son profil politique ont fait de lui un personnage incontournable et inattaquable du républicanisme⁷⁷⁷. Le numéro 2 du *Sinn Féin*, depuis sa nomination au poste de vice-président du parti, en 1979, est d'abord arrivé en tête à Belfast-Ouest lors des élections à l'Assemblée nord-irlandaise en 1982, de même qu'aux élections à Westminster de 1983 (pour le même siège). Cette légitimité politique a alors contribué à éclipser puis à saper l'autorité du Président du *Sinn Féin*: Ruairi O'Bradaigh, que Gerry Adams a remplacé à la tête du parti en novembre 1983. Rappelons que, dès 1981, lors du congrès annuel du *Sinn Féin*, l'autorité d'O'Bradaigh avait déjà été affaiblie lorsque, sous l'influence de Gerry Adams, le programme politique *Eire Nua*⁷⁷⁸, largement élaboré par l'ancien Président du *Sinn Féin*, avait été abandonné par le parti au profit d'une approche prônant l'implication politique locale.

Le passage de pouvoir entre Ruairi O'Bradaigh et Gerry Adams s'est fait dans le contexte de la campagne du *Sinn Féin* pour les élections européennes, contexte qui a fait apparaître clairement leurs divergences d'opinion sur la question de l'abstentionnisme. Adams souhaitait que les élus du *Sinn Féin* siègent au Parlement de Strasbourg, tandis qu'O'Bradaigh y était opposé. Le Conseil Armé de l'I.R.A. a soutenu Adams, dans la

⁷⁷⁶ “We recognise the value and limitations of electoral success. We recognise that only a disciplined armed struggle by the IRA will end British rule”. In: Smith, M.L.R., *Op. Cit.* p. 170.

⁷⁷⁷ Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 212.

⁷⁷⁸ Voir : Première partie, III/ B., 2. p. 136.

mesure où siéger au Parlement Européen n'entachait pas les principes républicains⁷⁷⁹, ce qui a valu à celui-ci d'être élu à la présidence du *Sinn Féin*. Malgré les assurances du nouveau président du *Sinn Féin* selon lesquelles son élection ne signifiait pas que le parti siègerait au Parlement de Dublin, O'Bradaigh, de son côté, a averti que le parti républicain se trouvait sur une pente glissante vers l'abandon de l'abstentionnisme⁷⁸⁰.

4. *L'abandon progressif de l'abstentionnisme et la volonté de rapprochement avec le S.D.L.P.*

Après les victoires électorales du début des années 1980, la stratégie de l'armalite et de l'urne a montré ses limites, ce qui a, dans le même temps, rouvert le débat sur la continuité de l'abstentionnisme⁷⁸¹. En effet, bien que le *Sinn Féin* ait continué à représenter une proportion significative de la population nationaliste catholique, le parti a perdu 1,5 point en termes de pourcentage de vote aux élections locales de 1985 (11.8%) par rapport aux élections au Parlement européen de 1984 (13.3%⁷⁸²), ce qui montre les limites de sa percée électorale. Il convient alors d'analyser la stratégie pour laquelle le parti a décidé d'opter, au Sud puis au Nord de l'île, afin de transformer l'essai politique du début des années 1980.

La politique d'abstentionnisme au sein de la *Dáil* – et, donc, la non-reconnaissance du Parlement irlandais – semblait être, selon Brian Feeney, la principale explication à la maigre performance du parti républicain au sud de l'île⁷⁸³ et devait donc être réévaluée si le *Sinn Féin* comptait améliorer ses performances électorales en République d'Irlande. En effet, comme l'a indiqué Gerry Adams dans une interview pour *An Phoblacht/Republican News*, le peuple irlandais, contrairement au *Sinn Féin*, reconnaissait l'autorité de la *Dáil*⁷⁸⁴, ce qui constituait un premier frein à la percée électorale du *Sinn Féin* dans le Sud. Lors du congrès du parti en 1986, Martin McGuinness corroborait les propos d'Adams, et critiquait vivement le fait que certains républicains (opposés à l'abandon de l'abstentionnisme) souhaitaient « rester seuls et isolés sur le maître-autel de l'abstentionnisme, séparés du

⁷⁷⁹ L'abstentionnisme s'appliquait alors à la *Dáil*, à Stormont et à Westminster.

⁷⁸⁰ Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 213.

⁷⁸¹ Voir : Première partie, III/ B, 3. p. 148.

⁷⁸² Political party support in Northern Ireland, 1969 to the present. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/electsum.htm>. Consulté le 15 juin 2012. Voir : annexe n°9. En outre, aux élections en République d'Irlande, le parti a peine à récolter moins de 2% des voix (Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 234).

⁷⁸³ Feeney, Brian, *Sinn Féin, A Hundred Turbulent Years*, Wisconsin: The University of Wisconsin Press, 2003. p. 328.

⁷⁸⁴ Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 250.

peuple des vingt-six comtés »⁷⁸⁵. Pour McGuinness, l'abstentionnisme affaiblissait la pertinence politique du mouvement républicain dans le Sud. De plus, les difficultés du parti républicain tenaient également au fait que son discours politique, articulé autour du problème de la partition de l'île, n'avait pas la même résonance en République d'Irlande, puisque celle-ci était libérée depuis 1921 du joug britannique. Ainsi, mettre fin à l'abstentionnisme du parti républicain dans le Sud permettrait au *Sinn Féin* d'être plus en accord avec les convictions de l'électorat irlandais et, peut-être, de trouver dans le gouvernement irlandais un allié politique face aux Britanniques, puisque l'Accord anglo-irlandais préconisait l'intervention de la République d'Irlande dans les affaires nord-irlandaises.

Selon Brian Feeney, il serait erroné d'établir un lien de cause à effet entre l'Accord anglo-irlandais de 1985 et l'abandon de l'abstentionnisme à la *Dáil* en 1986, dans la mesure où la décision de mettre fin à l'abstentionnisme dans la République aurait été envisagée par la direction du parti quatre ans avant le congrès de 1986⁷⁸⁶. Il conviendrait néanmoins de nuancer ce propos dans la mesure où l'Accord anglo-irlandais n'a certes pas été le seul facteur ayant mené à l'abandon de l'abstentionnisme en 1986 mais en a tout de même facilité l'issue. Les commentaires d'une source anonyme des biographes de Gerry Adams semblent confirmer cette hypothèse :

*A senior Northern Ireland Office Official said that the purpose of the Agreement was a 'come on and threat', in other words, that if Adams wanted to be part of reshaping Northern Ireland he could do so by going constitutional, but if he persisted with terrorism he would be left increasingly isolated*⁷⁸⁷.

Aussi, comme le remarque Peter Shirlow :

*The intergovernmental strategy implicit in the Agreement presented Sinn Féin with a potential opportunity to discover new avenues for pursuing their long term objectives through negotiation with the regime in the Republic of Ireland. Combined with the stagnation of both the PIRA's military and SF's political campaigns by the late 1980s, events began to push SF towards a new political discourse*⁷⁸⁸.

⁷⁸⁵ "remain alone and isolated on the high altar of abstentionism, divorced from the people of the twenty-six counties". In: Tonge, Jonathan, *Op. Cit.* p. 115.

⁷⁸⁶ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 329-331.

⁷⁸⁷ Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 239.

⁷⁸⁸ Shirlow, Peter, "Language, Discourse and Dialogue: Sinn Féin and the Irish Peace Process". *Political Geography*, Vol. 17, No. 2, 171-186, 1998.

En effet, l'Accord anglo-irlandais préconisait, en plus de l'abandon nécessaire de toute forme de lutte armée, que le *Sinn Féin* emprunte la voie de l'action constitutionnelle et, donc, qu'il participe aux élections ainsi qu'à la vie politique de la province, voire de l'île, au même titre que les autres partis. L'Accord a donc contribué à la naissance du débat relatif à la stratégie que devait adopter le parti. S'il était trop tôt pour se prononcer en faveur de l'arrêt de la lutte armée sans causer la division du camp républicain, il était néanmoins temps pour Gerry Adams de se prononcer en faveur de l'abandon de l'abstentionnisme au sein de la *Dáil*. La République d'Irlande, grâce à la signature de l'Accord anglo-irlandais venait en effet d'acquérir une nouvelle dimension aux yeux des républicains. Auparavant considérée comme un état fantoche économiquement dominé par Londres, la République d'Irlande a affiché son statut d'état souverain, en signant l'Accord de 1985 sur un pied d'égalité avec le gouvernement britannique⁷⁸⁹. Cela a, très certainement, joué un rôle dans la décision du *Sinn Féin* de lever l'interdiction de siéger au sein de la *Dáil*.

La principale difficulté pour le Président du *Sinn Féin* en 1986 a été d'éviter l'explosion du parti et de l'I.R.A. autour de la question de l'abstentionnisme, comme cela avait été le cas en 1969-70. Comme le soulignent Mark Devenport et David Sharrock, la principale qualité de Gerry Adams en tant que chef du parti républicain est d'avoir toujours su « préparer le terrain » avant de prendre des décisions cruciales pour le *Sinn Féin*⁷⁹⁰. Ici encore, le personnage de Gerry Adams contraste fortement avec celui de Ian Paisley dont l'autorité n'a jamais été contestée au sein de son parti. Les événements de l'année 1986 en sont l'illustration.

Pour commencer, Gerry Adams avait précautionneusement préparé le débat autour de la question de l'abstentionnisme puisque, dès 1983, lorsqu'il a remplacé Ruairi O'Bradaigh à la tête du parti, l'interdiction d'aborder le sujet de l'abstentionnisme avait été levée⁷⁹¹, encourageant les républicains à débattre librement de ce point. Puis, dans la mesure où il s'agissait de convaincre l'aile militaire du républicanisme que l'abandon de l'abstentionnisme ne signifierait pas l'intensification de la lutte politique au détriment de la lutte armée, Gerry Adams a planifié un approvisionnement massif d'armes en provenance de Lybie afin de pouvoir garantir l'amplification de la lutte armée en échange du soutien des membres de l'I.R.A. En effet, unir le mouvement républicain autour du nécessaire

⁷⁸⁹ Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *Op. Cit.*, p. 34.

⁷⁹⁰ Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 242.

⁷⁹¹ *Ibid.* p. 241.

abandon de l'abstentionnisme était crucial, dans la mesure où les membres les plus anciens du *Sinn Féin* comme Ruidari Ó Bradaigh s'opposaient farouchement au changement de stratégie. Par ailleurs, lorsque des républicains dissidents comme Ivor Bell ont commencé à défier l'autorité de Gerry Adams⁷⁹², ceux-ci se sont vus expulsés définitivement de l'I.R.A. Une fois ses opposants écartés et avec l'assurance de garder le soutien de l'armée républicaine, Gerry Adams a pu se faire l'avocat de l'abandon de l'abstentionnisme sans risquer la division du mouvement.

L'abstentionnisme au sein de la *Dáil* a donc été abandonné au cours du congrès de l'I.R.A. en octobre 1986, grâce à l'assurance que la lutte armée se verrait amplifiée par l'arrivée massive d'armes mais également grâce à une réorganisation de l'I.R.A. : les positions clés au Conseil de l'armée républicaine seraient attribuées à des républicains extrémistes responsables de l'amplification de la lutte armée et les unités locales de l'I.R.A. auraient une plus grande autonomie⁷⁹³. Publiquement, l'I.R.A. a annoncé que cette décision permettrait « l'ouverture d'un autre champ de bataille »⁷⁹⁴, rappelant ainsi la prépondérance de l'aspect militaire dans le combat républicain. Il s'agissait là également d'une décision stratégique de la part de l'I.R.A., puisqu'en soutenant l'amplification de la stratégie politique du *Sinn Féin*, l'armée républicaine bénéficiait d'une légitimité à travers les votes en faveur du parti républicain.

Lors du congrès du parti, un mois plus tard, le *Sinn Féin* s'est lui aussi prononcé en faveur de l'abandon de l'abstentionnisme dans le Sud de l'île⁷⁹⁵. Gerry Adams a par ailleurs habilement mentionné, lors de son discours, que dans le cas où certaines personnes s'opposeraient à la décision du *Sinn Féin*, celles-ci retireraient, *de facto*, leur soutien à l'I.R.A. Ainsi, le président du *Sinn Féin* a adroitement fait apparaître ses opposants comme des personnes qui reniaient leur famille politique et abandonnaient la lutte républicaine (alors même que ces personnes accusaient Gerry Adams de trahir l'idéal républicain en s'attaquant à ses principes fondamentaux) :

⁷⁹² *Ibid.* p. 237-8.

⁷⁹³ Lynn, Brendan, "Republicanism and the Abstentionist Tradition, 1970-1998". A paper presented to the Institute of Irish Studies, Queen's University, Belfast, May 2001. Site Internet: <cain.uslt.ac.uk/issues/politics/docs/lynn01.htm>. Consulté le 15/10/07.

⁷⁹⁴ "the opening up of another battlefield". In: Lynn, Brendan, "Republicanism and the Abstentionist Tradition, 1970-1998". A paper presented to the Institute of Irish Studies, Queen's University, Belfast, May 2001. Site Internet: <cain.uslt.ac.uk/issues/politics/docs/lynn01.htm>. Consulté le 15/10/07.

⁷⁹⁵ La direction du *Sinn Féin* a remporté le vote pour mettre fin à l'abstentionnisme à 429 voix contre 161, soit plus de deux-tiers des voix nécessaires pour amender la constitution républicaine. Tonge, Jonathan, *Op. Cit.* p. 116.

*The decisions of a general army convention are not binding on Sinn Féin and fheisanna, but the logic of those who would consider withdrawing support from Sinn Féin if we change the abstentionist policy must be applied also to your attitude to the army. And the logic which would dictate withdrawal of support from Sinn Féin if decisions go against you means that you have already decided to withdraw solidarity and support from the IRA and the armed struggle*⁷⁹⁶.

Aussi, il paraît intéressant de souligner que le départ de l'ancien Président du *Sinn Féin*, Ruairi O'Bradaigh, suivi par quelques-uns de ses partisans en signe de désaccord, n'a pas provoqué, comme en 1970, la division du mouvement républicain (malgré la formation d'un groupe républicain dissident *Republican Sinn Féin* présidé par O'Bradaigh⁷⁹⁷). De manière plus significative, il s'est agi là de la première étape ayant mené à l'acceptation des républicains en République d'Irlande et par les autres partis nord-irlandais.

Si la fin de l'abstentionnisme au sein de la *Dáil* n'a pas fait de grande différence pour le *Sinn Féin* au niveau électoral⁷⁹⁸, ce changement stratégique lui a en effet ouvert la voie de la négociation avec les autres partis nationalistes, une ouverture que recherchait Gerry Adams depuis déjà quelques années. En effet, malgré les attaques répétées du *Sinn Féin* envers le S.D.L.P. au début des années 1980, les difficultés électorales du parti républicain en 1985 ont été l'illustration que le parti nationaliste, en la personne de John Hume, ne serait pas détrôné aussi facilement par le *Sinn Féin* de son rôle de porte-parole de la communauté nationaliste. Gerry Adams a donc dû prouver sa volonté de réajuster la relation *Sinn Féin*-S.D.L.P. afin de remédier au revers électoral dont le parti républicain venait de faire l'expérience.

Les appels au dialogue lancés au S.D.L.P. avant le changement de stratégie du parti républicain⁷⁹⁹ étaient restés lettre morte, puisque John Hume avait déclaré à l'époque :

Sinn Féin are subject in all matters to the Army Council... I want to talk to the people who are making the decisions... in order to ask them to cease their campaign of violence.

⁷⁹⁶ Gerry Adams, in: Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 248.

⁷⁹⁷ Le *Sinn Féin* républicain (RSF), en la personne de Ruairi O'Bradaigh, a constamment critiqué l'implication du *Sinn Féin* provisoire (PSF) dans le processus de paix et a accusé ses anciens collègues d'avoir abandonné les principes républicains mais n'a jamais eu assez de poids politique pour s'imposer en tant que rival du *Sinn Féin* provisoire. Site Internet : <http://cain.ulst.ac.uk/othelem/people/biography/opeople.htm>. Consulté le 02/02/2013.

⁷⁹⁸ Aux élections dans la République en février 1987, le *Sinn Féin* n'a pas réussi à dépasser les 1,7% des votes, tandis qu'aux élections en 1987 à Westminster, le parti a remporté 11,4% des voix, soit 2 points de moins qu'aux élections de 1983. Political party support in Northern Ireland, 1969 to the present. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/electsum.htm>. Consulté le 15 juin 2012. Voir : annexe n°9. Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 336.

⁷⁹⁹ Lors d'une interview radio de la B.B.C. de Gerry Adams et John Hume en 1985, le Président du *Sinn Féin* avait appelé au dialogue entre les deux partis. Murray, Gerard, Tonge, Jonathan, *Op. Cit.* p. 165.

Since the IRA has now confirmed beyond the shadow of doubt that they believe that only an “armed struggle” can solve the problems of this community there is no point whatsoever in discussing politics with their political wing⁸⁰⁰.

Pour le chef du S.D.L.P., l'I.R.A. et le *Sinn Féin* représentaient un seul et même groupe dont l'attachement à la violence empêchait toute discussion avec son parti.

La nouvelle approche politique du *Sinn Féin*, décidée au congrès du parti en 1986 et, surtout, sa publication en mai 1987 du document *A Scenario for Peace* ont néanmoins contribué à changer l'attitude du Parti nationaliste envers les républicains. Même si le document ne montre pas de changement significatif des principes et objectifs républicains (une Irlande unie et indépendante, la nécessaire « décolonisation » de l'île par le gouvernement britannique), le *Sinn Féin* y déclare néanmoins, pour la première fois, souhaiter « mettre fin aux hostilités de manière permanente » :

Sinn Féin seeks to create conditions which lead to a permanent cessation of hostilities, an end to our long war and the development of a peaceful, united and independent Irish society. Such objectives will only be achieved when a British government adopts a strategy of decolonisation⁸⁰¹.

En outre, le mot « paix » apparaît tout au long du document, ce qui démontre un changement majeur au regard de la rhétorique précédente du *Sinn Féin*, une volonté de la part de la direction du parti de faire sortir les républicains de leur isolation politique et la « réappropriation » du mot « paix » par le parti républicain⁸⁰². Mitchell McLaughlin, alors porte-parole du parti, ira jusqu'à identifier ce changement comme « le commencement du processus de paix »⁸⁰³. C'est sans doute ce nouveau discours politique, plus que l'abandon de l'abstentionnisme, qui a convaincu le S.D.L.P. d'entrer en contact avec les républicains dès 1988, et qui a ouvert au *Sinn Féin* les portes du processus de paix.

⁸⁰⁰ John Hume, in: Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 236-7.

⁸⁰¹ Sinn Féin, *A Scenario for Peace*, A discussion paper, Dublin, mai 1987. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/AScenarioforPeace.pdf>. Consulté le 28/08/08.

⁸⁰² Shirlow, Peter, *Op. Cit.* p.180. Comme l'a indiqué Mitchell McLaughlin, le mot « paix » était, jusqu'à ce que les républicains l'utilisent dans le cadre de leur stratégie de paix, employé par les forces de police nord-irlandaises et le gouvernement britannique.

⁸⁰³ “the start of the peace process”. In: Shirlow, Peter, *Op. Cit.* p.180.

C. La coopération entre républicains et nationalistes dans la recherche d'une solution au conflit : la clé de l'intégration politique des républicains ?

L'opposition farouche du S.D.L.P. au dialogue avec le *Sinn Féin*, nous venons de la voir, a été altérée par la transformation du mouvement républicain au début des années 1980. Les républicains étaient certes toujours intimement liés à la campagne de violence en Irlande du Nord mais étaient également impliqués politiquement dans la vie de la province. Qui plus est, leur poids électoral auprès de la communauté nationaliste signifiait qu'ils ne pourraient pas être tenus à l'écart des autres partis plus longtemps. John Hume, alors chef du S.D.L.P., a donc franchi le pas que beaucoup avaient jusque-là préféré éviter : entamer le dialogue avec les républicains. L'impact des entrevues entre les deux partis a été crucial au regard du développement du processus de paix dans la province nord-irlandaise, mais a surtout contribué à transformer un peu plus le *Sinn Féin* en un acteur incontournable de la scène politique.

L'impact des échanges entre les républicains et les nationalistes a en effet participé d'un changement très net du discours du *Sinn Féin* mais également de sa stratégie politique et militaire pour finalement faire en sorte que les républicains gagnent leur place de négociateurs concernant l'avenir de l'Irlande du Nord. Cette partie propose donc d'étudier les conséquences de la collaboration entre les deux partis sur la stratégie et le discours républicains et de clarifier comment le *Sinn Féin* est sorti d'une phase de contestation politique pour devenir un acteur de la vie politique nord-irlandaise et du processus de paix.

1. Les entrevues entre John Hume et Gerry Adams (1988)

C'est en janvier 1988 que les entrevues – tenues secrètes – entre le *Sinn Féin* et le S.D.L.P. ont commencé et que le statut du *Sinn Féin* est ainsi passé, selon les termes de Jonathan Tonge, « de pestiféré à participant politique »⁸⁰⁴. Dans le document retraçant les points abordés pendant ces entrevues et la correspondance entre les deux partis, le *Sinn Féin* fait référence à « un troisième parti »⁸⁰⁵ à l'origine des entrevues entre les nationalistes et les républicains. Il s'agissait en réalité du père Alex Reid, confident de Gerry Adams et médiateur au sein de la communauté républicaine⁸⁰⁶, pour qui la condamnation de l'I.R.A., par l'Eglise catholique d'une part et par la scène politique nord-

⁸⁰⁴ "from leper status to political discussant". Tonge, Jonathan, *Op. Cit.* p. 119.

⁸⁰⁵ Sinn Féin, *The Sinn Féin/SDLP Talks*, janvier-septembre 1998. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/SF_SDLP_talks.pdf>. Consulté le 28/08/08.

⁸⁰⁶ Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *Op. Cit.* chapitre 4; Fenney, Brian, *Op. Cit.* chapitre 10; Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op.Cit.* chapitre 17.

irlandaise, d'autre part, n'était pas productive. Au contraire, le père Reid, qui décrivait Gerry Adams et ses associés comme « la direction la plus visionnaire de l'histoire du mouvement républicain »⁸⁰⁷, souhaitait les voir être intégrés dans la vie politique nord-irlandaise et dans la recherche d'une solution au conflit dans la province. En rapprochant les républicains des nationalistes, Alex Reid a donc joué un rôle crucial dans le processus de paix.

L'intérêt des discussions avec le S.D.L.P. pour le *Sinn Féin* a été d'identifier des objectifs sur lesquels les deux partis pourraient collaborer, notamment afin d'« atteindre un accord sur la mise en place de l'auto-détermination⁸⁰⁸ en Irlande »⁸⁰⁹ et dans le but de constituer un front nationaliste en Irlande du Nord. En revanche, pour le S.D.L.P., il s'agissait, dans un premier temps, d'amener les républicains à renoncer à la lutte armée. Les premières entrevues entre le *Sinn Féin* et le S.D.L.P., en 1988, n'ont donc pas été concluantes en termes d'accord politique puisque, à ce moment-là le *Sinn Féin* soutenait l'action armée de l'I.R.A. Néanmoins, les échanges entre les deux partis ont ouvert la voie de la coopération politique aux républicains, d'autant que leur véritable enjeu était une place à la table des pourparlers entre les différents partis nationalistes à Dublin, sous réserve de la cessation de la campagne armée de l'I.R.A.⁸¹⁰.

Ce qu'il ressort des échanges entre les deux partis est principalement une divergence d'opinion au regard de la stratégie politique à mettre en place pour atteindre ce qui a, dès le départ, été identifié comme leur objectif commun: l'auto-détermination du peuple irlandais. Ces divergences découlent directement de l'analyse faite par le *Sinn Féin* et le S.D.L.P. de la situation politique problématique en Irlande du Nord et, surtout, des méthodes qui pourraient y remédier. En effet, alors que le *Sinn Féin* confère à la présence britannique sur l'île une dimension colonialiste, et identifie le gouvernement britannique comme responsable de la violence dans la province le S.D.L.P., quant à lui, soutient que le rôle du gouvernement britannique dans la province, depuis la signature de l'Accord anglo-irlandais, est neutre et que celui-ci n'est pas le seul responsable de la violence faisant rage dans la province,

⁸⁰⁷ “the most visionary leadership in the history of the republican movement”. Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *Op. Cit.* p. 72.

⁸⁰⁸ Voir : (définition du terme) Introduction, p. 20.

⁸⁰⁹ “to reach agreement on the exercise of self determination in Ireland”. *Sinn Féin, The Sinn Féin/SDLP Talks*, janvier-septembre 1998. SDLP document No.1. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/SF_SDLP_talks.pdf>. Consulté le 28/08/08.

⁸¹⁰ *Sinn Féin, The Sinn Féin/SDLP Talks*, janvier-septembre 1998. SDLP document No.1. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/SF_SDLP_talks.pdf>. Consulté le 28/08/08.

Sinn Féin :

Britain's continuing involvement in Ireland is based on strategic, economic and political interests. [...] There remains a significant historical and political commitment on the part of the British establishment to the Union. This stems from Britain's historical role as an imperial power and an inherent reluctance to see either its territories or its influence diminished.

The inherent undemocratic nature of the Union is maintained through the superior use of force by the British state [...] the conditions of repression that we have experienced and British attitudes have made armed struggle inevitable⁸¹¹.

S.D.L.P.:

the British declaration on endorsing and accepting agreement among the people of Ireland on Irish unity [...] make[s] clear that Britain is now saying that she has no interest of her own in being here and [...] her only interest is to see agreement among the people who share the island of Ireland.

It is not an answer to suggest that the British presence is the primary source of our problems, and therefore the cause of all violence⁸¹².

De plus, alors que la seule proposition faite par le *Sinn Féin* pour atteindre l'auto-détermination du peuple irlandais est « la fin de la partition [et] le retrait britannique de l'Irlande »⁸¹³, le S.D.L.P. redoute le « vide politique » que cela entraînerait, ainsi que le « risque maximum » encouru, dans la mesure où chacune des communautés nord-irlandaises tenterait de sécuriser ses propres intérêts⁸¹⁴.

En outre, le *Sinn Féin* envisage la lutte armée de l'I.R.A. comme une option politique légitime pour atteindre ses objectifs, en précisant que « comme les autres formes de lutte en Irlande, la lutte armée a pour but de répondre aux demandes politiques d'auto-détermination nationale, de fin de la partition et de création d'une République Irlandaise de 32 comtés »⁸¹⁵. Cependant, les nationalistes du S.D.L.P. pour qui, « il y a peu de chances que ces méthodes réussissent à atteindre les objectifs fixés par l'I.R.A. dans un futur

⁸¹¹ Sinn Féin, *The Sinn Féin/SDLP Talks*, janvier-septembre 1998. Sinn Féin document No.1. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/SF_SDLP_talks.pdf>. Consulté le 28/08/08.

⁸¹² *Ibid.*

⁸¹³ “*The only solution to the present political conflict in Ireland is the ending of partition [and] a British disengagement from Ireland*”. In : *Ibid.*

⁸¹⁴ “*political vacuum*”, “*maximum risk*”. In: Sinn Féin, *The Sinn Féin/SDLP Talks*, janvier-septembre 1998. SDLP document No.1. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/SF_SDLP_talks.pdf>. Consulté le 28/08/08.

⁸¹⁵ “*Like other forms of struggle in Ireland, the armed struggle is about achieving the political demands for national self-determination, an end to partition and the creation of a 32-County Irish Republic*”. In: Sinn Féin, *The Sinn Féin/SDLP Talks*, janvier-septembre 1998. Sinn Féin document No.1. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/SF_SDLP_talks.pdf>. Consulté le 28/08/08.

proche »⁸¹⁶, rejettent fermement l'option de la lutte armée au profit d'une approche pacifique.

C'est précisément en raison de cette divergence d'opinion que les échanges de 1988 n'ont pas abouti à un accord concret entre les deux partis⁸¹⁷ puisque, pour le S.D.L.P., l'arrêt des opérations de l'I.R.A. représentait la condition *sine qua non* à la participation du *Sinn Féin* aux pourparlers avec les autres partis nationalistes⁸¹⁸. En revanche, du côté républicain, Gerry Adams a continué d'utiliser un double langage au regard de la campagne armée de l'I.R.A.⁸¹⁹, à la fois regrettant les pertes causées par la violence des paramilitaires et justifiant la nécessité de la lutte armée, ou encore, déclarant être à la recherche de la paix en Irlande du Nord tout en donnant son soutien à la lutte armée de l'I.R.A. Le Président du *Sinn Féin* a en effet déclaré, peu après la fin des discussions avec le S.D.L.P. :

*Our view is that armed struggle in these current conditions is legitimate. [...] what we want is a permanent cessation, a permanent demilitarisation, not just of the IRA but of all the forces, a secure society in which there could be the basis for durable peace, for justice*⁸²⁰.

Dans la mesure où, comme le remarque le linguiste Paul Chilton, « la politique traite de l'espace et de la territorialité, [...] des actions futures et passées et [...] surtout du fait d'avoir raison »⁸²¹, il n'est pas surprenant que, suite à son entrée en politique, le *Sinn Féin* ait tenu ce double langage, miroir de sa double-stratégie – militaire et politique. Pour le *Sinn Féin*, il s'agissait en effet de persuader son électorat de la légitimité de la lutte armée républicaine visant à débarrasser l'île de la présence britannique, en dépit de la violence extrême induite par les opérations de l'I.R.A. Le parti a ainsi présenté la lutte armée républicaine en termes d'auto-préservation, visant à atteindre l'auto-détermination, tout en

⁸¹⁶ “there is little chance of those methods succeeding in a foreseeable future in achieving the stated political objectives of the IRA”. In: *Sinn Féin, The Sinn Féin/SDLP Talks*, janvier-septembre 1998. SDLP document No.1. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/SF_SDLP_talks.pdf>. Consulté le 28/08/08.

⁸¹⁷ Le S.D.L.P. et le *Sinn Féin* ont toutefois continué à s'entretenir après 1988.

⁸¹⁸ *Sinn Féin, The Sinn Féin/SDLP Talks*, janvier-septembre 1998. SDLP comments on Sinn Féin “Proposals”. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/SF_SDLP_talks.pdf>. Consulté le 28/08/08.

⁸¹⁹ On trouve des exemples de ce double langage, notamment après des opérations armées de l'I.R.A., dont la violence a profondément choqué la population nord-irlandaise. Peu après la déflagration d'une bombe de l'I.R.A. à Enniskillen, dans le comté de Fermanagh, le 8 novembre 1987, qui a tué 11 personnes, y compris des enfants, Gerry Adams a déclaré à l'*Irish Times* : “We defend the right of the IRA to engage in its armed struggle. It is true to say that we have been critical of the IRA because of Enniskillen but we still accept the IRA as freedom fighters”. In: Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p 256-257.

⁸²⁰ *Ibid.* p 266.

⁸²¹ “Politics is about space and territoriality, [...] about past and future action and [...] above all about being right”. In: Chilton, Paul, *Analysing Political Discourse, Theory and Practice*, London: Routledge, 2004. p. 157.

prenant soin d'apparaître engagé dans la recherche d'une résolution pacifique du conflit opposant les républicains au gouvernement britannique. Toutefois, pour se concrétiser, ce dernier point allait nécessiter d'importantes concessions de la part des républicains, ainsi qu'un assouplissement de leurs revendications. En définitive, il ressortait de cette stratégie républicaine un sérieux manque de cohérence et il est devenu évident que la politique de l'armalite et de l'urne devrait prendre fin pour que les républicains gagnent en crédibilité aux yeux des autres partis. En 1988, un tel changement –l'abandon de la lutte armée – n'était cependant pas envisageable, au regard des déclarations faites par le Président du *Sinn Féin*.

Malgré le peu de progrès politique qu'ont représenté les entrevues entre le *Sinn Féin* et le S.D.L.P., l'impact de ces discussions sur le *Sinn Féin* a néanmoins été décisif, dans la mesure où la glace avait été brisée et l'isolation politique des républicains par rapport aux autres partis venait de prendre fin. Aux discussions avec le S.D.L.P. ont en effet succédé des invitations secrètes du *Sinn Féin* à Dublin⁸²². Les discussions entre le gouvernement irlandais et le *Sinn Féin* n'ont néanmoins pas été concluantes pour les mêmes raisons qui ont mis fin aux entrevues entre le *Sinn Féin* et le S.D.L.P. : l'impossibilité de persuader les républicains d'abandonner la lutte armée. Il restait donc au *Sinn Féin* un long chemin à parcourir pour gagner en légitimité et pour qu'une véritable collaboration politique avec les autres partis se réalise. Toutefois, les républicains, bien qu'opposés aux conditions préalables à une véritable collaboration politique avec le S.D.L.P., ont pris conscience du fait que leurs stratégies politique et militaire devraient être réajustées s'ils souhaitent poursuivre leur intégration politique et que la prochaine étape à franchir serait l'arrêt de la lutte armée. La déclaration suivante, faite par le républicain Jim Gibney peu après les entrevues entre Gerry Adams et John Hume, résume en effet tout l'intérêt de la communication avec le S.D.L.P. pour le *Sinn Féin*, à savoir la prise de conscience de la nécessité d'élaborer une nouvelle stratégie et l'ouverture des républicains à la politique constitutionnelle au-delà de la scène politique nord-irlandaise :

*I think what happens [...] is that it's the SDLP talks in 1988 that had a role to play in changing the thinking. [...] those talks opened up possibilities in Gerry Adams's mind [...]. What's also important is that Hume's in a position to talk to the Brits, he's in a position to talk to Dublin, he's in a position to talk to the US. While he's doing none of that on Gerry Adams's behalf at all, nonetheless Gerry Adams has got access.*⁸²³

⁸²² Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *Op. Cit.* Chapitre 4.

⁸²³ Feeney, Brian, *Op. Cit.* p. 367-368.

En plus de l'influence du S.D.L.P. sur la pensée républicaine, c'est également la nouvelle configuration de la scène politique britannique et l'arrivée d'un nouveau ministre aux Affaires nord-irlandaises, Peter Brooke, qui a encouragé l'adoption d'une nouvelle stratégie républicaine.

2. *Vers de nouvelles relations avec le gouvernement britannique*

Tandis que le gouvernement britannique, depuis 1988, interdisait la diffusion des voix des représentants du *Sinn Féin* sur les ondes radios et télévisuelles dans le cadre du *Broadcasting Ban*⁸²⁴, l'arrivée du nouveau ministre aux Affaires nord-irlandaises, Peter Brooke, a témoigné d'une nouvelle approche britannique envers les républicains.

Premièrement, en novembre 1989, lors d'une interview, Brooke a rompu avec l'attitude britannique traditionnelle visant à isoler les républicains et à refuser tout contact avec les terroristes de l'I.R.A. lorsqu'il a déclaré :

*There has to be a possibility that at some stage debate might start within the terrorist community. [...] if in fact the terrorists were to decide that the moment had come when they wished to withdraw from their activities, then I think the government would be imaginative in those circumstances as to how that process should be managed*⁸²⁵.

En plus de reconnaître le potentiel du *Sinn Féin* à persuader les rangs de l'I.R.A. de prononcer un arrêt des opérations armées, le message que le ministre souhaitait envoyer aux républicains était clairement que, dans le cas où un cessez-le-feu serait prononcé par l'I.R.A., le gouvernement serait disposé à entrer dans une phase de négociation avec eux. A compter de ce discours, le gouvernement britannique a adopté un nouveau ton et un changement d'attitude envers les républicains, dans la mesure où il s'agissait, pour la première fois, de se confronter politiquement, et non militairement, à eux, afin de les amener à mettre fin à leur violence. Si les républicains ont répondu être « convaincus qu'à un moment donné [...] le gouvernement britannique accepterait de parler au mouvement républicain »⁸²⁶, il n'était toutefois pas question pour eux d'abandonner la lutte armée, comme l'avait à l'époque indiqué Martin McGuinness :

⁸²⁴ Annoncé par Douglas Hurd, alors ministre de l'Intérieur, le 19 octobre 1988, le *Broadcasting Ban*, interdisait la diffusion par la télévision et la radio des interviews d'organisations paramilitaires nord-irlandaises, y compris les interviews de groupes soutenant ou incitant à soutenir ces organisations. Ainsi, les représentants du *Sinn Féin* étaient eux aussi concernés par ces restrictions. Leurs propos étaient alors soit prononcés par des acteurs, soit apparaissaient en sous-titres au bas de l'écran.

⁸²⁵ Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *Op. Cit.* p. 99.

⁸²⁶ “convinced that at some time [...] [the] British government [would] talk to the republican movement”. In: *Ibid.* p. 101.

*is there a group of people within the republican movement or within Sinn Féin who believe that the freedom of Ireland can be won only through political involvement in constitutional politics [...]. I have heard absolutely no discussion [...] within Sinn Féin along those lines – so it's a total and absolute nonsense.*⁸²⁷

Deuxièmement, selon plusieurs spécialistes de la question nord-irlandaise, notamment David McKittrick, Eamonn Mallie, Paul Dixon ainsi que les biographes de Gerry Adams, David Sharrock et Mark Devenport, le contact entre le gouvernement britannique et les républicains aurait été renoué dès 1990⁸²⁸, suite à l'enquête de John Deverell, agent du *MI5 (Military Intelligence 5* – service des renseignements militaires britanniques). John Deverell aurait informé Peter Brooke que le *Sinn Féin* souhaitait sérieusement s'engager dans la voie politique, même si l'I.R.A. continuait ses opérations armées. McKittrick et Mallie soulignent néanmoins les difficultés à savoir ce qu'il se passait réellement dans les cercles fermés républicains⁸²⁹. Ainsi, l'agent Deverell aurait, à l'époque, ouvert une voie de communications avec la direction du parti et aurait fait part à Peter Brooke de l'existence d'un « potentiel pour le progrès »⁸³⁰. Cette thèse semble être corroborée par la déclaration faite par Peter Brooke en 1990 qui, en reprenant délibérément les termes des républicains, a déclaré :

*The British government has no selfish strategic or economic interests in Northern Ireland: our role is to help, enable and encourage. Britain's purpose, as I have sought to describe it, is not to occupy, oppress or exploit, but to ensure democratic debate and free democratic choice*⁸³¹.

En affirmant que la présence britannique en Irlande du Nord n'avait pas de dimension colonialiste ou impérialiste, tout en reprenant les mots précis utilisés par les républicains

⁸²⁷ Martin McGuinness, in : Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *Op. Cit.* p. 101.

⁸²⁸ Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *Op. Cit.* p. 105. Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p.276. Dixon, Paul, p. 220.

A plusieurs reprises, pendant la période des « Troubles », le gouvernement britannique a été en contact avec les républicains, notamment en 1974-75 et pendant les grèves de la faim. Comme le soulignent Eamonn Mallie et David McKittrick, les républicains et le gouvernement britannique ne s'entendent pas sur la date précise marquant la reprise de leurs contacts. Les républicains affirment que les contacts auraient repris en 1990, tandis que le gouvernement britannique soutient qu'ils n'ont repris qu'en 1993. Peter Brooke a confirmé par la suite que les entrevues secrètes avaient bien commencé dès 1990. (Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *Op. Cit.* p. 105-244.) On comprend aisément que, dans le contexte du processus de paix, le gouvernement britannique ait souhaité définir une date se rapprochant de l'annonce du cessez-le-feu républicain, dans la mesure où entreprendre des discussions à un moment où les républicains n'envisageaient pas de rendre les armes aurait pu lui être reproché, notamment par les unionistes.

⁸²⁹ Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *Op. Cit.* p. 103-105.

⁸³⁰ “potential for progress”. In : *Ibid.* p. 104.

⁸³¹ *Ibid.* p. 107.

pour faire état de leur perception de la présence britannique en Irlande du Nord⁸³², l'intention de Peter Brooke était, pour commencer, d'ôter toute justification à la continuation de la lutte armée de l'I.R.A. et, ensuite, de démontrer sa volonté d'engager le dialogue avec le *Sinn Féin*.

Il est intéressant d'ajouter ici que cette déclaration a de toute évidence été faite à la demande de John Hume⁸³³, lequel avait fait part de ses échanges avec Gerry Adams au nouveau ministre aux Affaires nord-irlandaises. En effet, la nature de la présence britannique en Irlande du Nord, qui avait été discutée lors de ses échanges avec Gerry Adams, était précisément à la source du désaccord entre les deux partis et, surtout, était l'argument majeur avancé par les républicains pour justifier des opérations armées de l'I.R.A. Si les républicains ne pouvaient plus avancer cet argument, la campagne de l'I.R.A. devrait donc, logiquement, prendre fin. En outre, en plus de faciliter les relations entre les républicains et le gouvernement britannique, les discussions entre John Hume et Gerry Adams ont eu un impact flagrant sur le discours politique du *Sinn Féin* au début des années 1990.

3. *L'influence du discours nationaliste du S.D.L.P. sur celui du Sinn Féin*

Les répercussions des premiers échanges entre le *Sinn Féin* et le S.D.L.P. sur le discours politique des républicains se sont ressenties lors du congrès annuel du *Sinn Féin* en 1992. Suite à une révision du document *A Scenario for Peace* par le comité du parti républicain qui avait donné lieu à un débat interne au parti au cours des années 1991-1992, des changements significatifs ont été apportés à la stratégie républicaine, marquant ainsi « une rupture spectaculaire avec le passé »⁸³⁴. Le débat qui a eu lieu au sein du parti avant son congrès annuel a, semble-t-il, permis au *Sinn Féin* de prendre en considération les remarques du S.D.L.P. au regard des faiblesses de la stratégie républicaine, et aux républicains de considérer la dangerosité d'un retrait prématuré des Britanniques de la province. Mitchel McLaughlin, alors l'un des porte-parole du parti et architecte de sa stratégie de paix depuis 1987, a en effet reconnu par la suite que le parti n'avait jusqu'alors pas mesuré les conséquences de cet éventuel départ et, reprenant les mots de John Hume (lors des échanges S.D.L.P.-*Sinn Féin*) a posé la question : « Qu'est qui remplirait le vide ?

⁸³² "Britain's continuing involvement in Ireland is based on strategic, economic and political interests". In: Sinn Féin, *The Sinn Féin/SDLP Talks*, janvier-septembre 1998. Sinn Féin document No.1. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/SF_SDLP_talks.pdf>. Consulté le 28/08/08.

⁸³³ McKittrick, David, McVea, David, *Op. Cit.* p. 187.

⁸³⁴ "dramatic break with the past". In: Pollak, Andy, "Flaws in previous SF strategy accepted", *The Irish Times*, 29 septembre 1993. p. 4.

Est-ce-que les différentes composantes de la société dans le Nord s'empareraient simplement du territoire et érigeraient des barricades ? »⁸³⁵. Le document *Towards a Lasting Peace in Ireland*⁸³⁶, ratifié par le congrès annuel du *Sinn Féin* en 1992, propose une réponse à cette interrogation et explique comment le *Sinn Féin* envisageait à cette époque la fin de la partition irlandaise. Le retrait des troupes britanniques exigé par le parti en 1987 laisse alors place au principe selon lequel le gouvernement britannique devrait faire de la fin de la partition sa politique en Irlande⁸³⁷. Le parti recommande également la coopération des gouvernements britannique et irlandais, des unionistes et des nationalistes pour que commence le « processus de réconciliation nationale »⁸³⁸. On constate alors un assouplissement des demandes républicaines, dont les discussions avec les nationalistes du S.D.L.P. semblent fortement être à l'origine. En effet, le fait que le *Sinn Féin* propose qu'un accord équitable soit consenti entre les unionistes et les nationalistes, que le gouvernement irlandais joue un rôle central dans le processus de paix et qu'une nouvelle approche du rôle politique des Britanniques en Irlande du Nord soit envisagée, sont les nouveaux éléments du discours républicain ayant représenté un réajustement significatif de la stratégie républicaine au début des années 1990. Au lieu de conditions et de demandes, les républicains pensaient désormais en termes de négociations⁸³⁹.

En effet, comme le souligne à juste titre Andy Pollak, l'acceptation par les républicains que le retrait britannique se fasse sur la base de la coopération entre les gouvernements britannique et irlandais signalait nécessairement l'abandon du principe selon lequel seule l'I.R.A., en tant qu'héritière légitime des pouvoirs conférés à la seconde *Dáil*, pouvait négocier le départ des Britanniques d'Irlande⁸⁴⁰. De plus, la négociation entre nationalistes et unionistes proposée par le *Sinn Féin* dans le cadre du processus de réconciliation sous-entend l'acceptation de la proposition faite par le S.D.L.P., lors des échanges de 1988, selon laquelle il serait nécessaire de mener une « action concertée afin de persuader le peuple unioniste de se joindre à nous dans la construction d'une Irlande

⁸³⁵ “what would fill the vacuum? Would the various strands of society in the North simply grab territory and build barricades?”. In: Pollak, Andy, “Flaws in previous SF strategy accepted”, *The Irish Times*, 29 septembre 1993. p. 4.

⁸³⁶ *Towards a Lasting Peace in Ireland* est un document élaboré par le *Sinn Féin* qui a été publié en 1994. Ce document regroupe les différentes propositions faites par le *Sinn Féin* afin d'établir la paix en Irlande du Nord.

⁸³⁷ Sinn Fein, *Towards a Lasting Peace in Ireland*, Dublin, octobre 1994. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/TowardsLastingPeace.pdf>. Consulté le 28/08/08.

⁸³⁸ “process of national reconciliation”. In: *Ibid*.

⁸³⁹ Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *Op. Cit.* p. 145.

⁸⁴⁰ Pollak, Andy, “Flaws in previous SF strategy accepted”, *The Irish Times*, 29 septembre 1993. p. 4. Voir : Première partie, I, A. 4. p. 43.

nouvelle », dans la mesure où « leur accord est essentiel si l'unité doit être obtenue »⁸⁴¹. Rappelons qu'à l'époque, le *Sinn Féin* avait vivement rejeté ce principe de « droit de veto naturel »⁸⁴² et s'était fixé pour objectif – quelque peu utopique – de « persuader les unionistes que leur avenir se trouve dans [...] la fin de l'Union et [...] un gouvernement commun à toute l'Irlande »⁸⁴³. Il ne s'agissait aucunement, à l'époque, d'entamer une quelconque concertation avec les unionistes mais de les forcer à accepter la fin de la partition et de l'Union.

Le document *Towards a Lasting Peace in Ireland* témoigne donc d'un changement à la fois au niveau du langage mais également du style politique du *Sinn Féin*. Différents spécialistes de l'Irlande du Nord s'accordent sur ce point : Paul Dixon parle de « changement rhétorique »⁸⁴⁴, Eamonn Mallie et David McKittrick d'un « remaniement majeur »⁸⁴⁵ de la pensée républicaine, Kevin Rafter d'un « changement dans la pensée politique du *Sinn Féin* », de la transition d'un « langage encombré par l'histoire » vers un « langage chargé politiquement », et de la réécriture du langage et des convictions républicains⁸⁴⁶ ; enfin, Peter Shirlow signale une « reformulation » des principes clés du *Sinn Féin*⁸⁴⁷. En effet, les idées de dialogue, d'engagement, de transition, de réconciliation et de résolution du conflit prônées par le parti républicain participent notamment d'une nouvelle interprétation du rôle des Britanniques en Irlande du Nord. Ce dernier semble alors avoir dépassé la dimension colonialiste que le parti lui attribuait lors des premiers échanges avec le S.D.L.P. quelques années auparavant. Il convient néanmoins de noter qu'en dépit de cette vision plus positive du rôle britannique en Irlande du Nord, le parti a, à l'époque, refusé de conférer au gouvernement britannique la neutralité que Peter Brooke entendait afficher lors de son discours en 1990⁸⁴⁸. Dans le même temps, cette acceptation

⁸⁴¹ “*Concerted action to persuade the unionist people to join together with us in building a new Ireland*”, “*their agreement is essential if unity is to be achieved*”. In: Sinn Féin, *The Sinn Fein/SDLP Talks*, janvier-septembre 1998. SDLP document No.3. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/SF_SDLP_talks.pdf>. Consulté le 28/08/08.

⁸⁴² “*natural veto*”. In: Sinn Féin, *The Sinn Fein/SDLP Talks*, janvier-septembre 1998. SDLP document No.3. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/SF_SDLP_talks.pdf>. Consulté le 28/08/08..

⁸⁴³ “*To persuade the unionists that their future lies in [...] [the end of] the Union and [...] an all-Ireland government*”. In: Sinn Féin, *The Sinn Fein/SDLP Talks*, janvier-septembre 1998. Sinn Féin statement on the end of the present round of Sinn Féin/SDLP talks. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/SF_SDLP_talks.pdf>. Consulté le 28/08/08.

⁸⁴⁴ “*Rhetorical shift*”. In: Dixon, Paul, *Op. Cit.* p. 218.

⁸⁴⁵ “*major overhaul*”. In: Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *Op. Cit.* p. 145.

⁸⁴⁶ “*shift in SF’s political thinking*”; “*a language encumbered by history*”; “*a language charged in a very political way*”. In: Rafter, Kevin, *Sinn Féin 1905-2005, In the Shadow of Gunmen*, Dublin: Gill and Macmillan, 2005. p. 181-183.

⁸⁴⁷ “*re-formulation*”. In: Shirlow, Peter, *Op. Cit.* p. 178.

⁸⁴⁸ “*However, this declared ‘neutrality’ is contradicted by Brooke’s further statement that the Conservative party is committed to keeping the Six Counties as part of the UK*”. In: Sinn Fein, *Towards a Lasting Peace in*

du rôle du gouvernement britannique en tant qu'acteur de la réconciliation nationale a logiquement contribué à repositionner les républicains sur l'échiquier politique nord-irlandais. Ainsi, le républicanisme, auparavant révolutionnaire et largement basé sur la lutte armée de l'I.R.A., s'est montré ouvert à une stratégie politique plus conventionnelle et diplomatique. En revanche, une contradiction évidente qui atteste de l'aspect transitoire du document *Towards a Lasting Peace in Ireland* au regard de la stratégie républicaine apparaît au sein de la section 6 du document intitulé *Armed Conflict*, dans laquelle le parti déclare : « Il n'existe pas de stratégie constitutionnelle pour tenter d'obtenir l'indépendance nationale »⁸⁴⁹. Tout en faisant le constat de l'absence d'une telle stratégie sur la scène politique nord-irlandaise, le *Sinn Féin* souligne également la prédominance de la lutte armée dans la stratégie républicaine, en contradiction avec la « stratégie pacifique » (*peace strategy*) auquel le document veut prétendre. Si cette contradiction est évidente, il serait néanmoins erroné de remettre totalement en cause la volonté du *Sinn Féin* d'engager le dialogue pour trouver une solution pacifique au conflit politique, dans la mesure où celui-ci prend soin de qualifier la lutte armée de « dernier recours »⁸⁵⁰. Voici deux explications permettant de mieux comprendre la position des républicains au regard de la lutte armée dans ce document. Premièrement, une motion passée au cours du congrès annuel du parti en 1982 stipulait que « tous les candidats aux élections nationales et locales ainsi que tout support de campagne devaient, sans équivoque, soutenir la lutte armée »⁸⁵¹. Par conséquent, cette déclaration sur la lutte armée peut s'entrevoir comme une nécessité – temporaire – de respecter ce principe. Deuxièmement, en février 1992, Gerry Adams déclarait au *Daily Telegraph* qu'il redoutait l'émergence d'un groupe incontrôlable et dissident de l'I.R.A. si un cessez-le-feu prématuré était prononcé⁸⁵². En dépit de cela, le cessez-le feu officiel observé par l'I.R.A. en 1990, trois jours durant, à la période de Noël, a indiqué que l'attitude des républicains envers la lutte armée prenait un tournant différent. En effet, s'il était de coutume pour l'I.R.A. d'interrompre ses opérations à Noël, pour la première fois, en 1990, les paramilitaires républicains ont annoncé officiellement leur

Ireland, Dubin, octobre 1994. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/TowardsLastingPeace.pdf>. Consulté le 28/08/08.

⁸⁴⁹ “*There is no constitutional strategy to pursue national independence*”. In: *Sinn Féin, Towards a Lasting Peace in Ireland*, Dubin, octobre 1994. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/TowardsLastingPeace.pdf>. Consulté le 28/08/08.

⁸⁵⁰ *Ibid.*

⁸⁵¹ Foley, Michael, Boland, Colm, “*Sinn Féin to build on electoral successes*”, *The Irish Times*, 1er Novembre 1982. p. 16. “*all candidates in national or local elections, and all campaign material, be unambivalent in support of the armed struggle*”. In: Rafter, Kevin, *Op. Cit.* p. 119.

⁸⁵² Dixon, Paul, *Op. Cit.* p. 218.

cessez-le-feu, ce qui a signalé que l'I.R.A. pourrait se montrer flexible envers le gouvernement britannique, qui réclamait que l'I.R.A. mette fin à ses opérations⁸⁵³. Ce qui est donc clairement apparu au début des années 1990 est que John Hume, en premier lieu, mais aussi Peter Brooke ont réussi le tour de force de faire s'effondrer les piliers de la stratégie républicaine à l'origine de l'isolation politique du *Sinn Féin*.

En toile de fond à cette évolution du discours politique du *Sinn Féin*, la communication entre Gerry Adams et John Hume s'est poursuivie, pour finalement donner une nouvelle impulsion au processus de paix. Si la progression de ce dernier entre 1990 et 1993 n'a pas été flagrante, notamment avec l'échec des pourparlers multipartites organisés par Peter Brooke puis Patrick Mayhew⁸⁵⁴, les événements se déroulant secrètement en arrière-plan de la scène politique nord-irlandaise ont, d'une part, permis d'aboutir à la signature de la Déclaration de Downing Street et, d'autre part, facilité l'abandon de la lutte armée de l'I.R.A. en 1994. En effet, l'intervention de John Hume, une fois de plus, auprès du gouvernement irlandais a permis de faire du *Sinn Féin* l'un des acteurs du processus de paix, dès 1991. En s'appuyant sur ses échanges avec le parti républicain depuis 1988, le chef du S.D.L.P., dans une tentative de réconcilier le désir d'auto-détermination des républicains avec les positions des unionistes, des gouvernements britannique et irlandais, a pris la plume pour élaborer la première d'une longue liste d'ébauches de déclaration conjointe des gouvernements britanniques et irlandais⁸⁵⁵. C'est précisément à ce moment-là que le *Sinn Féin* a, bien qu'indirectement, été impliqué dans le processus de paix nord-irlandais puisque le document, qui a, dans un premier temps, été présenté au *Taoiseach* Charles Haughey a ensuite été soumis au *Sinn Féin*, puis au gouvernement britannique, pour finalement largement influencer la Déclaration de Downing Street de 1993⁸⁵⁶. De son côté, John Hume, selon les termes d'Albert Reynolds, le successeur de Charles Haughey, « croyait que l'humeur du *Sinn Féin* était en train de changer pour rechercher une solution

⁸⁵³ Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *Op. Cit.* p. 111.

⁸⁵⁴ Voir : Deuxième partie, I/ A. p. 159.

⁸⁵⁵ Le document élaboré par Hume contenait les éléments clés de ce qui allait devenir la Déclaration de Downing Street de 1993, à savoir le principe d'auto-détermination cher aux républicains (l'Irlande avait un droit à l'autodétermination, mais l'exercice de l'autodétermination devait faire l'objet d'une entente entre les habitants de l'Irlande), l'assurance de la part de l'Angleterre que cette dernière n'avait pas d'intérêt stratégique en Irlande du Nord, un accent particulier sur la nécessité d'un accord entre les différents acteurs de la scène politique nord-irlandaise et la collaboration des gouvernements irlandais et britannique. (Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *Op. Cit.* p. 118-119.)

⁸⁵⁶ La Déclaration n'y fait toutefois pas explicitement référence, puisque la collaboration du *Sinn Féin* a, pour des raisons diplomatiques, été dissimulée par les gouvernements irlandais et britannique.

politique »⁸⁵⁷. C'est effectivement ce que l'acceptation par le *Sinn Féin* de la déclaration conjointe a laissé entendre, puisqu'en acceptant le document⁸⁵⁸, l'I.R.A., selon Eamonn Mallie, déterminait précisément comment mettre fin à sa campagne⁸⁵⁹ et acceptait l'idée que l'exercice de l'auto-détermination soit une affaire d'entente entre les habitants de l'île. Dès lors, le discours républicain a commencé à se fondre avec celui des nationalistes, impression d'ailleurs renforcée par les différentes déclarations conjointes de Gerry Adams et John Hume au cours de l'année 1993, par lesquelles les deux chefs politiques ont déclaré être « à la recherche d'une entente sur un accord démocratique et pacifique »⁸⁶⁰). Malgré la violence de la campagne armée de l'I.R.A. au début des années 1990, il a donc semblé qu'une nouvelle stratégie républicaine était en train de se profiler.

4. *L'impact de la coopération S.D.L.P./Sinn Féin sur la stratégie républicaine*

Lors de ses différents échanges avec le *Sinn Féin*, ainsi que nous l'avons vu, le S.D.L.P. s'est montré sans équivoque dans sa condamnation des opérations violentes de l'I.R.A. et, même si le *Sinn Féin* a pris soin de s'en tenir à son habituelle attitude de soutien envers les membres de l'I.R.A, le parti a néanmoins pris conscience que la stratégie de l'armalite et de l'urne devrait tôt ou tard prendre fin. En effet, à présent que la communication entre les républicains, les nationalistes du S.D.L.P. et les gouvernements irlandais et britannique avait été entamée (et révélée par la presse en novembre 1993), l'étape suivante à franchir pour les républicains serait un choix stratégique – celui de mettre fin ou non à leur lutte armée, puisqu'il s'agissait là précisément de l'obstacle à l'implication directe du *Sinn Féin* dans des pourparlers officiels.

La communication entre les différents acteurs impliqués dans la politique nord-irlandaise⁸⁶¹ était bien réelle durant les années qui ont précédé la Déclaration de Downing Street de 1993 mais a été tenue secrète et sans cesse fragilisée par des opérations de

⁸⁵⁷ “believed [...] that the mood within Sinn Féin was changing towards trying to find a political solution”. In: Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *Op. Cit.* p. 133.

⁸⁵⁸ Les républicains n'avaient que légèrement modifié le document en demandant, notamment, un calendrier précis, une reformulation de la notion d'auto-détermination et du rôle des Britanniques en Irlande du Nord. Voir : annexe n°16.

⁸⁵⁹ In : Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *Op. Cit.* p. 148.

⁸⁶⁰ “agreement on a peaceful and democratic accord”. In: First joint statement issued by Social Democratic and Labour Party (SDLP) leader Mr John Hume and Sinn Féin President, Mr Gerry Adams on Saturday 24 April 1993. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ha24493.htm>>. Consulté le 30/10/12. Voir : annexe n°17.

⁸⁶¹ Pendant l'été 1992, le dialogue entre les républicains et le *Taoiseach* John Reynolds avait secrètement repris.

l'I.R.A. responsables de nombreuses pertes civiles⁸⁶². Malgré les différents appels de la part des nationalistes et des gouvernements britanniques et irlandais à mettre fin à la lutte armée de l'I.R.A.⁸⁶³, le *Sinn Féin* n'a eu de cesse de refuser l'arrêt des opérations du groupe paramilitaire comme pré-condition à la négociation politique. Toutefois, il apparaît bien dans le discours de la direction du *Sinn Féin* et ce, dès 1989, que les opérations de l'Armée Républicaine contrariaient les projets politiques du *Sinn Féin*, à savoir devenir un acteur crédible de la scène politique nord-irlandaise, et ternissaient l'image du républicanisme. Comme le montre cet extrait du discours de Gerry Adams lors du congrès du *Sinn Féin* en 1989, si celui-ci s'efforce de manifester son soutien envers les membres de l'I.R.A., ses propos prennent néanmoins le ton d'un rappel à l'ordre :

*Since the last Sinn Féin Ard Fheis there has been an exceptional and regrettable level of civilian casualties and fatalities arising from IRA operations. [...] In defending and supporting the right of Irish people to engage in armed struggle it is important for those so engaged to be aware of the constant need and obligation to continuously examine their tactics and strategies. Revolutionary force [...] must be controlled and disciplined so that it is clearly seen as a symbol of our people's resistance. [...] I want to speak directly to active service Volunteers of Oglagh na hEireann [the I.R.A.]. You have a massive responsibility. [...] You have to be careful and careful again. [...] Nothing I say should be interpreted as a condemnation of the IRA.*⁸⁶⁴

Il était en effet prévisible que la stratégie de l'armalite et de l'urne, qui signifiait mener en parallèle la lutte armée et la lutte politique, créerait une tension entre ces deux composantes du combat républicain. En dépit des déclarations de Gerry Adams selon lesquelles la campagne de l'I.R.A. ne prendrait pas fin, il est évident que, dans la sphère privée du parti, l'inquiétude suscitée par les opérations de l'I.R.A. qui « tournaient mal » (c'est-à-dire qui manquaient leur cible initiale et tuaient des civils), selon l'expression utilisée lors du congrès du parti en 1990, était bien présente. Comme le souligne Jim Cusack, correspondant pour l'*Irish Times*, l'un des facteurs à l'origine de ce changement de discours du *Sinn Féin* envers les opérations de l'I.R.A. a notamment été la baisse du soutien électoral et populaire dont le parti avait bénéficié jusqu'en 1985⁸⁶⁵. Une baisse de

⁸⁶² En novembre 1987, une bombe de l'I.R.A. à Enniskillen a tué onze membres de la communauté protestante lors d'une cérémonie religieuse ; en 1992, les explosions de bombes de l'I.R.A. se sont multipliées sur le sol britannique, causant de nombreuses pertes civiles ; en janvier 1992, huit protestants ont été tués par l'I.R.A. à Teebane ; en octobre 1993, en tentant de faire exploser le quartier général de l'U.D.A. (*Ulster Defense Association*) dans la rue protestante de Shankill, l'I.R.A. a tué neuf protestants.

⁸⁶³ A plusieurs reprises, en 1993, Patrick Mayhew a demandé à l'I.R.A. de renoncer à la violence pour que les républicains se joignent aux pourparlers. En avril de la même année, Albert Reynolds a déclaré qu'il accepterait de parler au *Sinn Féin* si l'I.R.A. mettait fin à ses opérations.

⁸⁶⁴ "Adams warns IRA on civilian casualties", *The Irish Times*, 3 janvier 1989. p. 8.

⁸⁶⁵ Cusack, Jim, "IRA may be moving to end 'armed struggle'", *The Irish Times*, 9 juin 1990. p. 2.

soutien qui a d'ailleurs, en 1992, coûté à Gerry Adams son siège au parlement de Westminster pour Belfast-Ouest.

Comme le remarque M.L.R. Smith, tout portait à croire que ce débat autour de l'arrêt des opérations militaires de l'I.R.A. pour permettre la participation politique du *Sinn Féin* aux côtés des partis traditionnels avait été entamé dans les cercles républicains⁸⁶⁶ au début des années 1990. Ainsi, en 1992, tandis que Gerry Adams indiquait que le slogan de l'armalite dans une main et de l'urne dans l'autre était dépassé⁸⁶⁷, l'attaché de presse du parti, Richard McAuley déclarait: « *We're not going to realise our full potential as long as the war is going on in the North and as long as Sinn Féin is presented the way it is with regard to armed struggle and violence* »⁸⁶⁸. Dès lors, il a semblé que la stratégie du *Sinn Féin* a consisté à mettre une distance rhétorique entre le parti et l'I.R.A. afin de renvoyer une image non violente du parti. Ainsi, lors d'une conférence de presse, le 30 mars 1992, lorsque les journalistes ont posé la question à la direction du *Sinn Féin* « est-ce que le *Sinn Féin* soutient l'I.R.A. ? »⁸⁶⁹, il a été répondu : « *We believe that the Irish people have the right to resort to armed struggle in the circumstances that exist in Northern Ireland, but we do not advocate violence* »⁸⁷⁰. Aussi, dans une tentative de distinguer le *Sinn Féin* de l'I.R.A. la direction du parti a déclaré, au début de l'année 1992 : « *Sinn Féin is a legitimate political party that does not endorse or advocate the use of violence. But we understand the reasons why the violence takes place* »⁸⁷¹. Si le parti s'est interdit de dénoncer les opérations de l'I.R.A., sans doute dans un souci de préservation de l'unité républicaine, il est évident qu'une volonté de se distancer de l'Armée Républicaine était bien présente dans son discours. Mais c'est cette déclaration de Gerry Adams, au cours d'une interview pour l'*Irish Times* en 1991, qui reflète le plus le changement d'attitude du *Sinn Féin* vis-à-vis de l'I.R.A.:

Two or three or four years ago I would have seen it necessary to personally state publicly that, yes, there was the right of the I.R.A. to engage in armed struggle, and perhaps even at times that armed struggle was a necessary ingredient in the struggle.

Political party support in Northern Ireland, 1969 to the present. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/electsum.htm>. Consulté le 15 mars 2006. Voir : annexe n°9.

⁸⁶⁶ Smith, M.L.R., *Op. Cit*, p. 196.

⁸⁶⁷ Brennock, Mark, "Adams says the old phrase is out of date", *The Irish Times*, 31 mars 1992. p. 7.

⁸⁶⁸ In: Smith, M.L.R., *Op. Cit*, p. 196.

⁸⁶⁹ "Does Sinn Féin support the IRA?". In: Brennock, Mark, "Adams says the old phrase is out of date", *The Irish Times*, 31 mars 1992. p. 7.

⁸⁷⁰ In: *Ibid*.

⁸⁷¹ In: Brennock, Mark, "Sinn Féin adopts softer stance", *The Irish Times*, 18 février 1992. p. 12.

*I don't feel the need to do that now. In fact, I think that my role now [...] is one of increasingly and persistently saying there's a need to end all acts of violence.*⁸⁷²

Concrètement, cette déclaration a donné lieu, lors du congrès du *Sinn Féin* en 1992, à l'adoption d'une motion par laquelle le parti a affirmé « la primauté de la politique sur l'approche militaire »⁸⁷³. En plus de l'influence de John Hume sur les républicains, toujours selon M.L.R. Smith, c'est également la perspective d'être exclus des pourparlers multipartites comme en 1991, ou d'être mis à l'écart des négociations, qui a poussé les dirigeants du *Sinn Féin* à renvoyer une image plus acceptable du républicanisme⁸⁷⁴.

En dépit de ce changement de discours au regard de la lutte armée, Gerry Adams est resté ferme concernant la position de son parti : il n'accepterait pas qu'un cessez-le-feu de l'I.R.A. soit une condition à l'admission du *Sinn Féin* à la table des négociations. Cette position s'explique principalement par l'échec du cessez-le-feu de l'I.R.A. en 1975, suite à une période de contacts entre le Conseil Armé de l'I.R.A. et le gouvernement britannique. Les républicains avaient, à l'époque, espéré que l'arrêt de leurs opérations provoquerait le départ de l'armée britannique d'Irlande du Nord, ce qui n'avait évidemment pas été le cas. Pour Gerry Adams, il s'agissait de ne pas commettre la même erreur, à savoir prononcer un cessez-le-feu sans engagement au préalable de la part des Britanniques que les républicains seraient admis à la table des négociations. Comme l'avait remarqué le *Taoiseach*, Albert Reynolds, à l'époque : « [Adams] essayait de mener le mouvement républicain vers un processus de paix mais avant toute chose, il devait être convaincu que le processus de paix avait un avenir »⁸⁷⁵. Encore une fois, le parti semblait donc utiliser un double langage au regard de la lutte armée, ce qui a contribué à donner une impression d'indécision et a reflété le fait que le *Sinn Féin* manquait de ligne politique directrice précise. La déclaration d'un cessez-le-feu par l'I.R.A. représentait toutefois un pas difficile à franchir et les arguments en faveur d'une telle décision ne faisaient pas l'unanimité au sein du camp républicain. Gerry Adams a donc dû faire un travail considérable en amont pour convaincre l'ensemble des républicains de la nécessité de mettre fin à la lutte armée sans pour autant risquer de compromettre l'unité républicaine, car c'était bien là le risque

⁸⁷² In : *Ibid.*

⁸⁷³ “the primacy of politics over the military approach”. In: “Politics take primacy over the armed struggle, delegates told”, *The Irish Times*, 24 février 1992. p. 8.

⁸⁷⁴ Smith, M.L.R., *Op. Cit.*, p. 197.

⁸⁷⁵ “he was trying to lead the republican movement into a peace process but first of all he had to be convinced that there was a future in the peace process”. In: Rowan, Brian, *Behind the Lines: The Story of the IRA and Loyalist Ceasefires*, Belfast: Blackstaff Press, 1995. Chapitre 8. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/rowan.htm>>. Consulté le 15/10/2007.

principal à éviter. C'est d'ailleurs l'avis que partage Brian Rowan, alors journaliste pour la B.B.C. en Irlande du Nord, dans son ouvrage consacré aux cessez-le-feu des groupes paramilitaires au début des années 1990:

John Hume [...] was convinced that if anyone could deliver an IRA cessation it was the Sinn Féin president, but he also knew that it would take time: 'That's why after Downing Street I was the one person who kept telling people to be patient because I realised that given the nature of their organisation that it had to be intensive dialogue involving every single member.' Any mishandling of the situation could have led to a split within republicanism and the consequences of that could have been lethal.⁸⁷⁶

Dans la mesure où les événements précis qui ont mené au cessez-le-feu de l'I.R.A. en 1994 ont été tenus secrets par les républicains, il est difficile d'établir formellement les circonstances ayant mené à cet événement majeur du processus de paix. Le changement de discours entrepris par les membres du *Sinn Féin* abordé précédemment témoigne néanmoins du fait que la question de l'arrêt des opérations de l'I.R.A. était en pourparlers depuis quelques années et que le débat s'orientait vers l'argument selon lequel il y aurait plus à gagner d'une stratégie non violente. D'autre part, la visite de Gerry Adams aux Etats-Unis⁸⁷⁷, (répondant à une stratégie d'internationalisation du processus de paix entreprise par Gerry Adams, John Hume et Albert Reynolds) a conféré une certaine légitimité au chef du *Sinn Féin* et a sans aucun doute permis aux républicains de franchir le pas nécessaire à leur pleine intégration politique. En outre, en dépit de l'opposition du gouvernement britannique, lorsque le Président des Etats-Unis de l'époque, Bill Clinton, a accueilli Adams non pas en tant que terroriste mais comme celui qui pouvait arrêter le terrorisme⁸⁷⁸, celui-ci s'est rangé du côté de ceux pour qui le *Sinn Féin* présentait un réel potentiel de faire avancer la paix en Irlande du Nord (le S.D.L.P. et le gouvernement irlandais). On notera également la contribution du gouvernement irlandais, en la personne d'Albert Reynolds, à faciliter le cessez-le-feu de l'I.R.A., lorsque celui-ci a annoncé que, dans le cas d'un arrêt total des opérations de l'I.R.A., il accepterait de rencontrer officiellement Gerry Adams. Brian Rowan souligne également l'importance de la rencontre entre Gerry Adams et Martin McGuinness et une délégation irlandais-américaine une semaine avant l'annonce tant attendue de l'I.R.A. Au cours de cette rencontre,

⁸⁷⁶ Rowan, Brian, *Op. Cit.*

⁸⁷⁷ La visite d'Adams aux Etats-Unis a largement été commentée par de nombreux historiens. Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *Op. Cit.* Chapitre 14 ; Murray, Gerard, Tonge, Johnathan, *Op. Cit.* Chapitre 10; Dixon, Paul, *Op. Cit.* Chapitre 9.

⁸⁷⁸ Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *Op. Cit.* p. 286.

l'implication des Etats-Unis dans le processus de paix aurait été discutée, comme en témoignent ces propos de Gerry Adams :

*The delegation [...] gave us their views of the peace process and the role they will play in moving the situation forward. In this context, I am confident that today's meeting represents an important contribution to the development of an effective peace process based on democratic principles. [...] We welcome the role of Irish-Americans and the Clinton administration. [...] Political and popular opinion in the United States can as the peace process moves forward play an increasingly central role in the search for an inclusive, negotiated and democratic settlement in Ireland. I am confident in light of today's meeting that Irish-Americans are determined to make this important contribution to the achievement of a just and lasting peace in Ireland.*⁸⁷⁹

Les conditions favorables à la déclaration d'un cessez-le-feu de l'I.R.A. (l'implication des Etats-Unis dans le processus de paix ainsi que la collaboration officielle du gouvernement irlandais), était réunies. C'est ce qu'ont souligné, lors de leur quatrième déclaration conjointe⁸⁸⁰, John Hume et Gerry Adams pour qui « un progrès significatif », avait été accompli:

*Last Easter we indicated that we were investigating the possibility of developing an overall political strategy to establish justice and peace in Ireland. We are at present addressing this area in particular and we believe that the essential ingredients of such a strategy may now be available. [...] We have publicly acknowledged that the task of seeking agreement on a peaceful and democratic accord for all the people of Ireland is our primary challenge. We are convinced that significant progress has been made in developing the conditions necessary for this to occur.*⁸⁸¹

La stratégie républicaine et nationaliste d'internationalisation du processus de paix s'est donc avérée être un succès, puisqu'en bénéficiant d'un allié puissant – les Etats-Unis – John Hume et Gerry Adams ont pu influencer la décision de l'I.R.A. d'annoncer, le 31 août 1994, « une cessation complète des opérations militaires »⁸⁸², unilatéralement et sans aucune garantie au préalable de la présence du *Sinn Féin* à la table des négociations de la part des Britanniques. Ici encore, on observe une prise de risque considérable de la part des républicains dans le cadre d'une modernisation de leur stratégie puisque le *Sinn Féin* serait, à compter de ce jour, le seul responsable de la politique républicaine.

⁸⁷⁹ In : Rowan, Brian, *Op. Cit.*

⁸⁸⁰ La quatrième déclaration conjointe de John Hume et Gerry Adams a eu lieu deux jours avant l'annonce du cessez-le-feu par l'I.R.A.

⁸⁸¹ Fourth joint statement issued by Social Democratic and Labour Party (SDLP) leader Mr John Hume and Sinn Féin President, Mr Gerry Adams on Saturday 24 April 1993. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ha28894.htm>>. Consulté le 30/10/12. Voir : annexe n°18.

⁸⁸² “a complete cessation of military operations”. Voir : annexe n°19.

Toutes les précautions nécessaires à ce changement de stratégie ont toutefois été prises, puisque le document ayant circulé dans les rangs de l'I.R.A. et du *Sinn Féin*, intitulé *T.U.A.S. (Totally UnArmed Struggle)*, précise la nouvelle politique des républicains tout en indiquant que leurs objectifs restent inchangés : « *Our goals have not changed. A united 32-county democratic socialist Republic* »⁸⁸³. Cette apparente continuité laisse pourtant place à une nouvelle stratégie consistant à renoncer à la violence dans le but de constituer un front nationaliste comprenant le gouvernement irlandais, le S.D.L.P. et le lobby Irlando-Américain⁸⁸⁴:

*Republicans at this time and on their own do not have the strength to achieve the end goal.[...] The struggle needs strengthening most obviously from other nationalist constituencies led by SDLP, Dublin government and the emerging Irish-American lobby [...]. The leadership decided that if it could get agreement with the Dublin government, the SDLP and the I.A. lobby on basic republican principles which would be enough to create the dynamic that would considerably advance the struggle then it would be prepared to use the TUAS option. [...] The leadership believes there is enough in common to create a substantial political momentum which will considerably advance the struggle at this time.*⁸⁸⁵

En effet, renoncer à la violence était la condition *sine qua non* à la collaboration politique de Dublin et du S.D.L.P. avec les républicains. Ce changement de stratégie ne signifiait toutefois pas la fin du combat républicain, mais la constitution d'un nouveau front⁸⁸⁶. Ainsi, l'unité du mouvement républicain était maintenue.

Il convient toutefois de se demander pourquoi les républicains ont volontairement reproduit la situation de 1975, lorsque l'I.R.A. avait prononcé un cessez-le-feu sans obtenir de concessions préalables de la part des Britanniques. Encore une fois, on trouve la réponse à cette interrogation dans le document *T.U.A.S.*, qui stipule qu'une entente entre les

⁸⁸³ The 'TUAS' (Totally UnArmed Struggle) Document. Avril 1995. Site Internet: <cain.ulst.ac.uk/othelem/organ/ira/tuas94.htm>. Consulté le 15/10/07.

⁸⁸⁴ La plupart des Américains d'origine irlandaise sont des descendants des Irlandais qui ont quitté leur pays suite à la famine des années 1840. Un lien a donc dès lors été établi entre les Etats-Unis et l'Irlande. Lorsque « les Troubles » ont commencé en Irlande du Nord en 1969, d'importantes donations ainsi que des armes provenant des Etats-Unis ont été envoyées aux républicains qui étaient alors perçus comme les défenseurs de la liberté contre les forces impérialistes britanniques. Pendant les grèves de la faim du début des années 1980 en Irlande du Nord, des hommes politiques américains d'origine irlandaise, réunis dans le groupe *Friends of Ireland* (les Amis de l'Irlande) ont également fait d'importantes donations aux républicains. Au début des années 1990, de puissants hommes d'affaires d'origine irlandaise (*corporate Irish-America*), notamment Niall O'Dowl, fondateur de l'*Irish American Magazine* et de l'*Irish Voice*, sont également entrés en contact avec Bill Clinton, à ce moment-là en pleine campagne présidentielle. Un groupe de soutien financier irlando-américain pour le futur Président a alors été mis en place. Dans le même temps, Niall O'Dowl est entré en contact avec le *Sinn Féin*, ce qui a finalement mené à l'implication des Etats-Unis dans la résolution du conflit nord-irlandais.

⁸⁸⁵ The 'TUAS' (Totally UnArmed Struggle) Document. *Op. Cit.*

⁸⁸⁶ *Ibid.*

unionistes de l'U.U.P. et John Major était à l'époque en place, afin de renforcer le pouvoir du Parti conservateur à la Chambre des communes. Par conséquent, ce constat a amené les républicains à déclarer ne pas être disposés à attendre que les Britanniques changent de stratégie mais, au contraire, à « leur forcer la main »⁸⁸⁷ pour faire progresser la situation et le dialogue. L'annonce de l'arrêt des opérations de l'I.R.A. s'interprète donc, d'une part, comme la volonté de former un front nationaliste constitutionnel et, d'autre part, comme une action stratégique visant à forcer les Britanniques à entreprendre le dialogue avec les républicains. « Il est de la responsabilité du gouvernement britannique [...] de saisir cette occasion »⁸⁸⁸, déclare à l'époque Gerry Adams.

Les années qui ont suivi la déclaration historique de l'I.R.A. ont démontré que la déclaration du 31 août 1994 ne signifiait aucunement la fin de l'Armée Républicaine, même si l'événement a résolument marqué le début d'une nouvelle situation politique en Irlande du Nord. L'arrêt des opérations de l'I.R.A. a en effet signalé un désengagement des républicains du conflit armé mais il ne s'agissait aucunement d'une reddition. En effet, l'I.R.A. ne rendrait pas ses armes, ni ne les détruirait, puisque, pour les républicains, il se serait agi là d'un acte de capitulation envers les Britanniques. L'Armée Républicaine continuerait d'exister, au cas où l'arrêt de ses opérations n'aurait pas l'effet escompté, à savoir : la mise en place de pourparlers ouverts au *Sinn Féin*.

Comme il a été démontré précédemment⁸⁸⁹ la réaction de John Major à l'arrêt des opérations de l'I.R.A., justifiée par son besoin de soutien auprès des Unionistes à la Chambre des communes, n'a pas été à la hauteur des espérances des républicains et a ainsi précipité la fin de leur cessez-le-feu. En effet, en exigeant de l'I.R.A. qu'elle prononce un arrêt *permanent* de ses opérations, en faisant de la destruction des armes républicaines une condition supplémentaire à des pourparlers et en refusant de rencontrer officiellement les républicains, le gouvernement britannique a mis en péril le cessez-le-feu et, donc, le processus de paix. C'est ce qu'a confirmé Mitchel McLaughlin, au cours d'une interview menée pour cette étude:

The huge bomb that the IRA had detonated at Canary Wharf [...] had created the circumstances where Sinn Féin was saying to the British government: "at this day this is not a formal negotiation but a back channel negotiation". [...] We believe that we

⁸⁸⁷ "to force their hand". In: *Ibid.*

⁸⁸⁸ "the onus is on the British government [...] to seize this moment". In: Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p. 348.

⁸⁸⁹ Voir : Deuxième partie, II/ A. 2. p. 196.

*can bring this war to an end but it requires an implicit negotiation, a negotiated settlement.*⁸⁹⁰

A partir de ce moment-là, il a donc semblé que les activités de l'I.R.A. dépendraient de l'intégration du *Sinn Féin* sur la scène politique nord-irlandaises et constitueraient un moyen de pression sur les Britanniques. Par ailleurs, au-delà du rôle significatif du S.D.L.P. dans l'avancement du processus de paix, il est aussi devenu évident que le progrès des négociations dépendait entièrement de la configuration de la scène politique nord-irlandaise, irlandaise et britannique. En effet, la volonté de John Hume d'entamer le dialogue avec le *Sinn Féin* a marqué la première étape vers la transformation et l'intégration politique des républicains et, donc, du processus de paix. Albert Reynolds, de son côté, en encourageant la modération du *Sinn Féin* au début des années 1990, en l'impliquant politiquement et en répondant favorablement à l'arrêt des opérations de l'I.R.A.⁸⁹¹ a aussi apporté sa contribution au processus de paix. En revanche, la situation délicate de John Major au sein de la Chambre des communes et son incapacité à répondre favorablement au cessez-le-feu républicain a eu un impact très négatif sur l'avancement du processus de paix, qui s'en est trouvé paralysé. Enfin, c'est bien l'arrivée de Tony Blair au poste de Premier ministre qui a redonné son élan au processus de paix en créant les conditions propices à un nouvel arrêt des opérations de l'Armée Républicaine. C'est en effet le deuxième arrêt des opérations de l'I.R.A. en juillet 1997 qui a réellement permis aux républicains de s'investir politiquement dans le processus de paix en participant aux négociations qui allaient précéder les Accords de Belfast.

Grâce à son implication dans le processus de paix, le *Sinn Féin* a été amené à poursuivre sa transformation vers une pleine intégration politique des républicains dans la province et au sein de l'Assemblée nord-irlandaise prévue par les Accords de Belfast. Cette transformation, on l'a vu, est même allée jusqu'à l'abandon de l'abstentionnisme à la nouvelle Assemblée de Stormont⁸⁹². S'il a été démontré que le *Sinn Féin* s'est distancé de l'I.R.A. au cours du processus de paix, il convient à présent d'établir, en conclusion à cette partie, si cette distanciation des paramilitaires mais également tous les changements d'ordre stratégique qui sont survenus au sein du parti depuis 1981, n'ont pas finalement

⁸⁹⁰ Interview de Mitchel McLaughlin, menée par l'auteur à Stormont le 7 décembre 2009.

⁸⁹¹ Quelques jours après l'annonce de l'arrêt des opérations de l'I.R.A., le 6 septembre 1994, le *Taoiseach* Albert Reynolds a reçu officiellement Gerry Adams (et John Hume) à Dublin.

⁸⁹² Voir : Deuxième partie, II/ A. 3. p. 200.

fait du *Sinn Féin* un parti plus modéré, au risque d'abandonner ses principes fondamentaux et, donc, son identité politique.

En 1986, lors du congrès annuel du *Sinn Féin*, Martin McGuinness déclarait : « *Our position is clear and it will never, never, never change. The war against British rule must continue until freedom is achieved* »⁸⁹³. Pourtant, l'arrêt des opérations de l'I.R.A. a bien eu lieu sans que le gouvernement britannique ne se soit désengagé de l'Irlande du Nord. La même année, Martin McGuinness, toujours, promettait que le *Sinn Féin* n'intégrerait jamais une assemblée à Stormont : « *I would like to give a commitment on behalf of the leadership that we have absolutely no intention of going into Westminster or Stormont* »⁸⁹⁴. Encore, lors de sa correspondance avec le S.D.L.P. en 1988, les dirigeants du parti républicain déclaraient : « Le *Sinn Féin* est totalement opposé à une assemblée au pouvoir partagé et déclare qu'il ne peut pas y avoir de solution partitioniste. Stormont n'est pas un tremplin vers l'unité irlandaise »⁸⁹⁵. La participation du *Sinn Féin* à l'Assemblée nord-irlandaise est pourtant bien ce à quoi s'est engagé le parti en signant les Accords de Belfast en 1998. Le *Sinn Féin* s'est donc effectivement clairement distancé de certains de ses principes tels que l'abstentionnisme au sein d'assemblée mises en place suite à la partition de l'île, ou encore, le soutien de la lutte armée contre le pouvoir britannique, en les réduisant à de simples stratégies. Cependant, le parti républicain est resté attaché à son objectif final : la réunification irlandaise. Comme il le rappelait en effet, en 1998, les Accords de Belfast (et leur acceptation par le *Sinn Féin*) représentaient une transition dans le combat républicain vers « une nouvelle phase potentiellement plus productive »⁸⁹⁶. Pour le *Sinn Féin*, et les républicains en général, il s'agissait alors d'explorer de nouvelles options politiques pour atteindre leur but. Après plusieurs décennies de violence en Irlande du Nord et sous l'influence du S.D.L.P. la conviction du Président du *Sinn Féin* était que seule une stratégie politique et pacifique permettrait aux républicains d'atteindre leur objectif.

Il convient tout de même de souligner que le travail de négociation du *Sinn Féin* auprès de tous les acteurs de la scène politique nord-irlandaise, y compris auprès de la base

⁸⁹³ M. McGuinness, 1986 *Sinn Féin Ard Fheis*. In: Sharrock, David, Devenport, Mark, *Op. Cit.* p 249.

⁸⁹⁴ Martin McGuinness, *Sinn Féin, The politics of revolution*, 1986 and *Sinn Féin Ard Fheis Video 125-126*, Linen Hall Library, Belfast. In: Lynn, Brendan, *Op. Cit.* p. 8.

⁸⁹⁵ «*Sinn Féin is totally opposed to a power-sharing Stormont assembly and states that there cannot be a partitionist solution. Stormont is not a stepping stone to Irish Unity*». In: *Sinn Féin, The Sinn Féin/SDLP Talks*, janvier-septembre 1998. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/SF_SDLP_talks.pdf>. Consulté le 28/08/08.

⁸⁹⁶ «*a new and potentially more productive phase*». In: *Sinn Féin Ard Chomhairle Paper to 1998 Sinn Féin Ard Fheis*, Site internet: <sinnfein.org/ardfheis/98ardfheis/repap.html>. Consulté le 6/11/12.

et de l'électorat du parti, a été décisif au regard de la transformation du parti. Lors d'une interview menée pour cette étude, Mitchel McLaughlin a en effet souligné le fait qu'il avait, à l'époque des Accords de Belfast, été crucial de convaincre les républicains des changements nécessaires à la stratégie républicaine tout en restant fidèle à l'objectif du parti : la réunification de l'île. Il s'agissait alors de faire apparaître l'évolution d'une stratégie armée vers une stratégie exclusivement politique, non pas comme le résultat de l'échec de la campagne armée de l'I.R.A. mais comme la conséquence de son caractère indéfectible :

*it was a very very difficult negotiation. [...] Our argument was: over the preceding two and a half decades of armed struggle republicans had proven that they could not be defeated. The IRA demonstrated they could not be militarily defeated. We had also demonstrated that the republicans had the commitment to the struggle.*⁸⁹⁷

Cette déclaration semble faire écho aux propos de John Hume, en 1988, lorsque ce dernier tentait de convaincre les républicains d'abandonner leur lutte armée en écrivant : « Il est à présent temps pour l'I.R.A. et les membres du mouvement républicain provisoire de réévaluer sérieusement les méthodes qu'ils ont choisies pour atteindre leurs objectifs [...]. Où les méthodes sont-elles devenues plus sacrées que la cause? »⁸⁹⁸. A l'aube de la formation d'une assemblée au pouvoir partagé, les républicains avaient effectivement repensé leurs méthodes, voire abandonné certains de leurs principes, mais leur objectif d'une Irlande unie et indépendante était resté intact.

⁸⁹⁷ Interview de Mitchel McLaughlin, menée par l'auteur à Stormont le 11 décembre 2009.

⁸⁹⁸ "It is now time for the IRA and the members of the Provisional Republican Movement to seriously reconsider the methods that they have chosen to achieve their objectives [...]. Where the methods have become more sacred than the cause?" In: Sinn Féin, *The Sinn Féin/SDLP Talks*, janvier-septembre 1998. SDLP document No.1. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/SF_SDLP_talks.pdf>. Consulté le 28/08/08.

III/ La mise en place des Accords de Belfast : quelles répercussions pour les partis radicaux ?

La signature des Accords de Belfast, qui a couronné de succès les négociations multipartites entre juin 1997 et avril 1998, a représenté le premier pas vers la normalisation de la situation politique en Irlande du Nord⁸⁹⁹. Néanmoins, les Accords, qui visaient à rassembler les partis les plus opposés de la province, ont été interprétés différemment par les partis politiques y ayant adhéré. Aussi ont-ils été présentés à l'électorat nord-irlandais de façons opposées, ce qui a rendu leur mise en application extrêmement difficile.

Les principales difficultés rencontrées au lendemain de la signature des Accords sont les suivantes : premièrement, la réticence de la part des unionistes favorables aux Accords (membres de l'U.U.P.) à partager le pouvoir avec les républicains tant que le désarmement de l'I.R.A. n'aurait pas commencé ; deuxièmement, la question du statut du *Sinn Féin* au sein d'une assemblée au pouvoir partagé ; troisièmement, les attaques répétées de la part de l'un des partis les plus influents en Irlande du Nord – le D.U.P. – envers les unionistes modérés, les républicains et les Accords.

Cette partie propose donc d'identifier le statut et le rôle du *Sinn Féin* et du D.U.P. sur la scène politique nord-irlandaise à l'heure de la formation de l'Assemblée au pouvoir partagée et de démontrer dans quelle mesure leur discours et leur stratégie ont continué à séduire leur électorat respectif et à s'attirer les voix de l'électorat traditionnel des partis plus modérés.

A. La place du *Sinn Féin* et du D.U.P. au lendemain de la signature des Accords de Belfast

1. Les élections de 1998 à l'Assemblée nord-irlandaise

L'approbation des Accords de Belfast par referendum au mois de mai 1998 a entraîné l'organisation d'élections en vue de former une assemblée au pouvoir partagé. Aux vues des résultats obtenus par le S.D.L.P., l'U.U.P. et le *Sinn Féin* aux élections de 1998, c'est un sentiment général favorable aux Accords qui a été renvoyé par les électeurs, ce qui apparaît logique, dans la mesure où la campagne pour le référendum de mai et celle pour les élections à l'Assemblée nord-irlandaise de juin 1998 ont été similaires⁹⁰⁰. En effet,

⁸⁹⁹ Maillot, Agnès, *Op. Cit.* p. 33.

⁹⁰⁰ Elliot, Sydney, "The Referendum and Assembly Elections in Northern Ireland", *Irish Political Studies*, 14, 1999. p. 145.

le D.U.P.⁹⁰¹ a fait campagne contre les Accords en s'opposant à la libération des prisonniers paramilitaires, à l'absence du désarmement de l'I.R.A., et à la présence de ce qu'il percevait comme des terroristes au sein du futur gouvernement nord-irlandais. En revanche, le *Sinn Féin*, tout comme les autres partis favorables au processus de paix⁹⁰² a fait campagne pour la mise en application des Accords.

Le S.D.L.P. est ainsi parvenu à récolter le plus fort pourcentage de votes, avec 21,96% des votes préférentiels, suivi de près par l'U.U.P. qui, lui, a remporté 21,26% des votes. Le Parti unioniste avait donc perdu son statut de premier parti de la Province. En revanche, en termes de sièges, c'est l'U.U.P. qui est arrivé en tête, en remportant 28 sièges, contre 24 pour le S.D.L.P.⁹⁰³. Du côté des partis plus radicaux, le D.U.P., avec 18% de votes en sa faveur, s'est assuré 20 sièges au sein de la nouvelle Assemblée ; enfin, le *Sinn Féin* en obtenant son meilleur score jusqu'alors en termes de pourcentages de votes (17,6%), a remporté 18 sièges⁹⁰⁴. Concernant les partis plus minoritaires, le Parti de l'Alliance a remporté 6 sièges ; l'U.K.U.P. (*UK Unionist Party*), 5 ; les Unionistes Indépendants, 3 ; enfin, le P.U.P. (*Progressive Unionist Party*) et la Coalition Féminine (*Northern Ireland Women Coalition*), 2 chacun.

Ce que révèlent ces résultats (en dehors de la baisse significative du pourcentage de votes en faveur de l'U.U.P. par rapport aux élections locales de 1997⁹⁰⁵) est que l'électorat unioniste, contrairement à l'électorat républicain et nationaliste, s'est montré profondément

⁹⁰¹ L'U.K.U.P. et les Conservateurs nord-irlandais étaient eux aussi opposés aux Accords de Belfast pour les mêmes raisons que le D.U.P.

⁹⁰² Les partis qui étaient également favorables aux Accords de Belfast et ont obtenu des sièges à l'Assemblée nord-irlandaise étaient : l'U.U.P., le S.D.L.P., le parti de l'Alliance, le P.U.P., les Unionistes Indépendants et le N.I.W.C. Political party support in Northern Ireland, 1969 to the present. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/electsum.htm>. Consulté le 15 mars 2006. Voir : annexe n°9.

⁹⁰³ Aux élections à l'Assemblée nord irlandaise, le système électoral est celui du « *Single Transferable Vote* ». En plus de leur vote préférentiel, les électeurs peuvent ainsi indiquer vers quel autre candidat leur vote pourrait être « transféré ». Les électeurs numérotent alors les candidats dans un ordre de préférence. Chaque candidat tente d'atteindre un quota de votes qui représente le nombre minimal de voix nécessaire pour pouvoir être élu. Si aucun candidat ne parvient à être élu au premier dépouillement, le candidat dont le nombre de voix est le plus bas est éliminé et ses voix transférées vers les autres candidats, selon les choix secondaires indiqués par les électeurs sur leur bulletin électoral. A chaque fois qu'un candidat atteint le quota de votes nécessaire pour être élu, le candidat ayant le plus petit nombre de voix est éliminé. Si un candidat atteint le quota nécessaire avec des votes en plus, le surplus de voix est alors transféré vers les autres candidats de « second choix ». Comme le démontrent les résultats des élections de 1998, le nombre de sièges obtenus par un parti n'est pas proportionnel au pourcentage de voix obtenues, même si ce système se veut être plus proportionnel que celui du *First Past The Post*.

⁹⁰⁴ De Bréadún, Deaglán, *The Far Side of Revenge, Making Peace in Northern Ireland*, Cork: The Collins Press, 2001. p. 162. Political party support in Northern Ireland, 1969 to the present. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/electsum.htm>. Consulté le 15 mars 2006. Voir : annexe n°9.

⁹⁰⁵ Political party support in Northern Ireland, 1969 to the present. Political party support in Northern Ireland, 1969 to the present. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/electsum.htm>. Consulté le 15 mars 2006. Voir : annexe n°9.

divisé au sujet des Accords de Belfast – division qui reflétait celle des dirigeants du parti unioniste. Si le total des sièges du P.U.P. et de l’U.U.P. (30) signifiait qu’il y aurait une majorité d’Unionistes pro-Accords à l’Assemblée par rapport aux unionistes anti-Accords (28) représentés par le D.U.P., l’U.K.U.P. et les Unionistes Indépendants, le résultat s’est toutefois avéré décevant pour David Trimble, qui allait devoir éviter à tout prix que des membres de son parti ne rejoignent le camp anti-Accords⁹⁰⁶.

Afin de fournir une explication à cette division du camp unioniste, Deaglán De Bréadún souligne que la campagne de David Trimble, centrée sur les valeurs de modernisation et de pluralisme (dans une ligne plus « Blairite » que « Carsonienne »⁹⁰⁷) a contribué à jouer contre l’U.U.P. et en faveur de partis radicaux comme le D.U.P. Ce dernier s’était justement employé à rassurer les protestants qu’un vote pour le D.U.P. était un gage de protection de leurs intérêts : « *Northern Ireland’s future is safe in our hands. [...] the DUP is the party that cares about you, your family and your future* »⁹⁰⁸. En effet, selon Deaglán De Bréadún, il aurait été plus judicieux de la part de Trimble de concentrer sa campagne sur le fait que la politique de l’U.U.P. était la meilleure au regard de la protection des intérêts unionistes. De cette façon, l’U.U.P. aurait pu affaiblir le camp unioniste radical de Ian Paisley en offrant une alternative pro-unioniste à l’électorat nord-irlandais⁹⁰⁹. Mais ceci ne suffit pour autant pas à expliquer les raisons pour lesquelles les unionistes (à la fois électeurs et membres de l’U.U.P.) se sont montrés extrêmement divisés sur la question des Accords et ce, dès leur signature. Il faut en effet prendre en considération le fait que la communauté protestante a eu, dès la signature des Accords, l’impression que les catholiques avaient plus « gagné » du processus de paix⁹¹⁰, et que ce sentiment s’est amplifié au fil des années. Comme le démontre en effet le sondage ci-dessous, si en 1998, 41% des protestants interrogés considéraient que les unionistes et les nationalistes avaient profité des Accords de Belfast de la même manière, en 2003, ils n’étaient plus que 18%.

⁹⁰⁶ De Bréadún, Deaglán, *Op. Cit.* p. 163.

⁹⁰⁷ “*The line was Blairite when it needed to be Carsonian*”. In: De Bréadún, Deaglán, *Op. Cit.* p. 162.

⁹⁰⁸ Democratic Unionist Party, *Your Best Guarantee for the Future of Northern Ireland, Northern Ireland Assembly Election Manifesto*, Belfast, 1998.

⁹⁰⁹ De Bréadún, Deaglán, *Op. Cit.* p. 162.

⁹¹⁰ Dixon, Paul, *Op. Cit.* p. 287.

Tableau 2 : Qui a le plus bénéficié des Accords du Vendredi Saint ? Perceptions de la communauté protestante nord-irlandaise.

Thinking back to the Good Friday Agreement now, would you say that it has benefited unionists more than nationalists, nationalists more than unionists, or that unionists and nationalists have benefited equally?

	Unionists benefited a little/lot more (%)	Unionists and nationalists benefited equally (%)	Nationalists have benefited a little more than unionists (%)	Nationalists have benefited a lot more than unionists (%)	Nationalists have benefited a little/lot more than unionists (%)	Neither side (from 2001) has benefited; Don't know (%)
1998	2	41	19	31	50	8
1999	1	32	13	46	59	8
2000	1	29	14	42	56	13
2001	2	19	11	52	63	17
2002	2	19	12	55	67	13
2003	0	18	17	53	70	12
2004						
2005	1	20	15	53	68	12

Source: <http://www.ark.ac.uk/nilt/results/polatt.html#gfa>

In : Dixon, Paul, *Northern Ireland, The Politics of War and Peace*, 2nd edition, Hampshire: Palgrave Macmillan, 2008. p. 289.

On constate également, d'après ce document tiré de la BBC, que moins d'un an après le référendum sur les Accords, la communauté protestante aurait en majorité voté « contre » (à 54,4%) si un nouveau référendum s'était tenu. De surcroît, en 2002, les protestants auraient voté à 67,1% contre les Accords.

Tableau 3 : Le déclin du soutien des protestants envers l'Accord du Vendredi Saint

If the referendum was held again today, how would you vote?
(Protestant responses)

	Yes (%)	No (%)
1998 May, Referendum result	55.0	45.0
1999 March	45.6	54.4
2000 May	42.8	57.2
2001 September	42.3	57.7
2002 October	32.9	67.1

Source: BBC Hearts and Minds Poll, 17 October 2002.

In : Dixon, Paul, *Northern Ireland, The Politics of War and Peace*, 2nd edition, Hampshire: Palgrave Macmillan, 2008. p. 288.

Cette vision, de plus en plus affirmée au fil des années, selon laquelle la communauté catholique a plus profité des Accords que la communauté protestante s'explique notamment par la mise en place d'un exécutif (le 1^{er} décembre 1999) et la libération de prisonniers républicains (dès le 11 septembre 1998, jusqu'en juillet 2000) sans que le désarmement des paramilitaires républicains n'ait été obtenu.

Suite aux élections de 1998, lorsque la première réunion de l'Assemblée s'est tenue, le 1^{er} juillet 1998, David Trimble et Seamus Mallon ont respectivement été élus Premier ministre et Premier ministre adjoint, ce qui a démontré qu'en dépit des divisions politiques, une nouvelle démocratie était en train de naître en Irlande du Nord. D'ailleurs, un mois et demi plus tard (le 15 août 1998) l'explosion d'une bombe de l'I.R.A. Véritable⁹¹¹ à Omagh, si elle a profondément marqué les esprits, n'est pas parvenu à provoquer l'échec des Accords de Belfast. En revanche, la pression exercée par les unionistes sur le *Sinn Féin* au regard du désarmement de l'I.R.A. Provisoire s'est visiblement intensifiée et une « guerre des mots »⁹¹² a commencé entre Gerry Adams et David Trimble sur ce sujet sensible. En effet, si Adams pouvait, d'un point de vue strictement légal, soutenir que les Accords de Belfast ne stipulaient pas que l'I.R.A. doive avoir commencé son désarmement pour que l'Assemblée puisse fonctionner, les unionistes, de leur côté, clamaient que la situation politique faisait du désarmement une condition non négociable. Ainsi, cette question est restée « l'épée de Damoclès » planant au dessus du processus de paix⁹¹³.

2. *L'ambiguïté des Accords de Belfast et leur difficile mise en application*

Le fait que les Accords de Belfast aient été approuvés par la plupart des partis nord-irlandais ne signifie pas que leur mise en place et celle de l'Assemblée au pouvoir partagé a été chose aisée. En effet, si les institutions transfrontalières (*cross-border bodies*) et la nouvelle Commission sur les Droits de l'Homme (*Human Rights Commission*) ont pu rapidement voir le jour (en février et mars 1999 respectivement), le fonctionnement de la nouvelle Assemblée s'est en revanche avéré beaucoup plus problématique, ainsi que nous l'avons précédemment évoqué, en raison de la question du désarmement de l'I.R.A. Ainsi, la dévolution des pouvoirs à l'Assemblée nord-irlandaise le 1^{er} décembre 1999 (soit plus d'un an et demi après la signature des Accords de Belfast) n'a-t-elle pu durer que deux mois pour ne reprendre qu'en mai 2000, être à nouveau suspendue à plusieurs reprises durant les deux années suivantes⁹¹⁴.

⁹¹¹ Voir : liste des acronymes.

⁹¹² De Bréadún, Deaglán, *Op. Cit.* p. 180.

⁹¹³ *Ibid.* p. 187.

⁹¹⁴ L'Assemblée nord-irlandaise a été suspendue à quatre reprises du 11 février 1999 au 29 mai 2000 ; pendant 24 heures le 10 août 2001 ; pendant 24 heures le 21 septembre 2001 ; puis, pour une période non définie, le 14 octobre 2002. Source : <cain.ulst.ac.uk>. Consulté le 10 février 2007. La première suspension a été due à l'absence de désarmement de la part de l'I.R.A. et donc, au refus de David Trimble de partager le pouvoir avec le *Sinn Féin* ; la deuxième et la troisième étaient des suspensions « tactiques », dans le but de

L'analyse des Accords de 1998 faite par Paul Dixon fournit une explication pertinente à ces difficultés. Celui-ci remarque en effet que les Accords ont été présentés et perçus comme un véritable compromis entre les unionistes et les républicains⁹¹⁵. Toutefois, toujours selon Dixon, les événements qui ont immédiatement succédé à la signature des Accords, remettent fortement en question la notion même de compromis, dans la mesure où les républicains et les unionistes ont semblé avoir interprété les Accords de manière diamétralement opposée. Comme l'a justement remarqué Mo Mowlam, alors ministre aux Affaires nord-irlandaises, les Accords de Belfast avaient été élaborés de telle façon que les deux grandes familles politiques de la province – nationaliste et unioniste – puissent les interpréter comme une avancée politique pour leur camp au détriment de leurs opposants :

*... the Agreement had space built in for each side to argue its merits in their own way. So for Trimble it 'secured the Union' while for Adams, 'it severely weakened it'. Both could point to different bits in the text to justify their views. That the Good Friday Agreement was open to multiple interpretations proved to be both a strength and a weakness – but it was the only way to get an agreement between all the different parties.*⁹¹⁶

En effet, l'U.U.P. a présenté les Accords à son électorat comme permettant la consolidation de l'Union entre la Grande-Bretagne et la Province (puisque la réunification de l'Irlande ne pourrait pas avoir lieu sans le consentement de la majorité de la population nord-irlandaise), tandis que les républicains les ont présentés (en particulier grâce au Conseil Ministériel commun au Nord et au Sud) comme une étape vers la réunification de l'île. Andrew Rawnsley, lui aussi, souligne que ce manque de convergence de la part des différents signataires des Accords tenait au fait que ces derniers avaient été conçus de telle façon que « chaque protagoniste puisse les interpréter comme une victoire pour sa famille politique »⁹¹⁷. Aussi, le manque de précision des Accords sur des points aussi importants que le désarmement des groupes paramilitaires, est évident dans cet extrait :

All participants accordingly reaffirm their commitment to the total disarmament of all paramilitary organisations. They also confirm their intention to continue to work constructively and in good faith with the Independent Commission, and to use any influence they may have, to achieve the decommissioning of all paramilitary arms

relancer les négociations ; la quatrième suspension, elle, a eu lieu suite aux accusations d'espionnage des gouvernements irlandais et britannique au sein des bureaux du *Sinn Féin* à Stormont.

⁹¹⁵ Dixon, Paul, *Op. Cit.* p. 268.

⁹¹⁶ Mo Mowlam, in : Mowlam, Mo, *Momentum : The Struggle for Peace, Politics and the People*, London: Hodder and Stoughton, 2002, p. 231. In: *Ibid.*

⁹¹⁷ "each protagonist could interpret it as a victory for his tradition". Rawnsley, Arthur, *Servants of the People : The Inside Story of New Labour*, London: Hamish Hamilton, 2000. In: Dixon, Paul, *Op. Cit.* p. 278.

*within two years following endorsement in referendums North and South of the agreement and in the context of the implementation of the overall settlement*⁹¹⁸.

Cette imprécision, ou ce que les historiens et politologues appellent « ambiguïté constructive »⁹¹⁹, a, de manière logique, amené le *Sinn Féin* et l'U.U.P. à se faire les avocats de mises en application différentes des Accords, ce qui a inévitablement été la source d'un certain immobilisme politique.

David Mitchell souligne que les difficultés de mise en œuvre des Accords, illustrées par l'instabilité politique qui a caractérisé la vie politique de la province entre 1998 et 2007, semblent en effet bien répondre au principe d'ambiguïté constructive, expression que l'on peut attribuer au politologue américain Henry Kissinger et que le professeur G. R. Berridge définit comme « l'utilisation délibérée d'un langage ambigu sur un sujet sensible dans le but d'une avancée politique »⁹²⁰.

Trois raisons distinctes semblent de fait se dégager quant à la nécessité d'user d'un certain degré d'ambiguïté constructive dans un accord de paix et donc, dans les Accords de Belfast. Premièrement, une telle stratégie donne la possibilité d'éviter qu'un problème particulier ne fasse échouer un accord général, permettant ainsi qu'une avancée soit possible au regard de questions moins controversées (dans le cas des Accords de Belfast, la formation d'une assemblée au pouvoir partagé et d'un Conseil anglo-irlandais par exemple). Deuxièmement, en cas de menace de violence ou de contexte violent, les médiateurs font en sorte qu'un accord soit convenu le plus rapidement possible et que les sujets sensibles soient abordés ultérieurement. Troisièmement, le principe d'ambiguïté constructive permet aux partis opposés d'affirmer que des concessions leur ont été faites sur des questions importantes, permettant ainsi de favoriser la négociation avec leur électorat respectif⁹²¹.

Les bénéfices de l'ambiguïté constructive des Accords de Belfast ont néanmoins rapidement montré leurs limites. Pendant les négociations, en effet, le chef de l'U.U.P. David Trimble, avait indiqué à son parti que l'I.R.A. devrait avoir commencé son désarmement avant que le *Sinn Féin* ne puisse intégrer un exécutif au pouvoir partagé. Il

⁹¹⁸ Voir : annexe n° 11: *Agreement reached in the multi-party negotiations The Good Friday Agreement*, 10 avril 1998. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/agreement.htm>. Consulté le 15/10/2012.

⁹¹⁹ "constructive ambiguity". Dixon, Paul, *Op. Cit.* p. 268; Mitchell, David, "Cooking the Fudge : Constructive Ambiguity and the implementation of the Northern Ireland Agreement, 1998-2007", *Irish Political Studies*, Vol. 24, N°3, 321-336, September 2009; Arthur Aughey.

⁹²⁰ "the deliberate use of ambiguous language on a sensitive issue in order to advance some political purpose." Berridge, G. R. "Constructive ambiguity", in: *A dictionary of diplomacy*, 2003. In: Mitchell, David, *Op. Cit.* p. 322.

⁹²¹ Mitchell, David, *Op. Cit.* p. 323.

avait en effet été convaincu par Tony Blair que les événements se dérouleraient de cette façon (il s'agissait alors d'une stratégie afin de s'assurer que les unionistes encourageraient leur électorat à voter « oui » au référendum sur les Accords⁹²²). Toutefois, dans la mesure où les Accords de Belfast ne précisait pas que l'I.R.A. devait commencer son désarmement avant que le *Sinn Féin* ne participe à l'exécutif, le parti républicain a exploité l'ambiguïté des Accords ainsi que celle entourant sa relation avec l'I.R.A. Les républicains ont ainsi soutenu que les Accords ne stipulaient pas que le désarmement de l'I.R.A. était une pré-condition à leur participation au sein de l'Exécutif et ont souligné que l'I.R.A. était une toute autre organisation qui n'avait pas signé d'accord l'engageant à détruire ses armes. Ainsi, même si la signature des Accords à la fois par les républicains, les nationalistes et les unionistes a, dans un premier temps, indiqué qu'un progrès avait été accompli, leur mise en application s'est rapidement révélée difficile. Éviter d'aborder avec précision des sujets sensibles tels que le désarmement de l'I.R.A. a, certes, permis d'éviter le blocage des négociations ayant mené à la signature des Accords mais a, en contrepartie, contribué à paralyser la vie politique nord-irlandaise les années suivantes. De plus, l'ambiguïté du texte a contribué à mettre en exergue la méfiance mutuelle des partis nord-irlandais, même si cette dernière avait été dissimulée le temps de la signature du *Good Friday Agreement*. Ainsi, chacun des deux camps de la politique nord-irlandaise a tenu l'autre responsable de la continuation du conflit politique. Pour les républicains, la position des unionistes sur le désarmement de l'I.R.A. n'était pas démocratique et résultait de leur traditionnelle volonté de dominer la politique de la province ; pour les unionistes, en revanche, le refus de la part des républicains de désarmer l'I.R.A. démontrait que la violence républicaine n'avait pas disparu⁹²³. Enfin, selon les unionistes de l'U.U.P., le manque de rigueur, voire le laxisme, du gouvernement britannique vis-à-vis des républicains a été à l'origine du manque de progrès politique au lendemain de la signature des Accords. Comme l'a en effet déclaré Ken Maginnis, alors membre de l'U.U.P., à l'*Irish Times* en décembre 1998,

*The difficulty is not in the Agreement itself but in the manner in which the [...] government [...] is trying to implement the Agreement. Their attention is [...] centred on terrorists, on the IRA [...]. They are particularly sensitive to those people and giving far too much latitude*⁹²⁴.

⁹²² Dixon, Paul, *Op. Cit.* p. 272.

⁹²³ Mitchell, David, *Op. Cit.* p. 326-7.

⁹²⁴ Breene, Suzanne, "Mowlam insists progress before Christmas crucial", *The Irish Times*, 11 décembre 1998.

La suspension de l'Assemblée nord-irlandaise en raison de l'absence de désarmement de la part de l'I.R.A. a donc donné raison à l'interprétation unioniste des Accords mais a, comme nous le verrons ultérieurement, semblé faire le succès des partis les plus radicaux de la province : le *Sinn Féin* et le D.U.P.

3. Les gains électoraux du D.U.P. et du *Sinn Féin* suite aux Accords

A la question : « le D.U.P. et le *Sinn Féin* ont-ils gagné des Accords d'un point de vue électoral? », la réponse est clairement « oui », si l'on compare les résultats électoraux de ces deux partis aux élections à l'Assemblée de 1998 et aux élections locales de 1997 :

Tableau 4 : Comparatif des résultats électoraux du D.U.P. et du *Sinn Féin* aux élections locales de 1997 et aux élections à l'Assemblée nord-irlandaise de 1998

	D.U.P.	<i>Sinn Féin</i>
Elections locales 1997	15,6%	16,9%
Elections à l'Assemblée nord-irlandaise	18,0%	17,7%

Source : Political party support in Northern Ireland, 1969 to the present. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/electsum.htm>. Consulté le 15 mars 2006. Voir annexe n°9.

Au regard de ces résultats, ce sont les votes en faveur du D.U.P. qui ont augmenté de la manière la plus significative. Cela s'explique notamment par le fait que, contrairement au *Sinn Féin*, qui n'a pas axé sa campagne contre le S.D.L.P., le D.U.P., lui, comme il a été expliqué précédemment, a dirigé sa campagne contre les Accords de Belfast et, surtout, contre ses rivaux unionistes de l'U.U.P. En effet, alors que la progression électorale du *Sinn Féin* n'a pas eu d'impact sur les résultats électoraux du S.D.L.P. (1997 : 20,7% ; 1998 : 21,9), la progression du D.U.P., semble s'être clairement faite au détriment de l'U.U.P. (1997 : 27,8% ; 1998 : 21,3 %) Au cours d'une interview menée dans le cadre de cette étude, George Savage, alors membre de l'U.U.P. et de l'Assemblée législative nord-irlandaise, a confirmé que la politique d'opposition du D.U.P., dans un contexte de transition politique qui pouvait s'avérer inquiétant pour l'électorat, a attaqué les défenseurs des Accords de Belfast, joué sur les peurs de la communauté protestante et en a récolté les fruits électoraux sans pour autant proposer d'alternative à la politique de l'U.U.P. :

First we used to be the largest party here in Northern Ireland [...]. But [...] David Trimble had to take very hard and unpopular decisions to bring about the Belfast Agreement. And because of that, when the next election was called, our party polled not too good and we lost a lot of seats. The DUP was the party that set back, done nothing, and criticised us for [...] moving the country forward and [...] we lost a lot of support out in the country. Maybe it was our fault, our leader's fault. Maybe he didn't sell it properly. But I think it was moving the situation forward, instead of having a country with gun law. [...] The DUP gained votes because they said they wouldn't do this, they wouldn't do that and they wouldn't go into government with Sinn Féin. [...] it's very easy to sit in the sideline and say no⁹²⁵.

Les « décisions impopulaires » auxquelles George Savage fait allusion ici sont notamment le partage du pouvoir avec les républicains ou encore la libération de prisonniers issus des groupes paramilitaires nord-irlandais (et notamment de l'I.R.A.). La contestation incessante du D.U.P. a ainsi continué d'avoir pour effet de séduire l'électorat unioniste. Le parti a d'ailleurs lancé, dans son manifeste électoral de 1998, un appel direct à l'électorat unioniste de l'U.U.P. :

The DUP will be hard at work in the new Assembly representing your interests. Whether you are one of the majority of Unionists who voted "No" or someone who voted "Yes" with reservations, we share your concerns about: unreconstructed terrorists in Government, the retention of illegal weapons by terrorists, the plans for the destruction of the RUC⁹²⁶, all-Ireland bodies with executive powers, the mass release of terrorists, British sovereignty being eroded⁹²⁷.

De plus, lors du congrès annuel du parti, en novembre 1998, Peter Robinson a explicitement demandé aux partisans de l'U.U.P. de renverser David Trimble⁹²⁸. Le D.U.P., sous la plume de Peter Robinson, s'est également déclaré attaqué par ceux que le parti considérait à l'époque comme les « traîtres » de l'U.U.P. et par la République d'Irlande, taxée de « détestable agresseur »⁹²⁹, dans un discours qui s'articule autour de la « théorie du complot »⁹³⁰ et se raccroche aux thèmes fondamentaux du parti. A l'époque, les commentateurs politiques avaient d'ailleurs souligné que les difficultés du D.U.P. à accepter le changement et les compromis ne pourraient que servir les intérêts du parti sur le

⁹²⁵ Interview de George Savage, menée par l'auteur à Stormont le 7 décembre 2009.

⁹²⁶ Les Accords de Belfast prévoyaient la création d'une nouvelle force de police représentative de la population nord-irlandaise (et non plus composée d'agents en grande partie issus de la communauté protestante) et impartiales. Par conséquent, le R.U.C. allait être amené à disparaître.

⁹²⁷ Democratic Unionist Party, *Your Best Guarantee for the Future of Northern Ireland, Northern Ireland Assembly Election Manifesto*, Belfast, 1998.

⁹²⁸ Breen, Suzanne, "Paisley defies his age and opponents", *The Irish Times*, 30 novembre 1998. p. 8.

⁹²⁹ "traitors", "detestable aggressor". Peter Robinson, in: Breen, Suzanne, "Paisley defies his age and opponents", *The Irish Times*, 30 novembre 1998. p. 8.

⁹³⁰ "Conspiracy theory". *Ibid.*

court terme⁹³¹. Comme il sera démontré ultérieurement dans cette étude, cela s'est avéré être une fausse estimation, dans la mesure où le D.U.P. s'est progressivement imposé sur la scène politique nord-irlandaise comme une alternative à l'U.U.P.

Contrairement aux unionistes radicaux, le *Sinn Féin* n'a pas augmenté son pourcentage de voix de façon aussi significative que le D.U.P. Toutefois, dans la mesure où le parti a réalisé son meilleur score électoral lors des élections à l'Assemblée nord-irlandaise, il convient de s'interroger brièvement sur les raisons de ce succès.

Tout d'abord, le *Sinn Féin* Républicain⁹³² ainsi que les groupes républicains radicaux⁹³³, en dépit de leur critique de la politique du *Sinn Féin* Provisoire et de la « trahison » représentée par la signature des Accords de Belfast, ont été marginalisés et isolés au lendemain de la signature des Accords⁹³⁴. De ce fait, la division du camp républicain n'a pas été significative et n'a pas pu mettre en danger la cohésion ni la stratégie électorale du *Sinn Féin*. Ensuite, pour la grande majorité des Républicains, tant issus de l'I.R.A. que du *Sinn Féin*, les Accords de Belfast ont représenté « un compromis honorable » et ceux-ci ont soutenu le changement historique que la signature des Accords a impliqué pour le parti (siéger à Stormont et ainsi jouir d'un pouvoir décisionnel)⁹³⁵. Le *Sinn Féin*, qui n'a ainsi pas été divisé, n'a pas souffert électoralement. De plus, son score électoral peut aussi être expliqué par le fait que certains électeurs issus de la communauté nationaliste et auparavant réticents à voter pour le *Sinn Féin* à cause de la violence de l'I.R.A., ont apprécié la nouvelle politique du parti et l'ont encouragé sur la voie constitutionnelle. Comme Feargal Cochrane l'a souligné dans *Fortnight*, au lendemain du résultat des élections à l'Assemblée de 1998, le fait que le *Sinn Féin* se trouve parmi les « grands gagnants » a toutefois été sous-estimé par les sondages et l'auteur soulevait déjà à l'époque la question d'un éventuel rattrapage du S.D.L.P. par le *Sinn Féin* et son possible statut de premier parti nationaliste de la province⁹³⁶.

À présent que les difficultés liées à la mise en œuvre des Accords et leurs répercussions sur le D.U.P. et le *Sinn Féin* ont été démontrées, il convient de s'interroger sur le statut et le rôle qu'ont eu à jouer ces deux partis lors de la dévolution des pouvoirs

⁹³¹ *Ibid.*

⁹³² En novembre 1986, lorsque le *Sinn Féin* a autorisé ses candidats élus à siéger au sein de la *Dáil*, Ruairi O'Bradaigh, suivi d'autres membres dissidents du parti, ont formé le *Sinn Féin* Républicain.

⁹³³ Formée en novembre 1997 par des membres dissidents de l'I.R.A. Provisoire, l'I.R.A. Véritable (*Real IRA*) s'est opposée au processus de paix et aux décisions de la direction politique du *Sinn Féin* Provisoire.

⁹³⁴ Breene Suzanne, "Paisley the brave", *Fortnight*, décembre/janvier 1999. p. 7.

⁹³⁵ Murray, Gerard, Tonge, Jonathan, *Op. Cit.* p. 218.

⁹³⁶ Cochrane, Feargal, "Facing the music", *Fortnight*, juillet/août 1998. p. 12.

par Westminster, dès le 1^{er} décembre 1999, puis au cours des différentes suspensions de l'Assemblée qui ont marqué le début des années 2000.

B. Le statut du *Sinn Féin* et du D.U.P. au sein de l'Assemblée nord-irlandaise

Le seul point sur lequel le D.U.P. et le *Sinn Féin* se sont accordés au lendemain de la signature des Accords était que ces derniers représentaient le premier pas vers la réunification de l'île. Néanmoins, si pour le *Sinn Féin*, la réunification irlandaise correspondait à son idéal politique, pour le D.U.P., en revanche, il s'agissait de la pire de ses craintes. Aussi, après avoir, dans un premier temps, souhaité anéantir les Accords, le D.U.P. a déclaré souhaiter les renégocier⁹³⁷, dans la mesure où la majorité de la population nord-irlandaise s'était prononcé en leur faveur. Les membres du D.U.P. ont donc accepté de prendre leurs postes au sein de l'Exécutif mais ont refusé de siéger en même temps que le *Sinn Féin*, en signe de protestation. Pour la direction du *Sinn Féin*, au contraire, il s'agissait de mettre pleinement en pratique les Accords et, ainsi, de faire accepter la présence des républicains au sein des institutions politiques nord-irlandaises. Pour ces raisons, la place du *Sinn Féin* et du D.U.P. au sein de l'Assemblée nord-irlandaise s'entend de deux manières différentes. Tandis que le *Sinn Féin* a tenté de trouver sa place au sein d'institutions dans lesquelles il ne souhaitait auparavant pas participer, le D.U.P., lui, a renvoyé l'image d'un parti toujours plus contestataire.

Parce que les négociations ayant mené aux différentes phases d'exercice de l'Assemblée et de l'Exécutif nord-irlandais ont déjà fait l'objet de nombreux ouvrages et articles⁹³⁸, cette partie se concentrera plus précisément sur le statut du *Sinn Féin* et du D.U.P. au sein des institutions politiques nord-irlandaises au lendemain de la signature des Accords, dans le but de démontrer l'émergence d'un nouveau climat et d'une nouvelle donne politiques dans la Province.

1. De l'abstentionnisme à la participation politique active : une intégration politique réussie pour le Sinn Féin ?

Le succès électoral du *Sinn Féin* au lendemain de la signature des Accords de Belfast a rapidement été contrebalancé par les attaques de la part des opposants politiques du parti, lesquels l'ont accusé d'être à l'origine du blocage du processus de paix et de la mise en

⁹³⁷ Dixon, Paul, *Op. Cit.* p. 302.

⁹³⁸ Dixon, Paul, *Op. Cit.* Chapitre 10; Moloney, Ed, *Op. Cit.* Chapitre 13; Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *Endgame in Ireland, Op. Cit.* Chapitre 17; Tonge, Jonathan, "The formation of the Northern Ireland Executive", *Irish Political Studies*, 15, 2000. p. 153-161.

œuvre des Accords. Le désaccord entre unionistes et républicains sur la question du désarmement de l'I.R.A. a en effet rendu extrêmement difficile le progrès politique des années qui ont suivi la signature des Accords de Belfast et la dévolution des pouvoirs des pouvoirs à l'Assemblée nord-irlandaise. En effet, tandis que l'U.U.P., mais également le S.D.L.P. et les gouvernements britannique et irlandais faisaient pression sur le *Sinn Féin* pour que ce dernier incite l'I.R.A. à entamer son désarmement et ainsi permettre la formation d'un exécutif, le parti républicain a insisté sur le fait qu'une distinction devait être faite entre le *Sinn Féin* et l'I.R.A., tout en soulignant que le parti républicain ne détenait aucune arme et que l'I.R.A. n'était pas l'unique groupe armé de la Province à ne pas souhaiter rendre les armes :

*The IRA has made it clear that it will nor surrender its weapons. So have the other armed groups including the British forces. Sinn Féin is not an armed group. We are not the IRA. We want to see all the guns taken out of the Irish politics and we will continue to work for that*⁹³⁹.

En dépit de leurs divergences d'opinion, la persévérance de Gerry Adams et de David Trimble à faire fonctionner l'Assemblée et l'Exécutif nord-irlandais s'explique aisément. Premièrement, l'avenir politique de l'U.U.P. et, surtout, le statut de chef de l'U.U.P. de David Trimble sont apparus être totalement dépendants de la mise en place des Accords qu'ils avaient défendus et, donc, du désarmement de l'I.R.A.⁹⁴⁰, puisque le parti avait assuré à ses électeurs qu'il s'agissait de la condition à la formation d'un exécutif. Ainsi, le chef de l'U.U.P. s'est montré prêt à prendre des risques politiques afin de faciliter le désarmement des républicains. Deuxièmement, le *Sinn Féin*, pour s'intégrer à la vie politique de la province, avait besoin de David Trimble et de la présence de l'U.U.P. à l'Assemblée dans la mesure où le parti était favorable aux Accords (et donc au partage du pouvoir avec les républicains), contrairement au D.U.P. Ainsi, après mûre réflexion au sein des camps républicain et unioniste et, surtout, suite à une annonce de l'I.R.A. en novembre 1999 selon laquelle le groupe paramilitaire déclarait accepter de rencontrer la commission internationale chargée du désarmement en Irlande du Nord (I.I.C.D.)⁹⁴¹, la dévolution des pouvoirs à l'Assemblée nord-irlandaise a pu être mise en place (même si sa durée a été limitée et soumise à plusieurs suspensions).

⁹³⁹ Adams, Gerry, Presidential address to Reconvened Sinn Féin Ard Fheis, 10 mai 1998. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ga/10598>> . Consulté le 19/11/2007.

⁹⁴⁰ Mallie, Eamon, McKittrick, David, *Endgame in Ireland*, Hodder and Soughton, London: 2001. p. 265.

⁹⁴¹ Voir : liste des acronymes.

Les institutions politiques mises en place selon la lettre des Accords de 1998 ont tout d'abord été perçues par le *Sinn Féin* comme une opportunité de promouvoir la réunification de l'île⁹⁴², un objectif qui est resté, rappelons-le, au cœur de la stratégie politique des républicains malgré leur participation au sein d'une institution partitionniste⁹⁴³. « Notre parti est le seul parti national en Irlande et nous devons construire notre force politique partout sur cette île si nous souhaitons obtenir les avancées nationales que nous exigeons »⁹⁴⁴, déclarait d'ailleurs Gerry Adams lors du congrès du *Sinn Féin* en mai 1998. La volonté d'intégration au sein des institutions politiques nord-irlandaises est ainsi très présente dans les documents publiés par le parti ou les discours de Gerry Adams (entre 1998 et 1999) dans lesquels l'« engagement » (« *commitment* ») du parti dans le processus de paix est un principe véritablement martelé par les membres du *Sinn Féin*⁹⁴⁵, sans doute dans le but de souligner l'engagement nécessaire de tous les signataires des Accords à la mise en place des institutions politiques nord-irlandaises. De plus, en participant à l'Exécutif nord-irlandais, il s'agissait pour les républicains de transformer la vision jusqu'alors négative des unionistes à leur égard. Comme l'a en effet déclaré Bairbre de Brún lors d'une interview : « *It was equally important that unionists who might have been fearful of Martin McGuinness and myself becoming ministers would see us being able to have a positive impact* »⁹⁴⁶.

Comme le soulignent Gerard Murray et Jonathan Tonge, les politiques économiques et sociales proposées par le *Sinn Féin* (mais aussi par le S.D.L.P.) ont été largement ignorées dans le contexte des « Troubles » et de la mise en place du processus de paix⁹⁴⁷. Toutefois, suite à la dévolution des pouvoirs à l'Assemblée nord-irlandaise et l'obtention du poste de ministre de l'éducation par Martin McGuinness et de celui de ministre de la

⁹⁴² Maillot, Agnès, *Op. Cit.* p. 52.

⁹⁴³ *Sinn Féin, Defending the Good Friday Agreement*, Sinn Féin's submission to the Mitchell Review, Dublin, 23 septembre 1999. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/DefendingtheGFA.pdf>. Consulté le 28/08/08.

⁹⁴⁴ « *our party is the only national one in Ireland and we have to build our political strength everywhere on this island if we are to secure the national advances we require* ». Gerry Adams, in: Maillot, Agnès, *Op. Cit.* p. 52.

⁹⁴⁵ *Sinn Féin, Defending the Good Friday Agreement*, Sinn Féin's submission to the Mitchell Review, Dublin, 23 septembre 1999. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/DefendingtheGFA.pdf>. Consulté le 28/08/08. Adams, Gerry, Address to the Sinn Féin Ard Fheis, 9 mai 1999. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ga/9599.htm>>. Consulté le 19/11/07. *Sinn Féin, Breaking the Impasse: A Sinn Féin Declaration*, 30 juin 1999. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/sf30699.htm>>. Consulté le 19/11/07.

⁹⁴⁶ Bairbre de Brún, in: Maillot, Agnès, *Op. Cit.* p. 58.

⁹⁴⁷ Murray, Gerard, Tonge, *Op. Cit.* p. 240.

santé par Bairbre de Brún⁹⁴⁸, le *Sinn Féin* a pu proposer un programme politique que Tonge et Murray ont qualifié de « républicain travailliste » (*Republican labour*) dans la mesure où le langage adopté par le *Sinn Féin* semblait faire écho à celui du *New Labour*⁹⁴⁹. Les projets de Martin McGuinness dans le domaine de l'éducation tels que la disparition du *11-plus exam*⁹⁵⁰, une campagne de lutte contre les inégalités du système éducatif et l'illettrisme ou encore la facilitation de la mobilité des enseignants entre le Nord et le Sud de l'île n'ont toutefois pas pu se concrétiser en raison de la courte durée (72 jours seulement) de l'Assemblée formée en décembre 1999. Aussi, malgré l'impatience des gouvernements britannique et irlandais, la mise en place de l'Assemblée a semblé être prématurée dès lors que la nomination de Martin McGuinness (un ancien membre de l'I.R.A., qui plus est, ayant quitté le système scolaire à l'âge de 15 ans) au poste de ministre de l'éducation a suscité une vive inquiétude auprès de la population unioniste et une certaine agitation parmi les membres unionistes de l'Assemblée⁹⁵¹. Par ailleurs, le fait que Bairbre de Brún ait été vivement critiquée pour ce qui a été perçu par certains comme des tentatives de mise en place de politiques allant à l'encontre de la population protestante⁹⁵² contribue à renforcer l'argument selon lequel en 1999, les tensions politiques et intercommunautaires ne s'étaient pas apaisées au point de permettre une entente politique entre les différents partis de la province ou encore, l'intégration du *Sinn Féin* au sein des structures politiques de la province.

A ces difficultés s'est ajouté le fait qu'en février 2000, aucun progrès n'avait été observé au regard du désarmement de l'I.R.A., ce qui a provoqué la démission de David Trimble du poste de Premier ministre et la suspension de l'Assemblée nord-irlandaise.

⁹⁴⁸ Les postes ministériels de l'exécutif nord-irlandais ont été attribués selon la procédure D'Hondt : les sièges au sein de l'exécutif étaient calculés par rapport au poids des partis au sein de l'Assemblée. De plus, l'ordre selon lequel les différents partis pouvaient choisir leurs ministères était également basé sur leur nombre de sièges obtenus à l'issue des élections à l'Assemblée. Ainsi, le D.U.P. et le *Sinn Féin*, respectivement en troisième et quatrième position ont pu choisir deux postes chacun au sein de l'exécutif. Dans la mesure où l'éducation était intimement liée au principe d'égalité (*Sinn Féin, Defending the Good Friday Agreement, Op.Cit*) que souhaitait promouvoir au sein des nouvelles institutions politiques de la Province, il n'est pas surprenant que le *Sinn Féin* ait demandé ce poste (Maillot, Agnès, *Op.Cit.* p. 54.). Les ministres n'ont toutefois pas joui de leurs pouvoirs avant le 1^{er} décembre 1999, date de la dévolution des pouvoirs à l'Irlande du Nord.

⁹⁴⁹ Murray, Gerard, Tonge, *Op. Cit.* p. 241.

⁹⁵⁰ L'*11-plus exam* est un examen auquel tous les élèves se soumettent en Angleterre, au pays de Galles et en Irlande du Nord pour déterminer quel type d'établissement secondaire ils fréquenteront. L'examen a fait l'objet de nombreuses critiques, notamment en raison de son aspect élitiste.

⁹⁵¹ Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *Endgame in Ireland, Op. Cit.* p. 267.

⁹⁵² De Brún a été accusée de vouloir mettre en place une politique visant à favoriser les quartiers nationalistes lorsque celle-ci a proposé de déplacer les services de maternité à Belfast-Ouest (un quartier majoritairement nationaliste). La politique de Martin McGuinness dans le domaine de l'éducation a également fait l'objet des mêmes critiques.

Comme expliqué précédemment, l'imprécision des Accords de Belfast sur le sujet du désarmement a laissé place à des interprétations divergentes par les différents partis de la province et a, par conséquent, créé un flou autour de la question du désarmement des groupes paramilitaires. Cela a inévitablement contribué à entretenir les divisions ainsi que les craintes traditionnelles des camps unioniste et républicain et empêché la mise en place d'une relation de confiance entre les différents partis, nécessaire à toute collaboration politique. Ainsi, de manière logique, les partis unionistes et républicains ont élaboré des stratégies contradictoires de mises en place des Accords de 1998 qui se sont nécessairement avérées être vouées à l'échec. La pression exercée par le camp unioniste sur le *Sinn Féin*, résumée par le crédo : « pas d'armes, pas de gouvernement » (« *no guns, no government* »), a en effet contribué à rendre l'I.R.A. réticente à l'idée d'un désarmement en raison de ce que les républicains percevaient comme une volonté d'humilier les catholiques et de les exclure du pouvoir politique⁹⁵³, tandis que le non-désarmement de l'I.R.A. signifiait, aux yeux des unionistes, que le camp républicain dans son ensemble n'était pas engagé dans un type d'action exclusivement pacifique.

A posteriori, la demande du D.U.P. de renégocier les Accords n'apparaît donc pas être dépourvue de logique, dans la mesure où, après les différentes suspensions de l'Assemblée entre 2000 et 2002, il a véritablement semblé que les Accords étaient impraticables (à moins qu'un désarmement de l'I.R.A. ne prenne place).

2. *La participation du D.U.P. à l'Assemblée nord-irlandaise : quels enjeux politiques?*

Dès lors qu'il a accepté de négocier puis de signer les Accords de Belfast et, surtout, de partager le pouvoir avec les républicains en décembre 1999 sans que le désarmement de l'I.R.A. n'ait commencé, David Trimble s'est trouvé sous le feu des critiques de certains membres de son parti et, de manière prévisible, du D.U.P., dans la mesure où il existait une division générale du camp unioniste et de l'U.U.P. sur la question des Accords. Ainsi, le 28 novembre 1999 (quelques jours avant la dévolution des pouvoirs à l'Assemblée nord-irlandaise), lors du congrès de son parti, Ian Paisley s'attaquait violemment au chef de l'U.U.P., tout en appelant directement les unionistes à le sanctionner électoralement:

Of him who professes to be a dedicated ally but who goes over to the enemy because of personal advantage, no words in any language are adequate to describe. He is a liar, a cheat, a hypocrite, a knave, a thief, a loathsome reptile which needs to be

⁹⁵³ Mitchell, David, *Op. Cit.* p. 329.

*scorched. I will let the people of Ulster detect for themselves the traitor and then pass their own verdict*⁹⁵⁴.

L'acceptation des Accords par la majorité de la population nord-irlandaise a néanmoins rendu impossible l'opposition du D.U.P. à leur mise en place, au risque d'aller à l'encontre d'une décision démocratique et par souci de cohérence politique. En effet, rappelons que le D.U.P. a défendu, dès sa création, l'Union entre l'Irlande du Nord et l'Angleterre pour la même raison : parce qu'une majorité de la population nord-irlandaise y était favorable⁹⁵⁵. Ainsi, le D.U.P. n'a pas entrepris d'action de confrontation comme en 1974 et en 1977, d'autant que, contrairement au moment de la grève de l'U.W.C., les paramilitaires loyalistes n'étaient pas du côté de Paisley et avaient approuvé les Accords. La seule alternative politique qui s'est alors offerte au D.U.P. a été de prendre part au fonctionnement des nouvelles institutions politiques prévues par les Accords de 1998. Toutefois, cette participation s'est faite selon les propres conditions du parti.

Le D.U.P. s'est ainsi dès le départ opposé à siéger au sein des institutions transfrontalières prévues par les Accords mais a jugé essentiel de siéger à l'Assemblée nord-irlandaise dans le but de « faire échouer la tentative de réunifier l'Irlande »⁹⁵⁶ (était sous-entendu : dans le but de détruire les Accords et non pour partager le pouvoir avec les nationalistes et les républicains). Le chef du D.U.P. s'est en effet, en mai 1998, déclaré être contre le partage du pouvoir avec les nationalistes, puisque, selon lui, ceux-ci n'avaient que pour seul but de détruire l'Ulster :

*I am opposed personally to power-sharing with nationalists because Nationalists are only power-sharing to destroy Northern Ireland and you don't put people into a government to destroy a country, you put them into government to protect a country and defend it and to do the best for the country*⁹⁵⁷.

Deux mois après cette déclaration, en revanche, suite au résultat encourageant du D.U.P. aux élections à l'Assemblée, le parti a changé de stratégie et a accepté deux postes au sein de l'Exécutif, impliquant, *de facto*, l'acceptation du principe du partage du pouvoir par le parti. Le parti a tout de même indiqué qu'il ne siègerait pas en même temps que le *Sinn Féin*, certainement dans le but d'écarter les critiques d'autres parti anti-Accords

⁹⁵⁴ Paisley, Ian, Speech to DUP Annual Conference, 28 novembre 1998. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ip281198.htm>>. Consulté le 15/03/06.

⁹⁵⁵ Moloney, Ed, *Op. Cit.* p. 362.

⁹⁵⁶ “to destroy the attempt to put us into a united Ireland”. Ian Paisley, *Belfast News Letter*, 16 mai 1998. In: Moloney, Ed, *Op. Cit.* p. 379.

⁹⁵⁷ Ian Paisley, *Belfast News Letter*, 16 mai 1998. In: Moloney, Ed, *Op. Cit.* p. 379.

comme l'U.K.U.P. Peter Robinson a ainsi remporté le poste de ministre du Développement Régional et Nigel Dodds, celui du Développement Social. Comme le remarque Ed Moloney, la décision du D.U.P. de prendre ses fonctions au sein de l'Exécutif a marqué une rupture dans le camp des anti-Accords⁹⁵⁸ mais a surtout contribué à révéler la véritable stratégie du D.U.P. Les propos recueillis par Moloney auprès d'un membre du D.U.P. en septembre 2007 semblent en effet confirmer l'hypothèse selon laquelle, lorsque le D.U.P. a accepté les postes au sein de l'Exécutif, il s'agissait avant tout d'une stratégie électorale :

*The decision to take ministerial posts was a big one. [...] On the one hand the logic of opposition to the Good Friday Agreement extends to not taking seats but the problem is that if we had taken that route, [...] we would have become isolated and we would become marginalised. Then we realised that we could become Ministers in opposition and that won the argument*⁹⁵⁹.

Prendre part à l'Assemblée a également signifié pour le D.U.P. endosser le rôle de l'Opposition et, ainsi, saisir l'opportunité d'attaquer David Trimble, toujours à des fins électorales. Compte tenu de la division de la population protestante au regard du contenu des Accords⁹⁶⁰, le D.U.P. avait très certainement anticipé que la prise de fonctions des ministres issus du *Sinn Féin* ou encore le sujet sensible du désarmement de l'I.R.A. (très incertain en 1998) pourraient jouer en la faveur des unionistes plus radicaux. Ainsi, l'avenir politique du D.U.P. est également apparu comme étant dépendant de la politique des républicains et des décisions de l'I.R.A. dans la mesure où le non-désarmement de l'I.R.A. et la participation des membres du *Sinn Féin* au gouvernement pourraient renforcer le sentiment d'opposition de la population unioniste envers les Accords et donc, faire le succès du D.U.P. C'est en effet la tournure qu'ont pris les événements des années 1999 et 2000 alors que l'I.R.A. a continué la plupart de ses activités, telles que le trafic d'armes, les meurtres, ou encore les passages à tabac sans que le gouvernement britannique ne déclare que le cessez-le-feu de l'I.R.A. avait été enfreint⁹⁶¹. Ajoutées à cela, la formation d'un exécutif avec le *Sinn Féin* sans le désarmement de l'I.R.A. et l'attribution du poste de Ministre de l'Éducation à Martin McGuinness sont des facteurs ayant contribué à rendre la perception des Accords de Belfast par la population unioniste et

⁹⁵⁸ Moloney, Ed, *Op. Cit.* p. 380.

⁹⁵⁹ In: Moloney, Ed, *Op. Cit.* p. 382.

⁹⁶⁰ Voir : Deuxième partie, III, A. 1. p. 241.

⁹⁶¹ Dixon, Paul, *Op. Cit.* p. 292. Dans la mesure où la participation politique du *Sinn Féin* était indispensable, afin d'encourager l'I.R.A. détruire ses armes, le gouvernement britannique a fermé les yeux sur certaines des activités de l'I.R.A. après la signature des Accords afin de ne pas mettre davantage en péril la situation politique nord-irlandaise.

protestante de plus en plus négative⁹⁶². Le résultat électoral du D.U.P. aux élections européennes de 1999 s'en est ressenti, puisque le parti a remporté 28,3% des voix comparé à 17,6% des voix pour l'U.U.P. Il convient néanmoins de nuancer ce résultat, dans la mesure où le D.U.P. a traditionnellement fait des meilleurs scores que l'U.U.P. aux élections européennes⁹⁶³. La victoire du D.U.P. aux élections partielles pour le siège d'Antrim-Sud à Westminster, en septembre 2000, a, quant à elle, bien signalé que le remplacement de l'U.U.P. par le D.U.P. à la place de premier parti unioniste nord-irlandais était une possibilité à envisager.

Si la mise en application des Accords de Belfast s'est avérée être extrêmement difficile, au point de paralyser tout progrès politique dans la province entre 1998 et 2001, cela n'a pas pour autant signifié le recul électoral du *Sinn Féin* et du D.U.P. En effet, alors que les républicains ont été accusés par les unionistes de freiner le processus de paix en raison du non désarmement de l'I.R.A., ceux-ci n'ont pas nécessairement été sanctionnés électoralement. En revanche, les unionistes de l'U.U.P. ont connu des difficultés, notamment au niveau de la cohésion du parti, dès lors qu'il s'est agi de mettre en place les institutions politiques prévues par les Accords et, donc, de partager le pouvoir avec le *Sinn Féin*. Attaqués par le D.U.P., pour qui les Accords de Belfast devaient être renégociés, l'U.U.P. s'est ainsi trouvé, dès 1998, dans une position délicate au niveau électoral, tandis que le D.U.P. a récolté les fruits d'une campagne d'opposition permanente à toute avancée politique. Ainsi, que ce soit pour le *Sinn Féin* ou le D.U.P., la participation au sein des institutions politiques nord-irlandaises, même si celle-ci ne représentait pas leur idéal politique, s'est avérée nécessaire pour progresser électoralement. Le risque qui a semblé alors se profiler était celui d'une progression électorale des deux partis les plus opposés de la province et ainsi d'une impasse politique.

⁹⁶² Voir : Deuxième partie, III/ A. 1. p. 241.

⁹⁶³ Political party support in Northern Ireland, 1969 to the present. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/electsum.htm>. Consulté le 15 mars 2006. Voir annexe n°9.

Troisième Partie
2001-2007 : l'ascension politique du
Sinn Féin et du D.U.P., synonyme de
nouveaux enjeux

Tandis que, au début des années 2000, les tentatives de mettre en place les institutions politiques nord-irlandaises se sont succédées, les difficultés de collaboration entre les différents partis politiques de la Province ont semblé faire le succès du D.U.P. et du *Sinn Féin* qui, de manière contradictoire, étaient alors les partis les plus radicaux et les plus opposés idéologiquement. Inévitablement, les succès électoraux des deux partis (propulsés respectivement au rang de premier et deuxième parti de la Province en 2003) ont signifié que, dans le cadre de la dévolution des pouvoirs à l'Irlande du Nord, le D.U.P. et le *Sinn Féin* deviendraient les principaux interlocuteurs des gouvernements britannique et irlandais et, surtout, devraient trouver un compromis pour se partager le pouvoir.

Cette partie propose donc d'analyser les circonstances ayant conduit au rapprochement – forcé – du D.U.P. et du *Sinn Féin* en 2007, dans la mesure où cette situation a répondu à des facteurs d'ordre électoral mais également stratégique. Il s'agira également de se demander dans quelle mesure les deux partis ont su convaincre l'électorat nord-irlandais, ont dû adapter leur stratégie politique à la nouvelle configuration de la scène politique nord-irlandaise et s'ils ont été contraints d'abandonner certains de leurs principes fondamentaux pour parvenir à l'entente politique de 2007. En effet, la question qui a entouré la formation de l'Assemblée de 2007 a été la suivante : « pourquoi le D.U.P. a-t-il décidé de partager le pouvoir avec le *Sinn Féin*, compte tenu de son opposition farouche à tout compromis avec ceux qu'il percevait comme « des terroristes » ? Par conséquent, nous nous attacherons à déterminer si, suite aux événements de 2007, un impact sur l'électorat des deux partis a été observable.

I/ La radicalisation du paysage politique nord-irlandais

Les élections de 2001 et 2003 en Irlande du Nord ont témoigné d'une radicalisation de la scène politique nord-irlandaise, avec le remplacement des partis modérés de la Province, l'U.U.P. et le S.D.L.P., par les deux partis les plus opposés et les plus radicaux : le D.U.P. et le *Sinn Féin* en tant que représentants respectifs de la communauté unioniste et nationaliste.

Afin de déterminer les facteurs à l'origine du succès électoral de ces deux partis, il convient de démontrer dans quelle mesure le contexte politique de mise en application des Accords de Belfast a pu jouer un rôle décisif à un moment où les représentants politiques ont dû convaincre l'électorat nord-irlandais que leur parti pourrait procurer une stabilité politique en Ulster. Dans le même temps, il sera nécessaire d'analyser les manifestes du D.U.P. et du *Sinn Féin* afin de déterminer comment les deux partis ont orienté leur campagne électorale, ce qui permettra de mettre à jour la stratégie qui leur a permis d'éclipser leurs rivaux politiques. Aussi, il sera nécessaire de prendre en considération les différents points de vue des politologues, historiens et journalistes sur les résultats des élections, ce qui nous amènera à aborder les nouveaux enjeux politiques rencontrés par les partis de Gerry Adams et de Ian Paisley dans le cadre d'une nouvelle phase de dévolution en Irlande du Nord.

A. Les élections de 2001.

Pour la première fois dans l'histoire de la Province nord-irlandaise, en juin 2001, les élections à Westminster et les élections locales se sont déroulées le même jour, si bien que les distinctions entre les préoccupations nationales et locales ont été estompées. En effet, dans la mesure où ces élections ont été les premières à se tenir après la signature des Accords de Belfast, celles-ci ont plutôt fourni l'opportunité de refléter l'opinion de l'électorat nord-irlandais sur la mise en application des Accords⁹⁶⁴.

Les résultats des deux élections démontrent un affaiblissement des partis modérés, qui ont significativement réduit leur pourcentage de voix ainsi que leur nombre de sièges, tandis que les partis radicaux comme le D.U.P. et le *Sinn Féin* sont parvenus à consolider le pourcentage de voix en leur faveur et à progresser en termes de sièges obtenus. Il

⁹⁶⁴ Totten, Kelly, "Two Elections, One Day, Simple but Important". The Northern Ireland District Council Elections 2001". *Irish Political Studies*, Vol.16, 2001. p. 225-232. Cochrane, Feargal, "The 2001 Westminster Elections in Northern Ireland", *Irish Political Studies*, Vol. 16, 2001. p. 179-189.

convient donc d'analyser les campagnes électorales de ces deux extrêmes politiques afin de déterminer ce qui a permis au D.U.P. et au *Sinn Féin* de s'imposer peu à peu sur la scène politique nord-irlandaise.

1. Les résultats des élections et les campagnes du *Sinn Féin* et du D.U.P.

A l'aube des élections à Westminster de juin 2001, un an après la dévolution des pouvoirs à l'Irlande du Nord et la formation d'un exécutif, l'I.R.A. n'avait pas encore entamé le processus de dépôt des armes. Ainsi, dans une tentative de conserver le soutien des membres les plus radicaux de son parti, mais également dans le but de fournir des garanties à son électorat, David Trimble a annoncé qu'il démissionnerait le 1^{er} juillet si l'I.R.A. ne commençait pas à déposer ses armes. Malgré cette prise de position ferme, aux élections à Westminster de juin, le parti a obtenu son plus mauvais résultat, cédant ainsi deux de ses sièges au *Sinn Féin* et trois au D.U.P.⁹⁶⁵ Le D.U.P. a ainsi remporté 22,5% des voix et 5 sièges (sur 18), tandis que l'U.U.P. a remporté 26,8% des voix pour 6 sièges⁹⁶⁶. Aux élections locales, l'écart entre les deux partis unionistes s'est visiblement resserré et le D.U.P est parvenu à remporter 21,4% des voix (131 sièges sur 582) contre 22,9% (154 sièges) pour l'U.U.P. Ce que démontrent en effet ces résultats par rapport aux dernières élections locales et à Westminster, c'est que l'écart, auparavant significatif, entre le D.U.P. et l'U.U.P. a eu tendance à se resserrer :

Elections à Westminster⁹⁶⁷.

	DUP		UUP	
1997	13.6%	(2 sièges sur 18 ⁹⁶⁸)	32.7%	(10 sièges sur 18)
2001	22.5%	(5 sièges sur 18)	26.8%	(6 sièges sur 18)

⁹⁶⁵ Dixon, Paul, *Northern Ireland, The Politics of War and Peace*, 2nd edition, Hampshire: Palgrave Macmillan, 2008. p. 298.

⁹⁶⁶ Aux élections au Parlement de Westminster, le système électoral est celui du *First Past the Post* (scrutin uninominal majoritaire à un tour). Les électeurs de chaque circonscription électorale doivent choisir un candidat parmi une liste de plusieurs candidats appartenant à différents partis. Le candidat qui recueille le plus de voix au sein d'une circonscription remporte le siège correspondant à cette circonscription à la Chambre des communes. Ainsi, selon ce système, le pourcentage de voix en faveur d'un parti n'est pas proportionnel au nombre de sièges remportés par le parti.

⁹⁶⁷ Political party support in Northern Ireland, 1969 to the present. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/electsum.htm>. Consulté le 15 mars 2006. Voir : annexe n°9.

⁹⁶⁸ Suite à un changement affectant les limites des circonscriptions électorales, qui a impliqué la création d'une nouvelle circonscription, la comparaison entre les élections à Westminster en 1992 et 1997 n'est pas possible (17 circonscriptions en 1992, 18 en 1997).

Elections locales⁹⁶⁹

	DUP			UUP	
1997	15.6%	(91 sièges sur 580)	27.8%		(188 sièges sur 580)
2001	21.4%	(131 sièges sur 582 ⁹⁷⁰)	22.9%		(154 sièges sur 582)

Ainsi, si aux élections à Westminster de 1997, l'écart entre les deux partis était de 19,1 points, en 2001, il n'était plus que de 4,3 points. L'écart entre les deux partis s'est davantage réduit aux élections locales puisqu'en 1997, 12,2 points séparaient les deux partis, pour seulement 1,5 point en 2001.

Afin de convaincre l'électorat unioniste, le manifeste de 2001 du D.U.P., commun aux élections locales et à Westminster, reflète la même stratégie politique pour laquelle le parti avait déjà opté en 1997 et qui consistait à se distinguer des unionistes officiels ainsi qu'à attaquer David Trimble et les Accords de Belfast. Intitulé « Un gouvernement pour remettre de l'ordre » (« *Leadership to put things right* »), le manifeste du D.U.P. commence par comparer sa politique avec celle de l'U.U.P. et tente d'alarmer la communauté unioniste sur la mise en application des Accords de Belfast dans la Province. Le parti déclare en effet:

Unionism has paid a heavy price for the UUP endorsement of the republican agenda being delivered through the Belfast Agreement. On each and every detail the DUP analysis of the deal has been proven accurate. The following were SUPPORTED by the UUP and OPPOSED by the DUP: terrorists in government, the RUC destroyed, murderers released, executive all-Ireland bodies set up⁹⁷¹.

Le D.U.P. rend également responsable l'U.U.P. de la « période de crise » dans laquelle se trouve la province en 2001 (en référence à la suspension de l'Assemblée à deux reprises, suite au refus de l'I.R.A. de rendre les armes) et accuse les unionistes de l'U.U.P. d'être « faibles » et « incompetents ». De plus, le parti de Ian Paisley affirme qu'un vote pour l'U.U.P. est un vote en faveur des républicains (« Les républicains veulent que Trimble gagne »⁹⁷²), puisque, selon le D.U.P., l'U.U.P. n'a, jusqu'à ce jour, apporté que des satisfactions et des concessions au *Sinn Féin* : « le démantèlement du R.U.C. tandis que de

⁹⁶⁹ Political party support in Northern Ireland, 1969 to the present. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/electsum.htm>. Consulté le 15 mars 2006. Voir : annexe n°9.

⁹⁷⁰ Deux sièges furent ajoutés au conseil du comté d'Antrim pour les élections locales de 2001.

⁹⁷¹ Democratic Unionist Party, *Leadership to put things right!*, 2001. Site Internet: <www.DUP2win.com>. p.2. Consulté le 16 février 2007.

⁹⁷² «*Republicans want Trimble to win*». *Ibid.* p. 6.

l'I.R.A. reste intacte »⁹⁷³, la libération d'anciens membres de l'I.R.A. et l'oubli des victimes du conflit nord-irlandais⁹⁷⁴. Ici, la stratégie du D.U.P. consiste à pointer du doigt les difficultés rencontrées par l'U.U.P. suite à la mise en application des Accords de Belfast, de l'accuser d'être responsable des difficultés politiques de la province et de se présenter comme le parti qui parviendra à les résoudre. Ce qui a également joué en la faveur des unionistes du D.U.P. a été de se présenter comme un parti « uni et fort »⁹⁷⁵ et dont l'unique préoccupation était de promouvoir les intérêts de ses électeurs, en radicale opposition à un U.U.P. divisé depuis la signature des Accords de Belfast. Enfin, le D.U.P. exploite le fait que l'U.U.P. a été contraint d'abandonner ses promesses électorales de 1998, à savoir « pas d'armes, pas de gouvernement », en décidant finalement de partager le pouvoir avec les républicains, et tente ainsi de renvoyer l'image d'un parti déterminé, droit, qui se fera le garant du respect de la démocratie et en qui les électeurs peuvent avoir confiance :

*Unlike the UUP we do not dump our manifesto as soon as the polls close you can trust the DUP to keep its pledges. [...] The broken pledges of Tony Blair and David Trimble have allowed IRA/Sinn Féin to reap all the benefits of the appeasement process without giving anything in return – not even the decommissioning of a single bullet. [...] It's time to send the message that the corruption of democracy must end*⁹⁷⁶.

En dénonçant le fait que la communauté unioniste et protestante n'a pas bénéficié des Accords de Belfast et a été trahie par l'U.U.P., le D.U.P. tente donc de s'imposer en tant que protecteur des intérêts unionistes face à un U.U.P. qui n'apparaît pas assez déterminé face aux républicains et tente donc de maximiser le vote contre les Accords de Belfast.

Comme le souligne Paul Dixon, c'est le fait que le *Sinn Féin* remplace le S.D.L.P. en tant que premier parti nationaliste de la Province, plus que les difficultés de l'U.U.P. face au D.U.P., qui a marqué les élections de 2001⁹⁷⁷. Aux élections à Westminster, le parti républicain a en effet remporté 21,7% des voix (4 sièges) contre 21% (3 sièges) pour le S.D.L.P. et aux élections locales, le pourcentage de voix en faveur du *Sinn Féin* s'est élevé à 20,7% (108 sièges) contre 19,4% (117 sièges) pour le S.D.L.P. Le *Sinn Féin*, dont le discours politique s'était rapproché de celui du S.D.L.P. au cours des années 1990 (en encourageant l'arrêt de la lutte armée de l'I.R.A. et en signant les Accords de Belfast dans

⁹⁷³ “the RUC is being destroyed. Yet the IRA remains intact”. *Ibid.*

⁹⁷⁴ *Ibid.*

⁹⁷⁵ “United and strong”. *Ibid.*

⁹⁷⁶ *Ibid.*

⁹⁷⁷ Dixon, Paul, *Op. Cit.* p. 298.

le cadre d'une « stratégie de paix »), a néanmoins su conquérir une partie de l'électorat nationaliste en se distinguant du S.D.L.P. Dans ses manifestes électoraux de 2001 (*Sinn Féin Westminster Election Manifesto 2001: Building an Ireland of Equals* ; *Sinn Féin Local Government Election Manifesto 2001: Changing the Face of Local Government*), le parti se présente en effet comme « *le seul parti pour l'ensemble de l'Irlande* »⁹⁷⁸ et donc, comme le seul ayant une vision politique allant au-delà de la partition de l'île:

*Sinn Féin is the only all-Ireland party in this election. [...] We are the only party with a vision which looks beyond partition and inequality and towards a new, independent Ireland based on justice, equality and prosperity*⁹⁷⁹.

Puis, contrairement au D.U.P., dans son manifeste pour les élections à Westminster, le parti républicain défend les Accords de Belfast et s'engage à les faire entrer pleinement en application, en dépit des difficultés et des divergences politiques avec l'U.U.P. Ces difficultés sont d'ailleurs exploitées par le parti dans la mesure où, selon le *Sinn Féin*, seul un vote en faveur des républicains peut y remédier :

*[...] the potential to deliver the sort of fundamental changes still required is being threatened by the actions of the Ulster Unionist Party. [...] Following these elections, there will be important negotiations [...]. Sinn Féin has to go back to the negotiating table with an increased mandate*⁹⁸⁰.

Dans son manifeste pour les élections locales (axé sur la nécessaire démocratie et l'égalité au niveau local), le *Sinn Féin* a recours à la même stratégie : faire appel au soutien des électeurs pour gagner en influence lors des négociations sur la démilitarisation, la réforme des forces de police, l'égalité, et pouvoir s'imposer face aux autres partis⁹⁸¹.

Ainsi, il apparaît qu'à l'instar des manifestes du D.U.P., ceux du *Sinn Féin* attaquent également la politique de l'U.U.P. à des fins électorales. En revanche, si le D.U.P. reproche à l'U.U.P. de faire des concessions aux républicains, le *Sinn Féin* lui, attaque les unionistes pour les raisons inverses : l'inflexibilité de l'U.U.P. et les difficultés

⁹⁷⁸ “the only-Ireland party”. *Sinn Féin, Westminster Election Manifesto 2001, Building an Ireland of Equals*, Dublin: Sinn Féin, 2001. Site Internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/sf01.pdf>. Consulté le 18 juin 2008. p. 1. *Sinn Féin, Local Government Election Manifesto 2001, Changing the Face of Local Government*. Dublin: Sinn Féin 2001. Site Internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/01/htm>>. Consulté le 24/04/2013. p. 1.

⁹⁷⁹ “*Sinn Féin is the only all-Ireland party in this election*”. In: *Sinn Féin, Westminster Election Manifesto 2001, Building an Ireland of Equals*, Op. Cit. p. 1.

⁹⁸⁰ *Ibid.*

⁹⁸¹ *Sinn Féin, Local Government Election Manifesto 2001, Changing the Face of Local Government*. Op. Cit. p. 1.

des unionistes à respecter leurs engagements (notamment la pleine mise en application des Accords)⁹⁸². Aussi, tout comme le D.U.P., le *Sinn Féin* tente également de s'imposer comme qu'un parti inflexible, en qui les électeurs nationalistes peuvent placer leur confiance : « le Sinn Féin a fait preuve d'aptitude à diriger et de détermination. [...] Nous ne nous détournerons pas de la demande d'égalité et de justice »⁹⁸³.

Les performances électorales du *Sinn Féin* et du D.U.P. semblent avoir répondu à des facteurs divers, dans la mesure où les campagnes électorales des deux partis se sont différenciées sur quelques points. Contrairement aux élections précédentes, du côté des nationalistes, le désaccord sur l'utilisation de la lutte armée n'avait plus lieu d'être, à présent que le *Sinn Féin* était un parti constitutionnel. Aussi, comme le S.D.L.P. et le *Sinn Féin* soutenaient tous deux les Accords de Belfast, les partis ont mené une « campagne positive »⁹⁸⁴, sans attaquer les propositions de l'un et de l'autre, et l'accent a été mis sur des propositions politiques concrètes. Il s'est alors avéré que le *Sinn Féin* s'est montré plus convainquant que les nationalistes sur ce point. En revanche, du côté unioniste, la compétition entre l'U.U.P. et le D.U.P. a été vive, voire agressive, et caractérisée par des attaques personnelles. Ces différences de campagne entre le camp nationaliste et unioniste se reflètent ainsi sur les résultats électoraux de ces élections. Comme le démontrent ces résultats, aux élections locales, il apparaît que les gains du D.U.P. (+5,9%) correspondent approximativement aux pertes de l'U.U.P. (-4,9%) entre 1997 et 2001, une règle qui ne semble pas s'appliquer aux résultats électoraux des nationalistes et des républicains. Cela s'explique par le fait que le succès du *Sinn Féin* ne s'est pas uniquement fait au détriment des nationalistes du S.D.L.P. mais également au détriment des plus petits partis⁹⁸⁵.

⁹⁸² “We have honoured every commitment made under the Good Friday Agreement and we now demand that others do likewise”. In: Sinn Féin, *Westminster Election Manifesto 2001, Building an Ireland of Equals*, Op. Cit. p. 2.

⁹⁸³ “Sinn Féin has demonstrated leadership and determination. We will not be diverted from demanding equality and justice”. *Ibid.* p. 2.

⁹⁸⁴ Cochrane, Feargal, *Op. Cit.* p. 181.

⁹⁸⁵ Totten, Kelly, *Op. Cit.* p. 229.

Tableau 5 : Elections locales de 2001

Party	# First Preferences	2001		#	# First Preferences	1997	
		% First Preferences	# Seats			% First Preferences	# Seats
UUP	181530	23.0 (-4.9)	154	176239	27.9	185	
DUP	170103	21.5 (5.9)	131	98686	15.6	91	
Sinn Fein	162875	20.6 (3.7)	108	106938	16.9	74	
SDLP	152998	19.4 (-1.2)	117	130417	20.6	120	
Alliance	40443	5.1 (-1.5)	28	41421	6.6	41	
PUP	11931	1.5 (-0.7)	4	13744	2.2	6	
UKUP	4763	0.6 (-0.1)	2	2975	0.5	4	
UUAP	2648	0.3	2	-	-	-	
Con	1985	0.3 (-0.1)	0	2634	0.4	3	
NIUP	1818	0.2 (-0.2)	0	-	-	-	
WP	1421	0.2 (-0.2)	0	2348	0.4	0	
Others	54252	6.8 (-1.6)	35	53415	8.4	57	
Total	790068	100		632197	100	582	

2001 Electorate: 1,196,999. Total votes: 809,344. Valid votes: 790,068. Invalid votes 19,276 (2.4%).
 1997 Electorate: 1,179,066. Total votes: 644,777. Valid votes: 632,197. Invalid votes: 12,580 (2.0%).
 Sources: BBC Vote 2001 online; *Belfast Telegraph*; *The News Letter*; Elliott, 1998

Source: Totten, Kelly, “ ‘Two Elections, One Day, Simple but Important’ . The Northern Ireland District Council Elections 2001. *Irish Political Studies*, Vol.16, 2001. p. 228.

Les élections à Westminster, au cours desquelles le *Sinn Féin* a devancé le S.D.L.P. à la fois en termes de sièges et de pourcentage de voix, laissent apparaître la même tendance. Du côté unioniste, si l’U.U.P. a conservé son statut de premier parti de la province, le parti a tout de même perdu en termes de sièges (4 sièges) et en termes de pourcentage de voix (-5,9), vraisemblablement au profit du D.U.P. (3 sièges supplémentaires et 8,9% de voix en plus par rapport à 1997).

Tableau 6 : Elections à Westminster de 2001

Party	Seats	Gain	Lost	Net	Votes	% share	+/- 1997
UUP	6	1	5	-4	216,839	26.8	-5.9
DUP	5	3	0	+3	181,999	22.5	+8.9
SF	4	2	0	+2	175,933	21.7	+5.6
SDLP	3	0	0	0	169,874	21.0	-3.1
APNI	0	0	0	0	28,999	3.6	-4.4
UKUP	0	0	1	-1	13,509	1.7	+0.1
PUP	0	0	0	0	4,781	0.6	-0.8
NIWC	0	0	0	0	2,968	0.4	-
Cons.	0	0	0	0	2,422	0.3	-0.9
WP	0	0	0	0	2,352	0.3	0.0
NIUP	0	0	0	0	1,794	0.2	-
Vote for Yourself	0	0	0	0	418	0.1	-
Other	0	0	0	0	8,495	0.8	+0.5
Turnout					810,383	68.0	+0.9

¹ This results table is taken from the BBC Northern Ireland web-site, URL: http://news.bbc.co.uk/hi/english/static/vote2001/results_constituencies/uk_breakdown/northern_ireland_1.stm.
 Abbreviations: UUP, Ulster Unionist Party; DUP, Democratic Unionist Party; SF, Sinn Féin; SDLP, Social Democratic and Labour Party; APNI, Alliance Party Northern Ireland; UKUP, United Kingdom Unionist Party; PUP, Progressive Unionist Party; NIWC, Northern Ireland Women’s Coalition; Cons. Conservative; WP, Worker’s Party; NIUP, Northern Ireland Unionist Party.

Source : Cochrane, Feargal, “The 2001 Westminster Elections in Northern Ireland”, *Irish Political Studies*, Vol. 16, 2001. p. 186.

2. Les réactions du D.U.P. et du Sinn Féin au lendemain des élections

La réaction du chef du D.U.P. aux résultats électoraux de 2001 a démontré sa confiance sans faille envers l'avenir politique du parti : « [moi] ou [mon] parti ne nous sommes jamais aussi bien portés »⁹⁸⁶. Ian Paisley s'est également plu à annoncer les difficultés à venir pour ses rivaux politiques : « les choses ne peuvent qu'empirer pour David Trimble [...] il est tellement peu digne de confiance »⁹⁸⁷ et est même allé jusqu'à prédire la fin de l'Accord de Belfast : « L'Accord ne pourra pas non plus survivre »⁹⁸⁸. En outre, dans le but de consolider les positions de son parti, Ian Paisley a appelé les unionistes opposés à la politique de David Trimble à rejoindre le D.U.P. : « Si des personnes sincères d'autres partis ne sont pas satisfaites, elles seront les bienvenues au sein du D.U.P. »⁹⁸⁹. De plus, lors du congrès annuel du parti, le 24 novembre 2001, la direction politique que souhaitait prendre le D.U.P. était sans équivoque : « Direction – vision – engagement ; vers un nouvel Accord »⁹⁹⁰. A cette occasion, compte tenu du nouveau statut de premier parti nationaliste acquis par le *Sinn Féin* à l'issue des élections de 2001, Ian Paisley n'a pas manqué de se positionner par rapport à la question du désarmement de l'I.R.A. :

*There will be no peace until the IRA is stood down. [...] The realities we face now seem inescapably to include the rise of Sinn Féin/IRA to the dominant position in nationalism. Facing up to that unpalatable fact does not, to any degree, alter how we consider that organisation. [...] The reality is that the DUP are opposed to the presence in an executive of the unrepentant representatives of active and armed terrorism. That is an unchanging reality*⁹⁹¹.

Du côté républicain, la performance du *Sinn Féin* a permis au parti de réitérer son soutien pour les Accords de Belfast, tout en rappelant aux unionistes la nécessité de « prendre leurs responsabilités »⁹⁹² : « notre but est de sauver l'Accord du Vendredi Saint. L'engagement du Sinn Féin dans le processus est absolu »⁹⁹³, déclarait Gerry Adams en

⁹⁸⁶ “things have never been better for [me] or [my] party”. In: Breen, Suzanne, “DUP ‘dinosaur’ finds life has never been better”, *The Irish Times*, 24 novembre 2001. p. 8.

⁹⁸⁷ “Things can only get worse for David Trimble. [...] [he is] so untrustworthy”. In: *Ibid.*

⁹⁸⁸ “The Agreement can’t survive either”. In: *Ibid.*

⁹⁸⁹ “If genuine people within other parties are unhappy, they are welcome to join the DUP”. In: *Ibid.*

⁹⁹⁰ “Leadership – vision – commitment; towards a new agreement”. In: Moriarty, Gerry, “Fundamentalism gives way to pragmatism”, *The Irish Times*, 25 novembre 2001. p. 6.

⁹⁹¹ *Ibid.*

⁹⁹² Adams, Gerry, Looking to the future, West Belfast, 22 octobre 2001. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ga221001.htm>. Consulté le 15/12/07.

⁹⁹³ “Our aim is to save the Good Friday Agreement. Sinn Féin’s commitment to the process is absolute”. In: *Ibid.*

octobre 2001. Le chef du *Sinn Féin* a également averti que les unionistes ne pourraient pas bloquer le processus de paix plus longtemps et qu'ils se devaient de respecter la mise en application des Accords, d'autant que le *Sinn Féin* était à présent le premier parti nationaliste de la Province :

*We have made significant advances this year. [...] Our focus is on building the peace. [...] unionism has to come to terms with the new realities and progressive leaders must embrace and be part of the new dispensation*⁹⁹⁴.

Aussi, tout comme les unionistes du D.U.P., les républicains ont fait preuve d'une confiance manifeste envers leur politique et le potentiel représenté par leur succès électoral et, ce, en dépit des différentes suspensions de l'Assemblée. Peu après la suspension pour un temps indéterminé de l'Assemblée nord-irlandaise, le 14 octobre 2002⁹⁹⁵, Gerry Adams a en effet mis l'accent sur la nécessité de transformer la société nord-irlandaise et a insisté sur le fait que les membres du *Sinn Féin* étaient « les agents du changement »⁹⁹⁶ dont le but était de mettre fin aux inégalités et à la discrimination grâce aux Accords de Belfast. Selon le Président du *Sinn Féin*, les unionistes auront beau s'opposer au changement proposé par les Accords, « un retour vers le passé ne peut être envisagé »⁹⁹⁷, « le progrès ne peut pas être gâché »⁹⁹⁸ et « il n'y a pas d'autre chemin à suivre »⁹⁹⁹. Le parti s'est également employé à répondre aux accusations de ses opposants politiques au regard de la question persistante du désarmement de l'I.R.A. :

*It wasn't we who promoted the issue of arms decommissioning as a precondition on an Agreement but it was us and others who moved so that the IRA came to do the unthinkable. [...] I do not pretend to speak for the Army on these matters but I do believe that they are serious about their support for a genuine peace process. [...] I speak for this party and we are completely committed to peaceful and democratic means*¹⁰⁰⁰.

⁹⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁹⁵ Le scandale du "Stormontgate" a éclaté le 4 octobre 2002 lorsque les républicains ont été accusés d'espionner les gouvernements britannique et irlandais. Les services de police nord-irlandais (P.S.N.I.) ont alors fouillé les bureaux du *Sinn Féin* à Stormont. Suite à cela, le 14 octobre 2002, les ministres de l'U.U.P. et du D.U.P. ont pris la décision de démissionner de leurs postes, entraînant la suspension de la dévolution des pouvoirs en Irlande du Nord pour une durée indéfinie. Dixon, Paul, *Op. Cit.* p. 301.

⁹⁹⁶ "We are agents of change". Adams, Gerry, Working together for a New Ireland, Monaghan, 26 octobre 2002. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ga261001>. Consulté le 15/12/07.

⁹⁹⁷ "a return to the past cannot be contemplated". In: *Ibid.*

⁹⁹⁸ "progress cannot be squandered". In: *Ibid.*

⁹⁹⁹ "There is no other way forward". In: *Ibid.*

¹⁰⁰⁰ *Ibid.*

Par cette déclaration, le président du *Sinn Féin* entend tordre le cou à l'idée que l'I.R.A. est responsable du blocage du processus de paix, que le *Sinn Féin* est le porte-parole politique de l'Armée Républicaine ou encore que les républicains ne sont pas sérieusement engagés dans le processus de paix.

Les élections de 2001, l'on s'en doute, ont donné cours à de nombreuses spéculations de la part des journalistes et politologues : « Si cette tendance se confirme, le D.U.P. pourrait devancer l'U.U.P. en tant que premier parti unioniste aux élections à l'Assemblée en mai 2003 »¹⁰⁰¹, déclarait Suzanne Breen dans un article pour l'*Irish Times*. En effet, tout portait à croire qu'une radicalisation de la scène politique nord-irlandaise était en train de se mettre en place, jetant le doute sur la possibilité de tout progrès politique dans les années à venir et sur l'avenir incertain du processus de paix dans la Province.

B. Les élections à l'Assemblée nord-irlandaise de 2003

Les élections à l'Assemblée nord-irlandaise qui se sont tenues le 26 novembre 2003 ont illustré le triomphe des partis radicaux nord-irlandais et ont confirmé la tendance des élections de 2001 à l'issue desquelles le *Sinn Féin* était déjà devenu le premier parti nationaliste de la Province et le D.U.P. était en passe de remplacer l'U.U.P. en tant que premier parti unioniste. En novembre 2003, les deux partis sont en effet parvenus à transformer l'essai de 2001 pour se placer en tête des suffrages. Le D.U.P. est ainsi devenu le premier parti politique de la province et le *Sinn Féin* s'est placé en deuxième position, ce qui a impliqué que tous deux seraient dès lors les acteurs principaux du processus de paix. En effet, malgré la suspension de l'Assemblée en 2002, le nouveau ministre aux Affaires nord-irlandaises, Paul Murphy, s'est montré déterminé à restaurer la dévolution des pouvoirs dans la Province. De plus, les gouvernements irlandais et britannique, dans une déclaration conjointe en mai 2003, ont déclaré s'engager à garantir l'aboutissement du processus de paix afin de procurer à la population nord-irlandaise une société en paix¹⁰⁰².

Ces élections, qui auraient dû se tenir le 29 mai 2003 ont été repoussées au mois de novembre, sur la décision du gouvernement britannique, qui avait à l'époque estimé que

¹⁰⁰¹ "If that trend continues, the DUP could overtake the UUP as the largest unionist party in the May 2003 elections". : Breen, Suzanne, "DUP 'dinosaur' finds life has never been better", *The Irish Times*, 24 novembre 2001. p. 8.

¹⁰⁰² Joint Declaration by the British and Irish Governments, Avril 2003. Site Internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/bijoint010503.pdf>>. Consulté le 29/04/13.

des élections qui se seraient tenues en mai auraient nécessairement provoqué la victoire du *Sinn Féin* et du D.U.P. (en raison de la suspension de l'Exécutif). Cela n'a néanmoins pas changé l'issue du scrutin, puisque les élections de novembre ont tout de même confirmé la progression de ces deux partis dont la collaboration est apparue extrêmement improbable, dès la campagne électorale.

1. Les résultats des élections et les campagnes du *Sinn Féin* et du D.U.P.

Malgré un durcissement des positions de l'U.U.P. et du S.D.L.P. pendant la campagne électorale¹⁰⁰³, sans doute dans le but de limiter la progression de leurs rivaux (ce qui confirme également une volonté de répondre à la radicalisation de l'électorat nord-irlandais), les voix en faveur du *Sinn Féin* ont progressé de 5,8 points par rapport aux dernières élections à l'Assemblée nord-irlandaise de 1998 pour atteindre les 23,5% (et procurer au parti 6 sièges supplémentaires). Le D.U.P., lui, a progressé de 7,7 points par rapport aux élections de 1998 pour atteindre 25,7% des suffrages (et remporter 10 sièges supplémentaires)¹⁰⁰⁴.

Tableau 7 : Elections à l'Assemblée nord-irlandaise de 2003

	Votes	Percentage of vote	+/-%	Number of seats	Seats gain/loss
DUP	177,470	25.6	+7.5	30	+10
Sinn Féin	162,758	23.5	+5.9	24	+6
UUP	156,931	22.7	+1.4	27	-1
SDLP	117,547	17.0	-5.0%	18	-6
Alliance	25,372	3.7	-2.8%	6	+/-0
PUP	8,032	1.2	-1.4	1	-1
Kieran Deeney (West Tyrone)	6,158	0.9		1	+1
NIWC	5,785	0.8	-0.8		-2
UKUP	4,794	0.7	-3.8	1	-4

Source: www.ark.ac.uk.

Source : Dixon, Paul, *Northern Ireland, The Politics of War and Peace*, 2nd edition, Hampshire: Palgrave Macmillan, 2008. p. 304.

Contrairement aux élections de 2001, les gains électoraux du *Sinn Féin* ont semblé être proportionnels aux pertes du S.D.L.P., puisque les républicains ont remporté 6 sièges supplémentaires, tandis que les nationalistes en ont perdu 6 et n'ont remporté que 17% des suffrages. L'U.U.P. est quant à lui parvenu à augmenter le pourcentage de voix en sa

¹⁰⁰³ Dixon, Paul, *Op. Cit.* p. 303.

¹⁰⁰⁴ Political party support in Northern Ireland, 1969 to the present. Site internet: cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/electsum.htm. Consulté le 15 mars 2006. Voir : annexe n°9.

faveur de 1,4 points (probablement au détriment du P.U.P. et du parti de l'Alliance), mais a en revanche perdu son statut de premier parti.

Dans son « Manifeste pour un Accord équitable » (*Fair Deal Manifesto*) de 2003, afin de convaincre l'électorat unioniste, le D.U.P. reprend quant à lui la stratégie politique des élections précédentes : effrayer l'électorat en attaquant la politique de l'U.U.P. et en dénonçant celle des républicains du « *Sinn Féin/I.R.A.* », cette fois de manière extrêmement détaillée.

Dans un premier temps, le message du chef du parti, Ian Paisley, donne le ton de ce manifeste qui se veut très offensif et dresse un bilan catastrophique des cinq dernières années (depuis la signature des Accords de Belfast). Ainsi, Ian Paisley commence par souligner l'importance de ces élections : « Ces élections [représentent] le rendez-vous de l'Ulster avec son destin. [...] l'occasion de rétablir l'ordre [...] et de négocier un nouvel Accord »¹⁰⁰⁵, afin de mobiliser les électeurs unionistes. Parce que le camp de David Trimble a seulement contribué à offrir des concessions¹⁰⁰⁶ aux républicains, le chef du D.U.P. demande aux électeurs de réfléchir à ce qui pourrait advenir de la province au cours des années à venir si l'U.U.P. sortait une fois de plus majoritaire aux élections à l'Assemblée. Commence alors le récit d'un scénario catastrophe :

*Terrorists running the police, a joint role in the affairs of Northern Ireland for Dublin, Irish language and Gaelic culture given prominence, British culture and identity no longer in existence in many parts of the Province, Sinn Féin ministers in charge of policing and justice and large areas of our towns and cities abandoned to the will of terrorists*¹⁰⁰⁷.

La solution que propose alors Ian Paisley aux électeurs unionistes est de voter pour le D.U.P. afin de « mettre fin au cauchemar d'une association entre David Trimble et Gerry Adams », dans la mesure où « après les élections, il est probable que le Sinn Féin soit le premier parti nationaliste »¹⁰⁰⁸. Le parti fait donc appel aux électeurs unionistes pour que

¹⁰⁰⁵ “*This election is Ulster’s date with destiny. It is the occasion to put things right, [...] and to negotiate a new agreement*”. Democratic Unionist Party, *The DUP’s vision for devolution – Fair deal manifesto 2003*, Northern Ireland Assembly Election Manifesto, Belfast: 2003. Site Internet: <www.DUP2win.com>. Consulté le 16 février 2007. p. 3.

¹⁰⁰⁶ “*the destruction of the RUC, the withdrawal of the Army, the release of terrorist prisoners, the elevation of Sinn Féin/IRA members to government office without evidence of the destruction of weaponry, the creation of ever-expanding all-Ireland institutions [...]*”. In : *Ibid.* p. 3.

¹⁰⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁰⁸ “*stop the nightmare of David Trimble partnering with Gerry Adams*”. “*After the election Sinn Féin is likely to be the largest nationalist party*”. In: *Ibid.* p. 3

« Ian Paisley contrôle plus de cinquante pourcent des sièges unionistes de l'Assemblée »¹⁰⁰⁹ et soit en mesure de négocier un nouvel Accord.

Dans un second temps, le parti en appelle directement aux électeurs pour faire le bilan de la politique des unionistes de l'U.U.P. : « Jugez l'U.U.P. sur ses résultats et posez-vous la question : 'l'Union est-elle plus forte aujourd'hui qu'il y a cinq ans?' »¹⁰¹⁰. Une chronologie intitulée : « Rapport de l'échec de l'U.U.P. »¹⁰¹¹, entend fournir une réponse à cette question en faisant état de la « trahison » de l'électorat unioniste par l'U.U.P., notamment en acceptant la mise en place des Accords de 1998 et, surtout, en formant un gouvernement avec le « *Sinn Féin*-I.R.A. » sans désarmement préalable des paramilitaires républicains¹⁰¹². Cette démonstration permet donc au D.U.P. d'arriver à la conclusion suivante : « [...] vous ne pouvez pas faire confiance aux unionistes : [...] Vous ne pouvez pas vous permettre de leur donner une autre chance »¹⁰¹³. Le D.U.P. ne s'arrête pas ici dans sa critique de la politique de l'U.U.P. : la page 12 du manifeste de 2003 intitulée « Le vrai cauchemar de l'Irlande du Nord »¹⁰¹⁴ où la photo de Gerry Adams et David Trimble apparaît sur un fond noir tente d'avertir les électeurs unionistes sur le fait que le contrôle d'une majorité des sièges de l'Assemblée par l'U.U.P. est « une perspective terrifiante pour l'unionisme en Irlande du Nord »¹⁰¹⁵ : « des ministres du Sinn Féin/I.R.A. incontrôlables, Gerry Adams Premier ministre adjoint, le Sinn Féin/I.R.A. au gouvernement de façon permanente »¹⁰¹⁶.

La critique de l'U.U.P. et de sa tentative de partager le pouvoir avec les républicains amène, par la suite, et logiquement, le D.U.P. à faire également le procès du *Sinn Féin*. Le discours du D.U.P. apparaît ainsi totalement inchangé par rapport aux années précédentes : le parti ne parle pas du *Sinn Féin* mais du *Sinn Féin* /I.R.A. afin de souligner le lien entre le parti républicain et le groupe paramilitaire, et expose le programme politique du *Sinn Féin* selon sa perspective (dans une page où les portraits de Gerry Adams et Martin McGuinness sont associés à la photo d'un terroriste cagoulé et armé¹⁰¹⁷) : obtenir une Irlande unie par tous les moyens (y compris par les armes) dans la mesure où « le soi-

¹⁰⁰⁹ « [...] Ian Paisley controls over fifty percent of the unionist seats in the assembly ». In: *Ibid.* p. 4.

¹⁰¹⁰ « Judge the UUP on its record and ask yourself the question: 'Is the Union stronger today than it was five years ago?' ». In: *Ibid.* p. 8-9. Voir : annexe n° 20.

¹⁰¹¹ « The UUP record of failure ». In: *Ibid.* p. 8-9.

¹⁰¹² *Ibid.* p. 8-9.

¹⁰¹³ « [...] you can't trust the Ulster Unionists: [...] You can't afford to give them another chance ». In: *Ibid.*

¹⁰¹⁴ « Northern Ireland's real nightmare ». *Ibid.* p.12. Voir : annexe n° 21.

¹⁰¹⁵ « a terrifying prospect for Northern Ireland ». *Ibid.* p.12.

¹⁰¹⁶ « Uncontrollable Sinn Féin/IRA ministers, Gerry Adams as Deputy First Minister, Sinn Féin/IRA permanently in government ». In: *Ibid.*

¹⁰¹⁷ Voir : annexe n°22.

disant cessez le feu » de l'I.R.A. n'est qu'une « manœuvre illusoire »¹⁰¹⁸. Ici, le but est clairement d'alarmer l'électorat unioniste et, surtout, de démontrer que le D.U.P. reste lucide sur ce qu'il pense être la véritable politique républicaine. Selon le parti, en effet, « l'échec du *Sinn Féin* à se plier aux règles démocratiques fait que sa place au gouvernement est totalement inacceptable. [...] Le D.U.P. est opposé aux terroristes au gouvernement »¹⁰¹⁹.

Après avoir attaqué ses rivaux politiques et les républicains, le parti propose enfin ce qu'il présente comme sa vision alternative aux Accords de Belfast : « La vision du D.U.P. pour la dévolution » (*The DUP vision for devolution*). En revanche, ici aussi, le ton du parti est celui de l'attaque et le D.U.P. ne propose pas nécessairement de solutions concrètes alternatives aux Accords de 1998, si ce n'est les démanteler :

*The DUP is committed to devolution [...] but not devolution at any price. Our vision for devolution is of an Assembly which is stable, effective and accountable to the people of Northern Ireland. The DUP is totally opposed to the devolution of Policing and Justice to the institutions created under the Belfast Agreement. However, if accountable institutions could be created, then this could be considered. [...] Under the Belfast Agreement, ministers were free to take decisions which were not accountable to the Assembly. [...] No decisions should be taken which are against the wishes of the Assembly. [...] The Belfast Agreement created institutions which were unstable. [...] We need a form of government which can survive the bad behaviour of any party and will not collapse after an election. [...] We are seeking a mandate for a new Agreement*¹⁰²⁰.

Le fait que le D.U.P. ne propose pas de solution à la crise politique dans la Province laisse ainsi entrevoir une période délicate de négociations avec les gouvernements irlandais et britannique et le *Sinn Féin*.

Le manifeste du *Sinn Féin* pour les élections de 2003 (« Un Programme pour le Gouvernement », *Agenda for Government*), quant à lui, se distingue fortement de celui du D.U.P. Sur le plan de la forme, tout d'abord, le manifeste républicain se veut beaucoup plus sobre que celui du D.U.P. Il n'y a pas de montage photographique ou de mise en page sophistiquée mais dix-sept points¹⁰²¹ abordés un par un et au sujet desquels le parti expose

¹⁰¹⁸ “So-called ceasefire”, “illusionary tactic”. In: *Ibid.* p. 7.

¹⁰¹⁹ “Sinn Féin’s failure to follow democratic rules makes its place in government totally unacceptable. [...] The DUP is opposed to terrorists in government”. In: *Ibid.* p. 7.

¹⁰²⁰ *Ibid.* p. 16.

¹⁰²¹ *Sinn Féin delivers ; Priorities 2003-2008 ; Peace Process ; All-Ireland Development ; Policing ; Equality and Human Rights ; Education ; Health ; Economy ; Regional Development ; Agriculture and Rural Development ; Arts, Culture and the Irish Language ; Women ; Children’s rights ; Housing ; Environment ; Multi-culturalism.*

ce qu'il a pu faire jusqu'à présent et ce qu'il envisage de faire pendant les années à venir. Il semble en effet que ce manifeste soit le reflet d'une volonté de la part du *Sinn Féin* d'apparaître comme un parti respectable et présent sur la scène politique nord-irlandaise uniquement pour servir les intérêts de ses électeurs. Le mot d'ordre du parti pour ces élections est « l'égalité » (le mot est d'ailleurs employé à 99 reprises dans son programme), concernant l'issue du processus de paix mais également des sujets touchant au quotidien de la population nord-irlandaise comme les services publics, l'éducation, la santé, le logement...

Contrairement au D.U.P., le *Sinn Féin* se prononce en faveur de la mise en application des Accords de Belfast et souhaite « rester ferme »¹⁰²², en dépit des difficultés récemment rencontrées¹⁰²³. Il est sous-entendu que le parti ne renoncera pas aux Accords et continuera de négocier avec les unionistes et le gouvernement britannique pour rétablir les institutions politiques de la Province. De plus, au lieu de fonder son argumentation sur l'attaque de ses opposants politiques et les difficultés liées à la mise en application des Accords, le *Sinn Féin* prend appui sur ce qu'il a été en mesure de fournir à la communauté nationaliste dans le cadre de la dévolution des pouvoirs à l'Assemblée nord-irlandaise. Comme en 2001, la vision positive du *Sinn Féin* s'oppose à la vision négative du D.U.P :

*We took far-reaching decisions in the Department of Health and Education. [...] Our overall approach has been rooted first and foremost on equality but we also advanced an agenda based on equality, accountability and inclusiveness. This is an approach we will go forward with in the next five years. [...] Sinn Fein's strategy of negotiation has given rise to justice, equality and human rights; [...] Initiatives to ensure momentum in the peace process; the political engagement with unionists, [...] the advances secured for the Irish language; the IRA's engagement with General de Chastelain and putting arms beyond use*¹⁰²⁴.

Toujours en opposition au D.U.P., le *Sinn Féin* élude complètement le fait que le parti de Ian Paisley puisse devenir la voix principale de l'unionisme et, donc, le principal parti auquel les républicains auront affaire dans les années à venir. Ainsi, le parti républicain s'engage à faire du rétablissement des institutions politiques nord-irlandaises, de la mise en application des Accords de Belfast, de la réforme des services de police et du système judiciaire et de la négociation avec les unionistes, ses priorités pour la période

Sinn Féin, *Agenda for Government, Northern Ireland Assembly Election Manifesto*, Dublin: 2003. Site Internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/sf03man.pdf>. Consulté le 18 juin 2008.

¹⁰²² "Stand firm". In: *Ibid.* p.3.

¹⁰²³ Il s'agit notamment de la suspension de l'Assemblée nord-irlandaise en octobre 2002 et donc, du retour de l'administration directe de Westminster dans la Province.

¹⁰²⁴ *Ibid.* p. 6.

2003-2008¹⁰²⁵. Le parti envisage même la préparation d'un projet de loi sur l'unité irlandaise et l'implication politique du *Sinn Féin* dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'économie, ou encore du développement régional se veut être à l'échelle de l'Irlande (*All-Ireland*)¹⁰²⁶. Au regard du résultat des élections, le programme des républicains apparaît donc difficilement réalisable, compte tenu de l'opposition farouche du D.U.P. à toute tentative de se rapprocher de la République d'Irlande et d'affaiblir l'Union.

Probablement dans le but de démontrer que le *Sinn Féin* n'est pas responsable de la suspension de l'Assemblée en 2002, le parti insiste également sur le fait qu'il a pris « des initiatives pour faire progresser le processus de paix » et que « là où d'autres ont baissé les bras, [...] le Sinn Féin est retourné à la table des négociations [...] pour s'assurer que les élections continuent et que les promesses de l'Accord du Vendredi Saint soient tenues »¹⁰²⁷. En effet, dans le cadre de ce que Mitchel McLaughlin définit comme une « stratégie de négociation »¹⁰²⁸ le parti républicain définit le dialogue avec les unionistes comme « la clé du progrès politique futur »¹⁰²⁹. De plus, afin de convaincre l'électorat nationaliste que la stratégie pacifique (*Peace Strategy*) du *Sinn Féin* a jusqu'à présent été efficace, le parti dresse le bilan de ce qu'il a été en mesure d'accomplir pour la communauté nationaliste depuis son implication dans le processus de paix:

*We have seen the removal of the Government of Ireland Act, withdrawal of British troops from the streets, re-opening of hundreds of border roads beginning of demilitarisation, release of political prisoners, establishment of new political institutions (including the historic all-Ireland Ministerial Council) ending years of British rule, recognition of the Irish language [...]. Republicans led the way in bringing about these changes through our peace strategy*¹⁰³⁰.

Même si le parti républicain reste lucide sur les difficultés liées au partage du pouvoir avec les unionistes, son objectif pour les années à venir est de favoriser le rétablissement des institutions politiques nord-irlandaises et de continuer le dialogue avec les unionistes.

¹⁰²⁵ *Ibid.* p. 12.

¹⁰²⁶ “an all-Ireland charter of human rights; an all-Ireland economy, all-Ireland agricultural development strategy; an all-Ireland policy approach to arts and culture”. In: *Ibid.* p. 12-13.

¹⁰²⁷ “initiatives to advance the peace process”. “When others gave up [...] Sinn Féin [...] returned to the negotiations [...] to ensure that the elections went ahead and that the promise of the Good Friday Agreement is delivered”. In: *Ibid.* p. 16.

¹⁰²⁸ Interview de Mitchel McLaughlin, menée par l'auteur à Stormont le 7 décembre 2009.

¹⁰²⁹ “the key to future political progress”. In: Sinn Féin, *Agenda for Government, Northern Ireland Assembly Election Manifesto, Op. Cit.* p. 16.

¹⁰³⁰ *Ibid.*

2. Les réactions du D.U.P. et du Sinn Féin au lendemain des élections

Il semble que ce n'est qu'au lendemain de l'annonce des résultats des élections de 2003 que le *Sinn Féin* a réellement mesuré les difficultés auxquelles devraient faire face le parti durant les années à venir, compte tenu du fait que le D.U.P. était devenu le premier parti unioniste de la province au même titre que le *Sinn Féin* le premier parti nationaliste. En effet, comme l'a déclaré Gerry Adams lors d'un discours à Belfast le 15 janvier 2004 : « il y a sans aucun doute un sentiment de dérive dangereux et profondément inquiétant dans la situation politique depuis les élections à l'Assemblée en novembre »¹⁰³¹. En effet, au lendemain des élections, tandis que le *Sinn Féin* insistait sur le fait que les Accords de Belfast ne seraient pas abandonnés et que l'I.R.A. ne serait pas dissoute, le D.U.P., lui, déclarait refuser de partager le pouvoir avec les républicains et qu'un nouvel accord soit négocié¹⁰³². Ainsi, l'issue des élections de 2003 a illustré l'impossibilité de sortir de l'impasse politique dans laquelle se trouvait la province avant même les élections et la crise politique a semblé devenir de plus en plus profonde.

C'est d'ailleurs bien ce qu'ont illustré les propos de Ian Paisley lors du congrès annuel du D.U.P. le 8 mai 2004. Dans un discours empreint de références religieuses, le chef du D.U.P. apparaît fidèle à son style politique puisqu'il s'agit là d'un discours provoquant, sur le ton de l'attaque et de l'opposition et qui ne laisse pas de place au compromis. Pour commencer, Ian Paisley commente la victoire électorale de son parti aux dernières élections qui ont fait du D.U.P. le premier parti de la Province : « la majorité des unionistes d'Ulster ont confié la protection de notre Province au Parti Démocrate Unioniste d'Ulster »¹⁰³³, ce qui lui permet de commencer sur une note de confiance en affichant la force de son parti. Ian Paisley poursuit son discours sur un ton grave, voire menaçant, lorsqu'il déclare :

*We have a solemn and terrifying responsibility. Every evil force which seeks the destruction of our Province, the betrayal of our heritage, the abolition of the union, the abolition of the Union and the final victory of our enemies is united to achieve that goal*¹⁰³⁴.

¹⁰³¹ "There is undoubtedly a dangerous and deeply worrying sense of drift in the political situation since the Assembly elections in November". In: Adams, Gerry, Speech at St. Malachi's College, North Belfast, 15 janvier 2004. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/ga150104.htm>>. Consulté le 15/12/2007.

¹⁰³² Dixon, Paul, *Op. Cit.* p. 305.

¹⁰³³ "The majority of Ulster's unionists have given the Ulster Democratic Unionist Party the custodianship of our Province". In: Paisley, Ian, Speech at the DUP Annual Conference in the Ramada Hotel, Belfast, 8 May 2004. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/dup/paisley080504.htm>>. Consulté le 15/03/06.

¹⁰³⁴ *Ibid.*

Le chef du D.U.P. identifie ici, sans pour autant les nommer, ses « ennemis » : les républicains, qui souhaitent mettre fin à l'Union et les unionistes de l'U.U.P., qui en partageant le pouvoir avec le *Sinn Féin*, ont « trahi leur héritage ». Pour Paisley, « ces forces du mal » doivent être combattues, dans la mesure où il s'agit d'une guerre (on notera par ailleurs la référence à un combat de boxe par la mention des règles de Queensbury):

This is war, war waged in every sphere. It is a fight to where no Queensbury Rules are honoured. It is a battle where no international agreements are upheld. It is a struggle for the very existence of democracy. Every evil force is harnessed to the chariot of the vilest treachery and diabolical deception.

*Destruction of Ulster is the aim and the IRA is the instrument of the Judas Iscariot strategy. Treachery is the order of the day*¹⁰³⁵.

Ian Paisley s'impose donc ici en protecteur de la démocratie (un principe que, selon lui, les républicains tentent de détruire) et en défenseur de l'Ulster. Selon lui, les objectifs du parti seront désormais de faire honneur aux promesses faites par son parti, à savoir ne participer sous aucun prétexte à des pourparlers ou à des négociations avec « le *Sinn Féin*/I.R.A. » tant que le *Sinn Féin* n'aura pas déposé les armes et n'aura pas abandonné sa « campagne de trahison, de meurtres et de chaos »¹⁰³⁶. Selon Gerry Moriarty, dans son article pour l'*Irish Times*, il s'agissait là d'un « nouveau départ »¹⁰³⁷ dans le discours de Ian Paisley, dans la mesure où le chef du D.U.P. envisageait ici les conditions selon lesquelles le D.U.P. accepterait de négocier avec le *Sinn Féin* (contrairement à sa traditionnelle opposition catégorique): « à condition que le désarmement total [de l'I.R.A.] soit accompli »¹⁰³⁸. Il convient néanmoins de nuancer ce propos car, en 2004, tout portait à croire que le D.U.P. était convaincu que l'I.R.A. ne rendrait jamais les armes. Aussi, le parti ne prenait-il pas de risque en faisant une telle déclaration. C'est d'ailleurs ce que semble confirmer la réponse de Ian Paisley à un journaliste qui, pendant la campagne électorale de 2003, lui avait posé la question suivante : « Parlerez-vous au *Sinn*

¹⁰³⁵ *Ibid.*

¹⁰³⁶ “*campaign of treachery, murder and mayhem*”. In: *Ibid.*

¹⁰³⁷ “*new departure*”. In: Moriarty, Gerry, “Mutual dependence ties DUP and *Sinn Féin* fortunes”, *The Irish Times*, 10 mai 2004. p. 7.

¹⁰³⁸ “*provided total decommissioning has been accomplished*”. In: Paisley, Ian, Speech at the DUP Annual Conference in the Ramada Hotel, Belfast, 8 May 2004. *Op. Cit.*

Féin/I.R.A. ? ». La réponse de Paisley avait été la suivante : « Jamais »¹⁰³⁹. De plus, lorsqu'il lui avait été demandé s'il accepterait de parler au *Sinn Féin* si l'I.R.A. disparaissait, le chef du D.U.P. avait répondu : « c'est une question stupide, parce que l'I.R.A. ne cessera jamais ses activités »¹⁰⁴⁰. Aussi, suite à l'arrêt des opérations armées de l'I.R.A., en août 1994, le chef du D.U.P. avait déclaré : « le *Sinn Féin* est tellement sali de notre sang, qu'il faudrait une centaine d'années avant de les considérer ne serait-ce que comme convenable »¹⁰⁴¹. Enfin, lors d'une interview pour la BBC, le jour du congrès du parti, Ian Paisley a clairement posé ses conditions à la dévolution des pouvoirs en Irlande du Nord en déclarant qu'il n'accepterait pas que l'exécutif nord-irlandais soit dirigé par un Premier ministre et un Premier ministre adjoint¹⁰⁴² mais par le parti de la majorité. En d'autres termes, jusqu'en 2004, le D.U.P. continuait bien à s'opposer au principe du partage du pouvoir, d'autant qu'aux vues des résultats des élections de 2003, ces postes seraient respectivement occupés par un membre du D.U.P. et du *Sinn Féin*.

La réaction du *Sinn Féin* à la position inflexible du D.U.P. sur la question du partage du pouvoir a également été de vouloir exclure le parti de Ian Paisley. En effet, pour Gerry Adams, le refus de partager le pouvoir avec son parti signifiait que le D.U.P. ne souhaitait pas faire partie des institutions politiques nord-irlandaises et que les autres partis « ne pouvaient pas attendre jusqu'à ce que le D.U.P. saisisse le concept d'égalité »¹⁰⁴³. Dès le lendemain des élections de 2003 le Président du *Sinn Féin* a tenté d'afficher une attitude positive et une volonté d'ouverture envers le D.U.P. :

*Let me reiterate Sinn Féin's attitude to the DUP. Sinn Féin sets no preconditions whatsoever on talking to the DUP. Neither are we against sharing power with them, despite the record of some of its most senior members. [...] The DUP can be moved. And there is no doubt that unionism; even of the Paisleyite kind will have to face in time the same reality that led the UUP to agree the Good Friday Agreement. [...] Sinn Féin believes completely in the need to build relationship with unionism*¹⁰⁴⁴.

¹⁰³⁹ "Will you talk to Sinn Féin/IRA?". "Never". In: *Ibid.*

¹⁰⁴⁰ "That is a stupid question because the IRA will never go out of business". In: Moriarty, Gerry, "Mutual dependence ties DUP and Sinn Féin fortunes", *The Irish Times*, 10 mai 2004, p. 7.

¹⁰⁴¹ "Sinn Féin are so stained with our blood that it would take a hundred years before you could acknowledge them as even decent". In: Dougal, Jim, *Paisley, From Protest to Power*, UTV, 22 octobre 2010. Transcript.

Site internet: <<http://www.u.tv/MediaPlayer/Paisley-From-Protest-To-Power/10389>>. Visionné le 25/10/2011.

¹⁰⁴² Moriarty, Gerry, « Robinson and Paisley take same line on talks », *The Irish Times*, 10 mai 2004, p. 7.

¹⁰⁴³ "cannot wait until the DUP grasp the concept of equality". In: *Ibid.*

¹⁰⁴⁴ Adams, Gerry, Speech at St. Malachi's College, North Belfast, 15 janvier 2004. *Op. Cit.*

Toutefois, face au refus du D.U.P. d'accepter les principes des Accords de Belfast, le *Sinn Féin* a fait appel aux gouvernements britannique et irlandais, « les garants de l'Accord »¹⁰⁴⁵, et les a sommés de s'imposer face à ceux qui entendaient le démanteler, faute de quoi les opposants aux Accords seraient encouragés à provoquer l'échec du processus de paix¹⁰⁴⁶.

Au lendemain des élections de 2003, toute entente entre les partis de Gerry Adams et Ian Paisley s'est donc révélée être très improbable et tout portait à croire que l'issue du scrutin avait sonné le glas du processus de paix, tant les positions des deux partis semblaient irréconciliables. Le D.U.P. ne partagerait pas le pouvoir avec les républicains tant que l'I.R.A. ne serait pas totalement désarmée et le *Sinn Féin* ne voulait pas de cette pré-condition à la reprise des activités des institutions politiques nord-irlandaises. Aussi, seule l'intervention des gouvernements britanniques et irlandais en tant que médiateurs entre les deux partis semblait alors pouvoir débloquer la situation.

À présent que les résultats des élections de 2001 et de 2003 ont été analysés, ainsi que les campagnes respectives du D.U.P. et du *Sinn Féin*, il convient de s'interroger sur les raisons qui ont amené l'électorat nord-irlandais à se radicaliser de cette manière, ainsi que sur les répercussions du succès électoral de ces deux partis.

C. Les causes et les conséquences de la montée du radicalisme en Irlande du Nord.

Les origines et les répercussions des résultats électoraux de 2003, qui ont façonné la scène politique nord-irlandaise actuelle, méritent d'être analysées de manière plus approfondie afin de déterminer quels ont été les facteurs ayant permis au D.U.P. et au *Sinn Féin* d'éclipser les partis modérés. Ces considérations fourniront ainsi l'opportunité d'identifier les nouveaux enjeux politiques qui se sont présentés au D.U.P. et au parti républicain dans le cadre de la dévolution en Irlande du Nord. Il conviendra également d'analyser en quoi le discours politique de leurs chefs respectifs a été décisif au regard de leur succès électoral. Dans le cadre de cette analyse, il serait intéressant d'examiner les éléments du discours du D.U.P. et du *Sinn Féin* qui ont contribué au succès de ces deux partis d'un point de vue linguistique et sociologique.

¹⁰⁴⁵ "the [...] guarantors of the Agreement". In: *Ibid.*

¹⁰⁴⁶ *Ibid.*

1. L'analyse des résultats de 2003

La réaction des politologues, historiens et journalistes aux résultats des élections de 2003 a été unanime, dans le sens où la polarisation de la scène politique et de l'électorat nord-irlandais, illustrée par le remplacement des partis modérés (l'U.U.P. et le S.D.L.P.) par le D.U.P. et le *Sinn Féin* a été synonyme d'un avenir politique très incertain pour l'Irlande du Nord¹⁰⁴⁷.

Selon Anthony McIntyre, les résultats des élections de 2003 ont en effet provoqué une situation que « beaucoup avaient depuis longtemps redouté » ou encore, « un scénario catastrophe »¹⁰⁴⁸, puisque la « combinaison explosive de forces [ayant] le potentiel de détruire [les Accords de Belfast] »¹⁰⁴⁹ ne pouvait que laisser place à une perspective d'avenir sombre pour la Province. De plus, pour Chrissie McGlinchey, les élections ont démontré que les Accords de Belfast avaient échoué, dans un contexte où l'Assemblée était suspendue, l'I.R.A. toujours active et où le gouvernement britannique prenait les décisions politiques en Irlande du Nord¹⁰⁵⁰. Pour McGlinchey, le nouveau statut du D.U.P., combiné à son refus de participer à l'Assemblée et sa volonté de mettre fin aux Accords donnaient lieu à un agencement politique impraticable¹⁰⁵¹. En effet, dans la mesure où le *Sinn Féin* et le D.U.P. étaient les partis les plus éloignés politiquement et, surtout, les moins à même de faire des compromis, il était peu probable qu'ils soient en mesure de négocier la fin de la suspension de l'Assemblée.

En revanche, selon Gerry Moriarty, dans le cas où l'I.R.A. déposerait les armes, le D.U.P. pourrait bien envisager de partager le pouvoir avec les républicains, dans la mesure où, comme tout parti politique, le D.U.P. était avide de pouvoir¹⁰⁵². Il a d'ailleurs aussi semblé que si le *Sinn Féin* souhaitait jouir d'un pouvoir politique, la condition à remplir serait de se plier à un processus de désarmement progressif de l'I.R.A. Ainsi, selon le

¹⁰⁴⁷ Bew Paul, in: Bew, Paul, Elliott, Sydney, McIntyre, Anthony, McGlinchey, Chrissie. "Parliamentary Brief, Northern Ireland, Commentary on the Assembly Elections." Décembre 2003. Site Internet : <www.thepolitician.org/Downloads/offline/1203_Main.pdf>. Consulté le 25 mars 2006. p. 1.

¹⁰⁴⁸ "What many have long dreaded", "nightmare scenario". McIntyre, Anthony, "Tame Bulls in the China Shop", in: Bew, Paul, Elliott, Sydney, McIntyre, Anthony, McGlinchey, Chrissie. *Op. Cit.* p. 3.

¹⁰⁴⁹ "combustible combination of forces [...] have the potential to destroy [the Belfast Agreement]". *Ibid.*

¹⁰⁵⁰ McGlinchey, Chrissie, "Ain't working. Can't be fixed", in: Bew, Paul, Elliott, Sydney, McIntyre, Anthony, McGlinchey, Chrissie. *Op. Cit.* p. 4.

¹⁰⁵¹ *Ibid.*

¹⁰⁵² Moriarty, Gerry, "Pursuit of power should lure the DUP into doing a deal", *The Irish Times*, 8 mai 2004. p. 13.

journaliste, une situation de « dépendance mutuelle »¹⁰⁵³ a semblé lier les deux partis au lendemain des élections de 2003 au regard de leur avenir politique.

A la lumière de ces considérations, il convient donc de se demander pourquoi l'électorat nord-irlandais s'est radicalisé de cette façon, puisqu'en votant pour des partis extrêmes, la situation politique en Ulster ne semblait pas, de prime abord, pouvoir s'arranger. Chrissie McGlinchey soutient que c'est la modération du *Sinn Féin* depuis la fin des années 1980 et son rapprochement du nationalisme constitutionnel qui lui a permis de supplanter le S.D.L.P. dès 2001 et non une radicalisation soudaine de l'électorat nationaliste¹⁰⁵⁴. C'est ce que confirme d'ailleurs la progression électorale du parti pendant les années 1990 jusqu'au début des années 2000¹⁰⁵⁵. Gerard Murray et Jonathan Tonge, eux, avancent que l'électorat nationaliste a vu dans le parti républicain un défenseur plus ardent de leurs intérêts que le S.D.L.P. sur des sujets touchant à l'égalité, la justice, la liberté et la réforme des forces de police¹⁰⁵⁶. Les deux auteurs soulignent également le fait que le parti a su tirer profit de la présence des deux ministres issus du *Sinn Féin* : Martin McGuinness et Bairbre de Brún à deux postes importants de l'Exécutif : l'éducation et la santé¹⁰⁵⁷.

Concernant le D.U.P., selon William Hazelton, le succès électoral du parti est de toute évidence à mettre en relation avec la désillusion de la communauté protestante envers le processus de paix et son inquiétude face à l'absence de désarmement de l'I.R.A.¹⁰⁵⁸. D'autre part, le succès du parti de Ian Paisley est à mettre en relation avec « l'approche plus pragmatique »¹⁰⁵⁹ du parti, laquelle a su séduire plus d'électeurs de la communauté protestante. En effet, selon Hazelton, en acceptant leurs postes au sein de l'Exécutif, les membres du D.U.P. ont indiqué que leur volonté n'était pas d'anéantir toute possibilité de progrès politique (comme lors de la première tentative de processus de paix en 1973) mais de se montrer flexible¹⁰⁶⁰. En dépit de l'opposition farouche aux Accords de Belfast

¹⁰⁵³ "mutual dependence". In: Moriarty, Gerry, "Mutual dependence ties DUP and *Sinn Féin* fortunes", *The Irish Times*, 10 mai 2004. p. 7.

¹⁰⁵⁴ McGlinchey, Chrissie, "Ain't working. Can't be fixed", in: Bew, Paul, Elliott, Sydney, McIntyre, Anthony, McGlinchey, Chrissie. *Op. Cit.* p. 4.

¹⁰⁵⁵ Political party support in Northern Ireland, 1969 to the present. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/electsum.htm>. Consulté le 15 mars 2006. Voir : annexe n°9.

¹⁰⁵⁶ Murray, Gerard, Tonge, Jonathan, *Sinn Féin and the SDLP, From Alienation to Participation*, Londres: Hurst and Company, 2005. p. 227-228.

¹⁰⁵⁷ *Ibid.* p. 228-229.

¹⁰⁵⁸ Hazelton, William. "Suspended Vote : The 2003 Northern Ireland Assembly Election". The Political Quarterly Publishing Co. Ltd. 2004. Site Internet : <www.blackwell-synergy.com/links/doi/10.1111/j.1467-923X.2004.00607.x/pdf>. Consulté le 23 novembre 2005. p. 228.

¹⁰⁵⁹ "more pragmatic approach". *Ibid.* p. 231.

¹⁰⁶⁰ *Ibid.*

reflétée par la rhétorique du parti, le D.U.P. a assurément fait preuve d'une attitude plus subtile par son approche d'« opposition constructive » consistant à exposer les failles des Accords et à en limiter la mise en application¹⁰⁶¹. Il convient toutefois d'ajouter que cette stratégie répondait également à une volonté de ne pas être totalement exclu de la vie politique de la province et de jouer son rôle d'opposition aux Accords au sein de l'Assemblée et de l'Exécutif nord-irlandais afin de faire pression sur l'U.U.P. et les républicains. Ce qui, par voie de conséquence, s'est aussi avéré être à l'origine du succès électoral du parti.

2. *La « force illocutionnaire » et « l'usage stratégique du langage » dans les discours du D.U.P. et du Sinn Féin*

Toute tentative de mieux comprendre le succès électoral du *Sinn Féin* et du D.U.P. nous amène à nous interroger sur les principes linguistiques et sociologiques qui sous-tendent l'analyse du discours politique. Les théories des linguistes, sociologues et philosophes tels que John Austin, Pierre Bourdieu, Jürgen Habermas et Paul Chilton permettent en effet de dégager certains concepts clés nécessaires à l'analyse du discours politique. Il serait donc intéressant de les appliquer à l'étude des discours et manifestes du *Sinn Féin* et du D.U.P. faite précédemment. Nous nous intéresserons ainsi principalement à la notion de « force illocutionnaire »¹⁰⁶², théorisée par Austin et développée par Bourdieu et à ce qu'Habermas définit comme « l'usage stratégique du langage »¹⁰⁶³.

Selon Habermas, l'usage du langage devient « stratégique » dès lors que des intérêts altèrent la communication et son objectif principal de compréhension¹⁰⁶⁴. Afin d'illustrer ce point, le linguiste Paul Chilton distingue différentes catégories de fonctions stratégiques du langage. L'une d'entre elles, dite « coercitive », s'illustre, selon lui, par la situation dans laquelle les acteurs politiques se positionnent eux-mêmes et positionnent les autres acteurs dans une relation particulière¹⁰⁶⁵. En 2001 et en 2003, c'est précisément l'exercice auquel se sont livrés le *Sinn Féin* et le D.U.P. En effet, l'intérêt étant de s'attirer les voix d'une majorité de l'électorat unioniste, le D.U.P. s'est positionné en tant que parti uni, fort et comme le meilleur défenseur de l'Union et des intérêts protestants, tandis que

¹⁰⁶¹ Mitchell, David, "Cooking the Fudge : Constructive Ambiguity and the implementation of the Northern Ireland Agreement, 1998-2007", *Irish Political Studies*, Vol. 24, N°3, 321-336, September 2009. p. 332.

¹⁰⁶² Bourdieu, Pierre, *Langage et Pouvoir Symbolique*, Paris : Editions Fayard, 2001. p. 163 ; 189.

¹⁰⁶³ « *strategic use of language* », in : Chilton, Paul, *Analysing Political Discourse, Theory and Practice*, London: Routledge, 2004. p. 45.

¹⁰⁶⁴ Habermas, in : Chilton, Paul, *Analysing Political Discourse, Theory and Practice*, London: Routledge, 2004. p. 45.

¹⁰⁶⁵ Chilton, Paul, *Op. Cit.* p. 45.

l'U.U.P. était taxé de divisé, de faible et d'incompétent. Le *Sinn Féin*, même s'il n'a pas attaqué aussi violemment le S.D.L.P., s'est tout également positionné en tant que « seul parti pour l'ensemble de l'Irlande »¹⁰⁶⁶, en opposition au S.D.L.P., un parti nord-irlandais. Ce faisant, le parti républicain apparaissait bien mieux placé que les nationalistes sur l'échiquier politique pour promouvoir la réunification irlandaise.

Une autre fonction stratégique du langage identifiée par Paul Chilton qui nous intéresse particulièrement pour cette étude, est celle de légitimation et de délégitimation. Cette dernière a été largement utilisée dans les discours et manifestes du D.U.P. depuis la signature des Accords de Belfast afin de présenter ses rivaux politiques de l'U.U.P. et les républicains de façon négative. Cette stratégie, qui prend la forme d'avertissements, d'attaques verbales, d'insultes et d'accusations, s'est notamment illustrée en 1998, lors du congrès annuel du D.U.P., lorsque Ian Paisley a dit de David Trimble :

*He's a liar, a cheat, a hypocrite, a knave, a thief, a loathsome reptile which needs to be scotched. I will let the people of Ulster detect for themselves the traitor and then pass their own verdict*¹⁰⁶⁷.

De plus, dans son manifeste de 2001, le D.U.P. attaquait l'U.U.P., tout en soulignant que la politique de ce dernier jouait en la faveur d'autres ennemis, les républicains :

*The broken pledges of [...] David Trimble have allowed Sinn Féin/IRA to reap all the benefits of the appeasement process without giving anything in return – not even the decommissioning of a single bullet . [...] The UUP leadership can't be trusted anymore*¹⁰⁶⁸.

Enfin, dans son manifeste de 2003, le D.U.P. mettait en garde contre les répercussions néfastes, d'un point de vue unioniste radical, des Accords de Belfast sur la province, en utilisant une rhétorique de la peur :

¹⁰⁶⁶ “the only-Ireland party”. Sinn Féin, *Westminster Election Manifesto 2001, Building an Ireland of Equals*, Dublin: Sinn Féin, 2001. Site Internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/sf01.pdf>. Consulté le 18 juin 2008. p. 1. Sinn Féin, *Local Government Election Manifesto 2001, Changing the Face of Local Government*. Dublin: Sinn Féin 2001. Site Internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/01/htm>>. Consulté le 24/04/2013. p. 1.

¹⁰⁶⁷ Ian Paisley, in : Paisley, Ian, *Speech to the Annual Conference*, 28 novembre 1998. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ip281198.htm>>. Consulté le 15/03/06.

¹⁰⁶⁸ Democratic Unionist Party, *Leadership to put things right!*, Westminster and Local Government Elections Manifesto, Belfast: 2001. Site Internet: <www.DUP2win.com>. Consulté le 16 février 2007. p. 6.

*Four more years of the Belfast Agreement is likely to mean a Sinn Féin/IRA Deputy First Minister, a Sinn Féin/IRA Policing and Justice Minister, Sinn Féin/IRA back in government, more all-Ireland rule and a fundamental weakening of the Union.*¹⁰⁶⁹

Contrairement au D.U.P., le discours du *Sinn Féin* ne répond pas à une stratégie de délégitimisation puisque le ton des dirigeants du parti, depuis leur implication dans le processus de paix, n'a pas été pas celui de l'attaque mais plutôt celui de la volonté d'intégration et d'ouverture aux autres partis¹⁰⁷⁰. On peut tout de même souligner que le discours du *Sinn Féin* (depuis la mise en œuvre de sa stratégie de paix) répond à ce que Chilton définit comme une stratégie « d'auto-légitimation de groupe »¹⁰⁷¹, dont la fonction est de légitimer les membres d'un groupe en termes de valeurs et d'identité propres à ce groupe. Un exemple qui illustre bien cette composante du discours républicain est celui du congrès du *Sinn Féin*, le 10 mai 1998. A cette occasion, le *Sinn Féin* a dû exposer et justifier le changement de stratégie nécessaire à la participation des républicains dans le processus de paix : l'abandon de l'abstentionnisme au sein des institutions politiques nord-irlandaises. Cette décision a ainsi soigneusement été présentée comme faisant partie d'une stratégie de groupe et participant de la lutte vers l'idéal républicain : la réunification irlandaise.

*This attendance policy will be underpinned by a strategy as directed by the Ard Chomhairle. It will be based upon our strategic objectives and our political goals and will be subject to regular review. Like all Sinn Féin strategies, this attendance strategy will be wedded to others, e.g. mobilisations, campaigning, the international dimension and the need to build a 32 county struggle*¹⁰⁷².

Dans le cadre de l'analyse des discours du D.U.P. et du *Sinn Féin*, il est intéressant de prendre également en considération les propos du sociologue Pierre Bourdieu qui s'appuient sur ce que le linguiste John Austin avait déjà défini comme « la force illocutionnaire »¹⁰⁷³ d'un discours, dans son ouvrage, *Quand dire, c'est faire (How to do Things with Words)*. Selon Austin, théoricien des actes de langage, le pouvoir du discours

¹⁰⁶⁹ Democratic Unionist Party, *The DUP's vision for devolution – Fair deal manifesto 2003*, Northern Ireland Assembly Election Manifesto, Belfast: 2003. Site Internet: <www.DUP2win.com>. Consulté le 16 février 2007. p. 4.

¹⁰⁷⁰ "We can't make peace without the unionists. We have to make peace with each other. [...] Because if the unionists don't engage in this process, it's going nowhere". Grogan, Dick, "Adams says move to unarmed strategy could come sooner than later", *The Irish Times*, 29 août 1994.

¹⁰⁷¹ "self-legitimation in the group". Chilton, Paul, *Op. Cit.* p. 127.

¹⁰⁷² *Sinn Féin Ard Chomhairle Paper to 1998 Sinn Féin Ard Fheis*, Site internet: <sinnfein.org/ardfheis/98ardfheis/repap.html>. Consulté le 6/11/12.

¹⁰⁷³ « illocutionary force ». Austin, John, *How to do things with words (Second Edition)*, Oxford: Oxford University Press, 1976. p. 146.

se trouve dans les mots eux-mêmes. Sa théorie est en effet fondée sur le principe que le langage est souvent utilisé afin d'accomplir des actions. Austin fait également « allusion, de manière assez vague, à des 'procédures conventionnelles' qui doivent être observées pour qu'un énoncé performatif soit heureux »¹⁰⁷⁴. Bourdieu, lui, propose de mesurer précisément l'impact des conditions sociales sur le discours, puisque c'est justement là, selon lui, que réside tout le pouvoir ou la force d'un discours. Il s'intéresse particulièrement à « la manière dont les groupes [...] luttent pour le pouvoir et l'influence »¹⁰⁷⁵ dans le champ politique puisque ce dernier est « étroitement lié au thème du langage et du pouvoir symbolique [...] [et] le lieu par excellence où les mots sont des actions »¹⁰⁷⁶. En effet, selon Bourdieu,

*Les agents du champ politique sont engagés en permanence dans un travail de représentation par lequel ils entendent construire et imposer une vision particulière du monde social tout en cherchant à mobiliser le soutien de ceux sur qui [...] leur pouvoir repose*¹⁰⁷⁷.

Dans le cas du D.U.P., ce, « travail de représentation » va jusqu'à prendre des allures théâtrales, comme le remarque Ed Moloney :

*DUP annual conferences were invariably among the most colourful and ritualised pieces of theatre in British and Irish politics. [...] No performance was complete without colourful, sometimes wounding and always personal insults being hurled at the DUP's many enemies in Ireland – Catholics and Nationalists, who were by definition the traditional enemy; and the Ulster Unionists who were the real enemy, not least because their votes were coveted by DUP leaders*¹⁰⁷⁸.

Par ailleurs, le parti est effectivement parvenu, dès 1998, à imposer une vision très négative du processus de paix et de la politique de son rival, l'U.U.P., dans une « logique de la conquête du pouvoir »¹⁰⁷⁹, afin de mobiliser le soutien de l'électorat unioniste. « Nous avons fait apparaître les conditions qui rendaient l'Accord de 98 inacceptable et la moitié de la communauté unioniste en a convenu »¹⁰⁸⁰, déclarait en effet un dirigeant du

¹⁰⁷⁴ John B. Thompson, in : Bourdieu, Pierre, *Langage et Pouvoir Symbolique*, Paris : Editions Fayard, 2001. p. 19.

¹⁰⁷⁵ *Ibid.* p. 43.

¹⁰⁷⁶ *Ibid.* p. 44.

¹⁰⁷⁷ John B. Thompson, in : *Ibid.*

¹⁰⁷⁸ Moloney, Ed, *Paisley, From Demagogue to Democrat?* Dublin: Poolbeg Press, 2008. p. 334.

¹⁰⁷⁹ *Ibid.* p. 226.

¹⁰⁸⁰ Interview with DUP source, October 2007. In: Moloney, Ed, *Op. Cit.* p. 362.

D.U.P. en 2007. Aussi, les énoncés du parti ont pris un « statut relationnel »¹⁰⁸¹, dans la mesure où ils n'ont pris sens qu'en rapport aux autres acteurs du champ politique.

Le *Sinn Féin*, en revanche, a présenté une vision positive du processus de paix pour la communauté nationaliste et le discours du parti s'est alors caractérisé par une rhétorique du progrès, de la transition vers l'idéal républicain et de l'engagement. En effet, lors de son discours au congrès du *Sinn Féin* le 9 mai 1999, Gerry Adams s'est exprimé en ces termes :

The most important political development [...] in recent modern Irish history was the Good Friday Agreement.

The Good Friday Agreement is not an end in itself, but a transition towards a full national democracy in Ireland. For Irish republicans the struggle for full independence and sovereignty is not over.

*We committed ourselves to implementing the Agreement. I want to make it absolutely clear to the people of this island and to our many friends [...] that Sinn Féin is totally committed to the peace process*¹⁰⁸².

Contrairement au *Sinn Féin*, les discours du D.U.P. et de son dirigeant, Ian Paisley, reflètent l'usage de la rhétorique de la croyance, ce qui n'est en rien surprenant, dans la mesure où Paisley est également le chef et le fondateur de l'Eglise Presbytérienne Libre. Ainsi, dans ses discours, les ennemis du D.U.P. prennent la forme de « forces malignes »¹⁰⁸³ et l'I.R.A. et David Trimble les traits de « Judas »¹⁰⁸⁴. De plus, les discours du chef du D.U.P. s'achèvent souvent sur un extrait de la Bible ou une prière. Ainsi le discours de Paisley du 8 mai 2004 s'achevait sur : « Que la grâce de notre seigneur Jésus Christ, l'amour de Dieu et la communion du Saint Esprit soient avec vous tous, Amen »¹⁰⁸⁵.

Le grand nombre de références bibliques qui caractérisent les discours de Paisley semblent également participer de leur « force illocutionnaire ». En effet, comme le souligne Bourdieu, le langage religieux, ou la rhétorique de la croyance, confère au

¹⁰⁸¹ Bourdieu, Pierre, *Op. Cit.* p. 46.

¹⁰⁸² Adams, Gerry, Address to the Sinn Féin Ard Fheis, 9 mai 1999. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ga/9599.htm>>. Consulté le 19/11/07.

¹⁰⁸³ “*Evil forces*”. In : Paisley, Ian, Speech at the DUP Annual Conference in the Ramada Hotel, Belfast, 8 May 2004. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/dup/paisley080504.htm>>. Consulté le 15/03/06.

¹⁰⁸⁴ In : *Ibid.* Paisley, Ian, Speech to DUP Annual Conference, 28 novembre 1998. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ip281198.htm>>. Consulté le 15/03/06.

¹⁰⁸⁵ “*The grace of our Lord Jesus Christ, the love of God and the communion of the Holy Ghost be with you all, Amen*”. In: Paisley, Ian, Speech at the DUP Annual Conference in the Ramada Hotel, Belfast, 8 May 2004. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/dup/paisley080504.htm>>. Consulté le 15/03/06.

discours une efficacité performative¹⁰⁸⁶ qui renforce la force illocutionnaire du discours politique, même si, dans le cas du D.U.P., cette rhétorique n'est pas employée à des fins religieuses. De plus, il remarque que « le capital personnel de 'notoriété' et de 'popularité' fondé sur le fait d'être connu et reconnu dans sa personne [...] est souvent le produit de la reconversion d'un capital de notoriété accumulé sur d'autres terrains »¹⁰⁸⁷. Dans le cas de Ian Paisley c'est du terrain religieux dont il s'agit. Terrain qui lui a permis d'acquérir « 'un nom', 'une renommée' [...] [et] une maîtrise professionnelle de l'éloquence »¹⁰⁸⁸.

Du côté républicain, il semble également bien que la « reconversion d'un capital de notoriété » ait contribué à faire le succès électoral du *Sinn Féin*, si l'on considère le passé paramilitaire et de prisonnier politique de personnages influents tels que Gerry Adams et Martin McGuinness. Ce capital de notoriété, bien que lié aux campagnes violentes de l'I.R.A., a sans aucun doute contribué à faire apparaître le *Sinn Féin* comme un défenseur ardent des droits des nationalistes et un adversaire redoutable face au D.U.P. de Ian Paisley. D'ailleurs, comme le remarque Ed Moloney, tandis que le D.U.P. est parvenu à dominer l'unionisme, plus de catholiques ont eu tendance à voter pour le *Sinn Féin* dans une logique de réponse défensive¹⁰⁸⁹. Cela a d'ailleurs contribué à démontrer que les extrêmes de la scène politique nord-irlandaise se trouvaient bien, au lendemain des élections de 2003 dans une situation de « dépendance mutuelle »¹⁰⁹⁰.

La radicalisation de la scène politique nord-irlandaise au début des années 2000 dépend de facteurs multiples. Premièrement, le contexte de suspension des institutions politiques n'a pu que convaincre l'électorat unioniste que les Accords de Belfast n'étaient peut-être pas la réponse aux difficultés propres à la politique nord-irlandaise, légitimant ainsi le discours du D.U.P. De plus, il est indéniable que l'absence de désarmement des paramilitaires républicains a également joué en la faveur des unionistes radicaux, qui se targuaient à l'époque de ne jamais partager le pouvoir avec les républicains si l'I.R.A. n'était pas désarmée. Ainsi, les difficultés politiques rencontrées par David Trimble et les attaques dont il a été la cible ont bénéficié électoralement au D.U.P. En revanche, aux vues de ces mêmes difficultés, la majorité de la communauté nationaliste a donné son soutien

¹⁰⁸⁶ Bourdieu, Pierre, *Op. Cit.* p. 173.

¹⁰⁸⁷ *Ibid.* p. 244.

¹⁰⁸⁸ *Ibid.*

¹⁰⁸⁹ Moloney, Ed, *Op. Cit.* p. 363.

¹⁰⁹⁰ "mutual dependence". In: Moriarty, Gerry, "Mutual dependence ties DUP and Sinn Féin fortunes", *The Irish Times*, 10 mai 2004. p. 7.

aux républicains du *Sinn Féin*, dans la mesure où le parti s'est positionné en tant que défenseur du principe d'égalité et de la mise en place des Accords.

Ces conditions politiques, si elles ne rendent pas compte à elles seules de la radicalisation politique nord-irlandaise, se sont tout de même révélées être le terrain fertile à l'élaboration des stratégies politiques du D.U.P. et du *Sinn Féin*. Le pouvoir du langage politique du *Sinn Féin* et du D.U.P. tient à différentes composantes, propres à chacun de ces deux partis. Dans les deux cas, néanmoins, ces composantes du discours s'inscrivent dans une logique de conquête du pouvoir politique. Chez le D.U.P, en effet, les stratégies coercitives et de délégitimation répondent à un principe d'usage stratégique du langage. Aussi, on s'aperçoit que la rhétorique de la peur et de la religion participent de la force illocutionnaire du discours d'un parti dont le capital de notoriété a été renforcé par son chef grâce à la popularité de ce dernier sur le terrain religieux. Concernant le *Sinn Féin*, en revanche, la force du discours républicain réside dans une stratégie de légitimation de groupe et dans une rhétorique de progrès, d'engagement et de transition, lesquelles ont su séduire l'électorat nationaliste.

II/ Le rapprochement forcé des deux extrêmes et les difficultés de collaboration entre le D.U.P. et le *Sinn Féin*.

Le rapprochement forcé du *Sinn Féin* et du D.U.P. à l'issue des élections de 2003 a, dans un premier temps, semblé être synonyme de blocage du processus de paix. Aussi, l'intervention des gouvernements britannique et irlandais en tant que médiateurs s'est avérée nécessaire afin d'amener ces deux partis à dialoguer. Toutefois, si convenir d'objectifs politiques communs au regard de l'avenir de la Province était essentiel, l'entreprise représentait un défi de taille, compte tenu notamment de la question des armes républicaines et de l'opposition du D.U.P. au dialogue direct avec le *Sinn Féin*.

De manière quelque peu surprenante, Ian Paisley, sans doute grisé par le succès électoral de son parti, a montré des signes encourageants de modération, en particulier lorsque celui-ci a consenti à participer aux pourparlers sur la révision des Accords de Belfast et aux négociations de Leeds Castle aux côtés des républicains, ou encore, en rencontrant le *Taoiseach*, Bertie Ahern, en 2004.

Du côté des républicains, le fait de devoir convaincre un parti aussi radical que le D.U.P. de partager le pouvoir politique a signifié que l'I.R.A. devrait terminer de manière

transparente et dans les plus brefs délais le processus de destruction de ses armes. De fait, à partir de juillet 2005, lorsque l'I.R.A. a déclaré abandonner définitivement la lutte armée républicaine, la négociation directe entre le D.U.P. et le *Sinn Féin* est devenue possible et s'est concrétisée aux pourparlers de St Andrews à la fin de l'année 2006.

Cette partie tentera ainsi de démontrer comment le processus de rapprochement progressif des deux partis les plus opposés de la Province nord-irlandaise s'est mis en place et comment le succès électoral du *Sinn Féin* et du D.U.P. a laissé place, non pas à une impasse politique, mais à une véritable possibilité de progrès.

A. De nouveaux enjeux politiques pour le D.U.P. et le Sinn Féin

Le lendemain des élections de 2003 a été caractérisé par une période de négociations entre le *Sinn Féin*, le D.U.P. et les gouvernements britannique et irlandais. Toutefois, en raison des divergences politiques marquées entre les deux partis les plus radicalement opposés de la Province et, surtout, le refus incessant du D.U.P. de dialoguer directement avec les républicains, l'année 2004 a été caractérisée par l'instabilité et la recherche laborieuse d'un compromis plutôt que le progrès politique. Il convient tout de même de souligner que, pour la première fois, le D.U.P. a montré des signes de modération, notamment par sa participation aux pourparlers aux côtés du *Sinn Féin*, et a également indiqué une volonté de participer de manière constructive à la politique nord-irlandaise.

Cette partie propose donc d'identifier les principales difficultés auxquelles le *Sinn Féin* et le D.U.P. ont été confrontés en raison de leur nouveau statut politique ainsi que les enjeux liés à leur nouveau statut respectivement de premier parti nationaliste et premier parti unioniste.

1. La rencontre entre le D.U.P. et le gouvernement irlandais : le premier signe de modération

Suite à son accession au titre de premier parti politique de la province en 2003, le D.U.P. s'est trouvé face à un nouveau défi politique : celui de former un exécutif et une assemblée avec le *Sinn Féin*, en dépit de son opposition aux principes fondamentaux des Accords de Belfast. Au lendemain des élections de 2003, Tony Blair et Bertie Ahern ont très clairement annoncé que les Accords de 1998 ne seraient pas renégociés. De ce fait, si Ian Paisley souhaitait devenir Premier ministre de l'Irlande du Nord, cela se ferait obligatoirement selon les principes des Accords de paix. La radicalisation de l'électorat et,

donc, de la scène politique nord-irlandaise, signifiait alors pour le D.U.P., mais également pour les républicains, faire certaines concessions pour qu'un exécutif puisse revoir le jour dans la Province.

Pour le *Taoiseach*, Bertie Ahern, le résultat des élections de 2003 signifiait la fin des Accords de Belfast¹⁰⁹¹, tant il paraissait inconcevable, à l'époque, que le D.U.P. consente à entamer le dialogue avec les républicains du *Sinn Féin*. Toutefois, comme le souligne Ed Moloney, une interprétation plus positive de l'issue de ces élections était qu'un accord entre les deux extrêmes de la politique nord-irlandaise pourrait bien voir le jour et que, si tel était le cas, cet accord pourrait s'avérer être moins fragile qu'un accord entre les unionistes modérés de l'U.U.P. et le *Sinn Féin*¹⁰⁹².

Les premières prises de position du D.U.P. ont certes été décourageantes, puisqu'au lendemain des élections de 2003, Ian Paisley a déclaré :

*I'm not talking to Sinn Féin. [...] And my party's not talking to Sinn Féin, and anybody that talks to Sinn Féin will be out of my party. I think I'm entitled to ignore murderers. I don't see Mr Bush or Mr Blair talking to terrorists*¹⁰⁹³.

Néanmoins, il s'agissait là d'une exagération typique de la part du chef du D.U.P. puisque les premiers signes de modération du parti se sont fait sentir dès le mois de janvier 2004. En effet, Paisley a créé la surprise lorsqu'il a accepté de rencontrer une délégation du gouvernement irlandais. Cette rencontre, qui s'est tenue le 30 janvier à Londres, a signalé qu'en dépit des attaques précédentes du D.U.P. à l'encontre de la République d'Irlande, le parti était désormais enclin à dialoguer avec le gouvernement irlandais. Il est intéressant de rappeler que la dernière rencontre entre Ian Paisley et un Premier ministre irlandais avait eu lieu en 1965, lorsque Paisley avait attaqué la voiture de Sean Lemass avec des boules de neige, en opposition à la rencontre du *Taoiseach* avec le Premier ministre nord-irlandais Terence O'Neill¹⁰⁹⁴. Ainsi, l'importance de la rencontre entre Ian Paisley et Bertie Ahern en 2004 était considérable dans la mesure où elle reflétait l'évolution de la politique du D.U.P., sans nul doute causée par son succès électoral, vers une volonté de prendre part au processus de paix.

Bien que les représentants du D.U.P. aient souligné le fait que le problème principal au lendemain des élections demeurait la question de l'abandon des armes et l'arrêt des

¹⁰⁹¹ Moloney, Ed, *Op. Cit.* p. 404.

¹⁰⁹² *Ibid.*

¹⁰⁹³ Ian Paisley, in : *Ibid.* p. 404-405.

¹⁰⁹⁴ Voir : Première partie, II/ B. 2. p. 91.

activités de l'I.R.A., le parti de Ian Paisley a démontré qu'il était bel et bien prêt à participer au gouvernement de la province. En effet, toujours selon Moloney, peu après les élections de 2003, il a semblé que les membres du D.U.P. avaient soigneusement préparé leur stratégie électorale¹⁰⁹⁵. Leur approche, présentée au gouvernement irlandais, était la suivante : premièrement, modifier certains aspects des Accords de Belfast (notons que le D.U.P. ne parlait alors plus d' « enterrer » les Accords, comme il le faisait quelques années auparavant). Deuxièmement, les membres du parti continueraient de s'opposer catégoriquement à la négociation directe avec le *Sinn Féin* en l'état actuel des choses, mais ont néanmoins indiqué au *Taoiseach* qu'ils accepteraient d'être en contact avec les républicains par l'intermédiaire des gouvernements britannique et irlandais. Troisièmement, les républicains devraient être désarmés et les activités de l'I.R.A. devraient cesser avant que tout progrès politique soit envisageable¹⁰⁹⁶. Il ne s'agissait donc pas d'un programme fondamentalement différent de celui de l'U.U.P., si ce n'est que le D.U.P. se montrerait plus intransigeant que les unionistes modérés sur les mesures que devrait prendre l'I.R.A. avant toute collaboration avec le *Sinn Féin*.

2. *Le bilan des Accords de Belfast et les propositions politiques du D.U.P. et du Sinn Féin*

La révision des Accords de Belfast, qui était prévue cinq ans après leur signature, a donné l'opportunité à Londres et à Dublin de faire participer, ensemble, le D.U.P. et le *Sinn Féin* à des pourparlers sur les Accords. Comme stipulé dans le texte de 1998, il s'agissait par là de revoir certains des arrangements des Accords (relatifs aux élections et au fonctionnement de l'Assemblée, notamment), dans le but de convenir d'ajustements nécessaires au bon fonctionnement, à l'efficacité et à l'équité de l'Assemblée¹⁰⁹⁷.

Ian Paisley, fidèle à son attitude contestataire, a déclaré à l'issue de la session plénière du 3 janvier 2004 :

*I made it clear we are not negotiating with IRA/Sinn Féin. [...] today was a farce of everyone making a statement. It was only to please the Governments, to let them say they got everyone in the same room*¹⁰⁹⁸.

¹⁰⁹⁵ Moloney, Ed, *Op. Cit.* p. 408.

¹⁰⁹⁶ *Ibid.*

¹⁰⁹⁷ The Agreement reached in the multi-party negotiations, 10 Avril 1998.

Site Internet : <cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/agreement.htm>. Consulté le 2 février 2007. Voir : annexe n°11.

¹⁰⁹⁸ Ian Paisley, in : *The Irish Times*, 3 février 2004. In: Moloney, Ed, *Op. Cit.* p. 409.

Cette déclaration avait sans aucun doute pour but de se conformer au manifeste et aux promesses électorales du D.U.P. En effet, comme il a été dit précédemment, les représentants du parti avaient déclaré, lors de la campagne pour les élections de 2003, être opposés à une négociation directe avec les républicains. Néanmoins, la présence du D.U.P. aux côtés du *Sinn Féin* aux pourparlers de janvier 2004 a contribué à signaler que le parti était véritablement sur la voie de la modération, puisque pour la première fois, Gerry Adams et Ian Paisley étaient réunis dans le but d'examiner, ensemble, les principes politiques qui allaient régir la province.

Dans le cadre de la révision des Accords de Belfast, les deux partis ont dû faire des propositions afin de faire état de leur vision politique concernant l'avenir de la Province. Du document présenté par le D.U.P., « Maintenant, la Dévolution » (*“Devolution Now”*), il ressort une volonté de clarifier les zones d'ombres, ou ce qui a été appelé l'« ambigüité constructive » des Accords de Belfast, afin de procurer à l'Irlande du Nord un système politique « stable, responsable, [...] et efficace »¹⁰⁹⁹. On relève donc là une continuité dans la position politique du D.U.P., puisque, peu après la mise en place d'une assemblée au pouvoir partagé en 2001, les dirigeants du parti définissaient leur stratégie comme étant une stratégie d'« opposition constructive » aux Accords de Belfast, en opposition à l'« ambigüité constructive »¹¹⁰⁰. Comme le remarque David Mitchell, il est devenu évident que le D.U.P. souhaitait entretenir l'espoir d'une entente avec les républicains mais le défi que le parti devait à présent relever était de ne pas perdre ses partisans¹¹⁰¹. C'est pourquoi les dirigeants du parti se sont attachés à conserver leur rhétorique percutante et sans compromis et ont continué de manifester leur opposition aux Accords de Belfast : « Les Accords de Belfast n'ont pas réussi à tenir leurs promesses envers le peuple nord-irlandais et une nouvelle forme de dévolution est nécessaire »¹¹⁰².

Toujours dans le but de rester fidèle aux promesses électorales du D.U.P., le document « Maintenant, la dévolution » précise, en préambule, que les propositions faites par le parti découlent des principes que ses représentants ont défendu pendant les élections

¹⁰⁹⁹ “stable, accountable [...] and effective”. In: Democratic Unionist Party, *Devolution Now*, Belfast : 2003. Site Internet : <www.DUP2win.com>. Consulté le 16 février 2007. p. 2.

¹¹⁰⁰ “Constructive opposition not constructive ambiguity”. Peter Robinson, in: Mitchell, David, “Cooking the Fudge : Constructive Ambiguity and the implementation of the Northern Ireland Agreement, 1998-2007”, *Irish Political Studies*, Vol. 24, N°3, 321-336, September 2009. p. 332.

¹¹⁰¹ *Ibid.*

¹¹⁰² “The Belfast Agreement failed to deliver for the people of Northern Ireland and a new form of devolution is required”. In: Democratic Unionist Party, *Devolution Now*, Belfast : 2003. Site Internet : <www.DUP2win.com>. Consulté le 16 février 2007. p. 2.

et qui ont donc été approuvés par la majorité des unionistes de la Province¹¹⁰³. Ce faisant, le parti entend donner du poids à ses propositions et rappeler son statut de premier parti politique de la Province. L'autre point important soulevé par le document, avant que ne soient explicitées les propositions du D.U.P., est que les recommandations faites par le parti s'inscrivent dans le cadre d'un processus de dévolution à l'Irlande du Nord où seuls les partis engagés dans une action politique pacifique et démocratique pourraient exercer des fonctions ministérielles¹¹⁰⁴. Ainsi, les membres du D.U.P. sous-entendent que l'I.R.A. devra être désarmée pour que tout progrès politique puisse voir le jour.

Les propositions du D.U.P. pour l'avenir politique de la Province consistent en sept points, les mêmes que le parti avait déjà exposés dans son manifeste pour les élections de 2003 :

OUR SEVEN PRINCIPLES:

- 1. The DUP is a devolutionist party. We believe in democratic, fair and accountable government.*
- 2. No negotiating with the representatives of terrorism but we will talk to other democratic parties.*
- 3. Those who are not committed to exclusively peaceful and democratic means should not be able to exercise unaccountable executive power.*
- 4. Terrorist structures and weaponry must be removed before the bar to the Stormont Executive can be opened.*
- 5. Any relationship with the Republic of Ireland should be fully accountable to the Assembly.*
- 6. The DUP will work to restore the morale and effectiveness of the police force.*
- 7. We will strive to ensure genuine equality for all including equality in funding¹¹⁰⁵.*

Le D.U.P. apparaît donc bien être en faveur de la dévolution des pouvoirs à l'Irlande du Nord, mais sous certaines conditions, la plus importante étant de ne pas partager le pouvoir avec ceux qu'il considère comme des « terroristes », à savoir les républicains. Le document dénonce d'ailleurs le fait que l'U.U.P. a formé un gouvernement avec les républicains sans que l'I.R.A. ne soit désarmée, ce qui fournit ensuite au parti l'opportunité de se distinguer des unionistes modérés :

The DUP, unlike the UUP, will not take the IRA on its word nor accept an incremental process. For the DUP no instalment will satisfy. Completion is what we require and no move to include Sinn Féin in an Executive or granting them executive power will precede the full delivery of the Blair Necessities¹¹⁰⁶.

¹¹⁰³ *Ibid.* p. 3.

¹¹⁰⁴ *Ibid.*

¹¹⁰⁵ *Ibid.* p. 5.

Ensuite, en directe opposition avec les principes nationalistes et républicains, le document précise que la révision des Accords doit aboutir à un accord politique stable au sein du Royaume-Uni et non à une étape vers la réunification irlandaise¹¹⁰⁷. Aussi, le parti propose, dans le but de procurer une stabilité politique à la Province, d'établir une commission dont le rôle serait de faire des recommandations visant à améliorer l'efficacité des institutions politiques nord-irlandaises.

Tandis que le D.U.P. envisageait la révision des Accords de Belfast comme une opportunité de les renégocier, le Président du *Sinn Féin*, pour sa part, a donné une toute autre interprétation de cette phase de discussion :

*The review as set out in the Good Friday Agreement is about improving the delivery of the Agreement. [...] The review is not a renegotiation of the Good Friday Agreement. It is an opportunity to accelerate the process of change promised in the Agreement. It is an opportunity to re-endorse the Agreement*¹¹⁰⁸.

Pour le *Sinn Féin*, la révision des Accords de Belfast devait plutôt être l'occasion de remédier au manque de progrès, notamment sur des sujets touchant à l'égalité, les droits des citoyens, la démilitarisation de la Province, le transfert du pouvoir judiciaire et de la police, et d'insister sur la nécessité de développer la coopération à l'échelle de l'Irlande dans différents domaines¹¹⁰⁹. En tant que défenseur des Accords, il était en effet logique que Gerry Adams s'oppose à toute tentative de la part du D.U.P. de les enfreindre ou de les détruire. Ainsi, tout comme pendant sa campagne électorale, le *Sinn Féin* a renvoyé l'image d'un parti inflexible au regard de ses engagements fondamentaux (la démilitarisation de la Province, par exemple) mais s'est tout de même montré ouvert au compromis et à l'écoute des autres partis. Le chef du *Sinn Féin* s'est en effet montré ouvert au dialogue avec le parti de Ian Paisley en déclarant : « en dépit de nos différences, nous

¹¹⁰⁶ *Ibid.* p. 15. L'expression "*the Blair Necessities*" fait référence à un discours de Tony Blair datant de 2003, au cours duquel le Premier ministre britannique avait lancé un appel à l'I.R.A. en lui demandant d'achever son désarmement. Concrètement, Tony Blair avait demandé aux paramilitaires républicains de mettre fin à toutes leurs activités (attaques militaires, entraînements, collecte de renseignements, passages à tabac, acquisition d'armes et toute préparation de campagne terroriste) immédiatement et de manière permanente.

¹¹⁰⁷ *Ibid.* p. 6.

¹¹⁰⁸ Adams, Gerry, Statement at the opening of the Review of the Good Friday Agreement, 3 février 2004. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/sf030204.htm>>. Consulté le 15/12/07.

¹¹⁰⁹ *Sinn Féin, Agenda for the Review of the Good Friday Agreement*, 28 janvier 2004. Site Internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/sf280104.htm>>. Consulté le 15/12/07.

pouvons discuter de ces problèmes »¹¹¹⁰. Le but de cette déclaration était de renvoyer l'image d'un parti dont l'attitude était positive¹¹¹¹.

3. *La nécessaire intervention de Londres et de Dublin : les pourparlers de Leeds Castle*

Afin de faciliter la restauration des institutions politiques nord-irlandaises, des négociations se sont tenues à Leeds Castle, dans le Kent, entre le 16 et le 18 septembre 2004 entre les gouvernements britannique et irlandais, le D.U.P. et le *Sinn Féin*¹¹¹². Le D.U.P. était présent dans le but de négocier des changements aux Accords de Belfast mais en réalité, les gouvernements britanniques et irlandais avaient pour dessein d'amener le parti de Ian Paisley vers un accord avec les républicains qui reposerait sur le désarmement de l'I.R.A.¹¹¹³. Aussi, lorsqu'il a été annoncé par le gouvernement britannique aux dirigeants du parti qu'il n'était pas envisageable d'apporter les changements souhaités par le D.U.P.¹¹¹⁴, ce dernier a quitté la table des négociations.

Les représentants du *Sinn Féin*, eux, espéraient qu'une déclaration de la part de l'I.R.A. sur son intention d'abandonner les armes réussirait à convaincre Ian Paisley de former un exécutif avec les républicains, d'autant que la direction de l'Armée Républicaine, dans une déclaration datant d'octobre 2003, avait annoncé être encline à « prendre des initiatives dans le but de faciliter le processus de paix »¹¹¹⁵, notamment en s' « engageant à résoudre la question des armes »¹¹¹⁶.

A l'issue de ces débats, il est ressorti que si l'I.R.A. faisait une déclaration suffisamment persuasive (aux yeux du D.U.P.) sur ses intentions pacifiques et que cette déclaration était mise en pratique par son désarmement, le parti de Ian Paisley accepterait de partager le pouvoir politique avec les républicains¹¹¹⁷. Aussi, pour que le désarmement des paramilitaires républicains soit vérifiable, le D.U.P. a exigé d'obtenir les photographies des armes républicaines. En contrepartie, Tony Blair et Bertie Ahern ont sommé le D.U.P. de s'adresser directement au *Sinn Féin* si l'I.R.A. acceptait de se conformer à ces

¹¹¹⁰ “*despite our differences, we can discuss these issues*”. In: *Ibid.*

¹¹¹¹ *Ibid.*

¹¹¹² Le S.D.L.P., l'U.U.P. le Parti de l'Alliance et l'U.K.U.P. étaient également présents mais le but des pourparlers était clairement de favoriser un accord entre le D.U.P. et le *Sinn Féin*.

¹¹¹³ Rowan, Brian, *Paisley and the Provos*, Belfast: Brehon Press Ltd, 2005. p. 69.

¹¹¹⁴ Voir : Troisième partie, II/ A. 2. p. 292.

¹¹¹⁵ “*to take initiatives with the objective of facilitating political progress*”. In: Irish Republican Army (IRA) Statement, 29 octobre 2003. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/othelem/organ/ira/ira291003.htm>>. Consulté le 31 mai 2013.

¹¹¹⁶ “*commitment to resolve the issue of arms*”. In: *Ibid.*

¹¹¹⁷ Moriarty, Gerry, “Leaders sketch out likely IRA statement to DUP”, *The Irish Times*, 18 septembre 2004.

exigences¹¹¹⁸. Pour le Premier ministre britannique il s'agissait en effet de faire en sorte que les débats de Leeds Castle donnent une nouvelle impulsion au processus de paix et sortent l'Irlande du Nord de l'impasse politique¹¹¹⁹. Toutefois, et malgré les titres de la presse irlandaise¹¹²⁰ qui s'efforçaient de faire apparaître le processus de paix comme étant engagé sur la voie du progrès, aucun accord concret n'a été conclu à Leeds Castle : le D.U.P., en exigeant une copie de la déclaration de l'I.R.A. qui stipulerait ses intentions pacifiques et, surtout, des photographies de son désarmement, s'est attiré les foudres des républicains. Pour Gerry Adams, en effet, il s'agissait là de demandes excessives¹¹²¹ et irréalisables. De plus, selon Martin McGuinness, Paisley souhaitait obtenir des photographies pour des raisons autres que celle de faire progresser le processus de paix. D'une part, à des fins électorales, pour les utiliser contre David Trimble et ainsi prouver que, là où l'U.U.P. avait échoué, le D.U.P., lui, avait eu gain de cause et, d'autre part, dans l'optique d'humilier les républicains, ce qui a d'ailleurs bien été confirmé par les propos de Paisley quelques temps plus tard: « L'I.R.A. doit être humiliée et doit se repentir, non pas à la dérobée, mais ouvertement, et nous [le D.U.P.] n'avons pas d'excuses à faire concernant notre position »¹¹²². Selon McGuinness, si telle était l'intention du chef du D.U.P., celui-ci n'obtiendrait pas de telles photographies¹¹²³. Par cette déclaration provocante, dans laquelle Paisley affirmait ouvertement vouloir humilier l'I.R.A., il était alors évident que le chef du D.U.P. souhaitait soit retarder le désarmement de l'organisation et, donc, la formation d'un exécutif avec le *Sinn Féin*, soit dissuader ce dernier de conclure un accord politique.

En dépit des divergences d'opinion entre le *Sinn Féin* et le D.U.P. et des tensions persistantes entre les deux partis, il convient toutefois de souligner que la présence de Ian Paisley aux pourparlers de Leeds Castle a véritablement signalé que le chef du D.U.P. était prêt à convenir d'un accord avec les républicains¹¹²⁴. A la fin du premier jour des négociations, Ian Paisley a en effet annoncé aux médias son engagement à garantir l'accord le meilleur et le plus juste pour l'ensemble du peuple nord-irlandais¹¹²⁵. Mais il a également semblé qu'un tel accord devrait se faire selon les conditions du D.U.P. et que les

¹¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹¹⁹ Millar, Frank, "Final push' by leaders due today to break stalemate", *The Irish Times*, 18 Septembre 2004.

¹¹²⁰ "Signs of real engagement between SF and DUP give new hope", *The Irish Times*, 18 septembre 2004.

¹¹²¹ Rowan, Brian, *Op. Cit.* p. 68.

¹¹²² *Ibid.* p. 100.

¹¹²³ *Ibid.* p. 97.

¹¹²⁴ Moloney, Ed, *Op. Cit.* p. 415.

¹¹²⁵ *Ibid.* p. 417.

républicains devraient s'y conformer. De leur côté, ces derniers ont annoncé que l'I.R.A. était prête à achever son désarmement afin qu'un exécutif au pouvoir partagé puisse voir le jour. Néanmoins, pour le D.U.P., cette promesse de désarmement n'était pas suffisante dans la mesure où les républicains n'avaient pas encore acquis la confiance du parti. Contrairement à David Trimble, Ian Paisley a exigé des républicains un désarmement vérifiable avant que tout accord politique avec le *Sinn Féin* ne soit envisagé¹¹²⁶. Pour le chef du D.U.P., il s'agissait en effet de ne pas reproduire les erreurs commises par l'U.U.P. et de se présenter à l'électorat unioniste comme un négociateur plus exigeant. En conséquence, le D.U.P. se devait de demander plus de garanties aux républicains préalablement à la formation d'une assemblée.

Peu après les discussions de Leeds Castle, le 30 septembre 2004, Ian Paisley s'est rendu en République d'Irlande afin de s'entretenir avec Bertie Ahern au sujet des affaires politiques nord-irlandaises¹¹²⁷. Si cette entrevue n'a pas non plus contribué à sortir l'Irlande du Nord de l'impasse politique, le chef du D.U.P. a tout de même adopté une attitude étonnamment positive concernant les relations entre le Nord et le Sud de l'île, en déclarant aux journalistes que cette entrevue s'était avérée très « utile »¹¹²⁸. Toutefois, selon Ian Paisley l'I.R.A. n'avait toujours pas prouvé son intention de rendre la totalité de ses armes, ni de mettre fin à ses activités, et celui-ci a insisté sur le fait que le problème devait être résolu avant toute entente politique entre son parti et les républicains¹¹²⁹.

Les discussions politiques entre les gouvernements britannique et irlandais, le D.U.P. et le *Sinn Féin* se sont poursuivies jusqu'à la fin de l'année 2004 mais n'ont toutefois pas apporté de progrès politique en Irlande du Nord. Le processus de négociations politiques se heurtait en effet toujours au même obstacle : la demande incessante de clichés de la part du D.U.P., qui confirmeraient le désarmement de l'I.R.A. Paisley a d'ailleurs déclaré qu'il n'y aurait à ce sujet « aucun compromis » et que le désarmement de l'armée républicaine devrait être « visible et totalement transparent aux yeux de ceux qui étaient menacés par ces armes »¹¹³⁰. En revanche, du côté républicain, les demandes du D.U.P.

¹¹²⁶ Lorsque le désarmement de l'I.R.A. a commencé, en Octobre 2001, le nombre d'armes détruites n'avait pas été révélé, dans le cadre d'un accord entre l'I.R.A. et le Général de Chastelain.

¹¹²⁷ La visite de Paisley en Irlande le 30 septembre 2004 fut la première visite politique formelle du chef du D.U.P. Les visites précédentes de Paisley à Dublin avaient en effet été organisées dans le cadre de protestations politiques ou de l'activité de sa congrégation presbytérienne libre.

¹¹²⁸ Brennock, Mark, "Paisley held 'useful meetings' with Taoiseach", *The Irish Times*, 1er octobre 2004.

¹¹²⁹ *Ibid.*

¹¹³⁰ Ian Paisley, In: Rowan, Brian, *Op. Cit.* p.85.

étaient perçues comme faisant partie d'une stratégie d'humiliation et n'étaient donc pas acceptables¹¹³¹.

Au cours des négociations du mois de décembre 2004, les gouvernements britannique et irlandais, conscients que le D.U.P. ne transigerait pas sur ce point, ont approuvé l'idée que le désarmement de l'I.R.A. devrait être photographié : « ces photographies seront présentées par l'I.I.C.D. aux deux gouvernements et aux partis politiques au moment du rapport définitif concernant le désarmement de l'I.R.A. et seront publiées au moment de la formation d'un exécutif »¹¹³². Si cette proposition de la part des gouvernements britannique et irlandais donnait l'impression d'un accord entre Blair, Ahern, l'I.I.C.D., les différents partis politiques nord-irlandais et l'I.R.A., cette dernière n'avait néanmoins pas été consultée au préalable et n'avait pas donné son accord concernant les photographies de son désarmement. Cette proposition de la part des deux gouvernements, qui a été présentée comme un véritable accord dans la presse, a démontré une fois de plus la détermination de Tony Blair et de Bertie Ahern de faire avancer le processus de paix et, surtout, de ne pas le faire apparaître comme un échec.

Alors que l'année 2004 s'est achevée sans véritable accord entre le D.U.P. et le *Sinn Féin*, il a semblé qu'il était à charge des républicains de mettre en place une démilitarisation de l'I.R.A. qui serait suffisamment convaincante et, surtout, vérifiable pour que le D.U.P. accepte de former un exécutif avec le *Sinn Féin*. Si beaucoup ont émis des doutes quant à une entente politique entre le *Sinn Féin* et le D.U.P. après les résultats électoraux de 2003, il convient de mentionner que le rapprochement forcé des extrêmes politiques de la Province nord-irlandaise a, au contraire, permis de poser des bases plus claires que celles des Accords de Belfast, notamment au regard des modalités de désarmement de l'I.R.A. qui, force est de constater, demeurait l'obstacle majeur à tout progrès politique tangible depuis le début des années 1990.

B. Les élections de 2005 et le désarmement de l'I.R.A.

Malgré les quelques signes de modération du D.U.P., manifestés par sa présence à la table des négociations aux côtés du *Sinn Féin*, les événements de la fin de l'année 2004 et du début de l'année 2005 ont contribué à anéantir les espoirs d'un accord entre le parti de Gerry Adams et celui de Ian Paisley. En effet, en plus de l'absence de désarmement de

¹¹³¹ *Ibid.*

¹¹³² *The Irish Times*, 9 décembre 2004.

l'Armée Républicaine, le braquage de la *Northern Bank* par l'I.R.A. en décembre 2004 et l'assassinat de Robert McCartney¹¹³³ en janvier 2005 attirèrent une fois de plus l'attention sur les activités criminelles de l'I.R.A. Toutefois, ces événements ont eu pour conséquence de jouer en faveur de ceux qui, au sein du mouvement républicain, souhaitaient le désarmement et l'arrêt des activités de l'I.R.A. Ainsi, en juillet 2005, la déclaration tant attendue de l'Armée Républicaine stipulait que « toutes les unités de l'I.R.A. [avaient] reçu l'ordre de déposer les armes. Tous les volontaires [avaient] été chargés d'aider au développement de programmes purement politiques et démocratiques »¹¹³⁴.

Dans la mesure où le D.U.P. et le *Sinn Féin* ont su consolider leur statut respectif de premier parti unioniste et nationaliste, malgré leurs difficultés à convenir d'un accord commun, il conviendra d'analyser brièvement les programmes politiques des deux partis et le contexte dans lequel se sont déroulées les élections de 2005. Cela nous permettra de déterminer les facteurs de leur succès auprès de l'électorat nord-irlandais. Puis, il s'agira de démontrer l'impact de ces élections sur la décision de l'I.R.A. d'abandonner la lutte armée, en juillet 2005, et de mesurer les conséquences de cet événement sur le processus de paix et sur la politique du D.U.P.

1. Les élections de 2005

Les élections de 2005 n'ont pas indiqué de changement majeur concernant l'attitude des électeurs unionistes et nationalistes, à présent représentés respectivement par le D.U.P. et le *Sinn Féin*. La nouvelle configuration de la scène politique nord-irlandaise depuis novembre 2003 a en effet été confirmée au cours des deux élections de 2005¹¹³⁵. Les résultats aux élections locales et parlementaires de mai 2005 ont ainsi démontré la domination du D.U.P. et du *Sinn Féin* au sein de leur communauté respective. Le D.U.P. a remporté 9 sièges (37,7% des voix) aux élections de Westminster et 182 sièges (29,6% des voix) aux élections locales et a donc conservé son statut de premier parti de la Province. En revanche, le déclin de l'U.U.P s'est amplifié, puisque le parti n'est parvenu à remporter qu'un seul siège à Westminster et 115 sièges aux élections locales. David Trimble, qui a perdu son siège pour la circonscription d'Upper Bann, a donc démissionné de son rôle de

¹¹³³ Le 30 janvier 2005, un habitant de Belfast, Robert McCartney, a été sauvagement tué par des membres de l'I.R.A., qui ont essayé de dissimuler le meurtre et ordonné à tous les témoins de passer sous silence la participation de membres de l'Armée Républicaine.

¹¹³⁴ "All IRA units have been ordered to dump arms. All Volunteers have been instructed to assist the development of purely political and democratic programmes". Irish Republican Army (IRA) Statement on the Ending of the Armes Campaign, 28 juillet 2005. Site Internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/othelem/organ/ira/ira280705.htm>>. Consulté le 14/03/06.

¹¹³⁵ Rowan, Brian, *Op. Cit.* p. 23.

chef du parti unioniste quelques jours après les élections, pour être remplacé par Reg Empey. Le D.U.P. avait donc bel et bien réussi à écraser le parti de David Trimble. Le *Sinn Féin* est, pour sa part, parvenu à remporter 5 sièges à Westminster (24,3% des voix) et 126 sièges (23,2% des voix) aux élections locales, confirmant ainsi son statut de premier parti nationaliste.

Les répercussions des activités criminelles de l'I.R.A. à la fin de l'année 2004 et au début de l'année 2005 ont, de manière prévisible, eu des répercussions sur la campagne électorale du D.U.P., dont le chef a déclaré peu de temps avant les élections : « Il n'y a de place dans aucune démocratie pour les terroristes et il n'y a pas de place pour l'IRA/Sinn Féin. [...] Laissez-moi vous dire sans équivoque que le D.U.P. ne formera pas de gouvernement avec l'IRA/Sinn Féin »¹¹³⁶. Aussi, dans son manifeste électoral, « Une Direction qui Fonctionne » (*Leadership That's Working*) le parti appelle-t-il l'électorat unioniste à faire barrière au *Sinn Féin* en votant pour le D.U.P. : « *These elections give people in Northern Ireland the chance to speak clearly and with one voice in rejecting terrorism* »¹¹³⁷. En effet, selon les unionistes du D.U.P., « l'Irlande du Nord ne peut se permettre d'avoir le Sinn Féin comme principal parti et seul le D.U.P. peut empêcher cela »¹¹³⁸. Cette déclaration confirme bien qu'à l'époque, le parti de Ian Paisley n'était pas disposé à convenir d'un accord politique avec les républicains. Dans ce manifeste, le D.U.P. insiste effectivement sur le fait que les élections locales de 2005 représentent « un duel entre le D.U.P. et le Sinn Féin »¹¹³⁹, puisque l'un de leurs enjeux est d'empêcher le *Sinn Féin* de devenir le premier parti de la province. Comme à son habitude, le parti présente à son électorat un scénario catastrophe, au cas où un parti « inextricablement lié au terrorisme et à la criminalité deviendrait le principal parti politique d'Irlande du Nord »¹¹⁴⁰ et reprend ainsi les principes et la stratégie déjà mis en œuvre au sein de ses manifestes précédents : la défense de la démocratie, de l'union et la rhétorique de la peur.

¹¹³⁶ “*There is no place in any democracy for terrorists and no place for IRA/Sinn Féin. [...] Let me make unequivocally clear that the DUP will never enter government with IRA/Sinn Féin*”. Ian Paisley, in: Dixon, Paul, *Op. Cit.* p. 308.

¹¹³⁷ In: *Democratic Unionist Party: “Leadership that’s working”*, 2005. Site Internet : <www.DUP2win.com>. consulté le 16 février 2007. p. 4.

¹¹³⁸ “*Northern Ireland cannot afford for Sinn Féin to be the largest party and only the DUP can stop this*”. *Ibid.*

¹¹³⁹ “*This election is not a battle between the DUP and the Ulster Unionist Party [...] but rather between the DUP and Sinn Féin*”. In: *Ibid.* p. 6.

¹¹⁴⁰ “*Just imagine the scenario if a political party inextricably linked with terrorism and criminality became the largest party in Northern Ireland*”. In : *Ibid.* p. 4.

Previous election results demonstrate that only the DUP can prevent Sinn Féin becoming the largest party in Northern Ireland. It is vital for unionism and democracy that those who refuse to give up paramilitarism and criminality do not become the Northern Ireland's leading political party. It is essential that unionism remains at the forefront in representing Northern Ireland. If Sinn Féin/IRA were to emerge as the largest party from a General Election, it would be a huge blow to the Union¹¹⁴¹.

Aussi, parce que la stratégie politique du D.U.P. était, à l'époque, de confirmer sa place de premier parti unioniste nord-irlandais, celui-ci a continué de comparer sa politique à celle de l'U.U.P. mais cette fois, afin de montrer que l'unionisme était à présent dirigé efficacement¹¹⁴². Le manifeste revient alors dix-huit mois en arrière, lorsque l'U.U.P. était toujours à la tête de l'unionisme et que les républicains « obtenaient concession après concession »¹¹⁴³. Le parti met également en avant le fait que, depuis 2003, ce sont les intérêts du D.U.P. (et, donc, des unionistes) qui dominant le processus politique mené avec Londres et Dublin. Enfin, le parti demande aux électeurs de voter pour que le « renouveau unioniste »¹¹⁴⁴ puisse continuer et « ne pas laisser David Trimble faire [du tort] à l'unionisme en 2005 comme il en a fait jusqu'en 2003 »¹¹⁴⁵. Ainsi, contrairement à l'U.U.P., dont la politique s'était assouplie au fil du temps au profit des républicains, il apparaît que le D.U.P., lui, n'avait pas abandonné ses principes unionistes radicaux et a su jouer sur les peurs de l'électorat unioniste pour pouvoir conserver sa place de premier parti unioniste de la province.

Un élément qui a indéniablement joué en faveur du D.U.P. en 2005 et qui l'a aidé à consolider son statut politique a été le fait que l'U.U.P. venait de perdre le soutien politique des membres de l'Ordre d'Orange, jusque-là alliés politiques traditionnels du parti unioniste officiel¹¹⁴⁶. En mars 2005, l'Ordre d'Orange avait en effet annoncé la fin de son alliance avec l'U.U.P. Cette décision était d'ailleurs prévisible, puisque l'Ordre s'était opposé aux Accords de Belfast et avait exprimé à plusieurs reprises son désaccord avec la politique de l'U.U.P. et notamment celle de David Trimble¹¹⁴⁷. Les relations entre David Trimble et l'Ordre d'Orange étaient en effet devenues de plus en plus tendues après que les

¹¹⁴¹ *Ibid.*

¹¹⁴² *Ibid.*

¹¹⁴³ "concession after concession". In: *Ibid.* p. 4.

¹¹⁴⁴ "Unionist revival". In : *Ibid.* p. 5.

¹¹⁴⁵ "Don't let David Trimble do to unionism in 2005 what he did up until 2005". In : *Ibid.* p. 5

¹¹⁴⁶ Si l'U.U.P. ne dépendait pas financièrement de l'Ordre d'Orange, le parti partageait toutefois des locaux avec l'organisation. De plus, les délégués de l'Ordre d'Orange faisaient partie de l'U.U.P. et en 2004, deux délégués au Conseil Exécutif de l'U.U.P. étaient issus de l'Ordre d'Orange. Aussi, la plupart des membres de l'Assemblée (16 sur 27) de l'U.U.P. faisaient partie de l'Ordre. Enfin, depuis 1921, plus de 90% des membres de l'Assemblée nord-irlandaise appartenant à l'U.U.P. ont été membres de l'Ordre d'Orange et tous les chefs de l'U.U.P. en ont également fait partie.

¹¹⁴⁷ *Ibid.*

orangistes n'eurent pas obtenu l'autorisation de défiler au sein d'un quartier nationaliste, en 1998, pour la parade de Dumcree. Aussi, parce que l'Ordre d'Orange s'était montré hostile aux Accords de Belfast, à la politique de David Trimble, aux changements relatifs aux forces de l'ordre et au relâchement des prisonniers paramilitaires, les idées politiques de l'organisation ne coïncidaient plus avec celles des unionistes officiels mais correspondaient plutôt aux positions du D.U.P.¹¹⁴⁸. Ainsi, le soutien politique traditionnel de l'Ordre d'Orange envers l'U.U.P., dans un premier temps altéré par des opinions divergentes sur les Accords de Belfast, a définitivement pris fin en 2005. Avec un nombre de membres s'élevant à 80 000, soit un protestant adulte sur quatre¹¹⁴⁹, l'impact de l'abandon du soutien politique de l'Ordre envers l'U.U.P. ne pouvait avoir qu'un impact considérable sur les résultats électoraux de 2005. En effet, en dénonçant certains aspects de la mise en œuvre des Accords de Belfast, comme la continuation de la violence paramilitaire, la présence de « terroristes » au gouvernement, la libération des prisonniers issus de groupes paramilitaires, ou encore, en promettant de négocier un nouvel accord, Ian Paisley est parvenu à s'attirer les voix des orangistes¹¹⁵⁰.

Par ailleurs, en termes de participation électorale, il semblerait qu'en 2005, l'électorat unioniste ne se soit pas suffisamment mobilisé dans les circonscriptions traditionnellement dominées par l'U.U.P., ce qui aurait ainsi coûté au parti de nombreux sièges, notamment celui d'Upper Bann, détenu par David Trimble. Jonathan Tonge et Jocelyn Evans observent en effet une baisse de participation électorale significative au sein des quartiers unionistes¹¹⁵¹. Ce constat mène donc à la conclusion suivante : aux élections de 2005, l'U.U.P. n'a tout simplement pas réussi à s'opposer de manière ferme au D.U.P., ni à mobiliser son électorat. Déçu par le manque de progrès politique de l'U.U.P., par son incapacité à convenir d'un accord politique avec le *Sinn Féin* et à forcer l'I.R.A. à rendre les armes, l'électorat unioniste ne s'est pas (ou moins) manifesté aux élections de 2003 et de 2005.

Le succès du parti de Ian Paisley ne relève donc pas totalement d'une « conversion » de l'électorat unioniste aux valeurs du D.U.P. mais tient également

¹¹⁴⁸ Tonge, Jonathan, Evans, Jocelyn. "Eating the Oranges ? The Democratic Unionist Party and the Orange Order Vote in Northern Ireland". Paper presented to the Elections, Public Opinions and Parties Annual Conference, Nuffield College, Oxford University, 10-12 Septembre 2004. Site Internet : <epeop2004.politics.ox.ac.uk/materials/Tonge_Evans.pdf>. Consulté le 20 novembre 2005.

¹¹⁴⁹ *Ibid.*

¹¹⁵⁰ *Ibid.*

¹¹⁵¹ Evans, Jocelyn, Tonge, Jonathan, *Op. Cit.*

du désengagement de certains électeurs unionistes en politique¹¹⁵². Ce désengagement peut être directement lié au manque de progrès de la situation politique nord-irlandaise. Aussi, le fait que le désarmement de l'armée républicaine ait représenté la clé de la restauration d'une assemblée et d'un exécutif dans la province et que l'U.U.P. n'ait pas été capable de l'obtenir a, de manière logique, profité électoralement au D.U.P. Qui plus est, le programme politique des unionistes radicaux, essentiellement basé sur la dénonciation de la politique de l'U.U.P. et l'inefficacité des Accords de Belfast a certainement fait prendre conscience à l'électorat unioniste de l'absence de progrès politique dans la Province et l'a ainsi encouragé à voter pour un parti adepte du changement. De plus, après cinq ans de hauts et de bas sur la scène politique nord-irlandaise, de suspensions répétées de l'Assemblée, il est compréhensible qu'une partie de la population de l'Ulster se soit désintéressée progressivement de la politique de la Province et que certains aient été tentés de voter en faveur d'un parti plus à même d'obtenir le désarmement de l'armée républicaine, parce que plus radical et plus intransigeant envers les républicains.

Le résultat des élections de 2005 à Westminster a également démontré, une fois de plus, l'importance du vote en faveur des républicains, qui a augmenté de 2,6 points par rapport aux dernières élections à Westminster de 2001 pour atteindre 24,3% des suffrages. En revanche, le vote en faveur du S.D.L.P. a chuté de 3,5 points pour ne totaliser que 17,5% des voix¹¹⁵³. Le parti républicain n'a pas pour autant abandonné sa politique d'abstention au Parlement de Westminster. Michelle Gildernew, membre de l'Assemblée législative nord-irlandaise en 1998 et 2003, a en effet déclaré : « *I don't believe as an Irish republican there is any advantage in me sitting in Westminster. After all, I have access to Tony Blair at 10 Downing Street* »¹¹⁵⁴. Aux élections locales également, le pourcentage de voix en faveur du *Sinn Féin* a représenté une hausse de 2,6 points par rapport à 2001 pour atteindre 23,3% des suffrages, tandis que le vote en faveur du S.D.L.P. a baissé de 2 points pour ne totaliser que 17,4% des voix¹¹⁵⁵.

Le manifeste du *Sinn Féin*, comme celui du D.U.P. a, à cette occasion, repris les lignes directrices des campagnes électorales précédentes (celles de 2001 et 2003) qui s'étaient avérées être un succès pour le parti républicain. Premièrement, sans faire de

¹¹⁵² *Ibid.*

¹¹⁵³ Political party support in Northern Ireland, 1969 to the present. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/electsum.htm>. Consulté le 15 mars 2006. Voir : annexe n°9.

¹¹⁵⁴ In: Rafter, Kevin, *Sinn Féin 1905-2005, In the Shadow of Gunmen*, Dublin: Gill and Macmillan, 2005. p. 158.

¹¹⁵⁵ Political party support in Northern Ireland, 1969 to the present. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/electsum.htm>. Consulté le 15 mars 2006. Voir : annexe n°9.

distinction explicite entre le *Sinn Féin* et l'I.R.A., le manifeste sous-entend l'indépendance du parti par rapport à l'armée républicaine en ne faisant aucune mention des paramilitaires républicains, ni des événements qui ont pu ternir l'image du mouvement républicain à la fin de l'année 2004 et au début de l'année 2005. Deuxièmement, le *Sinn Féin* n'attaque pas ses adversaires politiques du camp nationaliste ou unioniste mais se concentre sur des propositions politiques concrètes, à savoir : l'unité irlandaise, l'égalité, la démocratie, la contribution au processus de paix et la dévolution des pouvoirs à l'Irlande du Nord. Les membres du *Sinn Féin*, tout en s'appuyant sur leur expérience d'élus locaux, se font aussi les avocats d'une solide représentation locale au service de la démocratie, du principe d'égalité, du processus de paix et de l'unité irlandaise :

We are providing strong local representation and making a real difference. As the only all-Ireland party our aim, in the time ahead, is to have representation on every Council in Ireland. We will use our mandate to advance the peace process, build for Irish unity and bring forward social and economic change.

*Sinn Féin wants to see local democracy strengthened and brought close to the people and ensure that the unionist abuses of the past are not repeated*¹¹⁵⁶.

Une nouvelle fois, les membres du parti républicain, afin de s'attirer les votes de la communauté nationaliste, rappellent le fait que le *Sinn Féin* est le seul parti implanté sur l'ensemble de l'île, afin d'apparaître comme ceux qui seront les plus à même de promouvoir l'éventuelle réunification de l'île : « le Sinn Féin fera campagne auprès du gouvernement irlandais pour que celui-ci commence à préparer la réunification irlandaise »¹¹⁵⁷.

Plusieurs facteurs peuvent rendre compte de la progression électorale du *Sinn Féin* et, donc, du remplacement du S.D.L.P. en tant que premier parti nationaliste nord-irlandais. Premièrement, le fait que, depuis octobre 2001, l'I.R.A. ait commencé à détruire ses armes¹¹⁵⁸ a pu convaincre l'électorat nationaliste de continuer à soutenir le parti républicain lors des élections (malgré les deux scandales ayant impliqué l'I.R.A. en 2004 et 2005). Deuxièmement, lors des pourparlers de Leeds Castle, le *Sinn Féin* s'est avéré être ferme face aux demandes du D.U.P. et est ainsi apparu comme le parti le plus à même de

¹¹⁵⁶ Sinn Féin, *Changing the face of local government*, Local Government Election Manifesto, Dublin: 2005. Site Internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/sf05manlg.pdf>. Consulté le 18 juin 2008. p. 2-3.

¹¹⁵⁷ “*Sinn Féin will campaign for the Irish government to begin preparations for the re-unification of Ireland*”. In: *Ibid.* p. 6.

¹¹⁵⁸ Le 23 octobre 2001, puis le 8 avril 2002 et le 21 octobre 2003 l'I.R.A. avait annoncé avoir détruit une partie de ses armes. Source : site internet : <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/decommission.htm>>. Consulté le 08/06/13.

défendre les intérêts nationalistes face à un parti aussi radical que le parti de Ian Paisley. Troisièmement, le *Sinn Féin* a bénéficié de l'expérience de deux de ses membres¹¹⁵⁹ ayant exercé des fonctions ministérielles au sein de l'Exécutif au pouvoir partagé entre 2000 et 2002. Si l'on considère également les bonnes performances électorales du parti depuis 2001, cela a contribué à donner l'image d'un parti fort et influent.

Agnès Maillot explique également le succès électoral du *Sinn Féin* par le fait que le parti était très bien organisé lors des campagnes électorales. Le succès de ces dernières reposerait en effet sur le nombre important d'activistes républicains démarchant activement dans les circonscriptions, afin que le parti soit le plus visible possible¹¹⁶⁰.

Tous ces éléments ont contribué, depuis l'implication du parti républicain dans le processus de paix, à renforcer la crédibilité du *Sinn Féin* qui est progressivement apparu comme un parti incontournable de la scène politique nord-irlandaise. Toutefois, au lendemain des élections de 2005, qui ont à nouveau fait du D.U.P. et du *Sinn Féin* les principaux acteurs du processus de paix, il est apparu clairement que le désarmement total de l'I.R.A. devait avoir lieu dans les plus brefs délais. En effet, former un exécutif avec le D.U.P. serait impossible sans une prise de décision claire de la part de l'I.R.A.

2. Le désarmement de l'I.R.A.

La question du désarmement de l'I.R.A., comme il a déjà été évoqué, a marqué la scène politique nord-irlandaise depuis le premier cessez-le-feu de l'organisation en août 1994. D'abord un obstacle aux négociations avec le *Sinn Féin* au début des années 1990, le non désarmement de l'I.R.A. est ensuite devenu un obstacle à la formation d'un exécutif avec les autres partis politiques de la province à la suite des Accords de Belfast.

Au lendemain des élections de 2005, il était évident que pour qu'une entente politique puisse voir le jour entre les deux partis, les républicains devrait impérativement convaincre l'I.R.A. de rendre la totalité de ses armes de manière totalement transparente. En effet, comme l'a souligné Brian Rowan, « négocier avec le 'Dr No' de la politique nord-irlandaise exigerait de l'I.R.A. de dire et faire beaucoup plus que ce que celle-ci avait dit et fait pour Trimble »¹¹⁶¹. Le D.U.P. avait en effet exigé à plusieurs reprises un

¹¹⁵⁹ Martin McGuinness était ministre de l'éducation et Baibre de Brún ministre de la santé.

¹¹⁶⁰ Maillot, Agnès, *New Sinn Féin. Irish Republicanism in the Twenty-first Century*, Oxon: Routledge, 2005. p. 66-67.

¹¹⁶¹ "Doing a deal with the 'No' man of Ulster politics would require the IRA to say and do much more than it said and did for Trimble". In: *Ibid.* p. 56.

désarmement total de l'Armée Républicaine ainsi que la disparition des paramilitaires républicains.

Il a été convenu que, dans un premier temps, le D.U.P. examinerait les rapports de la Commission Indépendante de Contrôle (*Independent Monitoring Commission – I.M.C.*)¹¹⁶² sur les activités de l'I.R.A., afin d'obtenir la preuve que celle-ci avait mis fin à ses activités. Ensuite, un rapport de l'I.I.C.D. serait établi et s'avèrerait déterminant dans la perspective d'une entente politique entre le D.U.P. et le *Sinn Féin*. En effet, ce que voulait le D.U.P. au préalable à toute entente politique entre les deux partis était le désarmement vérifiable de l'I.R.A. Pour les républicains, il ne s'agissait donc plus de convaincre John de Chastelain, mais plutôt les unionistes, que le désarmement de l'I.R.A. était effectif.

La situation a finalement été débloquée par le camp républicain grâce au discours de Gerry Adams du 6 avril 2005 : « *An Address to the IRA* ». Dans ce discours, Adams a sollicité beaucoup plus de concessions de la part de l'Armée Républicaine qu'en octobre 2001 (lors d'un discours qui avait précédé la première étape du désarmement de l'I.R.A.). Cette fois, le Président du *Sinn Féin* demandait aux paramilitaires républicains d'accepter de trouver une alternative à la lutte armée afin de faire évoluer le processus de paix vers une nouvelle phase, sans groupe républicain armé et, surtout, qui permettrait une entente entre le parti républicain et le D.U.P. de Ian Paisley¹¹⁶³ :

*In the past I have defended the right of the IRA to engage in armed struggle. I did so because there was no alternative for those who would not bend the knee, or turn a blind eye to oppression, or for those who wanted a national republic. Now there is an alternative. [...] The way forward is by building political support for republican and democratic objectives across Ireland [...]*¹¹⁶⁴.

Richard McAuley, alors membre du *Sinn Féin*, a déclaré par la suite que, dans son discours, Adams avait évoqué la démarche nécessaire qui déterminerait le succès du processus de paix. En effet, Adams exigeait plus qu'une « cessation totale des opérations militaires », déclarée une première fois en août 1994 puis en juillet 1997. Cette fois, le président du *Sinn Féin* demandait à l'I.R.A. d'abandonner de façon définitive la lutte armée pour se tourner vers une lutte pacifique et constitutionnelle.

L'I.R.A. a finalement répondu au discours de Gerry Adams le 28 juillet 2005, après de nombreuses réunions de l'organisation et de nombreuses discussions. L'inquiétude des

¹¹⁶² Voir : liste des acronymes.

¹¹⁶³ Rowan, Brian, *Op. Cit.* p.17-18.

¹¹⁶⁴ Adams, Gerry, *An Address to the IRA*, 6 avril 2005. In: *Ibid.* p. 199-202.

républicains se portait notamment sur la vulnérabilité des quartiers nationalistes qui ne pourraient plus être défendus par l'Armée Républicaine. Néanmoins, par cette déclaration, l'I.R.A. a bel et bien décidé de franchir le pas du désarmement :

*The leadership of Oglaiigh na hEireann has formally ordered an end to the armed campaign. This will take effect from 4:00pm this afternoon. The IRA units have been ordered to dump arms. All volunteers have been instructed to assist the development of purely political and democratic programmes through exclusively peaceful means. Volunteers must not engage in any other activities whatsoever. The IRA leadership has also authorised our representatives to engage with the IICD to complete the process to verifiably put its arms beyond use (...) and to conclude this as quickly as possible*¹¹⁶⁵.

Par cette annonce, l'I.R.A. a ordonné la cessation de la lutte armée, tout en considérant cette dernière comme légitime. Une telle clarté était en effet nécessaire pour que le gouvernement britannique et, surtout, les unionistes n'aient aucun doute concernant les intentions pacifiques de l'I.R.A. Par ailleurs, tout comme Gerry Adams dans son discours du mois d'avril, l'Armée Républicaine a réaffirmé son engagement envers l'idéal républicain : « [...] l'unité et l'indépendance de l'Irlande et la constitution d'une République selon les termes de la Proclamation de 1916 »¹¹⁶⁶. L'annonce de l'I.R.A. en juillet 2005 était donc le parfait écho du discours de Gerry Adams quelque mois plus tôt et reflétait ainsi l'entente politique de l'Armée et du parti républicain.

A Downing Street, l'annonce tant attendue de l'I.R.A. a évidemment été saluée par Tony Blair, pour qui le discours de celle-ci a représenté « une démarche à l'ampleur jamais égalée dans l'histoire récente de l'Irlande du Nord »¹¹⁶⁷. La réaction de Ian Paisley, quant à elle, a encore une fois été à l'image de son intransigeance politique envers les républicains. Le chef du D.U.P. ne s'est pas immédiatement prononcé mais a réitéré par la suite (lors d'une réunion avec Peter Hain¹¹⁶⁸ le 3 août 2005) qu'il ne pourrait pas y avoir de place pour le *Sinn Féin* au sein d'une administration nord-irlandaise fonctionnant sur le principe du partage du pouvoir¹¹⁶⁹. Le chef du D.U.P. a ajouté que son parti ne s'engagerait dans aucune négociation politique dont le but serait d'amener « l'I.R.A./*Sinn Féin*» à jouer un rôle au sein du futur gouvernement nord-irlandais. Il a également répété son opposition aux

¹¹⁶⁵ IRA statement, 28 juillet 2005. In: *Ibid.* p. 204.

¹¹⁶⁶ "The IRA is fully committed to the goals of Irish unity and independence and to building the republic outlined in the 1916 Proclamation". In: *Ibid.*

¹¹⁶⁷ "A step of unparalleled magnitude in the recent history of Northern Ireland". Rowan, Brian, *Op. Cit.* p. 43.

¹¹⁶⁸ Peter Hain était alors Ministre aux Affaires nord-irlandaises.

¹¹⁶⁹ Tempest, Matthew, "Paisley rejects power share with Sinn Féin", *The Guardian*, 3 août 2005. Site Internet: <politics.guardian.co.uk/print.html>. Consulté le 27 septembre 2005.

Accords de Belfast, qui, pour lui, n'avaient d'autre but que d' « amener les terroristes au gouvernement »¹¹⁷⁰. Selon lui, une telle forme de gouvernement ne verrait jamais le jour et si les gouvernements britannique et irlandais tentaient de l'imposer, alors ils seraient confrontés à « l'indignation justifiée de la population unioniste »¹¹⁷¹. Dans la continuation de sa politique vouée à mettre fin aux Accords de Belfast et au processus de paix, Ian Paisley a également menacé de faire en sorte de repousser la formation d'une assemblée et d'un exécutif de deux ans si le gouvernement britannique continuait à faire des concessions envers les républicains¹¹⁷². En effet, le gouvernement britannique, suite à l'annonce de l'I.R.A., avait commencé à planifier le retrait des troupes de l'armée britannique de la province, mesure qui n'a bien évidemment pas été approuvée par le D.U.P.¹¹⁷³. Selon Paisley, l'I.R.A. avait fait une annonce mais ne s'était en aucun cas conformée à ses obligations, c'est-à-dire, le désarmement total et vérifiable de l'organisation. Le chef du D.U.P. a donc appelé à un « désarmement total qui satisferait tout le monde »¹¹⁷⁴, sous-entendu, un désarmement selon les conditions du D.U.P.¹¹⁷⁵. Toutefois, comme l'a souligné Martin McGuinness, « la balle venait de changer de camp »¹¹⁷⁶. Dans la mesure où la déclaration tant attendue de l'I.R.A. avait finalement été prononcée, les conditions nécessaires à la formation d'un exécutif avec le *Sinn Féin* étaient remplies et il restait maintenant au D.U.P. à accepter de partager le pouvoir avec les républicains.

Encore une fois, la rhétorique et l'attitude de Paisley sont apparues être en contradiction avec sa récente modération politique. En effet, après avoir adopté une attitude positive envers le processus de paix (en se rendant en République d'Irlande pour s'entretenir avec Bertie Ahern et en participant aux pourparlers de Leeds Castle), le chef du D.U.P. menaçait à présent de bloquer le progrès politique de la province. De plus, ce que tous les acteurs de la scène politique britannique s'accordaient à interpréter comme étant une annonce historique de la part de l'I.R.A. ne s'avérait pas être à la hauteur des

¹¹⁷⁰ “to put terrorists into government”. In: *Ibid.*

¹¹⁷¹ “the righteous indignation of the unionist population”. In: *Ibid.*

¹¹⁷² White, Michael, “Paisley vents anger at ‘secret deal’ with IRA”, *The Guardian*, 4 août 2005. Site Internet: <politics.guardian.co.uk/print.html>. Consulté le 27 septembre 2005.

¹¹⁷³ *Ibid.* Le fait que le *Royal Irish Regiment* (auquel avait été rattaché le R.U.C. en 1992) puisse être dissout au lendemain de l'annonce de l'I.R.A. a suscité une grande inquiétude chez les unionistes. Ceux-ci ont en effet interprété cette décision du gouvernement britannique comme une concession envers les républicains et comme l'abandon des soldats de la province aux ‘hordes’ républicaines. (Rowan, Brian, *Op. Cit.*)

¹¹⁷⁴ “Total decommissioning that everyone can be satisfied with”. “DUP warning over IRA disarmament”, BBC news, 4 août 2005. Site Internet: <news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/1/hi/northern_ireland/4742917.stm>. Consulté le 8 mars 2007.

¹¹⁷⁵ Ainsi qu'on l'a vu, durant les négociations politiques de Leeds Castle, le D.U.P. avait demandé que le désarmement de l'I.R.A. soit photographié.

¹¹⁷⁶ “The ball game has changed”. In: *Ibid.*

attentes du D.U.P. Une explication que l'on pourrait donner à cette attitude est que Paisley ne s'attendait pas, ou ne s'était pas préparé, à ce que l'I.R.A. franchisse finalement le pas du désarmement. Aussi, il est très probable que le chef du D.U.P. se soit trouvé pris au dépourvu face à la prise de conscience qu'un exécutif au pouvoir partagé entre son parti et le *Sinn Féin* pourrait voir le jour.

Le 26 septembre 2005, lorsque la direction de l'I.R.A. a annoncé que « le processus de dépôt des armes était terminé »¹¹⁷⁷, cette information a été corroborée par le Général de Chastelain qui, de son côté, a annoncé que « les armes mises hors service [représentaient] la totalité de l'arsenal de l'armée républicaine »¹¹⁷⁸ et que « le désarmement de l'I.R.A. était à présent un fait accompli »¹¹⁷⁹. Selon lui, il pouvait s'agir là de « la fin des armes au sein de la politique irlandaise »¹¹⁸⁰. Le désarmement de l'I.R.A. a évidemment été approuvé et salué par les gouvernements britannique et irlandais. Tony Blair en particulier, a déclaré que cet acte représentait « un événement important dans le cadre du processus de paix », qui permettrait « la transition du conflit vers la paix en Irlande du Nord »¹¹⁸¹.

La dernière étape du désarmement a été encadrée par l'I.I.C.D., comprenant le Général de Chastelain, Tauno Nieminen, et Andrew Sens, mais également le révérend Harold Good et le père Alex Reid (deux nouveaux témoins du désarmement de l'armée républicaine, représentant les deux communautés religieuses de la province). Contrairement aux exigences de Paisley et du D.U.P., il n'y a eu aucun cliché témoignant du désarmement républicain. Le rapport de l'I.I.C.D. resterait confidentiel et ne serait présenté qu'aux gouvernements britannique et irlandais. Par conséquent, le chef du D.U.P. a dénoncé la procédure suivie par l'I.I.C.D. qui aurait dû, selon lui, faire état du nombre total d'armes saisies :

*Instead of openness there was the cunning tactics of a cover-up; the complete failure from General John de Chastelain to deal with the vital numbers of decommissioning. We do not know how many guns, the amount of ammunition and explosives that were decommissioned. Nor were we told how the decommissioning was carried out*¹¹⁸².

¹¹⁷⁷ "the process of putting arms beyond use has been completed". IRA Statement, 26 septembre 2005. In: Rowan, Brian, *Op. Cit.* p. 207.

¹¹⁷⁸ "the arms decommissioned represent the totality of the IRA's arsenal". Report of the Independent Internal Commission on Decommissioning, 26 septembre 2005. In: Rowan, Brian, *Op. Cit.* p. 205-206.

¹¹⁷⁹ "The decommissioning of the arms of the IRA is now an accomplished fact". "IRA arms decommissioned", *The Guardian*, 26 septembre 2005. Site Internet: <www.guardian.co.uk/Northern_Ireland/Story.html>. Consulté le 27 septembre 2005.

¹¹⁸⁰ "the end of the use of the gun in Irish politics" *Ibid.*

¹¹⁸¹ "an important development in the peace process"; "the transition from conflict to peace in Northern Ireland". In: *Ibid.*

¹¹⁸² McAdam, Noel, "Paisley challenges arms witness", *The Belfast Telegraph*, 27 septembre 2005.

En dépit des assurances du Général de Chastelain, qui a affirmé avoir inventorié les armes, les unionistes du D.U.P. se sont donc dits insatisfaits de l'absence de photographies et ont accueilli le rapport de l'I.I.C.D. avec beaucoup de méfiance. Opposé à la confidentialité de l'I.I.C.D. depuis sa création, Ian Paisley a en effet déploré le « manque de transparence » autour du désarmement de l'I.R.A. et a déclaré que les témoins religieux ne pouvaient pas être considérés comme objectifs, puisque leur présence avait été approuvée par l'I.R.A.¹¹⁸³. Au sujet de la réaction positive des gouvernements britannique et irlandais, Paisley a déclaré que leur attitude reflétait la « duplicité » et la « malhonnêteté » des deux gouvernements et de l'armée républicaine¹¹⁸⁴. De son côté, Peter Robinson s'est montré tout aussi méfiant et a maintenu que si l'I.R.A. avait rendu une partie de son arsenal, l'organisation avait également dissimulé une réserve d'armes¹¹⁸⁵. Malgré l'attitude négative du D.U.P., dans l'optique de ne pas faire apparaître le processus de paix comme un échec, la presse a bien fait état des propos de Paisley, mais également du fait que ce « geste historique » de la part de l'armée républicaine donnait l'espoir de voir « des négociations politiques qui aboutiraient à la restauration d'un exécutif nord-irlandais »¹¹⁸⁶.

Il n'est toutefois pas surprenant que les membres du D.U.P. aient eu l'opinion la plus négative concernant le désarmement de l'armée républicaine. En effet, cette dernière à présent désarmée, le D.U.P. n'avait d'autre choix que d'accepter de partager le pouvoir avec son ennemi juré : le *Sinn Féin*. De plus, Ian Paisley en particulier a refusé d'approuver le désarmement de l'I.R.A. simplement parce que celui-ci s'était effectué sans tenir compte de ses exigences, à savoir : des photographies et le rapport détaillé du nombre d'armes saisies.

Le désarmement de l'I.R.A. en septembre 2005 a bien été l'illustration d'un changement historique dans la lutte républicaine et le processus de paix entamé onze ans auparavant, mais n'est malheureusement pas parvenu à résoudre, dans l'immédiat, le problème majeur de manque de confiance de la part des unionistes envers les républicains. C'est d'ailleurs ce manque de confiance qui a été à l'origine de nombreuses attaques,

¹¹⁸³ *Ibid.* En plus d'exiger des clichés du désarmement de l'I.R.A., Ian Paisley avait exigé que le révérend McGaughey assiste au désarmement de l'organisation en tant que témoin religieux.

¹¹⁸⁴ “*duplicity and dishonesty*”. “IRA has destroyed all its arms”. Site Internet: news.bc.co.uk/go/pr/fr/-/1/hi/northern_ireland/4283444.stm. Consulté le 8 mars 2007.

¹¹⁸⁵ Peter Robinson, in : Rowan, Brian, *Op. Cit.* p.161.

¹¹⁸⁶ “*political negotiations leading to the restoration of the Northern Executive and Assembly*”. In: Moriarty Gerry, Brennock Mark et Hennessey Mark, “IRA arms put beyond use”, *The Irish Times*, 27 septembre 2005.

notamment de la part des nationalistes, qui ont accusé les unionistes d'être incapables de contribuer au processus de paix en Irlande¹¹⁸⁷.

Si le désarmement de l'I.R.A. a été vécu comme un moment historique par les acteurs engagés dans le processus de paix depuis 1993 ainsi qu'au sein de la communauté nationaliste et républicaine, la communauté unioniste, au contraire, a jugé l'événement avec beaucoup de méfiance et a interprété comme un acte de trahison de la part des Premiers ministres britannique et irlandais leur légitimation de cet acte. Aussi, si l'espoir d'une entente politique a été ravivé par cet événement tant attendu, il est toutefois apparu que la restauration d'une assemblée au pouvoir partagé ne se ferait pas dans l'immédiat du désarmement républicain. En effet, Ian Paisley a annoncé très clairement qu'il n'avait aucune confiance en l'I.I.C.D., que ce « soi-disant » désarmement ne serait pas suivi par la dévolution des pouvoirs dans la province et qu'il ne siègerait pas à l'Assemblée avec le *Sinn Féin*¹¹⁸⁸. En réalité, Ian Paisley n'était simplement pas prêt à partager le pouvoir politique avec les républicains. Cette décision historique, qui a démontré que le mouvement républicain avait acquis suffisamment de confiance et de maturité pour entamer une lutte exclusivement politique, démocratique et non violente représentait en effet un problème majeur pour le D.U.P. : le parti ayant basé sa stratégie politique sur l'opposition aux républicains armés, il se retrouvait à présent démuné d'objectif et de direction politique. Le désarmement de l'I.R.A. a en effet signifié pour le D.U.P. que ce dernier venait de perdre son principal opposant politique et n'avait donc plus de justification à sa position virulente et extrémiste.

Pour qu'un futur politique puisse voir le jour en Irlande du Nord, le D.U.P. devrait donc à présent suivre l'exemple des républicains, à savoir : acquérir une maturité dépassant les clivages politiques et religieux et qui aiderait la province à sortir de l'impasse dans laquelle elle se trouvait.

C. Octobre 2006 : comment les pourparlers de St Andrews ont relancé le processus de paix.

Même après le désarmement de l'I.R.A. et, en dépit de la pression exercée par les gouvernements britannique et irlandais pour que les pourparlers multipartites commencent dans les plus brefs délais, le D.U.P. s'est avoué insatisfait des conditions dans lesquelles la démilitarisation de l'organisation s'était déroulée. Ian Paisley a en effet demandé toujours

¹¹⁸⁷ "Does decommissioning mean peace ?" 28 septembre 2005. Site Internet : <news.bbc.co.uk/go/pr/fr/6/1/hi/nothern_ireland/4291148.stm>. Consulté le 8 mars 2007.

¹¹⁸⁸ *Ibid.*

plus de concessions de la part des républicains. Aussi, si les dirigeants du parti se sont prononcés en faveur de la dévolution des institutions politiques nord-irlandaises, ils ont tout de même également exprimé leur opposition à la formation d'un exécutif tant que leur parti n'aurait pas été convaincu que les républicains avaient mis fin à leurs activités criminelles. Ainsi, il convient de déterminer quelles ont été les propositions alternatives au partage du pouvoir avec les républicains proposées par le D.U.P. à l'époque et pourquoi celles-ci se sont avérées irréalisables dans le contexte politique nord-irlandais de 2006.

En raison de l'opposition continue du D.U.P. au principe du partage du pouvoir avec le *Sinn Féin*, l'intervention directe des gouvernements britannique et irlandais s'est une nouvelle fois avérée nécessaire pour que les institutions politiques nord-irlandaises soient rétablies. Nous verrons donc comment les négociations de St Andrews en octobre et novembre 2006 ont précisément fourni cette opportunité. Enfin, l'impact des Accords de St Andrews sur la stratégie républicaine sera discuté.

1. *Quelle alternative au partage du pouvoir Ian Paisley proposait-il en 2006?*

Au cours des mois qui ont suivi le désarmement de l'I.R.A., le D.U.P. s'est tenu à sa position radicale, puisque Ian Paisley a clairement déclaré qu'il n'y avait aucune chance qu'un exécutif au pouvoir partagé ne soit formé à Stormont dans un futur proche. Selon le chef du D.U.P., en effet, son parti n'approuverait jamais la formation d'un exécutif qui inclurait ceux qui n'étaient pas engagés dans une action totalement pacifique et démocratique¹¹⁸⁹. Lorsque Paisley a rencontré les représentants des gouvernements britannique et irlandais à Stormont, il lui a été reproché de bloquer le processus de dévolution. Après s'être défendu contre cette accusation, Ian Paisley a déclaré être engagé sur la voie du progrès politique et a ainsi remis au Premier ministre britannique un document faisant état de la vision politique de son parti au regard de l'avenir de la province. Intitulé : « Faire face à la réalité » (« *Facing Reality* »), ce document, selon Paisley, représentait le seul espoir réaliste de progrès politique¹¹⁹⁰.

Publié en janvier 2006, *Facing Reality* n'offre toutefois pas réellement de nouvelle vision politique. En effet, les dirigeants du D.U.P. y exposent des arguments et des propositions qui se sont avérés être au cœur de la politique du parti depuis 2001. Or, la configuration de la scène politique nord-irlandaise avait, depuis cette époque, été profondément transformée et l'I.R.A. avait annoncé son désarmement total et une révision

¹¹⁸⁹ Keenan, Dan, "Paisley rules out of power sharing at present", *The Irish Times*, 17 janvier 2006.

¹¹⁹⁰ *Ibid.*

des principes politiques du parti aurait semblé opportune. Concernant les conditions imposées par le parti à la formation d'un exécutif nord-irlandais, il apparaît notamment que celles-ci restent inchangées par rapport au début des années 2000¹¹⁹¹, sans doute par souci d'afficher une continuité politique auprès de l'électorat unioniste. Ainsi, contrairement à ce qu'il a reproché à l'U.U.P., le D.U.P. souhaite délibérément montrer que sa politique unioniste radicale reste, quoi qu'il advienne, immuable.

C'est en effet dans cette optique que le D.U.P. expose ses propositions concernant le fonctionnement d'un exécutif au pouvoir dévolu dans la province. En introduction, les dirigeants du D.U.P. déclarent qu'un tel système politique reste la meilleure solution pour la province¹¹⁹² et maintiennent que les décisions locales devraient être prises par des députés locaux élus au sein d'une structure démocratique. Cependant, après avoir souligné l'échec des institutions mises en place selon les Accords de Belfast et – de manière contradictoire avec le contexte politique de 2006 – l'incapacité de l'I.R.A. à abandonner ses activités paramilitaires, le D.U.P. déclare que la confiance requise envers les républicains est toujours insuffisante pour qu'un exécutif puisse être formé. Le parti présente donc une solution alternative : « un processus de dévolution progressif », par lequel l'Assemblée nord-irlandaise aurait dans un premier temps une fonction délibérative, puis législative¹¹⁹³.

There is even the possibility of introducing progressive devolution using elements from several options. For example, it is possible to devise a scheme which commences with a low-range model offering a deliberative Assembly and progressively grafting on to it other functions and responsibilities as trust grows.

At a later stage consideration could be given to permitting the Assembly to legislate. It would have the advantage of giving some real power to the Assembly and encouraging a responsible approach, while not altering the current arrangements for Westminster in the short term. It would also encourage the parties to work together¹¹⁹⁴.

Ainsi, les institutions politiques nord-irlandaises seraient progressivement rétablies et la formation d'un exécutif différée jusqu'à ce que le D.U.P. ait été convaincu que l'I.R.A. a mis fin à ses activités. Si, sur le fond, les propositions du D.U.P. semblent en

¹¹⁹¹ “[...] No negotiating with the representatives of terrorism but we will talk to other democratic parties. Those who are not committed to exclusively peaceful and democratic means should not be able to exercise unaccountable executive power. Terrorist structures and weaponry must be removed before the bar to the Stormont Executive can be opened [...]”. Democratic Unionist Party, *Facing Reality: the Best Way Forward*, Belfast: janvier 2006. Site Internet : <www.DUP2win.com>. Consulté le 16 février 2007. p. 4.

¹¹⁹² “Devolution is still the best way forward”. In: *Ibid.* p. 2.

¹¹⁹³ “progressive devolution”. In: *Ibid.* p. 11.

¹¹⁹⁴ *Ibid.* p. 11.

effet offrir une perspective de progrès politique, celles-ci reflètent néanmoins l'incapacité du parti à reconnaître qu'en septembre 2005, l'I.R.A. avait bel et bien fourni les garanties requises à la formation d'un exécutif avec le *Sinn Féin*.

En outre, selon le D.U.P., il aurait été souhaitable que le système politique nord-irlandais prenne exemple sur le modèle européen selon lequel la législation est une tâche partagée entre le Conseil des Ministres et l'Assemblée.

*It is possible to construct a legislative devolution model drawing upon the practices of the EU, where the task is shared between the Council of Ministers and the Parliament. [...] All legislation on transferred matters would be subject to a co-decision procedure, whereby to be enacted the approval of both the College of Ministers and the Assembly would be required*¹¹⁹⁵.

Selon le parti, il était en effet nécessaire que le Conseil des Ministres puisse émettre des propositions sur la législation qui soient ensuite approuvées par l'Assemblée. Enfin, si les pouvoirs politiques étaient dévolus à la province, ceux-ci devraient être exercés en totalité par l'Assemblée et non par les ministères gouvernementaux (« *Government Departments* »), comme le prévoyaient les Accords de Belfast¹¹⁹⁶.

Cette proposition a été vivement critiquée, en particulier par le S.D.L.P., qui a dénoncé le fait que selon le système politique prôné par le D.U.P., les membres de l'Assemblée seraient capables de contrer toute décision ministérielle. Ceci aurait pour effet d'amoindrir l'autorité des ministres et de donner au D.U.P. un droit de veto sur les décisions prises par les ministres nationalistes et républicains. Selon le S.D.L.P., un tel système politique contribuerait à rétablir l'ancien régime de Stormont, fonctionnant sur le principe du contrôle de la majorité politique. Le D.U.P., en tant que premier parti politique de la province depuis novembre 2003, serait effectivement l'unique privilégié d'un tel système.

Le manque de confiance du D.U.P. envers les républicains amène ensuite le parti à rappeler les sept principes, ou conditions, fondamentaux déjà énoncés en 2001, 2003 et 2005, préalables à la dévolution des pouvoirs politiques dans la province¹¹⁹⁷. Puis, le parti réitère son opposition aux Accords de Belfast, tout en rappelant le contenu de son programme politique de 2003 (« *Towards a New Agreement* ») et revient sur le fait que

¹¹⁹⁵ *Ibid.* p. 10.

¹¹⁹⁶ Democratic Unionist Party, *Facing reality*, *Op. Cit.*

¹¹⁹⁷ Voir : Troisième Partie, II/ A. 2. p. 292.

certaines aspects des Accords demeurent inadmissibles aux yeux du D.U.P.¹¹⁹⁸ et doivent être modifiées pour que le parti soutienne la dévolution¹¹⁹⁹. Aussi, le D.U.P. juge que, selon les termes des Accords de Belfast, les ministres de l'Exécutif et le Conseil Ministériel Nord/Sud ne rendent pas assez compte de leurs activités à l'Assemblée et que cette anomalie doit être rectifiée. Aussi, le D.U.P. préconise une révision des relations Nord/Sud¹²⁰⁰. Tout en reprenant les arguments du document « *Vision for Devolution* » de 2003, le D.U.P. répète alors les composantes essentielles à toute nouvelle institution politique qui pourrait être mise en place en Ulster dans un futur proche (en d'autres termes les conditions à la participation du D.U.P. au sein d'un futur exécutif au pouvoir dévolu), à savoir : la stabilité gouvernementale, la transparence des activités des ministres, l'efficacité et la compétence¹²⁰¹.

Il apparaît alors clairement que les membres du D.U.P. ne comptaient à l'époque prendre leurs fonctions au sein d'un exécutif qui si ce dernier était établi autrement que selon les pré-requis des Accords de 1998, ou, en d'autres termes, selon leurs propres conditions et en excluant la participation du *Sinn Féin*. Les Accords de Belfast ayant été acceptés par l'ensemble de la population de la province il convient encore une fois de se questionner sur le respect de principes démocratiques que le parti prétend pourtant défendre. Encore une fois, l'incohérence de la politique du D.U.P. est alarmante : le parti exige de coopérer seulement avec les partis politiques dont l'action est exclusivement démocratique mais ne se conforme lui-même pas à une action démocratique.

Lors de sa campagne électorale de 2005, le D.U.P. s'était pourtant montré impatient de franchir le pas de la dévolution afin que la province ne soit plus sous la tutelle politique des gouvernements britannique et irlandais. Ses propositions politiques, rassemblées dans le document « *Avancer* » (« *Moving On* »), signalaient bien que le parti souhaitait relancer le processus politique en Ulster et déplorait le blocage de la situation politique nord-irlandaise. Néanmoins, selon les dirigeants du parti, les républicains et non les unionistes du D.U.P. étaient à l'origine de ce blocage. Ainsi, selon le D.U.P. les partis démocratiques devaient œuvrer à faire progresser la situation politique, sans les républicains : « on ne devrait pas demander aux partis démocratiques d'attendre que le républicanisme

¹¹⁹⁸ Il s'agit là de l'exercice de fonctions ministérielles par les membres du *Sinn Féin*.

¹¹⁹⁹ "totally unacceptable provision in the Belfast Agreement which had allowed terrorist representatives to sit in the 'cabinet'". Democratic Unionist Party, *Towards a New Agreement*, Belfast: 2003. Site Internet : <www.DUP2win.com>. p. 5. Consulté le 16 février 2007.

¹²⁰⁰ *Ibid.*

¹²⁰¹ Democratic Unionist Party, *Facing reality*, Belfast: Janvier 2006. Site Internet : <www.DUP2win.com>. Consulté le 16 février 2007.

change et les partis démocratiques ne devraient pas non plus permettre que la démocratie et la politique soient figées de la sorte »¹²⁰².

En janvier 2006, malgré la décision de l'I.R.A. de rendre les armes, les convictions politiques du D.U.P. sont donc restées intactes. Même si le parti a déclaré qu'« une coalition volontaire soutenue par des partis politiques démocratiques [...] [représentait] la meilleure perspective de progrès »¹²⁰³, l'utilisation de l'expression « partis politiques démocratiques », compte tenu des convictions du D.U.P., excluait *de facto* le *Sinn Féin*. En effet, parce que le désarmement de l'armée républicaine impliquait la participation du parti républicain dans un exécutif nord-irlandais, le D.U.P. a préféré ignorer cet événement, n'a pas changé son programme politique et a conservé ses convictions antérieures à septembre 2005.

Depuis sa création, en 1971, et jusqu'en 2006, le D.U.P. est donc resté un parti politique incapable d'adapter son discours aux changements tant sociaux que politiques de la province. Tout d'abord, durant les années soixante, Ian Paisley s'est opposé à la politique de Terence O'Neill qui tentait d'établir l'égalité entre citoyens catholiques et protestants et a décidé de former son propre parti. Puis, durant les années soixante-dix, le parti a fait échouer la première tentative de mise en place d'un exécutif fonctionnant sur le principe du partage du pouvoir politique. Plus récemment, le parti s'est opposé au processus de paix visant la stabilité politique au sein de la province et la réconciliation des communautés protestante et catholique. Enfin, en 2006, il était inconcevable pour le D.U.P. d'admettre que les Accords de 1998 avaient commencé à porter leurs fruits, suite au désarmement républicain. Il était beaucoup plus aisé, en revanche, de déclarer que l'I.R.A. était resté une organisation militaire, puisqu'il s'agissait là de l'obstacle à la participation politique du *Sinn Féin*, chose à laquelle le D.U.P. était farouchement opposé. La position du parti de Ian Paisley concernant le désarmement républicain était en effet très négative et en net décalage avec l'opinion des gouvernements britannique et irlandais: « *Regrettably republicans did not meet the level of transparency recognised as necessary [...] leaving everyone unsure what level of decommissioning had taken place* »¹²⁰⁴. Puis, faisant allusion aux événements récents ayant terni l'image des républicains, le D.U.P. déclare que

¹²⁰² “Democratic parties should not be asked to wait until republicanism reforms itself – nor should the democratic parties allow democracy and politics to be frozen this way”. Democratic Unionist Party, *Moving on*, Belfast: 2005. Site Internet : <www.DUP2win.com>. Consulté le 16 février 2007. p. 2.

¹²⁰³ “a voluntary coalition supported by democratic parties [...] offers the best way forward”. In: Democratic Unionist Party, *Facing reality*, *Op. Cit.* p. 8.

¹²⁰⁴ In: Democratic Unionist Party, *Facing reality*, *Op. Cit.* p. 9.

« l'opportunité d'établir une relation de confiance [a] échoué » dans la mesure où « le mouvement républicain [fonctionne] sur un mode paramilitaire »¹²⁰⁵.

Peu de temps après, au congrès annuel du D.U.P., le 5 février 2005, le parti a défendu les propositions exposées dans « *Facing Reality* » :

[...] *we will never surrender to Ulster's enemies. [...] There can be no compromise, because compromise on the vital issue of democracy is surrender. Surrender never to the IRA/Sinn Féin murderers! [...] Evil cannot be covered.*

[...] *It is IRA/Sinn Féin who are blocking the path to peace because they refuse to commit to exclusively peaceful and democratic means*

[...] *There will be no inclusive Executive with Sinn Féin as long as the IRA is in business and engaged in criminality*¹²⁰⁶.

En dépit du fait que le *Sinn Féin* ait été démocratiquement élu deuxième parti de la Province nord-irlandaise, au même titre que le D.U.P. premier parti, Ian Paisley a continué de s'opposer catégoriquement au partage du pouvoir avec le parti républicain. Aussi, malgré l'insistance des gouvernements britannique et irlandais qu'il n'y aurait aucune modification des termes et des prérequis formulés dans les Accords de Belfast, Peter Robinson ainsi que Ian Paisley ont rejeté une fois de plus les Accords de Belfast dont les fondations « pourrissent dans leur tombe »¹²⁰⁷. En réaction à ces propos, le Ministre aux Affaires nord-irlandaises, Peter Hain et le ministre irlandais des affaires étrangères, Dermot Ahern, ont insisté sur le fait que tout progrès politique se ferait selon les termes des Accords de Belfast¹²⁰⁸. Par ailleurs, si le D.U.P. a répété que les républicains de l'I.R.A. étaient associés à la criminalité et bloquaient la dévolution, le parti s'est gardé de mentionner les activités criminelles des groupes paramilitaires loyalistes (l'U.D.A. et l'U.D.F.) à qui 94% des fusillades et meurtres récents, à l'époque, avaient été attribués¹²⁰⁹. En tant que premier parti politique en Irlande du Nord, il aurait été souhaitable que le

¹²⁰⁵ "The opportunity to build confidence had been lost"; "the republican movement was still in paramilitary mode". In: Democratic Unionist Party, *Facing reality*, Op. Cit. p. 9. Le huitième rapport de l'I.M.C. sur l'activité des groupes paramilitaires républicains et loyalistes avait en effet révélé, en janvier 2006, que certains membres de l'I.R.A. étaient impliqués dans des activités illégales telles que le blanchiment d'argent et que l'organisation disposait toujours de son réseau d'espionnage, dont les activités étaient autorisées par les membres dirigeants de l'organisation.

¹²⁰⁶ Paisley, Ian, Speech to the DUP Annual Conference, 4 février 2006. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ip040206.htm>>. Consulté le 15/03/06.

¹²⁰⁷ "stinks in the grave". In: Paisley, Ian, "An address during the DUP annual conference in Belfast", 4 février 2006. In: *The Irish Times*, 6 février 2006.

¹²⁰⁸ Kearney Jarlath, "Fixed time frame is urged over assembly", *Daily Ireland*, 7 février 2006.

¹²⁰⁹ "The DUP and Facing Reality", *The Irish Times*, 6 février 2006.

D.U.P. montre la même détermination à mettre fin aux activités des groupes paramilitaires loyalistes que le *Sinn Féin* avec l'I.R.A.¹²¹⁰.

Comme l'avait à l'époque remarqué le chef du S.D.L.P., Mark Durkan, cet imbroglio ne pourrait être débloqué que par l'intervention des gouvernements britannique et irlandais, si ces derniers imposaient une date limite à la formation des institutions politiques de la province selon les termes des Accords de Belfast¹²¹¹.

2. *St Andrews*

En juin 2006, il a été convenu par Bertie Ahern et Tony Blair que la date limite de formation d'une assemblée nord-irlandaise serait fixée au 24 novembre 2006. Si un Premier ministre et un Premier ministre adjoint n'étaient pas désignés à cette date, les membres de l'Assemblée nord-irlandaise seraient privés de leurs honoraires et la province serait soumise à de nouveaux arrangements politiques convenus par les Premiers ministres britannique et irlandais. En dépit de la pression exercée par les deux gouvernements pour qu'une assemblée soit mise en place au plus vite, la presse a rapporté à l'époque que Ian Paisley « n'était pas prêt à convenir d'un accord d'ici novembre [2006] »¹²¹².

La situation s'est toutefois améliorée le 4 octobre 2006, avec un rapport très positif de l'I.M.C. sur les activités de l'I.R.A., qui a établi que l'armée républicaine n'était plus engagée dans des activités terroristes et que les chefs de l'organisation s'étaient déclarés fermement opposés à toute activité criminelle¹²¹³. L'I.M.C. a également déclaré que l'I.R.A. avait mis fin à ses activités terroristes au profit d'une stratégie politique et en démantelant ses structures paramilitaires.

*Three years ago [the IRA] was the most sophisticated and potentially the most dangerous of the (paramilitary) groups, possessed of the largest arsenal of guns and other material. It is now firmly set on a political strategy, eschewing terrorism and other forms of crime. In this process there has been a loss of paramilitary capability. The leadership has taken a firm stance against the involvement of members in criminality, both through public statements and internal directions*¹²¹⁴.

¹²¹⁰ *Ibid.* Le huitième rapport de l'I.M.C. sur l'activité des groupes paramilitaires républicains et loyalistes a révélé que les groupes loyalistes n'étaient pas décidés à cesser leurs opérations. Source : Graham, William, "Don't reward loyalists : McGrady", *The Irish News*, 9 février 2006.

¹²¹¹ Keenan, Dan, "Paisley rules out of power sharing at present", *The Irish Times*, 17 janvier 2006.

¹²¹² Moriarty, Gerry, "Deadline delivered but deal may be delayed", *The Irish Times*, 30 juin 2006.

¹²¹³ Moriarty, Gerry, Dan Keenan, "Ahern and Blair finalising proposals on North", *The Irish Times*, 5 octobre 2006.

¹²¹⁴ **Independent Monitoring Commission (IMC)**, Twelfth Report of the Independent Monitoring Commission, London: The Stationery Office (TSO), 4 October 2006. Paragraph 5:18.

Suite à la publication de ce rapport, Dublin, Londres, mais également Washington se sont tournés vers le D.U.P. pour lui demander de considérer dans les plus brefs délais le partage du pouvoir politique avec le *Sinn Féin*. A l'époque, Tony Blair et Bertie Ahern finalisaient la préparation de négociations politiques qui seraient présentées lors des prochains pourparlers multipartites du mois d'octobre, à St Andrews, en Ecosse. L'une des propositions formulées par les gouvernements britannique et irlandais était notamment que les partis politiques nord-irlandais conviennent d'un accord politique d'urgence avant le 24 novembre 2006 par lequel le D.U.P. accepterait de partager le pouvoir avec le *Sinn Féin* à une date précise. Faisant preuve de flexibilité, les deux gouvernements ne parlaient plus de formation d'un exécutif à cette date, mais d'un accord entre le parti de Ian Paisley et celui de Gerry Adams pour former un gouvernement. Les républicains, de leur côté, devraient s'engager à reconnaître la P.S.N.I.¹²¹⁵ comme la seule autorité policière de la province.

Suite à la parution du rapport de l'I.M.C., les Premiers ministres britannique et irlandais ont averti que le D.U.P. ne pourrait plus justifier son refus de partager le pouvoir avec les républicains, en particulier suite à la déclaration des membres de la commission, qui ont annoncé, le 5 octobre 2006, que leur rapport « était la preuve évidente que [l'I.R.A.] confirmait son engagement dans la lutte politique »¹²¹⁶. Aussi, Ian Paisley a fait preuve d'un certain degré de modération lorsqu'il a reconnu les progrès fait par l'I.R.A. au regard de l'abandon de ses activités criminelles. Toutefois, il convient de souligner que le chef du D.U.P. n'a pu s'empêcher de s'attribuer ce succès qui a marqué une nouvelle étape dans le processus de paix :

*The Assessment by the IMC that the Provisional IRA is progressively abandoning its terrorist structures shows that the policies of the DUP is working. As I have indicated on numerous occasions, the days of pushover unionists are gone and Sinn Féin/IRA know they can no longer expect to be engaged in terrorist and criminal activity and be in government in Northern Ireland. Our unyielding approach forged by the strong mandate given to us in successive elections, has brought about the progress that the IMC reports*¹²¹⁷.

De plus, Ian Paisley s'est empressé de formuler de nouvelles conditions à la formation d'un exécutif avec le *Sinn Féin* :

¹²¹⁵ Voir : liste des acronymes.

¹²¹⁶ Keenan, Dan, "IMC acknowledges strides made by IRA", *The Irish Times*, 5 octobre 2006.

¹²¹⁷ Paisley, Ian, Statement on the Publication of the Twelfth Report of the Independent Monitoring Commission (IMC), 4 octobre 2006. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/politics/docs/dup/ip041006.htm>>. Consulté le 23/11/06.

*We will be meeting with the IMC at the earliest opportunity to discuss issues surrounding IRA criminality and whether the progress that has been made is permanent and irreversible. [...] Sinn Féin/IRA does not support policing and the rule of law. It is for republicans to demonstrate in a practical and convincing way that their days of criminality and terror are gone for good*¹²¹⁸.

Afin de faciliter l'acceptation de cette nouvelle condition par les républicains, le 9 octobre, deux jours avant les négociations politiques de St Andrews, le chef du D.U.P. a accepté de rencontrer le représentant de l'Eglise catholique en Irlande : l'Archevêque Seán Brady. Selon la presse, le D.U.P. aurait vu dans cette rencontre l'opportunité de demander à Seán Brady de faire pression sur les nationalistes afin qu'ils acceptent de reconnaître l'autorité de la P.S.N.I. En effet, à ce moment-là, l'approbation des forces de polices nord-irlandaises représentait le dernier obstacle à la formation d'un exécutif D.U.P./*Sinn Féin*¹²¹⁹. Durant cette rencontre historique, les efforts pour rétablir un exécutif nord-irlandais ont en effet été discutés. Le *Sinn Féin*, pour sa part, a annoncé qu'il serait prêt à considérer un changement dans sa politique et notamment de soutenir la P.S.N.I., une fois que le D.U.P. aurait clairement déclaré accepter de former un gouvernement avec les républicains et les nationalistes¹²²⁰. Aussi, suite aux propos de Ian Paisley, Gerry Adams, a, lors d'un discours à Belfast, lancé un appel aux membres du D.U.P. en leur demandant de mettre fin à l'immobilisme politique et d'entamer le dialogue lorsqu'il a déclaré :

*The time of reckoning has now come for the DUP. It will soon become clear if they are prepared to work with all the other parties. If they are then the time for action is now. [...] republicans are up for change. We are up for dialogue with the D.U.P., we are up for sharing power with them and we are up with dealing with all the outstanding issue*¹²²¹.

Aussi, le Président du *Sinn Féin* s'est déclaré prêt à se prononcer en faveur de nouvelles forces de police nord-irlandaises mais sans en définir les termes exacts (et tout en rappelant que tout retour vers le système policier de l'ancien régime de Stormont était exclu) :

*Republicans are for policing. Republicans are for the Rule of Law. Republicans are law abiding people who want a fair and equitable policing and justice system that is transparent and accountable. [...] We are totally opposed to the sort of policing and justice system that was the norm in this place for 80 years*¹²²².

¹²¹⁸ *Ibid.*

¹²¹⁹ Canning Margaret, "Catholic Primate to meet DUP leader", *The Irish Times*, 9 octobre 2006.

¹²²⁰ McGinn, Dan, "North on verge of a 'prosperous future'", *The Irish Examiner*, 10 octobre 2006.

¹²²¹ Adams, Gerry, Speech at Sinn Féin Rally, Europa Hotel, Belfast, 10 octobre 2006. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/ga101006.htm>>. Consulté le 15/12/2007.

¹²²² *Ibid.*

En revanche, le président du *Sinn Féin* s'est refusé à déclarer qu'il s'agissait là de remplir quelque pré-condition que ce soit au dialogue et au partage de pouvoir avec le parti de Ian Paisley : « Notre soutien envers les forces de police, l'ordre et la loi ne sont pas une réponse aux demandes unionistes. Le D.U.P. en particulier n'est pas en position de faire la morale à qui que ce soit [sur ces sujets] »¹²²³, a-t-il précisé. Encore une fois, chaque camp voulait apparaître ferme face à l'autre et ne pas donner l'impression de faire trop de concessions envers ses opposants politiques.

Les premiers jours de négociations à St Andrews n'ont donc pas été des plus prometteurs. Le D.U.P. et le *Sinn Féin* n'ont pas réussi pas à convenir d'un accord, la situation étant bloquée autour de la dévolution des pouvoirs selon les termes des Accords de Belfast et de la question du soutien de la P.S.N.I. par le *Sinn Féin*. En effet, compte tenu des relations très conflictuelles entre les républicains et les forces de l'ordre depuis plusieurs décennies, telle était la position du *Sinn Féin* sur les forces de police nord-irlandaises :

*Republicans do support law and order. But that doesn't mean that we will roll over and endorse whatever policing arrangement the British government dictates. [...] Irish Republicans and nationalists have had over 80 years of the worst kind of state policing. Sinn Féin is totally opposed to a counter-insurgency led, collusion ridden, sectarian based paramilitary force which seeks to defend the status quo and the interests of one section of people by oppressing another section*¹²²⁴.

De plus, le D.U.P. s'était depuis longtemps prononcé pour la renégociation des Accords, ce à quoi les républicains étaient opposés.

Ainsi, durant la nuit du mercredi 11 octobre au jeudi 12 octobre, Martin McGuinness a insisté sur le fait que les institutions politiques fonctionnant sur le principe du partage du pouvoir et selon les termes des Accords de paix devaient être établies avant que le Président du *Sinn Féin*, Gerry Adams, ne réunisse son parti afin de convenir des termes exacts concernant le soutien des forces de police nord-irlandaises. Le D.U.P., lui, a continué de faire du soutien de la P.S.N.I. de la part des républicains une condition à la formation d'un exécutif. Les gouvernements britannique et irlandais ont alors décidé que si le D.U.P. et le *Sinn Féin* ne réussissaient pas à convenir d'un accord, la dévolution des

¹²²³ "Our support for policing and law and order is not a response to unionist demands. The DUP in particular are in no position to preach to anyone about law and order". Gerry Adams, in: *Ibid.*

¹²²⁴ Adams, Gerry, Speech to the annual Friends of Sinn Féin dinner, New York, 9 novembre 2006. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/ga061106.htm>>. Consulté le 15/12/2007.

pouvoirs se ferait selon leurs propres conditions¹²²⁵. C'est ainsi que le vendredi 13 octobre, dernier jour des négociations à St Andrews, Tony Blair et Bertie Ahern ont publié leurs conditions pour rétablir un gouvernement à Stormont (aujourd'hui appelés les Accords de St Andrews). Toutefois, comme le souligne Ed Moloney, même si la presse et le gouvernement britannique ont présenté ce qui a été décidé par les gouvernements britannique et irlandais à St Andrews comme un accord, il s'agissait en réalité d'un programme auquel le *Sinn Féin* et le D.U.P. devraient se conformer pour que la dévolution des pouvoirs à la Province soit possible. Comme l'avait d'ailleurs remarqué à l'époque un membre du gouvernement irlandais : « Personne, que ce soit du D.U.P. ou des Provisoires ne nous a jamais dit qu'ils étaient partants. Il y avait encore beaucoup de doutes »¹²²⁶. Il a donc été décidé que le *Sinn Féin* et le D.U.P. auraient jusqu'au 11 novembre 2006 pour accepter les propositions faites par les deux gouvernements. Si les deux partis acceptaient le document, Ian Paisley et Martin McGuinness seraient respectivement nommés Premier ministre et Premier ministre adjoint le 24 novembre 2006.

Les Accords de St Andrews traitent donc principalement des problèmes liés au partage du pouvoir et à la P.S.N.I. Ils requièrent que le D.U.P. accepte de former un gouvernement avec le *Sinn Féin* et que les républicains acceptent de reconnaître la P.S.N.I. comme l'unique force de police dans la Province. Les Accords proposent également un calendrier concernant la mise en place de la dévolution des pouvoirs aux forces de police et à la justice nord-irlandaises. Une fois les Accords acceptés par les partis politiques de la Province, ceux-ci pourraient être mis en place par Westminster le 20 novembre, pour que, le 24 novembre, l'Assemblée se réunisse pour nommer un Premier ministre et un Premier ministre adjoint. Puis, en janvier 2007, un nouveau rapport de l'I.M.C. serait publié. Enfin, au cours du mois de mars, des élections générales se tiendraient dans la province, lesquelles détermineraient l'approbation des Accords ou non. Si les Accords étaient approuvés, le 26 mars 2007, un exécutif serait rétabli à Stormont. Aussi, le document stipule qu'avant la fin de l'année 2006, les membres du *Sinn Féin* devraient se réunir afin de convenir du soutien de la P.S.N.I. Si une seule des conditions de l'Accord n'était pas remplie, l'Accord lui-même deviendrait caduc¹²²⁷. Une autre disposition majeure prise lors de l'élaboration des Accords de St Andrews a été de prévoir que les décisions

¹²²⁵ Millar, Frank, "Ahern and Blair may propose their own settlement", *The Irish Times*, 13 octobre 2006.

¹²²⁶ "No-one from either the DUP or the Provos ever said to us that they would run with this. There was still a lot of doubt". Interview with Irish government source, Novembre 2007. In: Moloney, Ed, *Op. Cit.* p. 459. Interview with Irish government source, Novembre 2007.

¹²²⁷ Millar Frank, Gerry Moriarty, *Op. Cit.*

ministérielles les plus importantes puissent être prises après consultation de 30 membres de l'Assemblée nord-irlandaise. Ce dernier point a donc représenté une victoire pour le D.U.P. dont les manifestes politiques demandaient que les ministres répondent de leurs actes à l'Assemblée. En ce sens, les Accords de 1998 ont donc bien été modifiés par les Accords de St Andrews.

Malgré cette concession faite au D.U.P., c'est tout de même à la surprise générale que Ian Paisley a annoncé que son parti se conformerait aux exigences des Accords de St Andrews tant que le *Sinn Féin* se conformerait aux siennes¹²²⁸, à savoir : reconnaître l'autorité de la P.S.N.I. En d'autres termes, Ian Paisley venait de donner publiquement son accord à la formation d'un gouvernement avec le *Sinn Féin*. Le chef du D.U.P. a déclaré que « des progrès considérables »¹²²⁹ avaient été faits au cours des discussions et que « la démocratie l'avait finalement emporté »¹²³⁰. Ian Paisley avait enfin décidé d'opter pour une attitude politique modérée.

3. *La reconnaissance de l'autorité de la P.S.N.I. par les républicains*

Suite à la déclaration de la part du chef du D.U.P. selon laquelle son parti serait favorable au partage du pouvoir avec les républicains, le 29 décembre 2006, à l'issue de la délibération du Haut Conseil du *Sinn Féin* (*Sinn Féin Ard Comhairle*), une motion a été passée : le parti républicain s'engageait à reconnaître prochainement l'autorité des services de police nord-irlandaise (la P.S.N.I.¹²³¹). Dans ce contexte, la parution du rapport Ombudsman, à la fin du mois de janvier 2007, qui reconnaissait la collaboration étroite du R.U.C. avec l'U.V.F. durant les années 1990 à Belfast et, donc, le caractère sectaire des forces de police, a grandement facilité le vote du *Sinn Féin* en faveur du soutien aux nouvelles forces de police nord-irlandaises.

Cette fois-ci encore, comme à chaque fois qu'une décision majeure a dû être prise au sein du camp républicain, les dirigeants du partis se sont livrés à un exercice de négociation et de discussion afin d'éviter toute division. Au cours d'une série de conférences sur le sujet au sein de la province, Martin McGuinness, alors négociateur en chef du parti, a rappelé que le soutien de la P.S.N.I. était une condition nécessaire pour que le D.U.P. accepte de partager le pouvoir avec les républicains et pour qu'un exécutif nord-

¹²²⁸ Millar Frank, Gerry Moriarty, "DUP and Sinn Féin move closer to agreement", *The Irish Times*, 14 octobre 2006.

¹²²⁹ "considerable progress". In: Moriarty, Gerry, "Governments take comfort from response", *The Irish Times*, 14 octobre 2006. p. 6.

¹²³⁰ "Democracy is finally winning the day". In: *Ibid.*

¹²³¹ Voir : liste des acronymes.

irlandais au sein duquel les républicains auraient leur place puisse revoir le jour. Gerry Adams, quant à lui, a encouragé les républicains à accepter de soutenir les forces de police nord-irlandaises pour que les erreurs du passé à l'encontre de la communauté catholique ne puissent être répétées sans qu'aucune sanction ne soit encourue¹²³². C'est d'ailleurs ces points qui ont été repris par les dirigeants du *Sinn Féin* lors du congrès extraordinaire du parti le 28 janvier 2007 et dans la motion passée par le parti:

We support fair, impartial and effective delivery of the rule of law. [...] This Ard Fhéis is totally opposed to political, sectarian and repressive policing and any form of criminalization of republicanism.[...] The Good Friday Agreement requires and defines 'a new beginning to policing' as an essential element of the peace process. [...] It is clear that the DUP are determined to use policing and other issues to prevent progress, resist power sharing and equality and oppose all-Ireland development. [...] Sinn Féin is committed to justice. Sinn Féin is committed to law and order and to stable and inclusive partnership government. [...] The responsibility of the police is to defend and uphold the rights of citizens. In order to fulfil this role, they require critical support. [...] Sinn Féin reiterates our support for [...] the PSNI and the criminal justice system¹²³³.

Ainsi, le 28 janvier 2007, le parti s'est prononcé à plus de 90%, en faveur du soutien de la P.S.N.I. ce qui signifiait que les conditions étaient remplies pour que le D.U.P. et le *Sinn Féin* forment un exécutif au pouvoir partagé.

Par cette prise de position, le *Sinn Féin* a ainsi confirmé son approbation des principes des Accords de St Andrews, comme l'avait déjà souligné Gerry Adams au début du mois de Novembre 2006 :

The Sinn Féin Ard Chomairle acknowledged that the St Andrews process has the potential to deliver the full implementation of the Good Friday Agreement and the restoration of political institutions. There are a number of key issues which still require further work, and there are ongoing negotiations in relation to these. But subject to delivery of these issues the commitments set out by the governments at St Andrews could, we believe, represent a way forward¹²³⁴.

Le mouvement républicain dans son ensemble venait donc d'achever sa transition vers une lutte entièrement politique et ouvrait la voie vers « un nouvel avenir où la police et les

¹²³² Moriarty, Gerry, Keenan Dan, "Positive response for Adams on policing", *The Irish Times*, 22 janvier 2007.

¹²³³ Motion passed by the Sinn Féin Extraordinary Ard Fhéis on Policing, RDS, Dublin, 28 janvier 2007. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/sf280107motion.htm>>. Consulté le 15/12/07.

¹²³⁴ Adams, Gerry, Speech to the annual Friends of Sinn Féin dinner, New York, 9 novembre 2006. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/ga061106.htm>>. Consulté le 15/12/2007.

républicains ne seraient plus des ennemis »¹²³⁵. En effet, lors du congrès de l'I.R.A. qui s'était tenu la veille de celui du *Sinn Féin*, l'Armée Républicaine s'était prononcé en faveur de la reconnaissance de l'autorité de la P.S.N.I., de sorte que le D.U.P. ne puisse avoir d'autre choix que de former un exécutif avec le *Sinn Féin*. Gerry Kelly, alors sous-secrétaire du *Sinn Féin* et un ancien membre éminent de l'I.R.A. a d'ailleurs lui-même reconnu la nécessité de ce changement de stratégie à l'époque, ce qui a, d'autre part, sûrement facilité cette transition :

*My history has been the IRA, and clearly, during that period, I mean I was very proud of it, but clearly you're in a fighting mode. When you enter politics, when you enter negotiations, you've to remove yourself certainly from the fighting mode, but certainly that doesn't mean to say that all of a sudden, you're compromising on everything. You're still in a battle to try to get equality, to try to get a proper police service, etc. etc.*¹²³⁶

La reconnaissance des forces de polices a toutefois été une décision extrêmement difficile à prendre dans le camp républicain, dans la mesure où pendant des décennies, la relation entre les républicains et les forces de police avait été caractérisée par un manque total de confiance et de respect. De plus, les forces de polices étaient identifiées comme étant protestantes et prenant constamment le parti de la communauté protestante¹²³⁷. Pour cela, la reconnaissance de l'autorité de la P.S.N.I. par les républicains a illustré le fait que le *Sinn Féin* était réellement enclin à partager le pouvoir avec le D.U.P. et engagé sur la voie de la réconciliation.

Pour les gouvernements britannique et irlandais, l'accession du D.U.P. et du *Sinn Féin* aux titres de premier et deuxième partis politiques de la province a donc impliqué un important travail de négociation et de discussion. D'abord afin de convaincre Ian Paisley que le seul avenir possible pour la province tenait dans le partage du pouvoir politique avec les républicains et les autres partis politiques, ensuite afin de convaincre les républicains de reconnaître l'autorité des forces de polices nord-irlandaises.

Ainsi, même si les pourparlers de St Andrews n'ont pas abouti à un véritable accord, il convient de souligner qu'ils ont permis d'établir les conditions précises selon lesquelles un exécutif pourrait revoir le jour en Irlande du Nord et surtout, les engagements

¹²³⁵ "a new future where the police and republicans would no longer be enemies". In: Rowan, Brian, *How the Peace was won*, Dublin: Gill and Macmillan Ltd, 2008. p. 105.

¹²³⁶ *Ibid.* p. 104.

¹²³⁷ *Ibid.* p. 111.

que devraient prendre le *Sinn Féin* et le D.U.P. De plus, suite à l'engagement pris par les républicains quelques mois après les négociations, la Province a bel et bien semblé être engagée sur la voie de la réconciliation politique.

III/ Conséquences et bilan des changements opérés au sein du *Sinn Féin* et du D.U.P. au cours du Processus de Paix.

Le 8 mai 2007, après environ dix ans de tentatives stériles de mise en place d'un gouvernement nord-irlandais au pouvoir partagé et près de quarante années d'affrontements intercommunautaires acharnés entre catholiques et protestants, le parti unioniste de Ian Paisley a enfin convenu d'un accord politique historique avec le *Sinn Féin*. En ce sens, les élections à l'Assemblée nord-irlandaise du mois de mars 2007 ont été d'une importance capitale, puisque l'électorat nord-irlandais a confié la responsabilité de l'avenir politique de la Province aux partis les plus radicalement opposés.

Cette partie propose donc, dans un premier temps, de faire le point sur la campagne électorale de 2007 et, dans un second temps, de déterminer quels ont été les facteurs divers ayant permis la formation d'une Assemblée et d'un gouvernement au pouvoir partagé entre le *Sinn Féin* et le D.U.P. Ensuite, il s'agira d'analyser les changements d'ordre stratégique survenus au sein des deux partis, de déterminer en quoi l'évolution du D.U.P. et du *Sinn Féin* s'est différenciée, et si cette dernière a impliqué l'abandon des principes fondamentaux des deux partis.

A. Mai 2007 : la formation d'une Assemblée nord-irlandaise au pouvoir partagé entre le D.U.P. et le *Sinn Féin*.

Les élections à l'Assemblée nord-irlandaise du 7 mars 2007 ont marqué un tournant dans l'histoire politique de la Province pour différentes raisons. En premier lieu, la campagne menée par les deux partis principaux de la scène politique nord-irlandaise s'est distinguée des campagnes électorales précédentes dans le sens où les tensions intercommunautaires n'ont pas été mises au premier plan des manifestes politiques. Le D.U.P. en particulier a ainsi semblé faire preuve d'une certaine modération envers ses opposants politiques. Par conséquent, il a semblé que l'Irlande était en train de sortir d'une phase de conflit pour emprunter le chemin vers une démocratie stable¹²³⁸. En second lieu, le D.U.P. et le *Sinn Féin* sont parvenus à consolider leur poids politique et, donc, à


¹²³⁸ McEvoy, Joanne, "The Northern Ireland Assembly Election 2007, *Irish Political Studies*, 22:3, p. 369.

conserver leur statut de représentant principal de leur communauté respective. Ainsi, le résultat des élections a reflété une réelle possibilité de mettre fin à l'instabilité politique de la province et de rétablir une Assemblée et un exécutif aux pouvoirs dévolus, d'autant que les républicains avaient rempli toutes les conditions nécessaires au partage du pouvoir avec le parti de Ian Paisley.

1. Les élections de 2007 à l'Assemblée nord-irlandaise

La décision prise par les républicains en janvier 2007, celle de reconnaître l'autorité de la P.S.N.I., a signifié pour le D.U.P. que celui-ci devrait à présent s'engager à former un exécutif nord-irlandais au pouvoir partagé. Cependant, le chef du D.U.P. a annoncé que son parti ne prendrait aucun engagement avant les élections du mois de mars¹²³⁹, certainement par crainte que l'annonce d'une collaboration politique à venir avec « l'ennemi », le parti républicain, ne coûte électoralement à son parti.

Ce sont d'ailleurs les mêmes préoccupations qui, peu après les pourparlers de St Andrews et en prévision de la campagne électorale, ont incité le D.U.P. à publier un document consultatif, intitulé : « Quel sera votre verdict ? » (*Your Verdict – What Is It To Be ?*). La dernière page de ce document proposait un coupon réponse qui pouvait être renvoyé au parti :

CUT ALONG THE DOTTED LINE 

PLEASE COMPLETE THIS FORM AND RETURN IT TO THE ABOVE ADDRESS (OR PHOTOCOPY IT AND FAX IT TO THE NUMBER ABOVE)

DO YOU ACCEPT, SUBJECT TO FAITHFUL DELIVERY AND SATISFACTORY PROGRESS ON THE REMAINING ISSUES, THAT THE TERMS SET OUT IN THIS DOCUMENT REPRESENT A BASIS FOR MOVING FORWARD TO DEVOLUTION?

(PLEASE TICK THE APPROPRIATE BOX)

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
YES	NO

COMMENTS (IF ANY): _____

NAME: _____

ADDRESS: _____

POSTCODE: _____

TEL: _____ EMAIL: _____

Source : Democratic Unionist Party, *Your Verdict – What Is It To Be ?* Octobre 2006. p. 4.
<<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/dup/dup231006consult.pdf>>.

¹²³⁹ Moriarty, Gerry, “SF leadership get their way over support for the PSNI”, *The Irish Times*, 29 janvier 2007.

Distribué dans le *Belfast Telegraph*, un journal lu tant par la communauté catholique que protestante, le coupon pouvait donc être renvoyé par un unioniste mais également un républicain. Cela signifiait que la démarche du D.U.P. s'inscrivait dans une volonté de faire appel à l'électorat nord-irlandais dans son ensemble, afin de mieux appréhender sa perception des Accords de St Andrews. Par ailleurs, le parti ne pouvait désormais plus développer de ligne politique en opposition à celle de l'U.U.P. mais devait se positionner, seul (ou par rapport à l'électorat), au regard des Accords de 2006. Il convient alors de souligner que cette démarche a participé de la transformation du D.U.P. qui, auparavant, contraignait systématiquement la politique des unionistes modérés, ne se faisait le porte-parole que des unionistes radicaux et rejetait tout rapprochement avec la communauté nationaliste.

En introduction à ce tract, après avoir rappelé que son parti se positionne toujours en faveur de la dévolution en Irlande du Nord, Ian Paisley demande aux électeurs de donner leur avis sur les propositions faites par les gouvernements britannique et irlandais à St Andrews, puisque « l'avenir de l'Ulster relève de leur responsabilité autant que de [la sienne] »¹²⁴⁰. Ne connaissant alors pas l'opinion de son électorat, le parti apparaît également avoir pris soin de mettre une distance entre sa politique et les Accords de St Andrews mais tout en se targuant d'être à l'origine des points positifs des Accords¹²⁴¹ :

*The St Andrews Agreement is the document of the two Governments. It is not the Agreement of the DUP or any other political party. [...] If you want to save the Union and have a devolved democratic government then the changes which the DUP fought for and obtained in this new Agreement, to safeguard your British and democratic rights must be made*¹²⁴².

Le parti semble néanmoins se positionner en faveur des Accords et se lance dans un exercice visant à convaincre son électorat de les approuver. En effet, dans ce document, qui, comme tous les documents du parti, a été visuellement travaillé afin de marquer l'esprit des lecteurs, le D.U.P. compare les Accords de Belfast avec ceux de St Andrews (et ainsi les négociations ayant impliqué l'U.U.P. par rapport aux négociations ayant impliqué le D.U.P.). Le bilan semble alors être sans appel :

¹²⁴⁰ “the future of Ulster is your [...] responsibility as it is mine”. In: Democratic Unionist Party, Your Verdict – What Is It To Be ? Octobre 2006. p. 2.

¹²⁴¹ Moloney, Ed. *Op. Cit.* p. 462.

¹²⁴² Democratic Unionist Party, Your Verdict – What Is It To Be ? Octobre 2006.

The DUP forces substantial decommissioning of the IRA's illegal weapons where the UUP failed.

The DUP have forced the republicans, kicking and screaming, down the road of ending paramilitary and criminal activity.

The St Andrews Agreement requires republicans to openly support the police [...] [and] the rule of law including the courts and the judicial process [...]

[...] under the proposed St Andrews Agreement Sinn Féin will only be in government after decommissioning and an end to criminality, paramilitary and terrorist activity have been proven¹²⁴³.

Aussi, lorsque le parti expose une alternative aux Accords de St Andrews, ce n'est que pour sous-entendre que la seule solution au blocage politique dans la Province sont précisément les Accords de 2006:

The Alternative.

If we reject the St Andrews Agreement there are a number of consequences.

-Devolution is unlikely to return for a number of years [...]

-There will be a greater role for the Government of the Republic of Ireland in the affairs of Northern Ireland [...]

-Lets Sinn Féin off the hook on law and order¹²⁴⁴.

Le parti s'emploie également à expliquer à son électorat ce que les Accords de St Andrews impliquent pour les unionistes du D.U.P. Il s'agit néanmoins là d'une réinterprétation des Accords, dans la mesure où jamais il n'a été question, par exemple, de conférer un quelconque veto au D.U.P. sur les décisions ministérielles, comme le prétendent ici les dirigeants du parti :

What the St Andrews Agreement means:

-Fundamental changes to the Belfast Agreement

-A DUP veto on all significant decisions – never again will ministers be able to take decisions in defiance of the unionist community

-A DUP veto on North South decisions

-Strong DUP influence on all policies affecting Northern Ireland – accountable local decision-making instead of Direct Rule

-Implementation of measures to ensure fairness and equality for unionists [...]

-Sinn Féin having to give full support to policing and the criminal justice system [...]

-An end to all IRA criminal activities [...]

-A testing period to ensure republicans have delivered [...]

-The electorate given an opportunity to pass their verdict [...]¹²⁴⁵

¹²⁴³ *Ibid.* p. 4.

¹²⁴⁴ *Ibid.*

¹²⁴⁵ *Ibid.* p. 3.

Il apparaît donc que si le D.U.P. s'est gardé de donner son approbation aux propositions faites par les deux gouvernements à St Andrews, les dirigeants du parti ont tout de même tenu à convaincre la communauté unioniste que la participation du D.U.P. aux pourparlers d'octobre 2006 ne signifiait en aucun l'abandon des valeurs unionistes radicales du parti mais la préservation de ces dernières. De plus, il convient de souligner le fait que le D.U.P. fait ici totalement abstraction du principe fondamental des Accords de St Andrews : celui du partage du pouvoir, sans doute en raison du fait qu'à l'époque, le *Sinn Féin* ne s'était pas encore prononcé en faveur du soutien de la P.S.N.I.

Suite au vote du parti républicain en faveur de la reconnaissance de la P.S.N.I., toutefois, il n'y a dès lors plus eu d'obstacle à la formation d'un gouvernement D.U.P./*Sinn Féin*. Le Premier ministre adjoint potentiel, Martin McGuinness¹²⁴⁶, avait d'ailleurs déclaré que le 28 janvier 2007 était un grand jour pour le *Sinn Féin*, mais l'était encore plus pour le Révérend Paisley¹²⁴⁷. Il sous-entendait ainsi que les républicains avaient rempli leur part du contrat et qu'il était désormais au tour du D.U.P. de prendre des risques politiques. Il faudrait toutefois attendre les élections à l'Assemblée nord-irlandaise du mois de mars pour que la situation politique de la province progresse.

A l'issue des élections à l'Assemblée, le 7 mars 2007, le D.U.P. et le *Sinn Féin* ont maintenu leurs positions respectives de premier et deuxième parti de la province et ont renforcé leur statut de premier parti unioniste et premier parti nationaliste de la Province. Les deux partis ont en effet comptabilisé leur plus fort pourcentage de voix, tandis que l'U.U.P. et le S.D.L.P. ont obtenu leur plus faible pourcentage¹²⁴⁸. Le *Sinn Féin* et le D.U.P. ont en effet affiché des gains considérables en termes de votes et de sièges obtenus. En effet, le D.U.P., qui avait obtenu 30 sièges lors des élections à l'Assemblée nord-irlandaise de 2003, en a obtenu 6 de plus en 2007, en remportant 30,1% des suffrages, soit 4,5 points de plus par rapport à 2003. Le *Sinn Féin*, pour sa part, s'est placé en deuxième position, derrière le D.U.P., en remportant 28 sièges, soit 4 sièges supplémentaires par rapport à 2003. Le parti républicain a ainsi obtenu 26,2% des suffrages, soit 2,7 points de plus qu'aux élections à l'Assemblée nord-irlandaise précédentes.

¹²⁴⁶ Gerry Adams, alors président du *Sinn Féin*, a désigné Martin McGuinness comme futur Premier Ministre adjoint le 24 novembre 2006.

¹²⁴⁷ *Ibid.*

¹²⁴⁸ Aux élections à l'Assemblée de 2007, le nombre de sièges remportés par l'U.U.P. est passé de 24 à 18 et le S.D.L.P. n'a, pour sa part, remporté que 16 sièges et un seul siège au sein de l'exécutif. McEvoy, Joanne, *Op. Cit.* p. 367.

Tableau 8 : Elections à l'Assemblée nord-irlandaise de 2007

Party	Seats 2007	Vote share 2007 (%)	Seats 2003	Vote share 2003 (%)
DUP	36	30.1	30	25.6
Sinn Féin	28	26.2	24	23.5
UUP	18	14.9	27	22.7
SDLP	16	15.2	18	17.0
Alliance	7	5.2	6	3.7
Others	3	8.0	3	7.5

Source: <http://www.ark.ac.uk/elections>.

In : McEvoy, Joanne, "The Northern Ireland Assembly Election 2007, *Irish Political Studies*, 22:3, p. 367-381.

Comme le remarque Joanne McEvoy, un aspect surprenant de la campagne électorale de 2007 a été que des questions politiques de base ont pris le dessus sur les considérations communautaires au sujet des Accords de Belfast, lesquelles étaient auparavant au cœur des campagnes électorales¹²⁴⁹. Les partis se sont en effet concentrés sur des problèmes politiques tels que le prix de l'eau, l'impôt sur les sociétés, l'éducation, la santé ou encore le logement. Pour ces raisons, certains commentateurs ont qualifié la campagne de « terne »¹²⁵⁰. De plus, les élections ont été décrites comme étant « les plus bizarres et les plus étranges de l'histoire de l'Irlande du Nord »¹²⁵¹ et il a alors semblé qu'un « calme politique »¹²⁵² avait pris le dessus sur la situation chaotique des années précédentes. En effet, le fait que les partis se concentrent sur des problèmes purement politiques et pas uniquement communautaires a signalé que la scène politique nord-irlandaise était sur la voie de la transformation, tout comme l'étaient également le *Sinn Féin* et le D.U.P. Cela a tenu au fait que, contrairement aux élections de 2003 ou encore de 1998, lors des élections de 2007, les partis les plus importants de la scène politique étaient en faveur des Accords de St Andrews. De fait, l'enjeu des élections de 2007 était de voter pour des candidats qui formeraient une Assemblée et feraient évoluer la politique de la Province vers plus de « normalité ».

¹²⁴⁹ McEvoy, Joanne, *Op. Cit.* p. 369.

¹²⁵⁰ "Lacklustre". In; *Ibid.*

¹²⁵¹ "one of the oddest and strangest elections in the history of Northern Ireland". In: *Irish News*, 6 mars 2007.

¹²⁵² "political quiet". In: *Ibid.*

La campagne électorale a tout de même bien reflété une compétition entre les différents partis, notamment entre le *Sinn Féin* et le D.U.P., puisque le nombre de sièges obtenus allait déterminer lequel d'entre eux aurait une majorité au sein de l'Exécutif¹²⁵³. Dans cette optique, le D.U.P. a par exemple averti l'électorat unioniste que voter pour d'autres partis que le D.U.P. risquerait de jouer en la faveur des républicains et de faire de Martin McGuinness le prochain Premier ministre nord-irlandais¹²⁵⁴ : seul le D.U.P. est « réellement capable de remporter plus de sièges que le Sinn Féin pour les empêcher d'être nommés au poste de Premier ministre »¹²⁵⁵, précise d'ailleurs le manifeste de 2007.

La campagne du D.U.P. a quand bien même été caractérisée, par rapport aux élections précédentes, par une certaine modération et une volonté manifeste d'être pleinement impliqué dans les institutions politiques de la province. Ian Paisley, en introduction au manifeste de son parti, déclare en effet que le D.U.P. représente la meilleure opportunité pour permettre la mise en place d'institutions politiques stables et durables¹²⁵⁶. Le manifeste de 2007 précise tout de même les conditions préalables à cette participation, dans la mesure où celle-ci implique de partager le pouvoir avec le *Sinn Féin* :

*The DUP holds to its long standing position that there can only be an agreement with Sinn Féin when there has been delivery by the republican movement, tested and proved over a credible period, in terms of support for the PSNI, the Courts and the rule of law, a complete end to paramilitary and criminal activity and the removal of terrorist structures*¹²⁵⁷.

Aussi, afin de convaincre l'électorat que le changement du D.U.P. en faveur d'institutions politiques au pouvoir partagé est justifié, le parti met l'accent sur le fait que celui-ci est parvenu à obtenir des amendements aux Accords de Belfast (notamment concernant la responsabilité des ministres) ainsi qu'à forcer les républicains à abandonner le terrorisme :

We have achieved what many of our opponents said was impossible. We have renegotiated the Belfast Agreement, and required republicans to give up their weapons and all paramilitary and criminal activity before they could enter Government. In 2003 we campaigned for a fair deal for the people of Northern Ireland. Today we are delivering on that pledge. [...]

¹²⁵³ McEvoy, Joanne, *Op. Cit.* p. 372.

¹²⁵⁴ *The Irish Times*, 22 février 2007. In: *Ibid.*

¹²⁵⁵ “[...] realistically capable of winning more seats than Sinn Féin to stop them being nominated for the post of Prime Minister”. In: Democratic Unionist Party, *Getting it Right !* Belfast: avril 2007. Site Internet : <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/dup/dup210207man.pdf>. Consulté le 12 avril 2007. p. 3.

¹²⁵⁶ *Ibid.*

¹²⁵⁷ *Ibid.* p. 4.

*The DUP has succeeded in rewriting the 1998 Belfast Agreement and making fundamental changes in the way in which we would be governed in Northern Ireland*¹²⁵⁸.

A l'issue des élections, malgré la victoire de son parti et celle du *Sinn Féin*, Ian Paisley a déclaré à la presse ne pas vouloir se prononcer sur sa décision concernant la formation d'un gouvernement au pouvoir partagé avec le *Sinn Féin*¹²⁵⁹. Cette attitude tient très certainement au fait que, durant la campagne électorale de 2007, des rumeurs de division au sein du D.U.P. circulaient, ce que confirme d'ailleurs Ed Moloney dans son ouvrage sur Ian Paisley¹²⁶⁰. Comme le souligne Joanne McEvoy, la nouvelle politique du D.U.P. a représenté un changement trop radical pour certains membres du parti. Cela a notamment été illustré par les propos de Jim Allister, pour qui les convictions profondes du parti avaient été abandonnées pour « l'appât du pouvoir »¹²⁶¹.

Les gouvernements britannique et irlandais se sont alors efforcés de persuader le D.U.P. de se conformer à la date de limite de formation d'un exécutif avec le *Sinn Féin*, le 26 mars 2007 et ont précisé que la position de premier parti politique de la province ne donnait en aucun cas au D.U.P. un droit de veto sur la progression du processus politique de la dévolution des pouvoirs à la Province. Tony Blair et Bertie Ahern ont également insisté sur le fait que l'Assemblée serait dissoute si le D.U.P. ne se conformait pas aux termes de l'Accord convenu en novembre dernier. Les membres du D.U.P., pour leur part, se sont avoués insatisfaits du degré d'engagement du *Sinn Féin* dans son soutien aux forces de police nord-irlandaises et ont demandé plus de concessions de la part des républicains dans ce domaine avant qu'un exécutif ne puisse être restauré. C'est suite à cette déclaration que la division du D.U.P. sur la question du partage du pouvoir avec les républicains est apparue évidente : les membres du parti tentaient de repousser la formation d'un exécutif car certains d'entre eux n'approuvaient pas la décision que Paisley avait prise à l'issue des Accords de St Andrews. Gerry Adams, de son côté, a répondu à l'attitude du D.U.P. en reprenant les mots prononcés par Bertie Ahern quelques mois auparavant, lorsqu'il menaçait les membres de l'Assemblée nord-irlandaise d'être privés de leurs honoraires : « les hommes politiques doivent faire le travail pour lequel ils sont été élus »¹²⁶².

Pour le ministre irlandais des Affaires étrangères, Dermott Ahern, les élections de mars ont bien validé les Accords de St Andrews. Ian Paisley, lui, a déclaré que « le peuple

¹²⁵⁸ *Ibid.* p. 3 et 16.

¹²⁵⁹ Moriarty, Gerry, "DUP and SF gain seats in Assembly elections", *The Irish Times*, 9 mars 2007.

¹²⁶⁰ Moloney, Ed, *Op. Cit.* Chapitre 15.

¹²⁶¹ "lure of office". In: McEvoy, Joanne, *op. Cit.* p. 370.

¹²⁶² Moriarty, Gerry, *Op. Cit.*

[avait] parlé »¹²⁶³. Parlé pour transmettre quel message ? Pour déclarer qu'il plaçait l'avenir de la province entre les mains du D.U.P. et du *Sinn Féin*, certes, mais également pour signaler son acceptation d'un accord politique entre les républicains et les unionistes démocrates et en finir avec les querelles du passé. Ainsi, Ian Paisley ne pourrait plus se targuer d'être un défenseur de la démocratie sans se conformer lui-même à ce principe.

Si la campagne du D.U.P. en 2007 s'est distinguée des précédentes, la campagne du parti républicain, en revanche, a illustré une certaine continuité avec les campagnes de 2003 et 1998. Le parti s'est en effet à nouveau prononcé en faveur de l'expansion de la coopération entre le Nord et le Sud de l'île, a réitéré son engagement à promouvoir l'égalité, ainsi que la collaboration avec les unionistes du D.U.P. :

In the incoming Assembly and Executive we mean to deliver further on all the gains made to date by [...] preparing for unity by expanding all-Ireland political and economic cooperation [...].

A vote for Sinn Féin is your best guarantee that the future will be based on equality. A vote for Sinn Féin is the best guarantee that the DUP will be moved to take up its place in the power-sharing institutions [...].

*Republicans are ready for the next step? We are ready for government. [...] We are ready to share power with the DUP and other parties on the basis of equality [...]*¹²⁶⁴.

Le parti s'est également engagé à proposer la préparation d'un référendum sur l'unité irlandaise¹²⁶⁵ et à s'assurer que le transfert des pouvoirs judiciaires et policiers soit effectué pour mai 2008¹²⁶⁶. De plus, peu avant les élections, en réaction à la réticence du D.U.P. à se prononcer franchement en faveur du partage du pouvoir avec les républicains, les dirigeants du *Sinn Féin* ont évidemment déclaré préférer la dévolution et la formation d'institutions politiques au pouvoir partagé (ce que les gouvernements britannique et irlandais avaient appelé le « Plan A »). Néanmoins, les républicains ont également évoqué le fait que, dans le cas où le D.U.P. refuserait de gouverner en collaboration avec le *Sinn Féin*, ce dernier ne s'opposerait pas à ce que Londres et Dublin prennent eux-mêmes en main les affaires de la Province (le « Plan B »)¹²⁶⁷. Dans la mesure où cette alternative signifiait que le gouvernement irlandais dispose d'un rôle accru dans les affaires de la Province, il y avait toutefois peu de chances que le D.U.P. refuse de former une Assemblée et un Exécutif avec les républicains.

¹²⁶³ "The people have spoken". In: *Ibid.* p. 1.

¹²⁶⁴ Sinn Féin, *Delivering for Ireland's Future*, Assembly Election Manifesto, Dublin: 2007. Site Internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/sf280207man.pdf>. Consulté le 18 juin 2008. p. 4-5.

¹²⁶⁵ *Ibid.* p. 8.

¹²⁶⁶ *Ibid.* p. 11.

¹²⁶⁷ McEvoy, Joanne, *Op. Cit.* p. 370.

Alors que la date limite de formation d'une assemblée (le 26 mars 2007) se rapprochait, et en dépit de la pression exercée par Londres et Dublin sur le D.U.P., il y a tout de même eu de plus en plus de doutes sur la volonté de Paisley à convenir d'un accord politique avec les républicains. Suite à une assemblée du D.U.P. le 24 mars, il a semblé qu'un accord pourrait voir le jour entre les républicains et le parti de Paisley, mais qu'il serait repoussé au début du mois de mai. Au cours de cette réunion, il a en effet été convenu que le D.U.P. devait disposer de plus de temps avant qu'un nouveau gouvernement ne soit formé mais il a bien été décidé (à 102 votes contre 10) que le parti prendrait part à un prochain gouvernement au pouvoir partagé au cours du mois de mai 2007. Conscients de l'entrave faite au programme prévu par les Accords de St Andrews, les membres du D.U.P. ont annoncé que ce délai serait mis à profit pour la préparation nécessaire à la mise en place du nouveau gouvernement¹²⁶⁸. Cette décision a toutefois eu pour effet d'agacer les gouvernements irlandais et britanniques, ainsi que Gerry Adams, qui a déclaré que le parti de Ian Paisley ne respectait pas la volonté du peuple nord-irlandais¹²⁶⁹. Le ministre aux Affaires nord-irlandaises, Peter Hain, a pour sa part annoncé qu'il accepterait un délai dans la mise en place d'un gouvernement, tant qu'il y aurait un accord entre le *Sinn Féin* et le D.U.P. Il a donc été convenu que Ian Paisley rencontrerait Gerry Adams au cours d'une réunion de l'Assemblée. Ce serait alors la première fois que les deux chefs politiques se parleraient directement¹²⁷⁰. Cette rencontre s'est en effet avérée nécessaire pour que Ian Paisley prouve que la décision de retarder la formation d'un gouvernement était fondée sur des raisons valables et n'était pas seulement une tentative injustifiée de repousser une entente politique avec le *Sinn Féin*.

2. *Le rétablissement de la dévolution et la formation de l'Assemblée nord-irlandaise*

La rencontre historique entre Gerry Adams et Ian Paisley a eu lieu le 26 mars 2007, date à laquelle l'Assemblée nord-irlandaise aurait dû être formée. Les deux chefs politiques se sont alors tous deux engagés, au nom de leur parti respectif, à former un exécutif au pouvoir partagé le 8 mai 2007. Cet accord a bien évidemment été reconnu par

¹²⁶⁸ Keenan, Dan, "DUP demand for more time angers governments and SF", *The Irish Times*, 26 mars 2007.

¹²⁶⁹ *Ibid.*

¹²⁷⁰ Jusque là, Ian Paisley avait toujours refusé de parler directement aux représentants du *Sinn Féin*.

tous et notamment par Tony Blair comme « un jour important pour le peuple d'Irlande du Nord, mais également pour le peuple et l'histoire [des] îles [britanniques] »¹²⁷¹.

La soudaine modération de Paisley a dès lors été surprenante : dans son discours, le chef du D.U.P. a annoncé que le délai de formation du prochain gouvernement irlandais serait mis à profit pour que Martin McGuinness et lui-même puissent s'entretenir. En réalité toutefois, il convient de prendre en considération le fait que le chef du D.U.P. souhaitait disposer de plus de temps pour convaincre la majorité des membres de son parti de former un gouvernement avec le *Sinn Féin*. Paisley a également déclaré souhaiter s'engager dans un gouvernement pour le bien du peuple nord-irlandais, et pas seulement des électeurs du D.U.P. Cependant, dans la tradition des discours politiques du D.U.P., Ian Paisley s'est félicité d'avoir décidé de la date de formation d'un exécutif, au lieu de se conformer à la date limite convenue par Londres et Dublin, et n'a également pas manqué de souligner les avancées politiques de son parti depuis 2003¹²⁷², toujours pour s'imposer face aux unionistes officiels. Ce jour du 26 mars 2007 a tout de même bien marqué le commencement d'une entente historique entre le *Sinn Féin* et les unionistes radicaux, puisque l'accord que beaucoup n'attendaient plus venait de voir le jour.

Ce qui n'a cependant été que peu mentionné par la presse ce jour-là, est l'opposition radicale de certains membres du D.U.P., en particulier celle de l'un des membres fondateurs du parti. Membre du D.U.P. depuis 1971, Jim Allister a en effet décidé d'en démissionner à la suite de l'accord convenu entre Ian Paisley et Gerry Adams, déclarant que la vue des photographies des chefs du D.U.P. et du *Sinn Féin* lui avait été insupportable. L'ancien membre du parti a également annoncé que beaucoup des partisans du D.U.P. étaient choqués et se sentaient trahis par la direction politique prise par Ian Paisley. Pour Jim Allister, le *Sinn Féin* n'avait pas rempli les conditions nécessaires à sa participation dans le gouvernement nord-irlandais, en particulier la dissolution du conseil militaire de l'I.R.A., toujours actif à ce jour¹²⁷³. Malgré cela, Ian Paisley a confirmé sa détermination à se conformer à l'accord convenu avec le *Sinn Féin*. Engagement qui s'est illustré au début du mois d'avril, lorsque Ian Paisley et Martin McGuinness ont remercié le ministre aux Affaires nord-irlandaises Peter Hain, afin de préparer la mise en place du

¹²⁷¹ “[...] a very important day for the people of Northern Ireland, but also for the people and the history of these islands”. Tony Blair, In : Moriarty, Gerry, “Paisley and Adams agree to form an Executive on May 8th”, *The Irish Times*, 27 mars 2007.

¹²⁷² Paisley, Ian, Statement on the Powersharing Deal with *Sinn Féin* , 26 mars 2007. In: *The Irish Times*, 27 mars 2007.

¹²⁷³ De Bréadún, Deaglán , “Allister quits DUP saying *Sinn Féin* unfit to govern”, *The Irish Times*, 28 mars 2007.

nouveau gouvernement. Peter Hain a alors déclaré avec enthousiasme que le Premier ministre et le Premier ministre adjoint montraient les signes d'une intention sérieuse de prendre la province en main et d'occuper leurs sièges au sein du gouvernement¹²⁷⁴. Peu de temps après cela, la rencontre entre Bertie Ahern et Ian Paisley a marqué une nouvelle étape importante du processus de paix, lorsque Paisley a déclaré qu'il espérait que « les anciens soupçons et discordes [puissent] être enterrés à jamais par la perspective d'une coopération respectueuse et mutuelle »¹²⁷⁵.

Ce qui a donc principalement distingué l'accord de 2007 entre le D.U.P. et le *Sinn Féin* du lendemain des Accords de 1998 est le fait que les deux partis se soient préparés à la formation d'un gouvernement le 8 mai 2007. Rappelons qu'en 1998, la formation d'un exécutif n'avait eu lieu que 18 mois après les élections à l'Assemblée de juin 1998, suite aux difficultés liées au désarmement de l'I.R.A. En revanche, en 2007, les signes d'une coopération politique durable entre le parti de Gerry Adams et celui de Ian Paisley étaient manifestes. Les sièges au sein du nouvel Exécutif ont alors été répartis comme suit, selon la procédure d'Hondt :

Ian Paisley (D.U.P.), Premier ministre

Martin McGuinness (*Sinn Féin*), Premier ministre adjoint

Peter Robinson (D.U.P.), Ministre des finances

Nigel Dodds (D.U.P.), Ministre de l'entrepreneuriat, du commerce et de l'investissement

Arlene Foster (D.U.P.), Ministre de l'environnement

Edwin Poots (D.U.P.), Ministre de la Culture

Conor Murphy (*Sinn Féin*), Ministre du développement régional

Michelle Gildernew (*Sinn Féin*), Ministre de l'agriculture et du développement rural

Caitriona Ruane (*Sinn Féin*), Ministre de l'éducation

Reg Empey (U.U.P.), Ministre de l'emploi et de la formation

Michael McGimpsey (U.U.P.), Ministre de la santé des services sociaux et de la santé publique

Margaret Ritchie (S.D.L.P.), Ministre du développement social¹²⁷⁶

L'ascension politique du D.U.P. et du *Sinn Féin*, combinée avec la participation de Londres et de Dublin dans les affaires politiques de la province a donc, contre toute attente, bien eu raison d'une attitude politique sectaire et radicale. En tant que premier parti

¹²⁷⁴ Keenan, Dan, "Paisley, McGuinness request Hain to move", *The Irish Times*, 2 avril 2007.

¹²⁷⁵ "old suspicions and discords can be buried forever under the prospect of mutual respect and respectful co-operation". *The Irish Times*, 5 avril 2007. in: McEvoy, Joanne, *Op. Cit.* p. 379.

¹²⁷⁶ Dixon, Paul, *Op. Cit.* 315.

politique de l'Irlande du Nord, le D.U.P. a en effet dû opter pour une direction politique modérée et rationnelle, tandis que les républicains du *Sinn Féin* ont dû se distancer définitivement de la lutte armée de l'I.R.A. et mettre fin à cette dernière. L'implication de son parti dans un exécutif au pouvoir partagé a également impliqué pour Ian Paisley de faire preuve de diplomatie et de respect envers la deuxième force politique de la province, le *Sinn Féin*, dans la mesure où le parti républicain représentait une partie significative de l'électorat nord-irlandais. Contrairement à ce que beaucoup craignaient, l'ascension du D.U.P. au rang de premier parti politique nord-irlandais et, donc, de négociateur principal face à Londres et à Dublin n'a pas provoqué l'échec du processus de paix mais uniquement son ralentissement.

Le 8 mai 2007, lorsque Ian Paisley et Martin McGuinness ont officiellement pris leurs fonctions respectives de Premier ministre et Premier ministre adjoint et que la dévolution a été rétablie dans la Province, a marqué la fin de près de quatre décennies de conflit intercommunautaire. Ainsi, ce à quoi les gouvernements de Londres et de Dublin avaient travaillé depuis les années 1980 prenait enfin forme. Jusque-là, les gouvernements au pouvoir partagé n'avaient pas pu perdurer dans le temps et, ce, en raison du refus du D.U.P. d'en faire partie et de l'absence de désarmement du côté républicain. Contre toute attente donc, un accord a pu voir le jour entre les deux extrêmes politiques et religieuses de la province, ce qui a semblé indiquer que la solution aux conflits intercommunautaires résidait précisément dans l'association des deux extrêmes.

Dans son discours inaugural, Martin McGuinness a pris soin de rappeler que malgré la participation du parti au sein d'institutions nord-irlandaises, le *Sinn Féin* demeurait un parti républicain dont l'objectif restait l'unité irlandaise. Le Premier ministre adjoint a tout de même reconnu la diversité de la société nord-irlandaise et a mis l'accent sur le progrès représenté par la collaboration politique de son parti avec le D.U.P. :

I am proud to stand here today as a republican who believes absolutely in a united Ireland. [...] We strive towards a society moving from division and disharmony to one which celebrates our diversity and is determined to provide a better future for all our people.[...] We know that this will not be easy and the road we are embarking on will have many twists and turns. It is however a road which we have chosen and which is supported by the vast majority of our people¹²⁷⁷.

Il est ici intéressant de souligner l'utilisation du verbe « choisir » dans la mesure où il s'agit là précisément de la différence entre le parti républicain et le D.U.P. : tandis que le

¹²⁷⁷ McGuinness, Martin, Inaugural Speech, 8 mai 2007. In : *The Irish Times*, 9 mai 2007. p. 11.

Sinn Féin a choisi de partager le pouvoir avec le D.U.P., ce dernier a, lui, été contraint de former un gouvernement avec les républicains. Il s'agit là d'un point qui sera abordé en détails lors de la dernière partie de cette étude.

Le discours de Ian Paisley, tout en mettant l'accent sur l'importance de l'événement, rappelle également que les valeurs fondamentales du D.U.P., notamment l'Union avec la Grande-Bretagne, n'ont pas été abandonnées. En revanche, par rapport au discours du Premier ministre adjoint, celui de Ian Paisley sous-entend que son parti a dû faire des compromis avant de s'engager sur la voie du partage du pouvoir :

*If anyone had told me that I would be standing here today to take this office, I would have been totally unbelieving.[...] I have not changed my unionism, the union of Northern Ireland within the United Kingdom, which I believe is today stronger than ever.[...] In politics, as in life, there is a truism that no one can ever have one hundred percent of what they desire. They must make a verdict when they believe they have achieved enough to move things forward. [...] I believe we are now able to make progress. [...] Northern Ireland has come to a time of peace [...]*¹²⁷⁸.

L'accord entre le D.U.P. et le *Sinn Féin* a donc témoigné d'un changement profond de stratégie politique, mais également de position religieuse, de la part de Ian Paisley. Le chef du D.U.P. s'est en effet résigné à former un gouvernement avec son ennemi de toujours et donc à considérer que la communauté catholique avait le droit d'être représentée politiquement. De la provocation, l'intolérance et l'opposition au processus de paix, Ian Paisley s'est alors montré ouvert à la négociation politique et à une attitude rationnelle et modérée. Du côté républicain, également, un travail d'adaptation à la politique constitutionnelle a été effectué, mais celui-ci s'est effectué de manière plus progressive que chez les unionistes du D.U.P., puisque des changements stratégiques profonds ont été observés chez les républicains dès les années 1990, avec le premier cessez-le-feu de l'I.R.A. et l'implication du *Sinn Féin* dans le processus de paix.

De plus, il convient de souligner que les négociations politiques avec les gouvernements britannique et irlandais ont été le premier pas vers une négociation politique directe entre le D.U.P. le *Sinn Féin* et que sans l'implication des deux gouvernements, le chemin vers l'entente politique entre unionistes et républicains aurait été bien plus laborieux et bien plus difficile. Le fait que Londres et Dublin soient intervenus dans la résolution des « Troubles » dans la province a en effet contraint le D.U.P. et le *Sinn*

¹²⁷⁸ Paisley, Ian, Inaugural Speech, 8 mai 2007. In : *The Irish Times*, 9 mai 2007. p. 11.

Féin, à faire preuve de plus de tolérance, de réalisme politique et les a ainsi amenés à faire des choix politiques audacieux. Par ailleurs, le succès électoral des deux partis depuis le début des années 2000 a également amené le D.U.P. et le *Sinn Féin* à ajuster leur stratégie politique pour qu'une entente politique soit possible et, surtout, être en mesure de jouer un rôle majeur sur la scène politique nord-irlandaise.

En définitive, et contre toute attente, la participation (forcée) du D.U.P. au processus de paix en Irlande du Nord n'a donc pas débouché sur un nouvel échec, mais plutôt sur le ralentissement des négociations politiques avec Londres et Dublin, dans la mesure où le parti s'est montré intransigeant envers les républicains. Il convient de souligner que cette intransigeance propre au chef des démocrates unionistes a finalement eu des répercussions positives, puisqu'elle a contribué à faciliter le franchissement de la dernière étape de la transformation du mouvement républicain : le désarmement de l'I.R.A. et la reconnaissance des forces de police nord-irlandaises.

B. La transformation du D.U.P. et du *Sinn Féin* pendant le processus de paix

La transformation du D.U.P. à partir de 2006 et du *Sinn Féin*, dès le début des années 1980 et tout au long du processus de paix nord-irlandais, est saisissante si l'on prend en considération le type d'action politique qui caractérisait ces deux partis auparavant. En effet, le *Sinn Féin*, autrefois intimement lié à l'I.R.A. et, donc, à la lutte armée menée à des fins politiques, a su se distancer d'une stratégie militaire contestataire et a même facilité le désarmement de l'Armée Républicaine en 2005-2006 afin d'intégrer une assemblée et un gouvernement nord-irlandais. Le D.U.P., pour sa part, a longtemps été associé avec le refus de coopérer politiquement avec les nationalistes et s'était fait le représentant principal de l'opposition au processus de paix du côté unioniste.

Par conséquent, pour parvenir à un accord en mai 2007, Ian Paisley et Martin McGuinness ont dû se distancer de certains principes autrefois chers à leur famille politique. Il convient donc, d'une part, à ce stade de cette étude, de faire le bilan du changement opéré au sein de ces deux partis et, d'autre part, de s'interroger sur la préservation – ou non – de leurs valeurs fondamentales, à savoir : l'unité et l'indépendance irlandaise pour le *Sinn Féin* et la préservation du statut de l'Irlande du Nord au sein du Royaume-Uni.

1. *La transformation du parti républicain : une nouvelle image, une nouvelle stratégie et une vision différente de la politique nord-irlandaise*

Contrairement au D.U.P., dès les années 1980, le mouvement républicain a opté pour des changements stratégiques afin de tendre vers une politique constitutionnelle et, à terme, la participation aux institutions politiques nord-irlandaises. L'évolution du *Sinn Féin* a donc témoigné d'une transformation progressive et qui s'est effectuée sur le long terme. Aussi, comme le remarque Jonathan Tonge, c'est précisément la transformation de la politique républicaine qui a été l'élément moteur du processus de paix¹²⁷⁹.

En effet, tandis que, pendant des décennies, le *Sinn Féin* s'était fait l'avocat du retrait des Britanniques de la Province nord-irlandaise et de la mise en place d'une République irlandaise indépendante, le parti a finalement accepté de prendre part à un gouvernement nord-irlandais au pouvoir partagé et faisant partie intégrante du Royaume-Uni. D'autre part, tandis que l'I.R.A. s'était prononcée en faveur d'une lutte armée jusqu'à ce que l'indépendance de l'île soit obtenue, celle-ci a mis fin à sa campagne de violence et a même mis son arsenal hors d'état de nuire. Pourtant, le Président du *Sinn Féin*, Gerry Adams, a déclaré lors d'une interview à la B.B.C., que les changements pour lesquels son parti avait opté s'étaient faits « sans l'abandon d'un seul principe républicain »¹²⁸⁰.

Le *Sinn Féin* a pris un nouveau départ dès le début des années 1980, suite à la décision de participer aux élections locales (en 1982) puis de mettre fin à l'abstentionnisme au sein de la *Dáil* (en 1986). Ainsi, cette démarche a signifié que le *Sinn Féin* ne souhaitait plus se tenir à l'écart du pouvoir politique de Stormont, mais n'a pas indiqué que le parti considérait à présent que l'Irlande du Nord était une entité politique légitime. Par ailleurs, à l'époque, ces changements stratégiques avaient été négociés en échange d'une accentuation de la lutte armée de l'I.R.A. mais, à terme, ont eu pour effet de propulser le *Sinn Féin* vers l'adoption progressive d'une politique exclusivement constitutionnelle. En outre, en 1992, la publication de *Towards a Lasting Peace in Ireland* par le parti a bien indiqué que le *Sinn Féin* souhaitait être pleinement impliqué dans la politique de la Province et avait réalisé la nécessité d'être intégré au sein de la scène politique nord-irlandaise aux côtés des autres partis. Cette implication progressive dans la vie politique en Irlande du Nord s'est alors logiquement accompagnée d'un amoindrissement de la lutte

¹²⁷⁹ Tonge, Jonathan, "Nationalist Convergence? The Evolution of Sinn Féin and SDLP Politics". In: Edwards, Aaron, Bloomer, Stephen (Ed.), *Transforming the Peace Process in Northern Ireland. From Terrorism to Democratic Politics*, Irish Academic Press, Dublin: 2008. p. 59.

¹²⁸⁰ "without abandoning a single republican principle". Interview, BBC Northern Ireland, *Hearts and Minds*, 1er mars 2007. in: Tonge, Jonathan, *Op. Cit.* p. 74.

armée de l'I.R.A., dès 1994, avec l'arrêt de ses opérations, dont le but était de faciliter, dans un premier temps, la participation du *Sinn Féin* aux pourparlers multipartites. Aussi, cela a permis au parti républicain, dans un second temps, d'intégrer l'exécutif et l'Assemblée nord-irlandaise prévus par les Accords de Belfast, décision qui a d'ailleurs fait l'objet d'un débat dans les rangs républicains, dans la mesure où elle impliquait de reconnaître la légitimité de la Province nord-irlandaise (et donc la remise en question d'un principe fondamental du républicanisme : l'Irlande du Nord est une entité artificielle). Enfin, le succès électoral du *Sinn Féin* et son statut de premier parti nationaliste, combiné avec le succès des unionistes radicaux du D.U.P. a amené les républicains à franchir un cap décisif : celui de l'abandon définitif de la lutte armée et du désarmement de l'I.R.A. afin d'être en mesure de partager le pouvoir avec le parti de Ian Paisley.

Comme le remarque Jonathan Tonge, cette transformation profonde du mouvement républicain et, donc, le remplacement d'une stratégie militaire par une stratégie exclusivement politique, a grandement facilité le retour de la dévolution en Irlande du Nord et la formation d'institutions politiques au pouvoir partagé¹²⁸¹. De plus, cette transformation s'est accompagnée d'un changement du discours républicain et d'une réévaluation des principes fondamentaux du républicanisme. Comme il a été démontré précédemment, le discours républicain, avant le processus de paix, prônait la libération de l'île du joug anglais par la force afin d'obtenir l'indépendance de l'Irlande. Si la politique du *Sinn Féin* est toujours orientée vers l'obtention de l'indépendance et la réunification de l'île, c'est toutefois le principe d'égalité qui a pris toute son importance dans le discours républicain au cours du processus de paix, comme les manifestes de 1998, 2001, 2003, 2005 et 2007 le démontrent. En effet, comme l'avait énoncé Gerry Adams en 2006, « les deux mots clés – ou concepts – de notre futur républicain sont 'changement' et 'égalité' »¹²⁸². De plus, si l'autodétermination reste un principe défendu par le *Sinn Féin*, la politique de ce dernier a, au cours des dernières décennies, glissé vers celle du S.D.L.P. pour accepter la « co-détermination » dans le cadre de laquelle la population nord-irlandaise décidera si oui ou non la réunification Irlandaise peut avoir lieu¹²⁸³. Le *Sinn Féin* se distingue néanmoins du S.D.L.P., et ce, structurellement, dans le sens où le parti républicain est un parti implanté sur la totalité de l'île d'Irlande, tandis que le S.D.L.P. n'est présent qu'en Irlande du Nord.

¹²⁸¹ *Ibid.* p. 62.

¹²⁸² “two key words – concepts – of our republican future are ‘change’ and ‘equality’”. Gerry Adams, in: *An Phoblacht*, 5 octobre 2006. p. 7.

¹²⁸³ Tonge, Jonathan, *Op. Cit.* p. 66.

Comme il a été démontré tout au long de cette étude, la transformation du parti républicain a été extrêmement bénéfique au parti, notamment en termes de gains électoraux, mais aussi en termes d'image. En effet, au fil du temps, le *Sinn Féin* est apparu comme étant le mieux placé pour défendre les intérêts de la communauté nationaliste face aux unionistes¹²⁸⁴ et, comme cette étude l'a illustré, les changements stratégiques pour lesquels il a opté n'ont pas entravé sa progression. De plus, l'implication progressive du *Sinn Féin* dans la politique nord-irlandaise a permis au parti de sortir de l'isolement dans laquelle il était plongé pendant les années 1970 et 1980, en raison de son lien avec l'I.R.A. et de sa justification de la campagne terroriste républicaine¹²⁸⁵. La nouvelle approche du parti envers la République d'Irlande (dès 1986) consistait en effet à emprunter peu à peu le pas de la politique constitutionnelle¹²⁸⁶, facilitant ainsi les relations avec les Premiers ministres britanniques et irlandais. Albert Reynolds, en particulier, a joué un rôle crucial en se faisant l'avocat de la participation du *Sinn Féin* dans les pourparlers concernant l'avenir politique de la Province nord-irlandaise. C'est ainsi que la collaboration du *Sinn Féin* avec *Fianna Fáil* est devenue partie intégrante de la stratégie politique républicaine dès les années 1980 dans le cadre de la mise en place d'un « front nationaliste »¹²⁸⁷. De plus, tout au long du processus de paix et notamment à partir de la signature des Accords de Belfast, le *Sinn Féin* s'est fait l'avocat de l'intervention du gouvernement irlandais, mais également britannique, pour que les Accords soient pleinement mis en application. Il s'agit là d'une attitude contrastant fortement avec le discours du parti républicain au cours des années 1980, selon lequel le gouvernement britannique devait cesser toute implication dans les affaires nord-irlandaises pour laisser place à l'auto-détermination.

Aussi, la reconnaissance de l'autorité de la P.S.N.I. par l'ensemble du mouvement républicain a été absolument cruciale concernant le dénouement du processus de paix dans la Province. En effet, cette prise de position a non seulement prouvé que le *Sinn Féin* souhaitait s'impliquer sérieusement dans la politique de la province aux côtés du parti de Ian Paisley mais a également contribué à changer l'image du parti aux yeux du D.U.P. : alors que ce dernier les considérait comme de simples terroristes, les républicains du *Sinn Féin* ont acquis le statut de partenaires politiques potentiels dans la mesure où ils venaient

¹²⁸⁴ *Ibid.* p. 67.

¹²⁸⁵ O'Donnell, Catherine, "The Evolution of Irish Republicanism and the Peace Process in Northern Ireland", In: Edwards, Aaron, Bloomer, Stephen (Ed.), *Transforming the Peace Process in Northern Ireland. From Terrorism to Democratic Politics*, Irish Academic Press, Dublin: 2008. p. 44. Une illustration de cette isolation a d'ailleurs été l'interdiction d'ondes radios et de télévision entre 1971 et 1994 dans la République d'Irlande et entre 1988 et 1994 dans l'ensemble du Royaume-Uni.

¹²⁸⁶ *Ibid.* p. 46.

¹²⁸⁷ *Ibid.* p. 48.

de remplir toutes les conditions nécessaires au partage du pouvoir avec le D.U.P. Par ailleurs, si cette prise de position est apparue comme étant « un compromis impensable »¹²⁸⁸ pour les différents acteurs du processus de paix, il s'est avant tout agi d'un choix stratégique. Comme le souligne Brian Rowan, la décision prise par l'I.R.A. et le *Sinn Féin* a mis Ian Paisley dans la situation où s'opposer au partage du pouvoir avec les républicains n'était plus une option ; il s'agissait là précisément de ce que recherchait l'ensemble du mouvement républicain¹²⁸⁹. Le politologue aborde également le fait que la décision de reconnaître l'autorité de la P.S.N.I. a représenté un changement de taille pour le camp républicain puis qu'elle a signifié que celui-ci était parvenu à acquérir une vision nouvelle, plus apaisée, de la situation politique et communautaire nord-irlandaise :

*Republicans had to change their thinking. [...] For many years, the only thing republicans knew and understood was that the police force [...] was on the other side of the war. When republicans thought about the police, they thought about the Special Branch, the dirty war, the secret bugging and surveillance. When they thought about policing, it was about monitoring, patrolling patterns, planning attacks, preparing counter-interrogation strategies; they never thought about the nuts-and-bolts of everyday police work*¹²⁹⁰.

La reconnaissance de l'autorité des forces de police nord-irlandaises a donc bien signalé que les républicains avaient franchi le dernier cap de leur transformation vers l'action politique constitutionnelle et avaient réussi leur transition de la contestation et de l'isolation vers la participation politique constructive.

Cette évolution de la politique républicaine apparaît d'ailleurs être totalement assumée par les membres du *Sinn Féin*. En effet, lors d'une interview menée dans le cadre de cette étude, Mitchel McLaughlin, alors membre de l'Assemblée législative, a bien reconnu l'évolution dont le parti républicain avait fait preuve, tant au regard de sa stratégie que de son discours politique. Pour lui, cette évolution de la stratégie et du discours républicains a été « bénéfique et progressiste »¹²⁹¹. En effet, si l'on considère la progression électorale qui a accompagné l'évolution du *Sinn Féin*, la transformation du parti s'est avérée extrêmement efficace puisque celui-ci a gagné en visibilité:

¹²⁸⁸ “*unthinkable compromise*”. In: Rowan, Brian, *How the Peace was won*, Dublin: Gill and Macmillan Ltd, 2008, p. 76.

¹²⁸⁹ *Ibid.*

¹²⁹⁰ *Ibid.* p. 106.

¹²⁹¹ “*good and progressive*”. Interview de Mitchel McLaughlin, menée par l'auteur à Stormont le 7 décembre 2009.

*Sinn Féin has representatives, we have TDs in Leinster House, we have a senator in the Senate, we have representatives, we have counsellors North and South, we have MPs, we have an MEP, we have MLAs, so, throughout the Island of Ireland, [...] Sinn Féin now has an elected presence [...]*¹²⁹².

Aussi, malgré l'évolution du *Sinn Féin* au cours des trente dernières années, Gerry Adams prend néanmoins souvent soin de rappeler que les valeurs fondamentales du parti restent inchangées, tout en faisant le lien entre la politique actuelle de son parti et des événements marquants de l'histoire du républicanisme. Lors de ce discours en 2005, Adams déclarait en effet :

*The core values of Sinn Féin are reflected in the Proclamation of the Irish republic in 1916, the founding document of modern Irish republicanism [:] [...] religious and civil liberty; equal rights and equal opportunities to all its citizens; [...] anti-sectarianism. [...] Equality is our watchword*¹²⁹³.

De plus, suite aux changements stratégiques récents dont a fait preuve le parti républicain (la reconnaissance de la P.S.N.I., la prise de fonction ministérielles au sein d'une assemblée et d'un gouvernement au pouvoir partagé avec le D.U.P.), le Président du parti et les autres dirigeants n'ont eu de cesse de réitérer l'engagement du parti envers l'obtention de l'unité irlandaise¹²⁹⁴.

Enfin, lors d'un discours proclamé à l'approche des élections à l'Assemblée nord-irlandaise de 2007, Gerry Adams s'est employé à faire apparaître la stratégie de son parti comme participant de la lutte pour l'indépendance et la réunification irlandaise :

I believe that the strategy being pursued by this generation of republicans will bring Irish freedom. Our political roadmap to an independent Ireland has involved negotiation and compromise with the historic enemy, but we have also prepared the ground for a radical transition to all island political and economic institutions. Just as we are ready for political mandate in the North we are also seeking a mandate for government in this jurisdiction. [...] Sinn Féin wants to be in government in both parts

¹²⁹² *Ibid.*

¹²⁹³ Sinn Féin president Gerry Adams speaking at the launch of 'The New Ireland – A Vision for the Future', Belfast, October 2005. In: O'Donnell, Catherine, *Op. Cit.* p. 53.

¹²⁹⁴ "We are committed to Irish Unity". In: Statement by Gerry Adams, following a meeting of the SF Ard Chomairle at which it was agreed to convene a special party Ard Fheis on the issue of policing, Dublin, 29 décembre 2006. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/ga291206.htm>>. Consulté le 15/12/07. "This Ard Fheis reiterates Sinn Féin's political commitment to bringing about Iris re-unification and the establishment of a 32 County Democratic Socialist Republic". In: Motion passed by the Sinn Féin Extraordinary Ard Fheis on policing, RDS, Dublin, 28 janvier 2007. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/sf280107motion.htm>>. Consulté le 15/12/07.

*of this island because that is a means to fulfil our historic mission to bring about a truly national republic and a truly national government*¹²⁹⁵.

Cet engagement pris par Gerry Adams a d'ailleurs été illustré par une proposition de referendum sur l'unité irlandaise, dès la campagne électorale de 2007.

Le changement de stratégie du parti républicain, qui s'est effectué sur le long terme, dans le cadre d'une volonté d'ouverture à la scène politique irlandaise et nord-irlandaise, semble donc être totalement assumé par les dirigeants du *Sinn Féin*. Pour ces derniers, en effet, cette évolution s'est avérée nécessaire à la progression politique du parti et, donc, à la promotion de ses intérêts et principes politiques : l'unité et l'indépendance de l'Irlande. En revanche, du côté du D.U.P., si nous pouvons également bien parler de changement de stratégie politique, l'évolution du parti de Ian Paisley s'est avérée différente de celle du *Sinn Féin*.

2. *L'abandon de la violence politique et religieuse par le D.U.P. au profit d'un discours modéré*

L'évolution de la stratégie politique du D.U.P. est véritablement apparue en mars 2007, lorsque Gerry Adams et Ian Paisley se sont rencontrés et ont pour la première fois communiqué directement l'un avec l'autre. En effet, en juillet 2006, quelques mois seulement avant l'accord entre le D.U.P. et le *Sinn Féin*, Ian Paisley assurait les loyalistes de la Province qu'il faudrait « lui passer sur le corps »¹²⁹⁶ avant qu'un accord entre son parti et celui de Gerry Adams ne voit le jour. Ainsi, contrairement aux républicains, l'évolution de la politique du D.U.P. vers la modération et la négociation s'est faite sur le court terme et, surtout, sous la contrainte de la configuration politique nord-irlandaise de 2007.

Tout comme la politique du *Sinn Féin* a glissé vers celle du S.D.L.P. au cours du processus de paix, il en est de même pour celle du D.U.P. vis-à-vis de l'U.U.P., ce qui apparaît surprenant, dans la mesure où Ian Paisley a bâti sa carrière politique sur l'opposition aux unionistes modérés et sur la dénonciation systématique de leur politique. En effet, comme l'a déclaré George Savage, alors membre de l'Assemblée législative nord-irlandaise, au cours d'une interview menée dans le cadre de cette étude :

¹²⁹⁵ Adams, Gerry, Speech to the Sinn Féin Ard Fheis, RDS, Dublin, 3 mars 2007. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/ga030307.htm>>. Consulté le 15/12/07.

¹²⁹⁶ "over our dead bodies". In: Speech by Ian Paisley to the Independent Orange Demonstration, Portrush, County Antrim, 12 juillet 2006. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/dup/ip120706>>. Consulté le 11 juillet 2013.

*We lost [elections] because of the hard-line attitude of the DUP. [...] The DUP have said that they would never do what they have done [sharing power with Sinn Féin]. They stole our mandate! But that's politics. [...] I'm just looking forward to the day when a next election comes into place and [...] it will be an opportunity for moderate people to have a voice and a say in the political future of Northern Ireland*¹²⁹⁷.

En revanche, Ian Paisley, lors de son discours inaugural du 7 mai 2007, a affirmé que ses valeurs unionistes n'avaient pas changé¹²⁹⁸. Des propos que Mitchel McLaughlin, membre du *Sinn Féin* a contredit :

*In Sinn Féin's view, yes, [the DUP have changed]. The DUP might well deny that. In my view, the fact that they are now part of a power-sharing agreement when the DUP's former policy was to oppose power-sharing is a demonstration that even the DUP are not immune from the political process*¹²⁹⁹.

C'est également ce que Brian Rowan souligne puisque, selon l'auteur, en effet, la perspective de la paix en Irlande du Nord a changé le chef du D.U.P. et ce dernier ne serait désormais plus associé avec les mots « non » et « jamais »¹³⁰⁰, comme cela fut le cas tout au long du processus de paix. Il est vrai qu'en 2007, l'attitude du chef unioniste a fortement contrasté avec son type d'action politique précédent, caractérisé par l'association aux paramilitaires loyalistes (en 1974 et en 1977) ou encore les ralliements contre les accords de paix (au cours des années 1980) et l'usage de la rhétorique de la violence et de la peur. En effet, quelques années auparavant, Ian Paisley associait encore la communauté catholique à des terroristes de l'I.R.A., s'opposait à la négociation d'un accord de paix avec la République d'Irlande et refusait de participer à la vie politique de la Province avec les républicains.

Il convient alors de se demander quels ont été les facteurs ayant contribué au changement de stratégie et de discours politique du D.U.P. En premier lieu, il semble que le D.U.P. n'avait tout simplement d'autre choix que de s'adapter à la nouvelle situation politique : le *Sinn Féin* avait rempli toutes les conditions nécessaires au partage du pouvoir avec le parti de Ian Paisley et l'électorat nord-irlandais s'était prononcé en faveur de la collaboration du D.U.P. et du *Sinn Féin*. C'est d'ailleurs ce que Ian Paisley lui-même a confirmé :

¹²⁹⁷ Interview de George Savage, menée par l'auteur à Stormont le 7 décembre 2009.

¹²⁹⁸ "I have not changed my unionism". Paisley, Ian, Inaugural Speech, 8 mai 2007. In : *The Irish Times*, 9 mai 2007. p. 11.

¹²⁹⁹ Interview de Mitchel McLaughlin, menée par l'auteur à Stormont le 7 décembre 2009.

¹³⁰⁰ Rowan, Brian, *Op. Cit.* p. 136

*We were told that if we didn't do this then it was going to be curtains for our country. How would I have faced my people if I had allowed this country to have the Union destroyed and the setting up of a joint government by the south of Ireland?*¹³⁰¹

Ian Paisley fait ici référence au « plan B » mis en place par les gouvernements irlandais et britannique, dans le cas où un accord politique entre le *Sinn Féin* et le D.U.P. ne verrait pas le jour, à savoir : l'administration directe de Londres et de Dublin sur la Province nord-irlandaise. En second lieu, Paisley pouvait se targuer d'avoir obtenu plus de concessions des républicains que David Trimble et, donc, justifier le fait que son parti se soit engagé au sein d'un exécutif avec le *Sinn Féin*. Comme le remarque en effet Ed Moloney, ce sont bien les républicains qui ont fait le plus de concessions afin d'être en mesure de partager le pouvoir avec le D.U.P. : le *Sinn Féin* a accepté de siéger au sein de l'Assemblée nord-irlandaise, a reconnu l'autorité des forces de police et s'est distancé des activités de l'I.R.A. tout en facilitant le désarmement de cette dernière. En revanche, le D.U.P. n'a sacrifié que sa fierté en acceptant de partager le pouvoir avec le *Sinn Féin*¹³⁰². Enfin, compte tenu de la situation politique de 2007 et des avancées républicaines sur la voie de la politique constitutionnelle, une entente politique avec les républicains était devenue inévitable, comme l'a d'ailleurs souligné Martin McGuinness : « *They had one big reality to face – that the only way into government was alongside Sinn Féin. And, therefore, they would then have to begin the process of making that happen* »¹³⁰³. En effet, la décision prise par le *Sinn Féin* lors du congrès du parti (celle de reconnaître la P.S.N.I.), le 28 janvier 2007, a prouvé la bonne foi des républicains et leur motivation à partager le pouvoir avec le D.U.P.

Selon Ed Moloney, il existe également des raisons personnelles au changement d'attitude du chef du D.U.P. D'après l'auteur en effet, ce serait son envie profonde de finir sa carrière politique au poste de Premier ministre nord-irlandais qui aurait également motivé Ian Paisley à franchir le pas de la coopération politique avec les républicains (rappelons que Paisley était alors âgé de 81 ans)¹³⁰⁴. Un autre élément qui aurait pu entrer en jeu lors de sa prise de décision de partager le pouvoir avec le *Sinn Féin*, est le désir de gagner en respectabilité après des années passées à s'opposer au partage du pouvoir avec les républicains.

¹³⁰¹ Paisley, Ian. In : McEvoy, Joanne, *Op. Cit.* p. 380.

¹³⁰² Moloney, Ed, *Op. Cit.* p. 482.

¹³⁰³ McGuinness, Martin. In : Rowan, Brian, *Op. Cit.* p. 142.

¹³⁰⁴ Moloney, Ed, *Op. Cit.* p. 478.

Au moment des négociations politiques de St Andrews et de l'accord entre le *Sinn Féin* et le D.U.P., j'ai pu recueillir les propos de Sela de Valera et de John Hume (ancien chef du S.D.L.P. et prix Nobel de la paix 1998), lesquels m'ont fait part de leur interprétation du changement d'attitude politique de Ian Paisley. Pour John Hume, le chef du D.U.P. n'avait d'autre choix que de convenir d'un accord politique avec le *Sinn Féin*, les Accords de Belfast ayant été approuvés démocratiquement par la population de l'île. Si le D.U.P. avait alors refusé de former un gouvernement avec les républicains, cela aurait été en contradiction avec le principe fondamental des Accords de Belfast, à savoir : le consentement du peuple. Par ailleurs, si le D.U.P. et le *Sinn Féin* ne s'étaient pas entendus sur la formation d'un gouvernement, Londres et Dublin auraient convenu d'un accord à leur place, selon leurs propres termes, ce à quoi le D.U.P. était opposé. Selon Sela de Valera, la carrière politique de Ian Paisley touchant à sa fin, le chef du D.U.P. souhaitait être l'acteur principal d'un accord politique en l'Irlande du Nord afin de se retirer de la vie politique en tant que personnage historique. Enfin, selon la ministre, la médiatisation du chef du D.U.P. ainsi que sa participation à de nombreux débats télévisés ont participé à la modération du personnage et, donc, à celle de son parti.

Même si l'évolution dont a fait preuve le D.U.P. à la fin du processus de paix est incontestable, le changement de stratégie du parti n'apparaît toutefois pas être assumé par les membres du parti, certainement par souci électoral, comme le confirment ces propos de Nelson McCauseland, alors membre de l'Assemblée nord-irlandaise. Selon lui, son parti a été contraint d'emprunter la voie du partage du pouvoir avec le *Sinn Féin* par Westminster, mais n'a pas choisi cette option :

The reality is that whether the people of Northern Ireland like it or not, ultimately the big decisions have to be taken within the framework of Westminster. The view of Westminster was that there would have to be a situation here based on cross-community power-sharing within a mandatory coalition, and that was the framework in which we were compelled to work in¹³⁰⁵.

C'est en effet bien sous la contrainte que le D.U.P. s'est engagé dans un gouvernement de coalition avec le *Sinn Féin*, mais il convient de souligner qu'auparavant, le parti n'aurait pas accepté de se plier à la volonté du gouvernement britannique et a donc, indéniablement modéré son attitude politique.

¹³⁰⁵ Interview de Nelson McCauseland, menée par l'auteur à Stormont le 7 décembre 2009.

Conclusion

Le processus de paix nord-irlandais a bel et bien transformé le discours et la stratégie politique du *Sinn Féin* et du D.U.P. qui, d'une attitude contestataire et violente se sont progressivement tournés vers la modération, la coopération, la participation active aux institutions politiques nord-irlandaises, et ont finalement accédé aux plus hautes positions politiques : celle de Premier ministre nord-irlandais pour le D.U.P. et celle de Premier ministre adjoint pour le *Sinn Féin*.

Auparavant isolé politiquement et associé aux activités terroristes de l'I.R.A., le *Sinn Féin* bénéficie aujourd'hui d'une position centrale au sein de la scène politique nord-irlandaise. Cette évolution a été rendue possible grâce aux changements stratégiques pour lesquels le parti a opté depuis les années 1980, à savoir : l'abandon progressif de la lutte armée, la participation aux élections et, donc, la mise en place d'une stratégie politique construite et la participation aux institutions politiques de la province. Il convient néanmoins de souligner le rôle prépondérant qu'a joué le S.D.L.P., et en partie John Hume, dans l'élaboration d'une stratégie républicaine pacifique et l'intégration des républicains au sein des pourparlers ayant mené au processus de paix pendant les années 1990. Ainsi, la transformation du parti républicain a permis à ce dernier de bénéficier d'une nouvelle image, ce qui a notamment été illustré par une nouvelle approche des gouvernements britannique et irlandais envers le *Sinn Féin*. Aussi, contre toute attente, même l'opposant politique le plus farouche des républicains, le D.U.P., n'a eu d'autre choix que de collaborer politiquement avec les républicains, dans la mesure où, en 2007, le *Sinn Féin* avait bien achevé sa transition de bras politique de l'I.R.A. vers un parti constitutionnel.

Le parti de Ian Paisley, également, a subi une transformation tout à fait remarquable au cours des toutes dernières années du processus de paix. En effet, alors que le D.U.P. s'opposait à toute discussion avec les membres du *Sinn Féin* et, ainsi, à toute entente politique avec les républicains, le parti est aujourd'hui toujours à la tête de la Province aux côtés du *Sinn Féin*. Tandis que le parti refusait catégoriquement la mise en application des Accords de Belfast, il s'avère que les Accords de St Andrews, qui ont permis le rétablissement de la dévolution en Irlande du Nord, n'ont pas remis en question les principes fondamentaux des Accords de 1998. L'évolution dont a fait preuve le D.U.P. se distingue néanmoins de celle du *Sinn Féin* dans la mesure où il s'agit d'un changement d'attitude qui s'est effectué sur le court terme, peu après les Accords de St Andrews à la fin

de l'année 2006. D'autre part, contrairement au parti républicain, qui a *choisi* d'évoluer vers l'adoption d'une stratégie pacifique et constitutionnelle, le D.U.P., a été contraint de participer aux institutions politiques de la Province, suite au résultat des élections locales de 2007 et à la pression exercée par les gouvernements britannique et irlandais.

Malgré leur évolution remarquable, les deux partis n'ont pour autant pas cessé de défendre leurs valeurs et leurs principes politiques fondamentaux. En effet, les républicains n'ont pas abandonné leur objectif principal : la réunification irlandaise et l'indépendance de l'île, mais ont simplement opté pour une action purement politique au lieu de la lutte armée pour parvenir à leurs fins. Les unionistes du D.U.P. eux, ont toujours pour objectif principal de maintenir l'Union entre la Province nord-irlandaise et le Royaume-Uni.

Dans la mesure où le D.U.P. et le *Sinn Féin* défendent des intérêts radicalement différents, mais continuent aujourd'hui de se partager le pouvoir politique, il convient alors de s'interroger sur le fonctionnement de l'Exécutif et de l'Assemblée nord-irlandaise et sur les relations qu'entretiennent les deux partis. Il s'agit là de questions que j'ai soumises aux dirigeants des deux partis en décembre 2009, soit deux ans et demi après le transfert des pouvoirs à l'Irlande du Nord. Pour Nelson McCauseland, alors membre du D.U.P. et de l'Assemblée nord-irlandaise, le système politique sur lequel fonctionnent l'Assemblée et l'Exécutif n'est pas idéal mais peut être perçu comme une étape transitoire vers une forme « normale » de gouvernement :

We don't believe that the mandatory coalition is the ideal form of government and the weaknesses of that are really too apparent. [...] We see the current situation as a stepping stone towards [a voluntary coalition] or a normal form of government. We would like a coalition formed from a number of partners and there would be an opposition as well. That's a normal form of government. We recognize the reality that direct rule was not the best form of government and [...] it's better to have local people making local decisions for local people [...]. I think there is a growing recognition that mandatory coalition is not the best form of government. It works to an extent but it's not the best¹³⁰⁶.

Au regard des relations qu'entretiennent les deux partis, Mitchel McLaughlin, alors membre du *Sinn Féin* et de l'Assemblée nord-irlandaise, a évoqué la difficulté de partager le pouvoir avec un parti aussi radicalement opposé au *Sinn Féin*, mais a néanmoins insisté sur l'amélioration des relations entre son parti et le D.U.P. :

¹³⁰⁶ Interview de Nelson McCauseland, menée par l'auteur à Stormont le 7 décembre 2009.

It was very very difficult at the beginning. When we [...] indicated three years ago that our strategy was to engage with the DUP into forming a power-sharing agreement, both governments thought that was an incredible idea and that it couldn't happen. [...] The DUP was the party of Ian Paisley and No, No, No... but our view was that they were the strongest party within unionism [...] [and] we recognized that a sustainable agreement was actually only available if it was between the DUP and ourselves. So we have argued the fact that we have a battle a day with the DUP but neither the DUP nor Sinn Féin are prepared to walk away from the table. It is in fact a validation of that strategy of ours and we have now much better relationships, not cordial and not friendly and not always effective, but many many times better than it was five years ago. So, again, we are making progress towards what we regard as the process of national reconciliation that would eventually lead to a constitutional settlement¹³⁰⁷.

Le premier signe du bon fonctionnement de l'Assemblée au pouvoir partagé a, incontestablement, été le vote en faveur de la dévolution de la Sécurité et de la Justice au début du mois de mars 2010. Il est intéressant de souligner que ce sont les unionistes de l'U.U.P. qui s'y sont opposés dans la mesure où, selon eux, l'Exécutif ne fonctionnait pas assez efficacement pour endosser de nouvelles responsabilités¹³⁰⁸. En revanche, cette décision a été saluée par les Premiers ministres britanniques et irlandais, qui ont déclaré : « *This is a significant step for the people of Northern Ireland, with overwhelming support from all sections of the community. [...] It sends a clear message of confidence in the future, and commitment to build on the gains of the peace process that have been achieved over the last 12 years* »¹³⁰⁹. Aussi, comme l'a remarqué Mary McAleese, alors Présidente de la République d'Irlande, ce vote a reflété un sentiment de confiance envers les institutions établies selon les Accords de Belfast¹³¹⁰. Le D.U.P., en la personne de Peter Robinson¹³¹¹, a ainsi condamné l'opposition de l'U.U.P. en faisant preuve d'une volonté évidente de progresser politiquement et de tirer un trait sur un passé marqué par la violence : « *I believe it is time for us all to move forward. There must be no going back to the bad old days of the past* »¹³¹². Il a alors semblé qu'en comparaison aux années qui ont suivi la signature des Accords de 1998, les rôles du D.U.P. et de l'U.U.P. étaient à présent renversés : tandis que le D.U.P. tenait auparavant le rôle de l'opposition, c'était à présent de l'U.U.P. qui s'opposait aux décisions prises par les deux premiers partis de la Province. De son côté, le Premier ministre adjoint, Martin McGuinness, a dénoncé la position

¹³⁰⁷ Interview de Mitchel McLaughlin, menée par l'auteur à Stormont le 7 décembre 2009.

¹³⁰⁸ "Assembly backs devolution plan", *The Irish Times*, 9 mars 2010.

¹³⁰⁹ *Ibid.*

¹³¹⁰ *Ibid.*

¹³¹¹ A la fin du mois de mai 2008, après avoir été, durant 37 ans à la tête du D.U.P., Ian Paisley a annoncé qu'il se retirait de la vie politique. Le parti s'est alors prononcé en faveur de son remplacement par Peter Robinson, à la fois à la tête du parti et au poste de Premier ministre nord-irlandais.

¹³¹² Robinson, Peter, in : *The Irish Times*, 9 mars 2010.

politique de l'U.U.P. comme étant « dysfonctionnelle »¹³¹³ et a mis l'accent sur le fait qu'il s'agissait désormais de dépasser les convictions politiques des partis afin que puisse commencer une ère de travail commun¹³¹⁴. Ainsi, le *Sinn Féin* et le D.U.P. sont apparus être tous deux sérieusement engagés sur la voie de la coopération, même sur des sujets aussi sensibles que les questions sécuritaires, en dépit de leurs différences fondamentales de convictions politiques. Après 38 ans d'administration directe de Westminster dans le domaine de la sécurité et de la justice, suite à l'introduction de la politique de l'emprisonnement sans procès (*Internment without trial*) en 1972, la dévolution de la sécurité et de la justice a en effet envoyé le signal que les partis principaux de la Province avaient bel et bien dépassé les tensions intercommunautaires du passé.

Si le retour de la dévolution en Irlande du Nord et la collaboration entre le *Sinn Féin* et le D.U.P. ont été les signes encourageants d'une normalisation de la situation politique dans la Province, il convient toutefois d'évoquer le fait que les tensions intercommunautaires n'ont, aujourd'hui encore, malheureusement pas totalement disparu. En effet, une série d'événements violents entre les communautés catholique et protestante d'Ulster est venue attester de la présence de groupes radicaux unionistes et républicains dissidents, mais également du fait que le poids du passé est toujours très présent en Irlande du Nord. Le premier acte majeur de violence après l'accord politique de 2007 a en effet eu lieu au début du mois de mars 2009, à Masserene, dans le comté d'Antrim, lorsqu'un commando armé a mitraillé une caserne de l'armée britannique, tuant deux soldats. L'attaque a, par la suite, été revendiquée par une branche dissidente de l'I.R.A., l'I.R.A. Véritable (*Real IRA – RIRA*). Malgré les inquiétudes concernant l'impact d'un tel événement sur la politique de la Province, l'incident n'a néanmoins pas eu pour effet de faire dérailler le processus de paix, dans la mesure où il a été condamné de manière unanime par la scène politique nord-irlandaise, britannique et irlandaise. Pour Gerry Adams, l'incident a été l'occasion de réitérer que l'unité irlandaise ne peut être obtenue par de tels actes mais par une action pacifique et démocratique : « *Those days are over. Sinn Féin is resolute about opposing what occurred* »¹³¹⁵. Peter Robinson, pour sa part, a insisté sur le fait que l'incident ne devait en aucun cas laisser place à des considérations partisans et que la communauté unioniste devait condamner de façon unanime ces attaques. Selon le Premier ministre nord-irlandais, de telles attaques ne remettraient pas en question le

¹³¹³ « *Dysfunctional* ». Martin McGuinness, in: *Ibid.*

¹³¹⁴ *Ibid.*

¹³¹⁵ Keenan, Dan, « Adams denies any ambiguity in his criticism of attack », *The Irish Times*, 10 mars 2009.

fonctionnement politique de la Province : « *these people will never win, [...] we will not be diverted from the course we have set. The continued existence of this institution will be the evidence of the failure of the campaign of murder* »¹³¹⁶. Enfin, pour le Premier ministre adjoint, Martin McGuinness, les responsables de l'attaque de Masserene ont « trahi [...] les aspirations politiques de toutes les personnes qui vivent sur cette île et ne méritent pas d'être soutenus par qui que ce soit »¹³¹⁷. Cet incident tragique a donc été l'occasion, pour le *Sinn Féin* et le D.U.P., de faire front contre la violence en Irlande du Nord.

En dehors des violences intercommunautaires lors des parades orangistes, particulièrement violentes, notamment celles du 12 juillet 2010, 2012 et encore cette année (2013), le second incident majeur qui a illustré le fait que les tensions intercommunautaires étaient encore vives dans la Province a eu lieu en décembre 2012, autour de la question du drapeau britannique. Le début du mois de décembre 2012 a en effet été marqué par des scènes de protestation violentes de la part des loyalistes nord-irlandais qui s'opposaient à la décision de ne déployer le drapeau britannique, symbole identitaire fort, que 18 jours par an au lieu de 365 à la mairie de Belfast¹³¹⁸. Les disputes autour des drapeaux et des symboles communautaires ont été fréquentes en Irlande du Nord, c'est pourquoi la décision prise par la mairie de Belfast a ravivé des sentiments sectaires chez certains loyalistes, pour qui il s'agissait de défendre leur identité et leurs intérêts, notamment l'Union de la Province avec le Royaume-Uni. Malgré l'opposition du D.U.P. à la décision prise par la mairie de Belfast, Peter Robinson et Martin McGuinness ont fait front, d'abord en condamnant les émeutiers, puis en se faisant les avocats des valeurs d'intégration, de cohésion et de partage nécessaires au bon fonctionnement politique et social de la Province.

Au niveau politique également, du côté unioniste, des partis dissidents ont vu le jour. Le T.U.V. (*Traditional Unionist Voice*), a en effet été formé en réaction à la modération politique du D.U.P. en 2007, lorsque la coopération politique avec les républicains est devenue inévitable et que le parti s'est engagé sur cette voie. Jim Allister, ancien membre du D.U.P. opposé au partage du pouvoir avec le *Sinn Féin* a alors formé ce

¹³¹⁶ Robinson, Peter, in : Carnduff, Neil, "North's politicians unite to condemn violence", *The Irish Times*, 10 mars 2009.

¹³¹⁷ "betrayed the [...] political aspirations of all the people who live on this island and they don't deserve to be supported by anyone". McGuinness, Martin, in : "Dissidents behind attacks are traitors, says McGuinness", *The Irish Times*, 10 mars 2009.

¹³¹⁸ Cette décision a été prise en tenant compte des recommandations de la Commission Egalitaire Nord-Irlandaise (*Northern Ireland Equality Commission*), organisation indépendante chargée d'examiner les lois concernant l'égalité et la discrimination dans la Province et d'émettre des recommandations relatives à ces sujets.

parti afin de « donner la parole aux unionistes traditionnels [...] qui rejettent [la présence] de terroristes invétérés au sein du gouvernement et qui se sentent trahis par ceux qui les ont fait entrer au gouvernement »¹³¹⁹. Aussi, pour les dirigeants du T.U.V., il s'agissait d'« occuper la place laissée par ceux qui pour l'appât du pouvoir ont sacrifié leurs principes »¹³²⁰. Le parti se positionne donc en opposition au « *Sinn Féin* / I.R.A. » et à leur projet de réunification irlandaise par la mise en place des « pernicieux Accords de Belfast »¹³²¹. En effet, pour le parti de Jim Allister, les Accords de 1998 n'ont d'autre but que de faire sortir l'Irlande du Nord du Royaume-Uni. Le T.U.V. s'oppose également au système de coalition imposé dans la mesure où, selon les membres du parti, celui-ci garantit une place au *Sinn Féin* au sein du gouvernement et ne permet pas la présence d'un parti de l'opposition. La présence du parti de Jim Allister sur la scène politique nord-irlandaise ne représente néanmoins pas d'alternative sérieuse à la politique du D.U.P. dans la mesure où le parti n'a remporté que 2% des suffrages aux élections locales de 2011 et 2,5% aux élections à l'Assemblée nord-irlandaise de la même année.

La prépondérance du D.U.P. et du *Sinn Féin* sur la scène politique nord-irlandaise a en effet été confirmée lors des dernières élections qui se sont tenues dans la Province, preuve que le peuple nord-irlandais est satisfait du fonctionnement de la coalition *Sinn Féin* /D.U.P. et que les deux partis sont perçus comme ceux défendant le mieux les intérêts de leur communauté respective. Aux élections locales de 2011, le D.U.P. est en effet parvenu à totaliser 27,2% des voix (mais a perdu 2,4 points par rapport aux élections locales de 2005), le *Sinn Féin*, lui, a remporté 24% des voix (et a progressé de 1,5 points par rapport à 2005). Le S.D.L.P. et l'U.U.P., quant à eux, ont continué à perdre des voix : l'U.U.P. n'a remporté que 15,2 % des voix (soit 2,8 points de moins qu'en 2005) et le S.D.L.P. a remporté 15% des suffrages (soit 2,4 points de moins qu'en 2005)¹³²². Aux élections à l'Assemblée nord-irlandaise également, le statut de premier parti de la Province pour le D.U.P. et de second parti pour le *Sinn Féin* ont été confirmés, prolongeant ainsi la coalition entre Peter Robinson et Martin McGuinness. En revanche, encore une fois, seul le *Sinn Féin* a progressé en termes de voix obtenues, en remportant 26,9% des suffrages (soit 0.7 point de plus qu'aux élections à l'Assemblée de 2007). Le D.U.P., lui, a remporté 30%

¹³¹⁹ “to give voice to Traditional Unionists [...] who reject unrepentant terrorists at the heart of government and who feel betrayed by those who ushered them into government”. Site internet: <<http://www.tuv.org.uk/tuv/about/>>. Consulté le 17/07/13.

¹³²⁰ “occupy the ground forsaken by those who for the sake of office sacrificed their principles”. *Ibid.*

¹³²¹ “pernicious Belfast Agreement”. *Ibid.*

¹³²² Site internet: <<http://www.cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/electsum.htm>>; <<http://www.ark.ac.uk/elections/>>. Consultés le 17/07/13.

des suffrages (soit une faible baisse de 0,1 point par rapport à 2007). L'U.U.P. et le S.D.L.P. ont eux continué à perdre en termes de poids politique, l'U.U.P. avec 13,2% des suffrages (soit moins 1,6 points) et le S.D.L.P. avec 14,2% des voix (soit une baisse d'un point)¹³²³.

Le *Sinn Féin* semble effectivement être un parti dont le poids politique est en progression constante, tant au Nord qu'au Sud de l'île. En effet, lors des élections à la *Dáil*, le parti a triplé le nombre de sièges qu'il détenait au sein de l'Assemblée irlandaise, puisqu'il a remporté 14 sièges et 10,01% des suffrages¹³²⁴. Gerry Adams a d'ailleurs lui-même été élu pour la circonscription de Lough. Cela semble alors donner une explication à la désignation de Martin McGuinness, vice-Président du *Sinn Féin*, et non de Gerry Adams, Président du *Sinn Féin*, au poste de Premier ministre adjoint nord-irlandais en 2007. Un tel poste aurait en effet été trop prenant pour Gerry Adams, qui avait, à l'époque, déjà pour ambition de faire progresser le *Sinn Féin* en République d'Irlande, dans le cadre de la stratégie consistant à faire du parti républicain un parti fort tant au Nord qu'au Sud de l'île et, ainsi, faire campagne pour la réunification irlandaise.

Récemment, Gerry Adams s'est d'ailleurs prononcé en faveur d'un référendum sur la réunification irlandaise. Néanmoins, selon un sondage de la BBC, il apparaît que l'électorat nord-irlandais n'est pas favorable à l'unité irlandaise, avec 65% d'opinion défavorable contre seulement 17% d'opinion favorable. C'est sans surprise que 90% des sondés identifiés comme appartenant à la communauté protestante ont déclaré souhaiter rester au sein du Royaume-Uni. Mais du côté de la communauté catholique, il s'avère tout de même que 38% des sondés sont également favorables à ce que l'Irlande du Nord continue à faire partie du Royaume-Uni, soit 3% de plus que les catholiques qui se sont prononcés en faveur de l'unité irlandaise. En outre, il est encore plus surprenant de constater que 23% des sondés identifiés comme étant des partisans du *Sinn Féin* seraient favorable au *status quo* s'ils devaient se prononcer lors d'un éventuel référendum¹³²⁵.

Le processus de paix nord-irlandais a donc visiblement stabilisé la situation politique dans la Province et a apaisé les relations entre les partis les plus opposés. En effet, d'importants gestes symboliques tels que la poignée de main historique entre Martin McGuinness et la Reine Elisabeth II, en juin 2012, ont signalé que les rancœurs du passé

¹³²³ Site internet: <<http://www.ark.ac.uk/elections/>>; <<http://www.news.bbc.co.uk/2/shared/vote2007/ni/election/html.main.stm>>. Consultés le 17/07/13.

¹³²⁴ Site internet : <<http://www.sinnfein.ie/election-results>>. Consulté le 17/07/13.

¹³²⁵ Devenport, Mark, "Opinion poll indicates NI voters would reject Irish unity", *BBC News Northern Ireland*, 5 février 2012. Site internet: <www.bbc.co.uk/news/uk-northern-ireland-21345997>. Consulté le 12/07/13.

pouvaient être surmontées. Néanmoins, il s'avère que les questions d'ordre identitaire restent des sujets sensibles, dans une province où l'on distingue encore les quartiers protestants des quartiers catholiques, où les écoliers issus de ces deux communautés ne partagent pas les mêmes bancs d'école, car les écoles mixtes restent encore peu fréquentes, et où, en dépit de leur coopération politique, les deux partis les plus extrêmes continuent de se partager le pouvoir politique.

Bibliographie

I. Sources Primaires

A. Ouvrages :

Adams, Gerry, *A Farther Shore. Ireland's Long Road to Peace*, New York: Random House, 2003.

Adams, Gerry, *Before the Dawn, An Autobiography*. Dingle: Brandon, 2001.

B. Programmes politiques :

Democratic Unionist Party, *Democracy – not Dublin rule !*, Westminster General Election Manifesto, Belfast: 1997 . Site Internet : <cain.ulst.ac.uk>. Consulté le 16 février 2007.

Democratic Unionist Party, *Devolution Now* , Belfast : 2003. Site Internet : <www.DUP2win.com>. Consulté le 16 février 2007.

Democratic Unionist Party, *Facing Reality : the Best Way Forward* , Belfast: janvier 2006. Site Internet : <www.DUP2win.com>. Consulté le 16 février 2007.

Democratic Unionist Party, *Fair Deal Manifesto* , Belfast: octobre 2003. Site Internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/dup/dup03man.pdf>. Consulté le 18 janvier 2007.

Democratic Unionist Party, *Getting it Right !* Belfast: avril 2007. Site Internet : <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/dup/dup210207man.pdf>. Consulté le 12 avril 2007.

Democratic Unionist Party, *Leadership that's working* , Westminster and Local Government Elections Manifesto, Belfast: 2005. Site Internet : <www.DUP2win.com>. Consulté le 16 février 2007.

Democratic Unionist Party, *Leadership to put things right!*, Westminster and Local Government Elections Manifesto, Belfast: 2001. Site Internet: <www.DUP2win.com>. Consulté le 16 février 2007.

Democratic Unionist Party, *Moving on* , Belfast: 2005. Site Internet : <www.DUP2win.com>. Consulté le 16 février 2007.

Democratic Unionist Party, *The DUP's vision for devolution – Fair deal manifesto 2003*, Northern Ireland Assembly Election Manifesto, Belfast: 2003. Site Internet: <www.DUP2win.com>. Consulté le 16 février 2007.

Democratic Unionist Party, *Towards a New Agreement*, Belfast: 2003. Site Internet : <www.DUP2win.com>. Consulté le 16 février 2007.

Democratic Unionist Party, *Your Best Guarantee for the Future of Northern Ireland, Northern Ireland Assembly Election Manifesto*, Belfast, 1998.

Sinn Féin, *A Bridge to the Future*, A Discussion Paper, Dublin: 8 mars 1998. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/ABridgetotheFuture.pdf>. Consulté le 28/08/08.

Sinn Féin, *Agenda for Government*, Northern Ireland Assembly Election Manifesto, Dublin: 2003. Site Internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/sf03man.pdf>. Consulté le 18 juin 2008.

Sinn Féin, *Agenda for the Review of the Good Friday Agreement*, 28 janvier 2004. Site Internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/sf280104.htm>>. Consulté le 15/12/07.

Sinn Féin, *A Scenario for Peace*, A discussion paper, Dublin, mai 1987. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/AScenarioforPeace.pdf>. Consulté le 28/08/08.

Sinn Féin Ard Chomhairle Paper to 1998 Sinn Féin Ard Fheis, Site internet: <sinnfein.org/ardfheis/98ardfheis/repap.html>. Consulté le 6/11/12.

Sinn Féin, *Breaking the Impasse: A Sinn Féin Declaration*, 30 juin 1999. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/sf30699.htm>>. Consulté le 19/11/07.

Sinn Féin, *Building a Dynamic for Change*, Westminster General Election Manifesto, Dublin: 1997. Site Internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/sf97.pdf>. Consulté le 18 juin 2008.

Sinn Féin, *Building an Ireland of Equals*, Westminster General Election Manifesto, Dublin: 2001. Site Internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/sf01.pdf>. Consulté le 18 juin 2008.

Sinn Féin, *Building a Permanent Peace*, Sinn Féin's submission to the International Body, Dublin: 10 janvier 1996. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/BuildingaPermPeace.pdf>. Consulté le 28/08/08.

Sinn Féin, *Changing the face of local government*, Local Government Election Manifesto, Dublin: 2001. Site Internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/sf01.htm>. Consulté le 18 juin 2008.

Sinn Féin, *Changing the face of local government*, Local Government Election Manifesto, Dublin: 2005. Site Internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/sf05manlg.pdf>. Consulté le 18 juin 2008.

Sinn Féin, *Defending the Good Friday Agreement*, Sinn Féin's submission to the Mitchell Review, Dublin, 23 septembre 1999. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/DefendingtheGFA.pdf>. Consulté le 28/08/08.

Sinn Féin, *Delivering for Ireland's Future*, Assembly Election Manifesto, Dublin: 2007. Site Internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/sf280207man.pdf>. Consulté le 18 juin 2008.

Sinn Féin, *Éire Nua, The Sinn Féin Policy, The Social, Economic and Political Dimension*, Dublin: Sinn Féin, 1979. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/sinnfein79.htm>. Consulté le 20 mars 2012.

Sinn Féin, *For Real Change – Building a New Ireland*, Northern Ireland Assembly Election Manifesto, Dublin: 1998. Site Internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/sf98.pdf>. Consulté le 18 juin 2008.

Sinn Féin, Local Government Election Manifesto 2001, Changing the Face of Local Government. Site Internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/01/htm>>. Consulté le 24/04/2013.

Sinn Féin, *Make you vote count*, General Election Manifesto, Dublin: Sinn Féin Head Office, Juin 1986.

Sinn Féin, *Setting the Record Straight*, Dublin, 5 janvier 1994. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/Settingrecordstraight.pdf>. Consulté le 28/08/08.

Sinn Féin, *The Sinn Fein/SDLP Talks*, janvier-septembre 1998. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/SF_SDLP_talks.pdf>. Consulté le 28/08/08.

Sinn Fein, *Towards a Lasting Peace in Ireland*, Dubin, octobre 1994. Site Internet: <www.sinnfein.ie/pdf/TowardsLastingPeace.pdf>. Consulté le 28/08/08.

The 'TUAS' (Totally UnArmed Struggle) Document. Avril 1995. Site Internet: <cain.ulst.ac.uk/othelem/organa/ira/tuas94.htm>. Consulté le 15/10/07.

Sinn Féin, *General Election – Manifest to the Irish People*, 1918. Site Internet: <http://www.firstdail.com/wp-content/uploads/2009/01/sinnfein1918manifesto.pdf>. Consulté le 3 décembre 2010.

Sinn Féin, *Westminster Election Manifesto 2001, Building an Ireland of Equals*, Dublin: Sinn Féin, 2001.

C. Publications internes des partis :

History of Republicanism, Republican Lecture Series No. 4., published by Sinn Féin Education Department, 1981. Site Internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docss/sf/lecture4.htm>. Consulté le 15/10/07.

The Split, Republican Lecture Series No. 1., Published by Sinn Féin Education Department, 1979 (?). Site internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/lectures/sf-lecture1.htm>. Consulté le 22 juillet 2011.

D. Revues :

Centre for Cross Border Studies, *The Journal of Cross Border Studies in Ireland (No3)*, Printemps 2008.

E. Discours:

Adams, Gerry, Address to the Sinn Féin Ard Fheis, 9 mai 1999. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ga/9599.htm>>. Consulté le 19/11/07.

Adams, Gerry, An address to the IRA, 6 avril 2005, in: Rowan, Brian, *Paisley and the Provos*, Belfast: Brehon Press Ltd, 2005.

Adams, Gerry, Looking to the future, West Belfast, 22 octobre 2001. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ga221001.htm>. Consulté le 15/12/07.

Adams, Gerry, Presidential address to Reconvened Sinn Féin Ard Fheis, 10 mai 1998. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ga/10598.htm>> . Consulté le 19/11/2007.

Adams, Gerry, Speech at Sinn Féin Rally, Europa Hotel, Belfast, 10 octobre 2006. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/ga101006.htm>>. Consulté le 15/12/2007.

Adams, Gerry, Speech at St. Malachi's College, North Belfast, 15 janvier 2004. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/ga150104.htm>>. Consulté le 15/12/2007.

Adams, Gerry, Speech to the annual Friends of Sinn Féin dinner, New York, 9 novembre 2006. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/ga061106.htm>>. Consulté le 15/12/2007.

Adams, Gerry, Speech to the Sinn Féin Ard Fheis, RDS, Dublin, 3 mars 2007. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/ga030307.htm>>. Consulté le 15/12/07.

Adams, Gerry, Statement at the opening of the Review of the Good Friday Agreement, 3 février 2004. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/sf030204.htm>>. Consulté le 15/12/07.

Adams, Gerry, Working together for a New Ireland, Monaghan, 26 octobre 2001. Site internet: <cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ga261001>. Consulté le 15/12/07.

Hume, John, An address to the University College of Cork, 9 octobre 2006.

First joint statement issued by Social Democratic and Labour Party (SDLP) leader Mr John Hume and Sinn Féin President, Mr Gerry Adams on Saturday 24 April 1993. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ha24493.htm>>. Consulté le 30/10/12.

Fourth joint statement issued by Social Democratic and Labour Party (SDLP) leader Mr John Hume and Sinn Féin President, Mr Gerry Adams on Saturday 24 April 1993. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ha28894.htm>>. Consulté le 30/10/12.

Irish Republican Army (IRA) Ceasefire Statement, 31 August 1994. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ira31894.htm>>. Consulté le 12/03/13.

Irish Republican Army (IRA) Statement on the Ending of the Armes Campaign, 28 juillet 2005. Site Internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/othelem/organ/ira/ira280705.htm>>. Consulté le 14/03/06.

Irish Republican Army (IRA) Statement, 29 octobre 2003. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/othelem/organ/ira/ira291003.htm>>. Consulté le 31 mai 2013.

Irish Republican Army (IRA) Statement, 26 septembre 2005. Rowan, Brian, *Paisley and the Provos*, Belfast: Brehon Press Ltd, 2005.

McGuinness, Martin, Inaugural Speech, 8 mai 2007. in : *The Irish Times*, 9 mai 2007. p. 11.

Paisley, Ian, An address at the DUP annual conference in Belfast, 4 février 2006. Source: *The Irish Times*, 6 février 2006.

Paisley, Ian, Inaugural Speech, 8 mai 2007. In : *The Irish Times*, 9 mai 2007. p. 11.

Paisley, Ian, Speech at the DUP Annual Conference in the Ramada Hotel, Belfast, 8 May 2004. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/dup/paisley080504.htm>>. Consulté le 15/03/06.

Paisley, Ian, Speech to the DUP Annual Conference, 4 février 2006. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ip040206.htm>>. Consulté le 15/03/06.

Paisley, Ian, Speech to DUP Annual Conference, 28 novembre 1998. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ip281198.htm>>. Consulté le 15/03/06.

Paisley, Ian, Statement on the Powersharing Deal with Sinn Féin, 26 mars 2007. Source: *The Irish Times*, 27 mars 2007.

Paisley, Ian, Statement on the publication of the eighth report of the Independent Monitoring Commission (IMC), 1er février 2006. Source : <www.cain.ulst.ac.uk>. Consulté le 24 février 2007.

Paisley, Ian, Statement on the Ending of IRA Armed Campaign, 28 Juillet 2005. Source : site Internet : <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/DUP/ip280705.htm>>. Consulté le 24 février 2007.

Paisley, Ian, Statement on the Publication of the Twelfth Report of the Independent Monitoring Commission (IMC), 4 octobre 2006. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/politics/docs/dup/ip041006.htm>>. Consulté le 23/11/06.

Statement by Gerry Adams, following a meeting of the SF Ard Chomairle at which it was agreed to convene a special party Ard Fheis on the issue of policing, Dublin, 29 décembre 2006. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/ga291206.htm>>. Consulté le 15/12/07.

Trimble, David, Nobel Peace Prize Acceptance Speech, Oslo: 10 décembre 1998. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/nobelDt.htm>>. Consulté le 18 août 2011.

F. Interviews:

“New deal interview – Ian Paisley – Fighting battle to defend Union”, *Newsletter*, 16 mai 1998. Source: <cain.ulst.ac.uk/conflict/cash98.htm>. Consulté le 12 mars 2006.

G. Documents officiels et traités de paix:

Central Statistics Office, *Census 2002, Volume 12 – Religion*, p. 9. Table 1: Population classified by religion for relevant census from 1881 to 2002. Site internet: <www.cso.ie/en/media/csoie/census/documents/vol12_entire.pdf> Consulté le 31/05/12.

Independent Monitoring Commission (I.M.C.), Twelfth Report of the Independent Monitoring Commission, London: The Stationery Office (TSO), 4 Octobre 2006.

Joint Declaration by the British and Irish Governments, Avril 2003. Site Internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/bijoint010503.pdf>>. Consulté le 29/04/13.

Lord Cameron, *Report Cameron, Disturbances in Northern Ireland*, 1969. Site internet : <<http://cain.ulst.ac.uk/hmsocameron3.htm#appendII>>. Consulté le 04/01/2012.

Motion passed by the Sinn Féin Extraordinary Ard Fhéis on Policing, RDS, Dublin, 28 janvier 2007. Site internet:

<<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/sf280107motion.htm>>. Consulté le 15/12/07.

Report of the Independent Internal Commission on Decommissioning, 26 septembre 2005. Source: Rowan, Brian, *Paisley and the Provos*, Belfast: Brehon Press Ltd, 2005.

The Agreement reached in the multi-party negotiations, 10 Avril 1998.

Site Internet : <cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/agreement.htm>. Consulté le 2 février 2007.

The Anglo-Irish Agreement, 1985, (Republic of Ireland version). Site Internet : <cain.ulst.ac.uk/events/aia/aiadoc.htm>. Consulté le 18 novembre 2005.

The Downing Street Declaration, 1993, Cochrane, Feargal, *Unionist Politics and the Politics of Unionism since the Anglo-Irish Agreement*, Cork University Press, March 1997.

The Sunningdale Agreement, Décembre 1973.

Site Internet : <cain.ulst.ac.uk/events/sunningdale/agreement.htm>. Consulté le 2 février 2007.

H. Débats politiques :

Dáil Éireann, *Debate on Treaty*, Volume III, Dublin : 07 Janvier 1922. Site Internet : <<http://historical-debates.oireachtas.ie/D/DT/D.T.192201070002.html>>. Consulté le 6 avril 2011.

I. Communiqués :

Party Election Broadcast by the DUP : *A Party Election Broadcast by the DUP for the Assembly Election, 7th March 2007*, Mars 2007. Site Internet: <www.dup.org.uk>. Consulté le 28/08/08.

J. Interviews menées par l'auteur à Stormont le 7 décembre 2009 :

Représentant de l'Ulster Unionist Party (UUP) :

George Savage, Member of Northern Ireland Assembly, Chairman of Upper Bann Unionist Association, Member of European Union Committee of Religions, Deputy Chairman of Agricultural and Rural Development Committee, Member of Regional Development Committee.

Représentant du Sinn Féin:

Mitchel McLaughlin, Member of Northern Ireland Assembly. A former member of Sinn Féin's Ard Chomhairle (National Executive), has served on many of the most senior positions on the party Executive including the position of Chairperson and General Secretary.

Représentant du Democratic Unionist Party (DUP):

Nelson McCausland, Member of Northern Ireland Assembly. Minister of Culture, Arts and Leisure.

Eamon Mallie

Political editor, journalist and author.

II. Sources Secondaires

A. Ouvrages :

Aughey, Arthur, *The Politics of Northern Ireland Beyond the Belfast Agreement*, Oxon : Routledge, 2005.

Austin, John, *How to do things with words (Second Edition)*, Oxford: Oxford University Press, 1976.

Bean, Kevin, *The New politics of Sinn Féin*, Liverpool: Liverpool University Press, 2007.

Bourdieu, Pierre, *Langage et Pouvoir Symbolique*, Paris : Editions Fayard, 2001.

Boyd, Andrew, *Holy War in Belfast*, County Kerry : Anvil Books, 1969.

Brewer, John, *Anti-Catholicism in Northern Ireland, 1600-1998*, Hampshire : Macmillan Press Limited, 1998. <cain.ulst.ac.uk/issues/sectarian/brewer.htm>. Consulté le 25 novembre 2005.

- Bruce, Steeve, *God Save Ulster ! The Religion and Politics of Paisleyism* , Oxford : Clarendon Press, 1986.
- Bruce, Steeve, *Paisley, Religion and Politics in Northern Ireland*, Oxford: Oxford University Press, 2007.
- Bruce, Steeve, *The Red Hand, Protestant Paramilitaries in Northern Ireland*, Oxford : Oxford University Press, 1992.
- Caplan, Richard, Feffer, John (Ed.), *Europe's New Nationalism. State and Minorities in Conflict*, New York: Oxford University Press, 1996.
- Chilton, Paul, *Analysing Political Discourse, Theory and Practice*, London: Routledge, 2004.
- Clarke, Liam, and Kathryn Johnston, *Martin McGuinness, From Guns to Government*, Edinburgh: Mainstream Publishing, 2001.
- Clark, Ursula, *Studying Language, English in Action*, Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2007.
- Cochrane, Feargal, *Unionist Politics and the Politics of Unionism since the Anglo-Irish Agreement*, Cork University Press, March 1997.
- Cooke, Denis, *Persecuting Zeal : A Portrait of Ian Paisley*, Co. Kerry, Ireland : Brandon Books, 1996.
- Coogan, Tim, Pat, *The IRA, Fully Revised and Updated*, New York : Palgrave, 2002.
- Cr  ttiez, Xavier, *Violence et Nationalisme*, Paris : Odile Jacob, 2006.
- De Bréadún, Deaglán, *The Far Side of Revenge, Making Peace in Northern Ireland*, Cork: The Collins Press, 2001.
- Deutsch, Richard, *La Question d'Irlande du Nord 1968-1988, Etudes Irlandaises*, No Hors Série, Paris : Ceriul Publications.
- Dillon, Martin, *God and the Gun*, London : Orion Books, 1998.
- Hennessey, Thomas, *A History of Northern Ireland 1920-1996*, Dublin: Gill and Macmillan, 1997.
- Dixon, Paul, *Northern Ireland, The Politics of War and Peace*, 2nd edition, Hampshire: Palgrave Macmillan, 2008.
- Edward, Aaron, Bloomer Stephen (Ed.), *Transforming the Peace Process in Northern Ireland. From Terrorism to Democratic Politics*, Dublin: Irish Academic Press, 2008.
- Elliott, Marianne (Ed.), *The Long Road to Peace in Northern Ireland*, 2nd edition, Glasgow: Liverpool University Press, 2007.

English, Richard, *Irish Freedom. The History of Irish Nationalism in Ireland*, Oxford: Macmillan, 2006.

Fox, Colm, Chapter 4: Towards Partition, *The Making of a Minority, Political Developments in Derry and the North 1912-25*, Derry: Guildhall Press, 1997. Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/othelem/fox.htm>>. Consulté le 01/06/2011.

Feeney, Brian, *Sinn Féin, A Hundred Turbulent Years*, Wisconsin: The University of Wisconsin Press, 2003.

Gallagher, Tom, O'Connell, James (Ed.), *Contemporary Irish Studies*, Manchester: Oxford Road, 1983. White, John, "How much discrimination was there under the Unionist regime 1921-1968?", Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/discrimination/whyte.htm>>. Consulté le 11 juillet 2011.

Gilepsie, Gordon, *Troubled Images : The Northern Ireland Troubles and Peace Process 1968-2007*. Down: Linen Hall Library and Colourpoint Books, 2007.

Gormley-Heenan, Cathy, *Political Leadership and the Northern Ireland Peace Process, Role, Capacity and Effect*, Oxford: Palgrave, Macmillan, 2006.

Hutchinson, Wesley, *La Question Irlandaise*, Paris : Ellipses, 1997.

Jones, Moya, *Le Royaume Désuni*, Paris ; Ellipses, 2003.

Juergensmeyer, Mark, *Terror in the Mind of God : The Global Rise of Religious Violence*, London: University of California Press, 2000.

Lakoff, George, Johnson, Mark, *Metaphors We Live By*, Chicago: University of Chicago Press, 2003.

Les Républicanismes Irlandais. Actes du Colloque de Rennes. Editions Terre de Brume, Presses Universitaires de Rennes, 1997.

MacDonald, Michael, *Children of Wrath: Political Violence in Northern Ireland*, Cambridge: Polity Press, 1986.

Maillot, Agnès, *New Sinn Féin. Irish Republicanism in the Twenty-first Century*, Oxon: Routledge, 2005.

Mallie, Eamon, McKittrick, David, *Endgame in Ireland*, Hodder and Soughton, London: 2001.

Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *The Fight for Peace, The Secret Story Behind the Irish Peace Process*, London: Heinemann, 1996.

McKittrick, David; McVea, David, *Making Sense of the Troubles*, Belfast: The Blackstaff Press, 2000.

- Moloney, Ed, *Paisley, From Demagogue to Democrat?* Dublin: Poolbeg Press, 2008.
- Moloney, Ed, Pollak, *Paisley*, Dublin : Poolberg Press, 1986.
- Murray, Gerard, Tonge, Jonathan, *Sinn Féin and the SDLP, From Alienation to Participation*, Londres: Hurst and Company, 2005.
- Murray, Dominic, *Protestant Perception of the Peace Process in Northern Ireland*, Limerick : Centre for Peace and Development Studies, 2000.
- Oakland, John, *British Civilization, An Introduction*, Fifth Edition, London: Routledge, 2002.
- O'Doherty, Malachi, *The Trouble with Guns*, Belfast: Blackstaff Press, 1998.
- Peyronel, Valérie, *L'Irlande Politique et Sociale. Les Relations Communautaires en Irlande du Nord : Une Nouvelle Dynamique*, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2003.
- Peyronel, Valérie, *Economie et Conflit en Irlande du Nord*, Paris : Ellipses, 2001.
- Rafter, Kevin, *Sinn Féin 1905-2005, In the Shadow of Gunmen*, Dublin: Gill and Macmillan, 2005.
- Rowan, Brian, *Behind the Lines: The Story of the IRA and Loyalist Ceasefires*, Belfast: Blackstaff Press, 1995.
- Rowan, Brian, *How the Peace was won*, Dublin: Gill and Macmillan Ltd, 2008.
- Rowan, Brian, *Paisley and the Provos*, Belfast: Brehon Press Ltd, 2005.
- Sharrock, David, Devenport, Mark, *Man of War, Man of Peace? The Unauthorised Biography of Gerry Adams*, Londres: Macmillan, 1997.
- Smith, M.L.R., *Fighting for Ireland? The military Strategy of the Irish Republican Movement*, London: Routledge, 1997.
- Thomas, Wareing et al., *Language, Society and Power*, Second Edition, London: Routledge, 2004.
- Tonge, Jonathan, *Northern Ireland*, Cambridge: Polity Press, 2006.
- Walsh, Oonagh, *Ireland's Independence, 1880-1923*, London : Routledge, 2002.
- Wareing, Thomas, et al., *Language, Society, and Power: an Introduction*, London: Routledge, 2004.

B. Articles de journaux et articles électroniques:

bbc.co.uk

“1986 : Ian Paisley’s battle cry condemned”. Site internet :
<news.bbc.co.uk/onthisday/hi/dates/stories/june/24/newsid_2519000/2519077.stm>
Consulté le 28/01/07.

“Ahern visit is new dawn – Paisley”, Site internet: <news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/2/hi/uk_news/northern_ireland/7221270.stm>, 1er février 2008. Consulté le 11/02/08.

“Church elects Paisley successor”, 19 janvier 2008. Site internet:
<news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/2/hi/uk_news/northern_ireland/7195246.stm>. Consulté le 11/02/08.

Devenport, Mark, “Opinion poll indicates NI voters would reject Irish unity”, *BBC News Northern Ireland*, 5 février 2012. Site internet: <www.bbc.co.uk/news/uk-northern-ireland-21345997>. Consulté le 12/07/13.

“Does decommissioning means peace ?” 28 septembre 2005. Site internet :
<news.bbc.co.uk/go/pr/fr/6/1/hi/northern_ireland/4291148.stm>. Consulté le 08/03/07.

“DUP warning over IRA disarmament”, BBC news, 4 août 2005. Site internet:
<news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/1/hi/northern_ireland/4742917.stm>. Consulté le 08/03/07.

Gordon, Gareth, “Street smart Paisley says goodbye”, Site internet :
<news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/2/hi/uk_news/northern_ireland/7200303.stm>, 21/01/08.
Consulté le 11/02/08.

“NI election casualties”. 28 Novembre 2003. Site internet : <newsvote.bbc.co.uk>.
Consulté le 09/12/03.

“Paisley church meeting postponed”, 4 janvier 2008, Site internet:
<news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/2/hi/uk_news/northern_ireland/7170844>. Consulté le 08/01/08.

“Paisley Jr says Robinson is heir”, 19 janvier 2008. Site internet:
<news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/2/hi/uk_news/northern_ireland/7197365.stm>. Consulté le 11/02/08.

“Paisley ‘must not attend La Mon’”, Site internet: <news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/2/hi/uk_news/northern_ireland/7211926.stm>, 28 janvier 2008. Consulté le 11/02/08.

“Paisley’s party tops NI polls”. Site Internet: <news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/hi/northern_ireland/3245156.stm>. Consulté le 10/12/03.

“Paisley raises ‘unionist merger’”, Site internet : <news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/1/hi/northern_ireland/7426306>. Consulté le 02/06/08.

“Paisley reaction”, Site internet : <news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/1/hi/northern_ireland/7278056.stm>. Consulté le 02/06/08.

“Power-sharing will last: Robinson”, Site internet:
<news.bbc.co.uk/go/pf/fr/6/1/hi/northern_ireland/7334272.stm>. Consulté le 02/06/08.

Purdy, Marina, “Did he jumped or was he pushed ?”, Site internet:
<news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/1/hi/northern_ireland/727863.stm>. Consulté le 02/06/08.

Purdy, Marina, “Exit stage left for unionism’s Dr Yes”, Site internet:

“Robinson to follow Paisley path”, Site internet: <news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/1/hi/northern_ireland/7345060>. Consulté le 02/06/08.

“Robinson confirmed as DUP leader”, Site internet: <news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/1/hi/northern_ireland/7428977.stm>. Consulté le 02/06/08.

“UUP retains seat in by-election”, *BBC News*, 14 février 2008. Site internet:
<news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/2/hi/uk_news/northern-ireland/7243977.stm>. Consulté le 19/02/08.

Contemporary Politics

Spencer, Graham, “Constructing loyalism: politics, communications and peace in Northern Ireland”. *Contemporary Politics, Vol. 10 Issue 1*, 37-55, mars 2004.

Spencer, Graham, “The decline of Ulster Unionism: the problem of identity, image and change”. *Contemporary Politics, Vol. 12 Issue 1*, 45-63, mars 2006.

Daily Ireland

Kearney Jarlath, “Fixed time frame is urged over assembly”, *Daily Ireland*, 7 février 2006.

Etudes Irlandaises

Deutsch, Richard, « L’élection et la mort de Robert Sands », *Etudes Irlandaises*, n°6, décembre 1981.

Maignant, Catherine, « Identité et Folklore Dans l’Idéologie Républicaine », *Etudes Irlandaises*, n°17.1, juin 1992.

Fortnight

Breene, Suzanne, “Trimble’s tremours”, *Fortnight*, juillet/août 1998.

“Ulster says yes !”, *Fortnight*, Juin 1998.

ianpaisley.org

Paisley, Ian, "The Treatment of Protestants in the Irish Republic". 1^{er} Décembre 1999. Site Internet : <www.ianpaisley.org>. Consulté le 3 avril 2006.

Paisley, Ian, "Where Rome Is Wrong", avril 2005. Site Internet: <www.ianpaisley.org>. Consulté le 10 mai 2006.

Irish News

Graham, William, "Don't reward loyalists : McGrady", *Irish News*, 9 février 2006.

Graham, William, "An unforgettable year which has seen political foes unite", *Irish News*, 27 décembre 2007. Site internet: <www.nuzhound.com/articles/irish_news/arts2007/dec27_2007_unforgettable...>. Consulté le 08/01/08.

McKinney, Seamus, *Irish News*, 20 décembre 2007. Site internet: <www.nuzhound.com/articles/irish_news/arts2007/dec20_rise_RIRA.php>. Consulté le 08/01/08.

Phoenix, Eamon, "Paisley's '1977 links to loyalists' discussed", *Irish News*, 28 décembre 2007. Site internet: <www.nuzhound.com/article/irish_news/arts2007/dec28_Paisley_links_Loyalist...>. Consulté le 08/01/08.

Irish Political Studies

Arthur, Paul, "The Brooke Initiative", *Irish Political Studies*, REPORT, 1992. p. 111-115.

Cochrane, Fergal, "Progressive or Regressive? The Anglo-Irish Agreement as a Dynamic in the Northern Ireland Polity", *Irish Political Studies*, N°8, 1993. p. 1-20.

Cochrane, Feargal, "The 2001 Westminster Elections in Northern Ireland", *Irish Political Studies*, Vol. 16, 2001. p. 179-189.

Elliot, Sydney, "The Referendum and Assembly Elections in Northern Ireland", *Irish Political Studies*, 14, 1999.

Ganiel, Gladys, "'Preaching the Choir?' An Analysis of DUP Discourses about the Northern Ireland Peace Process". *Irish Political Studies*, Vol. 22, No. 3, 303-320, septembre 2007.

Ganiel, Gladys, "Ulster Says Maybe: The Restructuring of Evangelical Politics in Northern Ireland". *Irish Political Studies*, Vol. 21, No.2, 137-155, juin 2006.

McEvoy, Joanne, "The Northern Ireland Assembly Election 2007", *Irish Political Studies*, 22:3, p. 367-381.

Mitchell, David, "Cooking the Fudge : Constructive Ambiguity and the implementation of the Northern Ireland Agreement, 1998-2007", *Irish Political Studies*, Vol. 24, N°3, 321-336, September 2009.

Todd, Jennifer, "Two Traditions in Unionist Political Culture", *Irish Political Studies*, n°2, 1987, p. 1-26.

Totten, Kelly, "'Two Elections, One Day, Simple but Important'. The Northern Ireland District Council Elections 2001. *Irish Political Studies*, Vol.16, 2001. p. 225-232.

Le Monde

Hoskins, Paul (version française : Jean-Loup Fiévet), « Le révérend Ian Paisley tire sa révérence politique », *Le Monde*, 4 mars 2008.

Simone, Raffaele, « Le populisme est une réponse aux angoisses collectives », *Le Monde*, p. 19, 30 avril 2011.

Political Studies

Tilley, James, Mitchell, Claire. "The Moral Minority : Evangelical Protestants and Their Political Behaviour", *Political Studies*, Volume 52, pp. 585-602, 2004. Site Internet : <www.blackwell-synergy.com/links/doi/10.1111/j.1467-9248.2004.00497.x.pdf>. Consulté le 13 février 2006.

MacIver, Martha Abele, "Ian Paisley and the Reformed Tradition". *Political Studies*, Vol. 35 Issue 3, 359-378, septembre 1987.

Terrorism and Political Violence

Richards, Anthony, "Terrorist groups and political fronts: The IRA, Sinn Féin, the Peace process and Democracy". *Terrorism and Political Violence*, Vol. 13, Issue 4, 72-89, 2001.

Bruce, Steeve. "Loyalists in Northern Ireland : Further Thoughts on 'Pro-State Terror'", *Terrorism and Political Violence*, Volume 5, No. 4, pp. 252-265, 1993.

The Belfast Telegraph

"A year of challenges and decisions ahead", *The Belfast Telegraph*, 30 décembre 2007. Site internet: <www.belfasttelegraph.co.uk/news/article3294063.ece>. Consulté le 08/01/08.

Brian Rowan, "Loyalists moving into the political light, says Purvis", *The Belfast Telegraph*, 8 janvier 2008. Site internet <www.belfasttelegraph.co.uk/news/local-national/article3316666.ece>. Consulté le 11/02/08.

Cunningham, Dominic, "IRA's dramatic move now puts it up to loyalists". *The Belfast Telegraph*, 27 Septembre 2005. Site internet : <www.belfasttelegraph.co.uk>. Consulté le 28/09/05.

Curran, Ed, "Here's why Ian Paisley is My man of the year", *The Belfast Telegraph*, 31 décembre 2007. Site internet: <www.belfasttelegraph.co.uk/news/opinion/article3296001.ece>. Consulté le 08/01/08.

"Dublin's View Point : Removal of IRA Weapons Puts the Spotlight on the DUP". *The Belfast Telegraph*, 27 Septembre 2005. Site internet :<www.belfasttelegraph.co.uk>. Consulté le 28/09/05.

"Historic year was a time of great change for churches", *The Belfast Telegraph*, 28 décembre 2007. Site internet: <www.belfasttelegraph.co.uk/news/opinion.article3289671.ece>. Consulté le 08/01/08.

McAdam, Noel, "DUP postpones annual conference yet again", *The Belfast Telegraph*, 21 janvier 2008. Site internet: <www.belfasttelegraph.co.uk/news/politics/article3356450.ece>. Consulté le 11/02/08.

McAdam, Noel, "Empey taunts DUP after Allister row", *The Belfast Telegraph*, 8 janvier 2008. Site internet: <www.belfasttelegraph.co.uk/news/local-national/article3318726.ece>. Consulté le 15/01/08.

McAdam, Noel, "Paisley cautious in heated Assembly exchange on past", *The Belfast Telegraph*, 5 février 2008. Site internet: <www.belfasttelegraph.co.uk/news/local-national/article3402993.ece>. Consulté le 11/02/08.

McAdam, Noel, "Paisley challenges arms witness". *The Belfast Telegraph*, 27 Septembre 2005. Site internet : < www.belfasttelegraph.co.uk>. Consulté le 28/09/05.

McAdam, Noel, "Paisley silent on his standing down as MP", *The Belfast Telegraph*, 17 janvier 2008. Site internet: <www.belfasttelegraph.co.uk/news/local-national/article3346035.ece>. Consulté le 11/02/08.

McAdam Noel, "'Valentine's day massacre' of DUP", *The Belfast Telegraph*, 14 février 2008. Site internet: <www.belfasttelegraph.co.uk/news/politics/article3432323.ece>. Consulté le 19/02/08.

McKee, Linda, "DUP and SDLP are hit by defections to rival parties", *The Belfast Telegraph*, 9 février 2008. Site internet: <www.belfasttelegraph.co.uk/news/local-national/article3416535.ece>. Consulté le 11/02/08.

"Paisley : What a difference a year makes", *The Belfast Telegraph*, 28 décembre 2007. Site internet: <www.belfasttelegraph.co.uk/news/politics/article3289493.ece>. Consulté le 08/01/08.

“PSNI chief says dissidents are inept but dangerous”, *The Belfast Telegraph*, 6 février 2008. Site internet: <www.belfasttelegraph.co.uk/new/local-national/article3405943.ece>. Consulté le 11/02/08.

“Stormont: The People behind a political miracle”, *The Belfast Telegraph*, 2 janvier 2008. Site internet: <www.belfasttelegraph.co.uk/features/article3303576.ece>. Consulté le 08/01/08.

Thornton, Chris, “New unionist movement opens anti-accord Voice”, *The Belfast Telegraph*, 7 décembre 2007. Site internet: <www.belfasttelegraph.co.uk/news/politics/article3231296.ece>. Consulté le 08/01/08.

“Viewpoint: 2007 is a year that broke the stalemate”, *The Belfast Telegraph*, 31 décembre 2007. Site internet: <www.belfasttelegraph.co.uk/news/opinion/article3295960.ece>. Consulté le 08/01/08.

“Viewpoint: Challenging times for Paisleys”, *The Belfast Telegraph*, 22 janvier 2008. Site internet: <www.belfasttelegraph.co.uk/news/opinion/article3359582.ece>. Consulté le 11/02/08.

“Viewpoint : Ulster facing year of big decisions”, *The Belfast Telegraph*, 1er janvier 2008. Site internet: <www.belfasttelegraph.co.uk/news/opinion/article3298843.ece>. Consulté le 08/01/08.

“Where to now for Paisley’s faithful flock ?”, *The Belfast Telegraph*, 19 janvier 2008. Site internet: <www.belfasttelegraph.co.uk/news/local-national/article3351356.ece>. Consulté le 11/02/08.

The Derry Journal

“2007 a ‘snapshot’ of the future – McGuinness”, *The Derry Journal*, 1er janvier 2008. Site internet: <www.derryjournal.com/journal/2007-a-39snapshot39-of-the.3631185.jp>. Consulté le 08/01/08.

“2008 will end ‘chuckle brothers’ image – Campbell”, *The Derry Journal*, 1er janvier 2008. Site internet: <www.derryjournal.com/journal/2008-will-end-39chuckle-brothers39.3631188.jp>. Consulté le 08/01/08.

“Attacks on police will go on in new year’ – Real IRA”, *The Derry Journal*, 8 janvier 2008. Site internet: <www.derryjournal.com/journal/39Attacks-on-police-will-go.3648936.jp>. Consulté le 11/02/08.

The Economist

“A lone ranger”, *The Economist*, 11 novembre 2006.

“An old man who's not in a hurry”. *The Economist*, 14 octobre 2006.

“Blessed are the peace makers”, *The Economist*, 9 septembre 2006.

“Now for the really hard part”, *The Economist*, 28 juillet 2007.

“The hand of history, revisited”, *The Economist*, 5 avril 2008.

The Guardian

Adams, Gerry, “A fascinating, gracious man”, *The Guardian*, 6 mars 2008. Site internet: <www.guardian.co.uk/commentisfree/0200/mar/06/northernireland.ianpaisley...>. Consulté le 18/03/08.

Bowcott, Owen, “Paisley wants numbers”. *The Guardian*, 27 Septembre 2005. Site internet : <politics.guardian.co.uk>. Consulté le 28/09/05.

Bowcott, Owen, “Time to Bury Good Friday, Says Paisley”. *The Guardian*, 20 mai 2005. Site internet : <www.guardian.co.uk/Northern_Ireland/Story/0,2763,1488271,00.html>. Consulté le 28 septembre 2005.

Chrisafis, Angelique, “Paisley top dog at last as defectors shift the balance”. *The Guardian*, 6 Janvier 2004. Site internet : <www.guardian.co.uk>. Consulté le 18/01/05.

Cowan Rosie, et Chrisafis, Angelique, “Hardline victors reject accords : power sharing hopes fade with Paisley’s success”. *The Guardian*, 29 novembre 2003. Site internet : <www.guardian.co.uk>. Consulté le 18/01/05.

“Disobeyed orders and a dangerous message”, *The Guardian*, 18 mars 2008. Site internet: <www.guardian.co.uk/politics/2008/mar/18/northernireland.past1/print>. Consulté le 18/03/08.

Fickling, David, “Unionists demand proof of decommissioning”. *The Guardian*, 26 Septembre 2005. Site internet : <www.guardian.co.uk>. Consulté le 28/09/05.

“IRA arms decommissioned”, *The Guardian*, 26 septembre 2005. Site internet: <www.guardian.co.uk/Northern_Ireland/Story.html>. Consulté le 27/09/05.

“IRA Statement”. *The Guardian*, 28 Juillet 2005. Site internet: <politics.guardian.co.uk>. Consulté le 28/09/05.

Jenkins, Simon, “Bigotry and violence made Paisley and Adams the Taliban of Europe”, *The Guardian*, 7 mars 2008. Site internet: <www.guardian.co.uk/commentisfree/2008/mar/07/northernireland...>. Consulté le 18/03/08.

“Look back in anger”, *The Guardian*, 6 mars 2008. Site internet: <www.guardian.co.uk/commentisfree/2008/mar/06/northernireland>. Consulté le 18/03/08.

McDonald, Henry, "Member of Real IRA found shot dead in churchyard", *The Guardian*, 14 février 2008. Site internet: <www.guardian.co.uk/politics/2008/feb/14/northernireland.northernireland/print>. Consulté le 18/03/08.

McDonald Henry, "Paisley to step down as Ulster's first minister", *The Guardian*, 4 mars 2008. Site internet: <www.guardian.co.uk/politics/2008/mar/04/northernireland.ianpaisley/print>. Consulté le 18/03/08.

McDonald, Henry, "Paisley to quit as first minister and DUP leader", *The Guardian*, 5 mars 2008. Site internet: <www.guardian.co.uk/politics/2008/mar/05/ianpaisley/northernireland/print>. Consulté le 18/03/08.

McDonald, Henry, "Peter Robinson set to replace Paisley as DUP leader", *The Guardian*, 5 mars 2008. Site internet: <www.guardian.co.uk/politics/2008/mar/05/northernireland.northernireland/print>. Consulté le 18/03/08.

McDonald, Henry, "Ulster loyalists stand down killing group", *The Guardian*, 12 novembre 2007. Site internet: <www.guardian.co.uk/politics/2007/nov/12/uk.northernireland/print>. Consulté le 18/03/08.

McDonald, Henry, "UVF to put arsenal into sealed dumps", *The Guardian*, 11 novembre 2007. Site internet: <www.guardian.co.uk/uk/nov/11/politics.northernireland/print>. Consulté le 18/03/08.

McDonald, Henry, "Staying together for the sake of Northern Ireland", *The Guardian*, 1er Février 2008. Site internet: <www.guardian.co.uk/print/0,,332335091-103588,00.html>. Consulté le 11/02/08.

"Meeting the arms decommissioners", *The Guardian*, 18 mars 2008. Site internet: <www.guardian.co.uk/politics/2008/mar/18/northernireland.northernireland1/print>. Consulté le 18/03/08.

O'Hara, Mary, "The Troubles won't be over until these killings stop", *The Guardian*, 19 février 2008. Site internet: <www.guardian.co.uk/commentisfree/2008/feb/19/northernireland...>. Consulté le 18/03/08.

Powell, Jonathan, "A moment in history: sitting down to talk with Adams and McGuinness", *The Guardian*, 17 mars 2008. Site internet: <www.guardian.co.uk/politics/2008/mar/17/northernireland.peaceprocess/print>. Consulté le 18/03/08.

Sparrow, Andrew, "IRA 'willing to disband army council'", *The Guardian*, 17 mars 2008. Site internet:

<www.guardian.co.uk/politics/2008/mar/17/northernireland.northernireland/print>. Consulté le 18/03/08.

Sturckle, James, "Paisley Jr resignation raises questions over father's future", *The Guardian*, 18 février 2008. Site internet: <www.guardian.co.uk/politics/2008/feb/18/northernireland.northernireland/print>. Consulté le 18/03/08.

"Talking to the enemy : the secret intermediaries who contacted the IRA", *The Guardian*, 18 mars 2008. Site internet: <www.guardian.co.uk/politics/2008/mar/18/northernireland.northernireland/print>. Consulté le 18/03/08.

Tempest, Matthew, "Paisley rejects power share with Sinn Féin", *The Guardian*, 3 août 2005. Site internet: <politics.guardian.co.uk/print.html>. Consulté le 27/09/05.

"The fall of the house of Paisley", *Guardian Unlimited*, 4 mars 2008. Site internet: <www.blogs.guardian.co.uk/politics/2008/03/the_fall_of_the_house_of_paisl.html>. Consulté le 18/03/08.

Travis, Alan, "Home secretary accused of putting off vote on terrorism bill", *The Guardian*, 15 mars 2008. Site internet: <www.guardian.co.uk/uk/mar/15/uksecurity.northernireland/print>. Consulté le 18/03/08.

Watt, Nicholas, "Extent of secret links between government and IRA revealed", *The Guardian*, 18 mars 2008. Site internet: <www.guardian.co.uk/politics/2008/mar/18/northernireland.past/print>. Consulté le 18/03/08.

Watt, Nicholas, "Paisley to bow out of politics after pressure from party", *The Guardian*, 21 février 2008. Site internet: <www.guardian.co.uk/politics/2008/feb/21/ianpaisley.northernireland/print>. Consulté le 18/03/08.

Watt, Nicholas, "Revealed: Blair's offer to meet masked IRA leaders", *The Guardian*, 17 Mars 2008. Site internet: <www.guardian.co.uk/politics/2008/mar/17/northernireland.peaceprocess1/print>. Consulté le 18/03/08.

White, Michael, "Chuckle brothers head for White House", *The Guardian*, 4 décembre 2007. Site internet: <www.guardian.co.uk/commentisfree/2007/dec/04/politics.uk>. Consulté le 18/01/08.

White, Michael, "Paisley's departure leaves the clever modernisers in charge", *The Guardian*, 6 mars 2008. Site internet: <www.guardian.co.uk/politics/2008/mar/06/northernireland.ianpaisley>. Consulté le 18/03/08.

White, Michael, "Paisley vents anger at 'secret deal' with IRA", *The Guardian*, 4 août 2005. Site internet: <politics.guardian.co.uk/print.html>. Consulté le 25 septembre 2005.

The Independent

“True peace means free expression of all cultures”, *The Independent*, 21 janvier 2008. Site Internet: <www.independent.ie/opinion/analysis/true-peace-...>. Consulté le 11/02/08.

The Irish Examiner

McGinn, Dan, “North on verge of a ‘prosperous future’”, *The Irish Examiner*, 10 octobre 2006.

“Paisleyland warms to burying past attacks”, *The Irish Examiner*, 2 février 2008. Site internet: <archives.tcm.ie/irishexaminer/2008/02/02/story54231.asp>. Consulté le 11/02/08.

The Irish Independent

McKenna, Peter, “‘No surrender’ to IRA, warns Paisley”, *The Irish Independent*, 29 novembre 1995.

The Irish Times

“Adams warns IRA on civilian casualties”, *The Irish Times*, 3 janvier 1989.

“Assembly backs devolution plan”, *The Irish Times*, 9 mars 2010.

Bew, Paul, “Paisley and the Provos: inextricably linked?”, *The Irish Times*, 15 mars 2008.

Borrill, Rachel, “Warning of Protestant backlash by Paisley”, *The Irish Times*, 16 décembre 1993.

Breen, Suzanne, “Adams dismisses unionist absence”, *The Irish Times*, 16 septembre 1997.

Breen, Suzanne, “Adams states aim is to create conditions in which the IRA could end its campaign”, *The Irish Times*, 25 juillet 1994.

Breen Suzanne, “Articles 2 and 3 are recipe for war, says Paisley”, *The Irish Times*, 29 novembre 1993.

Breen, Suzanne, “DUP ‘dinosaur’ finds life has never been better”, *The Irish Times*, 24 novembre 2001. p. 8.
p. 7.

Brennock, Mark, “Adams says the old phrase is out of date”, *The Irish Times*, 31 mars 1992.

Brennock, Mark, "Paisley holds 'useful meetings' with Taoiseach", *The Irish Times*, 1er octobre 2004.

Brennock, Mark, "Sinn Féin adopts softer stance", *The Irish Times*, 18 février 1992. p. 12.

Canning Margaret, "Catholic Primate to meet DUP leader", *The Irish Times*, 9 octobre 2006.

Carnduff, Neil, "North's politicians unite to condemn violence", *The Irish Times*, 10 mars 2009.

Casey, Carissa, "Nationalism debate. Burnside savages North's leaders", *The Irish Times*, p.6, 29 octobre 2007. Site internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 08/11/07.

Coglan, Denis, "Sinn Féin rows back as Britain holds line on arms decommissioning", *The Irish Times*, 20 juin 1996.

Coglan, Denis, "Balance aims to attract wide acceptance", *The Irish Times*, 16 décembre 1993.

Cusack, Jim, "IRA may be moving to end 'armed struggle'", *The Irish Times*, 9 juin 1990.

De Bréadún, Deaglán, "Allister quits DUP saying Sinn Féin unfit to govern", *The Irish Times*, 28 mars 2007.

De Bréadún, Deaglán, "McGuinness forecasts 'battle' to secure transfer of police powers", *The Irish Times*, p.1, 1er mars 2008. Site internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 03/03/08.

"Dissidents behind attacks are traitors, says McGuinness", *The Irish Times*, 10 mars 2009.

"DUP Leader calls for referendum", *The Irish Times*, 17 décembre 1993.

Grogan, Dick, "Adams call for direct talks firmly rejected", *The Irish Times*, 22 décembre 1993.

Grogan, Dick, "Adams seeks direct talks with governments on declaration", *The Irish Times*, 22 décembre 1993.

Holland, Mary, "Have they gone far enough for Sinn Féin to deliver the IRA?", *The Irish Times*, 16 décembre 1993.

Judge, Theresa, "Attack by Robinson shows up unionist divisions", *The Irish Times*, 16 septembre 1997.

Keenan, Dan, "Adams denies any ambiguity in his criticism of attack", *The Irish Times*, 10 mars 2009.

Keenan, Dan, "DUP demand for more time angers governments and SF", *The Irish Times*, 26 mars 2007.

Keenan, Dan, "IMC acknowledges strides made by IRA", *The Irish Times*, 5 octobre 2006.

Keenan, Dan, "Paisley, McGuinness request Hain to move", *The Irish Times*, 2 avril 2007.

Keenan, Dan, "Paisley rules out of power sharing at present", *The Irish Times*, 17 janvier 2006.

Keenan, Dan, "SDLP to examine all-Ireland ties », *The Irish Times*, p. 10, 3 novembre 2007. Site internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 08/11/07.

Keenan, Dan, "UDA stand-off tests the power sharers", *The Irish Times*, p. 16, 19 octobre 2007. Site internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 08/11/07.

Keenan, Dan, "UUP members likely to approve party reform", *The Irish Times*, p. 8, 27 novembre 2007. Site Internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 08/11/07.

MacConnell, Sean, "Adams says he needs a persuasive argument to put the IRA for new truce", *The Irish Times*, 12 février 1996.

"Major gets Commons support as Paisley rejects Dubin link", *The Irish Times*, décembre 1993.

McCann, Eamonn, "The Nature of Irish Republicanism", *The Irish Times (1874-Current File)*; 18 novembre 1975, ProQuest Historical Newspapers The Irish Times (1859-2008), p. 9.

McGarry, Patsy, "Papal visit to North not a political matter, says Paisley", *The Irish Times*, p. 10, 20 octobre 2007. Site internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 08/11/07.

Millar, Frank, "Ahern and Blair may propose their own settlement", *The Irish Times*, 13 octobre 2006.

Millar, Frank, "Blair cancels Belfast trip and major trip on North", *The Irish Times*, 16 février 2005.

Millar, Frank, “Blair still hopeful despite growing DUP challenge to Paisley’s stance”, *The Irish Times*, 25 novembre 2006.

Millar, Frank, “DUP emerges having gained concessions”, *The Irish Times*, 14 octobre 2006.

Millar, Frank, “‘Final push’ by leaders due today to break stalemate”, *The Irish Times*, 18 Septembre 2004.

Millar, Frank, “Key DUP figures urge Paisley to set date for retirement”, *The Irish Times*, p.1, 21 février 2008. Site internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 21/02/08.

Millar, Frank, Moriarty, Gerry, “DUP and Sinn Féin move closer to agreement”, *The Irish Times*, 14 octobre 2006.

Millar, Frank, “Paisley to step down as MP at next election”, *The Irish Times*, p. 1, 17 janvier 2008. Site internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 18/01/08.

Millar, Frank, “UUP waits for Grand Orange Lodge judgement”, *The Irish Times*, 12 avril 1998.

Moriarty Gerry, Brennock, Mark, Hennessey Mark, “IRA arms put beyond use”, *The Irish Times*, 27 septembre 2005.

Moriarty, Gerry, “Cruel killing tests the new North”, *The Irish Times*, p.9, 23 octobre 2007. Site internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 08/11/07.

Moriarty, Gerry, “Deadline delivered but deal may be delayed”, *The Irish Times*, 30 juin 2006.

Moriarty, Gerry, “DUP and SF gain seats in Assembly elections”, *The Irish Times*, 9 mars 2007.

Moriarty, Gerry, “DUP, SF urged to get on with ‘real politics’”, *The Irish Times*, p.8, 15 octobre 2007. Site internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 08/11/07.

Moriarty, Gerry, “Fundamentalism gives way to pragmatism”, *The Irish Times*, 25 novembre 2001. p. 6.

Moriarty, Gerry, “Governments take comfort from response”, *The Irish Times*, 14 octobre 2006. p. 6.

Moriarty, Gerry, Hennessy, Mark and Lally, Connor, "Orde tells DUP no evidence to link IRA with killing", *The Irish Times*, p.1, 23 octobre 2007. Site internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 08/11/07.

Moriarty, Gerry, Keenan, Dan, "Ahern and Blair finalising proposals on North", *The Irish Times*, 5 octobre 2006.

Moriarty, Gerry, Keenan, Dan, Hennessy, Mark, "Stone attack overshadows day of confusion at Stormont", *The Irish Times*, 25 novembre 2006.

Moriarty, Gerry, Keenan Dan, "Positive response for Adams on policing", *The Irish Times*, 22 janvier 2007.

Moriarty, Gerry, "Leaders sketch out likely IRA statement to DUP", *The Irish Times*, 18 septembre 2004.

Moriarty, Gerry, "McGuinness says political old guards won't accept new realities", *The Irish Times*, p.8, 8 novembre 2007. Site internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 08/11/07.

Moriarty, Gerry, "Mountie succeeds O'Loan", *The Irish Times*, p.8, 18 octobre 2007. Site internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 08/11/07.

Moriarty, Gerry, "Mutual dependence ties DUP and *Sinn Féin* fortunes", *The Irish Times*, 10 mai 2004. p. 7.

Moriarty, Gerry, "Paisley and Adams agree to form an Executive on May 8th", *The Irish Times*, 27 mars 2007.

Moriarty, Gerry, "Paisley and Robinson set out stall as staunch defenders of the Union", *The Irish Times*, 16 juin 1998.

Moriarty, Gerry, "Paisley to stand down as First Minister and DUP leader", *The Irish Times*, p.1, 5 mars 2008. Site internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 06/03/08.

Moriarty, Gerry, "Pursuit of power should lure the DUP into doing a deal", *The Irish Times*, 8 mai 2004. p. 13.

Moriarty, Gerry, "Pressure on Paisley as son steps down as minister", *The Irish Times*, p.1, 19 février 2008. Site internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 19/02/08.

Moriarty, Gerry, “Robinson and Paisley take same line on talks”, *The Irish Times*, 10 mai 2004. p. 7.

Moriarty, Gerry, “SF leadership get their way over support for the PSNI”, *The Irish Times*, 29 janvier 2007.

Moriarty, Gerry, “Sinn Féin and DUP hold talks in move to diffuse tensions”, *The Irish Times*, p.1, 12 mars 2008. Site internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 19/03/08.

“New Sinn Fein group holds ard fheis”, *The Irish Times (1874-Current File)*, 26 octobre 1970, ProQuest Historical Newspapers The Irish Times (1859-2008) p. 9.

Ó Caoláin Caoimhghín, “We welcome the discovery of all-Ireland politics”, *The Irish Times*, p.11, 17 octobre 2007. Site internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 08/11/07.

O’Connor, Fionnuala, “Making peace with the past”, *The Irish Times*, p.16, 2 novembre 2007. Site internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 08/11/07.

O’Connor, Fionnuala, “When the smiling stopped”, *The Irish Times*, p.16, 19 octobre 2007. Site internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 08/11/07.

“Politics take primacy over the armed struggle, delegates told”, *The Irish Times*. 24 février 1992. p. 8.

Pollak, Andy, “Flaws in previous SF strategy accepted”, *The Irish Times*, 29 septembre 1993. p. 4.

“President Adams plan is parked”, *The Irish Times*, p. 16, 10 octobre 2007. Site internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 08/11/07.

Seamus Heaney, “Unheard melodies”, *The Irish Times*, 11 avril 1998.

“SF now a normal party”, *The Irish Times*, p. 18, 26 octobre 2007. Site internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 08/11/07.

“SINN FEIN "WALK-OUT" GROUP STATES POSITION”, *The Irish Times (1874-Current File)*, 23 janvier 1970, ProQuest Historical Newspapers The Irish Times (1859-2008). p. 11

“Should Fianna Fáil organise in Northern Ireland?”, *The Irish Times*, p. 14, 15 octobre 2007. Site internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 08/11/07.

“Sinn Féin agenda”, *The Irish Times*, p. 19, 23 octobre 2007. Site internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 08/11/07.

“The DUP and Facing Reality”, *The Irish Times*, 6 février 2006.

“UUP chief accuses DUP of series of U-turns”, *The Irish Times*, p.8, 6 novembre 2007. Site internet: <irishtimes.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx>. Consulté le 08/11/07.

The politician.org

Bew, Paul, Elliott, Sydney, McIntyre, Anthony, McGlinchey, Chrissie. “Parliamentary Brief, Northern Ireland, Commentary on the Assembly Elections.” Décembre 2003. Site Internet : <www.thepolitician.org/Downloads/offline/1203_Main.pdf>. Consulté le 25 mars 2006.

The News Letter

Chambré, Kate, “Republican campaign bid to apply pressure on Assembly”, *The News Letter*, 3 janvier 2008. Site internet: <www.newsletter.co.uk/news/39Republican-campaign-bid-to-apply.3637628.jp>. Consulté le 08/01/08.

Clarke, Liam, “Preparing for the post Paisley era”, *The News Letter*, 25 janvier 2008. Site internet: <www.nuzhound.com/articles/News_Letter/arts2008/jan24...>. Consulté le 11/02/08.

“Dawn of a new era – but drama isn’t over”, *The News Letter*, 27 décembre 2007. Site internet: <www.newsletter.co.uk/news/Dawn-of-a-new-era.3620483.jp>. Consulté le 08/01/08.

Dempster, Stephen, “DUP warned over ‘unresolved’ republican issues”, *The News Letter*, 7 février 2008. Site internet: <www.newsletter.co.uk/news/DUP-warned-over-39unresolved39-republican...>. Consulté le 11/02/08.

Dempster, Stephen, “Plan to purge town of Protestant symbolism”, *The News Letter*, 18 janvier 2008. Site internet: <www.newsletter.co.uk/news/Plan-to-purge-town-of.3687058.jp>. Consulté le 11/02/08.

“DUP and Allister set for poll showdown”, *The News Letter*, 12 janvier 2008. Site internet: <www.newsletter.co.uk/news/DUP-and-Allister-set-for.3666389.jp>. Consulté le 15/01/08.

“DUP leader attacks claim over policing”, *The News Letter*, 2 janvier 2008. Site internet: <www.newsletter.co.uk/news/DUP-leader-attacks-claim-.3632286.jp>. Consulté le 08/01/08.

“DUP runs Stormont, claims ex-SF member”, *The News Letter*, 5 janvier 2008. Site internet: <www.newsletter.co.uk/news/DUP-runs-Stormont-claims-exSF.3644119.jp>. Consulté le 15/01/08.

“Paisley steps down”, *The News Letter*, 19 Janvier 2008. Site internet: <www.newsletter.co.uk/news/Paisley-steps-down.3690456.jp>. Consulté le 11/02/08.

“Unionists clash over possibility of devolved policing and justice powers”, *The News Letter*, 5 janvier 2008. Site internet: <www.newsletter.co.uk/news/Unionists-clash-over-possibility-of.3644219.jp>. Consulté le 15/01/08.

The Observer

McDonald, Henry, “Paisley blocks power transfer”, *The Observer*, 2 mars 2008. Site internet: <www.guardian.co.uk/politics/2008/mar/02/northernireland.ianpaisley/print>. Consulté le 18/03/08.

McDonald, Henry, “IRA spy row deepens”, *The Observer*, 10 février 2008. Site internet: <www.guardian.co.uk/politics/2008/feb/10/devolution.terrorism1/print>. Consulté le 11/02/08.

Templeton, Tom, “Power sharing brings an end to the troubles”, *The Observer Magazine*, 23 décembre 2007. Site internet: <observer.guardian.co.uk/magazine/story/0,,2230169,00.html>. Consulté le 08/01/08.

The Sunday Times

Clarke, Liam, “DUP-SF relationship – tensions could still lead to breack-up”, *The Sunday Times*, 18 janvier 2008. Site internet: <www.nuzhound.com/articles/Sunday_Times/arts2008/jan13_DUP_SF_give...>. Consulté le 11/02/08.

The Sunday Tribune

Breen, Suzanne, “A new year and a new Northern Ireland”, *The Sunday Tribune*, 30 décembre 2007. Site internet: <www.nuzhound.com/articles/Sunday_Tribune/arts2007/dec31_new_Northern...>. Consulté le 08/01/08.

Breen, Suzanne, “‘Brits out or nothing’ for Real IRA”, *The Sunday Tribune*, 3 février 2008. Site internet: <www.newshound.com/articles/Sunday_Tribune/arts2008/feb3...>. Consulté le 11/02/08.

Breen, Suzanne, « Quinn murder probe fed false information », *The Sunday Tribune*, 27 janvier 2008. Site internet: <www.newshound.com/articles/Sunday_Tribune/arts2008/jan27...>. Consulté le 11/02/08.

The Times

Sharrock, David, “Rev Ian Paisley puts ‘Antichrist’ days behind him to join service led by a Catholic”, *The Times*, 21 janvier 2008. Site internet: <www.timesonline.co.uk/tol/comment/faith/article3221807.ece>. Consulté le 11/02/08.

Alonso, Rogelio, “The Modernization in Irish Republican Thinking Towards the Utility of Violence”. *Studies in Conflict and Terrorism*, No. 24, 131-144, 2001.

Beggan, D. Indurthy, R., “Explaining Why the Good Friday Accord Is Likely to Bring a Lasting Peace in Northern Ireland”. *Peace & Change*, Vol. 27 Issue 3, 331-356, juillet 2002.

Brennan, Paul. « L’Accord de Hillsborough. » *L’Irlande Politique et Sociale*. Paris : Université de la Sorbonne Nouvelle. 1987.

Bruce, Steeve. “Fundamentalism and Political Violence : The Case of Paisley and Ulster Evangelicals”, *Religion*, Volume 31, pp. 387-405, 2001.

Bruce, Steeve. “Protestant Resurgence And Fundamentalism”, *The Political Quarterly*, Volume 61, pp. 161-168, 1990. Site Internet : <www.blackwellsynergy.com/doi/abs/10.1111/j.1467-923x.1990.tb00807.x>. Consulté le 13 mars 2006.

Cash, John. “The Dilemmas of Political Transformation in Northern Ireland”, *Pacifica Review*, Volume 10, No. 3, pp. 227-234, 1998. Site Internet : <cain.ulst.ac.uk/conflict/cash98.htm>. Consulté le 12 mars 2006.

Dingley, James, “Peace in Our Time? The Stresses and Strains on the Northern Ireland Peace Process”. *Studies in Conflict & Terrorism*, Vol. 25 Issue 6, 357-382, décembre 2002.

Dixon, Paul, “Performing the Northern Ireland Peace Process on the World Stage”. *Political Science Quarterly*, Vol. 121 Issue 1, 61-91, 2006.

Farrington, Christopher, “Unionism and the Peace Process in Northern Ireland”. *British Journal of Politics & International Relations*, Vol. 8 Issue 2, 277-294, mai 2006.

Guelke, Adrian, "The Northern Ireland Peace Process and the War against Terrorism: Conflicting Conceptions?". *Government & Opposition*, Vol. 42 Issue 3, 272-291, 2007.

Hancock, Landon, "The Northern Irish Peace Process: From Top to Bottom". *International Studies Review*, Vol. 10 Issue 2, 203-238, juin 2008.

Hayes, Bernadette, McAllister, Ian. "The Erosion of Consent : Protestant Dissillusionment with the 1998 Northern Ireland Agreement", 29 Août 2004. Site Internet : <epop2004.politics.ox.ac.uk/materials/Dowds_Hayes_McAllister.pdf>. Consulté le 23 novembre 2005.

Hazleton, William. "Suspended Vote : The 2003 Northern Ireland Assembly Election", *The Political Quarterly Publishing Co. Ltd.* 2004. Site Internet : <www.blackwell-synergy.com/links/doi/10.1111/j.1467-923X.2004.00607.x/pdf>. Consulté le 23 novembre 2005.

"Illusions of Realism", *National Review*, Vol. 57 Issue 15, août 2005.

Justice, Jeff Wm, "Of Guns and Ballots: Attitudes towards Unconventional and Destructive Political Participation among Sinn Féin and Herri Batasuna Supporters". *Nationalism & Ethnic Politics*, Vol. 11 Issue 3, 295-320, 2005.

Lochery, Neill, "Learning the Lessons: Peacemaking in Israel and Northern Ireland". *Israel Affairs*, Vol. 12 Issue 2, 234-252, avril 2006.

McAllister, Ian, "'The Armalite and the Ballot Box': Sinn Féin's electoral Strategy in Northern Ireland". *Electoral Studies*, Vol. 23, p. 123-142, 2004.

McGinty, Roger, "No war, no peace: Northern Ireland after the Agreement", *Political Psychology*, Vol. 28, Issue 1, 2007.

McGovern, Mark, "Rhyming History with the Man from Hope". *Peace Review*, Vol. 13 Issue 1, 81-87, mars 2001.

Neumann, Peter R. "From Revolution to Devolution: Is the IRA Still a Threat to Peace in Northern Ireland?". *Journal of Contemporary European Studies*, Vol. 13 Issue 1, 79-92, avril 2005.

O'Farrell, John, "Still the best of enemies". *New Statesman*, Vol. 136 Issue 4830, p. 16, février 2007.

O'Grada, Cormac, Walsh, Brendan, "Fertility and Population in Ireland, North and South", *Population Studies*, 1995, volume 49, n°2.

O'Kane, Eamonn, "Anglo--Irish Relations and the Northern Ireland Peace Process: From Exclusion to Inclusion". *Contemporary British History*, Vol. 18 Issue 1, 78-99, 2004.

Pruitt, Dean G., "Negotiation with Terrorists". *International Negotiation*, Vol. 11 Issue 2, 371-394, 2006.

Shirlow, Peter, "Language, Discourse and Dialogue: Sinn Féin and the Irish Peace Process". *Political Geography*, Vol. 17, No. 2, 171-186, 1998.

Spencer, Graham, "Keeping the Peace? Politics, Television News and the Northern Ireland Peace Process". *Irish Journal of Sociology*, Vol. 10 Issue 2, 57-76, 2001.

Stevenson, Jonathan, "Exploiting Democracy: The IRA's Tactical Cease-Fire". *Review of International Affairs*, Vol. 2 Issue 3, 159-170, 2003.

Stevenson, Jonathan, "The Shadow of a Gunman". *National Review*, Vol. 49 Issue 25, 26-28, décembre 1997.

Stewart, Paul, "The Good Friday Agreement, the Decommissioning of IRA Weapons and the Unionist Veto". *Capital & Class*, Issue 69, 1-6, 1999.

"The way back to Stormont". *Economist*, Vol. 378 Issue 8473, 15-16, avril 2006.

Tonge, Jonathan, "Sinn Féin and 'New Republicanism' in Belfast". *Space & Polity*, Vol. 10 Issue 2, 135-147, août 2006.

C. Communications:

Guazzo, Gabriela, "Does Violence Pay? Success of the Unruly and the Northern Ireland Peace Accords". Conference Papers -- American Sociological Association; 2006 Annual Meeting, Montreal.

Hartman, Todd, "Talking the Gun out of Irish Politics: Framing the Peace Process". Paper prepared for presentation at the 44th Annual International Studies Association Convention, Portland, Oregon, February 25-March 1, 2003. Site Internet: <cain.ulst.ac.uk>. Consulté le 24/10/07.

Lynn, Brendan, "Republicanism and the Abstentionist Tradition, 1970-1998". A paper presented to the Institute of Irish Studies, Queen's University, Belfast, May 2001. Site Internet: <cain.uslt.ac.uk/issues/politics/docs/lynn01.htm>. Consulté le 15/10/07.

MacAuley, James W. "Fantasy Politics ? Restructuring Unionism After the Good Friday Agreement", Site Internet : <muse.jhu.edu/demo/eire-ireland/v039/39.1mcauley.html>. Consulté le 25 mai 2006.

"*The Bullet and the Ballot Box : The Case of hte IRA*". Paper prepared for delivery at the 2005 Annual Meeting of the American Political Science Association, September 1-4, 2005.

Tonge, Jonathan, Evans, Jocelyn. "Eating the Oranges ? The Democratic Unionist Party and the Orange Order Vote in Northern Ireland", Paper presented to the Elections, Public Opinions and Parties Annual Conference, Nuffield College, Oxford University, 10-12 Septembre 2004. Site Internet :

<epeop2004.politics.ox.ac.uk/materials/Tonge_Evans.pdf>. Consulté le 20 novembre 2005.

Tonge, Jonathan, Evans, Jocelyn. "The onward March of Paisleyism or a Triumph of Unionist Apathy ? Turnout and Voting for the Democratic Unionist Party in the 2005 Westminster Election in Northern Ireland", 9-11 Septembre 2005, PSA Elections, Public Opinion and Parties Annual Conference, University of Essex.

D. Films:

Michael Collins. Réalisé par Neil Jordan, 1996.

Omagh. Réalisé par Pete Travis, 2004.

Bloody Sunday. Réalisé par Paul Greengrass, 2002.

E. Documentaires:

Frost Over the World : Ian Paisley

Ian Paisley joins Sir David to discuss Northern Ireland's power-sharing agreement and his decision to stand down as Northern Ireland's first minister and the leader of the Democratic Unionists.

29 mars 2009

Visionné le 15 février 2010

Site Internet: <http://www.youtube.com/watch?v=5_Yr6i0_9Hs>

Gerry Adams, Documentaire de la BBC

28 juin 2010

Visionné le 14 juillet 2011

Site Internet :

<<http://www.youtube.com/watch?v=VEeEawP3e0g>>

Gerry Adams on the Late Late Show (RTE One)

12 février 2010

Visionné le 20 juillet 2011-07-20 Site Internet:

<http://www.youtube.com/watch?v=c0vkH3R_pHM&feature=related>

Inside Story : Northern Ireland Returns to Violence

11 mars 2009

Visionné le 15 février 2010

Site Internet: <http://www.youtube.com/watch?v=hpcr_3EHcHo&feature=relmfu>

Martin McGuinness on the Late Late Show (RTE One)

14 janvier 2011.

Visionné le 20 juillet 2011

Site Internet :

<<http://www.youtube.com/watch?v=t0rMTwv4rSg&playnext=1&list=PL398CBF86F5F86327>>

The Nolan Show: LIVE from Stormont. Interview de Gerry Kelly, Eamon Mallie and Nelson McCausland.

17 septembre 2009

Visionné le 15 février 2010.

Site Internet: <<http://www.youtube.com/watch?v=EWzCaF2qxFO>>

Walls of Shame: Belfast

26 novembre 2007

Visionné le 31 mai 2010.

Site Internet : <http://www.youtube.com/watch?v=X2d4NPNmSfQ>

F. Expositions:

The 1916 Rising : Personalities and Perspective. An online exhibition. Leabharlann Náisiúnta na hÉireann. <nli.ie/1916/pdf3.3.1.pdf>. Consulté le 12/04/2010.

Troubled Images: Posters and Images of the Northern Ireland Conflict, Linnen Hall Library, Belfast.

G. Cours Magistraux:

Doherty, Gabriel, *Northern Ireland*, University College Cork, septembre-décembre 2009.

H. Documentaires télévisés:

Paisley - From Protest to Power

8 mai 2007

Documentary by the late Jim Dougal recounting the career of Ian Paisley, who started out as a preacher and protestor and became First Minister of Northern Ireland following his party the DUP's triumph at the 2007 elections. Durée : 47'26

Visioné le 24/10/2010. Site internet: < <http://www.u.tv/MediaPlayer/Paisley-From-Protest-to-Power/103891>>

III. Webliographie

Site de An Phoblacht/Republican News :
<www.anphoblacht.com>

Site de la BBC :
<www.bbc.co.uk>.

Site de *Belfast Telegraph* :
<www.belfasttelegraph.co.uk>

Site de CAIN (Conflict Archive on the Internet) :

<cain.ulst.ac.uk>.

Site de Newshound (Daily Newspapers in Northern Ireland):
<nuzhound.com>

Site de *The Guardian* :
<www.guardian.co.uk>

Site de *The Irish Times* :
<irishtimes.newspaperdirect.com>

Site de *The Revivalist* :
<www.ianpaisley.org/revivalist/>

Site de RTE Libraries and Archives :
<www.rte.ie/laweb/ll/ll_t11_main.html>

Site du Parti Démocratique Unioniste (DUP) :
<www.DUP.org.uk/IanPaisley.asp>.

Site du Republican Sinn Féin :
<www.rsf.ie>.

Site du Sinn Féin :
<www.sinnfein.ie>
<www.sinnfein.org>

Site du Sinn Féin (spécial Processus de Paix) :
<www.sinnfeinonline.com>.

Annexes

<u>ANNEXE 1 : Sinn Féin Manifesto, 1918.</u>	392
<u>ANNEXE 2: The Northern Ireland House of Commons, 1921-1972: General Election Results Table.</u>	393
<u>ANNEXE 3 : Congrégations Presbytériennes Libres 1946-1942.</u>	394
<u>ANNEXE 4 : Nombre de morts par année. (Deaths by Year)</u>	395
<u>ANNEXE 5 : Résultats des élections à l'assemblée nord irlandaise 1973.</u>	396
<u>ANNEXE 6: Press statement from the Ulster Workers' Council, 15th May 1974, Belfast.</u>	397
<u>ANNEXE 7 : Affiche pour le soutien des grévistes de la faim (1980)</u>	398
<u>ANNEXE 8 : Anglo-Irish Agreement, 1985.</u>	399
<u>ANNEXE 9 : Political party support in Northern Ireland, 1969 to the present</u>	405
<u>ANNEXE 10 : The Downing Street Declaration, 1993.</u>	407
<u>ANNEXE 11 : The Good Friday Agreement, 10 avril 1998.</u>	412
<u>ANNEXE 12 : Affiche électorale du D.U.P. aux élections à Westminster de 1983.</u>	438
<u>ANNEXE 13 : Affiche électorale du D.U.P. aux élections de 1986.</u>	439
<u>ANNEXE 14 : Affiche électorale du D.U.P. aux élections européennes de 1984.</u>	440
<u>ANNEXE 15 : Affiche publiée par le D.U.P. suite à la signature de la Déclaration de Downing Street en 1993.</u>	441

<u>ANNEXE 16 : Draft of a declaration which Sinn Féin suggests should be made jointly by the British and Dublin Governments (Hume-Adams), Juin 1992.</u>	442
<u>ANNEXE 17 : First joint statement issued by Social Democratic and Labour Party (SDLP) leader Mr John Hume and Sinn Féin President, Mr Gerry Adams on Saturday 24 April, 1993.</u>	445
<u>ANNEXE 18 : Fourth joint statement issued by Social Democratic and Labour Party (SDLP) leader Mr John Hume and Sinn Féin President, Mr Gerry Adams on Sunday 28 August, 1994.</u>	446
<u>ANNEXE 19 : Irish Republican Army (IRA) Ceasefire Statement, 31 August 1994.</u>	447
<u>ANNEXE 20 : The DUP's vision for devolution – Fair deal manifesto 2003 (p. 8-9).</u>	448
<u>ANNEXE 21 : The DUP's vision for devolution – Fair deal manifesto 2003 (p. 12).</u>	449
<u>ANNEXE 22 : The DUP's vision for devolution – Fair deal manifesto 2003 (p. 7.)</u>	450
<u>ANNEXE 23 : Chronologie.</u>	451

ANNEXE 1 : Sinn Féin Manifesto, 1918.



An Chéad Dáil Éireann

SINN FÉIN MANIFESTO 1918

GENERAL ELECTION — MANIFESTO TO THE IRISH PEOPLE

THE coming General Election is fraught with vital possibilities for the future of our nation. Ireland is faced with the question whether this generation will it that she is to march out into the full sunlight of freedom, or is to remain in the shadow of a base imperialism that has brought and ever will bring in its train naught but evil for our race.

Sinn Féin gives Ireland the opportunity of vindicating her honour and pursuing with renewed confidence the path of national salvation by rallying to the flag of the Irish Republic.

Sinn Féin aims at securing the establishment of that Republic.

1. By withdrawing the Irish Representation from the British Parliament and by denying the right and opposing the will of the British Government or any other foreign Government to legislate for Ireland.

2. By making use of any and every means available to render impotent the power of England to hold Ireland in subjection by military force or otherwise.

3. By the establishment of a constituent assembly comprising persons chosen by Irish constituencies as the supreme national authority to speak and act in the name of the Irish people, and to develop Ireland's social, political and industrial life, for the welfare of the whole people of Ireland.

4. By appealing to the Peace Conference for the establishment of Ireland as an Independent Nation. At that conference the future of the Nations of the world will be settled on the principle of government by consent of the governed. Ireland's claim to the application of that principle in her favour is not based on any accidental situation arising from the war. It is older than many if not all of the present belligerents. It is based on our unbroken tradition of nationhood, on a unity in a national name which has never been challenged, on our possession of a distinctive national culture and social order, on the moral courage and dignity of our people in the face of alien aggression, on the fact that in nearly every generation, and five times within the past 120 years our people have challenged in arms the right of England to rule this country. On these incontrovertible facts is based the claim that our people have beyond question established the right to be accorded all the power of a free nation.

Sinn Féin stands less for a political party than for the Nation; it represents the old tradition of nationhood handed on from dead generations; it stands by the Proclamation of the Provisional Government of Easter, 1916, reasserting the inalienable right of the Irish Nation to sovereign independence, reaffirming the determination of the Irish people to achieve it, and guaranteeing within the independent Nation equal rights and equal opportunities to all its citizens.

Believing that the time has arrived when Ireland's voice for the principle of untrammelled National self-determination should be heard above every interest of party or class, Sinn Féin will oppose at the Polls every individual candidate who does not accept this principle.

The policy of our opponents stands condemned on any test, whether of principle or expediency. The right of a nation to sovereign independence rests upon immutable natural law and cannot be made the subject of a compromise. Any attempt to barter away the sacred and inviolate rights of nationhood begins in dishonour and is bound to end in disaster. The enforced exodus of millions of our people, the decay of our industrial life, the ever-increasing financial plunder of our country, the whittling down of the demand for the 'Repeal of the Union,' voted by the first Irish Leader to plead in the Hall of the Conqueror to that of Home Rule on the Statute Book, and finally the contemplated mutilation of our country by partition, are some of the ghastly results of a policy that leads to national ruin.

Those who have endeavoured to harness the people of Ireland to England's war-chariot, ignoring the fact that only a freely-elected Government in a free Ireland has power to decide for Ireland the question of peace and war, have forfeited the right to speak for the Irish people. The green flag turned red in the hands of the Leaders, but that shame is not to be laid at the doors of the Irish people unless they continue a policy of sending their representatives to an alien and hostile assembly, whose powerful influence has been sufficient to destroy the integrity and sap the independence of their representatives. Ireland must repudiate the men who, in a supreme crisis for the nation, attempted to sell her birthright for the vague promises of English Ministers, and who showed their incompetence by failing to have even these promises fulfilled.

The present Irish members of the English Parliament constitute an obstacle to be removed from the path that leads to the Peace Conference. By declaring their will to accept the status of a province instead of boldly taking their stand upon the right of the nation they supply England with the only subterfuge at her disposal for obscuring the issue in the eyes of the world. By their persistent endeavours to induce the young manhood of Ireland to don the uniform of our seven-century old oppressor, and place their lives at the disposal of the military machine that holds our Nation in bondage, they endeavour to barter away and even to use against itself the one great asset still left to our Nation after the havoc of the centuries.

Sinn Féin goes to the polls handicapped by all the arts and contrivances that a powerful and unscrupulous enemy can use against us. Conscious of the power of Sinn Féin to secure the freedom of Ireland the British Government would destroy it. Sinn Féin, however, goes to the polls confident that the people of this ancient nation will be true to the old cause and will vote for the man who stand by the principles of Tona, Emmet, Mitchel, Pearse and Connolly, the men who disdain to whine to the enemy for favours, the men who hold that Ireland must be as free as England or Holland, Switzerland or France, and whose demand is that the only status befitting this ancient realm is the status of a free nation.

ISSUED BY THE STANDING COMMITTEE OF SINN FÉIN

Eidilín ag Teachtlán Dála agus Seannáthair Shínn Féin san Olltseachtas, Eanáir 2009

Source : site internet <http://www.firstdail.com/?page_id=71> Consulté le 11 novembre 2011.

ANNEXE 2: The Northern Ireland House of Commons, 1921-1972:
General Election Results Table.



The Northern Ireland House of Commons, 1921-1972

General Election Results Table

	Unionist	Ind U	Nationalist	Sinn Fein	Ind Nats etc	NILP	Rep Lab	Irish Lab	Ind Lab etc	Liberal	Ind / oth
1921	40	-	6	6	-	-	-	-	-	-	-
1925	32	4	10	-	2	3	-	-	-	-	1
1929	37	3	11	-	-	1	-	-	-	-	-
1933	36	3	8	-	3	2	-	-	-	-	-
1938	39	3	8	-	-	1	-	-	1	-	-
1945	33	2	9	-	1	2	-	-	2	-	3
1949	37	2	8	-	1	-	1	-	1	-	2
1953	38	1	7	-	2	-	1	1	1	-	1
1958	36	-	8	-	1	4	1	-	1	-	1
1962	34	-	8	-	-	4	2	1	1	1	1
1965	36	-	9	-	1	2	2	-	-	1	1
1968	34 (24 pro-O'Neill, 10 anti)	3 (pro-O'Neill)	6	-	3 (pro-civil rights)	2	2	-	-	-	-

Unopposed seats in general elections:

- 1921: none
- 1925: 11 (9 Unionist, 1 Nationalist, 1 Republican)
- 1929: 22 (16 Unionist, 6 Nationalist)
- 1933: 33 (27 Unionist, 6 Nationalist)
- 1938: 21 (14 Unionist, 6 Nationalist, 1 NILP)
- 1945: 20 (13 Unionist, 1 Ind Unionist, 6 Nationalist)
- 1949: 19 (14 Unionist, 2 Ind Unionist, 2 Nationalist, 1 Soc Rep)
- 1953: 27 (23 Unionist, 3 Nationalist, 1 Anti-Partition)
- 1958: 26 (24 Unionist, 2 Nationalist)
- 1962: 24 (20 Unionist, 3 Nationalist, 1 Ind Lab)
- 1965: 22 (13 Unionist, 5 Nationalist, 1 NDP, 1 Rep Lab, 1 Liberal, 1 Independent)
- 1969: 4 (4 pro-O'Neill official Unionists)

Source : Site internet : <<http://www.ark.ac.uk/elections>> Consulté le 12 décembre 2011.

ANNEXE 3 : Congrégations Presbytériennes Libres 1946-1942.

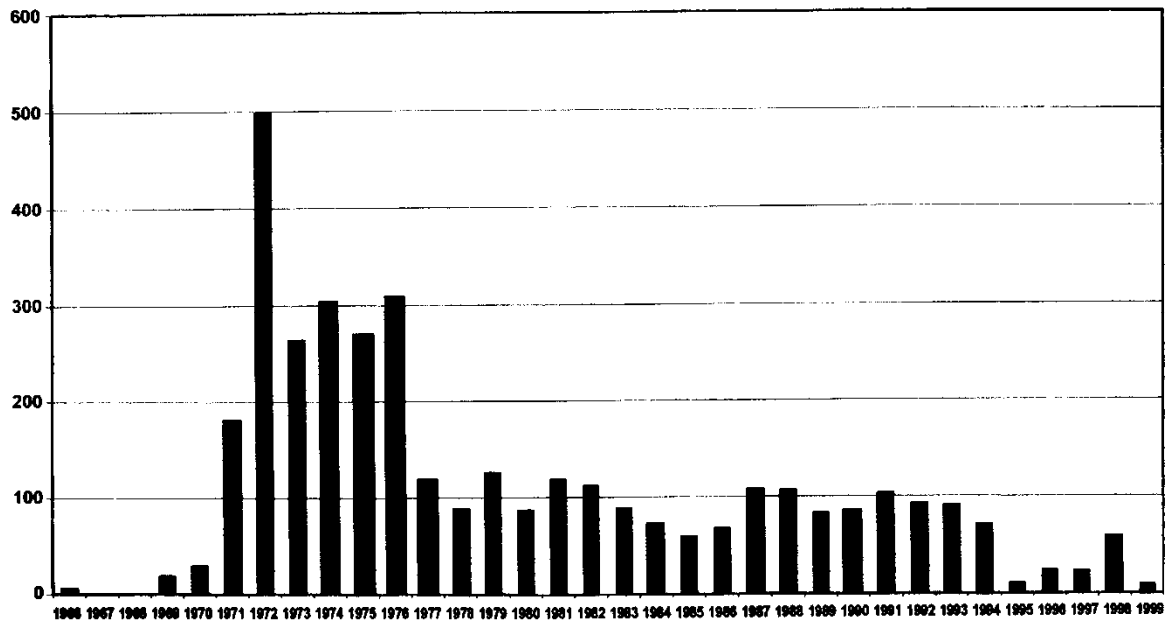
Free Presbyterian Congregations

The following is a list of Free Presbyterian congregations in Northern Ireland by date of formation.

	<i>County</i>
1946 Ravenhill, Belfast	Antrim
1951 Crossgar	Down
Cabra (later Ballymoney)	Antrim
Rasharkin	Antrim
1952 Mount Merrion, Belfast	Antrim
1953 Whiteabbey (later Newtownabbey)	Antrim
1954 Ballyhalbert (later Portavogie)	Down
1957 Coleraine	Londonderry
Dunmurry	Antrim
1959 Antrim (ceased 1963)	Antrim
1964 Sandown Road, Belfast	Antrim
Limavady	Londonderry
1965 Armagh	Armagh
1966 Ballymena (founded 1931)	Antrim
Moneyslane	Down
Hillsborough	Down
Lisbellaw, Enniskillen	Fermanagh
Tandragee	Armagh
Lurgan	Armagh
Londonderry	Londonderry
Portadown	Armagh
Dungannon	Tyrone
Kilkeel	Down
1968 Lisburn	Antrim
Magherafelt	Londonderry
Randalstown	Antrim
1969 Omagh	Tyrone
Larne	Antrim
Cloughmills	Antrim
1970 Clogher Valley	Tyrone
Castlederg	Tyrone
Banbridge	Down
1971 Newtownards	Down
Mullaglass, Newry	Armagh
Garvagh	Londonderry
1972 John Knox Memorial, Belfast	Antrim
1973 Cookstown	Tyrone
Portglenone	Antrim
1974 Kilskeery	Tyrone
Antrim	Antrim
1975 Dromore	Down
Sixmilecross	Tyrone
1976 Bangor	Down
Mulvin	Tyrone
Kesh	Fermanagh
Tullyvallen	Armagh
1978 Ballynahinch	Down
1979 Ballygowan	Down
Carrickfergus	Antrim
1982 Aughnacloy	Tyrone

Source : Bruce, Steeve, *God Save Ulster ! The Religion and Politics of Paisleyism* , Oxford : Clarendon Press, 1986. p. 274-275.

ANNEXE 4 : Nombre de morts par année. (Deaths by Year)



Source: McKittrick, David; McVea, David, *Making Sense of the Troubles*, Belfast: The Blackstaff Press, 2000. p.322

ANNEXE 5 : Résultats des élections à l'assemblée nord irlandaise 1973.

Parties Favouring the White Paper Proposals:

<i>Party</i>	<i>Seats</i>	<i>1st Preference votes</i>	<i>% Valid poll</i>
Official Unionists	24	211,362	29.3
SDLP	19	159,773	22.1
Alliance	8	66,541	9.2
NILP	1	18,675	2.6
Total	52	456,351	63.2

Parties Against the White Paper proposals:

<i>Party</i>	<i>Seats</i>	<i>1st Preference votes</i>	<i>% Valid poll</i>
Unionists	8	61,183	8.5
DUP	8	78,228	10.8
Vanguard	7	75,759	10.5
West Belfast Loyalists	3	16,869	2.3
Total	26	232,039	32.1

Source : Cooke, Denis, *Persecuting Zeal : A Portrait of Ian Paisley*, Co. Kerry, Ireland : Brandon Books, 1996. p. 178.

**ANNEXE 6: Press statement from the Ulster Workers' Council, 15th
May 1974, Belfast.**

15th May, 1974.

PRESS STATEMENT FROM
THE ULSTER WORKERS COUNCIL.

The Ulster Workers Council are determined that the Government shall not ignore the will of the majority of the people as to the form of Government or the Sunningdale Agreement. The attitude of Government has made a nonsense of political action.

The Workers have resolved to make an all out effort to bring about a change.

A general industrial stoppage has been called. It is not the intention of the Workers Council to deprive homes, the agricultural food industry of essential services, or basic needs.

Workers in the electrical services here are prepared to see that an adequate supply of electricity would be available for all homes, hospitals , farms and essential services.

The ^{management} ~~Union~~, no doubt acting on Government policy, have not accepted the offer.

Unless there is a change of thinking, a more serious situation will arise by midnight.

ANNEXE 7 : Affiche pour le soutien des grévistes de la faim (1980)

Don't let them die!

TOMMY McKEARNEY
aged 28
Moy, Co. Tyrone



LEO GREEN
aged 27
Lurgan, Co. Armagh



BRENDAN HUGHES
aged 32
Lower Falls, Belfast



JOHN NIXON
aged 25
Armagh city



SEAN McKENNA
aged 26
Newry, Co. Down



RAY Mc CARTNEY
aged 25
Derry city



TOM Mc FEELEY
aged 32
Dungiven, Co. Derry



(Note: The poster contains extensive text columns between and around the portraits, which are partially illegible due to the resolution of the scan.)

Source : Linnen Hall Library's Northern Ireland Political Collection, *Troubled Images, Posters and Images of the Northern Ireland Conflict*, CD-ROM. Belfast: 2001.

ANNEXE 8 : Anglo-Irish Agreement, 1985.

ANGLO-IRISH AGREEMENT 1985

between
THE GOVERNMENT OF IRELAND
and
THE GOVERNMENT OF
THE UNITED KINGDOM

CONTENTS

- [A. STATUS OF NORTHERN IRELAND](#)
- [B. THE INTERGOVERNMENTAL CONFERENCE](#)
- [C. POLITICAL MATTERS](#)
- [D. SECURITY AND RELATED MATTERS](#)
- [E. LEGAL MATTERS, INCLUDING THE ADMINISTRATION OF JUSTICE](#)
- [F. CROSS-BORDER CO-OPERATION ON SECURITY, ECONOMIC, SOCIAL AND CULTURAL MATTERS](#)
- [G. ARRANGEMENTS FOR REVIEW](#)
- [H. INTERPARLIAMENTARY RELATIONS](#)
- [I. FINAL CLAUSES](#)



The Government of Ireland and the Government of the United Kingdom:
Wishing further to develop the unique relationship between their peoples and the close co-operation between their countries as friendly neighbours and as partners in the European Community;

Recognising the major interest of both their countries and, above all, of the people of Northern Ireland in diminishing the divisions there and achieving lasting peace and stability;

Recognising the need for continuing efforts to reconcile and to acknowledge the rights of the two major traditions that exist in Ireland, represented on the one hand by those who wish for no change in the present status of Northern Ireland and on the other hand by those who aspire to a sovereign united Ireland achieved by peaceful means and through agreement;

Reaffirming their total rejection of any attempt to promote political objectives by violence or the threat of violence and their determination to work together to ensure that those who adopt or support such methods do not succeed;

Recognising that a condition of genuine reconciliation and dialogue between unionists and nationalists is mutual recognition and acceptance of each other's rights;

Recognising and respecting the identities of the two communities in Northern Ireland, and the right of each to pursue its aspirations by peaceful and constitutional means;

Reaffirming their commitment to a society in Northern Ireland in which all may live in peace, free from discrimination and intolerance, and with the opportunity for both communities to participate fully in the structures and processes of government;

Have accordingly agreed as follows:

A. STATUS OF NORTHERN IRELAND

ARTICLE 1

The two Governments

(a) affirm that any change in the status of Northern Ireland would only come about with the consent of a majority of the people of Northern Ireland;

(b) recognise that the present wish of a majority of the people of Northern Ireland is for no change in the status of Northern Ireland;

(c) declare that, if in the future a majority of the people of Northern Ireland clearly wish for and formally consent to the establishment of a united Ireland, they will introduce and support in the respective Parliaments legislation to give effect to that wish.

B. THE INTERGOVERNMENTAL CONFERENCE

ARTICLE 2

(a) There is hereby established, within the framework of the Anglo-Irish Intergovernmental Council set up after the meeting between the two Heads of Government on 6 November 1981, an Intergovernmental Conference (hereinafter referred to as "the Conference"), concerned with Northern Ireland and with relations between the two parts of the island of Ireland, to deal, as set out in this Agreement, on a regular basis with

(i) political matters;

(ii) security and related matters;

(iii) legal matters, including the administration of justice;

(iv) the promotion of cross-border co-operation.

(b) The United Kingdom Government accept that the Irish Government will put forward views and proposals on matters relating to Northern Ireland within the field of activity of the Conference in so far as those matters are not the responsibility of a devolved administration in Northern Ireland. In the interest of promoting peace and stability, determined efforts shall be made through the Conference to resolve any differences. The Conference will be mainly concerned with Northern Ireland; but some of the matters under consideration will involve cooperative action in both parts of the island of Ireland, and possibly also in Great Britain. Some of the proposals considered in respect of Northern Ireland may also be found to have application by the Irish Government. There is no derogation from the sovereignty of either the Irish Government or the United Kingdom Government, and each retains responsibility for the decisions and administration of

government within its own jurisdiction.

ARTICLE 3

The Conference shall meet at Ministerial or official level, as required. The business of the Conference will thus receive attention at the highest level. Regular and frequent Ministerial meetings shall be held; and in particular special meetings shall be convened at the request of either side. Officials may meet in subordinate groups. Membership of the Conference and of sub-groups shall be small and flexible. When the Conference meets at Ministerial level an Irish Minister designated as the Permanent Irish Ministerial Representative and the Secretary of State for Northern Ireland shall be joint Chairmen. Within the framework of the Conference other Irish and British Ministers may hold or attend meetings as appropriate: when legal matters are under consideration the Attorneys General may attend. Ministers may be accompanied by their officials and their professional advisers: for example, when questions of security policy or security co-operation are being discussed, they may be accompanied by the Commissioner of the Garda Síochána and the Chief Constable of the Royal Ulster Constabulary; or when questions of economic or social policy, or co-operation are being discussed, they may be accompanied by officials of the relevant Departments. A Secretariat shall be established by the two Governments to service the Conference on a continuing basis in the discharge of its functions as set out in this Agreement.

ARTICLE 4

(a) In relation to matters coming within its field of activity, the Conference shall be a framework within which the Irish Government and the United Kingdom Government work together

(i) for the accommodation of the rights and identities of the two traditions which exist in Northern Ireland; and

(ii) for peace, stability and prosperity throughout the island of Ireland by promoting reconciliation, respect for human rights, co-operation against terrorism and the development of economic, social and cultural co-operation.

(b) It is the declared policy of the United Kingdom Government that responsibility in respect of certain matters within the powers of the Secretary of State for Northern Ireland should be devolved within Northern Ireland on a basis which would secure widespread acceptance throughout the community. The Irish Government support that policy.

(c) Both Governments recognise that devolution can be achieved only with the co-operation of constitutional representatives within Northern Ireland of both traditions there. The Conference shall be a framework within which the Irish Government may put forward views and proposals on the modalities of bringing about devolution in Northern Ireland, in so far as they relate to the interests of the minority community.

C. POLITICAL MATTERS

ARTICLE 5

(a) The Conference shall concern itself with measures to recognise and accommodate the rights and identities of the two traditions in Northern Ireland, to protect human rights and to prevent discrimination. Matters to be considered in this area include measures to foster the cultural heritage of both traditions, changes in electoral arrangements, the use of flags

and emblems, the avoidance of economic and social discrimination and the advantages and disadvantages of a Bill of Rights in some form in Northern Ireland.

(b) The discussion of these matters shall be mainly concerned with Northern Ireland, but the possible application of any measures pursuant to this Article by the Irish Government in their jurisdiction shall not be excluded.

(c) If it should prove impossible to achieve and sustain devolution on a basis which secures widespread acceptance in Northern Ireland, the Conference shall be a framework within which the Irish Government may, where the interests of the minority community are significantly or especially affected, put forward views on proposals for major legislation and on major policy issues, which are within the purview of the Northern Ireland Departments and which remain the responsibility of the Secretary of State for Northern Ireland.

ARTICLE 6

The Conference shall be a framework within which the Irish Government may put forward views and proposals on the role and composition of bodies appointed by the Secretary of State for Northern Ireland or by Departments subject to his direction and control including

the Standing Advisory Commission on Human Rights;
the Fair Employment Agency;
the Equal Opportunities Commission;
the Police Authority for Northern Ireland;
the Police Complaints Board.

D. SECURITY AND RELATED MATTERS

ARTICLE 7

(a) The Conference shall consider

- (i) security policy;
- (ii) relations between the security forces and the community;
- (iii) prisons policy.

(b) The Conference shall consider the security situation at its regular meetings and thus provide an opportunity to address policy issues, serious incidents and forthcoming events.

(c) The two Governments agree that there is a need for a programme of special measures in Northern Ireland to improve relations between the security forces and the community, with the object in particular of making the security forces more readily accepted by the nationalist community. Such a programme shall be developed, for the Conference's consideration, and may include the establishment of local consultative machinery, training in community relations, crime prevention schemes involving the community, improvements in arrangements for handling complaints, and action to increase the proportion of members of the minority in the Royal Ulster Constabulary. Elements of the programme may be considered by the Irish Government suitable for application within their jurisdiction.

(d) The Conference may consider policy issues relating to prisons. Individual cases may be raised as appropriate, so that information can be provided or inquiries instituted.

E. LEGAL MATTERS, INCLUDING THE ADMINISTRATION OF JUSTICE

ARTICLE 8

The Conference shall deal with issues of concern to both countries relating to the enforcement of the criminal law. In particular it shall consider whether there are areas of the criminal law applying in the North and in the South respectively which might with benefit be harmonised. The two Governments agree on the importance of public confidence in the administration of justice. The Conference shall seek, with the help of advice from experts as appropriate, measures which would give substantial expression to this aim, considering inter alia the possibility of mixed courts in both jurisdictions for the trial of certain offences. The Conference shall also be concerned with policy aspects of extradition and extra-territorial jurisdiction as between North and South.

F. CROSS-BORDER CO-OPERATION ON SECURITY, ECONOMIC, SOCIAL AND CULTURAL MATTERS

ARTICLE 9

(a) With a view to enhancing cross-border co-operation on security matters, the Conference shall set in hand a programme of work to be undertaken by the Commissioner of the Garda Síochána and the Chief Constable of the Royal Ulster Constabulary and, where appropriate, groups of officials, in such areas as threat assessments, exchange of information, liaison structures, technical co-operation, training of personnel, and operational resources.

(b) The Conference shall have no operational responsibilities; responsibility for police operations shall remain with the heads of the respective police forces, the Commissioner of the Garda Síochána maintaining his links with the Minister for Justice and the Chief Constable of the Royal Ulster Constabulary his links with the Secretary of State for Northern Ireland.

ARTICLE 10

(a) The two Governments shall co-operate to promote the economic and social development of those areas of both parts of Ireland which have suffered most severely from the consequences of the instability of recent years, and shall consider the possibility of securing international support for this work.

(b) If it should prove impossible to achieve and sustain devolution on a basis which secures widespread acceptance in Northern Ireland, the Conference shall be a framework for the promotion of co-operation between the two parts of Ireland concerning cross border aspects of economic, social and cultural matters in relation to which the Secretary of State for Northern Ireland continues to exercise authority.

(c) If responsibility is devolved in respect of certain matters in the economic, social or cultural areas currently within the responsibility of the Secretary of State for Northern Ireland, machinery will need to be established by the responsible authorities in the North and South for practical co-operation in respect of cross-border aspects of these issues.

G. ARRANGEMENTS FOR REVIEW

ARTICLE 11

At the end of three years from signature of this Agreement, or earlier if requested by either Government, the working of the Conference shall be reviewed by the two Governments to see whether any changes in the scope and nature of its activities are desirable.

H. INTERPARLIAMENTARY RELATIONS

ARTICLE 12

It will be for Parliamentary decision in Dublin and in Westminster whether to establish an Anglo-Irish Parliamentary body of the kind adumbrated in the Anglo-Irish Studies Report of November 1981. The two Governments agree that they would give support as appropriate to such a body, if it were to be established.

I. FINAL CLAUSES

ARTICLE 13

This Agreement shall enter into force on the date on which the two Governments exchange notifications of their acceptance of this Agreement.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

Done in two originals at Hillsborough on the 15th day of November 1985

For the Government of Ireland Gearoid Mac Gearailt

For the Government Of the United Kingdom Margaret Thatcher

Source: Site internet : <cain.ulst.ac.uk/events/aia/aiadoc.htm>. Consulté le 18/11/2005.

ANNEXE 9 : Political party support in Northern Ireland, 1969 to the present

Political party support in Northern Ireland, 1969 to the present

Election	Total Unionist	Total Nationalist	Unionist bloc			Nationalist bloc			Non confessional		Other
			UUP	DUP	Other U.	SDLP	SF	Other N.	APNI	Other Non	
1969 Stormont	67.4	18.8	61.1	-	6.3	-	-	18.8	-	8.1	5.7
1970 Westminster	58.8	23.3	54.3	-	4.5	-	-	23.3	-	12.6	5.1
1973 Local government	56.6	19.2	41.4	4.3	10.9	13.4	-	5.8	13.7	2.5	8.0
1973 Assembly	61.9	24.1	29.3	10.8	21.8	22.1	-	2.0	9.2	2.6	1.0
1974 Westminster	64.2	26.9	32.3	8.2	23.7	22.4	-	4.5	3.2	2.4	3.3
1974 Westminster	62.1	29.8	36.5	8.5	17.1	22.0	-	7.8	6.3	1.6	0.2
1975 Constitutional convention	62.5	25.9	25.8	14.8	21.9	23.7	-	2.2	9.8	1.4	0.4
1977 Local government	50.8	24.7	29.6	12.7	8.5	20.6	-	4.1	14.4	0.8	8.3
1979 Westminster	59.0	28.1	36.6	10.2	12.2	19.9	-	8.2	11.8	-	2.1
1979 European	59.0	31.3	21.9	29.8	7.3	24.6	-	6.7	6.8	-	2.9
1981 Local government	57.3	22.8	26.5	26.6	4.2	17.5	-	5.3	8.9	1.8	8.2
1982 Assembly	59.4	28.9	29.7	23.0	6.7	18.8	10.1	-	9.3	2.7	0.7

1983 Westminster	57.0	31.3	34.0	20.0	3.0	17.9	13.4	-	8.0	1.9	1.6
1984 European	58.0	35.4	21.5	33.6	2.9	22.1	13.3	-	5.0	1.3	0.3
1985 Local government	56.9	32.0	29.5	24.3	3.1	17.8	11.8	2.4	7.1	1.6	1.8
1986 Westminster by-elections	71.5	18.7	51.7	14.6	5.2	12.1	6.6	-	5.5	3.1	1.2
1987 Westminster	54.9	32.5	37.8	11.7	5.4	21.1	11.4	-	10.0	2.6	-
1989 Local government	54.9	32.5	31.4	17.8	5.7	21.2	11.3	-	6.8	2.1	3.7
1989 European	56.2	34.7	21.5	29.9	4.8	25.5	9.2	-	5.2	1.1	2.8
1992 Westminster	55.8	33.5	34.5	13.1	8.2	23.5	10.0	-	8.7	-	2.0
1993 Local government	50.8	34.6	29.0	17.2	4.6	21.9	12.5	0.2	7.7	1.0	5.9
1994 European	54.0	38.8	23.8	29.2	1.0	28.9	9.9	-	4.1	0.5	2.6
1996 Forum	52.9	36.9	24.2	18.8	9.9	21.4	15.5	-	6.5	2.5	1.2
1997 Westminster	50.5	40.2	32.7	13.6	4.2	24.1	16.1	-	8.0	0.7	0.3
1997 Local government	47.5	37.6	27.8	15.6	4.1	20.7	16.9	-	6.5	-	8.4
1998 Assembly	47.4	39.6	21.3	18.0	8.1	21.9	17.7	-	6.5	2.0	4.5
1999 European	52.2	45.5	17.6	28.3	6.3	28.1	17.4	-	2.1	-	0.2
2001 Westminster	52.7	42.7	26.8	22.5	3.4	21.0	21.7	-	3.6	1.0	-
2001 Local Government	47.0	40.1	22.9	21.4	2.7	19.4	20.7	-	5.1	0.6	7.1
2003 Assembly	51.7	40.7	22.7	25.7	3.3	17.0	23.5	0.2	3.7	1.0	2.9
2004 European	48.6	42.2	16.6	32.0	-	15.9	26.3	-	-	-	9.2
2005 Westminster	51.8	41.8	17.7	33.7	0.4	17.5	24.3	-	3.9	0.2	2.2
2005 Local Government	48.8	40.7	18.0	29.6	1.2	17.4	23.3	-	5.0	0.2	5.4
2007 Westminster	47.74	42.56	14.94	30.09	2.71	15.22	26.16	1.18	5.24	2.91	1.56
2009 European	49.00	42.24	17.11	18.23	13.66	16.20	26.04	-	5.51	-	3.25
2010 Westminster	50.60	41.98	15.19	24.96	10.45	16.47	25.52	-	6.35	0.44	0.63

Source: site internet: <cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/electsum.htm>. Consulté le 15 juin 2012.

ANNEXE 10 : The Downing Street Declaration, 1993.

Joint Declaration on Peace:
The Downing Street Declaration,
Wednesday 15 December 1993

1. The Taoiseach, Mr. Albert Reynolds, TD and the Prime Minister, the Rt. Hon. John Major MP, acknowledge that the most urgent and important issue facing the people of Ireland, North and South, and the British and Irish Governments together, is to remove the conflict, to overcome the legacy of history and to heal the divisions which have resulted, recognising the absence of a lasting and satisfactory settlement of relationships between the peoples of both islands has contributed to continuing tragedy and suffering. They believe that the development of an agreed framework for peace, which has been discussed between them since early last year, and which is based on a number of key principles articulated by the two Governments over the past 20 years, together with adaptation of other widely accepted principles, provides the starting point of a peace process designed to culminate in a political settlement.

2. The Taoiseach and the Prime Minister are convinced of the inestimable value to both their peoples, and particularly for the next generation, of healing divisions in Ireland and of ending a conflict which has been so manifestly to the detriment of all. Both recognise that the ending of divisions can come about only through the agreement and co-operation of the people, North and South, representing both traditions in Ireland. They therefore make a solemn commitment to promote co-operation at all levels on the basis of the fundamental principles, undertakings, obligations under international agreements, to which they have jointly committed themselves, and the guarantees which each Government has given and now reaffirms, including Northern Ireland's statutory constitutional guarantee. It is their aim to foster agreement and reconciliation, leading to a new political framework founded on consent and encompassing arrangements within Northern Ireland, for the whole island, and between these islands.

3. They also consider that the development of Europe will, of itself, require new approaches to serve interests common to both parts of the island of Ireland, and to Ireland and the United Kingdom as partners in the European Union.

4. The Prime Minister, on behalf of the British Government, reaffirms that they will uphold the democratic wish of the greater number of the people of Northern Ireland on the issue of whether they prefer to support the Union or a sovereign united Ireland. On this basis, he reiterates, on the behalf of the British Government, that they have no selfish strategic or economic interest in Northern Ireland. Their

primary interest is to see peace, stability and reconciliation established by agreement among all the people inhabit the island, and they will work together with the Irish Government to achieve such an agreement, which will embrace the totality of relationships. The role of the British Government will be to encourage, facilitate and enable the achievement of such agreement over a period through a process of dialogue and co-operation based on full respect for the rights and identities of both traditions in Ireland. They accept that such agreement may, as of right, take the form of agreed structures for the island as a whole, including a united Ireland achieved by peaceful means on the following basis. The British Government agree that it is for the people of the island of Ireland alone, by agreement between the two parts respectively, to exercise their right of self-determination on the basis of consent, freely and concurrently given, North and South, to bring about a united Ireland, if that is their wish. They reaffirm as a binding obligation that they will, for their part, introduce the necessary legislation to give effect to this, or equally to any measure of agreement on future relationships in Ireland which the people living in Ireland may themselves freely so determine without external impediment. They believe that the people of Britain would wish, in friendship to all sides, to enable the people of Ireland to reach agreement on how they may live together in harmony and in partnership, with respect for their diverse traditions, and with full recognition of the special links and the unique relationship which exist between the peoples of Britain and Ireland.

5. The Taoiseach, on behalf of the Irish Government, considers that the lessons of Irish history, and especially of Northern Ireland, show that stability and well-being will not be found under any political system which is refused allegiance or rejected on grounds of identity by a significant minority of those governed by it. For this reason, it would be wrong to attempt to impose a united Ireland, in the absence of the freely given consent of the majority of the people of Northern Ireland. He accepts, on behalf of the Irish Government, that the democratic right of self-determination by the people of Ireland as a whole must be achieved and exercised with and subject to the agreement and consent of a majority of the people of Northern Ireland and must, consistent with justice and equity, respect the democratic dignity and the civil rights and religious liberties of both communities, including:
- the right of free political thought;
 - the right of freedom and expression of religion;
 - the right to pursue democratically national and political aspirations;
 - the right to seek constitutional change by peaceful and legitimate means;
 - the right to live wherever one chooses without hindrance;
 - the right to equal opportunity in all social and economic activity, regardless of class, creed, sex or colour.

These would be reflected in any future political and constitutional arrangements emerging from a new and more broadly based agreement.

6. The Taoiseach however recognises the genuine difficulties and barriers to building relationships of trust either within or beyond Northern Ireland, from which both traditions suffer. He will work to create a new era of trust, in which suspicion of the motives and actions of others is removed on the part of either community. He considers that the future of the island depends on the nature of the relationship between the two main traditions that inhabit it. Every effort must be made to build a new series of trust between those communities. In recognition of the fears of the Unionist community and as a token of his willingness to make a political contribution to the building up of that necessary trust, the Taoiseach will examine with his colleagues any elements in the democratic life and organisation of the Irish State that can be represented to the Irish Government in the course of political dialogue as a real and substantial threat to their way of life and ethos, or that can be represented as not being fully consistent with a modern democratic and pluralist society, and undertakes to examine any possible ways of removing such obstacles. Such an examination would of course have due regard to the desire to preserve those inherited values that are largely shared throughout the island or that belong to the cultural and historical roots of the people of this island in all their diversity. The Taoiseach hopes that over time a meeting of hearts and minds will develop, which will bring all the people of Ireland together, and will work towards that objective, but he pledges in the meantime that as a result of the efforts that will be made to build mutual confidence no Northern Unionist should ever have a fear in future that this ideal will be pursued either by threat or coercion.

7. Both Governments accept that Irish unity would be achieved only by those who favour this outcome persuading those who do not, peacefully and without coercion or violence, and that, if in the future a majority of the people of Northern Ireland are so persuaded, both Governments will support and give legislative effect to their wish. But, notwithstanding the solemn affirmation by both Governments in the Anglo-Irish Agreement that any change in the status of Northern Ireland, would only come about with a consent of the majority of the people of Northern Ireland, the Taoiseach also recognises the continuing uncertainties and misgivings which dominate so much of Northern Unionist attitudes towards the rest of Ireland. He believes that we stand at a stage of our history when the genuine feelings of all traditions in the North must be recognised and acknowledged. He appeals to both traditions at this time to grasp the opportunity for a fresh start and a new beginning, which could hold such promise for all our lives and the generations to come. He asks the people of Northern Ireland to look on the people of the Republic as friends, who share their grief and shame over all the suffering of the last quarter of a century, and who want to develop the best possible relationship with them, a relationship in which trust and new understanding can flourish and grow. The Taoiseach also acknowledges the presence in the [Constitution of the Republic](#) of elements which are deeply resented by Northern Unionists, but which at the same time reflect hopes and ideals which lie deep in the hearts of many Irish men and women North and South. But as we move towards a new era of understanding in new relationships of trust may grow and bring peace to the island of Ireland, the Taoiseach believes that the time has come to consider together how best the hopes and identities of all can be expressed in more balanced ways, which no longer engender division and the lack of trust to which he has referred. He confirms that,

in the event of an overall settlement, the Irish Government will, as part of a balanced constitutional accommodation, put forward and support proposals for change in the [Irish Constitution](#) which would fully reflect the principle of consent in Northern Ireland.

8. The Taoiseach recognises the need to engage in dialogue which would address the honesty and integrity the fears of all traditions. But that dialogue, both within the North and between the people and their representatives of both parts of Ireland, must be entered into with an acknowledgment that the future security and welfare of the people of the island will depend on an open, frank and balanced approach to all the problems which for too long have caused division.

9. The British and Irish Governments will seek, along with the Northern Ireland constitutional parties through a process of political dialogue, to create institutions and structures which, while respecting the diversity of the people of Ireland, would enable them to work together in all areas of common interest. This will help over a period to build the trust necessary to end past divisions, leading to an agreed and peaceful future. Such structures would, of course, include institutional recognition of the special links that exist between the peoples of Britain and Ireland as part of the totality of relationships, while taking account of newly forged links with the rest of Europe.

10. The British and Irish Governments reiterate that the achievement of peace must involve a permanent end to the use of, or support for, paramilitary violence. They confirm that, in these circumstances, democratically mandated parties which establish a commitment to exclusively peaceful methods and which have shown that they abide by the democratic process, are free to participate fully in democratic politics and to join in dialogue in due course between the Governments and the political parties on the way ahead.

11. The Irish Government would make their own arrangements within their jurisdiction to enable democratic parties to consult together and share in dialogue about the political future. The Taoiseach's intention is that these arrangements could include the establishment, in consultation with other parties, of a Forum for Peace and Reconciliation to make recommendations on ways in which agreement and trust between both traditions can be promoted and established.

12. The Taoiseach and the Prime Minister are determined to build on the fervent wish of both their peoples to see old fears and anomalies replaced by a climate of peace. They believe the framework they have set out offers the people of Ireland, North

and South, whatever their tradition, the basis to agree that from now on their differences can be negotiated and resolved exclusively by peaceful political means. They appeal to all concerned to grasp the opportunity for a new departure. That step would compromise no position or principle, nor prejudice the future of either community. On the contrary, it would be an incomparable gain for all. It would break decisively the cycle of violence and the intolerable suffering it entails for the people of these islands, particularly for both communities in Northern Ireland. It would allow the process of economic and social co-operation on the island to realise its full potential for prosperity and mutual understanding. It would transform the prospects for building on the progress already made in the Talks process, involving the two Governments and the constitutional parties in Northern Ireland. The Taoiseach and the Prime Minister believe that these arrangements offer an opportunity to lay the foundation for a more peaceful and harmonious future, devoid of the violence and bitter divisions which have scarred the past generation. They commit themselves and their Governments to continue to work together, unremittingly, towards that objective.

Source: Site internet: <cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/dsd151293.htm>.
Consulté le 01/10/2012.

ANNEXE 11 : The Good Friday Agreement, 10 avril 1998.

Agreement reached in the multi-party negotiations

TABLE OF CONTENTS

1. Declaration of Support

2. Constitutional Issues

Annex A: Draft Clauses/Schedules for Incorporation in British Legislation

Annex B: Irish Government Draft Legislation

3. Strand One:

Democratic Institutions in Northern Ireland

4. Strand Two:

North/South Ministerial Council

5. Strand Three:

British - Irish Council

British - Irish Intergovernmental Conference

6. Rights, Safeguards and Equality of Opportunity

Human Rights

United Kingdom Legislation

New Institutions in Northern Ireland

Comparable Steps by the Irish Government

A Joint Committee

Reconciliation and Victims of Violence

Economic, Social and Cultural Issues

7. Decommissioning

8. Security

9. Policing and Justice

Annex A: Commission on Policing for Northern Ireland

Annex B: Review of the Criminal Justice System

10. Prisoners

11. Validation, Implementation and Review

Validation and Implementation

Review Procedures Following Implementation

ANNEX: Agreement between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of Ireland.

DECLARATION OF SUPPORT

1. We, the participants in the multi-party negotiations, believe that the agreement we have negotiated offers a truly historic opportunity for a new beginning.

2. The tragedies of the past have left a deep and profoundly regrettable legacy of suffering. We must never forget those who have died or been injured, and their families. But we can best honour them through a fresh start, in which we firmly dedicate ourselves to the achievement of reconciliation, tolerance, and mutual trust, and to the protection and vindication of the human rights of all.

3. We are committed to partnership, equality and mutual respect as the

basis of relationships within Northern Ireland, between North and South, and between these islands.

4. We reaffirm our total and absolute commitment to exclusively democratic and peaceful means of resolving differences on political issues, and our opposition to any use or threat of force by others for any political purpose, whether in regard to this agreement or otherwise.

5. We acknowledge the substantial differences between our continuing, and equally legitimate, political aspirations. However, we will endeavour to strive in every practical way towards reconciliation and rapprochement within the framework of democratic and agreed arrangements. We pledge that we will, in good faith, work to ensure the success of each and every one of the arrangements to be established under this agreement. It is accepted that all of the institutional and constitutional arrangements - an Assembly in Northern Ireland, a North/South Ministerial Council, implementation bodies, a British-Irish Council and a British-Irish Intergovernmental Conference and any amendments to British Acts of Parliament and the Constitution of Ireland - are interlocking and interdependent and that in particular the functioning of the Assembly and the North/South Council are so closely inter-related that the success of each depends on that of the other.

6. Accordingly, in a spirit of concord, we strongly commend this agreement to the people, North and South, for their approval.

CONSTITUTIONAL ISSUES

1. The participants endorse the commitment made by the British and Irish Governments that, in a new British-Irish Agreement replacing the Anglo-Irish Agreement, they will:

(i) recognise the legitimacy of whatever choice is freely exercised by a majority of the people of Northern Ireland with regard to its status, whether they prefer to continue to support the Union with Great Britain or a sovereign united Ireland;

(ii) recognise that it is for the people of the island of Ireland alone, by agreement between the two parts respectively and without external impediment, to exercise their right of self-determination on the basis of consent, freely and concurrently given, North and South, to bring about a united Ireland, if that is their wish, accepting that this right must be achieved and exercised with and subject to the agreement and consent of a majority of the people of Northern Ireland;

(iii) acknowledge that while a substantial section of the people in Northern Ireland share the legitimate wish of a majority of the people of the island of Ireland for a united Ireland, the present wish of a majority of the people of Northern Ireland, freely exercised and legitimate, is to maintain the Union and, accordingly, that Northern Ireland's status as part of the United Kingdom reflects and relies upon that wish; and that it would be wrong to make any change in the status of Northern Ireland save with the consent of a majority of its people;

(iv) affirm that if, in the future, the people of the island of Ireland exercise their right of self-determination on the basis set out in sections (i) and (ii) above to bring about a united Ireland, it will be a binding obligation on both Governments to introduce and support in their respective Parliaments

legislation to give effect to that wish;

(v) affirm that whatever choice is freely exercised by a majority of the people of Northern Ireland, the power of the sovereign government with jurisdiction there shall be exercised with rigorous impartiality on behalf of all the people in the diversity of their identities and traditions and shall be founded on the principles of full respect for, and equality of, civil, political, social and cultural rights, of freedom from discrimination for all citizens, and of parity of esteem and of just and equal treatment for the identity, ethos, and aspirations of both communities;

(vi) recognise the birthright of all the people of Northern Ireland to identify themselves and be accepted as Irish or British, or both, as they may so choose, and accordingly confirm that their right to hold both British and Irish citizenship is accepted by both Governments and would not be affected by any future change in the status of Northern Ireland.

2. The participants also note that the two Governments have accordingly undertaken in the context of this comprehensive political agreement, to propose and support changes in, respectively, the Constitution of Ireland and in British legislation relating to the constitutional status of Northern Ireland.

ANNEX A

DRAFT CLAUSES/SCHEDULES FOR INCORPORATION IN BRITISH LEGISLATION

1. (1) It is hereby declared that Northern Ireland in its entirety remains part of the United Kingdom and shall not cease to be so without the consent of a majority of the people of Northern Ireland voting in a poll held for the purposes of this section in accordance with Schedule 1.

(2) But if the wish expressed by a majority in such a poll is that Northern Ireland should cease to be part of the United Kingdom and form part of a united Ireland, the Secretary of State shall lay before Parliament such proposals to give effect to that wish as may be agreed between Her Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of Ireland.

2. The Government of Ireland Act 1920 is repealed; and this Act shall have effect notwithstanding any other previous enactment.

SCHEDULE 1

POLLS FOR THE PURPOSE OF SECTION 1

1. The Secretary of State may by order direct the holding of a poll for the purposes of section 1 on a date specified in the order.

2. Subject to paragraph 3, the Secretary of State shall exercise the power under paragraph 1 if at any time it appears likely to him that a majority of those voting would express a wish that Northern Ireland should cease to be part of the United Kingdom and form part of a united Ireland.

3. The Secretary of State shall not make an order under paragraph 1 earlier than seven years after the holding of a previous poll under this Schedule.

4. (Remaining paragraphs along the lines of paragraphs 2 and 3 of existing Schedule 1 to 1973 Act.)

ANNEX B

IRISH GOVERNMENT DRAFT LEGISLATION TO AMEND THE CONSTITUTION

Add to Article 29 the following sections:

7.

1. The State may consent to be bound by the British-Irish Agreement done at Belfast on the day of 1998, hereinafter called the Agreement.

1. Any institution established by or under the Agreement may exercise the powers and functions thereby conferred on it in respect of all or any part of the island of Ireland notwithstanding any other provision of this Constitution conferring a like power or function on any person or any organ of State appointed under or created or established by or under this Constitution. Any power or function conferred on such an institution in relation to the settlement or resolution of disputes or controversies may be in addition to or in substitution for any like power or function conferred by this Constitution on any such person or organ of State as aforesaid.

1. If the Government declare that the State has become obliged, pursuant to the Agreement, to give effect to the amendment of this Constitution referred to therein, then, notwithstanding Article 46 hereof, this Constitution shall be amended as follows:

i. the following Articles shall be substituted for Articles 2 and 3 of the Irish text:

"2. [Irish text to be inserted here]

3. [Irish text to be inserted here]"

ii. the following Articles shall be substituted for Articles 2 and 3 of the English text:

"Article 2

It is the entitlement and birthright of every person born in the island of Ireland, which includes its islands and seas, to be part of the Irish nation. That is also the entitlement of all persons otherwise qualified in accordance with law to be citizens of Ireland. Furthermore, the Irish nation cherishes its special affinity with people of Irish ancestry living abroad who share its cultural identity and heritage.

Article 3

1. It is the firm will of the Irish nation, in harmony and friendship, to unite all the people who share the territory of the island of Ireland, in all the diversity of their identities and traditions, recognising that a united Ireland shall be brought about only by peaceful means with the consent of a majority of the people, democratically expressed, in both jurisdictions in the island. Until then, the laws enacted by the Parliament established by this Constitution shall have the like area and extent of application as the laws enacted by the Parliament that existed immediately before the coming into operation of this Constitution.

2. Institutions with executive powers and functions that are shared between those jurisdictions may be established by their respective responsible authorities for stated purposes and may exercise powers and functions in respect of all or any part of the island."

iii. the following section shall be added to the Irish text of this Article:

"8. [Irish text to be inserted here]"

and

iv. the following section shall be added to the English text of this Article:

"8. The State may exercise extra-territorial jurisdiction in accordance with the generally recognised principles of international law."

4. If a declaration under this section is made, this subsection and subsection 3, other than the amendment of this Constitution effected thereby, and subsection 5 of this section shall be omitted from every official text of this Constitution published thereafter, but notwithstanding such omission this section shall continue to have the force of law.

5. If such a declaration is not made within twelve months of this section being added to this Constitution or such longer period as may be provided for by law, this section shall cease to have effect and shall be omitted from every official text of this Constitution published thereafter.

STRAND ONE DEMOCRATIC INSTITUTIONS IN NORTHERN IRELAND

1. This agreement provides for a democratically elected Assembly in Northern Ireland which is inclusive in its membership, capable of exercising executive and legislative authority, and subject to safeguards to protect the rights and interests of all sides of the community.

The Assembly

2. A 108-member Assembly will be elected by PR(STV) from existing Westminster constituencies.

3. The Assembly will exercise full legislative and executive authority in respect of those matters currently within the responsibility of the six Northern Ireland Government Departments, with the possibility of taking on responsibility for other matters as detailed elsewhere in this agreement.

4. The Assembly - operating where appropriate on a cross-community basis - will be the prime source of authority in respect of all devolved responsibilities.

Safeguards

5. There will be safeguards to ensure that all sections of the community can participate and work together successfully in the operation of these institutions and that all sections of the community are protected, including:

(a) allocations of Committee Chairs, Ministers and Committee membership in proportion to party strengths;

(b) the European Convention on Human Rights (ECHR) and any Bill of Rights for Northern Ireland supplementing it, which neither the Assembly nor public bodies can infringe, together with a Human Rights Commission;

(c) arrangements to provide that key decisions and legislation are proofed to ensure that they do not infringe the ECHR and any Bill of Rights for Northern Ireland;

(d) arrangements to ensure key decisions are taken on a cross-community basis;

(i) either parallel consent, i.e. a majority of those members present and voting, including a majority of the unionist and nationalist designations present and voting;

(ii) or a weighted majority (60%) of members present and voting, including at least 40% of each of the nationalist and unionist designations present and voting.

Key decisions requiring cross-community support will be designated in advance, including election of the Chair of the Assembly, the First Minister and Deputy First Minister, standing orders and budget allocations. In other cases such decisions could be triggered by a petition

of concern brought by a significant minority of Assembly members (30/108).

(e) an Equality Commission to monitor a statutory obligation to promote equality of opportunity in specified areas and parity of esteem between the two main communities, and to investigate individual complaints against public bodies.

Operation of the Assembly

6. At their first meeting, members of the Assembly will register a designation of identity - nationalist, unionist or other - for the purposes of measuring cross-community support in Assembly votes under the relevant provisions above.

7. The Chair and Deputy Chair of the Assembly will be elected on a crosscommunity basis, as set out in paragraph 5(d) above.

8. There will be a Committee for each of the main executive functions of the Northern Ireland Administration. The Chairs and Deputy Chairs of the Assembly Committees will be allocated proportionally, using the d'Hondt system. Membership of the Committees will be in broad proportion to party strengths in the Assembly to ensure that the opportunity of Committee places is available to all members.

9. The Committees will have a scrutiny, policy development and consultation role with respect to the Department with which each is associated, and will have a role in initiation of legislation. They will have the power to:

- consider and advise on Departmental budgets and Annual Plans in the context of the overall budget allocation;

- approve relevant secondary legislation and take the Committee stage of relevant primary legislation;

- call for persons and papers;

- initiate enquiries and make reports;

- consider and advise on matters brought to the Committee by its Minister.

10. Standing Committees other than Departmental Committees may be established as may be required from time to time.

11. The Assembly may appoint a special Committee to examine and report on whether a measure or proposal for legislation is in conformity with equality requirements, including the ECHR/Bill of Rights. The Committee shall have the power to call people and papers to assist in its consideration of the matter. The Assembly shall then consider the report of the Committee and can determine the matter in accordance with the cross-community consent procedure.

12. The above special procedure shall be followed when requested by the Executive Committee, or by the relevant Departmental Committee, voting on a cross-community basis.

13. When there is a petition of concern as in 5(d) above, the Assembly shall vote to determine whether the measure may proceed without reference to this special procedure. If this fails to achieve support on a cross-community basis, as in 5(d)(i) above, the special procedure shall be followed.

Executive Authority

14. Executive authority to be discharged on behalf of the Assembly by a

First Minister

and Deputy First Minister and up to ten Ministers with Departmental responsibilities.

15. The First Minister and Deputy First Minister shall be jointly elected into office by the Assembly voting on a cross-community basis, according to 5(d)(i) above.

16. Following the election of the First Minister and Deputy First Minister, the posts of Ministers will be allocated to parties on the basis of the d'Hondt system by reference to the number of seats each party has in the Assembly.

17. The Ministers will constitute an Executive Committee, which will be convened, and presided over, by the First Minister and Deputy First Minister.

18. The duties of the First Minister and Deputy First Minister will include, inter alia, dealing with and co-ordinating the work of the Executive Committee and the response of the Northern Ireland administration to external relationships.

19. The Executive Committee will provide a forum for the discussion of, and agreement on, issues which cut across the responsibilities of two or more Ministers, for prioritising executive and legislative proposals and for recommending a common position where necessary (e.g. in dealing with external relationships).

20. The Executive Committee will seek to agree each year, and review as necessary, a programme incorporating an agreed budget linked to policies and programmes, subject to approval by the Assembly, after scrutiny in Assembly Committees, on a cross-community basis.

21. A party may decline the opportunity to nominate a person to serve as a Minister or may subsequently change its nominee.

22. All the Northern Ireland Departments will be headed by a Minister. All Ministers will liaise regularly with their respective Committee.

23. As a condition of appointment, Ministers, including the First Minister and Deputy First Minister, will affirm the terms of a Pledge of Office (Annex A) undertaking to discharge effectively and in good faith all the responsibilities attaching to their office.

24. Ministers will have full executive authority in their respective areas of responsibility, within any broad programme agreed by the Executive Committee and endorsed by the Assembly as a whole.

25. An individual may be removed from office following a decision of the Assembly taken on a cross-community basis, if (s)he loses the confidence of the Assembly, voting on a cross-community basis, for failure to meet his or her responsibilities including, inter alia, those set out in the Pledge of Office. Those who hold office should use only democratic, non-violent means, and those who do not should be excluded or removed from office under these provisions.

Legislation

26. The Assembly will have authority to pass primary legislation for Northern Ireland in devolved areas, subject to:

(a) the ECHR and any Bill of Rights for Northern Ireland supplementing it which, if the courts found to be breached, would render the relevant legislation null and void;

- (b) decisions by simple majority of members voting, except when decision on a cross-community basis is required;
- (c) detailed scrutiny and approval in the relevant Departmental Committee;
- (d) mechanisms, based on arrangements proposed for the Scottish Parliament, to ensure suitable co-ordination, and avoid disputes, between the Assembly and the Westminster Parliament;
- (e) option of the Assembly seeking to include Northern Ireland provisions in United Kingdom-wide legislation in the Westminster Parliament, especially on devolved issues where parity is normally maintained (e.g. social security, company law).

27. The Assembly will have authority to legislate in reserved areas with the approval of the Secretary of State and subject to Parliamentary control.

28. Disputes over legislative competence will be decided by the Courts.

29. Legislation could be initiated by an individual, a Committee or a Minister.

Relations with other institutions

30. Arrangements to represent the Assembly as a whole, at Summit level and in dealings with other institutions, will be in accordance with paragraph 18, and will be such as to ensure cross-community involvement.

31. Terms will be agreed between appropriate Assembly representatives and the Government of the United Kingdom to ensure effective coordination and input by Ministers to national policy-making, including on EU issues.

32. Role of Secretary of State:

(a) to remain responsible for NIO matters not devolved to the Assembly, subject to regular consultation with the Assembly and Ministers;

(b) to approve and lay before the Westminster Parliament any Assembly legislation on reserved matters;

(c) to represent Northern Ireland interests in the United Kingdom Cabinet;

(d) to have the right to attend the Assembly at their invitation.

33. The Westminster Parliament (whose power to make legislation for Northern Ireland would remain unaffected) will:

(a) legislate for non-devolved issues, other than where the Assembly legislates with the approval of the Secretary of State and subject to the control of Parliament;

(b) to legislate as necessary to ensure the United Kingdom's international obligations are met in respect of Northern Ireland;

(c) scrutinise, including through the Northern Ireland Grand and Select Committees, the responsibilities of the Secretary of State.

34. A consultative Civic Forum will be established. It will comprise representatives of the business, trade union and voluntary sectors, and such other sectors as agreed by the First Minister and the Deputy First Minister. It will act as a consultative mechanism on social, economic and cultural issues. The First Minister and the Deputy First Minister will by agreement provide administrative support for the Civic Forum and

establish guidelines for the selection of representatives to the Civic Forum.

Transitional Arrangements

35. The Assembly will meet first for the purpose of organisation, without legislative or executive powers, to resolve its standing orders and working practices and make preparations for the effective functioning of the Assembly, the British-Irish Council and the North/South Ministerial Council and associated implementation bodies. In this transitional period, those members of the Assembly serving as shadow Ministers shall affirm their commitment to non-violence and exclusively peaceful and democratic means and their opposition to any use or threat of force by others for any political purpose; to work in good faith to bring the new arrangements into being; and to observe the spirit of the Pledge of Office applying to appointed Ministers.

Review

36. After a specified period there will be a review of these arrangements, including the details of electoral arrangements and of the Assembly's procedures, with a view to agreeing any adjustments necessary in the interests of efficiency and fairness.

Annex A

Pledge of Office

To pledge:

- (a) to discharge in good faith all the duties of office;
- (b) commitment to non-violence and exclusively peaceful and democratic means;
- (c) to serve all the people of Northern Ireland equally, and to act in accordance with the general obligations on government to promote equality and prevent discrimination;
- (d) to participate with colleagues in the preparation of a programme for government;
- (e) to operate within the framework of that programme when agreed within the Executive Committee and endorsed by the Assembly;
- (f) to support, and to act in accordance with, all decisions of the Executive Committee and Assembly;
- (g) to comply with the Ministerial Code of Conduct.

CODE OF CONDUCT

Ministers must at all times:

observe the highest standards of propriety and regularity involving impartiality, integrity and objectivity in relationship to the stewardship of public funds;

be accountable to users of services, the community and, through the Assembly, for the activities within their responsibilities, their stewardship of public funds and the extent to which key performance targets and objectives have been met;

ensure all reasonable requests for information from the Assembly, users of services and individual citizens are complied with; and that Departments and their staff conduct their dealings with the public in an open and responsible way;

follow the seven principles of public life set out by the Committee on Standards in Public Life;

comply with this code and with rules relating to the use of public funds;
operate in a way conducive to promoting good community relations and equality of treatment;

not use information gained in the course of their service for personal gain; nor seek to use the opportunity of public service to promote their private interests;

ensure they comply with any rules on the acceptance of gifts and hospitality that might be offered;

declare any personal or business interests which may conflict with their responsibilities. The Assembly will retain a Register of Interests. Individuals must ensure that any direct or indirect pecuniary interests which members of the public might reasonably think could influence their judgement are listed in the Register of Interests;

STRAND TWO NORTH/SOUTH MINISTERIAL COUNCIL

1. Under a new British/Irish Agreement dealing with the totality of relationships, and related legislation at Westminster and in the Oireachtas, a North/South Ministerial Council to be established to bring together those with executive responsibilities in Northern Ireland and the Irish Government, to develop consultation, co-operation and action within the island of Ireland - including through implementation on an all-island and cross-border basis - on matters of mutual interest within the competence of the Administrations, North and South.

2. All Council decisions to be by agreement between the two sides. Northern Ireland to be represented by the First Minister, Deputy First Minister and any relevant Ministers, the Irish Government by the Taoiseach and relevant Ministers, all operating in accordance with the rules for democratic authority and accountability in force in the Northern Ireland Assembly and the Oireachtas respectively. Participation in the Council to be one of the essential responsibilities attaching to relevant posts in the two Administrations. If a holder of a relevant post will not participate normally in the Council, the Taoiseach in the case of the Irish Government and the First and Deputy First Minister in the case of the Northern Ireland Administration to be able to make alternative arrangements.

3. The Council to meet in different formats:

(i) in plenary format twice a year, with Northern Ireland representation led by the First Minister and Deputy First Minister and the Irish Government led by the Taoiseach;

(ii) in specific sectoral formats on a regular and frequent basis with each side represented by the appropriate Minister;

(iii) in an appropriate format to consider institutional or cross-sectoral matters (including in relation to the EU) and to resolve disagreement.

4. Agendas for all meetings to be settled by prior agreement between the two sides, but it will be open to either to propose any matter for consideration or action.

5. The Council:

(i) to exchange information, discuss and consult with a view to cooperating on matters of mutual interest within the competence of both Administrations, North and South;

(ii) to use best endeavours to reach agreement on the adoption of

common policies, in areas where there is a mutual cross-border and all-island benefit, and which are within the competence of both Administrations, North and South, making determined efforts to overcome any disagreements;

(iii) to take decisions by agreement on policies for implementation separately in each jurisdiction, in relevant meaningful areas within the competence of both Administrations, North and South;

(iv) to take decisions by agreement on policies and action at an all-island and cross-border level to be implemented by the bodies to be established as set out in paragraphs 8 and 9 below.

6. Each side to be in a position to take decisions in the Council within the defined authority of those attending, through the arrangements in place for co-ordination of executive functions within each jurisdiction. Each side to remain accountable to the Assembly and Oireachtas respectively, whose approval, through the arrangements in place on either side, would be required for decisions beyond the defined authority of those attending.

7. As soon as practically possible after elections to the Northern Ireland Assembly, inaugural meetings will take place of the Assembly, the British/Irish Council and the North/South Ministerial Council in their transitional forms. All three institutions will meet regularly and frequently on this basis during the period between the elections to the Assembly, and the transfer of powers to the Assembly, in order to establish their *modus operandi*.

8. During the transitional period between the elections to the Northern Ireland Assembly and the transfer of power to it, representatives of the Northern Ireland transitional Administration and the Irish Government operating in the North/South Ministerial Council will undertake a work programme, in consultation with the British Government, covering at least 12 subject areas, with a view to identifying and agreeing by 31 October 1998 areas where co-operation and implementation for mutual benefit will take place. Such areas may include matters in the list set out in the Annex.

9. As part of the work programme, the Council will identify and agree at least 6 matters for co-operation and implementation in each of the following categories:

(i) Matters where existing bodies will be the appropriate mechanisms for co-operation in each separate jurisdiction;

(ii) Matters where the co-operation will take place through agreed implementation bodies on a cross-border or all-island level.

10. The two Governments will make necessary legislative and other enabling preparations to ensure, as an absolute commitment, that these bodies, which have been agreed as a result of the work programme, function at the time of the inception of the British-Irish Agreement and the transfer of powers, with legislative authority for these bodies transferred to the Assembly as soon as possible thereafter. Other arrangements for the agreed co-operation will also commence contemporaneously with the transfer of powers to the Assembly.

11. The implementation bodies will have a clear operational remit. They will implement on an all-island and cross-border basis policies agreed in the Council.

12. Any further development of these arrangements to be by agreement in

the Council and with the specific endorsement of the Northern Ireland Assembly and Oireachtas, subject to the extent of the competences and responsibility of the two Administrations.

13. It is understood that the North/South Ministerial Council and the Northern Ireland Assembly are mutually inter-dependent, and that one cannot successfully function without the other.

14. Disagreements within the Council to be addressed in the format described at paragraph 3(iii) above or in the plenary format. By agreement between the two sides, experts could be appointed to consider a particular matter and report.

15. Funding to be provided by the two Administrations on the basis that the Council and the implementation bodies constitute a necessary public function.

16. The Council to be supported by a standing joint Secretariat, staffed by members of the Northern Ireland Civil Service and the Irish Civil Service.

17. The Council to consider the European Union dimension of relevant matters, including the implementation of EU policies and programmes and proposals under consideration in the EU framework. Arrangements to be made to ensure that the views of the Council are taken into account and represented appropriately at relevant EU meetings.

18. The Northern Ireland Assembly and the Oireachtas to consider developing a joint parliamentary forum, bringing together equal numbers from both institutions for discussion of matters of mutual interest and concern.

19. Consideration to be given to the establishment of an independent consultative forum appointed by the two Administrations, representative of civil society, comprising the social partners and other members with expertise in social, cultural, economic and other issues.

ANNEX

Areas for North-South co-operation and implementation may include the following:

1. Agriculture - animal and plant health.
2. Education - teacher qualifications and exchanges.
3. Transport - strategic transport planning.
4. Environment - environmental protection, pollution, water quality, and waste management.
5. Waterways - inland waterways.
6. Social Security/Social Welfare - entitlements of cross-border workers and fraud control.
7. Tourism - promotion, marketing, research, and product development.
8. Relevant EU Programmes such as SPPR, INTERREG, Leader II and their successors.
9. Inland Fisheries.
10. Aquaculture and marine matters
11. Health: accident and emergency services and other related crossborder issues.
12. Urban and rural development.

Others to be considered by the shadow North/ South Council.

STRAND THREE BRITISH-IRISH COUNCIL

1. A British-Irish Council (BIC) will be established under a new British-

Irish Agreement to promote the harmonious and mutually beneficial development of the totality of relationships among the peoples of these islands.

2. Membership of the BIC will comprise representatives of the British and Irish Governments, devolved institutions in Northern Ireland, Scotland and Wales, when established, and, if appropriate, elsewhere in the United Kingdom, together with representatives of the Isle of Man and the Channel Islands.

3. The BIC will meet in different formats: at summit level, twice per year; in specific sectoral formats on a regular basis, with each side represented by the appropriate Minister; in an appropriate format to consider crosssectoral matters.

4. Representatives of members will operate in accordance with whatever procedures for democratic authority and accountability are in force in their respective elected institutions.

5. The BIC will exchange information, discuss, consult and use best endeavours to reach agreement on co-operation on matters of mutual interest within the competence of the relevant Administrations. Suitable issues for early discussion in the BIC could include transport links, agricultural issues, environmental issues, cultural issues, health issues, education issues and approaches to EU issues. Suitable arrangements to be made for practical co-operation on agreed policies.

6. It will be open to the BIC to agree common policies or common actions. Individual members may opt not to participate in such common policies and common action.

7. The BIC normally will operate by consensus. In relation to decisions on common policies or common actions, including their means of implementation, it will operate by agreement of all members participating in such policies or actions.

8. The members of the BIC, on a basis to be agreed between them, will provide such financial support as it may require.

9. A secretariat for the BIC will be provided by the British and Irish Governments in co-ordination with officials of each of the other members.

10. In addition to the structures provided for under this agreement, it will be open to two or more members to develop bilateral or multilateral arrangements between them. Such arrangements could include, subject to the agreement of the members concerned, mechanisms to enable consultation, co-operation and joint decision-making on matters of mutual interest; and mechanisms to implement any joint decisions they may reach. These arrangements will not require the prior approval of the BIC as a whole and will operate independently of it.

11. The elected institutions of the members will be encouraged to develop interparliamentary links, perhaps building on the British-Irish Interparliamentary Body.

12. The full membership of the BIC will keep under review the workings of the Council, including a formal published review at an appropriate time after the Agreement comes into effect, and will contribute as appropriate to any review of the overall political agreement arising from the multiparty negotiations.

BRITISH-IRISH INTERGOVERNMENTAL CONFERENCE

1. There will be a new British-Irish Agreement dealing with the totality of relationships. It will establish a standing British-Irish Intergovernmental Conference, which will subsume both the Anglo-Irish Intergovernmental Council and the Intergovernmental Conference established under the 1985 Agreement.

2. The Conference will bring together the British and Irish Governments to promote bilateral co-operation at all levels on all matters of mutual interest within the competence of both Governments.

3. The Conference will meet as required at Summit level (Prime Minister and Taoiseach). Otherwise, Governments will be represented by appropriate Ministers. Advisers, including police and security advisers, will attend as appropriate.

4. All decisions will be by agreement between both Governments. The Governments will make determined efforts to resolve disagreements between them. There will be no derogation from the sovereignty of either Government.

5. In recognition of the Irish Government's special interest in Northern Ireland and of the extent to which issues of mutual concern arise in relation to Northern Ireland, there will be regular and frequent meetings of the Conference concerned with non-devolved Northern Ireland matters, on which the Irish Government may put forward views and proposals. These meetings, to be co-chaired by the Minister for Foreign Affairs and the Secretary of State for Northern Ireland, would also deal with all-island and cross-border co-operation on non-devolved issues.

6. Co-operation within the framework of the Conference will include facilitation of co-operation in security matters. The Conference also will address, in particular, the areas of rights, justice, prisons and policing in Northern Ireland (unless and until responsibility is devolved to a Northern Ireland administration) and will intensify co-operation between the two Governments on the all-island or cross-border aspects of these matters.

7. Relevant executive members of the Northern Ireland Administration will be involved in meetings of the Conference, and in the reviews referred to in paragraph 9 below to discuss non-devolved Northern Ireland matters.

8. The Conference will be supported by officials of the British and Irish Governments, including by a standing joint Secretariat of officials dealing with non-devolved Northern Ireland matters.

9. The Conference will keep under review the workings of the new British-Irish Agreement and the machinery and institutions established under it, including a formal published review three years after the Agreement comes into effect. Representatives of the Northern Ireland Administration will be invited to express views to the Conference in this context. The Conference will contribute as appropriate to any review of the overall political agreement arising from the multi-party negotiations but will have no power to override the democratic arrangements set up by this Agreement.

RIGHTS, SAFEGUARDS AND EQUALITY OF OPPORTUNITY

Human Rights

1. The parties affirm their commitment to the mutual respect, the civil

rights and the religious liberties of everyone in the community. Against the background of the recent history of communal conflict, the parties affirm in particular:

- the right of free political thought;
- the right to freedom and expression of religion;
- the right to pursue democratically national and political aspirations;
- the right to seek constitutional change by peaceful and legitimate means;
- the right to freely choose one's place of residence;
- the right to equal opportunity in all social and economic activity, regardless of class, creed, disability, gender or ethnicity;
- the right to freedom from sectarian harassment; and
- the right of women to full and equal political participation.

United Kingdom Legislation

2. The British Government will complete incorporation into Northern Ireland law of the European Convention on Human Rights (ECHR), with direct access to the courts, and remedies for breach of the Convention, including power for the courts to overrule Assembly legislation on grounds of inconsistency.

3. Subject to the outcome of public consultation underway, the British Government intends, as a particular priority, to create a statutory obligation on public authorities in Northern Ireland to carry out all their functions with due regard to the need to promote equality of opportunity in relation to religion and political opinion; gender; race; disability; age; marital status; dependants; and sexual orientation. Public bodies would be required to draw up statutory schemes showing how they would implement this obligation. Such schemes would cover arrangements for policy appraisal, including an assessment of impact on relevant categories, public consultation, public access to information and services, monitoring and timetables.

4. The new Northern Ireland Human Rights Commission (see paragraph 5 below) will be invited to consult and to advise on the scope for defining, in Westminster legislation, rights supplementary to those in the European Convention on Human Rights, to reflect the particular circumstances of Northern Ireland, drawing as appropriate on international instruments and experience. These additional rights to reflect the principles of mutual respect for the identity and ethos of both communities and parity of esteem, and - taken together with the ECHR - to constitute a Bill of Rights for Northern Ireland. Among the issues for consideration by the Commission will be:

- the formulation of a general obligation on government and public bodies fully to respect, on the basis of equality of treatment, the identity and ethos of both communities in Northern Ireland; and
- a clear formulation of the rights not to be discriminated against and to equality of opportunity in both the public and private sectors.

New Institutions in Northern Ireland

5. A new Northern Ireland Human Rights Commission, with membership from Northern Ireland reflecting the community balance, will be established by Westminster legislation, independent of Government, with an extended and enhanced role beyond that currently exercised by the

Standing Advisory Commission on Human Rights, to include keeping under review the adequacy and effectiveness of laws and practices, making recommendations to Government as necessary; providing information and promoting awareness of human rights; considering draft legislation referred to them by the new Assembly; and, in appropriate cases, bringing court proceedings or providing assistance to individuals doing so.

6. Subject to the outcome of public consultation currently underway, the British Government intends a new statutory Equality Commission to replace the Fair Employment Commission, the Equal Opportunities Commission (NI), the Commission for Racial Equality (NI) and the Disability Council. Such a unified Commission will advise on, validate and monitor the statutory obligation and will investigate complaints of default.

7. It would be open to a new Northern Ireland Assembly to consider bringing together its responsibilities for these matters into a dedicated Department of Equality.

8. These improvements will build on existing protections in Westminster legislation in respect of the judiciary, the system of justice and policing.

Comparable Steps by the Irish Government

9. The Irish Government will also take steps to further strengthen the protection of human rights in its jurisdiction. The Government will, taking account of the work of the All-Party Oireachtas Committee on the Constitution and the Report of the Constitution Review Group, bring forward measures to strengthen and underpin the constitutional protection of human rights. These proposals will draw on the European Convention on Human Rights and other international legal instruments in the field of human rights and the question of the incorporation of the ECHR will be further examined in this context. The measures brought forward would ensure at least an equivalent level of protection of human rights as will pertain in Northern Ireland. In addition, the Irish Government will:

- establish a Human Rights Commission with a mandate and remit equivalent to that within Northern Ireland;
- proceed with arrangements as quickly as possible to ratify the Council of Europe Framework Convention on National Minorities (already ratified by the UK);
- implement enhanced employment equality legislation;
- introduce equal status legislation; and
- continue to take further active steps to demonstrate its respect for the different traditions in the island of Ireland.

A Joint Committee

10. It is envisaged that there would be a joint committee of representatives of the two Human Rights Commissions, North and South, as a forum for consideration of human rights issues in the island of Ireland. The joint committee will consider, among other matters, the possibility of establishing a charter, open to signature by all democratic political parties, reflecting and endorsing agreed measures for the protection of the fundamental rights of everyone living in the island of Ireland.

Reconciliation and Victims of Violence

11. The participants believe that it is essential to acknowledge and address

the suffering of the victims of violence as a necessary element of reconciliation. They look forward to the results of the work of the Northern Ireland Victims Commission.

12. It is recognised that victims have a right to remember as well as to contribute to a changed society. The achievement of a peaceful and just society would be the true memorial to the victims of violence. The participants particularly recognise that young people from areas affected by the troubles face particular difficulties and will support the development of special community-based initiatives based on international best practice. The provision of services that are supportive and sensitive to the needs of victims will also be a critical element and that support will need to be channelled through both statutory and community-based voluntary organisations facilitating locally-based selfhelp and support networks. This will require the allocation of sufficient resources, including statutory funding as necessary, to meet the needs of victims and to provide for community-based support programmes.

13. The participants recognise and value the work being done by many organisations to develop reconciliation and mutual understanding and respect between and within communities and traditions, in Northern Ireland and between North and South, and they see such work as having a vital role in consolidating peace and political agreement. Accordingly, they pledge their continuing support to such organisations and will positively examine the case for enhanced financial assistance for the work of reconciliation. An essential aspect of the reconciliation process is the promotion of a culture of tolerance at every level of society, including initiatives to facilitate and encourage integrated education and mixed housing.

RIGHTS, SAFEGUARDS AND EQUALITY OF OPPORTUNITY

Economic, Social and Cultural Issues

1. Pending the devolution of powers to a new Northern Ireland Assembly, the British Government will pursue broad policies for sustained economic growth and stability in Northern Ireland and for promoting social inclusion, including in particular community development and the advancement of women in public life.

2. Subject to the public consultation currently under way, the British Government will make rapid progress with:

(i) a new regional development strategy for Northern Ireland, for consideration in due course by the Assembly, tackling the problems of a divided society and social cohesion in urban, rural and border areas, protecting and enhancing the environment, producing new approaches to transport issues, strengthening the physical infrastructure of the region, developing the advantages and resources of rural areas and rejuvenating major urban centres;

(ii) a new economic development strategy for Northern Ireland, for consideration in due course by the Assembly, which would provide for short and medium term economic planning linked as appropriate to the regional development strategy; and

(iii) measures on employment equality included in the recent White Paper ("Partnership for Equality") and covering the extension and strengthening

of anti-discrimination legislation, a review of the national security aspects of the present fair employment legislation at the earliest possible time, a new more focused Targeting Social Need initiative and a range of measures aimed at combating unemployment and progressively eliminating the differential in unemployment rates between the two communities by targeting objective need.

3. All participants recognise the importance of respect, understanding and tolerance in relation to linguistic diversity, including in Northern Ireland, the Irish language, Ulster-Scots and the languages of the various ethnic communities, all of which are part of the cultural wealth of the island of Ireland.

4. In the context of active consideration currently being given to the UK signing the Council of Europe Charter for Regional or Minority Languages, the British Government will in particular in relation to the Irish language, where appropriate and where people so desire it:

- take resolute action to promote the language;
- facilitate and encourage the use of the language in speech and writing in public and private life where there is appropriate demand;
- seek to remove, where possible, restrictions which would discourage or work against the maintenance or development of the language;
- make provision for liaising with the Irish language community, representing their views to public authorities and investigating complaints;
- place a statutory duty on the Department of Education to encourage and facilitate Irish medium education in line with current provision for integrated education;
- explore urgently with the relevant British authorities, and in co-operation with the Irish broadcasting authorities, the scope for achieving more widespread availability of Teilifis na Gaeilige in Northern Ireland;
- seek more effective ways to encourage and provide financial support for Irish language film and television production in Northern Ireland; and
- encourage the parties to secure agreement that this commitment will be sustained by a new Assembly in a way which takes account of the desires and sensitivities of the community.

5. All participants acknowledge the sensitivity of the use of symbols and emblems for public purposes, and the need in particular in creating the new institutions to ensure that such symbols and emblems are used in a manner which promotes mutual respect rather than division.

Arrangements will be made to monitor this issue and consider what action might be required.

DECOMMISSIONING

1. Participants recall their agreement in the Procedural Motion adopted on 24 September 1997 "that the resolution of the decommissioning issue is an indispensable part of the process of negotiation", and also recall the provisions of paragraph 25 of Strand 1 above.

2. They note the progress made by the Independent International Commission on Decommissioning and the Governments in developing schemes which can represent a workable basis for achieving the decommissioning of illegally-held arms in the possession of paramilitary groups.

3. All participants accordingly reaffirm their commitment to the total disarmament of all paramilitary organisations. They also confirm their intention to continue to work constructively and in good faith with the Independent Commission, and to use any influence they may have, to achieve the decommissioning of all paramilitary arms within two years following endorsement in referendums North and South of the agreement and in the context of the implementation of the overall settlement.
4. The Independent Commission will monitor, review and verify progress on decommissioning of illegal arms, and will report to both Governments at regular intervals.
6. Both Governments will take all necessary steps to facilitate the decommissioning process to include bringing the relevant schemes into force by the end of June.

SECURITY

1. The participants note that the development of a peaceful environment on the basis of this agreement can and should mean a normalisation of security arrangements and practices.
2. The British Government will make progress towards the objective of as early a return as possible to normal security arrangements in Northern Ireland, consistent with the level of threat and with a published overall strategy, dealing with:
 - (i) the reduction of the numbers and role of the Armed Forces deployed in Northern Ireland to levels compatible with a normal peaceful society;
 - (ii) the removal of security installations;
 - (iii) the removal of emergency powers in Northern Ireland; and
 - (iv) other measures appropriate to and compatible with a normal peaceful society.
3. The Secretary of State will consult regularly on progress, and the response to any continuing paramilitary activity, with the Irish Government and the political parties, as appropriate.
4. The British Government will continue its consultation on firearms regulation and control on the basis of the document published on 2 April 1998.
5. The Irish Government will initiate a wide-ranging review of the Offences Against the State Acts 1939-85 with a view to both reform and dispensing with those elements no longer required as circumstances permit.

POLICING AND JUSTICE

1. The participants recognise that policing is a central issue in any society. They equally recognise that Northern Ireland's history of deep divisions has made it highly emotive, with great hurt suffered and sacrifices made by many individuals and their families, including those in the RUC and other public servants. They believe that the agreement provides the opportunity for a new beginning to policing in Northern Ireland with a police service capable of attracting and sustaining support from the community as a whole. They also believe that this agreement offers a unique opportunity to bring about a new political dispensation which will recognise the full and equal legitimacy and worth of the identities, senses of allegiance and ethos of all sections of the community in Northern Ireland. They consider that this opportunity should inform and underpin

the development of a police service representative in terms of the make-up of the community as a whole and which, in a peaceful environment, should be routinely unarmed.

2. The participants believe it essential that policing structures and arrangements are such that the police service is professional, effective and efficient, fair and impartial, free from partisan political control; accountable, both under the law for its actions and to the community it serves; representative of the society it polices, and operates within a coherent and co-operative criminal justice system, which conforms with human rights norms. The participants also believe that those structures and arrangements must be capable of maintaining law and order including responding effectively to crime and to any terrorist threat and to public order problems. A police service which cannot do so will fail to win public confidence and acceptance. They believe that any such structures and arrangements should be capable of delivering a policing service, in constructive and inclusive partnerships with the community at all levels, and with the maximum delegation of authority and responsibility, consistent with the foregoing principles. These arrangements should be based on principles of protection of human rights and professional integrity and should be unambiguously accepted and actively supported by the entire community.

3. An independent Commission will be established to make recommendations for future policing arrangements in Northern Ireland including means of encouraging widespread community support for these arrangements within the agreed framework of principles reflected in the paragraphs above and in accordance with the terms of reference at Annex A. The Commission will be broadly representative with expert and international representation among its membership and will be asked to consult widely and to report no later than Summer 1999.

4. The participants believe that the aims of the criminal justice system are to:

- deliver a fair and impartial system of justice to the community;
- be responsive to the community's concerns, and encouraging community involvement where appropriate;
- have the confidence of all parts of the community; and
- deliver justice efficiently and effectively.

5. There will be a parallel wide-ranging review of criminal justice (other than policing and those aspects of the system relating to the emergency legislation) to be carried out by the British Government through a mechanism with an independent element, in consultation with the political parties and others. The review will commence as soon as possible, will include wide consultation, and a report will be made to the Secretary of State no later than Autumn 1999. Terms of Reference are attached at Annex B.

6. Implementation of the recommendations arising from both reviews will be discussed with the political parties and with the Irish Government.

7. The participants also note that the British Government remains ready in principle, with the broad support of the political parties, and after consultation, as appropriate, with the Irish Government, in the context of ongoing implementation of the relevant recommendations, to devolve

responsibility for policing and justice issues.

ANNEX A

COMMISSION ON POLICING FOR NORTHERN IRELAND

Terms of Reference

Taking account of the principles on policing as set out in the agreement, the Commission will inquire into policing in Northern Ireland and, on the basis of its findings, bring forward proposals for future policing structures and arrangements, including means of encouraging widespread community support for those arrangements.

Its proposals on policing should be designed to ensure that policing arrangements, including composition, recruitment, training, culture, ethos and symbols, are such that in a new approach Northern Ireland has a police service that can enjoy widespread support from, and is seen as an integral part of, the community as a whole.

Its proposals should include recommendations covering any issues such as re-training, job placement and educational and professional development required in the transition to policing in a peaceful society.

Its proposals should also be designed to ensure that:

the police service is structured, managed and resourced so that it can be effective in discharging its full range of functions (including proposals on any necessary arrangements for the transition to policing in a normal peaceful society);

the police service is delivered in constructive and inclusive partnerships with the community at all levels with the maximum delegation of authority and responsibility;

the legislative and constitutional framework requires the impartial discharge of policing functions and conforms with internationally accepted norms in relation to policing standards;

the police operate within a clear framework of accountability to the law and the community they serve, so:

- they are constrained by, accountable to and act only within the law;
- their powers and procedures, like the law they enforce, are clearly established and publicly available;
- there are open, accessible and independent means of investigating and adjudicating upon complaints against the police;
- there are clearly established arrangements enabling local people, and their political representatives, to articulate their views and concerns about policing and to establish publicly policing priorities and influence policing policies, subject to safeguards to ensure police impartiality and freedom from partisan political control;
- there are arrangements for accountability and for the effective, efficient and economic use of resources in achieving policing objectives;
- there are means to ensure independent professional scrutiny and inspection of the police service to ensure that proper professional standards are maintained;

the scope for structured co-operation with the Garda Síochána and other police forces is addressed; and

the management of public order events which can impose exceptional demands on policing resources is also addressed.

The Commission should focus on policing issues, but if it identifies other aspects of the criminal justice system relevant to its work on policing, including the role of the police in prosecution, then it should draw the attention of the Government to those matters.

The Commission should consult widely, including with non-governmental expert organisations, and through such focus groups as they consider it appropriate to establish.

The Government proposes to establish the Commission as soon as possible, with the aim of it starting work as soon as possible and publishing its final report by Summer 1999.

ANNEX B

REVIEW OF THE CRIMINAL JUSTICE SYSTEM

Terms of Reference

Taking account of the aims of the criminal justice system as set out in the Agreement, the review will address the structure, management and resourcing of publicly funded elements of the criminal justice system and will bring forward proposals for future criminal justice arrangements (other than policing and those aspects of the system relating to emergency legislation, which the Government is considering separately) covering such issues as:

- the arrangements for making appointments to the judiciary and magistracy, and safeguards for protecting their independence;

- the arrangements for the organisation and supervision of the prosecution process, and for safeguarding its independence;

- measures to improve the responsiveness and accountability of, and any lay participation in the criminal justice system;

- mechanisms for addressing law reform;

- the scope for structured co-operation between the criminal justice agencies on both parts of the island; and

- the structure and organisation of criminal justice functions that might be devolved to an Assembly, including the possibility of establishing a Department of Justice, while safeguarding the essential independence of many of the key functions in this area.

The Government proposes to commence the review as soon as possible, consulting with the political parties and others, including nongovernmental expert organisations. The review will be completed by Autumn 1999.

PRISONERS

1. Both Governments will put in place mechanisms to provide for an accelerated programme for the release of prisoners, including transferred prisoners, convicted of scheduled offences in Northern Ireland or, in the case of those sentenced outside Northern Ireland, similar offences (referred to hereafter as qualifying prisoners). Any such arrangements will protect the rights of individual prisoners under national and international law.

2. Prisoners affiliated to organisations which have not established or are not maintaining a complete and unequivocal ceasefire will not benefit from the arrangements. The situation in this regard will be kept under review.

3. Both Governments will complete a review process within a fixed time

frame and set prospective release dates for all qualifying prisoners. The review process would provide for the advance of the release dates of qualifying prisoners while allowing account to be taken of the seriousness of the offences for which the person was convicted and the need to protect the community. In addition, the intention would be that should the circumstances allow it, any qualifying prisoners who remained in custody two years after the commencement of the scheme would be released at that point.

4. The Governments will seek to enact the appropriate legislation to give effect to these arrangements by the end of June 1998.

5. The Governments continue to recognise the importance of measures to facilitate the reintegration of prisoners into the community by providing support both prior to and after release, including assistance directed towards availing of employment opportunities, re-training and/or reskilling, and further education.

VALIDATION, IMPLEMENTATION AND REVIEW

Validation and Implementation

1. The two Governments will as soon as possible sign a new British-Irish Agreement replacing the 1985 Anglo-Irish Agreement, embodying understandings on constitutional issues and affirming their solemn commitment to support and, where appropriate, implement the agreement reached by the participants in the negotiations which shall be annexed to the British-Irish Agreement.

2. Each Government will organise a referendum on 22 May 1998. Subject to Parliamentary approval, a consultative referendum in Northern Ireland, organised under the terms of the Northern Ireland (Entry to Negotiations, etc.) Act 1996, will address the question: "Do you support the agreement reached in the multi-party talks on Northern Ireland and set out in Command Paper 3883?". The Irish Government will introduce and support in the Oireachtas a Bill to amend the Constitution as described in paragraph 2 of the section "Constitutional Issues" and in Annex B, as follows: (a) to amend Articles 2 and 3 as described in paragraph 8.1 in Annex B above and (b) to amend Article 29 to permit the Government to ratify the new British-Irish Agreement. On passage by the Oireachtas, the Bill will be put to referendum.

3. If majorities of those voting in each of the referendums support this agreement, the Governments will then introduce and support, in their respective Parliaments, such legislation as may be necessary to give effect to all aspects of this agreement, and will take whatever ancillary steps as may be required including the holding of elections on 25 June, subject to parliamentary approval, to the Assembly, which would meet initially in a "shadow" mode. The establishment of the North-South Ministerial Council, implementation bodies, the British-Irish Council and the British-Irish Intergovernmental Conference and the assumption by the Assembly of its legislative and executive powers will take place at the same time on the entry into force of the British-Irish Agreement.

4. In the interim, aspects of the implementation of the multi-party agreement will be reviewed at meetings of those parties relevant in the particular case (taking into account, once Assembly elections have been held, the results of those elections), under the chairmanship of the British

Government or the two Governments, as may be appropriate; and representatives of the two Governments and all relevant parties may meet under independent chairmanship to review implementation of the agreement as a whole.

Review procedures following implementation

5. Each institution may, at any time, review any problems that may arise in its operation and, where no other institution is affected, take remedial action in consultation as necessary with the relevant Government or Governments. It will be for each institution to determine its own procedures for review.

6. If there are difficulties in the operation of a particular institution, which have implications for another institution, they may review their operations separately and jointly and agree on remedial action to be taken under their respective authorities.

7. If difficulties arise which require remedial action across the range of institutions, or otherwise require amendment of the British-Irish Agreement or relevant legislation, the process of review will fall to the two Governments in consultation with the parties in the Assembly. Each Government will be responsible for action in its own jurisdiction.

8. Notwithstanding the above, each institution will publish an annual report on its operations. In addition, the two Governments and the parties in the Assembly will convene a conference 4 years after the agreement comes into effect, to review and report on its operation.

AGREEMENT

**BETWEEN THE GOVERNMENT OF
THE UNITED KINGDOM OF
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND
AND
THE GOVERNMENT
OF IRELAND**

The British and Irish Governments:

Welcoming the strong commitment to the Agreement reached on 10th April 1998 by themselves and other participants in the multi-party talks and set out in Annex 1 to this Agreement (hereinafter "the Multi-Party Agreement");

Considering that the Multi-Party Agreement offers an opportunity for a new beginning in relationships within Northern Ireland, within the island of Ireland and between the peoples of these islands;

Wishing to develop still further the unique relationship between their peoples and the close co-operation between their countries as friendly neighbours and as partners in the European Union;

Reaffirming their total commitment to the principles of democracy and non-violence which have been fundamental to the multi-party talks;

Reaffirming their commitment to the principles of partnership, equality and mutual respect and to the protection of civil, political, social, economic and cultural rights in their respective jurisdictions;

Have agreed as follows:

ARTICLE 1

The two Governments:

(i) recognise the legitimacy of whatever choice is freely exercised by a

majority of the people of Northern Ireland with regard to its status, whether they prefer to continue to support the Union with Great Britain or a sovereign united Ireland;

(ii) recognise that it is for the people of the island of Ireland alone, by agreement between the two parts respectively and without external impediment, to exercise their right of self-determination on the basis of consent, freely and concurrently given, North and South, to bring about a united Ireland, if that is their wish, accepting that this right must be achieved and exercised with and subject to the agreement and consent of a majority of the people of Northern Ireland;

(iii) acknowledge that while a substantial section of the people in Northern Ireland share the legitimate wish of a majority of the people of the island of Ireland for a united Ireland, the present wish of a majority of the people of Northern Ireland, freely exercised and legitimate, is to maintain the Union and accordingly, that Northern Ireland's status as part of the United Kingdom reflects and relies upon that wish; and that it would be wrong to make any change in the status of Northern Ireland save with the consent of a majority of its people;

(iv) affirm that, if in the future, the people of the island of Ireland exercise their right of self-determination on the basis set out in sections (i) and (ii) above to bring about a united Ireland, it will be a binding obligation on both Governments to introduce and support in their respective Parliaments legislation to give effect to that wish;

(v) affirm that whatever choice is freely exercised by a majority of the people of Northern Ireland, the power of the sovereign government with jurisdiction there shall be exercised with rigorous impartiality on behalf of all the people in the diversity of their identities and traditions and shall be founded on the principles of full respect for, and equality of, civil, political, social and cultural rights, of freedom from discrimination for all citizens, and of parity of esteem and of just and equal treatment for the identity, ethos and aspirations of both communities;

(vi) recognise the birthright of all the people of Northern Ireland to identify themselves and be accepted as Irish or British, or both, as they may so choose, and accordingly confirm that their right to hold both British and Irish citizenship is accepted by both Governments and would not be affected by any future change in the status of Northern Ireland.

ARTICLE 2

The two Governments affirm their solemn commitment to support, and where appropriate implement, the provisions of the Multi-Party Agreement. In particular there shall be established in accordance with the provisions of the Multi-Party Agreement immediately on the entry into force of this Agreement, the following institutions:

(i) a North/South Ministerial Council;

(ii) the implementation bodies referred to in paragraph 9 (ii) of the section entitled "Strand Two" of the Multi-Party Agreement;

(iii) a British-Irish Council;

(iv) a British-Irish Intergovernmental Conference.

ARTICLE 3

(1) This Agreement shall replace the Agreement between the British and Irish Governments done at Hillsborough on 15th November 1985 which

shall cease to have effect on entry into force of this Agreement.

(2) The Intergovernmental Conference established by Article 2 of the aforementioned Agreement done on 15th November 1985 shall cease to exist on entry into force of this Agreement.

ARTICLE 4

(1) It shall be a requirement for entry into force of this Agreement that:

(a) British legislation shall have been enacted for the purpose of implementing the provisions of Annex A to the section entitled "Constitutional Issues" of the Multi-Party Agreement;

(b) the amendments to the Constitution of Ireland set out in Annex B to the section entitled "Constitutional Issues" of the Multi-Party Agreement shall have been approved by Referendum;

(c) such legislation shall have been enacted as may be required to establish the institutions referred to in Article 2 of this Agreement.

(2) Each Government shall notify the other in writing of the completion, so far as it is concerned, of the requirements for entry into force of this Agreement. This Agreement shall enter into force on the date of the receipt of the later of the two notifications.

(3) Immediately on entry into force of this Agreement, the Irish Government shall ensure that the amendments to the Constitution of Ireland set out in Annex B to the section entitled "Constitutional Issues" of the Multi-Party Agreement take effect.

In witness thereof the undersigned, being duly authorised thereto by the respective Governments, have signed this Agreement.

Done in two originals at Belfast on the 10th day of April 1998.

For the Government
of the United Kingdom of
Great Britain and Northern
Ireland

For the Government
of Ireland

ANNEX 1

The Agreement Reached in
the Multi-Party Talks

ANNEX 2

Declaration on the Provisions of
Paragraph (vi) of Article 1

In Relationship to Citizenship

The British and Irish Governments declare that it is their joint understanding that the term "the people of Northern Ireland" in paragraph (vi) of Article 1 of this Agreement means, for the purposes of giving effect to this provision, all persons born in Northern Ireland and having, at the time of their birth, at least one parent who is a British citizen, an Irish citizen or is otherwise entitled to reside in Northern Ireland without any restriction on their period of residence.

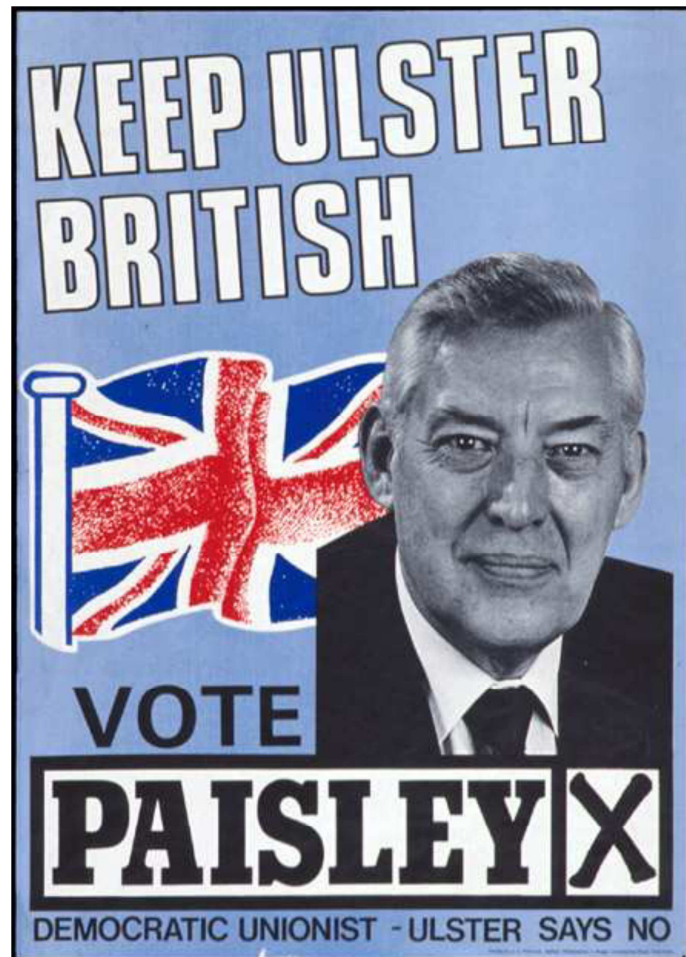
Source: Site internet: <cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/agreement.htm>. Consulté le 15/10/2012.

ANNEXE 12 : Affiche électorale du D.U.P. aux élections à Westminster de 1983.



Source : Linnen Hall Library's Northern Ireland Political Collection, *Troubled Images, Posters and Images of the Northern Ireland Conflict*, CD-ROM. Belfast: 2001.

ANNEXE 13 : Affiche électorale du D.U.P. aux élections de 1986.



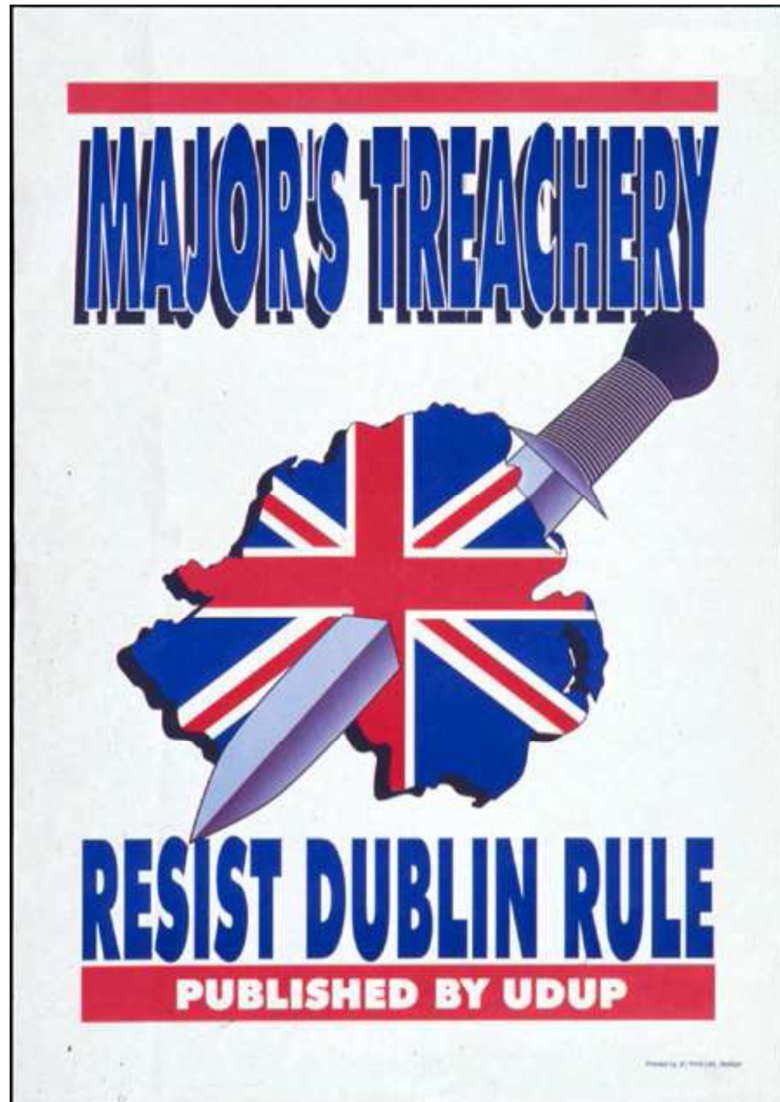
Source : Linnen Hall Library's Northern Ireland Political Collection, *Troubled Images, Posters and Images of the Northern Ireland Conflict*, CD-ROM. Belfast: 2001.

ANNEXE 14 : Affiche électorale du D.U.P. aux élections européennes de 1984.



Source : Linnen Hall Library's Northern Ireland Political Collection, *Troubled Images, Posters and Images of the Northern Ireland Conflict*, CD-ROM. Belfast: 2001.

ANNEXE 15 : Affiche publiée par le D.U.P. suite à la signature de la Déclaration de Downing Street en 1993.



Source : Linnen Hall Library's Northern Ireland Political Collection, *Troubled Images, Posters and Images of the Northern Ireland Conflict*, CD-ROM. Belfast: 2001.

**ANNEXE 16 : Draft of a declaration which Sinn Féin suggests should be made jointly by the British and Dublin Governments (Hume-Adams),
Juin 1992.**

Draft 5: June 1992 Sinn Féin draft (also known as 'Hume-Adams')

Draft of a declaration which Sinn Féin suggests should be made jointly
by the British and Dublin Governments

- 1 The Taoiseach and the Prime Minister acknowledge that the most urgent and important issue facing the people of Ireland, north and south, and the British and Irish governments together, is to remove the causes of conflict, to overcome the legacy of history and to heal the divisions which have resulted, recognising that past failures to settle relationships between the people of both islands satisfactorily has led to continuing tragedy and suffering.
- 2 They consider that the development of European Union fundamentally changes the nature and the context of British-Irish relationships and will progressively remove the basis of the historic conflict still taking place in Northern Ireland. The challenges and opportunities of European Union will, of themselves, require new approaches to serve interests common to both parts of Ireland.
- 3 The Taoiseach and the Prime Minister are convinced of the inestimable value to both their peoples of healing divisions in Ireland and of ending a conflict which has been so manifestly to the detriment of all. Both

recognise that the ending of divisions can come about only through the agreement and cooperation of the people, North and South, representing both traditions in Ireland. They therefore make a solemn commitment to promote cooperation at all levels. It is their aim to foster agreement and reconciliation, leading to a new political framework founded on consent and encompassing the whole island.

- 4 The British Prime Minister reiterates, on behalf of the British Government, that they have no selfish, strategic, political or economic interest in Northern Ireland, and that their sole interest is to see peace, stability and reconciliation established by agreement among the people who inhabit the island. The British Government accepts the principle that the Irish people have the right collectively to self-determination, and that the exercise of this right could take the form of agreed independent structures for the island as a whole. They affirm their readiness to introduce the measures to give legislative effect on their side to this right (within a specified period to be agreed) and allowing sufficient time for the building of consent and the beginning of a process of national reconciliation. The British Government will use all its influence and energy to win the consent of a majority in Northern Ireland for these measures. They acknowledge that it is the wish of the people of Britain to see the people of Ireland live together in unity and harmony, with respect for their diverse traditions, independent, but with full recognition of the special links and the unique relationship which exists between the peoples of Britain and Ireland.
- 5 The Taoiseach, on behalf of the Irish Government, considers that the lessons of Irish history, and especially of Northern Ireland, show that stability and well-being will not be found under any political system which is refused allegiance or rejected on grounds of identity by a significant minority of those governed by it. He accepts, on behalf of the Irish Government, that the democratic right of self-determination by the people of Ireland as a whole must be achieved and exercised with the agreement and consent of the people of Northern Ireland and must, consistent with justice and equity, respect the democratic dignity and the civil rights of both communities.
- 6 The Irish Government accordingly commits itself to working in the spirit and on the basis of the Report of the New Ireland Forum, to create institutions and structures which, while respecting the diversity of the peoples of Ireland, would enable them to work together in all areas of common interest. This will help to build the trust necessary to end past divisions, leading to an agreed and peaceful future. Such structures would, of course, include institutional recognition of the special links that exist between the peoples of Britain and Ireland as part of the totality of relationships, while taking account of newly forged links with the rest of Europe.
- 7 In light of their joint commitment to promote the foregoing objectives, the Taoiseach has indicated to the Prime Minister his intention of establishing a

permanent Irish Convention to consult and advise on the steps required to remove the barriers of distrust which at present divide the people of Ireland and which stand in the way of the exercise in common by them of self-determination on a basis of equality. It will be open to the Convention to make recommendations on ways in which agreement, as defined in the Forum Report, and respect for the rights and identities of both traditions in Ireland, can be promoted and established. The convention will be governed by the authority of Bunreacht na hEireann, and the institutions established under it. It will be a fundamental guiding principle of the Convention that all differences between the Irish people relating to the exercise in common of the right to self-determination will be resolved exclusively by peaceful, political means.

- 8 The convention will be open to all democratically mandated political parties in Ireland which abide exclusively by the democratic process and wish to share in dialogue about Ireland's political future and the welfare of all its people.

Source: Mallie, Eamonn, McKittrick, David, *The Fight for Peace, The Secret Story Behind the Irish Peace Process*, London: Heinemann, 1996. p. 375-377.

ANNEXE 17 : First joint statement issued by Social Democratic and Labour Party (SDLP) leader Mr John Hume and Sinn Féin President, Mr Gerry Adams on Saturday 24 April, 1993

"A meeting between us held on Saturday, April 10th, in our capacities as party leaders of the SDLP and Sinn Féin has given rise to media coverage, some of which was ill-informed or purely speculative.

We are not acting as intermediaries. As leaders of our respective parties we accept that the most pressing issue facing the people of Ireland and Britain today is the question of lasting peace and how it can best be achieved.

Everyone has a solemn duty to change the political climate away from conflict and towards a process of national reconciliation which see the peaceful accommodation of the differences between the people of Britain and Ireland and the Irish people themselves.

In striving for that end we accept that an internal settlement is not a solution because it obviously does not deal with all the relationships at the heart of the problem.

We accept that the Irish people as a whole have a right to national self-determination. This is a view shared by a majority of the people of this island though not by all its people.

The exercise of self-determination is a matter for agreement between the people of Ireland. It is the search for that agreement and the means of achieving it on which we will be concentrating.

We are mindful that not all the people of Ireland share that view or agree on how to give meaningful expression to it. Indeed, we do not disguise the different views held by our own parties.

As leaders of our respective parties we have told each other that we see the task of reaching agreement on a peaceful and democratic accord for all on this island as our primary challenge.

We both recognise that such a new agreement is only achievable and viable if it can earn and enjoy the allegiance of the different traditions on this island, by accommodating diversity and providing for national reconciliation.

We are reporting our discussion of these matters back to our respective parties. They have fully endorsed the continuation of this process of dialogue.

We will be picking up on where the talks between our parties ended in 1988 and reviewing the current political situation.

As at that time we engaged in a political dialogue aimed at investigating the possibility of developing an overall political strategy to establish justice and peace in Ireland."

Source: Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ha24493.htm>>. Consulté le 30/10/12.

ANNEXE 18 : Fourth joint statement issued by Social Democratic and Labour Party (SDLP) leader Mr John Hume and Sinn Féin President, Mr Gerry Adams on Sunday 28 August, 1994

"We met today to review the present situation. In April last year we pointed out that everyone has a solemn duty to assist in the search for a lasting peace. Since then we have applied ourselves unremittingly to this task. As a result there has been an unprecedented focus on the development of an effective peace process.

Last Easter we indicated that we were investigating the possibility of developing an overall political strategy to establish justice and peace in Ireland. We are at present addressing this area in particular and we believe that the essential ingredients of such a strategy may now be available.

A just and lasting peace in Ireland will only be achieved if it is based on democratic principles. It is clear that an internal settlement is not a solution. Both governments and all parties have already agreed that all relationships must be settled.

All that has been tried before has failed to satisfactorily resolve the conflict or remove the political conditions which give rise to it. If a lasting settlement is to be found there must be a fundamental and thorough-going change, based on the right of the Irish people as a whole to national self-determination.

The exercise of this right is, of course, a matter for agreement between all the people of Ireland and we reiterate that such a new agreement is only viable if it enjoys the allegiance of the different traditions on this island by accommodating diversity and providing for national reconciliation.

We have publicly acknowledged that the task of seeking agreement on a peaceful and democratic accord for all the people of Ireland is our primary challenge. We are convinced that significant progress has been made in developing the conditions necessary for this to occur.

We underline that the process in which we are engaged offers no threat to any section of the people on this island. Our objective is agreement among our divided people.

In any new situation there is a heavy onus on the British government to respond positively, both in terms of the demilitarisation of the situation and in assisting the search for an agreed Ireland by encouraging the process of national reconciliation.

It is our informed opinion that the peace process remains firmly on course. We are, indeed, optimistic that the situation can be moved tangibly forward."

**Source: Site internet: <<http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ha28894.htm>>.
Consulté le 30/10/12.**

**ANNEXE 19 : Irish Republican Army (IRA) Ceasefire Statement, 31
August 1994**

"Recognising the potential of the current situation and in order to enhance the democratic process and underlying our definitive commitment to its success, the leadership of the IRA have decided that as of midnight, August 31, there will be a complete cessation of military operations. All our units have been instructed accordingly.

At this crossroads the leadership of the IRA salutes and commends our volunteers, other activists, our supporters and the political prisoners who have sustained the struggle against all odds for the past 25 years. Your courage, determination and sacrifice have demonstrated that the freedom and the desire for peace based on a just and lasting settlement cannot be crushed. We remember all those who have died for Irish freedom and we reiterate our commitment to our republican objectives. Our struggle has seen many gains and advances made by nationalists and for the democratic position.

We believe that an opportunity to secure a just and lasting settlement has been created. We are therefore entering into a new situation in a spirit of determination and confidence, determined that the injustices which created this conflict will be removed and confident in the strength and justice of our struggle to achieve this.

We note that the Downing Street Declaration is not a solution, nor was it presented as such by its authors. A solution will only be found as a result of inclusive negotiations. Others, not the least the British government have a duty to face up to their responsibilities. It is our desire to significantly contribute to the creation of a climate which will encourage this. We urge everyone to approach this new situation with energy, determination and patience."

Source: < <http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ira31894.htm>>. Consulté le 12/03/13.

ANNEXE 20 : The DUP's vision for devolution – Fair deal manifesto 2003 (p. 8-9)

campaign03

KEEP IN TOUCH WITH OUR CAMPAIGN:

- Internet: www.dup2win.com
- Sign Up for Email News: www.dup2win.com/news
- Text Alerts: www.dup2win.com/news

KEEP IN TOUCH WITH OUR CAMPAIGN:

- Internet: www.dup2win.com
- Sign Up for Email News: www.dup2win.com/news
- Text Alerts: www.dup2win.com/news



Judge the UUP on its record and ask yourself the question:
"Is the Union stronger today than it was five years ago?"

THE UUP RECORD OF FAILURE:

In 1998 after negotiations with republicans the Ulster Unionist Party supported every aspect of the Belfast Agreement.

1998

The Belfast Agreement:

- Destroyed the BIC.
- Abolished security provisions.
- Granted Sinn Féin 100 into government.
- Gave Dublin unaccountable executive powers over affairs in Northern Ireland.

On every major issue in the last five years the UUP has been proved wrong and the DUP has been vindicated.




"I'll never forget what they are looking for!"

UUP Deception

Five years ago the UUP deceived the Ulster electorate:

- In 1998 the UUP claimed it had won the BIC.
- In 1998 the Ulster Commission, which the UUP supported, recommended the destruction of the BIC.
- In 1998 the UUP claimed that all Ireland leaders could not operate if the Assembly was suspended.
- Telling leaders months after suspension they will function.
- In 1998 the UUP claimed that the Assembly would be able to hold Minutes in secret.
- On numerous occasions Sinn Féin 100 Ministers have broken the will of the Assembly and its members.



1999-2002

The Ulster Unionist Party has a record of a failure:

- In June 1999 it fought an election on the policy of 'no parties - no government'. In December 1999 the Ulster Unionist Party allowed Sinn Féin 100 into government without any disclaimer.
- In December 2001 the UUP publicly approved the provision of offices for Sinn Féin 100 in Westminster.
- On the Floor of the House of Commons the Secretary of State presented a letter from David Trimble stating the UUP could support it.
- In December 2002 David Trimble stated he was opposed to the distribution of policing and criminal justice powers despite campaigning for it for several years.
- In May 2002 before the General Election David Trimble said he would resign as First Minister. Within the UUP he promised to get some legal case in a way to ensure maximum public confusion just only months later with no mention of any statement by the UUP he returned to government.

UUP Hypocrisy

The Ulster Unionist Party's record is a record of hypocrisy:

- The Ulster Unionist Party was stating that Sinn Féin 100 was not fit to sit on the Policing Board, while at the same time it was sitting on the Executive alongside Sinn Féin 100.
- The Ulster Unionist Party opposed Alan Magee as Lord Mayor of Belfast yet was content to put Martin McGuinness in charge of four children's education.
- While the UUP directed the secreted electronic, numerous financial irregularities.
- Prisoners released.
- Army bases closed.
- Proposed to allow terrorist prisoners onto Ulster Policing Partnerships.
- Offices of Westminster and other public funding.

IRA Activity

As successes faded, the IRA's activities continued. Since the signing of the Agreement:

- Over 2000 members.
- Over 100 bombings.
- Over 200 paramilitary beatings.
- Training IRA members in Colombia.
- Recruiting young Irish recruits.
- Sending documents from Special Branch in Londonderry.
- Operating a spy ring at the heart of government.




Today?

One thing is clear – you can't trust the Ulster Unionists. Before every election the Ulster Unionist Party talks tough. After every election the UUP caves in. You can't afford to give them another chance...



ANTI-AGREEMENT ULSHER UNIONISTS?

UUP ELECTION FRAUD

To end the Belfast Agreement and bring about negotiations for a new agreement it is essential that the DUP wins at least half of the unionist seats in the next Assembly election. This will prevent the election of a First and Deputy First Minister and force negotiations to take place. Your only guaranteed way of forcing negotiations is to vote DUP.

Don't be fooled. Whether UUP candidates claim to be pro or anti agreement the reality is that a vote for any Unionist is a vote for David Trimble. History has taught us that lesson.

Even before that the Westminster election David Trimble made his position clear.

"The reality is that the only way people in Northern Ireland can support David Trimble and the leadership of the Ulster Unionist Party is by voting for the all the Ulster Unionist candidates in greater or lesser numbers who are an individual every time... that reality must not be obscured."



QUESTIONS:

Are you standing on the same principles as David Trimble and other pro-Agreement Ulster Unionists?

Who do you advise voters to give a higher preference to - pro-Agreement UUP candidates, or anti-Agreement UUP candidates?

Are you calling for a renegotiation of the Agreement or simply to let negotiations take place?

Will you vote the Ulster Unionist whip at Stormont?

Can you give a categorical assurance that you will never back David Trimble for First Minister?

UUP UNITY EXPOSED:

"... It is a pretend unity, a unity born of ballot box fear and nurtured by electoral necessity. It's a hollow sham, a despicable make-believe unity whose only purpose is to fool the electorate. But they won't be fooled.

If the UUP enters the election with a cobbled together marriage of convenience then the party will be destroyed. Is the electorate to be asked to vote YES and NO, and I hope nobody at UUP HQ believes that the election can be fought as though the last five years hadn't happened!..."

ALEX KANE : Trimble advisor, on Ulster Unionist election strategy

Source: <www.DUP2win.com>. Consulté le 16 février 2007.

**ANNEXE 21 : The DUP's vision for devolution – Fair deal manifesto
2003 (p. 12)**

campaign03

KEEP IN TOUCH WITH
OUR CAMPAIGN:

Internet:
www.dup2win.com

Sign Up for Email News:
www.dup2win.com/email

Text Alerts:
register online

NORTHERN IRELAND'S REAL NIGHTMARE:



If the Ulster Unionist Party leader David Trimble controls more than fifty percent of the unionist seats in the Assembly then the Belfast Agreement will survive. This is a terrifying prospect for unionism in Northern Ireland. Just as some of the concessions made five years ago cannot now be recovered, another four years of the Belfast Agreement may leave unionism fatally weakened.

UNCONTROLLABLE SINN FEIN/IRA MINISTERS

In the Belfast Agreement the Ulster Unionist Party not only created a form of devolution which placed Sinn Fein/IRA in the heart of government but they also created a system in which the Assembly was unable to control Sinn Fein/IRA Ministers.

Last time around Sinn Fein/IRA was entitled to two departments, next time under the existing arrangements it is likely to be more.

On a number of occasions Sinn Fein/IRA Ministers flouted the will of the Assembly. The Sinn Fein/IRA Health Minister from West Belfast, contrary to the wishes of the Assembly and its Health Committee, chose to close maternity services in South Belfast and put them in her West Belfast constituency. The Assembly and the Executive were powerless to act.

The anti-gangster school Sinn Fein/IRA Education Minister, on his last day in office, chose to abolish the T1+ without the consent of the Assembly and before any agreement had been found. Again the Assembly is powerless to overturn such a decision.

Next time around who knows what departments Sinn Fein/IRA could control. What actions could they take which could not be reversed by the Assembly? Gerry Kelly could be Policing and Justice Minister.



GERRY ADAMS AS DEPUTY FIRST MINISTER

It is likely that Sinn Fein/IRA will overtake the SDLP as the largest nationalist party.

This means that if David Trimble secures over 50% of nationalist seats Gerry Adams or Martin McGuinness would be Deputy First Minister. Whilst nationalists cannot control who nationalists elect, think of the consequences of Unionists returning the DUP to power.

- Do you want Sinn Fein/IRA representing Northern Ireland across the world?

- Do you want Sinn Fein/IRA appointing High Court judges?

- Do you want Sinn Fein/IRA to control public appointments in Northern Ireland?

- Do you want Sinn Fein/IRA to run policing in Northern Ireland?

- Do you want Sinn Fein/IRA to control Criminal Justice in Northern Ireland?

With the Ulster Unionist Party leading unionism all of this will happen. The DUP supports a new form of government where terrorist related parties have no such control.

MORE ALL-IRELAND RULE

All three of the referendums Ulster Unionists claimed that the Union had been strengthened yet the Belfast Agreement set up all-Ireland institutions with executive powers which are unacceptable to the Assembly.

Despite what was promised by the Ulster Unionist Party the DUP has proved:

- The Assembly cannot hold the North-South Ministerial Council to account.

- The Assembly has been unable to amend the budget of the all-Ireland implementation bodies.

- The all-Ireland institutions continued after the Assembly was suspended.

Uncontrollable all-Ireland bodies are the starting point for a united Ireland.

While David Trimble has said he wants to equal North-South rule, the DUP believes power should rest with the Northern Ireland Assembly.

SINN FEIN/IRA PERMANENTLY IN GOVERNMENT

Regardless of the behaviour of republicans there are no adequate provisions for the removal of Sinn Fein/IRA from the Executive in the current Assembly structure.

As we predicted, the exclusion mechanisms negotiated by Ulster Unionists proved to be totally unworkable in practice because of the need for SDLP support.

The Hillsborough "sanctions" are an ineffective measure negotiated by the DUP in 1998.

Indeed after campaigning in the Referendum on the basis that Unionists would have control over Sinn Fein/IRA's position in government, the DUP had to resort to calling for the government to take action in 2002.

If the Belfast Agreement is allowed to stay in place then Sinn Fein/IRA has its place in government permanently secured.

Only a vote for the DUP can stop this happening.

A vote for the Ulster Unionists will make this nightmare a reality.

FOUR MORE YEARS OF TRIMBLE'S AGREEMENT

ANNEXE 22 : The DUP's vision for devolution – Fair deal manifesto 2003 (p. 7.)

KEEP IN TOUCH WITH OUR CAMPAIGN:

 **Internet:** www.dup2win.com

 **Sign Up for Email News:** www.dup2win.com/email

 **Text Alerts:** register online





Sinn Fein/IRA has fought a thirty year war in Northern Ireland to advance its ambitions for a united Ireland. Through all the years of bombing it was unable to achieve its goals, but since 1994 and the first so-called ceasefire it has extracted major concessions. This is down to weak leadership by the Ulster Unionist Party. Let us remember the organisation that is Sinn Fein/IRA.

The Sinn Fein/IRA agenda remains the achievement of a United Ireland by whatever means necessary. Its so-called ceasefire is a mere illusory tactic, used to advance its long term aims and objectives. The long and varied list of terrorist activity over the last five years and beyond demonstrates that the IRA has not gone away but is continuing to re-arm and perpetuate terror, even when in government.

Sinn Fein/IRA still engages in a continuous cycle of violence. It has never abandoned the targeting, training and recruiting business and has completely disregarded all calls for its disbandment. It is responsible for murder, shootings and assaults and numerous bombing attempts.

THE SINN FEIN IRA AGENDA




There is no doubt that the majority of the people of Northern Ireland, and certainly the vast majority of unionists, consider that while Adams, McGuinness and the other Sinn Fein/IRA spokesmen are claiming the IRA ceasefire to be intact the IRA is in fact building up its military capacity.

The Colombia Three have been on trial for their terror training activity. These are major charges.

The IRA continues to be the most sophisticated and ruthless terror organisation in Europe and the western world.

It possesses a massive weapons arsenal, all of which remains firmly within its control and it has international criminal links.

It has previously ordered weaponry from Florida in addition to training nano-terrorist enemies of the United States. If it is committed to decommissioning, what is it doing ordering tonnes of weapons in the United States of America? The IRA has not disbanded and has no intention of disbanding. Sinn Fein/IRA exists because of the power of the gun.

Having been caught operating one of the largest spy shops ever uncovered, Sinn Fein/IRA has demonstrated its lack of commitment to exclusively peaceful and democratic behaviour.

In addition to gathering intelligence material from the Northern Ireland Office and other government departments they have also been:

- Targeting leading political, judicial, security, forensic and legal figures using updated intelligence files.
- Smuggling weapons from Florida for the purposes of upgrading its weapons stockpile.
- Monitoring over a dozen people in Northern Ireland since the signing of the Belfast Agreement in April 1998.
- Updating its weapons and bomb techniques in Colombia as well as exchanging terrorist tips with its colleagues in the IRA movement.
- Identified as being the major line of inquiry into the break-in at Special Branch Headquarters, Castleknock.
- Complicit in its role as judge and jury in the community in the form of beatings, shootings, and other forms of intimidation.
- Orchestrating and organising violence in East and North Belfast and elsewhere, culminating in the shooting of the Protestants in the East of the city.

Violence and terrorist activity is on the increase in Northern Ireland because it is accepted that terrorists can be admitted to the democratic process while continuing to pursue the path of terror.

Sinn Fein's failure to follow democratic rules makes its place in government totally unacceptable. No amount of explaining or defining the reality that two representatives of a fully armed terrorist organisation, that pays lip service to non-violent commitments, were elevated to the position of unaccountable Ministers in the government of Northern Ireland.

The DUP is opposed to terrorists in government. The people of Northern Ireland deserve better. It's time for a fair deal.



Source: Source: <www.DUP2win.com>. Consulté le 16 février 2007.

ANNEXE 23 : Chronologie

- 1800** : Union législative entre l'Irlande et la Grande-Bretagne
- 1858** : formation de l'I.R.B.
- 1873** : formation de la *Home Rule League*
- 1886** : création d'un groupe unioniste à la Chambre des communes, Premier projet de loi sur l'autonomie
- 1893** : Deuxième projet de loi sur l'autonomie de l'Irlande
- 1905** : Formation du *Sinn Féin*
- 1912** : Troisième projet de loi sur l'autonomie de l'Irlande
- 1913** : Formation de l'U.V.F.
- 1914-1918** : Première Guerre Mondiale – Autonomie accordée à l'Irlande mais reportée
- 1916** : Insurrection de Pâques
- 1919** : Formation de la première *Dáil*
- 1919-1921** : Guerre d'indépendance irlandaise
- 1920** : *Government of Ireland Act*
- 1921** : Ouverture du Parlement nord-irlandais à Belfast – Traité d'indépendance
- 1951** : Création de l'Eglise Presbytérienne Libre par Ian Paisley
- 1963** : Terence O'Neill devient Premier ministre de l'Irlande du Nord
- 1967** : Création de la N.I.C.R.A.
- 1968** : Première manifestation pour les droits civiques
- 1969** : Envoi des troupes britanniques en Irlande du Nord
- 1969** : Division de l'I.R.A. en I.R.A. Officielle et I.R.A. Provisoire
- 1970** : Division du *Sinn Féin* en Sinn Féin Officiel et *Sinn Féin* Provisoire, Création du S.D.L.P.
- 1971** : Création du D.U.P.
- 1972** : Administration directe de Westminster sur l'Irlande du Nord
- 1973** : Accord de Sunningdale – Formation d'un Exécutif nord-irlandais
- 1974** : Grève de l'U.W.C. et chute de l'Exécutif
- 1981** : Grève de la faim des prisonniers républicains
- 1988** : Entrevues entre John Hume (S.D.L.P.) et Gerry Adams (*Sinn Féin*)
- 1985** : Accord anglo-irlandais
- 1993** : Déclaration de Downing Street
- 1994** : Cessez-le-feu de l'I.R.A. Provisoire
- 1996** : Fin du cessez-le-feu de l'I.R.A. Provisoire
- 1997** : Nouveau cessez-le-feu de l'I.R.A. Provisoire
- 1998** : Accords du Vendredi Saint ou Accords de Belfast (avril) – Approbation des Accords par référendum (mai)
- 1999** : Transfert des pouvoirs à l'Assemblée nord-irlandaise
- 2001** : Démission de David Trimble (Premier ministre nord-irlandais)
- 2002** : Suspension de l'Assemblée nord-irlandaise – retour de l'administration directe de Westminster en Irlande du Nord
- 2001** : Le *Sinn Féin* devient le premier parti nationaliste devant le S.D.L.P.
- 2003** : Le D.U.P. devient le premier parti unioniste nord-irlandais
- 2004** : Pourparlers à Leeds Castle
- 2005** : L'I.R.A. Provisoire annonce mettre fin à la lutte armée et s'engager dans une phase de désarmement
- 2006** : Pourparlers à St Andrews
- 2007** : Retour de la dévolution en Irlande du Nord – Formation d'un Exécutif et d'une Assemblée au pouvoir partagé

Les répercussions du processus de paix en Irlande du Nord sur les partis radicaux de la province : de la contestation à la participation.

Résumé de la thèse :

Cette étude porte sur l'impact du processus de paix en Irlande du Nord sur les partis politiques de la Province jusqu'à présent considérés comme radicaux : le D.U.P. et le *Sinn Féin*.

Il s'agit d'identifier et d'analyser les changements stratégiques et politiques survenus au sein du D.U.P. et du *Sinn Féin* pendant le processus de paix afin d'aboutir à une entente politique en mai 2007, date de formation de l'Assemblée nord-irlandaise. Ainsi, nous tentons, d'une part, de démontrer comment le D.U.P. est passé du radicalisme politique et religieux à la modération, et, d'autre part, comment le *Sinn Féin* s'est distancé de la lutte armée de l'I.R.A. pour s'engager dans un combat exclusivement politique.

Cette étude propose, dans un premier temps, d'identifier le statut du D.U.P. et du *Sinn Féin* sur la scène politique nord-irlandaise avant le processus de paix pour ensuite mettre en exergue les difficultés liées à la mise en place des accords de paix dans la province, compte tenu des divergences idéologiques de ces deux partis. Le rôle, les stratégies et le discours politique de ces deux partis pendant le processus de paix sont analysés afin de mieux comprendre leur perception des accords de paix mais également leur succès auprès des électeurs nord-irlandais. En effet, il est démontré que la stratégie politique du D.U.P. et du *Sinn Féin* pendant le processus de paix s'est avérée être efficace sur le plan électoral et a donc été synonyme de nouveaux enjeux politiques. En devenant les acteurs principaux des négociations sur l'avenir politique de l'Irlande du Nord, le D.U.P. et le *Sinn Féin* ont ainsi été contraints de participer, ensemble et de manière constructive, à la vie politique nord-irlandaise. Cette étude entend donc démontrer quels mécanismes diplomatiques et politiques ont contribué à transformer ces deux partis pour finalement les amener à partager le pouvoir politique en Irlande du Nord.

Mots clés :

Irlande du Nord – Processus de paix – D.U.P. – *Sinn Féin* – Radicalisme politique – Discours politique – Accords de paix.

Summary of the thesis :

The present work is an attempt to examine the impact of the Northern Irish peace process on the DUP and *Sinn Féin*, since these two parties used to be considered as being radical ones.

The author consequently analyses the political and strategic transformation of these two parties during the peace process which eventually permitted the formation of a mandatory coalition in May 2007 as well as the restoration of devolution in the Province.

The aim of this study is therefore to demonstrate how the DUP shifted from political and religious radicalism to moderation and how the Republican Party dissociated itself from the IRA's armed struggle to embark on exclusively political activities.

Three questions underlie our analysis: Considering their radical political beliefs, which role did these two parties play in Northern Irish politics before the peace process? What was their interpretation of the different peace treaties and what enabled them to appeal to the Northern Irish electorate? Finally, following their political success, how did they manage to deal with their new political responsibilities, namely sharing power in Northern Ireland?

This study thus intends to reveal the diplomatic and strategic mechanisms that contributed to the transformation of these two parties over the last decades and how they succeeded in sharing political power.

Keywords:

Northern Ireland – Peace process – DUP – *Sinn Féin* – Fundamentalism – Radicalism – Political discourse – Peace treaties.